



Thèse

2010

Public access

This version of the publication is provided by the author(s) and made available in accordance with the copyright holder(s).

Cadrage informatif du conflit armé en Colombie dans les journaux télévisés nationaux : informations médiatiques et communication de guerre

Serrano, Yeny

How to cite

SERRANO, Yeny. Cadrage informatif du conflit armé en Colombie dans les journaux télévisés nationaux : informations médiatiques et communication de guerre. Doctoral Thesis, 2010. doi: 10.13097/archive-ouverte/unige:12450

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:12450>

Publication DOI: [10.13097/archive-ouverte/unige:12450](https://doi.org/10.13097/archive-ouverte/unige:12450)

© This document is protected by copyright. Please refer to copyright holder(s) for terms of use.

Last update in Archive ouverte UNIGE on 14.03.2023 17:08



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

**FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES**

TITRE DE VOTRE THESE

Thèse présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales de
l'Université de Genève

***Cadrage informatif du conflit armé en Colombie par les journaux télévisés
nationaux. Informations médiatiques et pratiques de communication de
guerre***

Par **Yeny SERRANO**

pour l'obtention du grade de
Docteur ès sciences économiques et sociales
mention : ***Sciences de la communication et des médias***

Membres du jury de thèse :

Mme Annik DUBIED, professeure associée, Université de Genève
Mme Aline HELG, professeure, Faculté des Lettres, Université de Genève
M. Thierry LANCIEN, professeur, Université Michel de Montaigne – Bordeaux 3
M. Marcelo OLARREAGA, professeur, Président du jury, Université de Genève
**M. Philippe VIALON, professeur associé, Directeur de thèse, Université de
Genève**

Thèse N°737
Genève, 2010

La Faculté des sciences économiques et sociales, sur préavis du jury, a autorisé l'impression de la présente thèse, sans entendre, par là, n'émettre aucune opinion sur les propositions qui s'y trouvent énoncées et qui n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

Genève, le **1^{er} octobre 2010**

Le doyen
Bernard MORARD

Impression d'après le manuscrit de l'auteur

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
SCIENCES DE L'INFORMATION, DE LA COMMUNICATION ET DES MÉDIAS
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

THÈSE DE DOCTORAT
Présentée et soutenue par
Yeny SERRANO

***Cadrage informatif du conflit armé en
Colombie par les journaux télévisés nationaux.
Informations médiatiques et pratiques de
communication de guerre***

Directeur de thèse :
Prof. Philippe VIALLO

Membres du jury :
Prof. Annik DUBIED, Université de Genève
Prof. Aline HELG, Université de Genève
Prof. Thierry LANCIEN, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3
Prof. Marcelo OLARREAGA, Université de Genève

Genève, septembre 2010

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier mon directeur de thèse, Philippe Viallon, pour sa disponibilité, l'aide compétente qu'il m'a apportée, ses critiques constructives et l'intérêt qu'il a toujours accordé à mon travail.

J'exprime ma plus vive gratitude à Aline Helg qui m'a beaucoup appris sur mon propre pays. Son enthousiasme pour la recherche, son ouverture et la rigueur qu'elle transmet à ses étudiant-e-s constituent pour moi un modèle. Son soutien inconditionnel m'a profondément aidé à avancer, ainsi que ses conseils.

J'adresse évidemment mes sincères remerciements à l'ensemble du jury : professeur-e-s Annik Dubied, Aline Helg, Thierry Lancien et son président, Marcelo Olarreaga pour la lecture de mon projet de thèse et leurs commentaires qui m'ont permis de retravailler mon manuscrit. Leurs compétences dans les différents domaines abordés par ma recherche m'ont permis de bénéficier d'un regard complémentaire non seulement pour la version finale de ma thèse, mais également pour sa publication future.

Je remercie également l'école doctorale en communication et médias de l'Université de Genève pour les moyens mis à disposition des doctorant-e-s et tout particulièrement à Patrick Amey pour sa disponibilité et ses conseils avisés.

À ma famille, ma mère, mon père, ma sœur et mon frère, j'adresse mes remerciements. Malgré la distance, ils m'ont toujours soutenue et ont rendu possible cette recherche grâce au temps qu'ils ont consacré pour enregistrer et chercher le matériel dont j'avais besoin.

Un grand merci à tous mes ami-e-s et tout particulièrement à mes très chers lecteurs et correcteurs du français, Juan, Angélica, Alfonso et Sarah qui n'ont jamais refusé de consacrer une partie de leur temps à la révision de mes textes. Merci aussi à Maria Teresa et à Keltoum.

Enfin, toute ma gratitude à mon complice et compagnon. Sa confiance en moi et son énorme collaboration m'ont toujours motivé pour aboutir ce travail.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	3
SOMMAIRE.....	5
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	7
PREMIÈRE PARTIE : LA COLOMBIE	31
3. PRÉSENTATION	33
4. LE CONFLIT ARMÉ INTERNE.....	35
5. LES MÉDIAS D'INFORMATION EN COLOMBIE	67
6. CONFLIT ARMÉ ET LOGIQUE MÉDIATIQUE EN COLOMBIE	83
DEUXIÈME PARTIE : CADRE THÉORIQUE.....	85
7. ÉTATS DES LIEUX DE LA RECHERCHE	87
8. CHAMP NOTIONNEL : INFORMATION, OBJECTIVITÉ, CADRAGE.....	113
9. LES MÉDIAS DANS LES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES EN GUERRE.....	129
10. LE JOURNAL TÉLÉVISÉ	149
11. MODÈLE THÉORIQUE PROPOSÉ	171
TROISIÈME PARTIE : ÉTUDE EMPIRIQUE. LE CONFLIT ARMÉ INTERNE EN COLOMBIE DANS LES JOURNAUX TÉLÉVISÉS NATIONAUX	177
12. MÉTHODE	179
13. RÉSULTATS	207
14. LE CONFLIT ARMÉ DANS LES JOURNAUX TÉLÉVISÉS : SYNTHÈSE.....	393
CONCLUSION GÉNÉRALE	401
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	413
ANNEXES.....	439
ANNEXE 1 : PREMIÈRE GRILLE DE TRANSCRIPTION	441
ANNEXE 2 : GRILLE DE TRANSCRIPTION D'UNE UNITÉ D'INFORMATION	445
ANNEXE 3 : EXEMPLE DE TRANSCRIPTION D'UN SOUS-CORPUS : LE RECRUTEMENT D'ENFANTS	449
TABLE DES MATIÈRES	461

INTRODUCTION GÉNÉRALE

1. À l'origine de cette étude

Le traitement que les médias de masse accordent aux guerres et aux conflits armés ne cesse de susciter de nombreux débats et critiques. On leur reproche souvent, entre autres, de déformer la réalité, de manquer d'objectivité, de ne pas informer de manière transparente, de tenir des discours partisans soutenant l'une ou l'autre partie, etc. Ces critiques posent la question, largement étudiée au sein de nombreuses disciplines en sciences humaines et sociales, de la relation entre médias, information et guerre à l'intérieur des pays démocratiques. D'une part, la situation de confrontation armée, comme le soulignent Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier, crée un contexte de demande maximale d'information (2004 : 7) ; d'autre part, les médias servent ou peuvent servir les intérêts des belligérants (Arboit, Mathien, 2006). D'ailleurs, en plus de leurs fonctions d'information et de divertissement (Lochard, Boyer, 1998), les médias de masse représentent un terrain concurrentiel que les acteurs du conflit convoitent, car ils produisent, reproduisent et font circuler des discours. Ceux-ci contribuent à « construire » et « reconstruire » la « réalité » d'une guerre, de plus, dans le contexte de déréglementation du marché médiatique, la guerre devient un moyen pour faire de l'audience (Arboit, Mathien, 2006 : 29). Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les analystes des médias, et plus largement les chercheurs en sciences sociales, se demandent comment les discours médiatiques peuvent influencer la perception des individus à propos d'une guerre ou quel rôle jouent les médias dans le déroulement d'une confrontation armée. C'est justement dans le cadre de cette réflexion que cette thèse se situe en prenant comme cas d'étude le conflit armé interne¹ en Colombie et sa couverture médiatique.

Ce conflit oppose les forces armées de l'État, les groupes de guérilla et les groupes paramilitaires. Dans cette perspective, et comme pour d'autres travaux portant sur la couverture médiatique des guerres (Charaudeau, Lochard, Soulages, Fernandez, Croll,

¹ La façon de désigner la situation de violence sociopolitique en Colombie s'avère délicate compte tenu des enjeux juridiques et de légitimité qui en découlent. La distinction entre les notions de « guerre », « guerre civile » et « conflit armé interne » sera abordée dans le quatrième chapitre. Cette question fait également partie des analyses du corpus. Pour l'instant, il faut préciser que cette thèse adoptera l'appellation de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la situation de violence en Colombie : « conflit armé interne » ou confrontation armée qui se déroule à l'intérieur des frontières d'un État sans que d'autres pays soient concernés (PNUD-Colombie, 2003). Dans ce travail, le terme « confrontation armée » englobe les guerres et les conflits armés internes.

2001), il ne s'agit pas d'étudier le conflit lui-même, mais le mécanisme d'influence qui se met en place par le traitement médiatique. Dans ce sens, la question n'est pas de savoir quelles opinions véhiculent les médias de masse colombiens à propos du conflit armé, ni de décrire comment s'organise la profession journalistique dans le pays, ni la structure des entreprises médiatiques, mais d'analyser les éléments de jugement que ces médias proposent aux citoyens. En d'autres termes, cette thèse ne propose pas une analyse de la production qui s'inscrirait dans le domaine de la sociologie du journalisme, de la sociologie des sources ou de l'économie des médias en Colombie. Elle ne propose pas non plus une analyse de la réception. Le choix adopté a comme but de permettre de se concentrer sur le produit médiatique tel qu'il est diffusé à l'attention des récepteurs. Toutefois, ce choix entraîne en même temps quelques limites². Ainsi, les résultats obtenus décrivent les éléments de jugement que les médias proposent, sans que cela suppose que ces éléments soient adoptés tels quels par les récepteurs.

En s'intéressant aux discours que les médias diffusent aux citoyen-ne-s, cette recherche se situe au niveau de l'analyse du discours. Plus spécifiquement, elle analyse le *cadrage* avec lequel les médias de masse du pays informent les citoyens, autrement dit, les éléments sur lesquels ces médias mettent l'accent et la manière dont ils les expriment. Ces éléments choisis et mis en relief par les médias, au détriment d'autres, constituent des pistes de réflexion à partir desquelles la « réalité du conflit » peut être interprétée. Le cadrage est ainsi défini comme une lecture interprétative de la réalité qui est mis en évidence à travers les mots et les images sélectionnés par les médias pour rapporter les événements liés au conflit. En effet, la notion de cadrage, qui sera plus longuement traitée dans le chapitre 8, rend compte de l'influence que peut avoir la manière de dire, de décrire et d'expliquer un morceau de la réalité (événements, acteurs, relations de causalité) sur la manière dont cette réalité peut être perçue par les individus (Entman, 1993 : 52 ; Igartúa, *et.al.*, 2005 : 240 ; Iyengar, 1991 : 11-13).

Aussi la problématique abordée par cette thèse englobe-t-elle deux champs de recherche : en premier lieu, celui des médias dans les démocraties occidentales et de leur influence sur les individus ; en deuxième lieu, celui de la médiatisation des guerres par les médias de masse. Pour comprendre comment les médias de masse informent les citoyens à propos d'une confrontation armée et quelles variables interviennent dans la mise en discours d'une guerre par les médias de masse, de nombreux travaux ont été consultés. Ceux-ci portent principalement sur les médias (Bourdon, 2009 ; Breton, Proulx, 2002 ; Lochar, Boyer, 1998 ; Rieffel, 2005 ; Sabucedo, 1997), les guerres (Chaliand, 1992 ; Géré, 1997) et plus précisément la médiatisation des conflits internes et internationaux

² Ces limites seront discutées dans la conclusion générale.

impliquant divers pays (Arboit, Mathien, 2006 ; Charaudeau, Lochard, Soulages, Fernandez, Croll, 2001 ; Fleury, Walter, 2008 ; Mathien, 2001 ; Tamayo, Bonilla, 2005).

1.1. À propos des médias

Des études théoriques et empiriques ont été menées depuis le début du XX^e siècle à propos des médias de masse, leur rôle dans la société et leur influence sur les individus. Il ne s'agit pas ici de revenir sur ces travaux largement analysés et critiqués par des études plus récentes (Bourdon, 2009 ; Breton, Proulx, 2002 ; Sabucedo, 1997 ; Soulages, 1999). Ces analyses critiques constatent que, dès leur apparition, les médias de masse suscitent, non seulement de l'intérêt, mais aussi de la méfiance. Au début du XX^e siècle, les premiers théoriciens parlaient des effets illimités des médias. Ces derniers étaient considérés comme des instruments de manipulation des masses. Un exemple de ce type d'approche est le modèle de la « seringue hypodermique »³. Puis, au fur et à mesure que les études empiriques se développaient, que d'autres disciplines s'y intéressaient et que de nouveaux médias voyaient le jour, la connaissance à leur propos s'est affinée. Ainsi, les chercheurs ne parlent plus des médias comme des manipulateurs tout puissants. Ils décrivent et expliquent les mécanismes à travers lesquels les médias influencent le comportement des individus, comme par exemple la théorie du *two step flow*⁴. En plus d'améliorer les connaissances sur les médias et les messages qu'ils diffusent, les dernières décennies ont vu apparaître des études qui considèrent les récepteurs des messages médiatiques comme une partie essentielle du processus de la communication de masse (Charaudeau, 1997, 2005 ; Dayan, 1989, 1992 ; Esquenazi, 2002, 2003 ; Macé, 2006).

De nos jours, de nombreux auteurs (Arboit, Mathien, 2006 ; Charaudeau, 1997, 2005 ; Fleury, Walter, 2008 ; Gerstlé, 2001 ; Soulages, 1999 ; Sabucedo, 1997) reconnaissent que les médias, certes, n'ont pas un pouvoir illimité sur les individus. Toutefois, ils peuvent influencer leur comportement à différents niveaux et à certaines conditions. Sous cet angle, au moins trois effets sont reconnus : les effets d'agenda, les effets de cadrage et les effets d'amorçage (Gerstlé, 2001 : 11-28). Les effets d'agenda « désignent l'impact des médias d'information sur la saillance des enjeux perçus par l'opinion. Empiriquement, cet effet est exhibé par la tendance des sondés à citer les enjeux médiatisés comme étant les enjeux politiques les plus importants » (Gerstlé, 1996 :

³ Ce modèle postulait que les médias « injectent » des idées, des attitudes et des modèles de comportement à des individus atomisés, passifs, et particulièrement vulnérables (Dayan, 1989).

⁴ Ce modèle expliquait l'influence des médias en deux étapes : d'abord les médias influencent les leaders d'opinion, et ensuite, ces derniers, en contact direct avec le terrain influencent les opinions des individus (Lazarsfeld, Berelson, Gaudet, 1948 ; cités par Breton et Proulx, 2002).

739). Ces effets ont été étudiés dans le cadre des processus d'*agenda setting*⁵ et d'*agenda building*⁶ (Charron, 1995 ; García, Adamo, Freidenberg, 1985). Les effets de cadrage⁷, auxquels cette thèse s'intéresse plus particulièrement, font référence au « mode de présentation d'un fait [qui] affecte sa signification puisqu'il consiste à l'intégrer dans un contexte précis. Le cadre interprétatif fournit immédiatement une définition de la situation du problème concerné et peut suggérer des évaluations voire des solutions » (Gerstlé, 1996 : 739). Enfin, les effets d'amorçage « désignent l'influence des médias d'information sur les critères retenus pour évaluer et produire des jugements politiques. En se focalisant sur certains événements, faits et enjeux, l'information rendue accessible attire l'attention du public et l'incite à les utiliser comme critères d'évaluation (...). La visibilité donnée à un problème dans les médias va accroître temporairement l'accessibilité de l'attitude individuelle sur ce problème et ainsi amorcer l'évaluation des acteurs politiques en concurrence » (Gerstlé, 1996 : 740).

Cette manière d'analyser et de comprendre le rôle des médias dans la société met en exergue le fait que les thèmes sur lesquels les médias décident de parler et la façon de le faire (ordre privilégié, lexique utilisé, etc.) influent la perception des individus à propos de ces thèmes (Gamson, Modigliani, 1990 ; Igartúa, *et. al.*, 2006 ; Iyengar, 1991). Certes, les études sur la réception ont bien précisé à quel point les récepteurs actualisent les messages médiatiques en leur accordant un sens particulier qui n'est pas le même pour tous les membres de l'instance réceptrice, ni le sens prévu par l'instance médiatique⁸. Toutefois, au sein des sociétés démocratiques dans lesquelles les individus sont appelés à s'exprimer à travers de sondages, voire à prendre des décisions à travers leur vote, sur les différents sujets de société, les discours médiatiques revêtent une importance particulière. En effet, pour beaucoup de citoyens, il s'agit de prendre des décisions sur des réalités qu'ils connaissent mal, voire pas du tout. C'est le cas du conflit armé en Colombie, spécialement pour une grande partie de la population urbaine qui a une connaissance du conflit essentiellement par le biais des médias et des images qui passent à la télévision (Baron, 2001 ; Flores, Crawford, 2001). Les études menées à ce sujet mettent en évidence

⁵ « [Cette notion] désigne un modèle qui établit une relation causale entre l'importance que les médias accordent à certains sujets et la perception qu'ont les consommateurs de nouvelles de l'importance de ces sujets. Les médias influencent l'ordre du jour des affaires publiques dans la mesure où le public ajuste sa perception de l'importance relative des sujets à l'importance que les médias leur accordent » (Charron, 1995 : 73).

⁶ « Certains auteurs ont suggéré d'abandonner la notion d'*agenda-setting* au profit de la notion d'*agenda-building*, laquelle désigne un processus collectif d'élaboration d'un agenda impliquant une certaine réciprocité entre les médias, les décideurs et le public. Ce concept mieux adapté (...) ne dit rien sur la manière dont les acteurs procèdent à cette construction » (Charron, 1995 : 79).

⁷ Notion définie dans le chapitre 8.

⁸ Patrick Charaudeau distingue pour cela les *effets visés*, les *effets possibles*, les *effets supposés* et les *effets produits* (Charaudeau, 2005 : 15-19).

que lorsque les citoyens doivent se prononcer à propos des sujets sociaux qui les concernent peu, ils ont tendance à puiser des éléments de jugement dans leur contexte le plus immédiat (García, Romero, 2001 ; Iyengar, 1991 : 7-8) et les médias de masse sont un des principaux fournisseurs de ces éléments de jugement (Cornu, 1994 ; Schudson, 2000). Pour cette raison, les discours d'information méritent une attention particulière dans la mesure où ils peuvent être utilisés par les citoyens-consommateurs⁹ des contenus médiatiques pour évaluer une réalité quelconque.

1.2. À propos des médias et des confrontations armées

Comme pour le champ relatif aux médias et leur influence sur le comportement des individus, une multitude d'études a été publiée à propos du traitement des guerres et des conflits armés par les médias de masse d'information. Globalement, elles présentent des analyses concrètes de corpus médiatiques pris lors de différentes guerres ou conflits qui se sont déroulés au cours du XX^e siècle. Ainsi, divers supports incluant la radio, la presse écrite, la télévision et internet ont été dépouillés par les chercheurs pour savoir comment les médias ont traité ces différentes guerres, quel camp ils ont favorisé, quels intérêts sous-jacents ils comportent et dans quelle mesure les informations médiatiques permettent de mieux appréhender les conflits et leurs enjeux.

Plus exactement, un premier ensemble de travaux analyse la pratique professionnelle journalistique en contexte de confrontation armée (Charon, Mercier, 2002, 2003 ; Da Lage, 2006 ; MPP, *et. al.*, 2006 ; Restrepo, 2002). Un deuxième groupe analyse la couverture médiatique d'un conflit étranger par des médias nationaux ou multinationaux en prenant comme sujet les deux guerres mondiales, la guerre des Malouines, la guerre du Golfe, la guerre en Irak, le conflit israélo-palestinien et le conflit en Irlande du Nord, entre autres (Arquembourg-Moreau, 2003, 2006 ; Awad, 2006 ; Bouzennout, 2006 ; Charaudeau, *et. al.*, 2001 ; Charon, 2003 ; Hartmeier, 2006 ; Kiyindou, 2006 ; Krieg-Planque, 2003 ; Lits, 1997 ; Sergeant, 1992 ; Veniard, 2007). Un troisième groupe de travaux observe le traitement médiatique d'une guerre entre pays différents par les médias de ces pays (Becker, 2006 ; Bertrand, 2006 ; Chomsky, Herman, 2003 ; Demers, 2006 ; Palmer, 2006). Enfin, certains travaux étudient la médiatisation d'un conflit armé interne par les médias nationaux (Bonilla, Tamayo, 2007a, 2007b ; Flores, Crawford, 2001 ; Huguenin-Benjamin, 2003 ; Lamloum, 2003 ; López, 2002b, 2003 ; Rey, Bonilla, 2004 ; Rincón, Ruíz, 2002a,

⁹ Dans les sociétés occidentales les récepteurs des médias jouent deux rôles : ils sont des citoyens (dans la mesure où les médias constituent pour eux une source d'information importante), mais aussi des consommateurs (dans la mesure où ils sont la cible principale des médias pour assurer leur survie économique) (Charaudeau, 1997). Tout en reconnaissant les débats autour des notions qui désignent les récepteurs des messages médiatiques et qui décrivent leurs activités spectatoriels (Cefai, Pasquier, 2003 ; Le Marec, 2001 ; Esquenazi, 2003b ; Quéré, 2003), cette thèse reprend la notion de *citoyens-consommateurs* pour mieux souligner le double rôle de l'instance réceptrice.

2002b ; Tamayo, Bonilla, 2005 ; Tupper, 2006). C'est justement dans ce cadre que cette thèse s'inscrit. Ceci étant, les résultats et les interprétations proposés par l'ensemble des approches ont été pris en compte puisque ces travaux fournissent des éléments de réflexion complémentaire en identifiant ce que la couverture des guerres par les médias de masse a en commun dans différents contextes et à différentes époques.

À ce propos, un constat s'impose. Dans la couverture des guerres et des conflits armés par les médias de masse, les relations que médias et journalistes entretiennent avec les acteurs directement concernés par les guerres, notamment les sources officielles et les acteurs armés, jouent un rôle déterminant dans le processus de production de l'information (Beauregard, Saouter, 1997 ; Chaliand, 1992 ; Charon, Mercier, 2004 ; Lacoste, 2006 ; Mercier, 2004a, 2006 ; Prestat, 1992). Plus particulièrement, les informations que les médias de masse délivrent à propos d'une confrontation armée sont déterminées non seulement par des variables propres aux médias¹⁰, mais aussi par des contraintes propres à une situation de guerre¹¹. Dans les sociétés démocratiques, la violence utilisée par un État ou par un groupe revendiquant des buts politiques porte atteinte aux normes et aux valeurs sociales et doit, de ce fait, être justifiée. Comme il est expliqué dans le chapitre 9, cette justification passe principalement par la diffusion de discours légitimateurs, qui, en même temps, délégitiment l'adversaire. En d'autres termes, les communications que les acteurs armés diffusent à travers les médias répondent à des enjeux stratégiques particuliers. Dans cette logique, les médias de masse peuvent jouer un rôle de diffuseurs de ces discours, qu'il s'agisse des conflits internes ou des guerres impliquant des États. Ainsi, reconnaissant que la problématique relevée par cette thèse ne concerne pas exclusivement la Colombie, le but est de prendre ce cas, non seulement dans ses spécificités, mais aussi comme un exemple qui permette d'élargir le débat à propos des médias et de leur influence sur le comportement des individus dans les démocraties occidentales et plus particulièrement en contexte de guerre.

1.3. Le conflit armé interne dans les médias colombiens

En effet, la situation de violence sociopolitique de la Colombie occupe une place importante dans la vie médiatique et politique du pays depuis plusieurs décennies¹². Les médias nationaux en parlent tous les jours. Le mandat de nombreuses institutions publiques (comme la Commission Nationale de Réparation, le Bureau de l'Ombudsman ou le Haut Commissariat pour la Paix) est en relation directe avec la confrontation armée entre l'État et les groupes armés hors-la-loi et avec les victimes. Pour les populations qui

¹⁰ Ces variables sont traitées dans le chapitre 9.

¹¹ Ces contraintes sont abordées dans le chapitre 9.

¹² Un bref aperçu est présenté dans le chapitre 4.

habitent dans les zones rurales, le conflit est une réalité quotidienne. Ces populations côtoient les acteurs armés, les connaissent personnellement, parfois, elles en font partie ou en sont les victimes directes. En ce qui concerne les populations urbaines, le conflit est une réalité essentiellement construite et montrée par les médias de masse. Elles n'ont pas forcément « rencontré » des combattant-e-s. En revanche, depuis quelques années, elles peuvent côtoyer des ex-combattants ainsi que des personnes qui, à cause de la violence, se déplacent des centres ruraux vers les grandes villes. En outre, la population civile peut aussi être directement impliquée dans le conflit avec des mesures comme celles mise en place par le gouvernement en poste entre 2002 et 2010 qui consiste à payer les civils pour qu'ils deviennent des collaborateurs des forces armées de l'État en dénonçant les « terroristes » ou les « narcoterroristes »¹³.

Par ailleurs, la vie politique est également influencée par le conflit. L'ancien président de la République, Andrés Pastrana (1998-2002), s'est fait élire en promettant la paix et en s'engageant à mener des pourparlers avec la principale guérilla (FARC¹⁴). Face à l'échec de ces négociations, le président élu en 2002, Álvaro Uribe, puis réélu en 2006¹⁵, a remporté les élections en promettant une guerre sans répit contre la guérilla. Il a également entamé des négociations avec les groupes paramilitaires qui ont abouti à des démobilisations massives de ces groupes. De plus, alors que de nombreux politicien-ne-s sont en prison ou sous enquête à cause de leurs liens et des bénéfices qu'ils ont obtenus des groupes paramilitaires (affaire connue sous le nom de « parapolitique »¹⁶), d'autres sont accusé-e-s d'être sympathisants ou de faire partie des guérillas.

En d'autres termes, la guerre fait partie du vécu des Colombien-ne-s et les médias prennent part activement plus ou moins volontairement à l'évolution du conflit. Dans ce contexte, de nombreuses études sont consacrées au conflit, aux médias et à la manière dont ces derniers le couvrent. Beaucoup de critiques à l'égard des médias sont formulées et beaucoup de réflexions au sein des rédactions et des associations professionnelles des journalistes sont menées. Des universités publiques et privées¹⁷ ont créé des groupes de recherche et mènent depuis la fin des années 1990 des études visant à poser les principes

¹³ Au début, le programme a commencé avec des paysans et à partir de fin janvier 2010, le président de la République de l'époque, M. Álvaro Uribe, a proposé de payer des étudiant-e-s universitaires (de plus de 18 ans), ainsi que des chauffeurs de taxi pour « collaborer » avec les forces armées.

¹⁴ L'ensemble des groupes armés est présenté dans le chapitre 4.

¹⁵ Jusqu'à la modification de la constitution promue par Álvaro Uribe lors de son premier mandat, la réélection présidentielle n'était pas possible dans le pays (voir chapitre 4).

¹⁶ Le chapitre 4 revient sur cette affaire.

¹⁷ À la différence de la Suisse ou la France, l'éducation publique en Colombie est minoritaire. La majorité des écoles et des universités sont privées. Les écoles et les universités publiques sont destinées aux personnes qui n'ont pas les moyens financiers pour payer des écoles privées. Si les universités publiques bénéficient d'une aussi bonne, voire d'une meilleure réputation que les plus importantes universités privées, il n'en est pas de même avec les écoles publiques.

sur lesquels le travail informatif des médias pourrait être amélioré. Ainsi, s'intéressant au rôle que les médias de masse nationaux tiennent dans le cadre du conflit armé colombien, ce travail de thèse s'inscrit dans une réflexion qui a donné lieu à de nombreuses recherches scientifiques sous des angles d'approche diversifiés.

Lorsque les chercheuses et les chercheurs colombien-ne-s s'intéressent au rôle des médias du pays dans l'évolution du conflit et leur influence sur la perception des citoyens à propos de celui-ci¹⁸, ils analysent les médias comme des fournisseurs d'informations et des formateurs d'opinions¹⁹. La plupart estime que les médias de masse participent à la construction de l'histoire du conflit armé et du pays. Par ailleurs, Les recherches menées par des psychologues (Alzate, Durán, Sabucedo, 2009 ; Barreto, Borja, Serrano, López, 2009 ; Tovar, Galindo, Guzmán, 2008) et des professionnels de la communication (Barón, 2001 ; Flores, Crawford, 2001) ont déjà mis en évidence que les discours qui circulent dans les médias colombiens influencent la perception des individus vis-à-vis du conflit et des acteurs sociaux concernés, ainsi que leur attitude face à une solution militaire ou négociée du conflit.

Dans ce contexte, les professionnels de l'information s'interrogent constamment à propos de leur rôle. Les journalistes colombien-ne-s reconnaissent qu'avec leur métier, ils accomplissent une fonction de service à la communauté en informant les citoyen-ne-s et en leur proposant des éléments de jugement pour former leurs opinions (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 ; López, 2003 ; Rincón, Ruíz, 2002a, 2002b). En conséquence et depuis quelques années, ces professionnels se demandent s'ils doivent prendre position vis-à-vis des acteurs du conflit ou s'ils doivent ou non donner la parole à tous les acteurs armés et les traiter de la même manière. Ils affirment également qu'ils veulent contribuer à résoudre le conflit en exerçant un journalisme pour la paix²⁰. Ainsi, l'enjeu pour les professionnels de l'information est d'informer sans devenir un acteur de guerre, par exemple en utilisant et diffusant le lexique axiologique de guerre des acteurs en conflit (Castro, *et. al.*, 2005). Toutefois, ces interrogations concernent directement les intérêts des acteurs armés et plus largement, la question des stratégies que les acteurs en conflit mettent en place. Dans ce sens, les réflexions menées par les professionnels de l'information ne devraient pas se limiter au champ journalistique, puisque, sur le terrain,

¹⁸ Un résumé des principaux résultats obtenus par ces études est présenté dans le chapitre 7.

¹⁹ Voir la liste de références regroupées dans la section « Documents qui se rapportent à la Colombie : le conflit armé et les médias nationaux » dans le chapitre Références Bibliographiques.

²⁰ D'ailleurs le concept de journalisme pour la paix a été avancé par un groupe de chercheurs suite aux travaux de Johan Galtung (1996, 1998, entre autres). Le journalisme pour la paix estime que les produits médiatiques ne sont pas objectifs et propose de se fixer comme principe professionnel la paix. Il faut préciser que les journalistes colombiens revendiquent en même temps l'objectivité de leur travail (voir chapitre 7) et leur volonté de contribuer à atteindre la paix dans le pays. Dans ce sens, ils ne s'inscrivent pas explicitement dans cette approche théorique du *peace journalism*.

les contraintes sont telles que même si les journalistes reconnaissent leur responsabilité, ils ne sont pas toujours en mesure d'informer sans être l'objet des pressions exercées par les propriétaires et directeurs des médias, ainsi que par les acteurs armés.

Pour ces raisons et en dépit des engagements des journalistes à produire des informations « de qualité », équilibrées, mises en contexte, etc., les analyses recensent toujours des informations sensationnalistes, stéréotypées, sans contexte, qui ne permettent pas de saisir les enjeux du conflit. Ceci est dû au fait que, malgré la volonté des professionnels de l'information, les pressions économiques²¹ et des sources (armées et officielles) sont toujours présentes. Analystes et journalistes concèdent que le contexte de guerre influence la marge de manœuvre des médias. Tant les uns que les autres dénoncent la « manipulation » des acteurs armés. Les analystes accusent les médias et les journalistes de reproduire le statu quo en niant les possibilités de visibilité médiatique à d'autres alternatives politiques. Les journalistes accusent pour leur part les acteurs armés et dénoncent les menaces qui pèsent sur leur vie. Néanmoins, cette critique est formulée comme si les acteurs en conflit, notamment armés, agissaient dans la même logique informationnelle que celle des journalistes. Lorsqu'il s'agit de dénoncer les pressions que les acteurs armés exercent sur les professionnels de l'information, les paramètres ne correspondent pas à ceux qui sont propres au domaine de la stratégie militaire et des pratiques de la communication de guerre. La solution proposée à ce niveau, d'exiger des acteurs armés de la transparence dans leur communication, ne permet pas d'aboutir au but recherché, puisque l'objectif des acteurs armés n'est pas celui d'informer.

À cause de l'inadéquation entre les critères à partir desquels le travail des médias d'information est réglementé et évalué et à cause du contexte dans lequel le journalisme de guerre est exercé dans le pays, les critiques reviennent encore et encore sur le manque d'objectivité des informations fournies par les médias, les conséquences négatives des pressions de rentabilité des médias et la manipulation des médias par les acteurs armés. Cependant, comme il est discuté dans la deuxième partie de la thèse, il ne suffit pas de critiquer les contraintes économiques pour qu'elles n'entravent plus l'exercice d'un journalisme de « qualité ». Il ne suffit pas non plus d'accuser les acteurs armés de « manipulateurs » pour qu'ils privilégient le droit à l'information des citoyens par dessus

²¹ Comme cela est mentionné dans le chapitre 5, ces pressions résultent de la concurrence entre médias privés, notamment dans le secteur de la télévision. En effet, l'État ne possède et ne dirige aucun des médias d'information. Ces pressions ont poussé les propriétaires des médias à réduire leurs coûts de production, entre autres, en engageant moins de journalistes et en payant de bas salaires. Plusieurs journalistes doivent ainsi travailler en indépendant. La concurrence entre professionnels de l'information résulte parfois dans la production d'informations plus saillantes de telle façon à avoir plus de chances de les vendre aux différents médias. Certains journalistes constatent que cela s'est fait au détriment de la qualité de l'information puisque, sous pression, ils recourent et vérifient moins les informations qu'ils produisent (MPP, *et. al.*, 2006 ; Rincón, Ruíz, 2002a).

des enjeux militaires. Les principes sur lesquels se base le contrat d'information²² proposé aux citoyens-consommateurs par les professionnels de l'information et les principes à partir desquels les analystes critiquent le travail des médias d'information ne tiennent pas compte de l'ensemble de variables qui déterminent le contexte dans lequel l'information sur le conflit est produite. Pour ces raisons, cette recherche propose de comprendre le produit informatif comme le résultat d'un ensemble de variables médiatiques, journalistiques²³ et de stratégie militaire²⁴.

2. Problématique

À propos des recherches déjà réalisées par les analystes colombien-ne-s, il faut relever que toutes les études passées en revue adoptent une démarche uni-disciplinaire. Que ce soit d'un point de vue journalistique, psychologique, sociologique ou des sciences politiques, les résultats obtenus par les chercheurs d'une discipline sont méconnus par les chercheurs des autres disciplines. Effectivement, les analyses du traitement médiatique du conflit sont menées, pour la plupart, par des spécialistes de la communication (Bonilla, 2001, 2002 ; Bonilla, Tamayo, 2007a, 2007b ; Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 ; Restrepo, 2002 ; Rincón, Ruíz, 2002a, 2002b ; Tamayo, Bonilla, 2005 ; Torres, 2004). Cependant, des psychologues (Barreto, *et. al.*, 2009 ; Borja, *et. al.*, 2008 ; Muñoz, *et. al.*, 2008 ; Tovar, Galindo, Guzman, 2008) et des chercheurs provenant d'autres disciplines comme les sciences politiques (Barón, 2001, 2003 ; Estrada, 2001, 2004), la sémiologie (Barbero, 1988, 1999, 2001) ou l'histoire (López, 2000, 2001, 2002a, 2002b, 2003, 2004) proposent également quelques travaux. Toutefois, la complexité de la problématique étudiée dans cette thèse requiert des approches pluridisciplinaires pour mieux répondre aux questions qui se posent.

En réalité, un des principaux problèmes de ces approches uni-disciplinaires concerne l'omission de la prise en compte tant des facteurs médiatiques et journalistiques que des contraintes imposées par le contexte de guerre dans l'élaboration et l'évaluation des mesures prises par les médias de masse (propriétaires, directeurs et journalistes) pour « améliorer » la couverture du conflit armé. C'est ainsi qu'inscrite en sciences de l'information et de la communication (SIC), interdisciplinaires par vocation (Cheveigné,

²² Le modèle du contrat d'information médiatique est examiné dans le chapitre 9. Ce modèle se base sur la notion de contrat de communication, « développée dans le champ des sciences du langage et de la psychologie sociale, puis avancée dans le champ des études des médias de masse » (Soulages, 1999 : 46).

²³ Aspects développées dans les chapitres 9 et 10.

²⁴ Points traités dans le chapitre 9.

2003 ; Fleury, Walter, 2004, 2007 ; Gavillet, 2004 ; Lochard, Soulages, 2004)²⁵, cette thèse adopte une approche pluridisciplinaire²⁶ afin de saisir le processus de production de l'information en contexte de guerre, en analysant les produits médiatiques à visée informative. En se concentrant sur le discours d'information médiatique au sujet d'un conflit armé, cette recherche englobe plusieurs disciplines (figure 1) dont les apports seront présentés dans la deuxième partie de la thèse, mais dont il convient de préciser au préalable quelques généralités.

La sociologie des médias et du journalisme contribue à expliquer le fonctionnement des médias de masse dans les démocraties occidentales, ainsi que les contraintes qui déterminent le travail des journalistes dans les médias d'information (Chalaby, 1998 ; Charaudeau, 2005 ; Lemieux, 2000, 2003, 2004 ; Neveu, 2001 ; Palmer, 1983). Plus précisément, elle permet de comprendre le débat autour de l'objectivité de l'information. En effet, les études menées en Colombie, sur lesquelles cette recherche se base, mettent en évidence l'importance que journalistes et analystes des médias accordent à l'objectivité de l'information. Néanmoins et comme il est mentionné dans le chapitre 7, l'objectivité ne semble pas être définie de la même manière par les uns ni par les autres. Pour les analystes, l'objectivité semblerait être associée à un « idéal » d'absence de subjectivité qui permettrait aux journalistes de rapporter le conflit tel quel (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 ; Ortega, Humanes, 2000). L'objectivité serait ainsi vue comme une garante de « vérité » par rapport à la « réalité » du conflit. Pour les journalistes en revanche, et comme cela est décrit dans le chapitre 8, l'objectivité s'est imposée comme une pratique discursive, autrement dit, comme une manière de dire les choses dont l'objectif est de produire des discours distanciés, appropriés à un public large.

Plus concrètement, les journalistes en Colombie reconnaissent que la qualité de leur travail dépend de l'exactitude avec laquelle ils rapportent les faits, de la pluralité des sources qui permet de contraster diverses opinions et de recouper les informations, ainsi que de l'équilibre et l'impartialité à l'égard de différentes voix s'exprimant sur un sujet. C'est à cela que l'objectivité est associée dans la profession. Dans ce sens, l'objectivité, en tant que pratique discursive, influence le cadrage. En effet, pour les journalistes colombien-ne-s leur travail d'information est meilleur dans la mesure où les discours qu'ils produisent sont distanciés, neutres, équilibrés, impartiaux, autrement dit, « objectifs ».

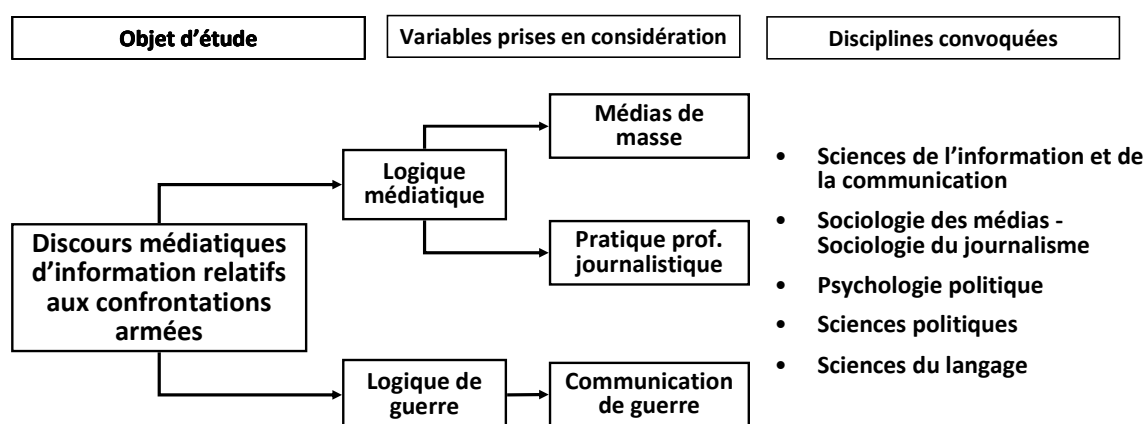
²⁵ Guy Lochard et Jean-Claude Soulages définissent l'interdisciplinarité comme la collaboration entre disciplines pour étudier un même objet à travers la mise en place d'équipes de recherche dont les chercheurs proviennent de diverses disciplines (Lochard, Soulages, 2004).

²⁶ Une approche pluridisciplinaire est définie par Guy Lochard et Jean-Claude Soulages comme la coexistence de plusieurs disciplines pour étudier un même objet ou phénomène en réunissant des modèles et des méthodes proposés par un large ensemble de disciplines (Lochard, Soulages, 2004).

Pour le dire autrement, le cadrage avec lequel les journalistes informent dépend, entre autres, de la manière dont ils rendent leurs discours, à visée d'information, « objectifs ».

Les SIC ont fourni des éléments méthodologiques pour l'analyse des discours audiovisuels d'information produits et diffusés par les médias de masse, notamment en ce qui concerne la combinaison de méthodes quantitatives et qualitatives (Esquenazi, 2002 ; Lochar, 1998, 2005 ; Soulages, 1999). À propos des méthodes qualitatives, les sciences du langage ont contribué à l'analyse des aspects discursifs dans les informations télévisées, comme la question de la désignation et de la distanciation énonciative mises en places par les journalistes (Charaudeau, Maingueneau, 2002 ; Jamet, Jeannet, 1999a, 1999b ; Veniard, 2003, 2004, 2007 ; von Münchow, 2004). Enfin, les sciences politiques et la psychologie politique offrent des analyses des pratiques de communication de guerre, de l'instrumentalisation des journalistes et des médias par les acteurs armés (Borja, Barreto, Sabucedo, López, 2008 ; Géré, 1997 ; Gerstlé, 2001 ; La Balme, 2002 ; Mercier, 2004b ; Offerlé, 1994 ; Sabucedo, 1997, 2002).

Figure 1 : Approche pluridisciplinaire



En plus de l'approche principalement uni-disciplinaire, quelques questions méthodologiques se posent suite à la lecture des études menées par les chercheuses et les chercheurs colombiens. De façon globale, les analyses sur la radio, la presse et la télévision ne tiennent que très peu compte des particularités de chaque dispositif médiatique. Dans la plupart des cas, le discours radiophonique²⁷ et le discours télévisuel ne sont traités que dans leur composante textuelle. Ainsi, en se concentrant sur le discours d'information télévisuel, cette thèse vise également à contribuer à une meilleure compréhension du discours télévisuel en tant que produit médiatique audio-scripto-visuel.

²⁷ Il faut pourtant préciser que la radio est le média le moins étudié dans la littérature consultée.

Enfin, les contraintes imposées par le contexte de confrontation armée sembleraient également se poser au niveau de la recherche. Un certain nombre d'études a analysé le traitement accordé par les médias de masse aux acteurs armés hors-la-loi, guérillas et paramilitaires. Néanmoins, aucune étude, parmi celles qui ont été consultées, ne compare le traitement donné par les médias aux acteurs armés légaux et illégaux. Étant donné que tout acteur armé développe une stratégie militaire et qu'à l'intérieur de celle-ci la communication avec les médias de masse occupe une place importante²⁸, il semble judicieux d'analyser le cadrage avec lequel les médias de masse traitent tous les acteurs armés. Par conséquent, sans que cela suppose une prise de position vis-à-vis d'un des acteurs armés, cette thèse analyse également le cadrage que les télé-journaux nationaux accordent aux acteurs armés étatiques (forces armées de l'État), paraétatiques (groupes paramilitaires) et contre-étatiques (groupes de guérillas).

Dès lors, l'intérêt de cette thèse ne tient pas à l'objet étudié, mais à la manière de l'aborder. En adoptant une approche pluridisciplinaire qui prend en considération les variables médiatiques²⁹, celles propres à l'exercice de la profession journalistique³⁰ et les contraintes imposées par la situation de guerre³¹, cette thèse a pour dessein de mettre en exergue la lecture que les journaux télévisés proposent du conflit armé en Colombie. À cette fin, le processus de production de l'information en contexte de guerre est appréhendé de manière plus large afin de pouvoir poser le débat plutôt sur le rôle des médias de masse dans l'évolution du conflit que sur la seule dénonciation de la façon dont les journalistes et les acteurs armés agissent. Cette compréhension devrait permettre également de formuler des critiques plus adaptées au contexte colombien.

Enfin, il convient de préciser que le contexte dans lequel cette recherche a été menée diffère de celui des études antérieures. L'échec des négociations de paix du gouvernement du président Andrés Pastrana avec la guérilla des FARC entre 1999 et 2002 et la montée au pouvoir d'un président qui promeut l'issue militaire du conflit³² dépourvue de dialogue ont produit un changement dans le discours autour du conflit (López, 2005). Le gouvernement du président Álvaro Uribe, en place entre août 2002 et août 2010, a adopté une politique dite de sécurité démocratique qui vise à renforcer l'État de droit en récupérant les territoires contrôlés par les groupes hors-la-loi, avec la solidarité des

²⁸ Voir à ce propos la section 9.4.

²⁹ Les contraintes économiques et la fonction informative revendiquées par les médias sont abordées dans le chapitre 9.

³⁰ Il s'agit des relations avec les sources, des exigences de l'employeur et des attentes de l'instance de réception. Ces aspects seront traités dans les chapitres 8 et 9.

³¹ Les pratiques de communication de guerre des acteurs armés et leur influence dans les relations établies avec les professionnels de l'information sont exposées dans la section 9.4.

³² Pour plus de détails, voir le chapitre 4.

habitants (Presidencia de la República-Ministerio de Defensa, 2003 : 12). Dans ce contexte, une polarisation de la société colombienne et une homogénéisation idéologique sont constatées par certains chercheurs (López, 2005 : 26). Cette situation rend la position des journalistes encore plus vulnérable, puisqu'ils subissent des pressions de la part de leurs employeurs et des sources qui sont en faveur de cette politique de sécurité démocratique. Par ailleurs, certains médias, notamment la télévision, sont accusés d'avoir montré une position partisane en faveur du président Álvaro Uribe et de sa politique de sécurité démocratique (López, 2005 : 26-43). Dans le discours, le gouvernement présentait la confrontation armée comme une situation de violence liée au trafic de drogue et au « terrorisme ». En conséquence, le caractère sociopolitique du conflit était masqué. Au moment où cette thèse est rédigée, des élections présidentielles ont eu lieu. Elles ont été remportées par le candidat et ancien ministre de la Défense, Juan Manuel Santos, qui promettait, pendant sa campagne, de continuer le programme de sécurité démocratique mis en place par son prédécesseur, en proposant un gouvernement dit de « l'unité nationale » qui cherche une « prospérité démocratique ». Il s'agirait ainsi de « tourner la page » à la haine et aux divisions des dernières années³³.

2.1. Question de recherche et hypothèse de travail

Les discours produits par les médias de masse pour informer sur un conflit armé résultent d'un double processus de cadrage³⁴. Ce sont les sources informatives (témoins, victimes, autorités, etc.) qui décrivent en premier lieu les événements. Dans un contexte de confrontation armée, les acteurs armés peuvent se trouver parmi ces sources informatives. Dans ce cas, le premier cadrage du conflit armé se construit dans une logique de guerre. Cette logique fait référence à l'instrumentalisation des journalistes et des médias par les acteurs armés, dans le but de diffuser des discours qui justifient la violence qu'ils exercent en discréditant l'adversaire. L'instrumentalisation vise également à gagner le soutien de la population civile. Sur la base des discours premiers fournis par les sources, les journalistes effectuent un travail de recadrage pour adapter ces discours aux standards de la logique médiatique, en produisant des discours à visée d'information, mis en scène dans les dispositifs médiatiques (presse, radio, télévision internet)³⁵ (Charaudeau, 1997, 2005 ; Charon, Mercier, 2004 ; Esquenazi, 2002).

³³ http://www.institucional.gov.co/index.php?option=com_content&view=article&id=439, consulté le 10 septembre 2010.

³⁴ La notion de cadrage, brièvement évoquée au début de cette introduction, et ce double processus sont expliqués dans les chapitres 8 et 9.

³⁵ Le modèle théorique proposé par cette recherche est présenté dans le chapitre 11.

En suivant cette logique et en s'intéressant au traitement que les médias de masse accordent au conflit armé interne en Colombie, la question de recherche posée dans cette thèse est celle de savoir *comment le conflit armé interne est-il mis en mots et en images par les journalistes, puis mis en scène dans les dispositifs des journaux télévisés (selon une logique médiatique) à partir des discours premiers fournis par les sources armées (selon une logique de guerre) ?* En d'autres termes, il s'agit d'analyser comment les journaux télévisés cadrent le conflit armé dans leurs informations et quelle lecture du conflit est proposée aux téléspectateurs à travers ce cadrage.

L'hypothèse de travail est que *le cadrage informatif serait déterminé par le contexte dans lequel les discours d'information relatifs au conflit armé en Colombie sont produits et diffusés. Les sources, notamment les acteurs armés ayant plus d'accès aux médias, imposeraient leur lecture interprétative de la réalité du conflit. Toutefois, les journalistes colombiens prônent et estiment nécessaire l'exercice d'un journalisme « objectif » garantissant la vision démocratique qu'ils attribuent à leur travail. Alors que certaines règles définissant l'objectivité³⁶ de l'information, comme la pluralité de sources, la neutralité³⁷, l'impartialité³⁸ et l'équilibre³⁹ seraient transgressées, d'autres telles que la factualité⁴⁰ et la distanciation énonciative seraient respectées de façon à produire des discours en apparence objectifs. De ce fait, le contrat d'information tel qu'il est proposé aux citoyens-consommateurs ne serait que partiellement tenu et la violence politique armée exercée par les acteurs les plus visibles trouverait dans les télé-journaux nationaux un vecteur pour se légitimer.*

2.2. Corpus⁴¹

En Colombie, la presse est le média traditionnel le moins consommé (29.3% des Colombien-ne-s la lisent régulièrement). La radio arrive en deuxième position (67.3% de la population l'écoute quotidiennement) après la télévision qui est le média le plus consommé dans le pays (94.4% des citoyens la regardent) (CNTV, 2009 : 8). En effet, en

³⁶ Comme il sera mentionné dans la section 8.2, dans cette thèse l'objectivité est définie très concrètement en termes de pratique professionnelle journalistique comme une pratique discursive qui résulte de la factualité (la description de faits privilégiée par rapport aux commentaires à propos de ces faits), la neutralité, l'impartialité, l'équilibre, la distanciation énonciative, la rédaction en style impersonnel et la pluralité des sources (Chalaby, 1998).

³⁷ Mentionner toutes les parties qui s'opposent sur une question dans une information.

³⁸ Ne pas prendre parti pour aucune de ces parties.

³⁹ Donner à toutes les parties opposées le même temps dans l'information.

⁴⁰ Ce terme qui fait référence à la séparation entre faits et commentaires est repris de Patrick Charaudeau (2005 : 31).

⁴¹ Le matériel analysé, ainsi que les grilles d'analyses font l'objet d'une description détaillée dans le chapitre 12.

Colombie, la télévision joue un rôle important indépendamment de la classe sociale et de la région (rurale ou urbaine) : 98% de la population dispose d'un poste de télévision et 44% en possède deux ou plus. Les enquêtes montrent également que plus les revenus des personnes sont élevés, plus elles possèdent de postes de télévision chez elles. En moyenne, il y a dans le pays 1.6 postes de télévision par foyer (IPSOS, 2008 : 74)⁴². En raison de la préférence marquée pour la télévision, cette thèse propose une analyse des journaux télévisés nationaux diffusés du lundi au vendredi dans l'horaire de plus grande audience, entre 18h et 22h. Quatre télé-journaux ont ainsi servi de base à l'analyse : d'une part, *Telepaís* et *CM&*, diffusés par la chaîne publique nationale *Canal Uno* ; d'autre part, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN* diffusés par les deux chaînes privées nationales du pays. Les archives de ces quatre journaux télévisés n'étant pas accessibles au public, les émissions du 12 au 15 juin 2006, du 11 au 15 décembre 2006, du 25 au 29 juin 2007, du 10 au 14 décembre 2007 et du 16 au 20 juin 2008 ont été enregistrées. Ces dates correspondent à la période pendant laquelle cette thèse a été menée. Le choix des dates répond au seul intérêt de prendre en compte un corpus sur plusieurs années, en l'occurrence trois ans qui correspondent également au deuxième mandat du président Álvaro Uribe (2002-2006 et 2006-2010)⁴³. Le corpus des études menées à la fin des années 1990⁴⁴ avaient été constitués pendant les négociations de paix entre le gouvernement du président Andrés Pastrana (1998-2002) et la guérilla des FARC⁴⁵. Par rapport à ces études, le corpus analysé dans cette recherche correspond à une période de renforcement de la confrontation armée, d'augmentation du nombre d'effectifs des forces armées de l'État (IISS, 2005, 2009) et de polarisation de la société civile (López, 2005 : 26) comme cela vient d'être mentionné. Plus précisément, le corpus de travail a été obtenu en ne retenant que les unités d'information se rapportant au conflit armé : 452 au total, dont 91 du journal télévisé *Telepaís*, 100 de *CM&*, 91 de *Noticias Caracol* et 170 de *Noticias RCN*.

2.3. Techniques d'analyse

Dans un premier temps, il convient de préciser que, dans le cadre de cette thèse, le discours d'information des télé-journaux est appréhendé comme un produit médiatique qui propose une certaine lecture de la réalité de ce conflit par le biais des éléments visuels et langagiers. Ainsi, la démarche adoptée est récurrente dans l'analyse des médias, elle

⁴² Pour plus de précisions, voir chapitre 5.

⁴³ Le chapitre 4 mentionne la modification introduite par le président Uribe à la Constitution de façon à permettre sa réélection en 2006, ainsi que les scandales liés à la façon dont il a procédé.

⁴⁴ Ces études sont brièvement résumées dans le chapitre 7.

⁴⁵ Ces négociations sont mentionnées dans le chapitre 4.

consiste à combiner des méthodes quantitatives et qualitatives⁴⁶. Divers chercheurs (Charaudeau, *et.al.*, 2001 ; Cheveigné, 2000 ; Cheveigné, Boy, Galloux, 2002) soulignent l'intérêt de ce type de démarches. Plutôt déductives, les analyses quantitatives permettent de caractériser le corpus en repérant les aspects quantitativement significatifs. Plutôt inductives, les analyses qualitatives permettent, pour leur part, de se concentrer sur des aspects concrets comme l'imbrication des conditions de production, de circulation et de réception dans les messages médiatiques. Si, en règle générale, les analyses quantitatives (associées à l'analyse de contenu) s'adaptent mieux à l'étude de corpus larges pour lesquels les critères de représentativité et d'homogénéité sont centraux, les analyses qualitatives (principalement utilisées en analyse du/de discours) s'avèrent plus appropriées pour analyser de petits corpus. Pourtant, tel que Patrick Charaudeau et Dominique Maingueneau (2002) le soulignent, aujourd'hui les différences entre ces deux approches se sont atténuées et rares sont les études qui n'essaient pas de concilier les deux pour étudier les corpus linguistiques ou, plus largement, médiatiques (Charaudeau, Maingueneau, 2002 : 39).

Ainsi, les données recueillies font l'objet d'une analyse de contenu (Bardin, 2001 ; Robert, Bouillaguet, 1997) et l'analyse qualitative est basée sur des aspects développés par l'analyse de discours (Charaudeau, *et.al.*, 2001 ; Charaudeau, Maingueneau, 2002 : 40-41 ; Cislaru, Guérin, Morim, Née, Pagnier, Veniard, 2007 ; Veniard, 2003, 2004, 2007). Dans cette démarche analytique, le contenu des images qui sert de support aux journaux télévisés nationaux en Colombie pour informer sur le conflit armé a également été pris en compte.

2.3.1. Les analyses quantitatives : l'analyse de contenu

Conçue dans une perspective de rigueur scientifique, l'analyse de contenu cherchait à répondre à la subjectivité qui dominait les études littéraires au XIX^e et au début du XX^e siècle. Ainsi, dès ses origines, elle a été définie comme une « technique de recherche pour la description objective et quantitative du contenu manifeste de la communication » (Berelson, Lazarsfeld, 1952, cité par Bardin, 2001 : 21). Plus précisément, en tant que technique, l'analyse de contenu cherche à expliciter les contenus des communications en décomposant le message pour le recomposer en catégories, cherchant ainsi à mettre en évidence les sens qui ne seraient pas perçus au premier abord. Dans ce sens, l'analyse de contenu ne s'attache pas (ou peu) à la structure de la communication analysée. Ce faisant, « [elle] a pour fonction de produire un effet d'intelligibilité et comporte une part d'interprétation » (Blanchet, Gotman, 1992 : 91).

⁴⁶ Un exemple des études qui combinent méthodes quantitatives et qualitatives est l'analyse que Patrick Charaudeau, Guy Lochard, Jean-Claude Soulages, Manuel Fernández et Anne Croll (2001) ont réalisé de la couverture informationnelle que les journaux télévisés français ont faite du conflit en Bosnie (1990-1994).

L'analyse de contenu englobe une série d'étapes bien distinctes : la préanalyse, le codage, la catégorisation et l'inférence (Bardin, 2001). Parmi ces étapes, la catégorisation et le codage revêtent une importance particulière. Ainsi, l'enjeu de cette technique demeure dans la construction d'un système de catégories pertinentes. Ces catégories doivent répondre aux hypothèses de recherche et respecter un certain nombre de principes, notamment l'exhaustivité (les catégories doivent permettre de classer l'ensemble du matériel), l'exclusivité (elles doivent exclure la double appartenance d'une unité à des catégories différentes), l'objectivité (elles doivent être « codables » de la même manière par tous les codeurs), la pertinence (les catégories doivent être adaptées au matériel et aux hypothèses), l'homogénéité (elles doivent correspondre au même principe qui gouverne leur organisation) et enfin, les catégories doivent être productives, autrement dit, elles doivent apporter des résultats riches qui répondent aux questions et aux hypothèses (Bardin, 2001 : 150-161). En tant que méthode quantitative, l'analyse de contenu peut comptabiliser de manières différentes : par fréquence, par fréquence pondérée, par présence/absence, par co-occurrence, par ordre, etc. (Bardin, 2001 : 140-146).

Dans le cas de cette étude, plusieurs variables⁴⁷ ont été proposées comme indicateurs du cadrage informatif. Pour chacune de ces variables un système de catégories a été mis en place. Ces catégories ont été élaborées sur la base de la littérature passée en revue à propos des médias d'information, de la communication en temps de guerre par les acteurs armés et d'autres études ayant analysé la couverture médiatique de guerres et conflits dans le passé. Pour ces analyses, ce sont la fréquence et l'indice de présence/absence qui ont été utilisés.

2.3.2. Les analyses qualitatives

Très pratiquée en sciences de l'information et de la communication, mais aussi dans d'autres disciplines comme la psychologie comportementaliste, l'analyse de contenu suscite de nombreuses critiques en ce qu'elle délaisse certains aspects essentiels des messages de communication, comme leur structure. Par ailleurs, « l'approche est basée sur l'idée que le sens est contenu dans le message, là où d'innombrables travaux (...) ont montré que le sens se construit à la rencontre d'un texte et d'un lecteur » (Cheveigné, 2000 : 34). C'est ainsi que des approches qualitatives, notamment inspirées de la linguistique, sont apparues dès les années 1960 (von Münchow, 2004) et dès la fin des années 1970 pour la télévision plus concrètement (Coulomb-Gully, 2002 : 104-105).

En effet, l'analyse de discours émerge en opposition à l'analyse de contenu, jugée trop quantitative (Charaudeau, Maingueneau, 2002 : 39). Elle étudie les modes de

⁴⁷ Ces variables et le système de catégorisation mis en place sont décrits en détail dans le chapitre 12.

fonctionnement du discours en faisant abstraction du contenu des communications pour s'intéresser à la forme, à analyser « comment est dit ce qui est dit ». En plus d'analyse *de* discours (Ringoot, Robert-Demontrond, 2004), il est aussi possible d'entendre parler d'analyse *du* discours (Maingueneau, 1976 ; Roulet, Filliettaz, Grobet, 2001) et d'analyse *des* discours. Alors que l'expression analyse *de* discours fait référence aux techniques d'analyse qui sont apparues pour suppléer les limites de l'analyse de contenu (Charaudeau, Maingueneau, 2002 : 40), l'analyse du discours est une discipline dont l'objet d'étude est le discours ou la conversation (Charaudeau, Maingueneau, 2002 : 41). Enfin, l'expression d'analyse des discours fait référence à l'analyse de plusieurs discours et non pas à une technique en particulier, ni à une méthode. Toutefois, dans la littérature, cette distinction n'est pas toujours valable et certaines confusions peuvent être repérées⁴⁸. En tout état de cause, en analyse de discours, plusieurs approches peuvent être convoquées, comme l'analyse conversationnelle (Kerbrat-Orecchioni, 1996), l'analyse de l'argumentation (Breton, 2007), la pragmatique (Reboul, Moeschler, 1998) ou la théorie de l'énonciation (Kerbrat-Orecchioni, 1997), entre autres.

Dans le cadre de cette recherche, l'analyse de discours a porté sur deux questions concrètes développées par les linguistes, notamment la question de la désignation et de la citation (discours rapporté) (Cislaru, *et. al.*, 2007 ; Veniard, 2003, 2004, 2007 ; von Münchow, 2004). En effet, la révision de la littérature en ce qui concerne la communication de guerre et la question de la légitimité ont souligné l'importance que revêtent les catégories linguistiques que les acteurs armés font circuler pour se désigner et pour désigner leurs adversaires. Ces catégories linguistiques entraînent des enjeux et ne sont pas dépourvues des intérêts partisans et stratégiques. Pour cette raison, les analyses qualitatives menées dans le cadre de cette recherche se sont concentrées sur l'examen des procédés discursifs avec lesquels les journalistes s'approprient le lexique employé par les acteurs en conflit ou se distancient par rapport à celui-ci.

2.3.3. L'analyse des images

Les analyses de programmes télévisuels sont encore jeunes, par rapport aux études linguistiques (Coulomb-Gully, 2002 : 103 ; Viallon, 1996a : 22) et de ce fait, de nombreuses questions méthodologiques font encore l'objet de débats et de discussions dans la communauté académique, notamment concernant la manière d'intégrer dans les analyses le niveau visuel (images animées) et le niveau discursif (son) de ces produits télévisuels (Coulomb-Gully, 1995, 2002 ; Cheveigné, 2000 ; Lancien, 1995 ; Soulages, 1999 ; Viallon, 1996a ; von Münchow, 2004). Ainsi, la question s'est posée pour certains chercheurs de

⁴⁸ Pour une présentation plus détaillée à ce propos, voir Charaudeau, Maingueneau (2002 : 40-45) et von Münchow (2004 : 33-40).

savoir si ce sont les images qui priment, ou au contraire, les commentaires journalistiques (Jamet, Jeannet, 1999a, 1999b ; Soulages, 1999). Ce débat sur la primauté de l'image ou du commentaire journalistique dans les informations télévisées trouve une réponse avec les recherches menées sur le terrain comme celle de Jacques Siracusa. Ce chercheur a mis en évidence que le montage des reportages des journaux télévisés est en fait guidé par les commentaires enregistrés des journalistes et non pas par les images (2001 : 192). D'une manière plus générale, Martine Joly affirme que les données verbales à la télévision n'ont qu'un lien faible avec les images. En fait, dans cette logique, le commentaire prendrait en charge une bonne partie de la quantité d'information diffusée par un reportage dans un JT, car les images ne peuvent pas rapporter les faits avec la même précision que le texte (Ouaidat, 2008 : 151, 207). En même temps, dans la logique du fonctionnement du JT, s'il n'y a pas d'images, il n'y a pas de sujet à diffuser (Joly, 2004).

En conséquence, sur le plan méthodologique les propositions divergent, notamment en fonction de la problématique et de la discipline dans laquelle les analyses s'inscrivent. Lorsqu'il s'agit du journal télévisé, certains chercheurs proposent une démarche consistant à intégrer l'étude de l'image dans une approche linguistique (von Münchow, 2004). L'image se voit ainsi minimisée et réduite à une phrase ajoutée dans la transcription. D'autres spécialistes cherchent des solutions concrètes pour faciliter l'étude des images animées de la télévision, comme par exemple, prélever des images fixes (captures d'images) à partir des enregistrements à chaque changement de plan, tout en reconnaissant les inconvénients d'une telle façon de procéder (Cheveigné, 2000). Un troisième groupe de chercheurs (Jamet, Jeannet, 1999a ; Soulages, 1999) propose des typologies qui cherchent à décrire le niveau de cohérence que conservent les images montrées par le JT avec les discours tenus. Toutefois, certains auteurs (Viallon, 1996a) estiment qu'une typologie qui cherche à établir les rapports entre les canaux visuels et sonores dans le cadre des informations télévisées supposerait que l'analyste accorde un sens unique, ou en tout cas dominant à chaque canal. Néanmoins, la lecture que l'instance réceptrice fait des discours proposés par l'instance médiatique n'est pas homogène. L'instance médiatique ne fait que proposer des éléments d'interprétation que l'instance réceptrice se réapproprie de manière différente selon chaque individu, son contexte de consommation du produit médiatique, son histoire, ses intérêts, etc. (Cheveigné, 2000 : 34 ; Esquenazi, 2002). C'est pour cette raison que ces chercheurs proposent d'avoir un premier contact avec le corpus sans le son, puis un deuxième sans l'image ou l'inverse (Viallon, 1996a : 86-88) en veillant à garder à l'esprit que ce que l'on peut définir comme le « contenu manifeste » d'une communication correspond à la lecture faite par l'analyste (Cheveigné, 2000 : 34). Enfin, certains auteurs appréhendent les images autrement que dans leur seule dimension informative pour en étudier leurs dimensions (référentielle, culturelle, rhétorique) et leur agencement (types de montage et effets de codes télé-cinématographiques) (Lancien, 1995).

Cette recherche traite l'image comme une variable à prendre en considération, ce qui est nouveau par rapport à l'ensemble de travaux portant sur les informations médiatiques en Colombie. Aussi, les images diffusées par les JT sont envisagées comme des éléments qui participent à la construction d'un cadrage (lecture interprétative) particulier de la réalité du conflit. Ce ne sont ni les images isolées, ni leur dimension esthétique, ni leur caractère de vérité, ni la relation que le commentaire journalistique garde avec les images qui sont analysés. En fait, « qu'elle soit médiatique ou artistique, une image n'est ni vraie ni fausse (...). C'est la conformité ou la non-conformité entre le type de relation image-texte et l'attente du spectateur, qui donne à l'œuvre un caractère de vérité ou fausseté » (Joly, 2005 : 103).

Dans cette optique, la démarche a consisté à analyser le contenu des images diffusées par les JT dans le but de déterminer comment elles représentent la confrontation armée. Dans ce sens, les dimensions référentielle et culturelle mentionnées par Thierry Lancien (1995 : 65-68) ont été prises en compte pour élaborer la typologie qui est présentée dans le chapitre 12. La dimension référentielle est considérée pour savoir si ces images représentent le caractère violent du conflit. En effet, certaines images ont un plus fort pouvoir référentiel que d'autres, notamment dans la mesure où elles répondent aux questions classiques du champ journalistique : *qui*, *quoi*, *où*, *quand* et *pourquoi*. La dimension culturelle fait référence au fait que ces images sont consommées par des téléspectateurs natifs capables d'identifier différents éléments relatifs au conflit et parce qu'elles résultent d'une culture professionnelle régie par certains principes⁴⁹.

2.4. Plan de la thèse

Cette thèse est organisée en trois parties. Après cette introduction générale qui énonce la problématique de recherche et décrit sommairement les techniques d'analyse, la première partie est consacrée à la Colombie. Le pays est brièvement présenté (chapitre 3). Puis le conflit armé est mis en contexte en exposant un parcours historique concis. Une présentation des acteurs armés est également proposée dans le chapitre 4. Le chapitre 5 aborde les principales caractéristiques du paysage médiatique national et plus précisément des journaux télévisés nationaux desquels le corpus a été extrait. Le chapitre 6 conclut cette première partie en résumant les éléments qui caractérisent la logique médiatique et de communication de guerre en Colombie. L'objectif est de permettre aux lecteurs d'avoir des éléments sur la situation politique qui prévaut dans le pays. Ces éléments permettront de mieux comprendre les enjeux de la couverture médiatique du conflit, par les principaux

⁴⁹ Ces principes sont mentionnés dans le chapitre 7.

médias de masse nationaux, ainsi que les éléments dont il sera question lors de la présentation des résultats.

La deuxième partie décrit le cadre théorique. Le chapitre 7 expose l'état des lieux de la recherche menée en Colombie à propos de la couverture du conflit armé par les médias de masse du pays. Puis, les concepts et les notions théoriques en rapport avec la problématique de cette recherche sont définis dans le chapitre 8 : information, objectivité et cadrage. Dans le cadre de cette recherche, les définitions proposées visent à préciser les significations des concepts utilisés, étant donné leur complexité, voire leur ambiguïté. Ensuite, le chapitre 9 décrit le fonctionnement des médias de masse dans les sociétés démocratiques à économie de marché, ainsi que les règles déterminant l'exercice de la profession journalistique au sein de ces sociétés. Pour ce faire, trois modèles sont empruntés : le contrat d'information médiatique (Charaudeau, 1997, 2005), le modèle de l'action (Lemieux, 2000) et la sociologie du discours médiatique (Esquenazi, 2002). Sur cette base, la deuxième partie du chapitre aborde la question de la communication de guerre et des relations entre médias et acteurs armés. Il s'agit de préciser ce qui est spécifique à la production de l'information médiatique en contexte de guerre. Puis, le chapitre 10 se penche sur le journal télévisé et ses particularités en tant que produit médiatique. Une attention particulière est accordée au processus de production de l'information au sein du JT. Pour finir, un modèle théorique, élaboré sur la base des concepts et modèles retenus, est proposé pour l'analyse des discours médiatiques à visée d'information produits en contexte de confrontation armée (chapitre 11).

Enfin, la troisième et dernière partie est consacrée à l'étude empirique. Les grilles d'analyse mises en place et les typologies proposées pour examiner le corpus sont décrites avec précision dans le chapitre 12. Les résultats sont ensuite présentés dans le chapitre 13. En premier lieu, c'est le dispositif et sa relation avec le contrat de communication mis en scène par les télé-journaux nationaux qui est exposé. En deuxième lieu, c'est la présence du conflit armé dans les informations télévisées qui est observée et évaluée. La présentation continue en exposant les critères qui permettent de déterminer le cadrage général que les journaux télévisés donnent au conflit en se concentrant sur l'angle de traitement et l'analyse thématique. En troisième lieu, ce sont les éléments sonores et visuels des informations relatives au conflit armé qui sont présentés pour compléter l'aperçu général du cadrage. Une deuxième étape est consacrée à la présentation des résultats à la lumière des critères avec lesquels les journalistes définissent « l'objectivité » de leur travail. La troisième et dernière étape discute la question de la (de)légitimation de la violence politique armée en faisant appel à des exemples concrets. Enfin, la conclusion permettra de revenir sur la discussion relative au rôle des médias dans la construction d'une « réalité » autour des événements survenus dans le conflit, à leur responsabilité dans

l'évolution du conflit et surtout, à la question du rôle des citoyens-consommateurs des informations médiatiques dans le cadre de réalités aussi complexes que le conflit armé interne en Colombie.

PREMIÈRE PARTIE : LA COLOMBIE

3. PRÉSENTATION

Cette première partie de la thèse est consacrée à la Colombie. Le chapitre 4 situe le contexte général du conflit armé et le chapitre 5 expose les principales caractéristiques du système médiatique colombien. Il ne s'agit pas de faire un exposé complet sur le pays, mais de faire ressortir les aspects qui ont motivé cette recherche et ceux qui permettront par la suite de mettre en contexte les résultats obtenus.

La Colombie est un pays multiracial de 45.6 millions d'habitants⁵⁰ et 1.138.910 km². À peu près 27 fois plus grande que la Suisse, la Colombie est située au nord de l'Amérique du Sud et bénéficie de deux façades maritimes : l'océan Atlantique au nord et l'océan Pacifique à l'ouest. Pays frontalier du Panamá, du Pérou, de l'Équateur, du Brésil et du Venezuela, la Colombie possède une riche biodiversité et de nombreuses ressources naturelles et minières (pétrole, gaz, charbon, or, émeraudes, fer, nickel, cuivre, marbre, etc.)⁵¹.



Dans son rapport annuel 2007/2008 sur le développement humain, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) affirme que 20% de la population colombienne contrôle 62.7% du revenu national, alors que les 20% les plus pauvres ne participent que de 2.5% de la richesse du pays (PNUD, 2007 : 282). Le PIB par habitant pour l'année 2007 était de 8'857 dollars, ce qui représente un cinquième du PIB par habitant en Suisse pour la même année. Avec un indicateur de développement humain de 0.807, la Colombie occupe la 77^e place, sur 182 (PNUD, 2009 : 182, 185).

En ce qui concerne le système politique, certains analystes (Ferbes-Cordero, 1997, cité par Barclay, 2004 : 14) estiment que la démocratie colombienne se limite à la tenue d'élections régulières et considèrent que l'augmentation progressive et constante de la pauvreté et de la violence met en cause le fonctionnement du régime colombien qui exclut de larges secteurs de la population de la vie politique du pays (Barclay, 2004 : 37).

⁵⁰ Dernier recensement effectué en 2005.

⁵¹ <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/amsudant/colombie.htm>, consulté le 16 octobre 2009.

Concrètement, la Colombie est un régime démocratique centraliste avec une séparation tripartite des pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire. Le président est élu par le peuple pour une période de quatre ans en principe non renouvelable. Toutefois, le président, M. Alvaro Uribe, a réussi à faire accepter la réélection présidentielle pour la première fois en 2006. Dès 2009, les partisans d'un troisième mandat du président Alvaro Uribe ont effectué les démarches juridiques nécessaires pour organiser un référendum en 2010 visant à demander d'introduire dans la constitution la possibilité d'une deuxième réélection du président de la République. Au mois de février 2010, la Cour Constitutionnelle colombienne a rendu un arrêt défavorable au référendum qui aurait pu permettre au chef de l'État Álvaro Uribe de postuler pour un troisième mandat. En effet, cette Cour a trouvé des vices de forme qualifiés de graves violations des principes de base d'un système démocratique⁵².

Quoi qu'il en soit, si, d'une part le régime démocratique colombien est mis en avant par le gouvernement, la situation de violence politique armée suggère que ce système peut être mis en question.

⁵² Communiqué de presse : « *Por medio de la cual se decide sobre la constitucionalidad de la ley 1354 de 2009, de convocatoria a un referendo constitucional* ».

<http://www.corteconstitucional.gov.co/comunicados/No.%2009%20Comunicado%2026%20de%20febrero%20de%202010.php>, consulté le 5 mars 2010.

4. LE CONFLIT ARMÉ INTERNE

Pour mieux comprendre le traitement médiatique du conflit armé en Colombie par les médias nationaux, il est nécessaire de retracer les origines de ce conflit, d'identifier les acteurs sociaux concernés ainsi que les principaux enjeux. Exposer l'histoire de ce conflit n'est pas aisé. Tout d'abord parce qu'il relève d'une extrême complexité et ensuite par ses enjeux politiques et économiques sous-jacents. Reconnaisant le degré de subjectivité qu'une telle tâche peut supposer et sachant que l'objet d'étude de cette recherche n'est pas le conflit en soi, ce chapitre se limite à mentionner quelques aspects historiques. Ils faciliteront la compréhension de la logique de la communication de guerre des acteurs présents dans le pays et donc des facteurs qui peuvent avoir une influence sur la couverture informationnelle du conflit armé par les médias de masse du pays. Pour cela, des sources académiques et institutionnelles (organisations internationales, organisations non gouvernementales, institutions étatiques) ont été consultées. Dans ce sens, ce chapitre ne prétend pas faire œuvre d'historien. Il cherche principalement à fournir des éléments de contexte aux résultats exposés dans la troisième partie.

Le premier constat à souligner lorsque l'on s'intéresse à l'histoire de la violence dans le pays est la diversité des points de vue qui peuvent être complémentaires, mais aussi contradictoires. Ces différentes lectures des antécédents et des causes du conflit mettent en évidence les enjeux sous-jacents et l'intérêt des acteurs concernés à favoriser une lecture du conflit plutôt qu'une autre. Par exemple, il existe des modèles divergents pour expliquer l'origine de la violence en Colombie qui méritent d'être abordés dans la mesure où ils sous-tendent deux positions opposées quant à la manière de résoudre le conflit : la négociation entre toutes les parties en conflit ou la victoire militaire d'un combattant sur les autres. Ainsi, l'approche sociopolitique et l'approche *économiste*⁵³ mentionnées par Wilson López (*à paraître*) sont décrites par la suite.

En plus des origines, la manière de nommer la situation de violence pose également problème. Comme cela a été précisé dans l'introduction, cette thèse utilise la même

⁵³ Ce terme « *économiste* » désigne l'approche des économistes qui utilisent le paradigme de l'agent calculateur, maximisateur et rationnel de la théorie économique néo-classique pour expliquer des phénomènes hors des champs standards de cette discipline. Ainsi, les *économistes* s'attardent sur des problématiques non-régulées directement par des prix, comme par exemple des problématiques sociales. L'un des principaux tenants de cette démarche est Gary Becker (1991). Cependant, il faut préciser que la désignation « *économiste* » n'est pas utilisée par les économistes eux-mêmes. Il s'agit de la façon dont les sociologues et psychologues désignent les chercheurs qui effectuent ce type d'analyse qui met en relation des variables sociales avec des indicateurs économiques.

modalité que celle proposée par l'ONU : « conflit armé interne », tout en reconnaissant qu'il ne s'agit pas d'une catégorie neutre et qu'elle porte des enjeux considérables pour les acteurs armés et pour le gouvernement (PNUD-Colombie, 2003). En effet, pour se référer à la situation de violence en Colombie, il est possible d'entendre parler, notamment dans les médias de masse, de « guerre », de « conflit » ou de « conflit armé ». Pourtant, les définitions de « guerre », « guerre civile » ou « conflit armé » sont loin d'être consensuelles (Waldman, 1999 ; Clausewitz, 1993 ; Fisas, 1998).

Au niveau des organisations internationales telles que les Nations Unies (ONU) ou le Comité International de la Croix Rouge (CICR), une guerre fait référence à une confrontation entre les armées de pays différents. Un conflit armé interne est une confrontation armée qui dépasse les simples tensions internes et des actes isolés de violence dans un territoire administré par un État. Dans un conflit armé interne, la confrontation a lieu entre les forces armées de l'État et des forces armées dissidentes ou entre les forces armées de l'État et des groupes organisés (qui sont sous la direction d'un responsable) ou entre forces dissidentes ou encore entre celles-ci et des groupes armés organisés. Ces confrontations armées sont régies par l'article 3 des Conventions de Genève de 1949⁵⁴ qui s'applique aux situations de conflits armés non internationaux en établissant des règles fondamentales concernant la protection et le respect des personnes se trouvant aux mains de l'ennemi, les blessés, les malades et les naufragés. Avant les Conventions de Genève, on parlait de « guerre civile » pour faire référence aux confrontations armées à l'intérieur d'un pays. Depuis, c'est l'expression « conflit armé interne » ou « conflit armé non international » qui s'est imposé sur le plan juridique. En d'autres termes, « guerre civile » et « conflit armé interne » désignent le même type de réalité, mais au niveau du droit international, les spécialistes parlent de conflit armé non international. L'expression guerre civile est toujours utilisée, notamment pour attirer l'attention sur une situation critique et/ou particulièrement violente à l'intérieur d'un pays. Nonobstant, en Colombie les différents acteurs sociaux s'exprimant à travers les médias parlent rarement, pour ne dire jamais, de « guerre civile ».

La façon dont les acteurs armés sont désignés pose également problème, notamment pour ce qui est des guérillas et des paramilitaires. Selon la légitimité ou l'illégitimité que l'énonciateur veut accorder à chacun de ces groupes, il peut parler de « groupes armés irréguliers », « groupes armés illégaux », « terroristes », « groupes armés hors-la-loi », « subversifs » (pour les guérillas), « autodéfenses », « démobilisés », « réarmés », « bandes émergentes » (pour les paramilitaires), etc. Pour s'auto-désigner, ces groupes parlent de « guérilla » et « autodéfenses » respectivement ou utilisent le nom de leur groupe : FARC-EP (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie-Armée du

⁵⁴ <http://www.cicr.org/web/spa/sitespa0.nsf/html/protocolo-II>, consulté le 16 octobre 2009.

Peuple⁵⁵), ELN (Armée de Libération Nationale⁵⁶), *Águilas Negras*, etc.⁵⁷ En Colombie, la confrontation armée oppose principalement deux types de groupes armés : d'une part, ceux qui représentent l'État et qui de ce fait sont légaux ; d'autre part, les groupes armés irréguliers : paraétatiques⁵⁸ (paramilitaires) et contre-étatiques⁵⁹ (guérillas).

Sachant que les origines et les objectifs que les guérillas et les paramilitaires revendiquent sont opposés, dans cette thèse, le terme « groupes armés irréguliers » est utilisé pour désigner ces deux groupes. Certes, la désignation des groupes armés ne fait pas le consensus au niveau politique. Toutefois, cette modalité de désignation semble la moins partisane disponible actuellement. Malgré les imprécisions qu'elle entraîne, elle est couramment employée par les chercheurs. En fait, utiliser le même terme pour désigner les guérillas et les paramilitaires n'est pas très approprié dans la mesure où ils ont des origines et des revendications opposées. Cependant, ils ont en commun le fait de ne pas être reconnus par la loi colombienne. En ce qui concerne les catégories pour désigner les acteurs armés qui représentent l'État, il n'y a pas de débat. Dans ce texte, les expressions « forces armées », « force publique » ou « forces militaires » (FF.MM.) désignent l'armée, la police, l'armée de l'air, la marine et ses organismes de renseignement⁶⁰.

4.1. Des origines du conflit armé interne à aujourd'hui

Les motifs de l'apparition, ainsi que de la recrudescence du conflit armé en Colombie sont complexes et selon l'approche que l'on favorise, les causes mises en avant et les solutions proposées divergent. Ces différentes approches se trouvent ainsi à l'origine des stratégies formulées pour gérer le conflit et permettent de comprendre le rôle des médias colombiens dans l'évolution de celui-ci.

À partir des années 1960 une approche sociopolitique s'est imposée pour expliquer la situation de violence en Colombie (López, à *paraître*). Cette approche explique l'utilisation de la violence comme une réponse à une situation sociale particulière qui ne dépend pas exclusivement de l'existence « objective » de conditions défavorables pour un groupe social quelconque. En effet, la perception de la situation préexiste souvent au

⁵⁵ En espagnol : *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo*.

⁵⁶ En espagnol : *Ejército de Liberación Nacional*.

⁵⁷ Une description des principaux groupes armés est présentée dans la section 4.2.

⁵⁸ Les groupes paramilitaires combattent ceux qui s'opposent à l'État, en l'occurrence les guérillas. Dans certains cas, comme il est mentionné plus bas, des membres du gouvernement et des forces armées soutiennent et s'appuient sur les groupes paramilitaires dans leur lutte contre les organisations insurgées.

⁵⁹ Les guérillas combattent le statut quo et cherchent à établir un autre système d'État.

⁶⁰ La question de la désignation de la situation de violence politique et des acteurs armés sera abordée dans les analyses du corpus (chapitre 13).

choix de la lutte armée. Autrement dit, il ne suffit pas qu'il y ait une condition « injuste » ou défavorable pour qu'un groupe social entreprenne une lutte armée. Il faut d'abord que ce groupe ait conscience de la situation et qu'il l'interprète comme « injuste ». De plus, pour que le groupe se décide à prendre les armes pour défendre ses droits ou ceux des autres dont il se veut le porte-parole, il est nécessaire qu'il soit persuadé de l'efficacité de l'action armée pour changer la situation défavorable ou perçue comme telle. Le groupe doit également pouvoir désigner « un » responsable de sa situation adverse qui va être l'objet de ses actions violentes (Sabucedo, Alzate, 2005). Dans cette perspective, cette approche sociopolitique estime que la solution du conflit passe par la consolidation d'un État social fort qui assure l'accès équitable de la totalité de la population à la nourriture, la santé, l'éducation, la sécurité et la justice. Le but est de combattre les causes socioéconomiques, politiques et culturelles qui motivent les actions collectives violentes de certains groupes pour changer la situation perçue comme défavorable (López, à paraître).

Toutefois, dès les années 1990, un groupe de chercheurs économistes (López, à paraître) remet en question cette approche sociopolitique de la violence en Colombie. Ils s'appuient sur des études quantitatives pour analyser la relation entre la violence et des variables économiques, notamment les coûts de la violence et la rentabilité de la paix. Dans ces études, la violence est calculée en fonction du taux d'homicides et les résultats infirment les affirmations des tenants de l'approche sociopolitique. En effet, ces études montrent que le taux d'homicides n'entretient pas une relation directe avec la pauvreté, le niveau de scolarité ou la participation politique. Au contraire, les régions avec un bon développement économique, sans beaucoup de chômage et dans lesquelles la population est scolarisée présentent un taux d'homicides élevé seulement si des groupes armés, paramilitaires, guérillas, délinquants et trafiquants de drogue, sont présents. C'est la présence réduite de l'État qui montre une corrélation positive avec l'inégalité dans la distribution des revenus (mesurée avec l'indice GINI) (López, à paraître).

Dans cette perspective, les conclusions à propos de la manière dont le conflit armé peut être résolu appellent au renforcement de la présence de l'État sur le territoire national, des forces armées et du système judiciaire afin d'assurer la sécurité en combattant les groupes hors-la-loi. Plus concrètement, ces chercheurs économistes défendent l'idée qu'il s'agit de rompre l'équilibre économique des groupes armés illégaux pour que la guerre ne soit plus viable financièrement. Ceux qui s'opposent à cette approche *économiste* dénoncent le fait qu'elle ait conduit à criminaliser le discours autour du conflit armé. Les variables sociales, économiques et politiques ne font pas partie des aspects pris en considération pour résoudre le conflit, puisque les groupes armés hors-

la-loi sont réduits, dans le discours officiel, à des bandes qui se livrent au trafic de drogue et à attaquer la population.

Ces deux approches, sociopolitique et *économiste*, sur l'origine et la résolution de la situation de violence en Colombie sont mentionnées pour deux raisons prépondérantes. En premier lieu, il n'est pas fréquent, dans la littérature consultée à propos des origines du conflit armé, de citer les points de vue divergents ; en second lieu dans les analyses menées, ces deux positions apparaissent dans le discours de sources que les journalistes utilisent pour élaborer leurs informations.

4.1.1. Les antécédents du conflit armé interne actuel

Tristement connue par la violence qui y sévit, la Colombie est aussi connue comme la plus ancienne démocratie du continent sud-américain, car elle n'a pas eu de dictatures militaires comme celle du Sud du continent au XX^e siècle. De plus, la Colombie organise régulièrement des élections. Probablement en raison de ce respect apparent des principes démocratiques, situer l'origine du conflit armé interne pose problème. Ceci étant, les cinquante dernières années, le pays a vécu en état de siège quasi permanent et les violations des droits humains dénoncées par les organisations internationales sont comparables à celles commises pendant les dictatures en Argentine, au Chili et en Uruguay dans les années 1970-1980 (CIJ, 2005).

Certains auteurs (Barclay, 2004 : 41) estiment que le conflit armé a émergé en 1964 lorsque la guérilla des FARC (Forces armées Révolutionnaires de Colombie) et ensuite celle de l'ELN (Armée de Libération Nationale) sont apparues. D'autres chercheurs (Azcárate, 1999 ; Wolf, 2005) situent l'origine du conflit déjà en 1948, lorsque le leader libéral, Jorge Eliécer Gaitán, a été assassiné. Cet événement a déclenché une période de violence entre libéraux et conservateurs. Justement, à la fin de cette période, les premières guérillas paysannes apparaissent. Puis, d'autres analystes (Pécaut, 2003) affirment que le conflit armé interne en tant que tel ne commence véritablement qu'à partir des années 1980 lorsque l'argent du trafic de drogue a permis à tous les groupes armés de se financer et donc de renforcer considérablement leur capacité militaire.

Pourtant, en regardant l'histoire du pays dans une perspective plus large que celle de la seule existence des groupes armés hors-la-loi, il est possible d'affirmer que la violence en Colombie remonte à l'arrivée des Espagnols sur le continent américain au XV^e siècle. La conquête, la colonisation, l'indépendance et la construction nationale ne se sont pas faites sans guerre et les conséquences sont encore visibles aujourd'hui. Pour ces raisons, même si dans un but heuristique l'origine de l'actuel conflit est située dans les années 1950 (époque qui précède la conformation des groupes de guérillas et de paramilitaires existant encore dans l'actualité), il ne faut pas oublier qu'auparavant, il y a

eu également des périodes de guerre et de violence dans le pays qui ont joué un rôle dans le surgissement du conflit actuel⁶¹ (Azcárate, 1999 ; Helg, 2004 ; PNUD, 2003 : 21-24).

Effectivement, au début du XX^e siècle, la lente mais régulière intégration de la Colombie dans le commerce mondial et la croissance économique ont permis au pays de prospérer. Cependant, les bénéfices n'ont pas profité à toute la population (Sharpless, 1978). Pour cette raison, des conflits sociaux ont éclaté et des mouvements de travailleurs se sont manifestés dès 1920⁶². La confrontation la plus mémorable a eu lieu en 1928 entre les travailleurs des plantations de banane appartenant à l'*United Fruit Company* (devenu *Chiquita Brands International*) et l'entreprise qui, elle, avait des liens avec le gouvernement conservateur. Lorsque les travailleurs ont organisé une grève pour protester contre les mesures de la compagnie, l'armée a ouvert le feu tuant des centaines de travailleurs. Cet événement, connu comme le « massacre des bananières »⁶³, devient un scandale et discrédite l'image des conservateurs au pouvoir. Divers leaders du parti libéral, dont Jorge Eliécer Gaitán, en profiteront pour faire entendre leurs critiques vis-à-vis du gouvernement en place (Azcárate, 1999). Pendant les années 1930, Jorge Eliécer Gaitán prône les idées libérales mais très vite sa popularité lui fait des ennemis, non seulement à l'extérieur, mais également au sein de son propre parti (Azcárate, 1999).

4.1.2. La *Violencia*

Vers 1948, les sondages donnaient Jorge Eliécer Gaitán vainqueur des élections présidentielles de 1950. Mais il est assassiné le 9 avril 1948. Le peuple a réagi avec une violence incontrôlée. À Bogotá, la population a lynché l'assassin de Jorge Eliécer Gaitán et

⁶¹ En effet, avec la fin des guerres d'indépendance en 1821, les premières controverses entre fédéralistes et centralistes sont apparues, motivant la création des deux principaux partis politiques (Libéral et Conservateur). Alors que les conservateurs défendaient le statut quo, les valeurs traditionnelles, les relations très proches entre l'Église et l'État et la centralisation du gouvernement, le parti libéral prônait la séparation des pouvoirs, la liberté de commerce, le non interventionnisme, la décentralisation du pouvoir et la prohibition des taxes sur les exportations. Dans ce contexte d'opposition entre les deux partis, les discours se radicalisent et en 1899 une guerre civile (la *Guerre des mille jours*) éclate entre les rebelles libéraux et le gouvernement conservateur. Cette guerre a pris fin en 1903 lorsque les libéraux ont signé la capitulation.

⁶² L'organisation des mouvements ouvriers en parti ouvrier, puis en parti socialiste, a marqué les nombreuses grèves du début du XX^e siècle. Les conservateurs craignaient la mobilisation de nombreux travailleurs et chômeurs. D'ailleurs, pour mieux faire opposition, le parti socialiste et le parti libéral s'allient au début des années 1920. Grâce à cette alliance, la tentative de coup d'État, incité par le conservateur Laureano Gómez contre le président libéral Alfonso López, en 1944 échoue. À cette époque, il s'agit déjà du parti communiste colombien qui s'est créé en 1930, sur les bases du parti ouvrier et du parti socialiste. Dans les années 1940, le parti communiste bénéficie d'un bref succès. Il se consolide et réussit à gagner deux sièges au conseil municipal de Bogotá (www.pacocol.org/nbn/es/Inicio/Historia_PCC/36.html, consulté le 11 septembre 2010). Pourtant, avec la *Violencia* et ensuite avec le *Frente Nacional* (voir ci-dessus), toute alternative politique différente aux deux partis traditionnels, comme par exemple le parti communiste, a été réprimée. À partir des années 1960, cet élément combiné à d'autres facteurs mentionnés par la suite, ont influencé la formation et les luttes des guérillas (Medina, 2001 : 23-42).

⁶³ Gabriel García Márquez, romancier, nouvelliste et journaliste colombien, parle de ce massacre dans son roman « cent ans de solitude ». Ouvrage qui lui a valu d'obtenir le prix Nobel de littérature en 1982.

a continué les violences pendant deux jours. Cette manifestation est connue comme *El Bogotazo*. Pour essayer de reprendre la situation en main, le gouvernement conservateur a pris de fortes mesures de répression. Pendant 10 ans, une période de violence s'est suivie tuant 300.000 personnes dans tout le pays⁶⁴. Cette période de guerre entre conservateurs et libéraux, connue sous le nom de *La Violencia* (La Violence, 1946-1957), a eu une forte influence sur la formation des actuelles guérillas (Azcárate, 1999). En effet, la plupart des premiers leaders guérilleros sont directement ou indirectement des descendants des partisans de Gaitán.

4.1.3. Le Front National : l'exclusion politique

En 1953, le général Gustavo Rojas Pinilla s'empare du pouvoir par un coup d'état. Il lance une campagne de paix en amnistiant les guérillas libérales (conformées essentiellement par certains libéraux qui avaient pris les armes pour se défendre des conservateurs) et les paramilitaires conservateurs (paysans militants du parti conservateur ou engagés par celui-ci). En 1957, une alliance entre certains membres de deux partis traditionnels et un groupe d'officiels de l'armée dépoussa le général de son pouvoir dans le but de rétablir un pouvoir civil au gouvernement. À cet effet, les dirigeants des deux partis politiques signent un pacte connu comme *Frente Nacional* (Front National) (Azcárate, 1999 ; Pécaut, 2003 : 21-23). Ce pacte visait à éviter les conflits entre les deux partis en garantissant la parité et leur alternance au pouvoir pour une période allant de 1958 jusqu'à 1974. Ce partage impliquait la présidence, les sièges au Congrès et les ministères (PNUD, 2003 : 24-28). La signature du pacte apportait une certaine stabilité au pays, mais restreignait considérablement la place dans la vie politique du pays de toutes les autres alternatives politiques (Pécaut, 2003 : 22). Ce manque de pluralité démocratique, plus la forte répression contre les étudiants et autres mouvements sociaux a motivé divers groupes à prendre les armes (Villadiego, Valencia, 2001). D'ailleurs, les partisans de l'approche sociopolitique mentionnée plus haut et plus récemment José Manuel Sabucedo et Mónica Alzate (2005) signalent que lorsque les possibilités d'expression politique pacifique ne sont pas garanties pour tous les secteurs de la population et lorsque les secteurs les moins favorisés ont conscience de leur situation défavorable, le comportement politique violent peut se manifester. En Colombie, face aux mobilisations paysannes et d'autres secteurs, dont les groupes insurgés, le gouvernement, élite politique « bipartidiste », a criminalisé ces mouvements et a renforcé la répression. Ce qui a conduit à une recrudescence du conflit (González, 1991, cité par Villadiego, Valencia, 2001).

⁶⁴ Le chiffre exact est encore sujet à débat, mais les estimations parlent de 100'000 à 400'000 morts (CIJ, 2005: 3).

4.1.4. Années 1960 : la naissance des guérillas

Face aux guérillas nouvellement organisées, les gouvernements du Front National leur ont déclaré la guerre (Azcárate, 1999). En effet, la révolution cubaine de 1959 a changé la donne dans le continent. Désormais, il fallait éviter que d'autres révolutions l'emportent dans d'autres pays (Bushnell, 1993 : 230-231). En Colombie, les gouvernements des années 1960 ont répondu à la lutte insurgée avec une politique fondée sur la « Doctrine de Sécurité Nationale » promue par les États-Unis à partir de la guerre froide (CIJ, 2005 : 4-8). Dans ce cadre, les militaires adaptaient le concept d'« ennemi interne », en classant la population colombienne en : population civile, population civile faisant partie des forces contre-insurgées et population civile insurgée. Ainsi, les civils sont directement impliqués dans la confrontation. Le terme d'ennemi interne va au-delà des groupes armés et englobe le bras désarmé de la subversion, le bras juridique des subversifs et même la population civile résidant dans les zones contrôlées par les groupes armés. Dans le cadre d'une stratégie militaire de « retirer l'eau pour asphyxier le poisson », il s'agit de finir avec la population qui pourrait servir de base réelle ou potentielle aux guérillas (CIJ, 2005 : 6-7).

D'ailleurs, sous les directives du plan LASO (*Latin America Security Operation*), conçu aux États-Unis au début des années 1960 et sous le gouvernement de John F. Kennedy pour éviter l'expansion du communisme sur le continent, le gouvernement colombien a mené diverses opérations militaires de répression à travers tout le pays. Parmi ces opérations, celle de Marquetalia reste célèbre (Barclay, 2004 : 41). En fait, cette opération militaire est à l'origine de la naissance de la guérilla des FARC. Marquetalia était une des républiques indépendantes défendues par les paysans, inspirés des idéaux et principes de Gaitán et du parti communiste. Ces républiques indépendantes répondaient, en partie, aux problèmes liés à la propriété de la terre. Dans ce contexte, la formation des guérillas dans les années 1960 n'est pas uniquement une réponse à l'exclusion politique imposée par le Front National, mais également à l'échec des tentatives pour mener une réforme agraire⁶⁵. La guérilla de l'ELN, qui est née à la même époque que les FARC, s'est inspirée du modèle cubain et de la théologie de la libération (Azcárate, 1999 ; Bushnell, 1993 : 244).

Par conséquent, dès la fin des années 1960, l'État colombien s'est doté d'un dispositif légal qui autorisait les civils à s'armer légalement pour combattre les guérillas. Il s'agit du décret 3398 de 1965 (« Statut Organique de Défense Nationale »), devenu loi

⁶⁵ En 1961, durant le premier mandat libéral du Front National, Alberto Lleras crée l'Institut de Réforme Agraire (INCORA). Néanmoins, comme l'historien Medófilo Medina le signale « la surreprésentation des latifundistes et des éleveurs (*ganaderos*) au Congrès et dans l'exécutif ont empêché la réalisation des aspects les plus avancés de la loi et des finalités sociales de l'INCORA ». Par la suite, il n'y a pas vraiment eu de véritables réformes sur le plan social et économique (Medina, 2001).

permanente en 1968 (Loi N° 48). Cette loi est considérée par les spécialistes comme la base juridique du paramilitarisme en Colombie (CIJ, 2005).

4.1.5. Les années 1970 et la Doctrine de Sécurité Nationale

Dans un contexte international marqué par la Guerre Froide, la lutte contre le communisme, la révolution cubaine (1959) puis sandiniste (1979-1990) et les dictatures d'extrême droite en Amérique Latine, en Colombie, les années 1970 sont caractérisées par une forte répression du gouvernement non seulement contre les guérillas, mais surtout contre les mouvements sociaux d'étudiants et de travailleurs. D'ailleurs, une nouvelle guérilla urbaine apparaît en 1973, le M-19 qui a été créée suite aux résultats des élections présidentielles de 1970 pour lesquelles les sondages favorisaient le candidat de l'ANAPO⁶⁶, mais finalement remportées par le candidat conservateur. Certains *anapistes* convaincus qu'il y avait eu une fraude électorale et qu'il n'y avait pas d'autre moyen que les armes pour mener les changements dont le pays avait besoin ont fondé le M-19 (Bushnell, 1993 : 245).

Il faut rappeler qu'avec le Front National toute autre alternative politique aux deux partis traditionnels était exclue de la scène politique officielle et que la population civile, aux yeux des forces armées de l'État, représentait un ennemi interne potentiel. Ceci explique, en partie, la croissance des mouvements d'opposition armés et non armés (Azcarate, 1999). C'est la Doctrine de Sécurité Nationale, mentionnée plus haut et promue par les États-Unis durant la Guerre Froide, qui a fourni un cadre à cette lutte contre les insurgés. Depuis, l'armée colombienne a adopté comme stratégie militaire cette Doctrine dans le but de mobiliser tout l'appareil étatique et la société civile pour détruire l'ennemi interne. N'importe quel mouvement social peut facilement être associé à la guérilla et de ce fait devenir un ennemi interne (Andreu-Guzman, 2005).

4.1.6. Les années 1980 et la « sale guerre »

Les années 1980 commencent comme une décennie de crise économique en Amérique Latine. Même si la Colombie s'en est plutôt bien sortie, étant donné que c'était le seul pays qui n'a pas eu de taux de croissance négatifs (Bushnell, 1993 : 268), la crise s'est, malgré tout fait ressentir. Le chômage et la paupérisation croissante des classes

⁶⁶ Alliance Nationale Populaire. Mouvement politique populiste créé au début des années 1960 par l'ex-président général Gustavo Rojas Pinilla. Il cherchait à surmonter les haines entre libéraux et conservateurs, mais pas à la façon du Front National qui n'était qu'une « alliance d'oligarques qui cherchaient à défendre leurs privilèges égoïstes ». En d'autres termes, l'ANAPO a pris une ligne nationaliste, qui accusait les oligarques d'être trop redevables aux États-Unis. Sa condamnation radicale des oligarques donnait en même temps une teinte de gauche à ce parti qui a réussi à gagner beaucoup de sympathie parmi la population (Bushnell, 1993 : 259). Ce parti a disparu en 1998.

moyennes et défavorisées ont augmenté en même temps que la criminalité. En fait, c'est le trafic de drogue qui est à l'origine de la relative stabilité économique en Colombie par rapport à ses voisins dans le continent. C'est dans cette décennie que les grands cartels de la drogue apparaissent. Toutefois, cela ne s'est pas fait sans conséquences. C'est aussi à cette période que la violence s'accroît : des actions terroristes menées par des trafiquants de drogue et des bandes juvéniles financées également par ces *capos* (grands patrons des cartels). Cette accentuation de la violence va de pair avec l'augmentation de la corruption au sein des institutions politiques et militaires achetées par les cartels pour éviter leur poursuite (Pécaut, 2003 : 26).

Dans le discours des politiciens et des forces armées, l'insécurité était ainsi corrélée à la violence politique armée (Bushnell, 1993 : 252). Sous l'administration du président Julio César Turbay (1978-1982-parti libéral), les forces armées de l'État ont introduit des méthodes illégales pour combattre la violence armée d'opposition. Ces méthodes qui englobaient les massacres, les disparitions forcées et la torture s'inscrivaient dans le cadre d'une nouvelle stratégie militaire dite de la « salle guerre » (Andreu-Guzman, 2005 ; Bushnell, 1993 : 257). Ces violations des droits humains ont été commises de manière parallèle à l'utilisation systématique et abusive de l'état de siège pendant trois décennies (1959 - 1991), mais toujours dans un apparent contexte de normalité démocratique : élections régulières et différentes tentatives de négociation avec les groupes armés d'opposition (CIJ, 2005).

Dans ce contexte de durcissement des stratégies militaires contre l'opposition, le président élu en 1982, Belisario Betancur (parti conservateur), suit une approche différente à celle de son prédécesseur. Il entreprend des négociations avec les guérillas et dans ce cadre, il promulgue une loi d'amnistie en 1982 (Bushnell, 1993 : 257). Ces négociations qui ont continué pendant le gouvernement du président Virgilio Barco (1986-1990-parti libéral) n'ont pas réussi à endiguer le conflit armé. Seule la guérilla du M-19 s'est démobilisée, a rendu les armes et intégré la vie civile en tant que parti politique en 1990. En ce qui concerne la guérilla des FARC, elle a impulsé la création d'un nouveau parti politique d'opposition qui intégrait d'ex-guérilleros, des membres du parti communiste et d'autres mouvements de gauche. Ce parti qui s'est appelé *Unión Patriótica* (UP) a eu, dès sa création en 1985, un important succès politique dans tout le pays (Azcárate, 1999). Néanmoins, l'UP fut victime d'une extermination ciblée de ses membres. Encore aujourd'hui, ses militants sont victimes de menaces ou sont assassinés. On décompte entre 4'000 à 6'000 militant-e-s assassiné-e-s de l'UP depuis sa création. D'ailleurs, les survivants ont déposé une plainte auprès de la Cour interaméricaine des droits humains (institution judiciaire autonome de l'OEA) contre l'État colombien pour génocide. Les auditions pour cas ont commencé fin janvier 2010.

Si d'un côté le gouvernement de Belisario Betancur menait des négociations, d'un autre côté les forces armées de l'État continuaient leur lutte contre l'opposition armée et les personnes suspectées de soutenir ou de sympathiser avec cette opposition. À titre d'exemple, le cas de l'assassinat de deux candidats de l'UP aux présidentielles de 1986 et de 1990 peut être cité. En réalité pendant la campagne pour les présidentielles de 1990, trois candidats ont été assassinés : le candidat pour le parti libéral (Luis Carlos Galán), celui de l'UP (Bernardo Jaramillo) et celui du M-19 (Carlos Pizarro). L'extermination des militants de l'UP et en général de toute opposition non armée donne des arguments aux guérillas qui affirment que l'opposition politique pacifique ne peut pas exister dans le pays et que leur lutte armée et clandestine en faveur des populations marginalisées est toujours légitime (Barclay, 2004 : 43).

Avec l'installation du trafic massif de drogue aux années 1980, la lutte anti-drogue s'est ajoutée à la lutte anti-communiste soutenue par les États-Unis. D'ailleurs, en 1986, le président des États-Unis, Ronald Reagan, déclare que le trafic de drogue est un problème de sécurité nationale pour son pays. Certains secteurs du gouvernement colombien sont favorables à cette nouvelle mesure des États-Unis et plaident pour accepter l'extradition de Colombiens vers les États-Unis. Face à cette possibilité, les grands trafiquants de drogue utilisent les attaques terroristes pour faire pression sur le gouvernement afin d'éviter cet accord d'extradition. Des juges, journalistes ou politiciens favorables à l'extradition sont ainsi assassinés (Bushnell, 1993 : 263 ; Garrido, 2003). En conséquence, la criminalité et la violence politique armée se sont mélangées à la violence engendrée par les cartels de la drogue (Bushnell, 1993 : 259-268 ; CIJ, 2005 : 8-10 ; Pécaut, 2003 : 31-32).

4.1.7. Les années 1990 et la « guerre intégrale »

Les années 1990 sont, pour la Colombie, des années d'ouverture économique, de privatisations et de renforcement des groupes paramilitaires. Quant aux forces armées, elles introduisent la stratégie de « guerre intégrale » qui consiste à combiner les méthodes répressives légales et illégales contre l'opposition armée et politique accusée de soutenir les guérillas (Andreu-Guzman, 2005). En effet, avec la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide, la droite se renforce. Dans son discours, le communisme a échoué. Même si ce contexte général aurait pu conduire à penser que la Doctrine de Sécurité Nationale aurait pu être abandonnée, tel n'a pas été le cas. Les politiques de sécurité ont continué à s'en inspirer et de nouvelles stratégies ont été mises en place pour combattre l'opposition (CIJ, 2005 : 6).

Les années 1990 sont aussi des années de guerre contre les trafiquants de drogue qui ont ajouté un élément important au conflit armé. Dans les régions où des trafiquants menaient leurs affaires, les guérillas leur demandaient une taxe en échange de protection.

Mais des contradictions idéologiques ont très vite opposé les guérillas aux cartels de la drogue. Ces derniers, plutôt anticomunistes, ont commencé à financer les groupes paramilitaires pour lutter contre les guérillas qui taxaient leurs activités. De même, les grands propriétaires terriens, également opposés aux idéologies des guérillas, ont parrainé les paramilitaires. Ces derniers, ainsi renforcés, ont principalement utilisé la terreur et les massacres pour faire déplacer la population paysanne et récupérer le territoire que les guérillas et l'UP contrôlaient (Azcárate, 1999 ; Garrido, 2003).

Dans le contexte d'ouverture et de libéralisation économique, de lutte contre le trafic de drogue et d'opposition armée toujours présente, le président élu en 1990, César Gaviria (parti libéral) a promu la rédaction d'une nouvelle constitution acceptée en 1991 et reconnue par les spécialistes comme un instrument moderne et pluraliste sans précédent sur le continent américain (CIJ, 2005 : 13). Née d'une initiative civile qui a mené à l'élection d'une assemblée constituante où tous les secteurs de la population (mouvements amérindiens, afro-descendants et même des guérillas démobilisées, entre autres) étaient représentés, la constitution de 1991 est un instrument pluraliste qui garantit la représentation de toute la société, le respect des droits humains et l'équilibre adéquat entre les différents pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire) (Bushnell, 1993 : 252). Elle a introduit des mesures en faveur des droits civils, affirmé le principe de décentralisation, la reconnaissance du multiculturalisme national, la participation citoyenne, la liberté de croyances religieuses, la préservation de l'environnement, le maintien de la paix, l'élection populaire des maires et des gouverneurs, entre autres (Agudelo, 2009 : 52 ; García, 2001). Toutefois, les mouvements qui ont rendu possible l'inscription de ces changements dans la constitution ont disparu depuis ou ont été réabsorbés par les partis traditionnels. De ce fait, le respect et l'application de ces mesures progressistes n'ont pas pu être assurés (García, 2001 : 8-9). En conséquence, la constitution a subi de nombreuses modifications depuis sa mise en fonction, que ce soit par des décrets, des actes législatifs ou des lois⁶⁷, dont certaines restreignent les droits fondamentaux et ont laissé la place pour que la corruption s'infilte dans les pouvoirs législatif et exécutif. Les espaces pour la démocratie participative n'ont pas été assurés. Les prometteurs de certaines de ces modifications ont trouvé leur argumentation dans le contexte de guerre du pays qui nécessite de mesures extrêmes de contrôle (Uribe, 2002 : 195-198).

⁶⁷ <http://pdba.georgetown.edu/constitutions/colombia/col91.html>, consulté le 7 mars 2010.

4.1.8. Le gouvernement du président Pastrana : Le processus de paix et le Plan Colombie

La fin des années 1990 voit une nouvelle possibilité de conclure des accords de paix dans le pays. Président de 1998 à 2002, Andrés Pastrana (parti conservateur) a été élu grâce aux promesses de paix qu'il avait faites lors de sa campagne électorale. Déjà alors, il avait établi des contacts avec le leader des FARC, principale guérilla du pays. Quelques mois après son élection, en novembre 1998, Pastrana démilitarise une zone grande comme la Suisse qui représentait les 3,5% du territoire national, pour mener des négociations avec cette guérilla. À part la zone démilitarisée, objet de fortes controverses, Pastrana entreprend les mesures législatives nécessaires pour la reconnaissance politique des guérillas.

Malgré ces actions destinées à trouver une solution négociée au conflit, Andrés Pastrana mène parallèlement une campagne afin d'internationaliser le conflit ; autrement dit afin d'impliquer d'autres pays dans le conflit armé, d'obtenir une aide économique et de moderniser l'armée. Ainsi, au début de son mandat, il demande à la communauté internationale, principalement aux États-Unis, une aide économique qui devrait être l'équivalent du Plan Marshall en Europe après la Deuxième Guerre mondiale (Sanín, 1999 ; Pécaut, 2003). En fait, lorsque le tsar anti-drogue étasunien en charge à l'époque, le général Barry Mc Caffey se rend compte de l'implication de plus en plus forte de la guérilla, il demande à son pays l'augmentation de l'assistance militaire étasunienne à la Colombie et le déblocage de ressources destinées à l'armée colombienne. Le sous-secrétaire d'État de l'époque, Thomas Pickering, encourage le gouvernement colombien à élaborer un plan qui permette une aide financière supplémentaire afin d'attaquer la menace que représente la guérilla et de finir avec le narcotrafic (DIAL, 2000 : 3-4). Ainsi, le Plan Colombie est lancé en 1999. Présenté comme un plan intégral de paix, destiné à surmonter le conflit colombien et la question des cultures illicites, il est devenu un important paquet économique d'aide militaire des États-Unis à la Colombie, la plaçant comme le troisième pays récepteur d'aide militaire étasunienne dans le monde, après l'Israël et l'Égypte (Pécaut, 2003 : 54). Alors que le Plan Colombie visait en principe l'éradication des cultures illicites, il a surtout servi à moderniser les forces armées. Avec un coût total initial estimé à 7'558 milliards de dollars, le Plan Colombie a été financé à 48.5% par l'État colombien, à 46.6% par la communauté internationale (dont 1.3 à 1.6 milliards de dollars par les États-Unis) et à 4.9% par des crédits (Sarmiento, 1999). Sa fin était prévue pour 2005, mais il a été prolongé plusieurs années et d'autres plans sont venus renforcer l'aide militaire accordée par les États-Unis aux forces armées colombiennes.

En cherchant à débiliter les guérillas en leur enlevant une source de financement, le Plan Colombie transforme la lutte anti-drogue en lutte contre l'opposition armée

(Pécaut, 2003 : 55). C'est ainsi que l'aide fournie par les États-Unis a permis au gouvernement d'Andrés Pastrana, dès 1999, de promouvoir la *Politique Intégrale de Sécurité* en matière d'ordre public. Cette politique supposait la restructuration de l'appareil étatique en subordonnant les autorités civiles au pouvoir militaire et le renforcement de la collaboration entre civils et militaires dans la lutte contre le terrorisme (CIJ, 2005 : 14). Suite aux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la lutte contre le terrorisme devient le leitmotiv des discours tant au niveau national qu'international. En conséquence, avec ces attentats aux États-Unis, en Colombie la lutte anti-drogue s'est transformée en guerre contre le terrorisme. Dans ces conditions, en février 2002, sous prétexte du kidnapping du sénateur Jorge Eduardo Gechem Turbay par les FARC, le président Andrés Pastrana ordonne aux militaires de reprendre le contrôle de la zone démilitarisée⁶⁸ donnant fin aux négociations avec les FARC (Pécaut, 2003 : 42-46). Andrés Pastrana finit ainsi son mandat en 2002 sans parvenir à mettre fin au conflit armé, mais en ayant commencé une modernisation des forces armées de l'État que son successeur reprendra par la suite.

Parmi les raisons invoquées pour expliquer l'échec des négociations avec les FARC, les analystes mentionnent le manque des règles claires de la part du gouvernement pour la gestion de la zone démilitarisée, la non construction d'une politique et l'absence d'un discours cohérent et unifié du président, du Haut Commissaire pour la paix⁶⁹, qui s'appelait à l'époque Victor Ricardo, et des forces armées. Alors que la partie civile du gouvernement reconnaissait un statut politique à la guérilla des FARC, les hauts responsables militaires la désignaient comme un groupe de « narco-guérilleros »⁷⁰, de « bandits »⁷¹ ou « narco-brigands »⁷². Pour sa part, la guérilla des FARC n'a pas réussi à mettre à son profit les espaces médiatiques qu'elle s'est vue accorder. Elle a tenu un discours fortement idéologique et une attitude militariste. De plus, les négociations se sont déroulées dans un climat de conflit puisque aucun cessez-le feu n'a été signé par les deux parties (López, 2005 ; Pécaut, 2003 : 42-46).

Par ailleurs, en même temps que les négociations avec les FARC se déroulaient et que le Plan Colombie était conçu et mis en place, les groupes paramilitaires ont fortement accentué leurs actions armées et consolidé leur présence sur le territoire national, notamment au nord du pays (Pécaut, 2003 : 65).

⁶⁸ <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/35754.htm>, consulté le 29 septembre 2009.

⁶⁹ Fonctionnaire public qui a pour mission de conseiller le président de la République dans la structuration et le développement d'une politique de paix et de diriger les négociations avec les groupes armés. <http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/web/documentos/funciones.htm>, consulté le 6 mars 2010.

⁷⁰ *Narcoquerrilleros* en espagnol.

⁷¹ *Bandidos* en espagnol.

⁷² *Narcobandoleros* en espagnol.

4.1.9. Le gouvernement du président Álvaro Uribe et la « Sécurité Démocratique »⁷³

Diverses analyses, comme celle proposée par Augusto Ramirez (2004), soutiennent que l'aggravation du conflit armé, l'échec des négociations entre le gouvernement du président Andrés Pastrana et la guérilla des FARC, ainsi que la présence des cultures de drogues illicites dans la zone démilitarisée constituent le contexte dans lequel une nouvelle campagne présidentielle s'est déroulée. Le candidat Álvaro Uribe⁷⁴, qui promettait une guerre sans répit contre les guérillas, a été élu en mai 2002, dès le premier tour, avec plus des 53% des votes⁷⁵, alors que quatre mois avant les élections, il ne comptait que 5% des intentions de vote (Ramirez, 2004). C'est un événement sans précédents puisque depuis l'instauration des deux tours pour les élections présidentielles, aucun président n'a réussi à se faire élire dès le premier tour avec plus de 50% des voix. (Pécaut, 2003 : 78 ; Velásquez, 2002).

Le président Álvaro Uribe fonde son gouvernement sur un programme appelé la *Politique de Sécurité Démocratique* qui englobe des réformes constitutionnelles et légales pour que l'État récupère le contrôle du territoire national. Pour cela, cette politique prévoit le renforcement des forces armées de l'État, ainsi que la « participation » de la population civile en tant que « coopérants » ou « informateurs » de l'État⁷⁶ (CIJ, 2005 : 27-345 ; Pécaut, 2003 : 98-100). Cette gestion de la situation de violence du pays s'inspire des propositions faites par les économistes qui contredisent les tenants de l'approche sociopolitique du conflit armé. D'ailleurs, le gouvernement du président Álvaro Uribe (2002-2010) affirmait déjà en 2003, et par la suite à plusieurs reprises, qu'il n'y avait pas, et qu'il n'y a pas, un « conflit armé interne » dans le pays⁷⁷, mais une menace terroriste de groupes hors-la-loi⁷⁸. Dans sa stratégie, le gouvernement contraint la population civile à

⁷³ Étant donné que les informations télévisées analysées dans le cadre de cette thèse ont été diffusées au cours de la période pendant laquelle ce gouvernement était en place, un peu plus d'attention lui est consacrée. Sachant qu'il s'agit des faits d'actualité, il faut préciser qu'il n'y pas encore le recul nécessaire à une description plus objectivante.

⁷⁴ Militant du parti libéral jusqu'en 2001. Il s'est présenté aux élections présidentielles de 2002, comme candidat indépendant du parti *Primero Colombia*. En 2006, il s'est fait réélire avec le même parti, qui depuis est inactif, mais qui voulait promouvoir l'union des partis politiques *uribistes* (partisans d'Álvaro Uribe) en 2009.

⁷⁵ <http://www.registraduria.gov.co/2002PRP1/e/vpresidente0.htm?1>, consulté le 13 octobre 2009.

⁷⁶ Ces programmes sont fortement critiqués par les organisations de défense des droits humains, mais encore utilisés.

⁷⁷ Le 19 juin 2003, le président Álvaro Uribe a affirmé devant les juges de la Cour Interaméricaine des Droits Humains qu'il ne reconnaissait pas l'existence d'un conflit armé interne (Nieto, 2008 : 140).

⁷⁸ RESTREPO L, (Haut Commissaire pour la Paix), *¿Conflicto armado o amenaza terrorista?*, 6 mars 2005, http://www.altocomisionadopalapaz.gov.co/noticias/2005/marzo/mar_06_05.htm, consulté le 22 septembre 2009

être au service de l'effort politique et militaire de l'État pour combattre les « terroristes » (CIJ, 2005 : 17 ; Ramírez, 2004). De ce fait, et à l'exception des forces armées de l'état, tous les groupes armés, en dépit de leurs origines et leurs revendications, sont criminalisés dans le discours officiel.

Ceci étant, le gouvernement du président Álvaro Uribe est celui qui a massivement démobilisé les groupes paramilitaires et remporté d'importantes victoires militaires sur la guérilla des FARC. Il est aussi le gouvernement des scandales qui souillent la légitimité du président, sans vraiment miner sa popularité. En mars 2008, les sondages attribuaient 84% de popularité à Álvaro Uribe⁷⁹ et en mars 2009, les médias parlaient de 69% de popularité⁸⁰. Ces taux sont montés jusqu'à 92% en juillet 2008⁸¹, juste après une importante victoire militaire sur les FARC⁸².

Alors que les paramilitaires ont reconnu avoir soutenu la campagne présidentielle d'Uribe (Pécaut, 2003 : 135), dès le début de son mandat, le président entame des négociations avec les groupes paramilitaires, et plus particulièrement avec les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC)⁸³. Le gouvernement a adopté des dispositions légales pour faciliter ces négociations, notamment, le Décret 128 de 2003, qui octroie des privilèges juridiques aux membres d'organisations armées hors-la-loi démobilisés (CIJ, 2005 : 65) et la Loi 975 du 25 juillet 2005, dite de Justice, Paix et Réparation qui régule tout ce qui concerne l'investigation, le procès, la sanction et les privilèges juridiques⁸⁴. La loi 975 est très critiquée par l'opposition. De nombreuses organisations de défense des droits humains dénoncent l'institutionnalisation de l'impunité et la « paramilitarisation » de la société (Joxe, 2005 ; Pécaut, 2003). En effet, pour bénéficier des avantages juridiques, les démobilisés ne sont pas contraints à avouer leurs crimes et les peines maximales de prison ne dépassent pas les 8 ans (CIJ, 2005 : 70).

En tout, le gouvernement affirme avoir réussi à démobiliser plus de 30'000 paramilitaires. Pourtant, juste avant le début des démobilisations en 2004, le rapport annuel de l'Institute International d'Études Stratégiques (IISS), *The Military Balance*,

⁷⁹ El Espectador, "Popularidad de Uribe llegó al 84 por ciento", 12 mars 2008, <http://www.elespectador.com/noticias/politica/articulo-popularidad-de-uribe-llego-al-84-ciento>, consulté le 22 septembre 2009.

⁸⁰ El Espectador, "Así va la popularidad de Uribe", 4 mars 2009, <http://www.elespectador.com/noticias/politica/video-asi-va-popularidad-de-uribe>, consulté le 22 septembre 2009.

⁸¹ <http://www.noticias24.com/actualidad/noticia/15707/la-popularidad-de-uribe-se-dispara-92-de-aceptacion/>, consulté le 14 octobre 2009.

⁸² Il s'agit de la libération, par l'armée colombienne, d'une quinzaine de personnes dont trois Étatsuniens, Ingrid Betancourt et des militaires colombiens le 2 juillet 2008.

⁸³ Pour une brève présentation de ce groupe armé, voir la section 4.2.2.

⁸⁴ <http://www.presidencia.gov.co/leyes/2005/julio/ley975250705.pdf>, consulté le 22 septembre 2009.

estimait à environ 10'000 à 20'000 hommes dans les groupes paramilitaires (IISS, 2005 : 204 ; Joxe, 2005). Face à cette différence, allant du simple au double, plusieurs témoins affirment que des narcotrafiquants se sont fait passer pour des paramilitaires pour bénéficier des privilèges accordés par la loi de Justice, Paix et Réparation qui encadre le processus de démobilisation des paramilitaires. Même le Haut Commissaire pour la paix soutenait que 48 heures avant une démobilisation à Antioquia, les paramilitaires avaient regroupé des délinquants pour les faire passer comme membres de leurs groupes armés et montrer qu'un grand nombre des paramilitaires abandonnaient les armes⁸⁵.

Toutefois, aujourd'hui encore des groupes paraétatiques et antisubversifs continuent à mener des actions armées. Des syndicats et des organisations indigènes, entre autres, dénoncent les menaces et les attaques qu'ils reçoivent de groupes paramilitaires encore actifs. Le gouvernement, lui, parle des « bandes émergentes » constituées par des paramilitaires démobilisés qui n'ont pas tenu leur engagement et se sont réarmés. Tout particulièrement, ce sont les « *mandos medios* » qui sont accusés, autrement dit les paramilitaires qui étaient au milieu de la hiérarchie de ces groupes. En fait, selon le discours officiel, les paramilitaires n'existent plus puisqu'ils se sont démobilisés. Ces « bandes émergentes » ne sont que des groupes de trafiquants de drogue qui se disputent avec d'autres groupes hors-la-loi le contrôle du territoire et des affaires illicites (CNRR, 2007). En effet, dans les périodes prises en compte pour constituer le corpus analysé dans cette thèse, les bandes émergentes et les actions que les forces armées leur attribuent sont présentes dans les discours d'information des journaux télévisés nationaux.

Conséquent avec sa politique de sécurité démocratique et en plus de revendiquer la fin du paramilitarisme, l'actuel gouvernement a remporté plusieurs opérations militaires contre les FARC. Parmi ces victoires, l'opération *Fénix* a abouti au meurtre, sur territoire équatorien, de Raul Reyes, un des leaders et membre du secrétariat de la guérilla des FARC en mars 2008⁸⁶ et l'opération *Jaque*, en juillet 2008 qui a mené à la libération de la colombo-française Ingrid Betancourt (ex-candidate à la présidence de la république), de trois Étatsuniens et d'une douzaine de policiers et militaires colombiens « privés de leur liberté »⁸⁷ par la guérilla des FARC. D'autres succès moins spectaculaires font également partie de la liste des « bons résultats » que les forces militaires s'attribuent, notamment la démobilisation individuelle de plusieurs chefs appartenant au milieu de la hiérarchie des

⁸⁵ http://www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=82024, 24 septembre 2004, consulté le 14 octobre 2009.

⁸⁶ Présentée en Colombie comme un succès militaire, cette opération a aussi déclenché une crise diplomatique avec l'Équateur qui n'est pas encore résolue.

⁸⁷ Une analyse des catégories linguistiques utilisées pour désigner les personnes « privées de leur liberté » est proposée dans la section 13.6.2.7.1.

FARC, ainsi que la récupération de nombreux territoires anciennement occupés par les guérillas.

Comme il a été mentionné plus haut, ces victoires militaires s'accompagnent aussi de nombreux scandales au sein du gouvernement et de ses forces armées. La réforme constitutionnelle qui a permis la réélection d'Álvaro Uribe en 2006 fait l'objet d'enquêtes judiciaires. L'ex-congressiste, Yidis Medina, actuellement en prison, a avoué que le gouvernement, à travers son ministre de l'Intérieur de l'époque, Sabas Pretelt de la Vega, lui a offert des avantages économiques et politiques pour voter en faveur de la modification de la constitution qui a permis la réélection. Un autre congressiste, Teodolindo Avendaño, est aussi dans les mains de la justice, car son absence, le jour de la votation, a diminué le nombre de votes contre la réélection permettant ainsi la modification de la constitution à ce propos. Pour cela, il a été rétribué avec de l'argent et des avantages politiques. Par ailleurs, le financement de la campagne pour la collecte des signatures, en 2009, visant à faire accepter un référendum en 2010 pour modifier à nouveau la constitution de façon à permettre une deuxième réélection du président, a aussi fait l'objet d'enquêtes judiciaires⁸⁸. Suite à cela, la Cour Constitutionnelle a invalidé la loi qui permettait d'organiser un referendum visant la réélection d'Álvaro Uribe à la tête du gouvernement (Grajales, 2010).

Depuis la fin 2006, juste après les dernières démobilisations massives des paramilitaires, les scandales dits de la parapolitique ont éclaté. Ces scandales font référence à l'infiltration des paramilitaires dans la classe politique. En 2005, des représentants du parti d'opposition, *Polo Democrático*, dénonçaient les liens des paramilitaires avec les candidats aux élections parlementaires de 2006. Des preuves à ces accusations ont été fournies suite à la perquisition de l'ordinateur d'un ex-paramilitaire, *alias* Jorge 40. Dans l'ordinateur, il y avait des documents qui mentionnaient les alliances des paramilitaires avec les politiciens de plusieurs régions du pays : maires, gouverneurs, candidats au congrès, etc. En novembre 2006, la Cour Suprême ordonne la détention de trois congressistes⁸⁹. En novembre 2008, 59 congressistes avaient été mis en accusation pour leurs relations avec les paramilitaires. En tout, la *Fiscalía* a ouvert plus de 330 procès et la Cour Suprême plus de 40. Les partis proches du président Álvaro Uribe étaient parmi les plus concernés⁹⁰. Plus de 30% des sénateurs élus en 2006 avaient bénéficié des

⁸⁸ <http://www.semana.com/noticias-politica/referendo-reeleccionista-salio-cuidados-intensivos/127414.aspx>, consulté le 15 octobre 2009.

⁸⁹ Semana, « Las pruebas hablan por sí solas », 11 novembre 2006, http://www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=98170, consulté le 11 septembre 2010.

⁹⁰ El País, « El escándalo de la 'parapolítica' en Colombia », 20 février 2007, http://www.elpais.com/articulo/internacional/escandalo/parapolitica/Colombia/elpepuint/20070220elpepuint_6/Tes, consulté le 11 septembre 2010.

« services » des paramilitaires ou avaient soutenu ces groupes paraétatiques⁹¹. Salvatore Mancuso, un chef paramilitaire démobilisé, déclara le 15 et 16 mai 2007 que l'ex-vice-président, Francisco Santos et l'ancien ministre de la défense (candidat vainqueur des présidentielles 2010), Juan Manuel Santos, ainsi que des multinationales ont soutenu et financé les paramilitaires⁹². Depuis le début de cette affaire, plusieurs politiciens et fonctionnaires détenus ont été libérés et des enquêtes sont encore en cours. En octobre 2009, la *Fiscalía* a rouvert une enquête contre le vice-président de l'époque, Francisco Santos. En mars 2010, il est entendu par la justice pour expliquer ses liens avec les groupes paramilitaires⁹³. Il faut toutefois souligner que l'ex-vice-président et l'ex-ministre de la Défense appartiennent à une des plus importantes familles du pays, la famille Santos, qui possède des entreprises dans de nombreux secteurs économiques du pays, notamment médiatique. À titre d'exemple, le quotidien national de référence du pays, *El Tiempo*, appartient à la famille Santos. Le directeur du plus important hebdomadaire d'opinion *SEMANA* est également membre de cette famille.

En plus de cette affaire de la parapolitique, en 2009, la *Procuraduría*⁹⁴ a ouvert une enquête contre certains fonctionnaires du Département Administratif de Sécurité (DAS), institution chargée des renseignements, pour avoir effectué des écoutes téléphoniques illégales de magistrats de la Cour Suprême, de membres de l'opposition, de défenseurs des droits humains et même de membres du gouvernement. Là aussi, des enquêtes sont en cours, mais plusieurs pistes signalent que le président de la République et ses plus proches collaborateurs seraient concernés⁹⁵, ce que le gouvernement nie⁹⁶. Suite à ce scandale, le président Álvaro Uribe a annoncé le démantèlement du DAS.

En octobre 2008, une autre affaire est venue frapper directement les forces armées colombiennes quelques mois après la victoire de l'opération *Jaque*. Il s'agit du scandale

⁹¹ <http://www.verdadabierta.com/parapolitica/59-introduccion/576-los-tropezones-de-la-parapolitica>, consulté le 15 mars 2010.

⁹² A propos de la parapolitique le texte proposé par le site *Verdad Abierta* (« projet journalistique et de recherche académique dont l'objectif est de contribuer à la reconstruction de la mémoire historique sur le conflit armé ») offre une vue d'ensemble à propos de la parapolitique. Il est disponible sur le site : <http://www.verdadabierta.com/web3/parapolitica/181-para-entender-la-parapolitica>, consulté le 24 septembre 2009. Dans cette thèse, les traductions de l'espagnol au français sont assurées par l'auteure.

⁹³ http://www.eltiempo.com/colombia/justicia/reabren-investigacion-preliminar-contras-el-vicepresidente-francisco-santos-por-parapolitica_6386347-1, consulté le 15 mars 2010.

⁹⁴ Institution autonome de contrôle et surveillance des fonctionnaires publics et des employés de l'État. www.procuraduria.gov.co

⁹⁵ Voir à ce propos le communiqué de la *Procuraduría* : « PGN abre investigaciones por el denominado caso de las « chuzadas del DAS », http://www.procuraduria.gov.co/html/noticias_2009/noticias_251.htm, consulté le 24 septembre 2009; ainsi que les articles publiés dans le site *Verdad Abierta* :

<http://www.verdadabierta.com/web3/parapolitica/nacional/das-gate>, consulté le 24 septembre 2009.

⁹⁶ <http://web.presidencia.gov.co/sp/2009/febrero/23/03232009.html>, consulté le 13 octobre 2009.

connu sous le nom de « faux positifs » mettant en question les méthodes employées par les forces armées colombiennes, sous le gouvernement Uribe, pour combattre les guérillas. Ce cas concerne l'assassinat de civils, généralement de jeunes hommes provenant des couches sociales défavorisées, par les membres des forces armées de l'État qui déguisent ensuite les cadavres en guérilleros pour montrer des résultats positifs dans la lutte contre le « terrorisme ». L'armée récompense ces « bons » résultats par des jours de congé ou des bonifications salariales. Depuis que le scandale a été mis à jour, des militaires ont été licenciés et/ou font l'objet d'enquêtes judiciaires⁹⁷. À ce sujet, le premier rapport du ministère de la Défense à ce sujet, rendu public le 16 octobre 2009, affirmait que depuis 2002, il y a eu 1'881 victimes et que 91 militaires ont été condamnés⁹⁸. Néanmoins, le président Álvaro Uribe a affirmé que les forces armées font l'objet de fausses accusations qui ne visent qu'à paralyser le travail de la force publique⁹⁹.

Le discours officiel à propos de ces scandales, mais aussi à propos de la politique de sécurité démocratique et du travail des forces armées de l'État, est justement intéressant à plusieurs égards. Ce discours s'inscrit dans une approche *économiste* du conflit dans la mesure où aucune reconnaissance politique n'est accordée aux groupes armés. Ces groupes sont traités comme des hors-la-loi dans la mesure où ils sont impliqués dans le trafic de drogue. Les moyens employés par les forces armées, même illégaux sont minimisés, voire justifiés lorsque des membres du gouvernement affirment que les militaires et les policiers font l'objet de fausses accusations. Ainsi, dans les analyses présentées dans le chapitre 13, il s'agira d'établir, entre autres, dans quelle mesure les journaux télévisés nationaux font l'écho aux arguments des *économistes* ou des partisans de l'approche sociopolitique.

⁹⁷ Voir à ce propos le rapport du rapporteur de l'ONU : « *Statement by Professor Philip Alston, UN Special Rapporteur on extrajudicial executions - Mission to Colombia 8-18 June 2009* », communiqué de presse : <http://www.unhchr.ch/hurricane/hurricane.nsf/view01/C6390E2F247BF1A7C12575D9007732FD?opendocument>, consulté le 24 septembre 2009.

DH Colombia, 25 janvier 2009, « *El dossier secreto de los falsos positivos* » : http://www.dhcolombia.info/spip.php?article714&decoeur_recherche=el%20dossier%20secreto%20de%20los%20falsos%20positivos, consulté le 24 septembre 2009. DH Colombia.info est un moyen de communication alternative qui publie des informations relatives aux violations des droits humains.

ONU, « *Informe anual de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos sobre la situación de los derechos humanos en Colombia* », http://www.ramajudicial.gov.co/csj_portal/assets/Informe%202008,%20SITUACION%20DE%20DD.HH.%20EN%20COLOMBIA.pdf, consulté le 24 septembre, 2009.

⁹⁸ <http://www.cmi.com.co/?ir=noticia&nota=36149&seccion=7>, consulté le 18 octobre 2009 sur le site d'un des journaux télévisés nationaux du pays.

⁹⁹ <http://web.presidencia.gov.co/sp/2009/marzo/23/04232009.html>, consulté le 14 octobre 2009.

4.1.10. Paysage politique à l'horizon des élections présidentielles de 2010

Le contexte politique de la Colombie ces dernières années se caractérise par l'apparition et l'implantation de nombreux partis politiques, tout particulièrement dès 2005¹⁰⁰. Certes, cela brise le traditionnel bipartisme du pays. Toutefois, les militant-e-s de ces partis proviennent, pour la plupart, des partis traditionnels : libéral et conservateur. Juste avant les élections présidentielles de 2010, la plupart de ces partis politiques étaient favorables au président Uribe, et ont par la suite soutenu le candidat vainqueur des élections présidentielles de juin 2010 (*Partido de la U*, *Partido Conservador*, *Cambio Radical*, entre autres). Parmi ces partis, certains sont inactifs, car ses représentants sont en prison à cause de leurs liens avec les groupes paramilitaires (*Convergencia ciudadana*) et d'autres, en vue des élections 2010 changent d'un parti à l'autre pour assurer leur élection. Enfin, d'autres partis politiques s'opposaient au gouvernement du président Álvaro Uribe et à sa politique de sécurité démocratique (*Polo democrático alternativo*, *Compromiso ciudadano*). La création du *Polo democrático alternativo* a marqué une étape dans l'histoire politique du pays. En effet, créé comme un parti d'opposition, le *Polo* rassemble des militants provenant de différentes tendances politiques, comme le parti libéral et le parti communiste. Ainsi, ce parti de coalition représente une alternative pour mener une opposition politique au gouvernement qui veut aussi montrer que l'opposition non armée est possible dans le pays.

Au moment où cette thèse est rédigée, les Colombien-ne-s étaient appelé-e-s aux urnes pour élire un nouveau président de la République. Le 20 juin 2010, jour du deuxième tour des élections présidentielles, le candidat de droite, Juan Manuel Santos, ancien ministre de la défense de l'ex-président Uribe, mentionné ci-dessus, a remporté les élections avec plus de 69% de votes (abstention 55%). Il compte également avec le soutien de plus de 80% du Congrès et a promis de continuer la politique de son prédécesseur. L'opposition, quant à elle, largement minoritaire, tient en revanche un discours en faveur de la négociation avec des groupes armés hors-la-loi, l'amélioration des conditions socioéconomiques des citoyens et refusent la solution militaire du conflit.

¹⁰⁰ Quelques partis politiques, comme *Cambio Radical* et *Convergencia Ciudadana* existent depuis la fin des années 1990.

4.2. Les acteurs armés du conflit

Cette thèse analyse l'influence que les pratiques de communication de guerre des acteurs armés peuvent avoir sur le cadrage avec lequel les journaux télévisés informent actuellement sur le conflit armé. De ce fait, il est nécessaire de présenter ces acteurs armés.

4.2.1. Les Forces Militaires (FF.MM.)

Celles-ci comprennent l'armée de terre, la marine et l'armée de l'air. Ces trois forces armées sont regroupées dans le *Commando Général des Forces Militaires* qui est « l'instance de plus haut niveau de planification et direction stratégique pour les institutions militaires du pays »¹⁰¹. Avec l'aide des États-Unis, les FF.MM. ont vu augmenter le nombre de leurs effectifs ces dernières années: 147'000 hommes en 2003, 200'000 en 2004 et 329'131 en 2008 (dont 61'900 réservistes). Parmi les 267'231 actifs, 226'352 appartiennent à l'armée de terre, 30'729 à la marine et 10'150 à l'armée de l'air (IISS, 2009 : 72). La mission des FF.MM. consiste à « développer des opérations militaires pour défendre et maintenir la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale dans le but de favoriser une ambiance de paix, de sécurité et de développement qui puisse garantir l'ordre constitutionnel de la Nation »¹⁰². La police, corps armé de nature civile et qui dépend directement du Ministère de la Défense¹⁰³, bénéficie d'un contingent de 144'097 hommes et femmes, alors qu'ils étaient 121'000 en 2005 (IISS, 2005 : 203-204 ; IISS, 2009 : 72). En d'autres termes, l'actuel gouvernement a doublé le nombre d'effectifs de ses forces armées (FF.MM. et Police) en cinq ans, ce qui est cohérent avec la politique de sécurité démocratique menée.

En ce qui concerne les services de renseignement, le DAS (Département Administratif de Sécurité) est le plus important et constitue une des sources privilégiées des médias. Sa mission est celle de « produire de l'information privilégiée, des connaissances pour fournir au président de la République les ressources nécessaires pour prendre des décisions et formuler les politiques en matière de sécurité intérieure et extérieure de l'État »¹⁰⁴. Le DAS est une institution publique qui dépend directement du président de la République et compte avec environ 7'000 fonctionnaires. Il est pourtant

¹⁰¹ <http://www.cgfm.mil.co/CGFMPortal/index.jsp?option=contentDisplay&idCont=2>, consulté le 24 septembre 2009.

¹⁰² www.ejercito.mil.co/index.php?idcategoria=99, consulté le 24 septembre 2009.

¹⁰³ http://oasportal.policia.gov.co/portal/page/portal/INSTITUCION/Direccionamiento_estrategico/Tab150119, consulté le 24 septembre 2009.

¹⁰⁴ <http://www.das.gov.co/>. Consulté le 6 septembre 2010.

dans un processus de démantèlement, décidé par l'ex-président Álvaro Uribe, suite au scandale des écoutes illégales, mentionné antérieurement. Le DAS serait remplacé par une agence centrale d'intelligence chargée des activités d'intelligence et de contre-intelligence pour l'État. Cette agence n'aurait pas des fonctions de police judiciaire. Une partie des activités serait ainsi reprise par la police et l'Interpol¹⁰⁵.

4.2.2. Les Paramilitaires

Les origines du paramilitarisme comme groupes d'autodéfense paraétatique remontent à la période de *La Violence* évoquée dans la section 4.1.2. À cette époque, sous l'influence du parti conservateur et avec l'orientation de la police nationale, des groupes illégaux de civils, nommés « pájaros » et « chulavitas »¹⁰⁶ combattaient les rebelles libéraux (CIJ, 2005 : 60). Ensuite, le paramilitarisme est devenu « un élément essentiel de la doctrine et la stratégie militaire contre les groupes insurgés des forces militaires colombiennes dès années 1960 » (CIJ, 2005 : 55). Les dispositions légales telles que le décret 3398 de 1965 et la Loi N° 48 de 1968 (mentionnés dans le point 4.1.4) ont rendu cette pratique légale. À la fin des années 1970 et pendant les années 1980-1990, les groupes paramilitaires ont crû considérablement. En 1987, le ministre du Gouvernement de l'époque et président de la République par la suite, César Gaviria, reconnaissait l'existence de 128 groupes paramilitaires. Ces groupes, comme l'avouait en 2002 un capitaine de la police nationale à Urabá, Gilberto Cárdenas González, « ... ont été créés par le propre gouvernement colombien pour faire le sale boulot, autrement dit pour tuer toutes les personnes qui, selon l'armée et la police étaient des guérilleros » (cité par CIJ, 2005 : 55). Leur façon de procéder se distingue par l'utilisation et l'exhibition de la terreur. Dans leur logique, il s'agit d'exercer une punition exemplaire, d'où la cruauté qui a caractérisé les nombreuses massacres des années 1990 et 2000¹⁰⁷.

Dès le début des années 1990, les groupes paramilitaires se renforcent à nouveau avec le financement des cartels de la drogue, des propriétaires terriens et des industriels. Néanmoins, en 1989 le gouvernement colombien commence un processus de négociation avec les groupes paramilitaires de la région du *Magdalena Medio*. Ce processus est arrivé à

¹⁰⁵ OSPINA J., 23 juillet 2010, « Intención de la Casa de Nariño era desprestigiar y la Corte : ex-director de inteligencia del DAS », publié par la station radio *WRadio*, <http://www.wradio.com.co/nota.aspx?id=1331094>, consulté le 10 septembre 2010.

¹⁰⁶ Ainsi appelés car ils provenaient de la province de Chulativa au nord du département de Boyacá.

¹⁰⁷ Les lecteurs intéressés pourront se référer aux rapports publiés par le *Grupo Memoria Histórica* de la Commission Nationale de Réparation et Réconciliation (CNRR), comme celui sur le massacre de « *El Salo* » disponible sur : http://www.memoriahistorica-cnrr.org.co/archivos/arc_docum/informe_la_masacre_de_el_salado.pdf, consulté le 10 septembre 2010, ou aux confessions des paramilitaires mises à disposition par certains médias : http://www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=100573, consulté le 10 septembre 2010.

terme en 1990 avec la « soi-disant » démobilisation de ces groupes, plus ceux des départements de Córdoba, Arauca, Antioquia et Chocó. En réalité, des organisations comme la Commission Internationale des Juristes affirment que ces groupes ne se sont pas vraiment démobilisés. D'ailleurs, certains des chefs démobilisés entre 1989 et 1990 étaient à nouveau présents dans le processus mené sous le gouvernement du président Álvaro Uribe dès 2002 (CIJ, 2005 : 56).

De plus, en 1993, dans le cadre de la « stratégie nationale contre la violence », lancée par le gouvernement du président César Gaviria, des coopératives de surveillance et sécurité privée ont été créées. Ces coopératives sont aussi connues sous le nom de CONVIVIR. Ces groupes possédaient des armées réservées aux forces armées de l'État et avaient comme but de neutraliser l'activité grandissante des guérillas. D'ailleurs, le président, Álvaro Uribe, alors gouverneur du département d'Antioquia, a soutenu ces groupes (CIJ, 2005 : 36). À la fin 1996, au moins 700 associations de ce type ont été recensées par l'ombudsman. Mais leurs méthodes ont très vite été critiquées, car elles commettaient de graves violations des droits humains. De plus, dès le début, le Haut Commissariat pour les droits humains de l'ONU a dénoncé les liens existant entre groupes paramilitaires et forces armées de l'État (CIJ, 2005 : 59). Suite à ces dénonciations, en 1997, la Cour Constitutionnelle a fortement réglementé l'utilisation d'armes et les procédés « spéciaux » utilisés par les CONVIVIR qui ont finalement été dissoutes par le président Andrés Pastrana. De ce fait, le paramilitarisme qui avait été légalisé avec les lois des années 1960 et les CONVIVIR ont été rendus illégales (CIJ, 2005 : 57-58).

Malgré ce processus visant à désintégrer les groupes paramilitaires, ils ne se sont pas tous démobilisés et ont même reçu un nouvel élan pendant les années 1990 comme il a été mentionné plus haut. Pendant le gouvernement du président Ernesto Samper (1994-1998), les *Autodefensas Campesinas de Córdoba y Urabá* (ACCU) gagnent plus de contrôle territorial. Cet avancement s'est traduit, dès 1996 dans la perte des territoires par la guérilla et aussi dans le renforcement des groupes paramilitaires qui en 1997 s'unissent pour conformer une confédération nommée *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC)¹⁰⁸. Cette confédération est, au début, formée par les *Autodefensas Campesinas de Córdoba y Urabá*, les *Autodefensas del Magdalena Medio* et celles des *Llanos Orientales*¹⁰⁹. Les AUC sont nées comme un groupe armé antisubversif ayant comme but de se présenter comme une organisation avec un commandement unifié, un plan national et une coordination

¹⁰⁸ <http://www.verdadabierta.com/la-historia/periodo2>, consulté le 9 mars 2010.

¹⁰⁹ En 1997-8, il y avait au moins 7 groupes paramilitaires regroupés dans les AUC : les *Autodefensas Campesinas de Córdoba y Urabá* (ACCU, le groupe le plus grand), *Autodefensas de los Llanos Orientales* (connues aussi comme les Carranceros), *Autodefensas del Cesar*, *Autodefensas del Magdalena Medio* (le groupe le plus ancien), *Autodefensas de Santander y el sur del Cesar*, *Autodefensas del Casanare* et *Autodefensas de Cundinamarca*.

multirégionale ayant l'intention de négocier avec l'État en tant qu'acteur politique. Dans une interview donnée à un groupe de chercheurs, Carlos Castaño, l'ancien leader des AUC, affirmait que les paramilitaires appartenaient à la classe moyenne et que de ce fait, ils défendaient les citoyens de cette classe qui n'avaient pas de police, ni d'armée pour les protéger. Il affirmait que son groupe armé défendait les investissements étrangers, le droit à la propriété privée et la liberté de l'église. Carlos Castaño soutenait que les AUC respectaient le droit international humanitaire, mais qu'ils ne respectaient pas la vie des guérilleros, ni d'anciens combattants des guérillas, ni des civils suspects de collaborer ou de soutenir les guérillas (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 : 149-160).

Déjà en 1996, Carlos Castaño¹¹⁰ avait informé *Human Rights Watch* que son groupe armé comptait avec 2'000 combattants. En 2004, les AUC avaient 10'600 hommes armés (IISS, 2005 : 204) et certains parlaient même de 20'000 combattants (Joxe, 2005). *Human Rights Watch* affirme que l'augmentation spectaculaire des paramilitaires était due en partie au recrutement de mineurs ainsi qu'aux salaires offerts, entre 900'000 et 1'200'000 pesos par mois (approximativement entre 366 et 488 dollars)¹¹¹, alors que le salaire minimum à l'époque était de 309'000 pesos par mois (125 dollars de l'époque). Parmi les groupes armés hors-la-loi, les paramilitaires étaient les seuls à payer un salaire fixe à leurs combattants.

En 2002, malgré la consolidation des groupes paramilitaires, ils acceptent de négocier avec le président Álvaro Uribe leur démobilisation. Pour cela, les deux parties signent le 15 juillet 2003 l'accord dit *Acuerdo de Rialito*, après quoi les démobilisations massives des AUC commencent le 25 novembre 2003 à Medellín et arrivent à terme le 15 août 2006. Selon les chiffres officiels, en 38 actes publics et amplement médiatisés, 31.671 paramilitaires ont rendu leurs armes¹¹². Il a déjà été signalé que ce processus de démobilisation a suscité de nombreuses controverses, non seulement sur le nombre de paramilitaires que le gouvernement affirme avoir démobilisé, plus de 30'000, alors que les estimations parlaient de 10'000, maximum 20'000 combattants (IISS, 2005 : 204), mais aussi en raison de la remise des peines et autres privilèges juridiques que le gouvernement a accordés aux paramilitaires et qui dans la pratique signifient l'impunité. En effet, les

¹¹⁰ Castaño a disparu de la scène politique et médiatique du pays en 2004. Depuis lors, un des paramilitaires démobilisés affirme que le frère de Carlos Castaño, Vicente Castaño, l'aurait payé pour tuer Carlos Castaño. La justice cherche toujours Vicente Castaño pour avoir ordonné l'homicide de son frère. À l'époque, les principaux médias de masse parlaient de Salvatore Mancuso comme le nouveau leader du groupe. C'est ce dernier qui a joué un rôle important dans le processus de démobilisation et négociation avec le gouvernement du président Uribe. www.hrw.org/spanish/informes/1998, consulté en novembre 2005. Actuellement disponible sur : http://www.hrw.org/legacy/worldreport/Americas-02.htm#P251_56163, consulté le 15 octobre 2009.

¹¹¹ www.hrw.org/spanish/informes/2003, consulté en novembre 2005. Actuellement disponible sur : <http://www.hrw.org/legacy/wr2k3/americas4.html>, consulté le 15 octobre 2009.

¹¹² <http://www.verdadabierta.com/la-historia/periodo4>, consulté le 9 mars 2010.

crimes de guerre commis par ces personnes ne seront pas jugés en tant que tels (CIJ, 2005 : 63-64).

Le processus de négociation fait également l'objet de débats parce que des groupes paramilitaires continuent à être actifs. De son côté, le gouvernement et les forces armées colombiennes affirment qu'il s'agit de « bandes émergentes » (mentionnées précédemment) qui se dédient uniquement au trafic de drogue (CIJ, 2005 : 62). Les plaintes mentionnent des groupes tels que les *Águilas Negras* (« Aigles Noirs ») ou *Bacrim* qui menacent les personnes accusées d'être sympathisantes des guérillas ou celles qui sont en marge de l'ordre social comme les prostituées et les homosexuels -pourtant reconnus par la constitution de 1991-. Ces groupes se livrent ainsi à une *épuration sociale*¹¹³. Dans leur lutte pour le contrôle du territoire, les groupes paramilitaires forcent également les populations à se déplacer (ONU, 2009). Puisque dans le corpus analysé dans cette recherche, il est question de ces « bandes émergentes », des informations à propos de leur histoire, leurs revendications et le nombre de combattants ont été recherchées sans succès. Les seuls textes disponibles sur internet signés par ces groupes sont des menaces envoyées à des syndicalistes ou aux employés des organisations humanitaires et de défense des droits humains. Au moment où cette thèse est rédigée, ces groupes ne disposent pas de site internet et la littérature à leur propos est encore limitée, d'autant plus que les autorités s'obstinent à affirmer qu'il s'agit uniquement des bandes de trafiquants de drogue.

Enfin, le processus de démobilisation des groupes paramilitaires est critiqué parce que les victimes civiles de ces groupes ne sont pas suffisamment prises en compte. Certes la loi de Justice, Paix et Réparation se réfère aux droits des victimes à la vérité et à la « réparation » (dédommagement/indemnisation). Toutefois, elle ne prévoit pas de mécanismes pour garantir ces droits. En effet, l'établissement de la vérité quant au paramilitarisme qui s'est développé dans le pays pendant les dernières décennies, ainsi que les indemnisations pour les victimes dépendent des crimes que les paramilitaires démobilisés veulent bien avouer et des enquêtes que la justice colombienne peut mener. Le problème réside dans le fait que, d'une part, tous les paramilitaires ne reconnaissent pas leurs crimes, et d'autre part, les propriétés acquises par ces derniers de manière illégale ne sont pas toujours à leur nom, ce qui fait que les victimes se voient pénalisées, alors que les paramilitaires démobilisés bénéficient de programmes de réinsertion que le gouvernement a mis en place (CIJ, 2005 : 68-71).

Dans l'actualité, les démobilisations massives sont finies. Quelques démobilisations individuelles sont encore annoncées par les médias du pays. Les paramilitaires démobilisés

¹¹³ *Limpieza social*, en espagnol.

continuent les auditions dans lesquelles ils avouent leurs délits. Dans ces déclarations, de nombreuses accusations contre des politiciens, des militaires et des entreprises nationales et multinationales ont été proférées par les ex-paramilitaires. Ceci est valable pour les paramilitaires qui avaient un certain niveau dans la hiérarchie de ces groupes armés. Ceux qui étaient à la base, un peu plus de 19'000 selon le gouvernement, sont devenus un problème « juridique ». Ces ex-combattants affirment ne pas avoir commis des crimes puisqu'ils ne faisaient que suivre des ordres et dans ce cas, la loi de Justice, Paix et Réparation ne s'appliquerait pas. Mais ils menacent de retourner à leurs activités illégales si le gouvernement ne tient pas ses promesses en leur accordant des privilèges juridiques et les aidant à se réinsérer dans la société. Le gouvernement a placé certains de ces ex-paramilitaires dans différents foyers prévus à cet effet dans les grandes villes engendrant ainsi de graves problèmes dans les quartiers où ces foyers sont placés. Les programmes de réinsertion du gouvernement s'avèrent insuffisants et ces ex-combattants, jeunes adultes pour la plupart, sont devenus une problématique sociale. Les habitants des quartiers qui accueillent ces *réinsérés*, comme on les appelle, les discriminent et se plaignent de leur présence. En d'autres termes, ces combattants démobilisés et leurs victimes, qui réclament justice, sont devenus un « problème social » qui n'est pour l'instant pas encore résolu (Tovar, Galindo, Guzmán, 2008).

En ce qui concerne les chefs et contrairement aux accords préétablis, le gouvernement a décidé d'extrader aux États-Unis 14 dirigeants paramilitaires démobilisés les 13 mai 2008. Ce pays les avait réquisitionnées afin de les juger pour trafic de drogue. Le gouvernement colombien justifie sa décision en disant que ces personnes continuaient à commettre des crimes depuis leur prison¹¹⁴. Cependant, l'opposition accuse le gouvernement d'avoir extradé ces « témoins dérangeants » pour les faire taire au moment où ils commençaient à avouer leurs liens avec la classe politique du pays, ainsi qu'avec le secteur privé, notamment des multinationales reconnues comme Nestlé, Chiquita Brands et Drummond¹¹⁵.

4.2.3. Les Guérillas

De nombreux groupes de guérillas sont ou ont été actifs dans le pays depuis les années 1960 : les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC), l'Armée de Libération Nationale (ELN), l'Armée Populaire de Libération (EPL), le Mouvement 19 avril

¹¹⁴ <http://www.verdadabierta.com/justicia-y-paz/extraditados>, consulté le 10 mars 2010.

¹¹⁵ De nombreux projets comme celui de *Verdad Abierta* (initiative financée par des privés et des médias) et du *Grupo de Memoria Histórica* (de la Commission Nationale de Réparation) travaillent pour construire/rétablir la mémoire du conflit, en récupérant le récit des victimes, les déclarations et les aveux des paramilitaires démobilisés. Certains travaux des universitaires cités dans cette thèse contribuent également à ce dessein.

(M-19), le mouvement guérillero indigène *Movimiento Armé Quitín Lamé*, l'Autodéfense Ouvrière (ADO), le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT) et Patrie libre. La plupart de ces groupes n'existe plus. Seules les guérillas des FARC, l'ELN et en moindre mesure l'EPL sont encore actives et souvent mentionnées, notamment les FARC dans les discours médiatiques actuels. Pour cette raison, seuls ces trois groupes sont présentés.

4.2.3.1. Les FARC

Les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple (FARC-EP), nées en mai 1964, sont une organisation armée dont l'objectif est de combattre les inégalités sociales, politiques et économiques, ainsi que l'intervention militaire et des capitaux étasuniens en Colombie à travers l'établissement d'un État marxiste-léniniste et bolivarien¹¹⁶. Nées comme un mouvement d'autodéfense paysanne à l'époque de la *Violencia*, les FARC trouvent leurs racines idéologiques dans les révolutionnaires libéraux qui, à l'époque, dénonçaient l'hégémonie conservatrice et dans le parti communiste qui défendait la distribution juste et équitable des terres. Si au début, les FARC ont adopté une idéologie marxiste, après la chute du mur de Berlin, cette guérilla revendique la figure du héros de la guerre d'indépendance contre l'Espagne au XIX^e siècle, Simón Bolívar. Plus particulièrement, cette guérilla défend la réforme agraire, les droits fondamentaux des travailleurs paysans et des alternatives politiques face à l'hégémonie des partis traditionnels (Ferro y Uribe, 2002, cités par Sabucedo, *et.al*, 2004 : 72-73). Les FARC sont une guérilla essentiellement rurale disposant des cellules urbaines, constituées de 62 fronts ruraux, trois fronts urbains et neuf unités d'élite. Ce groupe armé est présent dans tout le pays, principalement au Sud (Human Rights Watch, 1998).

Principale guérilla du pays par le nombre de combattants et l'importance que le gouvernement et les forces militaires colombiennes lui accordent dans leur lutte contre les groupes armés hors-la-loi, les FARC montrent une évolution et augmentation constante depuis leur création qui s'est renforcé dans les années 1990 et jusqu'au début des années 2000. En 2004, l'Institute International d'Études Stratégiques (IISS) estimait dans son rapport annuel 2005, *The Military Balance*, que le nombre d'hommes et femmes appartenant à cette guérilla s'élevait à 18'500 plus 5'000 miliciens (IISS, 2005 : 204). Toutefois, le gouvernement affirme que le nombre de combattants a diminué et dans son dernier rapport l'IISS attribue à ce groupe armé 12'000 hommes et femmes en armes (IISS, 2009 : 462). En effet, la politique de sécurité démocratique du président Uribe et le renforcement constant des forces armées de l'État depuis la fin des années 1990 ont

¹¹⁶ http://frentean.110mb.com/historia_farc.html; consulté le 25 septembre 2009.

<http://resistenciafariana.blogspot.com/>. Le(s) site(s) web de ce groupe sont constamment bloqués et qu'ils réapparaissent ensuite avec d'autres adresses. Et le site officiel : www.farc-ep.org n'est plus accessible.

permis de porter d'importants coups sur cette guérilla, comme l'assassinat d'un chef par son subalterne pour demander la rançon offerte par l'État, en mars 2008¹¹⁷, la reddition et démobilisation individuelle de certains chefs placés au milieu de la hiérarchie des FARC, la mort naturelle du leader historique et créateur de ce groupe armé, en mars 2008, le meurtre d'un membre du secrétariat dans une opération très controversée de l'armée colombienne sur le territoire équatorien, en mars 2008 -mentionnée plus haut- et le sauvetage par l'armée colombienne d'une quinzaine des « retenu-e-s » dont Ingrid Betancourt et trois Étatsuniens, en juillet 2008 et de trois militaires en juin 2010 (seulement sept jours avant le deuxième tour des élections présidentielles). Certaines victoires militaires revendiquées par le gouvernement sont pourtant démenties par les FARC. En mars 2006, le gouvernement a informé qu'un *bloque* des FARC (70 hommes) s'était démobilisé et avait rendu les armes. Toutefois, en octobre 2009, un guérilléro en prison a affirmé que cette démobilisation était un montage du gouvernement. Il assurait que ce *bloque* n'avait jamais existé et que les 70 personnes étaient des prisonniers engagés pour simuler une démobilisation dans un acte public¹¹⁸.

Quoi qu'il en soit, malgré les échecs militaires récents, le gouvernement et les forces militaires n'ont pas réussi à battre cette guérilla. Cette dernière continue, dans son discours, à revendiquer des motivations politiques et sociales pour légitimer sa lutte armée. En revanche, le gouvernement et ses forces armées mènent une campagne au niveau national et international pour la discréditer, affirmant que c'est un groupe narcoterroriste, un cartel qui trafique avec de la drogue et terrorise la population civile. D'ailleurs, certaines des méthodes appliquées par cette guérilla, comme la privation de liberté de civils contre rançon ou à des fins politiques (faire pression sur le gouvernement pour obtenir la libération de leurs camarades), ont signifié une perte de soutien d'une grande partie de la gauche. Cet élément est également utilisé par le gouvernement comme argument pour discréditer leur lutte armée auprès de la population.

À propos des drogues illicites, jusqu'aux années 1980, les FARC avaient toujours refusé leur participation au narcotrafic. Par la suite et face à l'ampleur du problème, les FARC ont commencé à demander un impôt par gramme de drogue transporté par les trafiquants. Pour les FARC, en plus d'un moyen de financement, il s'agissait d'un moyen pour défendre les petits paysans face aux commerçants de drogue en fonctionnant comme des intermédiaires. Dans une interview publiée en 2003 par Diana Giraldo, Ismael Roldán et

¹¹⁷ Un débat juridique a eu lieu dans le pays suite à cet événement concernant la légitimité de récompenser financièrement un assassinat. Finalement, le guérilléro Rojas, qui a tué son chef, Iván Rios, n'a pas obtenu la rançon et reste en prison.

¹¹⁸ Voir le témoignage du guérilléro dans une émission du journal télévisé *Noticias Uno* du premier week-end d'août 2009 sur : <http://www.noticiasuno.com/noticias/rojas-vs-olivio.html>, consulté le 25 septembre 2009.

Miguel Ángel Flórez, un des leaders des FARC, Simón Trinidad, extradé aux États-Unis en décembre 2005, affirmait que le groupe armé n'est pas une police anti-narcotiques. Ils ne détruisent pas les cultures de drogue illicite des paysans, car la guérilla reconnaît qu'il s'agit du seul moyen de subsistance pour ces paysans qui ne peuvent plus vendre les produits issus des cultures licites en raison des prix défavorables imposés par le marché international. C'est la raison pour laquelle le groupe armé propose une réforme agraire radicale (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 : 85-86). Toutefois, bien que les FARC soient une organisation verticale, la structure de commandement ne contrôle pas tout et certains sous-commandants font « leurs petites affaires » en s'impliquant dans le trafic de drogue, d'autant plus que chaque front doit s'autofinancer¹¹⁹. Mais le trafic est toujours nié par le groupe armé. La « narco-guérilla » dont les autorités parlent constitue un moyen efficace pour discréditer ce groupe armé. À ce propos, il convient de préciser que ce terme de « narco-guérilla » fut introduit en 1984 par l'ambassadeur des États-Unis à Bogota de l'époque, Lewis Tambs¹²⁰ dans le but, justement, d'impliquer les guérillas au trafic de drogue et transformer ainsi la lutte anti drogue en lutte anti guérilla (Pécaut, 2003 : 52)

Bien évidemment la question du financement des groupes armés avec le trafic de drogues ne concerne pas exclusivement les FARC. Les paramilitaires, l'ELN et les forces armées de l'État sont aussi concernés. Ceci étant, la question est épineuse. Certains auteurs affirment que ce sont les paramilitaires qui fonctionnent comme des véritables cartels de narcotrafiquants (Lemoine, 2005). D'autres affirment que c'est la guérilla des FARC qui a perdu tout horizon politique en se consacrant exclusivement sur le trafic de drogues et sur le terrorisme pour défendre ce trafic¹²¹. D'autres sont plus nuancés, mais mettent en exergue le fait que les zones où la confrontation armée a lieu coïncident assez bien avec les zones de culture de drogues illicites (Pécaut, 2003 : 67).

4.2.3.2. L'ELN

Deuxième guérilla du pays, l'ELN a été fondée deux mois après les FARC, en juillet 1964. Inspiré de la révolution cubaine et de la théologie de la libération, cette guérilla a adopté le marxisme-léninisme et promeut la démocratie interne, le respect du peuple, la défense de l'intérêt national ainsi que la solidarité internationale. L'ELN veut un nouveau gouvernement populaire et démocratique avec la participation de toutes les organisations sociales et des forces révolutionnaires ; en d'autres termes, un gouvernement pour la paix,

¹¹⁹ Entretien avec Maurice Lemoine, Le Monde diplomatique « Colombie : lutte armée et réalités d'un conflit », par Frédéric Lévêque, Isabelle Dos Reis, article publié le 9 mai 2005 sur <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1365>, consulté le 10 mars 2010.

¹²⁰ Tambs a été enquêté et licencié pour ses liens avec la CIA dans le cas du financement de la *contra* au Nicaragua à travers le trafic de drogue (Pécaut, 2003 : 52).

¹²¹ <http://www.verdadabierta.com/conflicto-hoy/farc>, consulté le 10 mars 2010.

la démocratie, la dignité, la justice sociale et le développement¹²². Depuis sa création, cette guérilla est surtout présente au nord du pays dans la zone du Catatumbo (Norte de Santander) et au sud du département de Bolívar. Elle fait présence également dans les départements d'Arauca, Cesar, Antioquia, Cauca, Valle del Cauca et Nariño¹²³. Par le nombre de combattant-e-s, l'ELN est loin derrière les FARC. Alors qu'à la fin des années 1990, le groupe comptait 5.000 combattants (Human Rights Watch, 2003), en 2005, *The Military Balance* mentionnait que le nombre de guérilleros de ce groupe armé s'élevait à 3'500 hommes (IISS, 2005 : 204). Dans le rapport 2009, le chiffre invoqué est de 3.000 (IISS, 2009 : 462). De plus, les deux dirigeants de l'ELN, Francisco Galán et Felipe Torres, sont en prison¹²⁴, mais le groupe continue à mener des actions armées. Puisque l'ELN condamne l'exploitation des ressources naturelles par des entreprises étrangères, le groupe s'est fait connaître par les attaques aux infrastructures pétrolières et électriques du pays, tout particulièrement, celles appartenant à la *British Petroleum*. Dans certaines régions, l'ELN se bat contre les FARC, dans d'autres ces deux guérillas font des alliances. En 2009, la revue *Semana* a révélé des conversations qui mentionnaient des alliances entre un commandant de l'ELN et un major de l'armée colombienne¹²⁵. Cette guérilla est également critiquée pour réaliser des enlèvements contre rançon, ainsi que pour l'utilisation des mines antipersonnel.

Plus récemment, L'ELN a tenu des discussions et des négociations avec le gouvernement du président Uribe entre 2002 et 2007¹²⁶, sans pour autant parvenir à un accord définitif. Les deux parties s'accusent réciproquement en rejetant la faute sur l'autre du non-avancement des négociations. Dans le corpus recueilli en 2006 pour les analyses proposées par cette recherche, plusieurs informations traitaient de ces négociations. Dans son discours, comme les FARC, l'ELN continue à revendiquer des motivations sociales et politiques pour légitimer sa lutte armée, alors que le gouvernement la taxe, comme les FARC, d'« organisation terroriste ».

4.2.3.3. L'EPL

D'inspiration marxiste-léniniste, cette guérilla a été fondée par le parti communiste de la Colombie en 1967. En 1990, plus de 2.100 de ses hommes ont déposé

¹²² www.eln-voces.com, consulté en novembre 2005.

¹²³ <http://www.verdadabierta.com/conflicto-hoy/eln>, consulté le 10 septembre 2010.

¹²⁴ www.hrw.org/spanish/informes/1998, consulté en novembre 2005. Actuellement disponible sur : http://www.hrw.org/legacy/worldreport/Americas-02.htm#P251_56163, consulté le 15 octobre 2009.

¹²⁵ <http://www.verdadabierta.com/conflicto-hoy/53-eln/2350-como-el-ejercito-se-alio-con-el-eln-en-arauca>, consulté le 10 septembre 2010.

¹²⁶ <http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/web/publicaciones/acuerdobase/101982-DIALOGO%20NUEVO.pdf>, consulté le 22 septembre 2009.

leurs armes¹²⁷. Un secteur dissident est, malgré tout, resté armé, mais le nombre de combattants n'a jamais dépassé les 500 (IISS, 2008, p.462). Ceux qui se sont démobilisés ont formé un mouvement politique : *Espoir, Paix et Liberté*. Ce groupe se présentait comme un mouvement politique alternatif et démocratique, mais n'a existé que jusqu'en 1992, année dans laquelle, ses membres ont intégré le parti politique AD-M-19 (le parti formé par les guérilleros démobilisés du M-19). Cette alliance n'a fonctionné que quelque temps. Puis, l'EPL s'est désintégré. À partir de ce moment, certains ex-combattants ont été accusés par les autres guérillas d'avoir des liens avec les groupes paramilitaires. Quant aux membres de l'EPL qui ne se sont pas démobilisés, ils sont restés quelques temps dans la clandestinité, jusqu'à la capture de leur leader, Francisco Caraballo en 1993. Avec cette arrestation et l'assassinat de ses militants, l'EPL a été considérablement réduit. Sa vie publique en tant que parti politique n'a pas non plus eu un grand succès¹²⁸. Dans le corpus analysé, il n'y a, en fait, qu'une seule allusion à la guérilla de l'EPL.

4.3. Conclusion

Le conflit armé interne en Colombie est une réalité complexe. Il dure depuis longtemps, plusieurs générations sont maintenant concernées. La population civile, surtout rurale, est de plus en plus directement impliquée et les tentatives de négociation n'ont pas, pour l'instant, réussi à rétablir la paix. En outre, les principaux groupes armés concernés : étatiques (forces armées de l'État), paraétatiques (paramilitaires) et contre-étatiques (guérillas) revendiquent tous, la légitimité de leurs actions. Dans ce contexte, le rôle des médias de masse, traditionnels ou alternatifs, n'est pas à négliger. En effet, par la légitimité que leur confère le fait de représenter l'État, les forces armées colombiennes peuvent plus facilement accéder aux médias de masse analysés dans cette recherche, ce qui va à l'encontre des exigences de qualité informative concernant l'« objectivité » de l'information (Chalaby, 1998 ; Lemieux, 2000). Cette question de l'objectivité, de l'accès des acteurs armés aux médias et du travail des journalistes dans ces conditions sera traitée dans les chapitres suivants. Mais avant cela, le prochain chapitre est consacré à la présentation des principaux médias d'information présents en Colombie. Ce qui permettra également de justifier et présenter le corpus pris en compte dans cette recherche.

¹²⁷ www.hrw.org/spanish/informes/1998, consulté en novembre 2005. Actuellement disponible sur : http://www.hrw.org/legacy/worldreport/Americas-02.htm#P251_56163, consulté le 15 octobre 2009.

¹²⁸ <http://www.verdadabierta.com/justicia-y-paz/versiones/80-versiones-seccion/860-sotelo-acabo-con-el-frente-que-creo>, consulté le 10 mars 2010.

5. LES MÉDIAS D'INFORMATION EN COLOMBIE

Après avoir exposé le contexte général de la situation de violence sociopolitique en Colombie, il est pertinent de présenter les principaux médias d'information du pays. Certes, le corpus de cette recherche sera tiré à partir des quatre journaux télévisés nationaux diffusés en semaine dans l'horaire de *prime time*. Néanmoins, il est important de donner un bref aperçu du paysage médiatique national, de façon à mieux comprendre le choix du corpus.

5.1. La presse écrite

Média traditionnel le moins consommé par la population colombienne (29.3% des Colombien-ne-s la lisent régulièrement, CNTV, 2009 : 8), la presse informative est entre les mains des entreprises privées, comme dans la plupart des pays occidentaux après l'industrialisation de la presse (Lemieux, 2000). En ce qui concerne la presse quotidienne, en Colombie, il n'y a que deux quotidiens nationaux : *El Tiempo*, fondé en 1911 et *El Espectador*, fondé en 1887. Ce dernier, suite à une profonde crise économique, a dû devenir hebdomadaire entre 2001 et 2008, laissant à son concurrent, *El Tiempo*, le monopole de l'information écrite au niveau national pendant sept ans¹²⁹. Associé du groupe économique *Casa Editorial El Tiempo*, ce journal figure parmi les 100 plus grandes entreprises du pays¹³⁰.

L'histoire de la presse colombienne est fortement liée à l'histoire des partis politiques traditionnels (libéral et conservateur). *El Tiempo* a été acheté par Eduardo Santos, conservateur qui deviendra président de la République en 1938. Malgré ce lien politique du journal avec le parti conservateur, *El Tiempo* a toujours revendiqué une image d'indépendance. Cette indépendance peut être mise en question si l'on tient compte du fait que la famille Santos a bénéficié tout au long du XX^e siècle, et encore actuellement d'un capital symbolique et économique importants. Les membres de cette famille ont occupé et occupent encore aujourd'hui de nombreux postes politiques comme Francisco Santos, vice-président pendant le gouvernement d'Álvaro Uribe, ancien journaliste d'*El Tiempo* ou le nouveau président récemment élu pour la période 2010-2014 et ancien

¹²⁹ C'est pendant cette période de monopole d'un quotidien national que le corpus télévisuel de cette thèse a été constitué.

¹³⁰ Présidence de la République : <http://web.presidencia.gov.co>, www.casaeditorialeltiempo.com, consulté en novembre 2005.

ministre de la Défense, Juan Manuel Santos ou encore Alejandro Santos, rédacteur en chef de l'hebdomadaire d'opinion *Semana*. D'autres cas illustrent le lien parti politique-média informatif : *El Espectador* est propriété de la famille Cano qui est attachée au parti libéral. Ce quotidien appartient à son tour au plus important groupe économique, le groupe Santo Domingo, évoqué plus bas. Le quotidien *El Colombiano*, premier journal au niveau régional, est de tradition catholique conservatrice.

En ce qui concerne la presse magazine, l'hebdomadaire *Semana* joue un rôle important dans le paysage médiatique et la vie politique nationale. Elle a été fondée en 1982 et publie régulièrement de nombreux articles, reportages, ainsi que des tribunes d'opinion. Pour ce qui est du conflit armé, avec la *Fondation Idées pour la Paix*¹³¹, *Semana* a mis en ligne le site *Verdad Abierta.com*¹³². Ce site a été créé suite au processus de négociation avec les paramilitaires et se présente comme « un projet d'enquête journalistique qui dévoile la vérité du paramilitarisme en Colombie ». Des dossiers sur le conflit armé, les groupes irréguliers et la parapolitique, entre autres, sont aussi disponibles sur ce site.

5.2. La radio

Consommé par 67.3% de la population (CNTV, 2009 : 8), la radio a une histoire légèrement différente de celle de la presse dans la mesure où son arrivée fut possible grâce à l'intervention de l'État qui en 1929 a inauguré sa première station radio, la *H.J.N.* À l'époque, le pouvoir en place considérait que la conversion de l'individu en citoyen était associée à l'alphabétisation. De ce fait, la radio publique était investie d'une mission éducative et culturelle (Castellanos, 2001 : 330-344). Actuellement, la *Radiodifusora Nacional de Colombia*, radio publique, continue à programmer des contenus culturels, essentiellement de la musique. Par contre, il n'y a pas de station radio publique d'information. Seulement la station nationale *FM*, qui diffuse principalement de la musique classique, consacre dans sa programmation une tranche de deux heures par jour à l'information.

¹³¹ Cette fondation met en évidence l'intérêt de certains groupes économiques du pays à jouer un rôle dans la version qui circule sur le conflit armé. En effet, cette fondation se présente comme un « centre de pensée indépendant à but non lucratif. Elle a été créée en 1999 par un groupe d'entrepreneurs colombiens. Sa mission est de contribuer avec des idées et des propositions à surmonter le conflit armé en Colombie, ainsi qu'à la construction d'une paix soutenable, avec le soutien du secteur patronal ». Le projet est financé par la Fondation Friedrich Ebert-Fescol (Fondation privée à but non lucratif qui promeut la formation politique et sociale) et la Fondation Avina (Fondée par l'entrepreneur suisse Stephan Schmidhein, elle stimule le développement durable en établissant des alliances entre des entreprises privés), avec le soutien gouvernement du Canada et de la Fondation Open Society-Soros Foundation. <http://www.fescol.org.co>, <http://www.avina.net>, consultés le 4 novembre 2009.

<http://www.ideaspaz.org/secciones/queeslafundacion/quees.htm>, consulté le 19 octobre 2009.

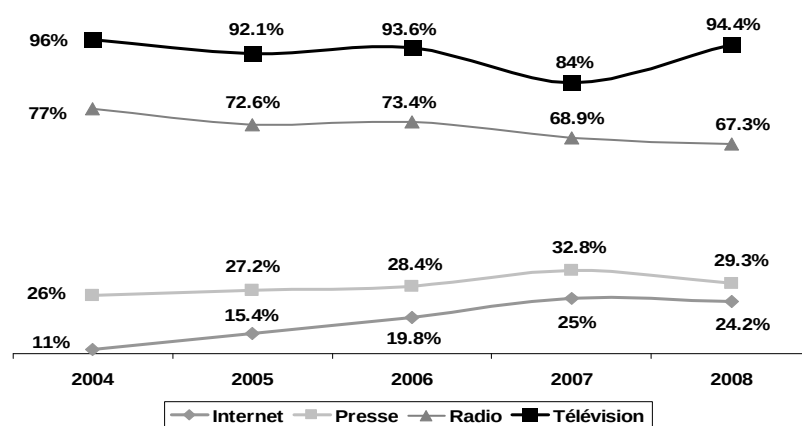
¹³² « Vérité ouverte » en français : www.verdadabierta.com

Comme pour la presse, l'information radiophonique est une affaire d'entreprises privées, notamment *Caracol* et *RCN* qui possèdent les deux chaînes privées de télévision nationale, ainsi que de nombreuses stations radio¹³³. *Caracol Radio* et *RCN Radio* diffusent tous les jours de 4h à 10h leurs émissions informatives les plus importantes : *Radio Sucesos*, de RCN et *Hoy por Hoy*, de Caracol. Leurs propriétaires, les groupes économiques de Julio Mario Santo Domingo et de Carlos Ardila Lülle possèdent de nombreuses sociétés dans divers secteurs économiques du pays.

5.3. La télévision

En Colombie, la télévision est le média le plus consommé dans le pays : 94.4% des Colombien-ne-s la regardent (CNTV, 2009 : 8), dont 66% tous les jours (IPSOS, 2008 : 17). Les taux d'audience de la presse, la radio et la télévision restent plutôt stables depuis quelques années (graphique 1). En juin 2006, lorsque le corpus a commencé à être constitué, 93.6% des Colombien-ne-s regardaient la télévision, 73.4% écoutaient la radio et 28.4% lisaient la presse informative (CNTV, 2009 : 8). Pour le moment, Internet reste un média peu utilisé par rapport aux médias de masse traditionnels. Toutefois sa consommation a considérablement augmenté les quatre dernières années : 11% de la population utilisait internet en 2004 (CNTV, 2005), alors que 24.2% l'utilisait en 2008 (CNTV, 2009). Étant donné que la télévision est le média le plus consommé, il a été décidé d'analyser les principales émissions informatives, à savoir les journaux télévisés (JT). Mais avant de présenter les télé-journaux sélectionnés, un aperçu succinct du paysage télévisuel sera donné.

Graphique 1 : Audiences des médias entre 2004 et 2008¹³⁴



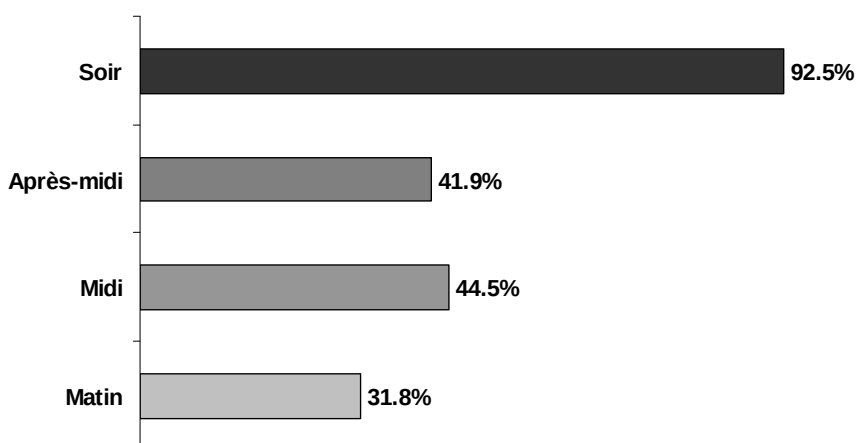
¹³³ <http://www.lablaa.org/blaavirtual/ayudadetareas/periodismo/per74.htm>, consulté le 4 novembre 2009.

¹³⁴ Source CNTV (2005 : 3 ; 2009 : 8). Les audiences ont été mesurées en téléspectateurs par jour (pour la télévision), auditeurs par jour (radio), lecteurs par période de publication (presse) et utilisateurs par jour (internet).

La télévision est arrivée en Colombie en 1954 comme un service public. Sa privatisation n'intervient qu'à partir de 1995 et les deux premières chaînes privées émettent depuis 1998¹³⁵. En Colombie, la réception de la télévision publique et privée est gratuite, car le système de redevance n'existe pas. Seule la télévision par satellite est un service payant (CNTV, 1997). Actuellement au niveau national, il y a deux chaînes privées (*Caracol* et *RCN*) et trois chaînes publiques (*Canal Uno*, *Señal Colombia* et *Canal Institucional*). Par ailleurs, le site web de la présidence de la république recense 12 entreprises programmatrices qui louent des espaces de diffusion à l'État¹³⁶. Un processus d'appel d'offres est en cours pour introduire une troisième chaîne privée. Au niveau régional, huit chaînes fonctionnent avec des ressources publiques, mais leur programmation peut également être attribuée à des privés dans la mesure où l'État l'autorise (CNTV, 1997). En ce qui concerne le taux d'audience, pour la télévision nationale, ce sont les chaînes privées qui l'emportent : 88.9% de taux d'audience pour *Caracol TV* et 88.5% pour *RCN*, contre 28.9% d'audience pour les chaînes publiques (CNTV, 2009 : 15).

Plus précisément, tant les week-ends (audience : 60.8%) qu'en semaine (audience : 92.5%), la télévision est principalement consommée le soir (à partir de 19h). Cette tranche horaire est regardée par 92.5% de la population, alors que le taux d'audience à midi est de 44.5% et le matin (6h à 12h) de 31.8%. Quant aux contenus, 92.1% des consommateurs préfèrent le divertissement et 87.3% les informations (CNTV, 2009 : 63).

Graphique 2 : Audience de la télévision par tranches horaires¹³⁷



¹³⁵ <http://www.colombiaaprende.edu.co/html/TVeducativa/1600/article-88623.html>, consulté le 21 octobre 2009.

¹³⁶ <http://web.presidencia.gov.co/asiescolombia/medios2.htm>, consulté le 19 octobre 2009.

¹³⁷ Source : CNTV (2009 : 63).

5.3.1. Les journaux télévisés

En raison de la popularité de la télévision, le corpus de cette recherche a été constitué à partir des émissions de journaux télévisés nationaux diffusés du lundi au vendredi dans l'horaire de *prime time*¹³⁸ (tableau 2). Certes, en regardant les tableaux 1, 2 et 3¹³⁹, l'offre informative télévisuelle en Colombie semble considérable : dix journaux télévisés avec 20 émissions par jour du lundi au vendredi toutes chaînes confondues. Néanmoins, la recherche menée par le groupe de l'Université Sergio Arboleda (Arias, *et. al.*, 2003) a mis en évidence le manque de diversité de cette offre. En effet, ces chercheurs affirment que l'ouverture de la télévision au marché privé a engendré l'homogénéisation de l'offre informative. Selon les chercheurs, l'intérêt à attirer plus d'annonceurs serait à l'origine de la forte ressemblance entre les différents journaux télévisés. Ne souhaitant pas être laissés de côté, les JT font comme leurs concurrents. En sus de cela, suite à l'apparition de deux grandes entreprises médiatiques qui dominent le marché de la radio et de la télévision (*Caracol* et *RCN*), de nombreuses entreprises de programmation ont disparu (Arias, *et. al.*, 2003). Les petites et moyennes entreprises qui restent sur le champ médiatique ne disposent pas de moyens nécessaires pour concurrencer les deux grandes chaînes privées. Les auteurs de l'étude soutiennent également que lorsque la télévision était publique, l'État veillait à attribuer les différents espaces de programmation, en respectant une certaine hétérogénéité de l'offre. Grandes et petites entreprises de diverses affiliations politiques bénéficiaient d'espaces de programmation à l'époque¹⁴⁰.

L'étude menée par Edgar Arias et collaborateurs a également analysé la structure des journaux télévisés. Les chercheurs ont constaté que tous respectent le même format général : trois sections informatives dont la première est consacrée aux faits nationaux (rubriques d'ordre public, judiciaire, gouvernementale et forces armées). La deuxième section est dédiée à l'information sportive nationale et internationale, principalement au football. La troisième section traite les informations *light* ou *people*. La durée de chacune de ces sections varie en fonction du caractère public ou privé de la chaîne qui programme le JT. En moyenne, la première section représente les 50% du total du journal télévisé (Arias, *et. al.*, 2003 : 74-83).

¹³⁸ L'horaire de prime time commence à 19h et finit à 22h30.

http://www.cntv.org.co/cntv_bop/basedoc/circular/cntv/2002/circular_cntv_0026_2002a.html, consulté le 3 novembre 2009.

¹³⁹ Les tableaux 1 et 2 listent les JT diffusés en semaine et tableau 3 liste les JT diffusés les week-ends.

¹⁴⁰ À ce propos, il conviendrait d'interroger les spécialistes en économie des médias sur les bénéfices ou les préjudices que pourraient avoir l'apparition de nouveaux acteurs sur le marché médiatique. Cette interrogation devrait prendre en considération que si en Colombie, l'État n'est pas propriétaire des médias de masse d'information, les privés qui sont à la tête du secteur ne sont pas étrangers à l'État, au gouvernement et en général, au pouvoir politique, comme cela est mentionné par la suite.

Tableau 1 : Journaux télévisés nationaux, régionaux et locaux diffusés du lundi au vendredi pendant la journée

HEURE	6h	7h	7h30	11h	12h	12h30
CHAÎNE						
CANAL UNO ¹⁴¹						
CANAL RCN ¹⁴²		Noticias RCN				Noticias RCN
CANAL CARACOL ¹⁴³		Noticias Caracol				Noticias Caracol
CITY TV ¹⁴⁴	Arriba Bogotá				City noticias	
CANAL CAPITAL ¹⁴⁵					Capital Noticias	
TELEANTIOQUIA ¹⁴⁶			Noticias TeleAntioquia	Noticias TeleAntioquia		

Tableau 2 : Journaux télévisés nationaux, régionaux et locaux diffusés le soir du lundi au vendredi¹⁴⁷

HEURE	18h30	19h	20h	21h30	22h30	23h30
CHAÎNE						
CANAL UNO ¹⁰⁸	Telepaís			CM&		
CANAL RCN ¹⁰⁹		Noticias RCN			Noticias RCN	
CANAL CARACOL ¹¹⁰		Noticias Caracol			Noticias Caracol	
CITY TV ¹¹¹			City Noticias			
CANAL CAPITAL ¹¹²			Capital Noticias			Capital Noticias
TELEANTIOQUIA ¹¹³		Teleantioquia Noticias				
TELECARIBE ¹⁴⁸	Noticias Telecaribe					

¹⁴¹ <http://www.coltelevision.com/html/programacion.html>, consulté le 20 octobre 2009.

¹⁴² <http://www.canalrcn.com/horarios/>, consulté le 20 octobre 2009.

¹⁴³ <http://www.caracoltv.com/programacion>, consulté le 20 octobre 2009.

¹⁴⁴ <http://www.citytv.com.co/programacion>, consulté le 20 octobre 2009.

¹⁴⁵ <http://www.canalcapital.gov.co/index.php/programacion.html>, consulté le 20 octobre 2009.

¹⁴⁶ <http://www1.teleantioquia.com.co/>, consulté le 20 octobre 2009.

¹⁴⁷ Les journaux télévisés qui apparaissent en gras sont ceux qui ont été retenus pour cette recherche.

¹⁴⁸ <http://www.telecaribe.com.co/index2.php?s=schedule>, consulté le 20 octobre 2009.

Tableau 3 : Journaux télévisés nationaux, régionaux et locaux diffusés les week-ends

HEURE	7h	8h	12h30	19h	20h	21h30
CHAÎNE						
CANAL UNO						<i>Noticias Uno</i>
CARACOL			<i>Noticias Caracol</i>	<i>Noticias Caracol</i>		
CANAL RCN			<i>Noticias RCN</i>	<i>Noticias RCN</i>		
CANAL CAPITAL					<i>Capital Noticias</i>	
TELECARIBE			<i>TC Las Noticias</i>	<i>TC Las Noticias</i>		
CITY TV	<i>City Noticias</i>				<i>City Noticias</i>	
TELEANTIOQUIA	<i>Noticias Teleantioquia</i>					
TELEPACÍFICO		<i>Noti Pacífico</i>				

En ce qui concerne la télévision publique nationale, la chaîne *Canal Uno* loue deux espaces par jour pour la programmation de deux JT, le soir au début et à la fin de l'horaire de *prime time*. Quant à la télévision privée nationale, *Caracol* et *RCN* diffusent chacune quatre télé-journaux tout au long de la journée. La concurrence entre ces chaînes est évidente. Elles émettent leurs JT aux mêmes horaires. Le soir, ces deux chaînes diffusent un journal télévisé à 19h et un autre à 23h. Celui de 19h ouvre l'horaire du *prime time* et précède le feuilleton du soir. Les feuilletons représentent pour les chaînes, notamment pour ces chaînes privées, un des espaces le plus convoités, car le taux d'audience est le plus élevé. Quant aux chaînes régionales, le nombre de journaux télévisés par jour varie selon la chaîne : un pour *Telepacífico* et cinq pour *City TV* par exemple (tableaux 1 à 3).

5.3.2. Les journaux télévisés à diffusion nationale

Au niveau national, quatre journaux télévisés sont diffusés en semaine dans l'horaire de plus grande audience : *Telepaís* et *CM&*, émis par la chaîne publique *Canal Uno* ainsi que *Noticias Caracol* et *Noticias RCN* diffusés par les deux chaînes privées du pays. Même si *Telepaís* et *CM&* sont transmis par une chaîne publique, leur production dépend d'entreprises de programmation privées, plus petites que les chaînes nationales privées. Ces petites et moyennes entreprises louent des espaces de programmation à l'État pour diffuser leurs émissions sur les chaînes publiques. Comme pour les chaînes privées, leurs revenus sont tirés de la vente d'espaces publicitaires aux annonceurs. À titre d'exemple, les quatre télé-journaux analysés dans cette recherche diffusent de la publicité pendant leurs émissions. En cela, ils se différencient des journaux télévisés suisse ou français. De plus, le sport et le divertissement constituent des sections bien distinctes, qui prennent jusqu'à un quart du temps du journal télévisé et plusieurs présentatrices et

présentateurs participent à une même émission (photogrammes 1 à 5), alors qu'en Suisse, le JT de la TSR n'est présenté que par une présentatrice ou un présentateur par jour (photogrammes 6 et 7).



Photogramme 1 :
Logo JT RCN -

Photogramme 2:
présentateurs RCN

Photogramme 3:
présentateur sport

Photogramme 4:
présentateur "Caza
Noticias"

Photogramme 5:
présentatrice
divertissement



Photogramme 6 :
Logo JT - Suisse

Photogramme 7 :
présentateur JT

5.3.2.1. Telepaís

Émis de 18h30 à 20h¹⁴⁹, *Telepaís* est produit par *Jorge Barón Televisión* (JBT), du nom du propriétaire. Cette entreprise de programmation, fondée en 1969, produit essentiellement des contenus de divertissement, notamment musicaux. La mission que cette entreprise ambitionne est de « diffuser les valeurs autochtones du pays, dans le but d'amener la paix aux foyers colombiens avec de l'enthousiasme »¹⁵⁰. C'est dans cette perspective que son journal télévisé *Telepaís* se définit comme une « alternative informative qui met en valeur une Colombie positive ». À travers ses informations, « *Telepaís* favorise les régions qui deviennent les protagonistes des reportages et des chroniques ». Ce JT propose à ses téléspectateurs un contrat¹⁵¹ selon lequel il leur procure des « informations actuelles, véridiques et objectives, mais avant tout, des « informations plus positives »¹⁵².

¹⁴⁹ Sauf le vendredi : 18h30 à 19h30.

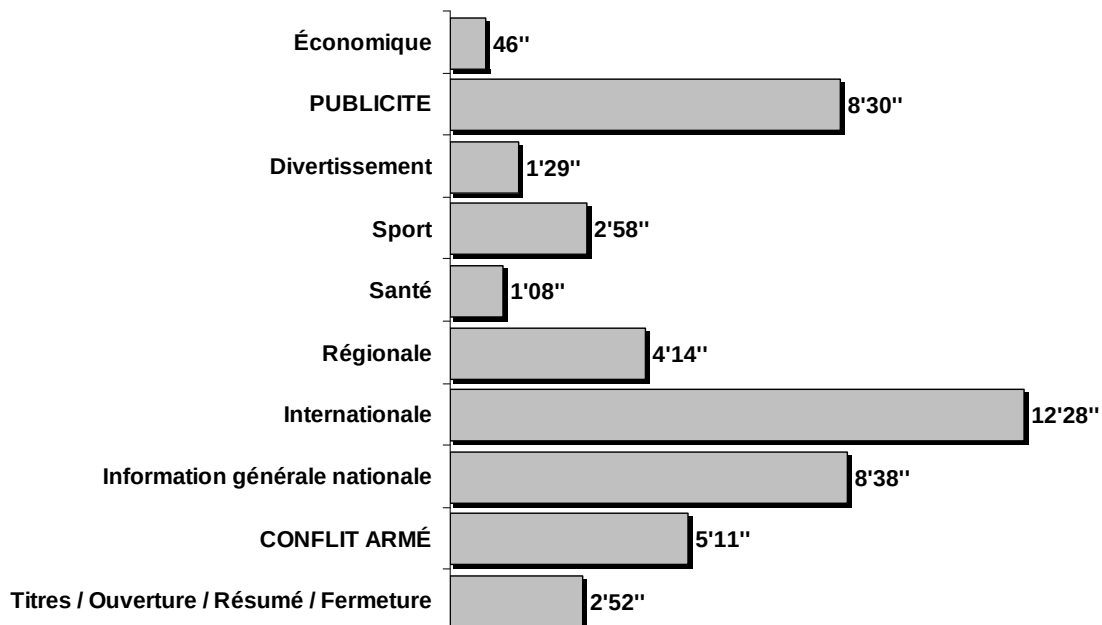
¹⁵⁰ <http://jorgebarontelevision.com.co/sitio/jorgebaron-tv.php>, consulté le 19 octobre 2009.

¹⁵¹ Notion évoquée dans la section 9.1.

¹⁵² <http://jorgebarontelevision.com.co/sitio/programas-detalle.php?iddip=24>, consulté le 19 octobre 2009.

Comparé aux autres JT nationaux du soir, le *rating*¹⁵³ de *Telepaís* est le moins élevé : 0.26% en novembre 2009. À la même période les télé-journaux nationaux de deux chaînes privées ont fait un *rating* de 9.02% (*Noticias Caracol*) et 7.20% (*Noticias RCN*)¹⁵⁴. D'ailleurs, les analyses menées ont permis de constater que *Telepaís* présente le format le plus simple. Il dispose de moins de moyens au niveau technique et en ressources humaines. Alors que *CM&*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN* comptent avec, au minimum, quatre présentatrices/présentateurs par émission, *Telepaís* n'en a actuellement¹⁵⁵ qu'un seul. Le présentateur, Jorge Barón, est le rédacteur en chef, ainsi que le propriétaire de JBT. Si *Telepaís* dispose de peu de ressources, c'est le JT le plus long sur les quatre retenus. Il dure une heure et demie, mais consacre la moitié de ce temps aux informations régionales. Dans les périodes pendant lesquelles le corpus a été récolté¹⁵⁶, *Telepaís* s'organisait dans les sections que montre le graphique 3 :

Graphique 3 : Sections de *Telepaís* et durée moyenne de chacune¹⁵⁷



¹⁵³ Alors que le taux d'audience mesure le nombre d'individus présents dans un espace, le *rating* indique la quantité de téléspectateurs (audience en nombre ou pourcentage), pour chaque chaîne de télévision à une minute précise. <http://www.ibope.com.co/ibope/indices.htm>, consulté le 3 décembre 2009.

¹⁵⁴ Information fournie par *Colombiana de Televisión* (entreprise de production et de programmation de la chaîne publique *Canal Uno*) par courrier électronique le 6 novembre 2009 sur demande écrite.

¹⁵⁵ Comme il sera expliqué dans la troisième partie, le corpus a été recueilli pendant 5 périodes, en juin et décembre 2006 et 2007 et en juin 2008. En juin 2006, *Telepaís* engageait trois présentateurs. En décembre de la même année, ils n'étaient que deux et à partir de 2007, un seul.

¹⁵⁶ Émissions des quatre JT sélectionnés du 12 au 15 juin 2006, du 11 au 15 décembre 2006, du 25 au 29 juin 2007, du 10 au 14 décembre 2007 et du 16 au 20 juin 2008.

¹⁵⁷ La rubrique « conflit armé » n'existe pas en tant que telle dans aucun des 4 journaux télévisés analysés. Dans les graphiques 3 à 6, les informations relatives au conflit, généralement diffusées dans la section d'informations générales, ont été mises à part de façon à pouvoir mesurer le temps que chaque JT consacre au conflit.

Par la durée, la section internationale occupe la première place. Il s'agit du JT qui consacre le plus de temps à cette section des télé-journaux nationaux. En principe, ceci contredirait la mission que *Telepaís* revendique de privilégier les informations régionales. Mais il est nécessaire de préciser que cette recherche, portant sur les informations relatives au conflit armé, n'a retenu que la première partie du JT, autrement dit, les premières 45 minutes, car la deuxième partie est exclusivement consacrée aux régions et aucune information sur le conflit n'est diffusée. Le graphique 3 permet également de constater que, comme pour les autres JT de diffusion nationale, les pauses publicitaires de *Telepaís* prennent, en moyenne, presque la même durée que la section d'informations générales.

5.3.2.2. CM&

À l'antenne depuis janvier 1991, CM& a été créé par deux journalistes bénéficiant d'un capital symbolique important dans le pays : Yamid Amat, actuel rédacteur en chef et Juan Gossain, actuel rédacteur en chef de l'émission informative du matin de *RCN Radio*¹⁵⁸. CM&, acronyme qui signifie Compagnie des Médias d'Information¹⁵⁹, est transmis du lundi au vendredi à 21h30. Il n'a pas de concurrence directe puisque les journaux télévisés des chaînes privées sont émis à 19h et à 23h. Toutefois, son *rating* est beaucoup moins élevé que celui des télé-journaux des chaînes privées : 1.32% (CM&), 7.20% (*Noticias RCN*) et 9.02% (*Noticias Caracol*)¹⁶⁰. Dès 1998, CM& est devenu une entreprise de production : *CM& Televisión*. Elle loue deux heures de transmission quotidiennes, de 20h à 22h, à la chaîne publique *Canal Uno*. Dans cette tranche, *CM& Televisión* diffuse également un journal télévisé international, un autre sportif et l'émission *Pregunta Yamid*¹⁶¹ dans laquelle, le rédacteur en chef du journal télévisé CM& traite une information importante du jour en interviewant un personnage ayant un rapport avec cette information. À cet égard, *CM& Televisión*, associé à l'espagnole PISA, espère remporter l'appel d'offres pour une troisième chaîne privée de télévision.

Plus particulièrement, en ce qui concerne Yamid Amat, d'origine palestinienne, il a toujours travaillé en tant que journaliste à la radio, notamment avec Caracol, à la presse et à la télévision. Sur la base des interviews qu'il a accordées, il est possible de constater que le rédacteur en chef du JT CM& fait partie des journalistes qui n'expriment pas d'opinion politique ouvertement, mais qui soutiennent le gouvernement. Par exemple, il

¹⁵⁸ "El poder en Colombia. Los cien personajes más influyentes de Colombia". 5 janvier 1995. *Revue Dinero.com*, http://www.dinero.com/wf_InfoArticulo.aspx?idArt=15098, consulté le 21 octobre 2009.

¹⁵⁹ En espagnol : *Compañía de Medios de Información Limitada*.

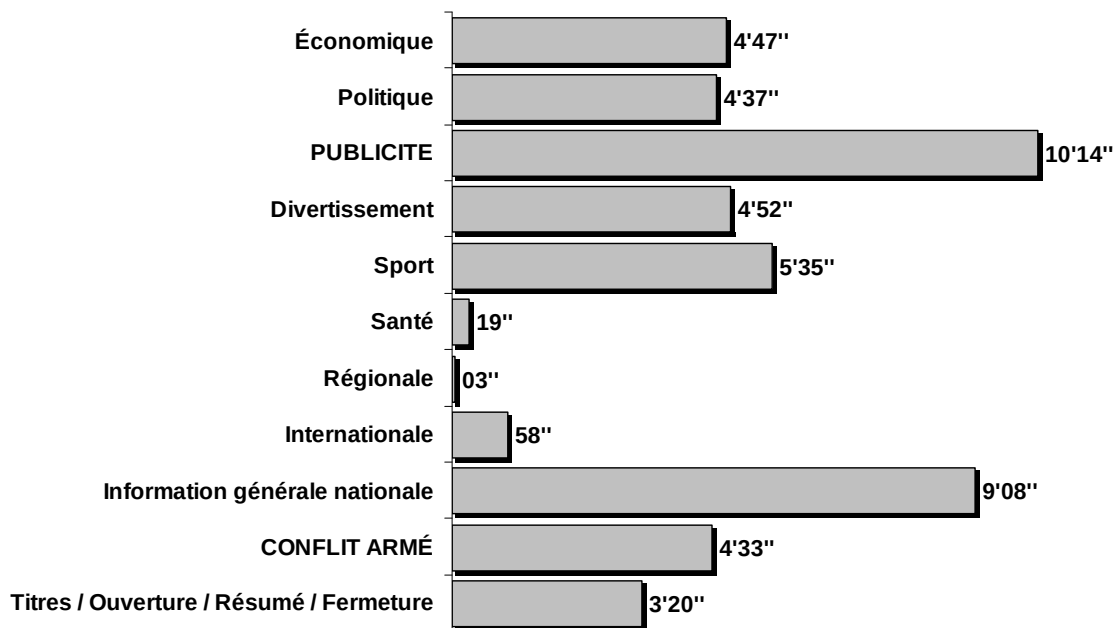
¹⁶⁰ Tel que mentionné ci-dessus, cette information a été fournie par *Colombiana de Televisión* par courrier électronique le 6 novembre 2009 sur demande écrite.

¹⁶¹ Que l'on pourrait traduire par: "Yamid pose des questions".

« reconnaît » le succès de l'ex-président Álvaro Uribe pour finir avec le paramilitarisme. Yamid Amat reconnaît également que ce président a réussi à dissuader la guérilla de prendre le pouvoir¹⁶².

Par rapport à *Telepaís*, *CM&* dispose de plus de moyens au niveau technique et en ressources humaines. Au moins cinq présentatrices et présentateurs participent dans une émission et le dispositif (mise en scène, plateau) est plus riche que celui de *Telepaís*. Dans les périodes analysées, *CM&* s'organisait en neuf sections. Le graphique 4 montre la durée moyenne que le JT accorde à chacune.

Graphique 4 : Sections de *CM&* et durée moyenne de chacune



Ce graphique permet de constater que, par la durée, les informations régionales et internationales¹⁶³ sont moins importantes que pour *Telepaís* (graphique 3) et que *CM&* privilégie davantage le sport et le divertissement (graphique 4). Absente à *Telepaís* une section 'Politique' est présentée à *CM&*, aussi bien qu'à *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*. Dans cette section, les journaux télévisés nationaux diffusent des commentaires, voire des commentaires médisants, ainsi que certaines analyses sur les personnages de la vie politique du pays. Par ailleurs, la publicité prend, en moyenne, 20% de la durée totale du JT.

¹⁶² "No me voy a retirar nunca", 23.09.2009, interview de Yamid Amat par Mauricio Rodríguez: <http://www.mariomoraes.info/?q=node/1850>, consulté le 5 novembre 2009.

¹⁶³ En fait, *CM& Televisión* diffuse un journal télévisé international, à 21h, juste avant l'émission nationale.

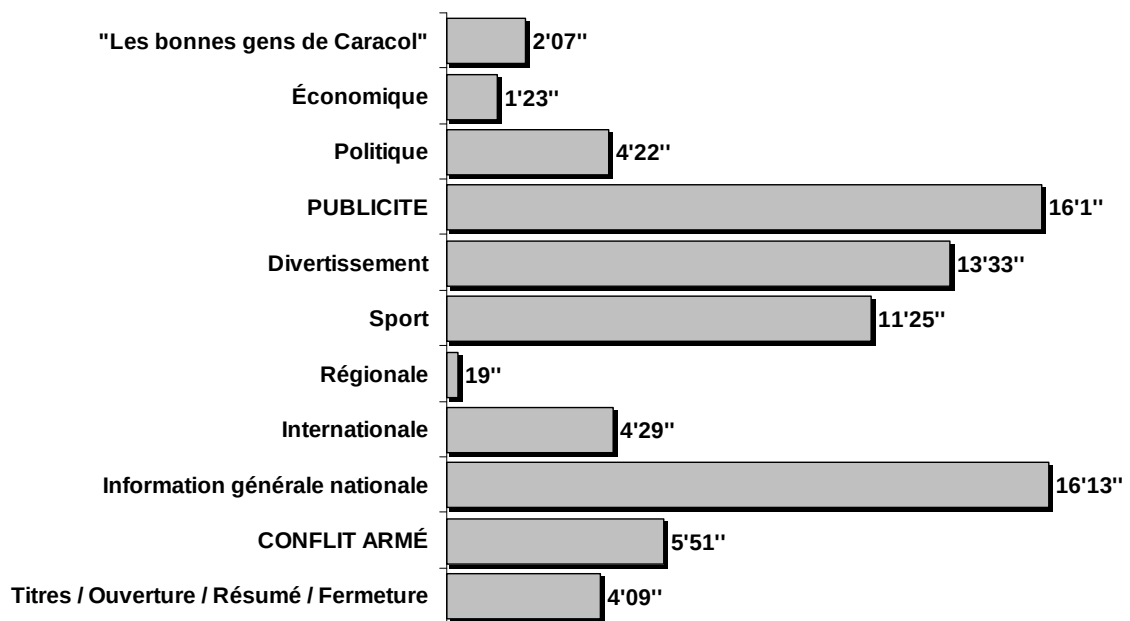
5.3.2.3. Noticias Caracol

Produit par la chaîne privée *Caracol Televisión*, *Noticias Caracol* est diffusé du lundi au vendredi quatre fois par jour (7h, 12h30, 19h, 23h) et deux fois le week-end (12h30, 19h). Il s'agit du JT national avec le plus haut *rating* : 9.02% en novembre 2009. *Caracol Televisión* fait partie de *Caracol*, entreprise médiatique, qui en plus de la chaîne de télévision, possède 10 stations radio. À son tour, *Caracol* appartient au groupe économique le plus important du pays : *Grupo Santo Domingo*. Classé par la revue Forbes comme l'homme le plus riche de la Colombie, le propriétaire, Julio Mario Santo Domingo, dispose d'une fortune personnelle de 4 milliards de dollars¹⁶⁴. Le groupe Santo Domingo possède également des entreprises dans le secteur de la bière, de l'aluminium, du transport aérien, financier, chimique, des assurances et des communications. En ce qui concerne le secteur des médias, Julio Mario Santo Domingo est notamment propriétaire du quotidien national *El Espectador*, du mensuel *Cromos* et de *Cine Colombia*, en plus de *Caracol*. Au niveau politique, il a financé de nombreuses campagnes présidentielles du parti libéral et a occupé le poste d'ambassadeur en Chine entre 1980 et 1982¹⁶⁵.

Plus particulièrement, *Noticias Caracol*, à l'antenne depuis juillet 1998, entretient de nombreuses alliances avec des médias nationaux, comme le quotidien *El Espectador*, (étant donné qu'il appartient au même groupe économique) et internationaux comme CNN en espagnol, Telemundo, RCTV (Venezuela), Canal 9 ATV (Pérou), TV Azteca (Mexique), entre autres. L'information dans ce journal télévisé est organisée essentiellement dans les mêmes sections que celles des autres JT nationaux (graphique 5).

¹⁶⁴ http://www.forbes.com/lists/2009/10/billionaires-2009-richest-people_The-Worlds-Billionaires_CountryOfCitizen_4.html, consulté le 21 octobre 2009.

¹⁶⁵ "El poder en Colombia. Los cien personajes más influyentes de Colombia". 5 janvier 1995. *Revue Dinero.com*, http://www.dinero.com/wf_InfoArticulo.aspx?idArt=15098, consulté le 21 octobre 2009.

Graphique 5 : Sections de *Noticias Caracol* et durée moyenne de chacune

Ceci étant, *Noticias Caracol* n'a pas la même durée tous les jours. En fonction des matchs de football, des *telenovelas*, ou d'événements conjoncturels, l'émission peut être déplacée et/ou raccourcie. La durée moyenne des 24 émissions analysées pour cette thèse est d'une heure et vingt minutes, dont 16 minutes en moyenne sont prises par la publicité (graphique 5). La section d'information générale nationale qui inclut également les informations relatives au conflit armé est la plus longue et ouvre le JT. Comme pour *CM&*, les informations régionales sont moins présentes qu'à *Telepaís*. *Noticias Caracol* dispose également d'une section politique, du même style que celle de *CM&*, mais proportionnellement plus courte. Pour chaque émission, il y a, au moins, cinq présentatrices et présentateurs : deux pour les informations générales, un pour le sport, une ou deux présentatrices pour le divertissement et une pour la section politique.

5.3.2.4. Noticias RCN

Principal concurrent de *Noticias Caracol* et diffusé également quatre fois par jour (7h, 12h30, 19h, 22h), *Noticias RCN* est le deuxième journal télévisé en *rating* : 7.20% en novembre 2009. Il est produit par la chaîne privée *RCN* qui, comme *Caracol*, possède de nombreuses stations radio nationales et régionales¹⁶⁶ et appartient au groupe économique *Organisation Ardila Lülle*. Carlos Ardila Lülle, propriétaire et directeur de ce groupe possède diverses entreprises dans le secteur alimentaire, agroindustriel, textile, financier,

¹⁶⁶ <http://www.rcn.com.co/noticia.php3?nt=4995>, consulté le 22 octobre 2009.

<http://www.canalrcn.com/quienesSomos/oal/>, consulté le 21 octobre 2009.

chimique et des communications. Dans les années 1970, il a été conseiller municipal et sénateur pour le parti conservateur¹⁶⁷.

En tant que journal télévisé, *Noticias RCN* a été critiqué par ses liens étroits avec le gouvernement du président Álvaro Uribe. À cela, la rédactrice en chef répondait en juillet 2008 que, certes « *on dit que nous sommes uribistes*¹⁶⁸, *puisque nous avons soutenu [sa] réforme politique, nous avons fait un effort pour la sauver. Nous avons une relation magnifique avec le gouvernement et personne ne peut dire que nous ne montrons pas les faits tels qu'ils sont* »¹⁶⁹. En plus de ces liens avoués, *RCN TV* s'est donné les moyens d'être plus présent dans le champ médiatique informatif du pays. Dès novembre 2008, *RCN TV* a lancé une chaîne d'information en continu, *NTN 24*¹⁷⁰, qui fait la concurrence à CNN en espagnol et à Cable Noticias¹⁷¹.

Plus particulièrement, à propos du journal télévisé, *Noticias RCN* a une durée moyenne similaire à celle de *Noticias Caracol*, mais aussi variable selon les priorités de programmation de la chaîne. Le graphique 6 montre qu'en plus des sections qu'ont tous les autres JT nationaux, *RCN* en propose d'autres qui peuvent varier selon les périodes. Avec '*El caza noticias*'¹⁷², le JT offre aux téléspectateurs l'opportunité de « devenir eux-mêmes des reporters » pour dénoncer des situations injustes. Dans le corpus de juin et de décembre 2007, il y a eu aussi une section 'Météo' et en décembre 2006, la section *Crónica RCN* a diffusé quelques reportages sur Noël.

Des quatre journaux télévisés analysés, *Noticias RCN* est celui dans lequel la publicité prend le plus de temps : à peu près un quart, en moyenne, de la durée totale de l'émission. Ce sont les informations nationales (qui incluent celles sur le conflit armé) qui ouvrent le journal. Par la durée, cette première section est suivie des sections sport et divertissement. Ensemble, ces deux dernières représentent un quart du JT.

¹⁶⁷ <http://www.lablao.org/blaavirtual/ayudadetareas/economia/econo100.htm>, consulté le 21 octobre 2009.

"El poder en Colombia. Los cien personajes más influyentes de Colombia". 5 janvier 1995. *Revue Dinero.com*, http://www.dinero.com/wf_InfoArticulo.aspx?idArt=15098, consulté le 21 octobre 2009.

¹⁶⁸ Partisans du président Álvaro Uribe.

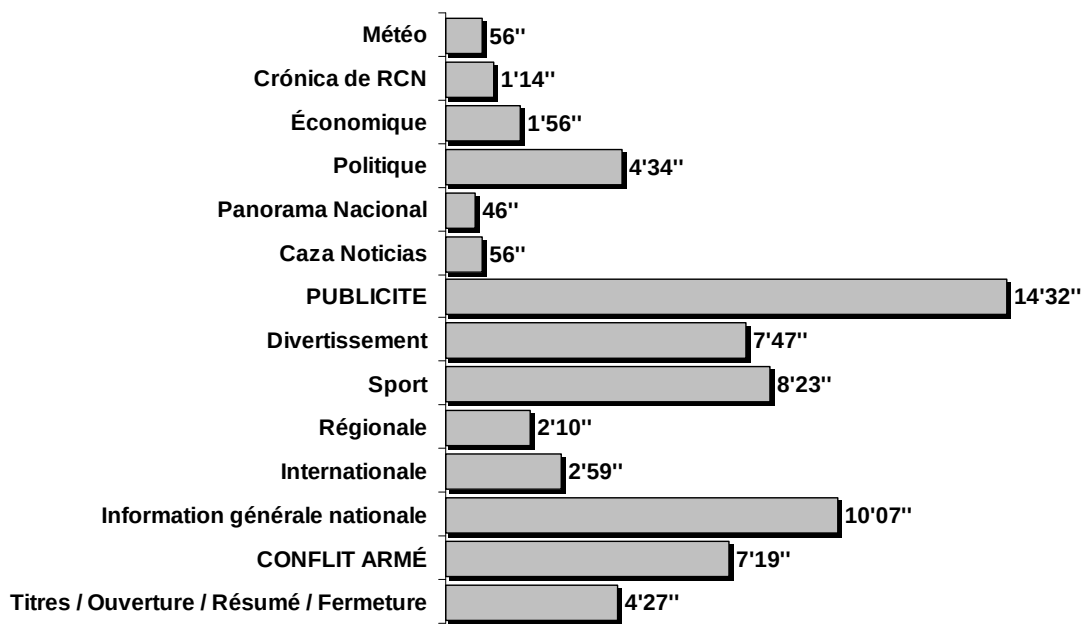
¹⁶⁹ <http://elespectador.com/node/24080/>, consulté le 22 octobre 2009.

http://www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=113121, consulté le 22 octobre 2009.

¹⁷⁰ *Nuestra Tele Noticias 24 horas*.

¹⁷¹ Chaîne d'information diffusée par câble.

¹⁷² Que l'on pourrait traduire par 'Chasseur d'info'.

Graphique 6 : Sections de Noticias RCN et durée moyenne de chacune

Pour conclure, le principal constat qui s'impose est qu'en Colombie, la production de l'information recèle de la responsabilité des entreprises privées. Même dans les médias appartenant à l'État (la chaîne *Canal Uno* et la *Radiodifusora Nacional*), les tranches informatives sont confiées à de petites entreprises privées. Cette situation pose la question des intérêts (économiques, politiques et autres) que les propriétaires de ces médias peuvent défendre et de leurs relations très proches avec le gouvernement. De plus, il existe une situation d'oligopole dans le champ médiatique et donc dans la production de l'information, étant donné que deux grands groupes dominent : Santo Domingo (*Caracol*) et Ardila Lülle (*RCN*), et un troisième, Santos, produit le quotidien national de référence (*El Tiempo*). Ces groupes possèdent des médias écrits, télévisuels et radiophoniques, ainsi que des entreprises dans d'autres secteurs économiques du pays et à l'étranger. Les propriétaires et/ou les membres de leurs familles ont participé ou participent en politique. Pour ce qui est du conflit armé, ces groupes économiques, qui possèdent les principaux médias d'information du pays, soutiennent l'État et plus particulièrement le gouvernement du président Álvaro Uribe et sa politique de la Sécurité Démocratique. Ils ne reconnaissent pas de légitimité aux groupes armés contre-étatiques. En revanche, selon les aveux de l'ex-chef paramilitaire, Salvatore Mancuso, Santo Domingo et Ardila Lülle ont financé les activités des groupes paramilitaires¹⁷³.

¹⁷³ AFP, NOTIMEX, REUTERS, « Revela Mancuso lista de empresas que financiaron a paramilitares colombiano », *La Jornada*, 18 mai 2007, <http://www.jornada.unam.mx/2007/05/18/index.php?section=mundo&article=032n1mun>, consulté le 4 novembre 2009.

6. CONFLIT ARMÉ ET LOGIQUE MÉDIATIQUE EN COLOMBIE

Comme annoncé dans l'introduction, l'objectif de cette première partie de la thèse consistait à faire ressortir les principales caractéristiques du système médiatique colombien, ainsi qu'à mettre en contexte le conflit et les acteurs armés concernés.

Il ressort ainsi que la production et la diffusion de l'information en Colombie n'est pas directement dans les mains de l'État ou le gouvernement, dans la mesure où les médias de masse, comme dans la plupart des démocraties occidentales, sont la propriété des privés, notamment de familles (Djankov, McLiesh, Nenova, Shleifer, 2003). En Colombie, ces familles participent activement dans de nombreux secteurs économiques. Toutefois, ces privés ne sont pas tout à fait indépendants du gouvernement. D'une part, certains membres ont participé à la vie politique du pays depuis la fin du XIX^e siècle, et encore aujourd'hui, elles ont certains représentants dans les plus hauts postes du gouvernement. D'autre part, ces familles se sont plus ou moins impliquées dans le conflit, parce qu'elles ont financé et/ou soutenu certaines parties du conflit ou parce qu'elles ont été « victimes » des groupes armés (chapitre 4).

De ce fait, la production de l'information ne peut pas être pensée uniquement sous l'angle du fonctionnement des machines médiatiques (chapitre 9). Il est également nécessaire de s'interroger dans quelle mesure la situation décrite ci-dessus influence le travail des journalistes sur le terrain (chapitre 7). Certes, cette thèse n'apporte pas de réponse à cette question concrète. Néanmoins, il convient de prendre en considération le fait qu'un contexte de guerre peut altérer les dynamiques de production de l'information médiatique (chapitre 9). Globalement, les principes déontologiques des journalistes sont les mêmes dans les démocraties occidentales (chapitre 7 et 8). Pourtant, lorsque des médias couvrent un conflit interne, les contraintes imposées par le terrain ainsi que le vécu des professionnels de l'information, des acteurs en conflit et de la population en général, rendent certaines règles journalistiques plus ou moins « risquées », comme cela sera démontré dans l'exposé des résultats (chapitre 13).

Ainsi, après une première partie consacrée à la Colombie, la deuxième partie de la thèse est dédiée au cadre théorique. Pour commencer, il est question de recherches dans

lesquelles les chercheuses et les chercheurs colombiens ont analysé le traitement que les médias nationaux accordent au conflit armé. Il s'agit non seulement de synthétiser les principaux résultats obtenus par ces études, mais avant tout d'identifier les aspects qui n'ont pas encore fait l'objet d'une analyse détaillée ou qui mériteraient d'être approfondis. En effet, c'est sur cette base que les objectifs de l'étude empirique présentée dans la troisième partie de la thèse ont été définis.

DEUXIÈME PARTIE : CADRE THÉORIQUE

7. ÉTATS DES LIEUX DE LA RECHERCHE

Tel que cela a été mentionné dans l'introduction générale, l'étude du traitement informatif que les médias colombiens accordent au conflit armé n'est pas une problématique nouvelle. Dès la fin des années 1990 et au moment où le gouvernement menait des négociations avec la guérilla des FARC, une multitude d'études ont vu le jour. Ainsi, la problématique que cette thèse s'est donnée s'inspire des résultats que les chercheurs colombiens ont mis au jour, mais surtout elle s'appuie sur les interrogations que ces travaux ont suscitées. Il ne s'agit pas d'analyser ce que d'autres ont déjà étudié. Il s'agit de prendre les aspects qui méritent plus d'attention ou ceux qui n'ont pas encore été suffisamment élucidés, notamment d'un point de vue pluridisciplinaire.

7.1. Les études menées en Colombie

Pour commencer, il convient de mentionner le rapport national 2003 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) - Colombie. Dans ce rapport, consacré au conflit armé, le PNUD affirme que la manière dont les médias colombiens ont traité le conflit armé a évolué. Dans une perspective diachronique, le PNUD distingue trois époques dans les rapports médias nationaux-conflit armé. Les années 1950 et 1960 se seraient caractérisées par une presse partisane qui a négligé la violence vécue par les paysans pendant les années de *La Violencia*¹⁷⁴. Puis, dans les années 1960 à 1980, les médias auraient adopté un discours plus guerrier et militaire se limitant à rapporter les actions armées des forces armées de l'État (FF.MM.) contre les guérillas. Enfin, pour le PNUD, les années 1990 sont celles de la guerre aux audiences. L'ouverture de la télévision au marché privé et les innovations technologiques de l'époque ont conduit les médias à prioriser leur rentabilité. La concurrence entre entreprises médiatiques s'est ainsi renforcée et plusieurs petites et moyennes entreprises médiatiques ont disparues (Bermudez, 2003 ; PNUD, 2003 : 427-443).

Les analyses présentées dans cette thèse concernent l'époque qui suit la dernière citée par le rapport du PNUD, puisqu'elles se rapportent aux années 2000¹⁷⁵. Cette période, comme le chapitre 4 le mentionne, se caractérise par un changement discursif de la politique du gouvernement à propos de la confrontation et des adversaires de l'État et la

¹⁷⁴ Cette période est brièvement traitée dans la section 4.1.2.

¹⁷⁵ Plus précisément, le corpus a été constitué entre 2006 et 2008.

polarisation de la société colombienne, qui devient, selon les sondages¹⁷⁶, de plus en plus favorable au gouvernement et aux forces armées de l'État. Dans ces conditions, la question de la relation entre professionnels de l'information et acteurs en conflit, mentionnée précédemment, ainsi que de son influence sur le produit médiatique d'information est d'autant plus pertinente.

7.2. Constats généraux à propos des études conduites en Colombie

Avant de résumer les résultats obtenus dans les études qui ont précédé cette recherche, il faut mentionner un des constats qui ressort de leur lecture. Ce constat concerne la position que les équipes de recherche, inscrites dans diverses disciplines comme la communication¹⁷⁷, la psychologie, les sciences politiques ou l'histoire, peuvent subtilement défendre vis-à-vis du conflit et des acteurs armés. Certes, dans aucun rapport de recherche ou article consulté, les chercheurs n'affichent pas ouvertement un parti pris pour l'un ou l'autre des acteurs en conflit. En revanche, selon le type d'université (publique, privée destinée à la classe moyenne ou privée destinée à la classe aisée), les commentaires à propos des résultats varient. Les chercheurs qui travaillent dans des universités privées où étudient les classes aisées se montrent moins critiques à l'égard des médias. Implicitement, ces chercheurs défendent le point de vue que les médias devraient soutenir l'État (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 ; Estrada, 2004 ; Sierra, 2001). Au contraire, les études menées dans les universités publiques ou privées, mais destinées à la classe moyenne, ainsi que certains centres de recherche comme le CINEP¹⁷⁸, se montrent plus critiques à l'égard des dispositions de l'État et des forces armées qui restreignent l'accès des acteurs armés irréguliers aux espaces médiatiques, empêchant ainsi la population colombienne de connaître les motivations et les revendications de tous les acteurs armés, ainsi que les causes du conflit lui-même (Bonilla, 2001, 2002 ; Bonilla, Tamayo, 2007a, 2007b ; Flores, Crawford, 2001 ; López, 2003, 2005 ; Rincón, Ruiz, 2002a, 2002b ; MPP, *et. al.*, 2006 ; Tamayo, Bonilla, 2005). Ce n'est pas pour cette raison que les méthodes

¹⁷⁶ Régulièrement réalisés par des entreprises comme Invamer Gallup (<http://www.gallup.com>) et publiés par les médias de masse.

¹⁷⁷ En Colombie, les facultés de communication octroient le titre de journaliste. Parmi les spécialistes de cette discipline, certain-e-s ont créé des associations professionnelles comme par exemple *Medios para la paz* (MPP), présentée ci-dessous. Ces associations mènent et publient des enquêtes auprès des journalistes, et tout particulièrement auprès professionnels qui travaillent dans les zones de conflit.

¹⁷⁸ Le Centre de Recherche et d'Éducation Populaire (CINEP) est une fondation à but non lucratif créée par les Jésuites, et dont le but est de travailler pour la construction d'une société plus humaine et équitable (<http://www.cinep.org.co/node/1>, consulté le 11 septembre 2010).

employées et les résultats obtenus puissent être jugés insuffisants¹⁷⁹. En effet, dans les deux cas, les chercheurs exposent leurs observations de manière descriptive et distanciée et mènent des enquêtes pertinentes sur le terrain¹⁸⁰. Leur positionnement implicite, plus ou moins critique à l'égard du gouvernement est plus ou moins « subtilement » mis en évidence dans les conclusions qu'ils tirent de leurs résultats, ainsi que dans les recommandations qu'ils formulent pour améliorer la qualité de l'information médiatique au sujet du conflit armé.

7.3. Ce que les recherches ont mis en évidence : les principaux résultats

Concrètement, les analystes colombiens reprochent aux médias de fournir des informations qui se limitent à rapporter des faits de guerre (attaques et confrontations entre groupes armés, massacres, déplacement de populations, enlèvements, etc.), à comptabiliser le nombre de morts et à mettre l'accent sur la souffrance des victimes (Bonilla, 2002, Arias, *et. al.*, 2003). Ils critiquent les médias et les journalistes, car, selon eux, ils se serviraient des victimes civiles du conflit, essentiellement de celles appartenant aux classes sociales les plus défavorisées et ils exploiteraient leur tragédie dans le seul but de produire des informations plus accrocheuses pour leur public. À leur avis, ces récits dramatisent la situation des victimes et dans plusieurs occasions leur manquent de respect (García, Romero, 2001).

La deuxième critique reproche le rythme accéléré (Abello, 2001) avec lequel les journaux télévisés (JT) ou la radio diffusent leurs informations, car cela empêche la mise en contexte de l'information entravant ainsi la compréhension des récepteurs (Villadiego, Valencia, 2001). En somme, les récits médiatiques deviennent de plus en plus courts et factuels. Pour cela, dénoncent les analystes, les médias utilisent des stéréotypes des acteurs sociaux (García, Romero, 2001 ; Abello, 2001). À titre d'exemple, l'analyse menée par l'historien et analyste des médias, Fabio López, de la couverture donnée par les principaux journaux télévisés à une grande mobilisation paysanne en 1999 a montré que les récits médiatiques stigmatisaient les mouvements sociaux, d'une part, en suggérant qu'ils étaient infiltrés par la guérilla et, d'autre part, en les présentant comme quelque chose d'anormal qui venait rompre l'ordre habituel des choses. Les motivations et les

¹⁷⁹ Les remarques que, dans le cadre de cette recherche, peuvent leur être adressées, concernent l'approche uni-disciplinaire, ainsi que le fait de négliger principalement les différences entre les dispositifs médiatiques. Ces remarques ont déjà été signalées dans l'introduction.

¹⁸⁰ À titre d'exemple, il est possible de citer l'étude de Diana Giraldo, Ismael Roldán et Miguel Flórez (2003), financée par l'Université privée Sergio Arboleda. Pour leur étude réalisée pendant la période des négociations avec les FARC, les chercheurs ont interviewé des guérilleros des FARC (Andrés París, Simón Trinidad, Raúl Reyes et Antonio Lozada), de l'ELN (Ramiro Vargas), des paramilitaires des AUC (Carlos Castaño) et des militaires (Général Fernando Tapias), ce qui est assez rare dans le pays.

revendications de ces paysans, dénonce le chercheur, n'ont pas fait l'objet d'une analyse qui viserait à expliquer pourquoi ils manifestaient (López, 2002b). Cet exemple illustre une des idées défendues par Gérard Leblanc. Ce chercheur français affirme que « les journaux télévisés expriment une conception du monde (...) [qui] repose sur un certain nombre d'*a priori* [justifiant] une présentation de l'actualité dominée par le catastrophisme (...). Le monde est en désordre alors qu'il devrait être en ordre (...). Le monde est instable alors qu'il devrait être stable » (Leblanc, 1987 : 5).

Pour les chercheurs colombien-ne-s, les contraintes économiques des médias sont les principales responsables de ce type de traitement médiatique réducteur et simpliste de la réalité du conflit. La concurrence, non seulement entre médias, mais surtout entre journalistes, n'a pas entraîné une amélioration du produit d'information. En effet, la pression pour rester sur le champ médiatique a conduit les acteurs médiatiques à chercher à réduire leurs coups de production et à favoriser la production des discours médiatiques, dans lesquels les agendas sont dominés par le spectaculaire et l'alarmisme. La publication de fausses informations, ne serait-ce que pour prendre l'avantage sur la concurrence et publier des scoops erronés, est aussi une des conséquences dénoncées par les analystes et les journalistes colombiens (López, 2000, 2002b ; Abello, 2001). La préoccupation des médias par le *rating* et leur ambition de toujours dépasser la concurrence les mènent, d'après les chercheurs (Bonilla, Velez, 2002 ; Gonzalez, 2002), à utiliser le caractère violent du conflit et les images choc qu'il produit pour élaborer leurs récits. À ce propos, dans une interview, le présentateur du journal télévisé (JT) de *Caracol Noticias*, Jorge Alfredo Vargas, affirmait que les récits courts, alarmistes et sensationnalistes intéressent plus les récepteurs (cité par López, 2003). Les médias y voient donc une stratégie pour mieux se positionner dans le champ médiatique. Pour les petits médias régionaux qui dépendent complètement des espaces publicitaires vendus aux annonceurs, la dépendance aux contraintes économiques est encore plus forte, ce qui les rend plus vulnérables aux pressions des annonceurs et des sources (López, 2003 ; Rincón, Ruíz, 2002a).

Ceci étant, dans la mise en discours du conflit par les médias, les contraintes économiques ne sont pas les seules à jouer un rôle. Des spécialistes de la communication sociale et du journalisme ont également analysé la pratique professionnelle des journalistes qui couvrent le conflit, leurs conditions de travail, leurs relations avec les sources et avec les acteurs du conflit, notamment armés (Ayala, 2003 ; Bonilla, 2001 ; Estrada, 2001 ; Giraldo, Roldán, Flórez, 2003). Premièrement, ces études blâment la précarité des conditions de travail des journalistes, spécialement de celles et de ceux qui travaillent en province et qui sont, en fin de compte, celles et ceux qui connaissent le mieux la réalité du conflit armé, puisque celui-ci a principalement lieu dans les zones rurales. La situation est différente pour les journalistes qui travaillent dans les grandes

ville et à la capitale, Bogotá, car ils bénéficient de meilleures conditions : un contrat fixe, un salaire plus élevé et des prestations sociales. Pour les correspondants régionaux, qui n'ont aucun de ces avantages, le travail consiste à vendre leurs informations, à la pige ou en *free-lance*, aux médias qui les paient le mieux (Márquez, 2003). Cette situation de précarité conduit certains journalistes à, par exemple, inventer des informations spectaculaires pour avoir plus de probabilités de les vendre (interview d'un journaliste de province menée par les licenciés en communication et analystes des médias Omar Rincón et Marta Ruíz, 2002a : 57-67).

Les journalistes colombien-ne-s expliquent que les conditions de travail se sont dégradées avec la crise économique qui a frappé le pays dans les années 1990 et qui a conduit les propriétaires des entreprises médiatiques à réduire leurs budgets. Le travail de terrain s'est vu fortement touché, puisque les médias ont diminué les moyens pour les déplacements dans les zones de conflit. Les professionnels les plus expérimentés ont quitté leurs postes pour chercher de meilleures conditions et les médias se sont mis à engager les nouveaux diplômés qui acceptaient des salaires plus bas. Parallèlement, dès 1995, la télévision s'est ouverte au privé, ce qui a provoqué la faillite de nombreuses entreprises de programmation au profit des deux grandes chaînes privées qui se sont imposées, *Caracol* et *RCN*¹⁸¹. Dans le but de réduire les coûts de production, les médias ont commencé à utiliser les mêmes équipes journalistiques pour produire deux ou trois émissions de journaux télévisés sur les quatre quotidiennes que ces chaînes privées diffusent, ce qui a eu pour conséquence la fatigue des professionnels et la diminution de la qualité de leur travail (MPP, *et. al.*, 2006 : 46). De plus, couvrir le conflit armé représente pour les journalistes une source d'insécurité. En effet, la Colombie est un des pays où l'exercice de cette profession est des plus dangereux. Les pressions, les menaces et les attaques des acteurs armés contre les journalistes sont à l'origine de cette situation (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 ; Rincón, Ruíz, 2002a, 2002b). D'ailleurs, en 2009, Reporters sans frontières a qualifié la situation pour les journalistes en Colombie de « difficile » et a classé le pays dans la place 126 sur 175¹⁸², confirmant que la liberté de presse est souvent menacée. À titre de comparaison, la Suisse a occupé la 8^e place pour la même année¹⁸³. Pourtant, la liberté de presse¹⁸⁴ reste une variable à considérer avec précaution dans le pays, étant donné les situations d'autocensure que les mêmes journalistes évoquent comme une mesure de protection.

¹⁸¹ Ces deux chaînes sont brièvement présentées dans le chapitre 5.

¹⁸² <http://www.rsf.org/es-rapport172-Colombia.html>, consulté le 25 janvier 2010.

¹⁸³ <http://www.rsf.org/es-classement1002-2009.html>, consulté le 25 janvier 2010.

¹⁸⁴ L'analyse de cette variable ne s'inscrit pas directement dans la problématique de cette recherche.

Ces conditions d'instabilité et d'insécurité entraînent des conséquences sur la qualité des informations produites par les professionnels de l'information. Chaque journaliste s'adapte le mieux possible pour pouvoir exercer son métier sans avoir de problèmes avec la rédaction qui l'engage, ni avec les institutions gouvernementales, ni avec les sources. Évidemment, cela n'est pas toujours possible. L'enquête menée par Omar Rincón et Marta Ruíz (2002a, 2002b) avec des journalistes qui couvrent le conflit armé a mis en évidence que pour faire face à ces contraintes, les journalistes colombien-ne-s ont développé certains mythes : ils préfèrent avoir recours aux sources officielles parce qu'elles seraient, à leur avis, plus fiables et peuvent répondre publiquement de ce qu'elles disent. Les journalistes préféreraient également comme sources les gens ordinaires, car ils n'auraient pas d'intérêts particuliers à défendre. D'ailleurs, ces professionnels exprimaient que lors de la couverture de faits violents, ils donnent la priorité aux victimes parce que ce sont elles qui souffrent le plus. En réalité, le seul parti pris que les journalistes s'autorisent est en faveur des victimes civiles. Par ailleurs, pour ne pas risquer de tomber dans une position partisane, les journalistes colombien-ne-s affirment donner à tous les acteurs armés le même temps ou le même espace dans leurs nouvelles. Toutefois, l'étude de Pamela Flores et Livingston Crawford (2001), spécialistes en communication, a relevé que ce n'est pas le cas et que les médias ont plus tendance à manifester (par la forme et la mise en scène de l'information) une attitude plus critique à l'égard des guérillas, beaucoup moins à l'égard des paramilitaires. Enfin, les journalistes interviewés estiment que l'Église est neutre et qu'en tant que telle, elle est une source fiable (Rincón, Ruíz, 2002a, 2002b).

La concurrence entre médias et entre journalistes, spécialement entre ceux de Bogotá et les correspondants régionaux, le souci d'avoir un scoop et plus de *rating* expliquent, pour les chercheurs, ces pratiques professionnelles discutables (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 ; Rincón, Ruíz, 2002a). Malgré les efforts avérés des journalistes pour les corriger (Castro, Villamizar, Restrepo, Guerrero, 2005 ; MPP, *et. al.*, 2006), de nombreuses fautes professionnelles ont été soulevées par les journalistes eux-mêmes, ainsi que par les analystes (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 ; Rincón, Ruíz, 2002a, 2002b). Les informations qu'ils présentent sont jugées incomplètes. Certains d'entre eux manquent de préparation pour effectuer des analyses et mettre en contexte l'information. Ils improvisent et présentent les informations comme s'il s'agissait d'un show. D'autres sont devenus célèbres, mais cette notoriété s'installe au détriment de la qualité des informations qu'ils communiquent (Bonilla, 2002 ; Correa, 2001 ; Duque, 2001 ; López, 2000, 2002 ; Restrepo, 2002 ; Rincón, Ruíz, 2002a, 2002b ; Sierra, 2001 ; Torres, 2004 ; Vallejo, Bonilla, 2002).

Plus exactement, la conjoncture nationale influence le langage informatif des médias. À travers le langage, les médias d'information proposent une lecture du conflit aux citoyen-ne-s. À ce propos, certains chercheurs signalent à quel point les journalistes, à travers la répétition d'expressions, finissent par reproduire mécaniquement le lexique axiologique imposé par les sources transgressant ainsi les règles professionnelles de l'équilibre, l'impartialité et la pluralité de sources, etc. (Correa, 2008 : 108). Dans une étude de la couverture médiatique du dernier processus de paix entre les FARC et le gouvernement (1999-2002), les analystes des médias Diana Giraldo, Ismael Roldán et Miguel Flórez ont constaté qu'entre 1999 et 2001, les médias utilisaient peu le terme « terroriste » pour désigner les groupes armés irréguliers, alors qu'après les attaques du 11 septembre 2001 aux États-Unis, l'utilisation du terme a augmenté considérablement (Giraldo, Roldán et Flórez, 2003 ; Reniz, 2002).

Le cas des militaires et des personnalités politiques privés de liberté par les FARC constitue un deuxième exemple intéressant à citer dans la mesure où il est traité dans les analyses de corpus¹⁸⁵. Voulant faire pression et surtout montrer leur capacité militaire, depuis 1996, la guérilla des FARC a pris en otage des centaines de militaires, policiers et politicien-ne-s. La manière de nommer ces militaires et personnalités politiques pose problème. Le gouvernement et les forces armées de l'État parlent de *secuestrados*¹⁸⁶, alors que les FARC parlent de « capturés au combat » ou « prisonniers de guerre » pour se référer aux militaires pris en otage lors des confrontations armées et de « retenus » pour les personnalités politiques.

Un troisième exemple cité par les chercheurs colombiens concerne l'expression « collaborateur » employée par les paramilitaires pour se référer aux personnes qui coopèrent avec les guérillas. Dans la première interview donnée à la télévision, le 1^{er} mars 2000, l'ancien leader paramilitaire, Carlos Castaño, expliquait que celui qui aidait les guérillas était un collaborateur et devait être tué. En d'autres termes, « collaborateur » est une catégorie linguistique qui entraîne des conséquences sur la vie de celui ou celle à qui on attribue cette modalité de désignation (Estrada, 2001). Cette question est d'autant plus délicate que le gouvernement du président Álvaro Uribe a mis en place un système de récompenses économiques à toute personne qui dénonce les « terroristes », voulant ainsi désigner les guérillas. Étant donné la situation de précarité, voire d'extrême pauvreté dans certaines zones du pays, pour certaines personnes cette méthode représente une opportunité de gagner une somme d'argent en dénonçant des personnes présumées, voire en proférant de fausses accusations (López, 2002b).

¹⁸⁵ Section 13.6.2.7.1.

¹⁸⁶ Que l'on pourrait traduire par personnes « kidnappées », « enlevées » ou « séquestrées ».

D'ailleurs, les catégories de désignation employées par les médias pour informer à propos du conflit armé font partie des aspects que cette recherche retient comme un des indicateurs du cadrage informatif. Plus particulièrement, il s'agit d'analyser comment les professionnels de l'information reprennent ou non le lexique axiologique imposé par les sources informatives, notamment les acteurs armés. En effet, les études réalisées jusqu'à maintenant, par des psychologues entre autres, montrent le poids des médias dans la vision négative que les Colombien-ne-s ont des personnes déplacées par la violence et des ex-combattant-e-s des groupes armés illégaux, notamment des paramilitaires démobilisés (Tovar, Galindo, Guzmán, 2008). Les médias ne permettraient pas de connaître l'histoire de ces personnes, ni le contexte qui a mené les uns à se déplacer et les autres à intégrer les groupes paramilitaires. De plus, les chercheurs ont constaté que les médias ont tendance à criminaliser toute mobilisation sociale (López, 2002b). Ainsi, la question que ces analystes posent est de savoir quelles conséquences aura sur la situation de violence sociopolitique du pays la prédominance d'un discours qui criminalise certains acteurs sociaux et qui promeut l'issue militaire au conflit. Certes, les analyses menées dans le cadre de cette thèse ne répondent pas directement à cette question. Néanmoins, elles apportent une meilleure compréhension des discours médiatiques, participant ainsi à la discussion qui s'intéresse au rôle des médias nationaux dans la société, dans la construction de l'histoire du conflit armé et sa résolution.

En tant qu'employés, les journalistes doivent veiller à respecter la ligne éditoriale et le format du média qui les engage. Cependant, les pressions des propriétaires et des directeurs des médias ne se limitent pas exclusivement aux exigences de format et de *rating*. Compte tenu du contexte colombien, ces propriétaires et directeurs prennent également position vis-à-vis du conflit et des acteurs armés. Par exemple, un groupe de propriétaires des médias nationaux avait affirmé que leur devoir était de soutenir l'État qui est le seul acteur légitime du conflit (Sierra, 2001 ; López, 2005). En conséquence, ils exigent de leurs employés de faire un travail qui sert la cause de l'État dans la lutte contre les groupes hors-la-loi, notamment contre les guérillas. Toutefois, les pressions de la part des propriétaires ne s'exercent pas forcément de manière directe. Comme l'expliquait dans une interview¹⁸⁷ un journaliste indépendant qui a travaillé dans un quotidien national ainsi que dans des journaux télévisés des chaînes publiques et privées, les journalistes s'autocensurent pour éviter les représailles. Par exemple, en prenant le cas de l'ex-vice-président, Francisco Santos, membre de la famille qui possède le quotidien national de

¹⁸⁷ Profitant de la présence du journaliste Hollman Morris à Genève pour présenter le film « Témoin indésirable », qui portait sur son travail de journaliste d'investigation, nous l'avons interviewé le 13 novembre 2008.

référence, *El Tiempo*, Hollman Morris affirmait qu'un journaliste travaillant pour ce journal réfléchirait à deux fois avant de publier une information qui porte préjudice à M. Francisco Santos. L'exemple s'applique également à l'actuel président Juan Manuel Santos.

Les pressions des propriétaires des médias peuvent être plus directes. Sans vouloir donner les noms des médias concernés, le même journaliste affirmait que les directeurs et rédacteurs en chef de certains journaux télévisés interdisent la publication des informations qui peuvent nuire aux forces armées de l'État et exigent la publication de celles qui portent préjudice à l'image des guérillas, même si ces informations s'avèrent fausses par la suite. Un journaliste qui a participé à une des formations organisées par la *Fundación Medios para la Paz*¹⁸⁸, le Programme pour la Paix et l'Université Javeriana¹⁸⁹ affirmait que dans le journal télévisé dans lequel il travaillait¹⁹⁰, le directeur exigeait que des voix officielles soient présentes dans plus des 90% des informations diffusées par ce JT (MPP, *et. al.*, 2006 : 96). Pour illustrer ce type de situations, Fabio López reprenait le cas de l'assassinat d'une femme, Elvia Cortés, le 15 mai 2000 avec un collier-bombe. L'explosif avait été posé par un groupe de délinquants pour obtenir une rançon. Cependant, le commandant de la police nationale de l'époque, le général Rosso José Serrano, a attribué la responsabilité de cet acte à la guérilla des FARC. Les médias ont publié cette information qui s'est avéré fausse et qui en plus a mené le président en poste à l'époque, Andrés Pastrana, à annuler une réunion avec des représentants internationaux dans le cadre des négociations avec cette guérilla (López, 2003). Dans d'autres cas, des représentants des forces armées sont présents dans les salles de rédaction des médias. Comme le cas cité par un journaliste participant à un séminaire de la *Fundación Medios para la Paz*. Il racontait qu'un commandant de la police convoquait les journalistes à des déjeuners de travail pendant lesquels il « invitait » les professionnels de l'information à organiser les informations qui allaient être diffusées, en d'autres termes à définir l'agenda du jour (MPP, *et. al.*, 2006 : 98).

À ce type de pressions s'ajoutent les mesures prises par l'État colombien, notamment à travers la Commission Nationale de Télévision (CNTV). Cet organisme public autonome créé en 1995, est chargé, entre autres fonctions, de réguler le traitement d'actes violents à la télévision. Plus précisément en lien avec cette recherche, la CNTV

¹⁸⁸ Fondé en 1998, *Medios para la Paz* (MPP) (Fondation Médias pour la Paix) est conformé par 88 journalistes membres et 300 personnes dans le pays et à l'étranger. Sa mission est de favoriser l'exercice éthique et responsable du journalisme en ce qui concerne l'information des faits relatifs au conflit armé et aux efforts de paix en Colombie. Le but est que le journalisme devienne un instrument pour la construction de la paix en Colombie. <http://www.mediosparalapaz.org/index.php?idcategoria=5>, consulté le 24 octobre 2009.

¹⁸⁹ Les résultats de cette formation ont fait l'objet de la publication « *Prensa, conflicto armado y región. Aprendizajes del diplomado Periodismo responsable en el conflicto armado* » (MPP, *et. al.*, 2006).

¹⁹⁰ Le journal télévisé n'est pas identifié dans le texte.

donne des directives aux journaux télévisés et autres émissions à visée informative avec l'accord 017 de 1997¹⁹¹, chapitre IV :

CHAPITRE IV

Article 19. Traitement visuel de la violence. Dans les scènes de violence indispensables aux journaux télévisés, ces derniers ne pourront pas utiliser des gros plans, ni des descriptions morbides, ni des détails inutiles à travers les répétitions en boucle, le ralenti ou n'importe quel autre effet.

Article 20. Truculence. La couverture des cas impliquant une extrême violence, douleur et mort, par les journaux télévisés ne doivent pas entrer dans les détails truculents, ni porter atteinte au droit fondamental à l'intimité, à la dignité et à la vie privée des victimes ou des personnes qui en souffrent.

Article 21. Informations concernant les délits contre l'ordre public. En temps de commotion interne, **les émissions de télévision ne pourront pas diffuser des communiqués, ni des déclarations des groupes de guérillas, ni des organisations de délinquants liés à la subversion ou au terrorisme, ni de leurs membres ou attribués à ces groupes.**¹⁹²

Article 22. Identification des témoins. Les émissions à visée informative ou d'opinion ne pourront pas transmettre la voix, l'image, le nom ou autre détail permettant l'identification des témoins des actions terroristes ou des comportements qui puissent constituer un délit de rébellion, émeute, sédition, enlèvement, extorsion ou narcotrafic, ni des personnes qui pourraient apporter des preuves de ces faits. Dans le cas où cela s'avère nécessaire pour la qualité de l'information, il faut que la vidéo et l'audio soient suffisamment dénaturés pour que ces personnes ne puissent pas être identifiées¹⁹³.

Dans la pratique, cela se traduit par la négation d'espaces médiatiques aux acteurs armés autres que les forces armées de l'État, spécialement des guérillas (Arias, *et. al.*, 2003 ; Barbero, 1999 ; Bonilla, 2001 ; Estrada, 2001). Ce type de censure pratiquée par l'État est justifié avec un discours qui tourne autour de la nécessité de contrôler la visibilité médiatique des ennemis considérés comme une menace pour la sécurité de l'État et/ou terroristes (Bonilla, 2002). Ceci étant, dans les interviews consultées, aucun journaliste ne mentionne cette contrainte imposée par la CNTV. En revanche, elle est critiquée par les analystes spécialistes en communication et journalisme (Barbero, 1999 ; Bonilla, 2001).

En plus des mesures imposées par le gouvernement, les professionnels de l'information doivent faire face aux actions et pressions des acteurs armés. Dans leur

¹⁹¹ Cet accord a été mis en place à la fin du gouvernement du président Ernesto Samper et juste avant les négociations de paix entre les FARC et le gouvernement du président Andrés Pastrana.

¹⁹² Il est à souligner que, si les guérillas sont explicitement mentionnées dans cet article, il n'en est pas de même en ce qui concerne les paramilitaires en tant qu'acteurs hors-la-loi.

¹⁹³ L'accord 017 de 1997 qui régleme les contenus de violence et de sexe dans les émissions de télévision est disponible sur : http://www.cntv.org.co/cntv_bop/normatividad/acuerdos/1997/acuerdo_017.pdf, consulté le 24 octobre 2009.

logique de guerre¹⁹⁴, tout acteur armé a intérêt à se rendre visible dans les médias pour pouvoir diffuser ses propres discours sur le conflit et la situation colombienne. Cependant, tous les acteurs armés ne bénéficient pas de la légalité nécessaire pour accéder aux médias traditionnels. De ce fait, les acteurs armés légaux et hors-la-loi adaptent leurs stratégies de communication de guerre à cette condition.

En ce qui concerne les forces armées de l'État et tout particulièrement l'armée colombienne, elles exigent des médias leur soutien inconditionnel, car elles représentent l'État. Ainsi, les forces armées de l'État demandent aux journalistes de ne pas servir l'ennemi et de favoriser leurs communications (Barbero, 1999 ; Bonilla, 2002 ; Rincón, Ruíz, 2002a). La correspondante d'un quotidien national invitée à couvrir l'inauguration d'un aéroport à Buenaventura¹⁹⁵ témoignait sur ce sujet. Sur place, elle a couvert l'information et ensuite elle a interrogé les habitants. Son reportage faisait ressortir la pauvreté des habitants face à l'investissement de cet aéroport qui ne leur profitait pas. L'armée de l'air a mis son veto en informant la journaliste qu'elle n'aurait plus d'information de sa part, tant qu'elle n'aurait pas demandé des excuses au commandant qui était « blessé » suite au reportage (Rincón, Ruíz, 2002a : 108).

Cette attitude des forces armées est illustrée dans les propos du général Fernando Tapias dans l'interview donnée à une équipe de chercheurs de l'université *Sergio Arboleda*. En parlant de la zone démilitarisée et des négociations avec la guérilla des FARC¹⁹⁶, le général reconnaissait que :

... à el Caguán¹⁹⁷, il y a eu des journalistes qui ont établi des relations affectives avec des membres de la guérilla. Ils n'étaient plus fiables comme journalistes, car ils étaient totalement partialisés, peut être à cause de l'isolement et de la solitude. Beaucoup de guérilleros invitaient les journalistes à participer des réunions et à boire de l'alcool. J'ai parlé avec beaucoup de directeurs des médias. Certains devaient remplacer assez fréquemment leurs journalistes, mais de toute façon, certains sont devenus des défenseurs à outrance de la guérilla (cité par Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 : 174-175).

Face à ces pressions, les journalistes adoptent plusieurs positions. Antérieurement, il a été question des mythes professionnels qu'ils ont développés (Rincón, Ruíz, 2002a, 2002b). À ce propos, les analystes dénoncent la connivence entre journalistes et sources officielles. La vérification et le recoupement des « informations » obtenues de ces sources font défaut. Alors que pour certains journalistes, il s'agit d'une position cohérente avec

¹⁹⁴ Cette logique est expliquée dans la section 9.4.

¹⁹⁵ Ville de plus de 300'000 habitant-e-s située au sud du pays sur la côte pacifique. Elle est souvent mentionnée dans les informations relatives au conflit armé.

¹⁹⁶ Ces négociations sont évoquées dans le chapitre 4.

¹⁹⁷ Lieu où se sont déroulées les négociations entre les FARC et le gouvernement du président Andrés Pastrana entre 1999 et 2002.

leurs convictions personnelles, pour la plupart, il s'agit d'exercer leur métier en risquant le moins possible leur propre sécurité (Flores, Crawford, 2001 ; Marquez, 2000 ; Rincón, Ruíz, 2002a, 2002b).

De plus, si les acteurs armés qui représentent l'État s'imposent comme sources légitimes, les acteurs armés irréguliers développent leurs propres stratégies pour rendre visible leur cause. Ces stratégies peuvent se baser sur les contraintes qui déterminent le fonctionnement des médias de masse¹⁹⁸. Essentiellement, il s'agit pour les acteurs armés de mettre à profit les contraintes économiques et la concurrence entre médias. Par exemple, ayant remarqué que les journalistes sont à la recherche des images choc et des scoops qui puissent représenter un avantage sur la concurrence, à une occasion un groupe de paramilitaires et la guérilla de l'ELN ont averti la chaîne privée *Caracol* pour qu'elle filme une confrontation simulée par ces groupes armés (Correa, 2001).

À cause des restrictions imposées par l'État et des pressions des forces armées, les interviews des représentants des guérillas sont quasi absentes dans les médias. Pour contourner cet obstacle, ces groupes armés ont perpétré de faux enlèvements de journalistes. Le but de ce type d'opération est de faire diffuser un message sans que le journaliste soit tenu pour responsable ou accusé d'être sympathisant des groupes contre-étatiques (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003). Effectivement, certains journalistes qui ont interviewé des représentants des guérillas ont été réprimandés par leurs médias. D'autres ont même perdu leur emploi.

Le cas du journaliste Jorge Enrique Botero constitue un exemple. Ce professionnel de l'information travaillait pour la chaîne privée *Caracol*. En 2000 et avec l'accord préalable de la chaîne, il avait réalisé un documentaire sur les militaires privés de liberté par la guérilla des FARC. Le documentaire montrait la vie des militaires en captivité et des interviews aux commandants des FARC. La diffusion était prévue pour le 16 octobre 2000. Néanmoins, suite à l'intervention de la CNTV, la chaîne n'a pas diffusé le reportage tel qu'il avait été monté et préparé par le journaliste qui, d'ailleurs, a dû quitter la chaîne. À l'époque, le directeur de la CNTV avait justifié sa décision en disant que les images de cruauté et d'humiliation n'étaient pas appropriées aux enfants. Il a affirmé que ce n'était pas de la censure, mais une « invitation patriotique » aux directeurs de la chaîne.

Un deuxième exemple concerne le cas du journaliste Hollman Morris¹⁹⁹, qui a été accusé par l'ex-ministre de la Défense et actuel président, Juan Manuel Santos, ainsi que

¹⁹⁸ Ces contraintes sont décrites dans le chapitre 9.

¹⁹⁹ Journaliste et spécialiste en droits humains, Hollman Morris a travaillé dans différents médias nationaux de radio (*Radio Santa Fe, Todelar*), presse (*El Espectador* –fondateur et éditeur d'une rubrique sur paix et droits humains) et télévision, notamment les JT de RCN et AMPM (qui n'est plus à l'antenne). Pour son

par l'ex-président Álvaro Uribe, d'être collaborateur des FARC, en raison de ses activités journalistiques pour l'émission *Contravía*²⁰⁰. L'émission donne la parole principalement à celles et ceux qui ne sont pas visibles dans les médias traditionnels. Pour ce faire, Hollman Morris interviewe principalement les victimes civiles du conflit, mais aussi des représentants de tous les groupes armés : paramilitaires, guérilleros et militaires, ce qui lui a valu des accusations du gouvernement. Les menaces qu'il a reçues, suite à ces accusations, l'ont obligé à quitter le pays à plusieurs reprises²⁰¹.

Suite à ce type de situations, certains journalistes parlent de la « guillotine informative ». Cette expression désigne la censure que les autorités ou les propriétaires des médias exercent en s'excusant sur la volonté de vouloir « nettoyer » les écrans de tant de morts, faire que la guerre soit moins présente et baisser ainsi les niveaux de violence à la télévision (MPP, *et. al.*, 2006 : 27).

Simultanément, les acteurs armés hors-la-loi se plaignent du traitement que les médias leur accordent. Les guérillas ont exprimé leur mécontentement face aux imprécisions de langage des journalistes lorsque ces derniers utilisent l'expression « groupe armé » pour désigner à la fois les guérillas et les paramilitaires. Les représentants des guérillas estiment que ce terme est incorrect puisqu'il ne permet pas d'apercevoir les différences de revendications et des méthodes employées par les guérillas et les paramilitaires. Les guérilleros dénoncent également que pour parler de soldats morts au combat, les médias ont tendance à parler de « soldats assassinés », alors que pour désigner les guérilleros morts dans les mêmes conditions, les médias utilisent « abattus²⁰² » (interviews aux membres des FARC et de l'ELN réalisées par l'équipe de Diana Giraldo, Ismael Roldán et Miguel Flórez, 2003). En effet, l'étude de Pamela Flores et Livingston Crawford a révélé que les médias de masse nationaux et régionaux n'accordent pas le même traitement aux acteurs armés irréguliers. Les résultats de ces chercheurs montrent que les informations sur les guérillas sont plus élaborées, elles sont plus précises et utilisent plus fréquemment des qualificatifs du type « horrible », « violent », etc. Elles incluent plus souvent le témoignage des victimes et sont souvent accompagnées d'un fond

émission *Contravía*, il a gagné les deux plus importants prix de journalisme du pays (*Premio India Catalina* et *Premio Simón Bolívar*) ainsi que de nombreuses reconnaissances au niveau international.

<http://www.morrisproducciones.com/espanol/index.php?option=content&task=blogcategory&id=77&Itemid=37>, consulté le 10 septembre 2010.

²⁰⁰ *Contravía* est une émission de journalisme d'investigation indépendant qui se donne une fonction sociale : celle d'informer et maintenir la mémoire des événements qui ont marqué l'histoire du pays. Elle est subventionnée par plusieurs institutions, dont l'Union Européenne.

<http://www.morrisproducciones.com/espanol/index.php?option=content&task=blogcategory&id=71&Itemid=28>, consulté le 10 septembre 2010.

²⁰¹ Organisation Mondiale contre la Torture, *Colombia: Amenazas de muerte contra el Sr. Hollman Morris*, 19 février 2009, <http://www.unhcr.org/refworld/docid/49acf91b0.html>, consulté le 14 septembre 2010.

²⁰² « *Dado de baja* » en espagnol. Cette question de la désignation de la mort des combattants fait partie des analyses de corpus présentées dans la section 13.7.1.3.

musical qui rend plus dramatique l'information. En revanche, les informations portant sur les paramilitaires sont plus descriptives, donnent moins de détails et font appel beaucoup moins souvent au témoignage des victimes de ces groupes paraétatiques (Flores, Crawford, 2001).

De leur côté, les paramilitaires, même démobilisés, réclament aux journalistes un traitement favorable à leur égard. Dans une interview publiée en 2003, l'ancien leader du groupe paramilitaire AUC, Carlos Castaño, affirmait que les journalistes devaient prendre parti dans le conflit. Pour l'ancien leader des paramilitaires, les journalistes étaient dans l'obligation de soutenir l'État et de s'opposer à l'ennemi de celui-ci, s'ils étaient de vrais Colombiens (propos cités par Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 : 149). De telles affirmations permettent de comprendre pourquoi, même après leur démobilisation, les paramilitaires exercent des pressions sur les journalistes. À ce propos, un des professionnels de l'information ayant suivi une formation de *Medios para la paz* affirmait que pour mener une activité journalistique, il était nécessaire de demander la permission à la *Corporación Democracia*, institution créée pour accueillir et aider les paramilitaires démobilisés du *Bloque Cacique Nutibara* des AUC (MPP, *et. al.*, 2006 : 26).

Dans ces conditions d'accès restreint aux médias de masse, les acteurs armés hors-la-loi développent des stratégies alternatives pour diffuser leurs discours légitimateurs. Cherchant à repérer les moyens utilisés par les paramilitaires démobilisés, l'ELN et les FARC²⁰³, il a été constaté que ces groupes utilisent non seulement leurs propres moyens, notamment leurs sites web et leurs revues (disponibles sur le web), mais aussi des médias alternatifs et/ou étrangers qui ne sont pas soumis aux mêmes contraintes légales que les médias colombiens, comme *Telesur*²⁰⁴, *Prensa Latina*²⁰⁵, *Anncol*²⁰⁶ qui diffusent leurs communiqués et leurs messages. Quant aux moyens qui ne sont pas produits par eux-mêmes, il est possible d'accéder à des documents écrits (livres, articles) ou audiovisuels (interviews ou reportages²⁰⁷) élaborés par d'autres personnes, professionnels, institutions ou pays.

²⁰³ Ce questionnaire a fait l'objet d'une communication intitulée *Visibilité médiatique des acteurs armés. Le cas du conflit armé en Colombie*, présenté lors du colloque « Colloque Voir, Être vu. L'injonction à la visibilité dans les sociétés contemporaines – ESCP-EAP » le 30 mai 2008.

²⁰⁴ Chaîne informative multiétatique (Argentine, Bolivie, Cuba, Équateur, Nicaragua et Venezuela) née en 2005. La chaîne propose de « contribuer avec le processus d'intégration des peuples latino-américains en se basant sur la présentation d'une information équilibrée et mise en contexte ». <http://www.telesurtv.net/noticias/canal/>, consulté le 31 janvier 2010.

²⁰⁵ Agence informative latino-américaine dont le siège se trouve à Cuba. <http://www.prensa-latina.cu>.

²⁰⁶ *Agencia de Noticias Nueva Colombia* (Agence de Nouvelles Nouvelle Colombie) : <http://anncol.eu>. Cette agence qui se définit comme indépendant publie sur son site web régulièrement les communiqués des FARC.

²⁰⁷ Par exemple, l'émission colombienne CONTRAVÍA ou des reportages des journalistes et médias étrangers: Arte, M6, TSR, etc.

D'ailleurs, dans une recherche publiée en 2003 et dirigée par l'anthropologue et spécialiste en communication, Luis Fernando Barón, sur la façon dont internet est intégré par les différents acteurs en conflit pendant les processus de conflit et de paix en Colombie, les principales conclusions signalaient qu'internet est utilisé par les acteurs en conflit comme une scène sur laquelle ils mènent des batailles symboliques et discursives. Même si dans ce sens, internet approfondit et déploie la guerre, il est aussi perçu par les citoyens comme un média qui permet plus de liberté informative (Barón, 2003). Cependant, ce média ne joue pas un rôle central dans le pays et cela pour de nombreuses raisons. Internet, bien que très présent dans le pays, reste un moyen disponible essentiellement dans les villes, alors que le conflit se passe principalement dans les zones rurales. Il nécessite d'infrastructures dont toutes les zones du pays ne bénéficient pas. En outre, les informations sur internet ne sont accessibles que dans la mesure où la personne intéressée les cherche. Il s'agit donc d'un moyen plus efficace pour communiquer avec l'étranger et/ou la population urbaine. Néanmoins, étant donné les restrictions légales à l'intérieur du pays, très souvent les journalistes colombien-ne-s puisent leurs informations dans ce média, non pas comme source première, mais surtout pour confirmer certaines versions fournies par les sources officielles.

Ainsi, sur leur site web²⁰⁸ et dans leur revue on-line²⁰⁹, les paramilitaires démobilisés qui se désignent eux-mêmes comme EX-AUC, réaffirmaient leur engagement en faveur du processus de paix. Les représentants assuraient qu'ils allaient dire la vérité et rendre aux victimes les biens acquis de façon illégale. Plusieurs textes et vidéos donnaient une image négative des FARC et un peu moins de l'ELN. Pourtant, il n'y avait aucune mention des crimes commis par les groupes démobilisés avant de rendre les armes, ni des crimes commis par ce que les autorités appellent les « bandes émergentes ».

Pour diffuser leurs discours légitimateurs, les FARC mettent à disposition plus de moyens que les AUC et l'ELN. Ils ont plusieurs sites web, revues et stations radio. Sur internet, il est possible d'accéder à des documents multimédia : vidéos, musiques et œuvres artistiques propres. Néanmoins, le site officiel²¹⁰ est inaccessible. Le site du *Bloque Oriental*²¹¹ propose des liens vers d'autres sites web²¹² appartenant à cette guérilla. Des

²⁰⁸ Début 2008, moment où la communication pour le colloque mentionné ci-dessus a été préparée, le site web des Autodéfenses démobilisées de Colombie était hébergé sur : www.colombialibre.org. En 2009, cette adresse propose un site touristique et des recettes colombiennes. Les textes des Autodéfenses démobilisés sont désormais disponibles sur le site : <http://lapazencolombia.blogspot.com/>, consulté le 15 octobre 2009.

²⁰⁹ Cette revue s'appelle *Pazion* : PAZ (paix en espagnol) en référence à leur processus de démobilisation et SION : cité de Dieu. En 2009, la revue n'est plus accessible sur internet.

²¹⁰ www.farcep.org

²¹¹ <http://frenteando.iespana.es>

vidéos sont aussi téléchargeables, notamment le « service informatif » qui est une sorte de journal télévisé mensuel que les FARC diffusent pour commenter les actualités du pays et leurs actions militaires. Le groupe revient régulièrement sur son histoire et les raisons économiques, sociales et politiques qui ont poussé un groupe de paysans à prendre les armes. Ils affirment que les conditions d'inégalité sociale ne sont pas encore résolues et que de ce fait, il est légitime de continuer leur lutte armée. Par ailleurs, il n'y a que les FARC qui proposent des contenus artistiques de leur propre production : peintures, dessins et poèmes créés par des guérilleros. Les textes fondateurs du groupe armé sont également en ligne : histoire, manifeste, règlement, structure militaire et fonctionnement. Dans ces textes, leur engagement pour le respect des droits humains en ce qui concerne le traitement avec la population civile est souligné.

En ce qui concerne la guérilla de l'ELN, sur son site web²¹³ sa revue est mise en ligne. À travers le site et la revue, l'ELN propose des commentaires et des prises de position concernant des sujets d'actualité nationale et internationale, ainsi que des communiqués. Pour ce groupe armé, le conflit est social et armé. Les conditions sociales défavorables pour le peuple et l'inégalité dans la répartition des richesses sont à l'origine de leur lutte armée. Pour résoudre le conflit, l'ELN reconnaît la nécessité d'un accord national et d'une issue politique. Cette guérilla est également en faveur de l'accord humanitaire avec le gouvernement, autrement dit de l'échange des guérilleros en prison pour des personnes « privées de liberté » par les guérillas.

Pourtant, la communication de guerre n'est bien évidemment pas exclusive aux acteurs armés irréguliers. Les acteurs armés qui représentent l'État s'y attachent également. Pour illustrer l'importance que les forces armées octroient à la communication dans le cadre des opérations psychologiques un exemple peut être cité. En août 2000 l'armée a commis une « erreur » et a tiré sur des enfants dans un village. Au début, elle a attribué cette erreur à la guérilla qui aurait utilisé les enfants comme des « boucliers humains ». Cette information a été reprise par les médias. Seulement quelques jours après, suite aux interviews des témoins, les journalistes ont appris que l'armée avait tiré en croyant qu'il s'agissait de guérilleros. Lorsque le Commandant de la IV^e brigade centrale, Général Eduardo Herrera, a été interviewé dans une émission de la chaîne privée RCN et que la journaliste²¹⁴ lui a demandé comment l'armée allait faire pour récupérer son

²¹² FARC, résistance nationale, mouvement bolivarien (FARC, mouvement de jeunesses boliviariennes, chaîne radiale et parti politique clandestin), Belligérance.

²¹³ www.eln-voces.com

²¹⁴ Il s'agissait de Claudia Gurisatti qui est une des présentatrices des JT analysés dans le cadre de cette thèse. Il y a quelques années, elle avait quitté le pays suite à des menaces. En principe attribuées aux FARC, ces menaces ont été niées par le groupe armé (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003).

image et sa crédibilité, il a répondu « *Heu, nous allons mener une action psychologique* » (RCN, 16 août 2000, cité par López, 2003).

Pour mieux organiser ce type d'opérations, les forces militaires colombiennes disposent d'un *Groupe Spécial d'Opérations Psychologiques* (GEOS²¹⁵). Ce groupe est « composé par des experts en opérations psychologiques dont le but est de mettre en place des **campagnes d'action psychologique**²¹⁶ pour soutenir des actions tactiques, stratégiques ou de consolidation »²¹⁷. Ni sur le site web de l'armée, ni sur celui des forces militaires, il n'y a aucune page exclusivement consacrée au GEOS, ni des mentions par rapport à la date de création de ce groupe. Cependant, sur le site du Commandement Général des Forces Militaires certains liens donnent accès aux photos prises lors des activités menés par ce groupe spécial, comme par exemple²¹⁸ :



The screenshot shows the official website of the Colombian Army (Ejército Nacional). The header features the army's logo, the text 'EJÉRCITO NACIONAL', and the motto 'Somos gente común que hace un trabajo excepcional'. Below the header is a navigation bar with links such as 'Conózcanos', 'Informes y Noticias', and 'Trámites y Servicios'. The main content area displays a news article titled 'El Grupo Especial de Operaciones Sicológicas (GEOS) de la XVI Brigada compartió durante 20 días con los habitantes de Sácama'. The article includes a photograph of soldiers interacting with children and text describing their community outreach activities in Sácama, Casanare, during January 2008. The article mentions various activities like micro-football, school kits, and a women's football tournament.

Ce communiqué daté du 14 janvier 2009 explique que « dans le but de renforcer les liens d'amitié et de soutien avec la population civile, des soldats du Groupe Spécial d'Opérations Psychologiques de la X^e brigade adscrite à la 4^e Division de l'armée, ont mené

²¹⁵ Par son acronyme en espagnol : *Grupo Especial de Operaciones Sicológicas*.

²¹⁶ C'est nous qui soulignons.

²¹⁷ <http://www.cgfm.mil.co/CGFMPortal/index.jsp?option=contentDisplay&idCont=607>, consulté le 24 septembre 2009.

²¹⁸ Source de l'image : <http://www.ejercito.mil.co/?idcategoria=197479>, consulté le 24 septembre 2009.

une opération d'action intégrale avec les habitants de la municipalité de Sácama, Casanare... »²¹⁹. Situé à l'est du pays, Casanare est un département riche en ressources pétrolières. Arauca, situé à la limite nord de ce dernier, est le département disposant de plus de ces ressources qui le rendent très convoité, ce qui crée des disputes territoriales entre les groupes armés hors-la-loi.

Dans son rapport 2005 sur la Colombie après une mission spéciale, la Commission Internationale des Juristes (CIJ) mentionne le GEOS et critique un des programmes mis en place par le groupe. Le programme, appelé « soldat pour un jour », s'adressait essentiellement aux enfants des écoles rurales ou des centres urbains moyens. L'armée invitait les enfants dans des installations militaires pour jouer avec des soldats déguisés en clowns. Les petits se baignaient dans la piscine, mangeaient des gâteaux, apprenaient à manier les armes et à la fin de la journée recevaient la reproduction d'un billet de 20.000 pesos²²⁰ dans lequel figurait le texte « *le gouvernement vous récompense, vous et votre famille méritent cette opportunité. Évadez-vous maintenant* ». De cette manière, les forces armées s'adressaient aux guérilleros par l'intermédiaire de leurs enfants pour les inciter à quitter la guérilla (cité par CIJ, 2005 : 33). Interrogée sur cette activité, l'armée assurait que le but du programme était d'apprendre aux enfants l'amour de la patrie et de ses symboles. Néanmoins, le programme a reçu des fortes critiques et la *Procuraduría* a sollicité son démantèlement en 2003. Nonobstant, sur le site web du Commandement Général des Forces Militaires, des photos des activités récentes (2009) organisées pour les enfants sont disponibles²²¹.

Ce groupe GEOS et ses activités illustrent à quel point les opérations psychologiques sont importantes pour chercher l'acceptation et le soutien de la population civile. Dans le cadre du conflit armé colombien, tous les acteurs armés ne sont pas légaux. De ce fait, leur accès aux médias de masse traditionnels est limité. Comme il a été mentionné ci-dessus, l'État colombien, à travers la Commission Nationale de Télévision, se donne les moyens pour contrôler la visibilité médiatique de ses adversaires. En conséquence, pour diffuser leurs discours légitimateurs, les acteurs armés irréguliers doivent mettre en place des moyens alternatifs. En effet, légitimer, auprès de la population civile, la violence que l'on exerce est un des enjeux des groupes armés dans un contexte de guerre (Sabucedo, *et. al.*, 2002)²²². À ce propos, un constat s'impose. Les trois groupes armés irréguliers pris en considération revendiquent des raisons légitimes pour exercer la violence. Dans le

²¹⁹ <http://www.ejercito.mil.co/?idcategoria=197479>, consulté le 24 septembre 2009.

²²⁰ L'équivalent de 10 francs suisses ou 7 euros. Ce montant représente le revenu d'une semaine, voire plus, pour de nombreux Colombien-ne-s.

²²¹ <http://www.cgfm.mil.co/CGFMPortal/index.jsp?option=busqueda>, consulté le 24 septembre, 2009.

²²² Cette question est plus amplement traitée dans le chapitre 9.

discours, aucun ne regrette ses actions. Ils ne mettent pas non plus l'accent sur les violences commises. Par contre, ils désignent tous leurs ennemis comme les responsables des problèmes du pays.

Ces observations à propos de la manière dont les groupes armés se rendent visibles soulèvent une interrogation quant aux conséquences que l'invisibilité de certains acteurs ou la sur-médiatisation d'autres peuvent avoir sur l'évolution du conflit armé. Certes, cette question dépasse le cadre de cette recherche qui est dans l'impossibilité d'y répondre. Pourtant, la littérature traitant de la résolution de conflits soutient que dans le cas de confrontations qui ne peuvent pas être résolus militairement, les négociations ne sont efficaces que si tous les camps concernés sont capables de reconnaître les motivations des adversaires. Pour cette raison, la diffusion des discours légitimateurs pendant des longues périodes, comme en Colombie, peut jouer un rôle défavorable. Pour se légitimer, un groupe armé va déshumaniser son adversaire. Les effets à long terme de ces pratiques peuvent entraver l'issue négociée d'un conflit, puisque les motivations de ceux qui ont combattu ne sont pas forcément connues de toute la population (Sabucedo, *et. al.*, 2005). En d'autres termes, lorsque tous les camps n'ont pas bénéficié de la même visibilité, une seule version s'impose, ce qui ne favorise pas la tenue des véritables négociations pour résoudre le conflit. En fait, les recherches classiques menées à propos de la reconstruction post-conflit signalent que la vérité, la justice et la réparation jouent un rôle central pour assurer la réussite du processus. Plus récemment, d'autres variables ont été étudiées. Ainsi, une attitude favorable à la négociation, la confiance entre les groupes confrontés, la reconnaissance des revendications de l'exo-groupe, autrement dit, la légitimation de l'adversaire et une meilleure connaissance de l'autre constituent des facteurs déterminants dans un processus de transformation constructive d'une société suite à des périodes de conflit armé (Alzate, Durán, Sabucedo, 2009). Justement pour ces raisons, la visibilisation ou l'invisibilisation de certains discours sont importants et c'est à ce niveau que les médias peuvent jouer un rôle.

7.4. À propos des mesures adoptées pour améliorer la qualité de l'information

Dans le cadre des réflexions menées par les professionnels de l'information concernant leur rôle dans l'évolution du conflit armé interne, ils prennent des mesures pour corriger et enrichir la qualité de leur travail. Pourtant, les critiques ne cessent pas et des fautes professionnelles sont toujours dénoncées. Pourquoi les mesures pratiquées n'ont apparemment pas abouti à développer un journalisme qui soit en accord avec les attentes des chercheurs, des citoyens et des professionnels eux-mêmes ?

En effet, de nombreuses dispositions ont été mises en place par les professionnels de l'information pour réglementer la profession, l'adapter au contexte de guerre, mieux informer les citoyen-ne-s, garantir la sécurité des journalistes et éviter ainsi les fautes professionnelles. Ces mesures comprennent la rédaction des manuels de style ou autres textes comme le dictionnaire « désarmer la parole »²²³, l'Accord pour la Discretion²²⁴ ou les codes éthiques (CPB, 1990 ; MPP, 2005 ; *Acuerdo por la Discreción*, 1999), la création d'associations de professionnels ou l'organisation des séminaires et des formations continues, (Correa, 2008 ; MPP, *et. al.*, 2006 ; Rincón, Ruíz, 2002a, 2002b). Les interviews faites aux journalistes (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 ; Observatorio de Medios, 2000 ; Observatorio de Medios, *et. al.*, 2002 ; Rincón, Ruíz, 2002a, 2002b) peuvent également être citées, car elles rendent compte des débats et des questions que se posent les professionnels de l'information, ainsi que des arguments qu'ils développent.

Une lecture détaillée des manuels de style destinés à leurs lecteurs et publiés par le journal de référence *El Tiempo*²²⁵ (El Tiempo, 2003), par le quotidien régional *El Colombiano* (El Colombiano, 2003), ainsi que du code d'éthique du Cercle des Journalistes de Bogotá (CPB, 1990), de l'Accord pour la Discretion²²⁶, du « Dictionnaire pour désarmer la parole » (Castro, Villamizar, Restrepo, Guerrero, 2005) et de la conférence présentée par José Arizmendi²²⁷ sur le journalisme de qualité au milieu du conflit armé (Arizmendi, 2004) met en exergue que les professionnels de l'information revendiquent leur responsabilité sociale (*Acuerdo por la Discreción*, 1999 ; El Tiempo, 2003) et leur mission de service à la communauté (El Colombiano, 2003). Ils défendent la liberté d'expression et le droit à l'information (CPB, 1990). Plus particulièrement à propos du contexte de guerre en Colombie, ils souhaitent exercer un journalisme qui rende service à la construction de la paix (*Acuerdo por la Discreción*, 1999). Pour répondre au contexte de guerre, ils proposent de bien se former, se spécialiser dans tout ce qui concerne la guerre et surtout de se baser, dans l'exercice de leur travail et de production des informations, sur la loi colombienne et les principes des droits humains et du droit international humanitaire (Arizmendi, 2004 ; El Tiempo, 2003).

²²³ Dictionnaire rédigé en 1999 par des journalistes. Ce document contient des termes relatifs au conflit armé qui ont changé de sens dû au contexte de guerre et à la désinformation qui a circulé. Le but de ce dictionnaire est de permettre aux journalistes d'être « équilibrés » et « précis » dans les informations qu'ils diffusent (Correa, 2008 : 112).

²²⁴ Signé par 35 directeurs de médias le 4 novembre 1999, ce texte vise à élever le niveau de qualité et responsabilité dans la couverture et la diffusion par les médias de masse de faits violents (Velásquez, Gutiérrez, 2001). Pour une analyse approfondie, voir Serrano (2006).

²²⁵ Brièvement présenté dans le chapitre 5.

²²⁶ <http://www.mediosparalapaz.org/index.php?idcategoria=839&resaltar=acuerdo+por+la+discrecion>, consulté le 7 décembre 2009.

²²⁷ Directeur de la faculté de communication de l'Université Javeriana à Bogotá.

Dans ces textes, propriétaires des médias et journalistes listent les critères qui, à leur avis, définissent un travail informatif de qualité et c'est sur ces principes qu'un contrat d'information²²⁸ est proposé aux Colombien-ne-s. Un des principes le plus souvent mentionné est celui de la vérité, ainsi que l'indépendance et la responsabilité. Dans ces textes, la vérité est assumée comme quelque chose d'externe aux journalistes et à propos de laquelle ils doivent se limiter à en rendre compte. Pour que l'information accomplisse sa fonction de service à la communauté, le discours journalistique doit être, selon les professionnels colombiens, équilibré, neutre, objectif, exact, précis, factuel, impartial, complet et véridique²²⁹. Pour cela, les journalistes doivent vérifier et recouper leurs informations, utiliser plusieurs sources informatives et garder à l'esprit que celles-ci défendent leurs propres intérêts. Ils doivent éviter le sensationnalisme, se distancier du discours des sources et garder leur indépendance à l'égard de ces dernières. Dans leur discours, les sources doivent être clairement identifiées et les citations précises.

Seul le manuel publié par *El Colombiano* explicite à ses lecteurs qu'en tant qu'entreprise des pressions économiques sont présentes, mais qu'ils demandent à leurs employés de ne pas placer les considérations économiques par-dessus du service à la communauté que ce journal revendique. À propos des acteurs armés, la consigne est de ne pas reprendre leur lexique, car la guerre se mène aussi à travers le langage. Plus les journalistes connaissent le terrain et tout ce qui est relatif au conflit et autres guerres dans le monde et mieux ils pourront répondre aux pressions des acteurs armés. À la différence des textes publiés par les journalistes pour eux-mêmes (CPB, 1990 ; Arizmendi, 2004 ; Castro, *et. al.*, 2005), le manuel publié par le quotidien *El Tiempo* à l'attention des lecteurs indique clairement qu'il privilégie les sources officielles et que le journal ne met pas sur le même pied d'égalité les acteurs armés qui représentent l'État et les acteurs hors-la-loi (El Tiempo, 2003 : 56).

D'ailleurs, comme cela a été relevé par d'autres chercheurs (Rincón, Ruíz, 2002a), le seul parti pris que s'autorisent les journalistes et qu'ils ne questionnent pas est celui d'être en faveur des victimes civiles qui, à leur avis, sont celles qui souffrent le plus. À leur propos et reconnaissant les dérapages du passé, les professionnels de l'information se posent comme règle professionnelle de respecter la vie privée des personnes et d'éviter de produire des récits sensationnalistes qui manquent du respect aux victimes. Concernant ce parti pris revendiqué, il faut rappeler les propos de Patrick Charaudeau qui soutenait qu'en faisant cela les journalistes prennent également parti de manière indirecte contre ceux qui

²²⁸ Cette notion de contrat d'information fait référence à l'accord qui régit les relations média-récepteur selon lequel, les médias s'engagent par exemple à informer le public et ce dernier à rester fidèle à condition que le contrat soit respecté (Charaudeau, 1997, 2005). Ce modèle est présenté dans le chapitre 9.

²²⁹ Étant donné l'importance que ces notions acquièrent pour les journalistes colombien-ne-s, elles sont définies dans le chapitre 8.

sont responsables de la situation des victimes (Charaudeau. *et. al.*, 2001 : 150-151, 2008). En d'autres termes, d'une part les professionnels de l'information prônent la nécessité de produire des discours objectifs, neutres, impartiaux pour bien informer les Colombien-ne-s à propos du conflit, mais d'autre part, dans le contexte de guerre, ils se permettent de prendre parti en faveur de la partie de la population qui n'est pas armée et subit les conséquences des actions armées des acteurs en conflit.

À propos de la position à l'égard des acteurs armés (légaux et illégaux) et de la position des professionnels de l'information, il est intéressant de mentionner le manuel de style publié par la salle de presse de la Présidence de la République en 2009²³⁰. Lorsqu'il a paru, certains médias se sont inquiétés de sa portée en se demandant si le président avait rédigé un texte que les facultés universitaires de journalisme et les médias devaient adopter. À cela, le service de presse de la présidence a déclaré qu'il s'agit exclusivement d'un document destiné aux professionnels qui travaillent dans le service de presse de la présidence²³¹. Toutefois, la lecture de ce texte se révèle intéressante, car ce manuel, produit par une source officielle, définit ce qu'est un texte journalistique informatif de qualité. Le texte est ambigu dans la mesure où la Salle de Presse se situe à la fois comme source productrice d'informations destinées aux médias et comme média producteur d'informations destinées aux Colombiens. Les définitions de « communication » et d'« information » ne sont pas explicitées, mais le manuel affirme que dans le travail informatif du Gouvernement, la communication doit être véridique, responsable et sociale.

En tant que productrice d'information, la Salle de presse précise qu'elle fait recours exclusivement aux sources officielles et que le langage journalistique doit être clair, brève, précis, simple, fluide et avoir de l'intérêt pour les lecteurs. Le manuel insiste à plusieurs reprises sur la simplicité que doit avoir l'information pour qu'elle puisse être comprise par tous les citoyens. Par rapport aux textes que les professionnels de l'information rédigent pour expliciter les règles professionnelles et les critères de qualité informative, hormis la précision, ce manuel de la présidence ne propose pas les mêmes critères. Alors que les journalistes revendiquent la nécessité de faire appel à plusieurs sources, de donner la parole à tous les camps, de fournir des informations complètes en répondant aux questions classiques : *qui, quoi, comment, où, pourquoi* ; la Salle de Presse met l'accent systématiquement sur la brièveté et la clarté. Leurs informations doivent être courtes pour ne pas ennuyer les lecteurs et se limiter aux détails strictement nécessaires. Dans ce manuel, les questions classiques du journalisme sont considérées comme une

²³⁰ Disponible sur : http://web.presidencia.gov.co/publicaciones/2009/manual_estilo.pdf, consulté le 7 décembre 2009.

²³¹ EL ESPECTADOR, "Gobierno dice que su "Manual de estilo" no es para todos los periodistas", <http://www.elespectador.com/node/141061/>, consulté le 7 décembre 2009.

« camisole de force » qui engendre de longs paragraphes peu intéressants (Presidencia-Sala de Prensa, 2009 : 46).

D'une manière plus générale, la lecture des textes cités (manuels de rédaction, code éthique, accords professionnels) met en évidence que les principes qui définissent un travail journalistique de qualité ne sont pas clairement définis ou les définitions sont incompatibles avec le contexte de guerre. Par exemple, journalistes et propriétaires des médias affirment que leurs informations doivent être « vraies ». Mais ils ne précisent pas « vraies » par rapport à qui. En fonction des intérêts que chaque camp défend, ce qui est « vrai » est différent. Dans ce cas, comme le précisent Patrick Charaudeau (1997, 2005) et Jean-Pierre Esquenazi (2002), il s'agit pour les médias de produire des discours vraisemblables, qui semblent vrais à celles et ceux qui les consomment²³². Un deuxième exemple concerne la notion d'objectivité qui n'est pas non plus clairement définie dans les textes pris en compte. Elle est plutôt associée à l'absence de subjectivité et la factualité du discours journalistique qui doit se limiter à décrire les faits et non pas à émettre des commentaires à propos de ceux-ci. Néanmoins, comme il est évoqué dans les chapitres 8 et 9, tout discours relève du langage et le langage est par définition arbitraire. Les termes choisis pour décrire un fait et l'expliquer ne sont pas sans conséquences sur la manière dont le fait ainsi décrit sera compris (Iyengar, 1991). Par ailleurs, les journalistes effectuent une sélection des faits qu'ils rapportent au détriment d'autres qui ne sont pas portés à la connaissance de l'instance de réception. Donc, même si dans leur discours les journalistes gardent un ton et un style discursif impersonnel et purement descriptif, leurs discours portent toujours des traces de leur subjectivité en tant qu'individus et professionnels (Cornu, 1994).

En résumé, les réflexions des journalistes colombiens vont dans le sens d'une revendication de leur responsabilité sociale et du souhait d'exercer un journalisme « objectif » qui contribue à atteindre la paix. Pour répondre au contexte de guerre, ils proposent de bien se former, de se spécialiser dans tout ce qui concerne la guerre et de souscrire à la loi colombienne et au droit international humanitaire (Acuerdo por la Discreción, 1999 ; Arizmendi, 2004 ; Castro, *et. al.*, 2005 ; CPB, 1990 ; Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 ; El Colombiano, 2003 ; El Tiempo, 2003 ; Rincón, Ruiz, 2002a, 2002b). Toutefois, les réflexions qui se trouvent à la base des dispositions adoptées dans le but d'améliorer l'exercice de la profession journalistique se concentrent sur la fonction démocratique que les professionnels de l'information revendiquent. Les contraintes

²³² Cette question est traitée dans le chapitre 8.

économiques et celles imposées par le contexte de confrontation armée sont négligées ou insuffisamment prises en considération. En d'autres termes, tant les analystes que les journalistes qui évaluent et jugent le travail des médias d'information semblent méconnaître la logique commerciale des médias de masse comme facteur inhérent à leur fonctionnement. Ils inscrivent leurs réflexions dans un cadre théorique essentiellement journalistique fondé sur l'idéal de l'objectivité de l'information. En conséquence, les analystes estiment que les pressions auxquelles les médias doivent répondre pour assurer leur rentabilité et leur continuité dans le champ médiatique portent préjudice à la qualité informative. Pourtant, cette critique est formulée comme si les médias pouvaient fonctionner sans se soucier de leur rentabilité. Certes, les médias pourraient fonctionner autrement que comme des entreprises privées. Toutefois, cela poserait le problème du financement de ce champ professionnel. Mais le débat sur les conséquences négatives des contraintes économiques auxquelles les médias doivent répondre n'est pas posé à ce niveau.

Pour ces raisons, dans le cadre de cette recherche, l'hypothèse affirme que le contrat proposé par les médias de masse aux citoyens colombiens, notamment en ce qui concerne le conflit armé peut engendrer de fausses attentes par rapport à la qualité de l'information, car il n'est pas adapté aux contraintes imposées par la concurrence entre médias et entre journalistes, ni aux contraintes imposées par les sources civiles ou armées. En fait, en surestimant la fonction informative et la mission de service à la communauté des médias, les récepteurs vont évaluer le travail informatif de ces médias uniquement en fonction de cette fonction informative et de l'idée qu'ils ont de ce que doit être une information objective.

7.5. Conclusion

Ayant relevé les éléments sur lesquels les chercheurs colombiens se sont attardés, les variables qui méritent une attention particulière ont été identifiées. Il a été établi que les principales critiques adressées aux médias de masse concernent la transgression aux critères de qualité informative associée à l'« objectivité » de l'information. Les variables médiatiques, journalistiques et de communication de guerre qui interviennent dans le processus de production de l'information sont insuffisamment prises en compte lorsque le travail informatif des médias de masse est évalué. Comme dans la plupart de pays occidentaux, le rôle attribué aux médias de masse est celui d'informer les citoyens. Ainsi, si comme l'affirme Daniel Cornu, la mission générale des médias de masse est d'informer les citoyens pour qu'ils puissent se faire leur propre opinion (1994 : 88), il est à espérer que ces citoyens s'attendent à ce que les médias respectent la vérité et que les informations qu'ils proposent soient exactes (Cornu, 1994 : 89). Voici des questions qui se

posent : comment évaluer ou juger la vérité des informations à propos de la réalité ? Pourquoi demande-t-on aux journalistes, ou du moins attend-on d'eux, qu'ils montrent la « réalité telle quelle est » ? Qu'est-ce que signifie être « objectif », « neutre » ou « impartial » ? Quelle est l'origine de ce type d'exigences ? En effet, à l'origine de cette réflexion et après avoir passé en revue les études menées en Colombie concernant le traitement que les médias donnent au conflit armé, se pose la question de savoir si une information « objective » est un rapport « vrai » de la « réalité » et qu'est-ce qu'« informer » à propos d'une réalité ? L'information consiste-t-elle à rendre compte de la réalité telle quelle est ? Comment les médias accomplissent leur mission informative ?

Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, le chapitre 8 définit les notions d'information, d'objectivité et de cadrage. Pour cela, les apports de divers auteurs en sciences de l'information et de la communication, ainsi qu'en sociologie des médias et du journalisme à propos de ces notions, sont discutés.

8. CHAMP NOTIONNEL : INFORMATION, OBJECTIVITÉ, CADRAGE²³³

S'intéresser à l'information que les médias diffusent concernant le conflit armé mène les chercheurs à se confronter à une multitude de définitions données à cette notion, au sein de disciplines et de domaines variés. La difficulté est la même lorsqu'il s'agit d'autres concepts comme celui d'« objectivité », mentionné dans la conclusion du chapitre précédent, qui revient souvent dans le discours des journalistes colombien-ne-s. En effet, dans le cadre de cette recherche, il convenait de préciser la signification des notions telles que « information », « objectivité » et « cadrage », sans forcément entrer dans les différents débats les concernant. Le but principal est de préciser le sens accordé à ces termes pour éviter des ambiguïtés, notamment dans la présentation des résultats.

8.1. « Information »

Au premier abord, « informer », du latin *informare*, veut dire mettre en forme (Figuerola, Valdés, 2003). Mais, la notion d'information est utilisée dans plusieurs disciplines et de ce fait, elle est l'objet de différentes acceptions. Si l'on se limite à l'information en tant que discours (écrit ou audiovisuel) offert par les médias, la plus spontanée des définitions de l'information se réfère à l'ensemble de faits portés à la connaissance d'un public. Elle implique donc un contenu mis en forme qui est ensuite transmis, ce qui suppose un processus qui va de la production jusqu'à la diffusion de celui-ci (Cornu, 1994 : 20-28). Plus particulièrement, pour un groupe de chercheurs (Agee, *et. al.*, 1989 ; Breton, Proulx, 2002), l'information est l'une des principales fonctions des médias, sinon la plus importante. Ils estiment de ce fait que l'information doit être objective²³⁴ et la plus factuelle possible. Cette position suppose que la vérité des informations médiatiques est dans les faits et que l'information doit être objective (neutre et impartiale).

De ce point de vue, « vérité », « objectivité » et « neutralité » sont des concepts clés pour définir le travail que les médias font avec la « réalité ». Il s'agit d'un point de vue qui considère que la réalité (ensemble de faits) se passe en dehors des médias et que ceux-ci, inscrits dans une logique démocratique, se donnent comme principal objectif de

²³³ Une partie de ce chapitre reprend un article que nous avons publié : Serrano (2007).

²³⁴ Pour la définition d'« objectivité », voir le sous-chapitre 8.2.

décrire cette réalité sans porter de jugements, sans la transformer, en la montrant telle quelle et sans que le journaliste soit présent dans son discours. Cette tendance, plutôt d'origine anglo-saxonne, s'est en fait introduite dans la pratique journalistique comme un critère garantissant une presse non partisane. Cette tendance « objectivante » de l'information assume la réalité comme si elle était unique (Cornu, 1994 ; Lemieux, 2000).

Pourtant, la distinction souvent établie entre journalisme latin et journalisme anglo-saxon, selon laquelle ce dernier serait « plus objectif », n'est pas pertinente. En analysant la pratique journalistique dans plusieurs pays occidentaux, Cyril Lemieux a mis en évidence que les journalistes anglais, français, italiens et allemands privilégient tous les normes qui assurent un discours non partisan vendable à la plupart des lecteurs possibles. Seulement, tous ne l'appellent pas « objectivité ». À titre d'exemple, il a constaté une forte tendance chez les journalistes français à exprimer que l'objectivité absolue est impossible. Pourtant, cela ne veut pas dire, que dans la pratique, les journalistes français ne se forcent pas à séparer les faits des commentaires. Il s'agit seulement des styles nationaux différents dans les pratiques journalistiques. En effet, considérer qu'une description objective des faits permet de connaître la réalité telle quelle suppose que l'origine du critère de l'objectivité comme exigence journalistique n'est pas pris en compte et méconnaît également que le journaliste, en tant qu'individu possède une histoire, des croyances et des expériences qui seront toujours présentes dans ses produits informatifs, même s'il masque sa présence.

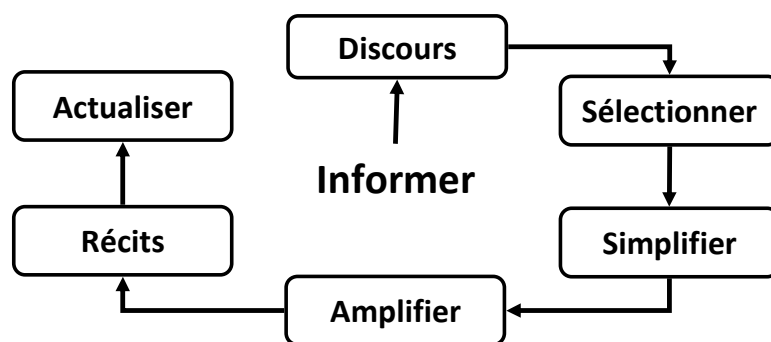
Pour cette raison, d'autres chercheurs, (Arquembourg-Moreau, 2003 ; Champagne, 2000 ; Esquenazi, 2002 ; Jamet, Jeannet, 1999a, 1999b ; Leblanc, 1987 ; Mouillaud, Tétu, 1989 ; Semprini, 2000) affirment que l'objectivité absolue des médias est impossible, car le discours informatif est une « construction ». En tant que construction, l'information suppose toujours un degré de subjectivité, car le langage est arbitraire et porte toujours les traces de l'énonciateur, même si ces traces sont gommées par des procédés linguistiques. C'est dans cette approche que cette thèse s'inscrit.

Plus précisément en regardant un ensemble de travaux qui se sont intéressés à l'information médiatique, en tant que construction avec un degré de subjectivité venant de la part de celui qui la produit, de celui qui l'énonce et de ceux qui l'interprètent (Arquembourg-Moreau, 2003 ; Bougnoux, 1995, 1999, 2001, Champagne, 2000 ; Charaudeau, 1997, 2005 ; Cornu, 1994 ; Esquenazi, 2002 ; Jamet, Jeannet, 1999a, 1999b ; Leblanc, 1987 ; Mouillaud, Tétu, 1989 ; Semprini, 2000 ; Wolton, 2009), il est possible de constater que dans les sociétés démocratiques, les citoyens-consommateurs attendent que les médias leur fournissent les informations sur ce qui se passe dans « leur » société, dans « leur » réalité (Esquenazi, 2002). À travers la communication des informations, les citoyens-consommateurs satisfont leur besoin d'« appartenir » à une communauté

(Bougnoux, 2001). Ces demandes ou attentes d'information ne semblent être, finalement, qu'une demande de sens : une demande d'explication sur ce qui se passe dans le temps présent et que les citoyens-consommateurs ne peuvent pas prédire et, par conséquent, n'arrivent pas à s'expliquer (Arquembourg-Moreau, 2003). Le travail des médias consiste donc à saisir dans la réalité (la plus actuelle) ce qui distingue et fait différence et qui sollicite une explication.

De ce fait, le rôle du professionnel de l'information est très important, non seulement dans la mesure où c'est lui (ou, en tout cas, l'instance médiatique qu'il représente) qui choisit les événements et la façon de les traiter, mais surtout dans la mesure où son travail et sa participation dans le processus d'élaboration de l'information font toujours partie de ce qu'on consomme comme information. Le journaliste, en relation avec ses sources, subit de possibles pressions non seulement de celles-ci, mais également des propriétaires des médias, ainsi que des autres membres de la rédaction et des annonceurs. Ainsi, le journaliste doit « observer » la réalité en faisant face à ces pressions et en tirer des informations. Cette élaboration est faite en fonction de ce que le journaliste imagine comme attentes de son public-cible. Ce sont les trois ordres de l'information soulignés par Cornu (1994) et qui mettent en évidence le rôle du journaliste en tant qu'individu, qui cherche, interprète et raconte la réalité.

À partir de ce qui précède, l'information, dans cette recherche, est définie comme un discours que les médias produisent et diffusent dans le but de rendre compte d'une réalité d'intérêt collectif. Ce discours est produit à partir de la sélection de certains faits ou événements qui surgissent dans la réalité qui, pour différentes raisons, attirent l'attention des médias (critères économiques, culturels, politiques, stratégiques). Ces derniers, plus particulièrement les journalistes, simplifient les faits choisis en prenant seulement quelques aspects. Toutefois ces aspects sont ensuite amplifiés par la mise en discours. La réalité est ainsi simplifiée pour être amplifiée. La mise en discours des faits et des événements retenus implique l'utilisation de signes qui reposent sur des catégories-formes arbitraires par nature (la langue) mais validées socialement. Finalement, la saisie des faits et des événements par les médias ainsi que leur mise en forme dans un discours (écrit ou audiovisuel) organise la réalité dans des récits qui la rendent compréhensible. Par leur consommation, les citoyens-consommateurs actualisent ces récits en se donnant une idée d'une réalité qui les concerne plus ou moins directement (figure 2).

Figure 2 : Représentation de la définition de la notion d'« information médiatique »

Sur la base de cette définition, il convient de distinguer l'« information » de la « communication », afin de mieux rendre compte du rôle des acteurs armés dans la production de l'information médiatique. En effet, et selon Daniel Bournoux, la communication fait référence au processus par lequel les gens se mettent en relation. Les médias nous permettent de nous relier, de nous identifier, d'appartenir à une culture en fonctionnant, non seulement comme des fenêtres qui nous montrent le monde, mais également comme des miroirs qui nous renvoient notre propre image et qui nous montrent ce que nous sommes. Dans ce processus de communication, l'information est le contenu. Ainsi, l'objectif de toute information n'est pas de décrire le monde, mais de construire par les mots et les images un monde acceptable correspondant à celui auquel nous appartenons. L'essentiel dans ce processus est de communiquer. La construction de l'information est intensément sociale et de ce fait, la valeur d'une information réside dans sa pertinence, autrement dit dans son caractère de convenance pour celui ou ceux qui la reçoivent et l'interprètent (Bournoux, 1995 : 6, 13, 23-38 ; 2001 : 903-909).

Cette même distinction entre information et communication est opérée par Dominique Wolton dans un ouvrage récent (2009). Comme Daniel Bournoux, Dominique Wolton affirme que la communication pose la question de la relation et qu'il n'y pas d'information sans communication : « L'information, c'est le message et la communication, c'est la relation » (2009 : 11). Pourtant sa réflexion se situe à un niveau beaucoup plus large que celui des médias. Dans ce sens, la communication suppose l'apprentissage de la cohabitation dans un monde d'informations où la question qui se pose est plus de savoir gérer les différences que de partager ce que nous avons en commun (Wolton, 2009). Ainsi, inhérente à la condition humaine, la communication vise trois objectifs selon cet intellectuel : partager, convaincre et séduire (2009 : 18). Dans cet ordre d'idées, le travail de Claude Moisy (2001) sur la manipulation de l'information peut être mieux compris. Journaliste de profession, Claude Moisy n'est pas d'accord avec le fait qu'information et communication soient souvent utilisées comme synonymes. Comme

Daniel Bounoux et Dominique Wolton, il distingue les deux notions. Pour lui, l'information concerne la recherche de la vérité par le professionnel de l'information, alors que la communication est la promotion des intérêts de celui qui communique (2001 : 197). Cette distinction est pertinente et même nécessaire pour analyser le phénomène de la manipulation. En effet, ce journaliste considère la manipulation comme un élément constitutif naturel et inévitable du processus informatif. En fait, presque toute information a une source autre que le journaliste. Cette source, toujours humaine, fait partie d'un groupe social quelconque (économique, politique, militaire) et elle agit en fonction des intérêts de son groupe. Autrement dit, une source fait plus qu'informer, elle communique. Il revient au journaliste de savoir et d'avoir à l'esprit que les sources ne sont jamais désintéressées. Son métier consiste à savoir percevoir la part de manipulation dans le discours de sa source (Moisy, 2001 : 198-201).

Donc, il est nécessaire de distinguer la communication de l'information afin de rendre compte des phénomènes tels que la manipulation. Cette distinction s'avère encore plus pertinente au moment où il s'agit d'analyser l'information médiatique et encore plus si cette information relève d'une confrontation armée. Ce sujet sera approfondi dans le chapitre 9 en spécifiant que dans une confrontation armée, certains acteurs armés jouent un rôle essentiel : celui de sources pour les journalistes. En même temps, leur principal souci est de remporter la guerre. Ainsi, les discours qu'ils fournissent aux journalistes, de contenu informatif (selon les termes de Bounoux, 1995, 2001), remplissent une fonction éminemment communicationnelle. Le principal intérêt des acteurs armés qui mènent une guerre n'est absolument pas d'informer sur la « réalité » de la guerre mais de communiquer pour faire accepter leur cause et légitimer la violence exercée.

8.2. « Objectivité »

En Colombie, comme exposé dans le chapitre précédent, l'objectivité est une notion qui revient souvent dans le discours des professionnels de l'information et des analystes des médias. Néanmoins, force est de constater que sa définition n'est pas nécessairement la même pour les uns et pour les autres. Dans le but de la définir et de comprendre sa relation avec la lecture interprétative que les médias diffusent de la réalité du conflit, cette section se penche sur les origines du journalisme pour savoir où, comment et dans quel contexte l'objectivité est apparue.

Dans son ouvrage sur l'invention du journalisme, Jean Chalaby explique comment l'abrogation des taxes imposées aux journaux, d'abord en l'Angleterre, entre 1855 et 1861, et ensuite dans le reste des pays occidentaux, est à l'origine de la naissance des

entreprises de presse. Auparavant, la presse produisait des discours publics²³⁵ (Chalaby, 1998). Il s'agissait de journaux militants, car ils étaient rattachés et dépendaient d'un parti politique. L'abrogation des taxes a entraîné une diminution considérable des coûts de production de journaux. Par conséquent, le tirage et le nombre de titres ont augmenté et le champ journalistique a pu se développer (champ dans le sens bourdieusien²³⁶). Mais l'augmentation de la production n'avait de sens que dans la mesure où le nombre de lecteurs augmentait également. C'est ainsi que le marché des lecteurs apparaît et que les quotidiens commencent à circuler (Chalaby, 1998 ; Palmer, 1983). Dans ces conditions, les propriétaires de journaux ont compris qu'une presse militante (liée à un parti politique) ne permettait pas de faire face à la concurrence entre ces différents journaux. Il fallait trouver un discours adapté à tous les types de récepteurs. C'est ainsi que la formation du champ journalistique a engendré de nouvelles pratiques discursives dans la presse. Ces pratiques ont par la suite influencé la production des discours de presse. En effet, les propriétaires de presse sont entrés en concurrence dans ce nouveau champ et le discours qu'ils produisaient était « l'arme » principale pour emporter cette concurrence. Désormais, ce sont les journalistes qui seront chargés de reproduire ce discours et c'est ainsi que cette profession s'est développée (Chalaby, 1998 : 32-47). Pour résumer, l'introduction de la logique marchande a modifié le discours de la presse et a favorisé l'apparition des médias de masse et du journalisme comme profession.

Lorsque le marché de lecteurs apparaît et que les propriétaires de journaux réalisent que le « discours public » n'est pas la meilleure stratégie pour faire face à la concurrence, ils décident de « dépolitiser » la presse. Le discours de presse sera désormais fortement déterminé par des considérations économiques. Pourtant, précise Jean Chalaby, la dépolitisation de la presse ne signifie pas sa « désidéologisation » (1998 : 77). Avec l'industrialisation de la presse, ce n'est plus la position politique, mais les *news* qui seront le produit principal des nouveaux médias de masse. Ce nouveau produit discursif permet aux journaux de se positionner dans le champ journalistique. Dorénavant, chaque journal

²³⁵ En anglais : *public discourse*. Ce sont les termes par lesquels Jean Chalaby désigne le type de presse qui existait avant l'apparition du journalisme. Ce discours public était produit par les *publicists*. Leur discours était déterminé par leurs convictions politiques, alors que les journalistes aujourd'hui sont contraints à dissocier leurs activités professionnelles de leurs croyances politiques (Chalaby, 1998 : 9-17).

²³⁶ « La notion de Champ désigne un espace social relativement autonome, structuré par des jeux de rivalités dont la limite est une commune adhésion des participants à des enjeux et des valeurs. Ce terme désigne des conventions pratiques de comportement entre acteurs (...). Le concept de champ n'a toutefois d'utilité que combiné à (...) la notion de capitaux, désignant les ressources (économiques, symboliques...) dont disposent les protagonistes d'un champ. On sollicitera ensuite la notion d'*habitus* comme système de dispositions, matrice de schèmes de jugements et de comportements, qui est à la fois le fruit d'une socialisation et un principe organisateur des pratiques et des attitudes. Une troisième notion est celle d'*illusio* qui renvoie à l'idée d'un investissement, tout à la fois psychique, intellectuel et professionnel, dans les jeux et enjeux propres à un champ. *Illusio*, *habitus* et *capitaux* ne prennent eux-mêmes sens que pensés relationnellement en fonction de leur (in)adéquation aux caractéristiques du poste occupé dans un champ, ou de leur potentiel de subversion efficace de ses règles » (Neveu, 2001 : 36).

adoptera une stratégie différente dans laquelle, les débats politiques côtoient les informations sportives, de société, les faits divers et les nouvelles sensationnelles dans les pages des journaux (Chalaby, 1998 : 89-100).

Dans cette dépolitisation de la presse, les nouvelles pratiques discursives permettent aux journaux d'offrir la garantie aux nouveaux lecteurs qu'on ne cherche pas à les convaincre de quoi que ce soit (Chalaby, 1998 : 67-105). Parmi ces nouvelles stratégies discursives, les journaux imposent la réduction de la taille des articles afin d'éviter les détails et de tomber dans la politique de parti (Palmer, 1983 : 17-19). Une autre stratégie discursive consiste à imposer le style de la pyramide inversé : l'essentiel de l'information est concentré dans le *lead* ou paragraphe d'attaque d'un article. Le modèle des « 5W » (de l'anglais : *who, what, when, where, why*²³⁷), toujours en vigueur, apparaît également. En effet, exiger au journaliste d'écrire un article court le contraint à se concentrer sur l'essentiel, réduisant ainsi les possibilités d'entrer dans les détails et d'exprimer des commentaires partisans. L'objectif est de rester purement descriptif afin d'éviter de gêner les lecteurs avec des commentaires personnels ou politiques, autrement dit de produire des articles de presse non partisans (Neveu, 2001 : 63) et donc plus probablement appropriés à tout lecteur. Actuellement, un exemple typique est fourni par le type d'« informations » fournies par les journaux gratuits en Europe (comme le 20 minutes par exemple). Avec l'industrialisation de la presse, deux nouveaux genres discursifs voient le jour également : l'interview et le reportage (Palmer, 1983 : 65-100 ; Chalaby, 1998 : 127-130). Toutes ces stratégies sont censées garantir.

Cet ensemble de stratégies discursives peuvent, en effet, être regroupées dans ce que l'on connaît comme l'« objectivité » de l'information. Jean Chalaby (1998) définit l'« objectivité » comme une norme journalistique qui apparaît pendant le processus de séparation de la presse avec les partis politiques. Elle regroupe un ensemble de normes telles que la neutralité (mentionner tous les camps qui s'opposent sur une question), l'impartialité (ne pas prendre parti), l'équilibre (donner le même espace à tous les camps opposés) et la factualité (rapporter des faits sans donner des commentaires), comme garantie de non parti pris (Chalaby, 1998 : 130-131). En d'autres mots, pour montrer une certaine distanciation à propos de ce qu'ils disent, les nouveaux professionnels de la presse se limiteront à la description des faits sans qu'aucune opinion ne soit explicite. De même, ils veilleront à rapporter les faits de manière exacte sans accorder plus d'importance à un acteur social par rapport à un autre. La factualité, l'exactitude et la complétude deviennent des exigences professionnelles pour assurer un discours qui n'exprime aucune opinion, mais qui se limite à décrire les faits.

²³⁷ Qui, Quoi, Quand, Où, Pourquoi.

L'objectivité devient ainsi la stratégie la plus significative pour dépolitiser la presse et devient aussi une des principales normes qui conditionnent le discours journalistique. Elle est également indispensable aux agences de presse pour pouvoir vendre leurs produits à plus de journaux. En tant que stratégie discursive, l'objectivité a aussi permis aux entreprises médiatiques naissantes d'assurer un marché de lecteurs de plus en plus rentable et de maximiser leur profit. De plus, l'objectivité comme norme est possible grâce à l'indépendance financière puisque les journaux ne sont plus financés par les partis politiques mais par la publicité. Cette indépendance financière engendre et renforce en même temps la concurrence à l'intérieur du champ (Chalaby, 1998 : 130-140) et la dépendance des médias à l'égard des annonceurs. Pour toutes ces raisons, « on ne peut pas attendre que la presse commerciale joue un rôle identique à celui de la presse pré-journalistique » (Chalaby, 1998 : 190). Alors qu'auparavant ce rôle était essentiellement politique, les nouveaux médias de masse sont principalement des entreprises et en tant que telles, leur principal objectif est le profit économique (Chalaby, 1998 : 190).

En résumé, l'objectivité surgit de l'idéal d'une presse qui se voulait adaptée au plus grand nombre et non partisane d'une position politique quelconque. Par la suite, ce critère s'est imposé comme le garant d'une information qui remplit la mission démocratique revendiquée par les médias dans les sociétés démocratiques (Charaudeau, 1997, 2005). Comme l'affirmait Eliseo Verón, « si la démocratie est nécessairement inséparable du capitalisme industriel (...), ce même capitalisme contenait un phénomène d'une portée insoupçonnée et qui s'est avéré à son tour un rouage indispensable du dispositif de la démocratie moderne : les médias. Pas de démocratie sans capitalisme ; pas de démocratie, non plus, sans médias » (Verón, 1989 : 87). Ceci explique en partie pourquoi l'objectivité est revendiquée par les médias comme un droit démocratique qui est nécessaire à l'accomplissement de leur fonction civique auprès de la société.

Dans cette perspective, il faut comprendre l'objectivité comme une pratique professionnelle discursive qui dicte aux journalistes un ensemble de règles les contraignant à produire des discours distanciés. Le problème se pose au moment où les citoyens-consommateurs des informations médiatiques ne connaissent pas ces critères. Ils ont ainsi tendance à associer l'objectivité à l'exigence qui permettrait aux journalistes de rendre un compte rendu vrai et exact de la réalité (Cornu, 1994 : 362). De ce point de vue, l'intervention du journaliste comme individu dans le discours d'information n'est pas reconnue. Pourtant, même si le journaliste masque sa présence dans son discours par des procédés linguistiques, il restera toujours à l'origine de ce discours. Le journaliste est en même temps un observateur, un interprète et un narrateur. Et l'information est le résultat de ces trois ordres qui impliquent sans cesse l'intervention du professionnel de l'information dans son discours (Cornu, 1994 : 472).

En d'autres termes, et comme cela a été mentionné précédemment, l'objectivité de l'information ne doit pas s'opposer à la subjectivité du journaliste. En effet, tout journaliste appartient à une communauté, à une culture pour laquelle existent certains présupposés sur ce qui est remarquable. Ainsi, c'est le journaliste qui, en fonction de ces présupposés, choisit les faits « remarquables » qui lui semblent pouvoir intéresser son audience. Pourtant lorsque le professionnel de l'information recherche ses informations, il a rarement affaire à des faits. Il est plutôt face à des témoins, à des opinions ou à des discours tenus à propos de ces faits. Donc, le journaliste ne peut pas reproduire la réalité. Il ne peut que la reconstruire à partir de ces discours. De ce fait, son interprétation compréhensive est marquée par la subjectivité qu'implique le fait de rendre compte de l'événement après l'avoir vécu (récit en décalage temporel) (Cornu, 1994 : 371-414). En conséquence la présence du journaliste en tant qu'individu, même masquée, ne peut pas être niée (Cornu, 1994 ; Neveu, 2001). Même si les professionnels de l'information ont développé une série de marqueurs discursifs de l'objectivité tels que les guillemets, le discours rapporté, le rapport des données factuelles, la prudence, la priorité aux sources institutionnelles, etc. Tous ces critères ne fonctionnent pas comme garants d'absence de subjectivité. Ils constituent plutôt un dispositif de protection contre les critiques, notamment de manque d'objectivité. Ceci dit, les récepteurs attendent un discours prétendu « objectif » et ils le reconnaîtront à partir de l'utilisation de ces critères. De cette façon, les journalistes produisent des récits reçus comme vrais par le public. Autrement dit, à partir des attentes du public, les journalistes produisent des discours « vraisemblables » mais pas forcément « vrais ». Pour cela, ces professionnels de l'information utiliseront des « cadres »²³⁸ interprétatifs qui réduisent la complexité de la réalité (Esquenazi, 2002). Ceci dans le but de respecter l'engagement d'informer les citoyens, tout en veillant à rester concurrent dans le champ médiatique.

Si cette analyse est appliquée au cas d'étude qui concerne cette recherche, il faudrait dire que le conflit armé colombien est une réalité bien complexe qui implique un vaste territoire et des millions de personnes. Il est donc logique d'imaginer que chacune de ces personnes aura une vision différente de ce qu'est la « réalité du conflit ». À partir de sa propre expérience, chacun jugera de la valeur de vérité des informations diffusées par les médias en fonction de leur vraisemblance et de ce qui les rend plus ou moins vraies. En effet, avec des sujets délicats comme les guerres, certains faits survenus dans la réalité de la confrontation armée ne sont pas transmis par les médias ou ils sont délibérément déformés. Tout de même, les citoyens-consommateurs peuvent estimer ces informations vraisemblables ou même vraies. Même s'ils ne peuvent pas être sûrs de l'existence des

²³⁸ Notion évoquée dans la section suivante.

faits, les récepteurs peuvent juger l'information à partir de leurs propres connaissances, de la crédibilité du média, du journaliste et des preuves fournies. De même, sur la base du contrat d'information médiatique (Charaudeau, 1997) existant entre les médias et leurs récepteurs, ces derniers auront tendance à attendre que les médias leur fournissent une information objective et donc plus proche de la vérité.

Néanmoins, cette thèse fait l'hypothèse que cette attente des citoyens-consommateurs est construite sur une mauvaise compréhension du fonctionnement médiatique. Même si les médias revendiquent l'objectivité des informations qu'ils produisent comme une obligation professionnelle, à l'origine, elle obéit à des considérations économiques. D'ailleurs, une partie des critiques adressées aux médias s'expliquent par l'incompréhension de l'origine de l'objectivité. Si l'objectivité continue à être revendiquée comme une garantie de vérité, les citoyens continueront à attendre que les médias leur fournissent la vérité. Lorsqu'ils jugeront que les informations fournies ne sont pas vraisemblables (au sens d'Esquenazi, 2002), les médias seront critiqués pour leur « manque d'objectivité », alors qu'en fait, l'objectivité est une manière de dire les choses consistant à :

- Distinguer clairement la description des faits des commentaires à propos de ceux-ci. Pour cela, différents genres journalistiques sont à disposition des professionnels de l'information (Factualité).
- Mentionner tous les camps qui s'opposent sur une question (Neutralité).
- Sans prendre parti pour un de ces camps (Impartialité).
- En accordant à tous les camps le même temps ou le même espace (Équilibre).
- En favorisant un style discursif impersonnel (Distanciation énonciative) (Chalaby, 1998 ; Lemieux, 2000).

En respectant ces principes, les journalistes ont établi une sorte de rituel, selon les termes de Gaye Tuchman leur permettant de se protéger des possibles critiques (1972). C'est en tant que pratique professionnelle discursive que l'objectivité sera reprise dans les analyses de corpus.

8.3. Cadrage²³⁹

À propos du processus de production de l'information, des chercheurs comme Daniel Cornu (1994) et Jean-Pierre Esquenazi (2002) ont signalé à quel point le discours d'information ne dépend pas exclusivement des journalistes. Ces derniers reconstruisent la « réalité » à partir des discours fournis par les sources. En d'autres termes, la matière première du journaliste est le discours qu'un acteur social (un témoin, une victime, une autorité ou un acteur armé) tient sur un quelconque phénomène social. Ce discours premier que tiennent les sources mérite une attention particulière si l'on s'intéresse au processus de production de l'information, puisque comme Erving Goffman (1991) l'a constaté, tout individu emploie des cadres primaires pour pouvoir comprendre l'expérience vécue et la réalité dont il fait partie. Ces cadres, naturels ou sociaux, sont des principes d'organisation qui structurent les événements et qui permettent aux individus de donner un sens à une expérience dépourvue de signification dans le but de la décrire et de rendre compte de celle-ci (1991 : 30). C'est justement ce phénomène de « cadrage » de la réalité qui se trouve au cœur de la problématique de cette thèse.

8.3.1. Définition : cadre et cadrage

La notion de cadre, introduite par Erving Goffman (1991), fait référence à la manière dont les individus interprètent la réalité et donc au langage qu'ils utilisent pour la décrire, l'expliquer ou exprimer un avis à propos de celle-ci. Plus précisément, Philippe Juhem (2001 : 110) définit un cadre comme les schèmes de perception et de jugement que les professionnels de l'information utilisent pour mettre en forme l'information. En se concentrant sur la question de l'information médiatique, il constate que les cadres cognitifs journalistiques sont déterminés par les préférences partisans, les obligations professionnelles et les jugements préconstruits. Cela dit, les cadres qui servent à organiser les récits journalistiques résultent non seulement de l'initiative journalistique, mais aussi du travail de toute la rédaction. En fait, pour Philippe Juhem, les professionnels de l'information adoptent les cadres qui leur posent le moins de problèmes avec leurs sources et avec leurs rédactions (2001 : 110-116). À ce propos, le modèle de l'action (Lemieux, 2000), présenté dans le chapitre 9, explique pertinemment les pratiques journalistiques et leur adaptation aux différents contextes professionnels.

Le cadrage, ou dit autrement l'application d'un cadre, n'est autre chose qu'une lecture interprétative d'une réalité donnée. Cette lecture interprétative est mise en évidence par la variété de langage utilisée pour décrire l'expérience, autrement dit par les modalités de désignation et de qualification employées pour se référer aux phénomènes

²³⁹ De l'anglais *framing*.

sociaux, aux acteurs impliqués et à leurs actions. Ainsi, les cadres définissent les problèmes, diagnostiquent les causes, favorisent des jugements moraux et suggèrent des solutions aux problèmes sociaux (Entman, 1993 : 51-52). Ils sont choisis en fonction du groupe auquel appartient l'acteur social qui applique le cadre et des intérêts qu'il défend (Moisy, 2001). D'où les enjeux pour les sources informatives à vouloir « sponsoriser » certains cadres pour « imposer » une façon de définir une réalité ou une question sociale particulière dans les médias (Gamson, Modigliani, 1990). Ainsi, l'information en tant que discours découle des cadres appliqués par les sources et du recadrage, pour reprendre le terme d'Esquenazi (2002), opéré ensuite par les journalistes.

8.3.2. À propos des « effets de cadrage »

Concernent les cadres que sources et journalistes peuvent utiliser pour décrire et expliquer une réalité, telle que le conflit armé interne en Colombie, diverses recherches ont constaté que les individus sont sensibles aux variations de langage utilisées pour cela. En d'autres mots, les personnes réagissent différemment selon « le » cadrage qui, en utilisant certains termes au détriment d'autres, sélectionne certains aspects de la réalité pour les mettre en évidence. Le résultat de ce type d'action de sélection et mise en valeur est le masquage de tous les autres aspects qui ne sont pas retenus. À ce propos, Daniel Kahneman et Amos Tversky (cités par Iyengar, 1991 : 11) ont montré que les variations dans les termes employés pour présenter deux traitements médicaux engendraient des variations significatives dans les opinions exprimées par les individus à propos de ces traitements. Les personnes consultées avaient tendance à choisir le traitement pour lequel les chercheurs mettaient l'accent sur les bénéfices et non sur les risques qu'il pouvait entraîner. Les travaux du groupe de recherche dirigé par Juan José Igartúa constituent un deuxième exemple. En analysant le cadrage de l'Amérique Latine et de l'immigration effectué par la presse espagnole, le groupe de recherche a montré que le cadrage favorisé véhicule des stéréotypes négatifs se limitant à parler des aspects dévalorisant des migrants et des réalités des pays latino-américains. Ainsi, les médias ibériques proposent une lecture partialisée et réductrice de ces populations qui influence l'opinion des citoyens espagnols à propos des personnes provenant de l'Amérique Latine (Igartúa, Cheng, Muñiz, 2005 ; Igartúa, Muñiz, Cheng, 2005 ; Igartúa, Muñiz, Calvo, Otero, Merchan, 2005 ; Igartúa, Otero, Muñiz, Gomez, 2006).

Plus particulièrement à propos des « effets » des informations médiatiques, Shanto Iyengar a analysé le cadrage des informations télévisées aux États-Unis ainsi que ses effets sur les opinions des citoyens étasuniens à propos des questions telles que le terrorisme, le crime ou la pauvreté. Il a constaté que le cadrage médiatique influence la manière dont les personnes attribuent les causes et envisagent de possibles solutions à ces problèmes.

Ce chercheur est arrivé à la conclusion que l'influence des informations télévisées consiste à rendre plus accessible ou plus facilement récupérable certaines informations. Si ces informations sont plus disponibles, elles ont tendance à déterminer les jugements et opinions exprimées ainsi que la prise de décisions. En effet, sur la base de ses résultats, Shanto Iyengar précise que dans les sociétés démocratiques, les citoyens sont sans cesse appelés à s'exprimer sur un tas de sujets délicats et complexes à propos desquels ils n'ont pas forcément les connaissances nécessaires, voire pas de connaissance du tout. Dans ces cas, affirme le chercheur, les individus ont tendance à emprunter les éléments fournis par le contexte. Dans ces mêmes sociétés, les médias sont un des principaux fournisseurs des éléments auxquels les individus recourent pour comprendre une question sociale (1991).

Toutefois, les effets de cadrage, tout comme les effets des médias de masse en général, ne sont pas illimités. Ils peuvent être renforcés ou minimisés par l'appartenance à un parti politique, par le niveau d'engagement politique ainsi que par le niveau socioculturel des citoyens-consommateurs de produits médiatiques ou par les autres informations auxquelles ils ont accès. Shanto Iyengar a remarqué qu'en général, les individus sont moins influençables par les effets de cadrage lorsqu'ils connaissent bien le problème en question. De même, l'engagement politique peut minimiser les effets de cadrage alors qu'un niveau socioculturel bas peut les renforcer, dans la mesure où certaines personnes consomment plus les contenus des médias de masse traditionnels et ont moins accès à d'autres sources d'information (Iyengar, 1991 : 117-118).

À ce propos, il faut rappeler que l'intérêt porté à la question du cadrage médiatique s'explique par le fait que pour de nombreux Colombien-ne-s, surtout pour ceux qui habitent dans les zones urbaines, la réalité du conflit armé est plutôt lointaine. Pour une grande partie de la population, la confrontation armée entre militaires, paramilitaires et guérillas n'est vécue qu'à partir des images qui passent à la télévision. D'ailleurs, sur ce point, l'étude de Pamela Flores et Livingston Crawford (2001) a constaté que les récits informatifs contribuent à augmenter les niveaux de peur sans véritablement rendre un bilan du contexte de la violence ressentie dans le pays. Ils ont également mis en évidence que les citoyens sont sensibles au traitement que les médias avaient accordé aux personnes déplacées par la violence. Dans leur étude, 73% des personnes enquêtées ont exprimé des sentiments de méfiance à leur égard bien que la plupart de ces personnes n'aient jamais rencontré une personne déplacée par la violence. L'étude de Luis Fernando Baron (2001) sur les communautés interprétatives a par ailleurs constaté que les personnes qui vivent dans une zone de conflit, à la différence de celles qui habitent à Bogotá, se méfient plus et relativisent mieux des informations fournies par les médias.

8.3.3. Les différentes approches pour étudier le cadrage

Diverses approches existent pour étudier le cadrage et ses effets. Dietram Scheufele (1999) propose un modèle pour résumer ces approches. Cet auteur divise les études sur le cadrage en deux catégories : celles qui concernent les cadres médiatiques et celles qui concernent les cadres des récepteurs. De la même manière, les cadres peuvent être analysés en tant que variable indépendante ou en tant que variable dépendante. Pour résumer, les études qui analysent les cadres médiatiques en tant que variable dépendante se demandent quels sont les facteurs qui influencent la manière selon laquelle les journalistes, ou les autres groupes sociaux, cadrent les questions sociales et comment ce processus est réalisé. Les analyses sur les cadres médiatiques en tant que variable indépendante veulent savoir quels types de cadres médiatiques influencent les perceptions des audiences. Les recherches qui étudient les cadres personnels en tant que variable dépendante se demandent, entre autres, quels sont les facteurs qui déterminent les cadres mobilisés par les individus. Finalement, d'autres chercheurs se penchent sur les cadres personnels en tant que variable indépendante pour savoir comment ces cadres influencent la perception de l'individu à propos d'une question particulière (Scheufele, 1999 : 106-108).

8.4. Conclusion

Ce premier parcours théorique a permis de poser les définitions des notions qui se trouvent à la base de cette recherche. Pour conclure cette partie de définitions, il faut préciser qu'étant donné la complexité de la réalité, qui se présente pour chacun de façon particulière (Esquenazi, 2002), chaque individu rend compte de sa propre réalité et évalue les informations médiatiques en fonction de sa propre expérience. En effet, les individus ne peuvent pas confirmer que les faits rapportés par les médias ont « réellement » eu lieu. Ils ne peuvent qu'apprécier le caractère de vraisemblance des énoncés qui les décrivent.

Parmi les critères qui rendent plus ou moins vraies les informations, l'objectivité est souvent mise en question. Dans la mesure où un journaliste met en place les règles discursives qui définissent l'objectivité (factualité, équilibre, neutralité, impartialité, distanciation énonciative), son discours informatif aura plus de probabilité d'être perçu comme « vrai ». En revanche, la transgression à ces règles professionnelles rend le discours informatif discutable et moins crédible.

Plus exactement, le conflit armé colombien est une réalité complexe qui concerne le pays entier et des millions de personnes. Chacune de ces personnes développe une lecture différente de ce qu'est le conflit. Lorsque ces personnes font partie de certains groupes (armés ou non), elles peuvent être sollicitées par les journalistes pour décrire

et/ou expliquer certains faits. Dans ce rôle de sources, les individus rendent compte de leur réalité en fonction des cadres avec lesquels ils interprètent leur expérience avec la réalité et des intérêts particuliers qu'ils défendent. Ces cadres, qui se manifestent à travers le langage, engendrent des lectures interprétatives de la réalité du conflit armé qui mettent l'accent sur certains faits, au détriment d'autres. Lorsqu'il s'agit du conflit armé, de nombreux acteurs concernés, notamment armés, ont intérêt à imposer une certaine lecture du conflit. De ce fait, leurs discours influencent la lecture que les médias proposent du conflit armé aux citoyens colombien-ne-s. Pour le dire autrement, le discours d'information proposé par les médias porte les traces des choix opérés par ceux qui interviennent et des intérêts qu'ils défendent et trouvera un sens dans la lecture que chaque citoyen en fera. Ces différents choix qui déterminent le cadrage ou lecture interprétative du conflit armé incluent aussi les choix effectués par les professionnels de l'information, pour rendre leurs discours distanciés, en accord avec les principes qui définissent l'objectivité de l'information, en tant que pratique discursive.

9. LES MÉDIAS DANS LES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES EN GUERRE

« ... lorsqu'il s'agit des opérations [militaires] sur le terrain, Il faut bien admettre que les exigences de transparence des médias ne sont pas compatibles avec le souci d'efficacité des armées... Les armées communiquent plutôt qu'elles informent »

(Moisy, 2001 : 202)

Comme il a été souligné dans l'introduction générale, les critiques adressées aux médias et aux journalistes semblent méconnaître la manière dont les médias fonctionnent, leurs contraintes, leurs limites, mais aussi leur « pouvoir ». En conséquence, les critiques n'aboutissent pas forcément à un changement dans les pratiques professionnelles informatives des médias qui puissent répondre aux attentes citoyens. D'ailleurs, les attentes des citoyens ne correspondent pas non plus aux dynamiques médiatiques. Pour cette raison, après avoir défini les notions qui se trouvent à la base du cadre théorique de cette recherche, ce chapitre se donne comme objectif de décrire le fonctionnement des médias de masse dans les démocraties occidentales, notamment lorsque le pays subit une situation de confrontation armée, comme la Colombie²⁴⁰. Pour cela, il est d'abord question des médias, en se basant sur trois modèles qui proposent des éléments de réponse à la problématique abordée par cette recherche et fournissent une base théorique pour formuler un cadre d'analyse. Il s'agit du modèle du contrat de l'information médiatique (Charaudeau, 1997, 2005), du modèle de l'action (Lemieux, 2000) et de la sociologie du discours médiatique (Esquenazi, 2002). Ces modèles permettent de comprendre le rôle des sources, notamment armées, dans le cadrage (lecture interprétative) utilisée par les médias pour rapporter un événement.

²⁴⁰ Dans le chapitre 4, il a été mentionné que la Colombie est reconnue comme une des plus vieilles démocraties de l'Amérique du Sud, en raison principalement de la tenue régulière des élections. Toutefois, l'existence d'un conflit armé met en évidence les faiblesses de cette démocratie : l'opposition n'a pas des garanties, elle est fortement réprimée, les droits civiques et politiques ne sont pas respectés pour l'ensemble de la population, le paramilitarisme a pénétré certains secteurs du législatif et de l'exécutif.

9.1 Les instances médiatiques et les instances réceptrices : le contrat d'information médiatique

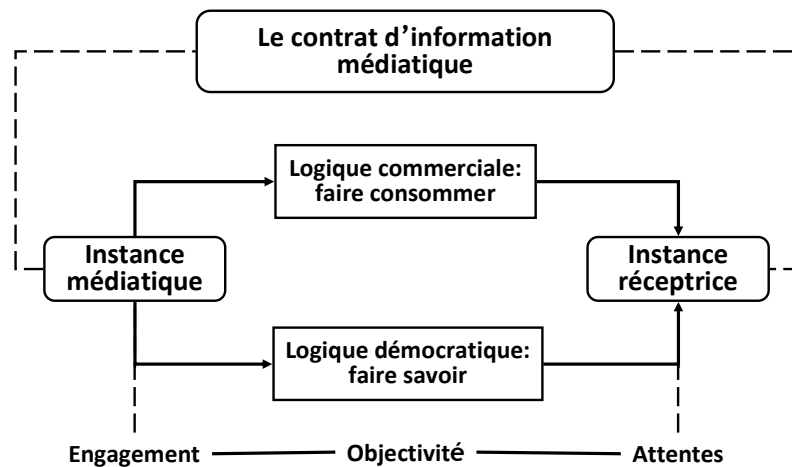
Comme cela vient d'être exposé dans le chapitre précédent, suite à l'industrialisation de la presse, les médias de masse fonctionnent comme des entreprises (Chalaby, 1998). Dans ce contexte, dépolitiser le discours d'une presse qui, jusqu'à ce moment, tenait un discours essentiellement partisan, semblait devenir un objectif. C'est ainsi que l'information s'est imposée comme un des produits principaux des médias. À leur tour, les médias se sont imposés comme les fournisseurs des informations dont les citoyens auraient besoin pour participer à la démocratie (Cornu, 1994 ; Chalaby, 1998 ; Lemieux, 2000). En partant de ces constats, des chercheurs en analyse des médias, comme Patrick Charaudeau, affirment que les médias de masse fonctionnent dans une double logique: symbolique et commerciale. D'un côté, les médias accomplissent une mission démocratique ou civique qui consiste à informer les citoyens (logique symbolique). D'un autre côté, en tant qu'entreprises médiatiques, les médias doivent être rentables, et pour cela, ils développent plusieurs stratégies dont le but principal est d'attirer le plus grand nombre de récepteurs et d'annonceurs (logique commerciale).

Compte tenu de ce double fonctionnement et pour mieux étudier les particularités de la communication médiatique, Patrick Charaudeau a formulé le modèle du contrat d'information médiatique. Pour ce modèle, il existe un contrat implicite entre l'instance médiatique et l'instance réceptrice: pour être rentables et concurrents, les médias s'engagent à informer les citoyens de la manière la plus vraisemblable possible et ces derniers à consommer les produits médiatiques. Un manque à ce contrat peut engendrer des critiques à l'égard des professionnels de l'information et des instances médiatiques, ce qui peut affecter les taux d'audience et donc le profit économique de l'entreprise médiatique.

Le contrat d'information médiatique s'établit en fonction des visées. Lorsqu'il s'agit de l'information, deux visées déterminent la relation entre le média et ses récepteurs : une visée d'information qui consiste à faire savoir et une visée de captation qui consiste à faire consommer (Charaudeau, 1997, 2005). Pour accomplir leur fonction informative, les médias évitent de rapporter des événements fictifs ou inexacts, de présenter un point de vue partial, de parler de façon approximative ou candide, autrement dit, les médias cherchent à produire des discours « objectifs ». Dans cette perspective, l'instance médiatique met en œuvre différents procédés comme la pluralité de sources et leur identification. Elle utilise également différents genres journalistiques pour saisir l'événement comme l'interview, l'analyse ou l'enquête. Puis, dans le dessein de séduire l'instance de réception, les entreprises médiatiques mobilisent un ensemble de procédés langagiers et de mise en scène. Dans le cas des journaux télévisés ces procédés incluent le

générique, la scénographie, le sommaire, les titres, la mise en rubriques ou les savoirs partagés (Soulages, 1999 : 134-148). Ainsi, dans le cadre de ce modèle, le discours des médias résulte d'un processus au cours duquel l'instance de production, autrement dit les médias, découpe le monde, l'interprète et l'organise sous la forme d'un discours destiné à un public²⁴¹-cible²⁴² particulier (figure 3).

Figure 3 : Représentation du modèle du contrat de l'information médiatique²⁴³



Sur la base du contrat d'information médiatique, entre l'instance de production et l'instance réceptrice, il est possible d'appréhender certaines pratiques journalistiques et certaines critiques adressées aux médias, comme le manque d'objectivité ou leur caractère manipulateur. Effectivement, l'hypothèse sous-jacente²⁴⁴ est que le contrat d'information entre l'instance médiatique et l'instance réceptrice peut être fondé sur de fausses attentes en raison d'une mauvaise compréhension du fonctionnement médiatique. Dans la mesure où les médias ne revendiquent publiquement que leur mission démocratique, les citoyens ont tendance à juger le travail médiatique uniquement en fonction de leurs attentes. L'objectivité (neutralité, impartialité, équilibre, factualité, distanciation énonciative) est ainsi devenue un critère pour juger le travail civique des médias sans considérer son origine économique (Chalaby, 1998). Elle est plus associée à l'absence de subjectivité et à la vérité des informations qu'à une pratique discursive visant à masquer la présence de l'énonciateur. Le problème réside dans le fait que les médias n'explicitent pas le processus de production de l'information. En conséquence, les

²⁴¹ Celui qui reçoit, interprète et se réapproprie le discours.

²⁴² Autrement dit, le public tel qu'il est perçu par les médias.

²⁴³ Source propre.

²⁴⁴ Cette hypothèse resterait à vérifier en enquêtant les instances de réception et de production afin de mettre en évidence les termes de ce contrat tacite

citoyens-consommateurs n'ont qu'une connaissance partielle du mode de fonctionnement des médias. De même, ils ne possèdent pas de moyens pour savoir à quel point les produits médiatiques résultent de nombreuses décisions arbitraires. Ces dernières répondent essentiellement aux contraintes économiques, techniques, de format, de ligne éditoriale ou à des contraintes externes, comme par exemple les pressions exercées par les sources informatives. En effet, pour mieux comprendre le travail des médias d'information, et plus particulièrement celui des journalistes par rapport aux relations avec les sources, il convient de se référer au modèle de l'action formulé par le sociologue Cyril Lemieux (2000).

9.2. Les journalistes et leurs contextes professionnels : le modèle de l'action

Au cours de l'histoire des médias en tant qu'entreprises, les journalistes ont développé une série de pratiques professionnelles qui répondraient le mieux possible aux exigences des entreprises médiatiques et aux exigences des citoyens-consommateurs, de façon à respecter le contrat entre les deux. En s'appuyant sur une approche grammaticale²⁴⁵, le modèle de l'action analyse les pratiques professionnelles journalistiques, en fonction du contexte de ces pratiques. Dans cette approche grammaticale, les « fautes » journalistiques sont comprises à partir d'un ensemble de règles que le journaliste « aurait dû » respecter. En réalité, tout individu en général, et donc les journalistes également, n'agit jamais indépendamment de la situation dans laquelle il se trouve. Le problème se pose au moment où les raisons d'agir valables dans une situation ne le sont plus dans une autre. Par conséquent, un comportement peut être jugé « fautif » si l'individu n'a pas respecté les règles valables dans le contexte. En d'autres termes, il ne s'agit pas de dire qu'une activité est irrationnelle ou absurde, mais plutôt de suivre les règles qui sont acceptables dans une situation donnée et de ne pas suivre celles qui ne le sont pas (Lemieux, 2000 : 13-17, 107-123). En menant une observation participante des pratiques journalistiques françaises dans différentes situations professionnelles, Cyril Lemieux a constaté que les journalistes se voient confrontés à différents contextes professionnels. Pour chaque contexte, il existe un ensemble de règles spécifiques de conduite professionnelle. Les règles professionnelles convenables dans une situation publique comme une conférence de presse, ne sont pas forcément les mêmes dans une situation plus privée comme le déjeuner avec une personnalité politique (Lemieux, 2000 : 141-169).

²⁴⁵ Cyril Lemieux utilise la notion de *grammaire* parce que comme pour la maîtrise d'une langue, pour bien la parler, il faut respecter « l'ensemble des règles à suivre pour agir d'une façon suffisamment correcte aux yeux des partenaires de l'action. » (2000 : 10).

Plus précisément, ce sociologue a constaté que dans les situations publiques, les journalistes s'appuient sur des raisons d'agir partageables par des tiers comme les citoyens-consommateurs ou les médias concurrents. L'ensemble de règles qui déterminent ce type de situation est appelé par l'auteur comme les règles dérivées de la grammaire publique. Elles constituent les critères que les citoyens-consommateurs et les pairs utilisent pour juger l'exercice professionnel des journalistes et qui correspondent aux critères discursifs définissant l'objectivité exposées dans la section 8.2. Ainsi, dans les situations les plus publiques, il faut faire preuve de distanciation et d'indépendance à l'égard des sources. Dans ces cas, il s'agit de la règle de la distanciation énonciative et de la conservation de l'initiative respectivement. Dans le milieu professionnel, il est également préférable de vérifier les informations obtenues des sources (règle du recoupement) et de consulter plusieurs sources qui seront plus ou moins identifiables par le public (règle de la polyphonie). Le discours des journalistes doit également veiller à distinguer clairement les faits et les commentaires. Comme l'affirment Jean Chalaby (1998), Daniel Cornu (1994) et Éric Neveu (2001), il s'agit plutôt de masquer, par des procédés linguistiques, la présence « subjective » du journaliste (Lemieux, 2000 : 143-150 ; 2004).

Cependant, l'objectivité n'est pas une pratique adaptée à toutes les situations professionnelles. Par exemple, dans les situations où les journalistes jouissent d'une certaine « intimité » avec leurs sources, il est préférable pour l'exercice du métier de se montrer plus proche de la source informative de façon à entretenir une meilleure relation avec cette dernière. Dans ces cas, le journaliste doit faire preuve d'engagement et de restitution à l'égard de ses sources. Ainsi, il est tenu de respecter les promesses et/ou les accords tacites, comme par exemple lorsqu'une source lui fournit une information, mais, voulant rester dans l'anonymat, n'est pas prête à ce que l'on sache d'où vient l'information (règle de la restitution). De même, pour mieux faire face à la concurrence entre médias et entre journalistes, il est bénéfique d'établir des relations plus personnelles avec certaines sources privilégiées qui, dans le futur, peuvent fournir quelques scoops (Lemieux, 2000 : 151-161).

Enfin, les journalistes doivent également exercer leur métier en tenant compte des contraintes imposées par les médias. Un journaliste est obligé de respecter la ligne éditoriale et le format (dispositif et identité discursive dans les termes d'Esquenazi, 2002) du média pour lequel il travaille. En plus, il doit veiller à ce que son discours n'aille pas à l'encontre des relations avec les sources privilégiées (règle de l'anticipation de ruptures). Il doit également savoir distinguer, sélectionner et filtrer les informations qui lui sont communiquées par les sources, car elles pourraient correspondre à des intérêts particuliers ou à des intérêts d'un groupe auquel la source appartiendrait. La règle principale qu'un

journaliste doit respecter est peut-être le non-dépassement par la concurrence, car tout média est toujours en compétition dans le champ médiatique et le travail du journaliste doit permettre de gagner certains avantages face à la concurrence (Lemieux, 2000 : 170-172).

Tableau 4 : Les règles pratiques que les journalistes sont amenés à suivre²⁴⁶

RÈGLES DÉRIVÉES DE LA GRAMMAIRE PUBLIQUE ²⁴⁷	RÈGLES DÉRIVÉES DE LA GRAMMAIRE DE LA RÉALISATION ²⁴⁸	RÈGLES DÉRIVÉES DE LA GRAMMAIRE NATURELLE ²⁴⁹
La distanciation énonciative		
La conservation de l'initiative	Le respect des formats	
Le recoupement	L'anticipation des ruptures	La personnalité
La polyphonie	L'interprétation par l'intérêt	L'intimité
La séparation des faits et des commentaires	Le non-dépassement par la concurrence	La restitution
L'administration de preuves recevables juridiquement pour dénoncer		

Pour résumer, le modèle de l'action élucide les variables qui déterminent la pratique journalistique, notamment en fonction des relations des professionnels de l'information avec leurs sources, leurs employeurs et leurs récepteurs. Cette distinction constitue un point central dans la manière d'étudier les produits médiatiques. En soulignant les particularités des relations d'un journaliste avec ses sources, le modèle de l'action permet également d'intégrer les apports de la sociologie du discours médiatique (Esquenazi, 2002) à l'analyse des discours d'information. Cette sociologie du discours médiatique distingue clairement le travail premier d'interprétation d'une réalité quelconque par les acteurs sociaux qui peuvent devenir des sources journalistiques. Le travail de recadrage opéré par les journalistes consiste à adapter ces discours fournis par les sources aux règles de la profession.

²⁴⁶ Extrait de Lemieux (2000 : 455).

²⁴⁷ Ensemble de règles que les journalistes sont amenés à suivre s'ils ne veulent pas être critiqués par des tiers (citoyens, confrères, sources).

²⁴⁸ Ensemble de règles que les journalistes sont amenés à suivre s'ils veulent respecter les contraintes imposées aux médias en tant qu'entreprises.

²⁴⁹ Ensemble de règles que les journalistes sont amenés à suivre s'ils veulent entretenir leurs rapports avec leurs sources.

9.3. Cadrage et recadrage de la réalité : la sociologie du discours médiatique

Jean-Pierre Esquenazi propose une sociologie du discours médiatique qui analyse les conditions de production des discours médiatiques, la manière dont les médias mettent en scène leurs produits et les principes à partir desquels différentes lectures peuvent être effectuées par les récepteurs de ces discours. Le chercheur affirme que les produits médiatiques portent des traces de leurs conditions de production et de réception²⁵⁰. Dans cette logique, l'analyse des produits médiatique ne cherche pas à saisir la « signification unique » des discours, mais à comprendre comment ils font apparaître les étapes de production et comment ils suscitent différentes interprétations, appropriations et/ou négations chez les récepteurs (Esquenazi, 2002 : 10-13).

Quant à l'étape de production du discours informatif, Jean-Pierre Esquenazi explique que le travail des médias et plus particulièrement celui des journalistes permet de rendre la réalité brute, plurielle, complexe et inintelligible en une réalité intelligible. Pour ce faire, les journalistes mettent en œuvre un processus de factualisation de l'expérience qui consiste essentiellement à appliquer des cadres. Un cadre est le regard porté sur un ensemble de règles et de schémas qui organisent l'expérience (définition d'après Goffman, 1991 ; Berger, Luckman, 1985, cités par Esquenazi, 2002 : 25-40). Ainsi, la factualisation de l'expérience, autrement dit, l'application d'un cadre, suppose trois moments qui définissent la manière dont le discours médiatique représente les trois espaces qui vont de la production à la réception des discours : le choix d'un cadre en fonction d'autres faits analogues décrits avec le même cadre, le détachement d'un fait du reste de l'expérience et l'application du cadre choisi par le journaliste au fait inintelligible qui deviendra une nouvelle (réalité intelligible).

Concernant ce travail des médias, la plupart du temps, les journalistes n'assistent pas directement aux faits qu'ils rapportent. Le plus souvent, ils entrent en contact avec ceux qui ont « vraiment vécu » l'expérience, comme par exemple : les témoins, les victimes ou les acteurs politiques. Ce sont les sources informatives du journaliste. Pour rendre compte de leur expérience, ces sources appliquent elles-mêmes des cadres. En conséquence, les journalistes reçoivent des expériences cadrées par les sources. Les professionnels de l'information appliqueront leurs propres cadres à ces expériences déjà cadrées pour en faire les nouvelles que les médias diffuseront. Une nouvelle est une partie de l'actualité²⁵¹ fournie par les médias. Elle est, en réalité, un fait recadré. En d'autres

²⁵⁰ Telle qu'elle est perçue par l'instance médiatique.

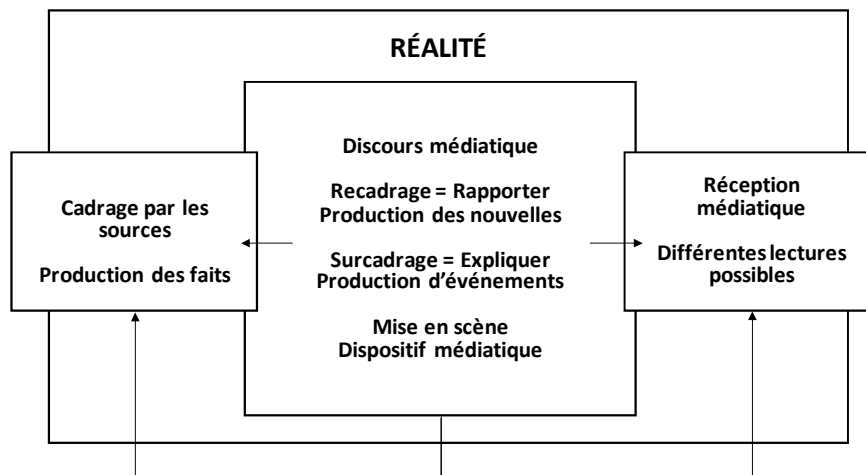
²⁵¹ Jean-Pierre Esquenazi remplace le terme « *information* » par celui d'« *actualité* » pour désigner ce que les médias livrent quotidiennement pour informer (2002 : 6).

termes, les médias ne font que recadrer les faits que les sources cadrent à l'avance. Pour cette raison, les relations entre sources et journalistes sont importantes, car ce sont elles qui effectuent le premier cadrage et donc ce sont elles qui imposent la première façon d'interpréter un phénomène. Évidemment, ce choix est porteur de valeurs et résulte d'une prise de position à l'égard de l'expérience qui sera rapportée par les médias, notamment dans le cas des acteurs en conflit qui peuvent être sollicités en tant que sources journalistiques. Pour mieux se positionner dans le champ médiatique, les cadres que les médias appliquent sont choisis en fonction des contraintes économiques et des cadres que les médias imaginent être compatibles avec les cadres primaires sociaux (partagés et acceptés par la population), afin d'assurer la fidélité de leurs audiences. Quant à la réception des discours médiatiques, Jean-Pierre Esquenazi précise que l'interprétation des nouvelles (faits recadrés par les médias) dépend, entre autres, de la façon dont les récepteurs évaluent leur vérité. La valeur d'une nouvelle dépend de son caractère vraisemblable (une nouvelle est vraisemblable si elle est conforme aux attentes de celui qui l'interprète) et de ce qui la rend plus ou moins vraie (la crédibilité de la source et du média et le contenu des preuves) (Esquenazi, 2002 : 68-72).

En adoptant la perspective du cadrage et du recadrage, on constate que le travail des journalistes est non seulement un travail de sélection, mais surtout un travail d'élimination. Pour cette raison, il faudrait, d'après Jean-Pierre Esquenazi, accorder plus d'importance au « non discours » médiatique, ce qui n'est pas sélectionné par le média pour devenir nouvelle, car les cadres retenus par les médias (au détriment d'autres cadres possibles) font émerger des imaginaires sociaux médiatiques. Ces derniers sont des formes de vie que les médias privilégient.

Pour finir, Jean-Pierre Esquenazi précise que le travail de recadrage consiste également à se construire une identité, afin d'être reconnu par son audience. Pour ce faire, les médias manient deux facteurs : le dispositif et l'identité discursive²⁵². Le premier fait référence à la mise en scène de l'actualité. Il est donc un agencement de l'espace, une organisation du temps et un agencement de l'énonciation. En réalité, le savoir que les récepteurs possèdent du dispositif médiatique influence la compréhension de l'actualité (Esquenazi, 2002 : 107-126). En ce qui concerne l'identité discursive ou la façon de traiter les nouvelles et les événements (niveaux d'explication et d'agencement des dispositifs), cette dernière résulte d'un projet d'entreprise conçu en fonction de la situation financière de l'entreprise, de la hiérarchie du média dans le champ et de l'équipement humain et matériel. Ainsi, l'identité discursive représente un capital symbolique qui permet aux médias de se situer face à ses concurrents.

²⁵² Ces éléments sont décrits de manière détaillée dans le chapitre suivant en ce qui concerne les journaux télévisés tout particulièrement.

Figure 4 : Représentation du modèle de la Sociologie du Discours²⁵³

Sachant que le travail des médias et des journalistes consiste essentiellement à retravailler les discours que d'autres acteurs sociaux (sources) produisent, il convient de se demander, dans le cadre de cette recherche, dans quelle mesure une situation de guerre peut influencer ce travail des médias. Pour répondre à cette question, les travaux sur la communication militaire et la relation entre les médias et les armées s'avèrent pertinents.

9.4. Médias, information et communication de guerre

Pour mieux comprendre le rôle des sources journalistiques, il est nécessaire de rappeler que toute communication met en œuvre des procédés qui cherchent à influencer, d'autres diront manipuler, l'opinion et autres comportements des allocutaires. En effet, l'influence de décideurs, ainsi que du public n'est pas une préoccupation propre aux acteurs armés. Tout groupe défendant une cause concrète cherche l'élargissement, la propagation et l'approbation de sa cause (Offerlé, 1994 ; La Balme, 2002). Les gouvernements et les grandes entreprises sont ainsi à l'origine de ce que l'on appelle plus prudemment « communication politique » (Rolland, Georgakakis, Déloye, 2006) ou « relations publiques » (Bernays, 2007). Ce qui est spécifique à une situation de guerre est que l'exercice de la violence porte atteinte aux valeurs morales de la société et engendre facilement le rejet de la population. Pour cette raison, les groupes ayant décidé d'entamer des actions armées²⁵⁴ doivent en même temps concevoir des moyens leur permettant d'expliquer et justifier leurs actions. Pour cela, le discours s'avère un moyen efficace. Ainsi tout acteur armé élabore des discours légitimateurs de sa violence (Barreto, Borja,

²⁵³ Schéma adapté de celui proposé par Jean-Pierre Esquenazi (2002 : 152-153).

²⁵⁴ Au début du chapitre 4, les raisons qui peuvent conduire un groupe à exercer la violence politique ont été mentionnées.

Serrano, López, 2009 ; Sabucedo, Rodríguez, Fernández, 2002). Tout en construisant une identité du groupe, à laquelle les membres vont s'identifier, les discours légitimateurs délégitiment en même temps l'image et la cause de l'adversaire. L'identité de soi se construit donc en opposition à celle de l'opposant. Dans le cas d'une confrontation armée, cet opposant est rendu responsable de la situation défavorable qui a forcé le groupe à entreprendre la voie armée. D'une manière générale, la stratégie consiste à se référer à des aspects positifs pour le groupe et à des aspects négatifs pour l'adversaire, ainsi qu'à minimiser ses propres comportements négatifs et à occulter les aspects positifs de l'ennemi (Barreto, *et. al.*, 2009 : 739).

Plus concrètement, la production de ces discours légitimateurs s'inscrit dans ce que les spécialistes en stratégie militaire désignent comme la composante psychologique de toute guerre (Géré, 1997). Celle-ci regroupe l'ensemble des actions psychologiques dont le but est d'influencer non seulement l'adversaire, mais également son propre camp. Les procédés psychologiques qui visent l'adversaire cherchent à ruiner le moral des combattants, à les dissuader de participer à une guerre et à les délégitimer auprès de leur propre population. En ce qui concerne son propre camp, les procédés psychologiques s'adressent tant à la population civile qu'à ses propres troupes. Les actions destinées à la population civile ont pour objectif, avant tout, de justifier la guerre et de légitimer sa cause tout en délégitimant l'image et la cause de l'ennemi. Celles destinées aux troupes visent à renforcer et maintenir leur moral de combat²⁵⁵ (Mandron, 1992 : 211). En cela, les procédés psychologiques sont employés tant par des armées que par des groupes comme les guérillas ou les paramilitaires en Colombie, même si les moyens disponibles ne sont, évidemment pas les mêmes.

Les propos de Carl von Clausewitz illustrent l'importance des procédés psychologiques qui visent son propre camp : « *une condition sine qua non pour gagner une guerre consiste à allier l'opinion à la politique du gouvernement* » (cité par Mathien, 2001 : 52). Pour cette raison, Michel Mathien affirme qu'au bout du compte la communication en matière de sécurité et de défense suit la même logique de la communication politique telle qu'elle a été définie par Lucien Sfez (1993) : « *l'ensemble d'actions menées par les pouvoirs publics et leurs administrations, à destination de l'opinion ou de certains de ses secteurs, pour faire connaître, faire comprendre, faire accepter et valoriser leurs politiques, leurs choix, leurs attitudes ou pour promouvoir les comportements et les produits qui en résultent* » (cité par Mathien, 2001 : 37).

²⁵⁵ « Lorsqu'il ne s'agit plus que de tuer ou d'être tué, la psyché joue un rôle essentiel. De nombreuses enquêtes ont démontré que des levées classiques de citoyens-soldats, peu aguerris, consacraient jusqu'à 90% de leur activité à se protéger sans même se soucier de recourir à leurs armes offensives. » (Géré, 1997 : 40-41).

Depuis des siècles, de célèbres stratèges militaires, tels que Sun Zi, Gengis Khan ou Clausewitz, ont signalé la supériorité des procédés psychologiques sur les actions militaires classiques. Dans l'actualité, les responsables militaires reconnaissent toujours l'importance de ces procédés, comme le montrent quelques articles publiés par des militaires étasuniens ou des spécialistes dans le domaine dans la revue *Military Review* (De Carvalho, Kivett, Lindsey, 2008 ; Glenister, 2002 ; Robinson, Brown, Goddad, Parry, 2005 ; Rid, 2007). Désignées dans le milieu militaire comme *PSYOP*, les opérations psychologiques peuvent assurer des victoires à moindre coût, voire même d'éviter les actions militaires classiques, si elles sont suffisamment efficaces pour dissuader l'ennemi d'entrer en guerre ou d'entreprendre une quelconque action militaire (Géré, 1997 : 16-18).

Toutefois, au cas où les procédés psychologiques ne suffisent pas pour provoquer les effets recherchés, la logique militaire prévoit des opérations armées dans le but de renforcer les effets des premières. Il s'agit du cas typique de la menace et la terreur. Dans ces cas, une opération militaire ciblée et très violente sur un groupe de civils peut certainement engendrer des effets psychologiques assez forts sur le reste de la population (Mandron, 1992 : 212-214). Ce type d'actions peut être destiné aux civils du camp adverse, en rendant responsable l'ennemi pour le délégitimer. Les actions peuvent également impliquer la population civile, dans le but de réaffirmer la légitimité de la guerre. L'exemple du journaliste américain (Nick Berg), kidnappé en Irak au printemps 2004 et montré à la télévision décapité, illustre ce type d'action psychologique terrifiante. D'ailleurs, le succès d'un bon nombre de procédés psychologiques, comme cet exemple du journaliste, dépend en grande partie de la large diffusion, de la prolongation de ces derniers dans le temps, ainsi que de leur caractère secret ou inavoué. Pour cela, les médias représentent un moyen particulièrement intéressant pour diffuser les messages conçus dans le cadre des opérations psychologiques.

9.4.1. Arme psychologique et instrumentalisation des médias de masse

Pour les médias, les guerres représentent des réalités particulièrement intéressantes. Elles offrent des faits susceptibles d'attirer l'attention des audiences et fournissent ainsi une matière première idéale pour l'élaboration d'événements médiatiques. En outre, une confrontation armée se prête facilement à la simplification des rôles des acteurs sociaux concernés : le bon, le méchant ou le héros. En d'autres termes, les guerres s'adaptent bien à la logique médiatique. Elles fournissent aux médias des histoires toujours en suspens qui retiennent l'attention des citoyens qui restent à l'affût de toute information concernant cette guerre (Albert, 2001 : 62).

Même si les manœuvres psychologiques existent depuis bien avant l'apparition des médias de masse dans les sociétés occidentales, l'industrialisation de la presse a changé la conception de la stratégie psychologique des armées. La massification de la production, de la diffusion et de la consommation de la presse a obligé les militaires à repenser leurs stratégies communicationnelles et leurs actions psychologiques. L'arrivée de la démocratie a marqué l'apparition de la figure de citoyen et du concept d'opinion publique. À travers le vote, un pouvoir a été rendu au peuple. D'où l'intérêt des minorités privilégiées à vouloir influencer la majorité dans le sens de leurs intérêts (Bernays, 2007 : 39). Persuader les citoyens est ainsi devenue une question majeure pour ceux qui détiennent le pouvoir non seulement politique, mais également militaire (Chaliand, 1992 : 11). Et les médias offrent des possibilités intéressantes à ce niveau, en posant cependant, quelques problèmes de contrôle. En effet, si les médias permettent de faire parvenir un message à des millions de personnes simultanément, la gestion et le contrôle « absolus » de l'information restent problématiques pour les armées. Et cela est d'autant plus vrai à l'heure actuelle avec internet et les nouvelles technologies²⁵⁶. De plus, on sait déjà à quel point les messages médiatiques sont « interprétés » de façon différente par les citoyens-consommateurs en fonction de leur histoire, leur connaissance sur la question traitée, leur accès aux sources alternatives d'information, leur engagement politique, etc.

C'est ainsi qu'à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle (époque où les médias de masse et les agences de presse sont apparus), les armées ont dû réadapter, et continuent à le faire, leurs techniques de communication et apprendre à gérer leurs relations avec les journalistes (Baillargeon, 2007 : 12-13 ; Chaliand, 1992 : 12-21). Pour cela, les différentes guerres et conflits dans le monde ont permis de tester diverses stratégies. D'ailleurs, le premier ministère de l'information et le premier département de la propagande, créés en 1917, en Grande Bretagne, ont été confiés à des patrons de presse (Chaliand, 1992 : 13-19). Différents modèles de contrôle de l'information, expérimentés par les armées, ont comme objectif de restreindre la diffusion de certaines informations, ou de veiller à la diffusion de messages favorables concernant leur cause. De même, diverses recherches ont mis en évidence les innovations technologiques dans le domaine des médias et l'importance de leur rôle dans une guerre.

Par exemple, la Deuxième Guerre mondiale est connue comme celle de la radio et du cinéma, alors que la guerre des États-Unis au Viêt-Nam, comme celle de la télévision. La guerre du Golfe en 1991 a marqué l'apparition des chaînes de diffusion en continu, notamment CNN. La dernière guerre en Irak a renforcé cette tendance avec l'arrivée de l'Al-Jazira (Mercier, 2004b). Ces premières années du XXI^e siècle s'imposent comme celles de l'internet et des nouvelles technologies. L'importance de ces nouveaux médias dans la

²⁵⁶ Voir à ce propos Lungu (2002).

couverture des conflits en Chine avec le Tibet ou en Iran après les élections de 2009 fournissent deux exemples à ce propos.

Comme en Occident, les militaires en Colombie ont cherché à professionnaliser leur communication et portent une attention particulière aux relations avec les médias. Néanmoins, la même professionnalisation de la part des médias de masse n'est pas constatée (Mercier, 2004a). Dans plusieurs pays, comme la France (Mathien, 2001 : 30) et la Colombie (Bonilla, 2002 ; López, 2000 ; Torres, 2004) les recherches signalent à quel point les journalistes qui couvrent les confrontations armées manquent de formation concernant ce sujet. Alors que les armées « instrumentalisent » les communications qu'elles fournissent aux médias en tant que sources, les journalistes se servent de la guerre pour renforcer leur position dans le champ médiatique.

Cette professionnalisation de la communication au sein des armées a commencé avec une prise de conscience des militaires du potentiel offert par les médias de masse pour diffuser les communications élaborées dans le cadre des procédés psychologiques. Ils se sont mis à étudier le fonctionnement des médias et ont constaté que, voulant mieux se positionner dans le champ médiatique par rapport à leur concurrence, les médias de masse sont à la recherche constante de scoops, de faits spectaculaires ou d'images choc censés attirer l'attention des récepteurs. Les entreprises médiatiques qui ont parié sur le caractère sérieux et analytique de leurs informations sont également intéressées à entretenir des relations privilégiées avec les acteurs concernés par une guerre. Dans tous les cas, les militaires sont en mesure d'offrir aux médias ce qu'ils cherchent, comme le montrent les exemples analysés dans la section 13.6.2.7.2.

La compréhension et la maîtrise de la logique médiatique par les militaires ont permis d'augmenter l'efficacité de l'arme psychologique. Priver l'ennemi des informations ou le tromper à l'aide des médias²⁵⁷, créer et maintenir un consensus sur la légitimité de la guerre et contre l'ennemi ainsi que changer la perception de l'opinion publique pour qu'elle soit favorable à la cause sont des pratiques qui assurent une gestion efficace de l'information par les militaires (Conesa, 1992 : 140). En réalité, l'astuce des armées consiste à comprendre que les médias, même s'ils revendiquent la mission démocratique d'informer les citoyens, sont en concurrence avec les autres entreprises médiatiques. Les armées ont également compris que pour mieux se placer dans le champ médiatique, les

²⁵⁷ Un exemple remarquable de ce type d'instrumentalisation des médias par les militaires pour tromper l'adversaire se trouve dans la guerre du Golfe. À cette occasion, les États-Unis ont invité les médias à couvrir un débarquement de leurs troupes pour faire croire à l'ennemi qu'ils préparaient une telle opération, alors qu'ils préparaient une autre. Cette manœuvre leur a permis de cacher l'endroit, en l'occurrence la frontière irako-saoudienne, d'où l'offensive est vraiment partie. En conséquence, l'armée irakienne a mobilisé la plupart de ses troupes au mauvais endroit ! (Mathien, 2001 : 50).

médias de masse ont développé une série de stratégies discursives²⁵⁸ que les armées se sont mises à exploiter (Modoux, 2001 : 9).

Ainsi, la guerre médiatique bénéficie la guerre psychologique menée par les armées. D'une part, les armées peuvent contrôler les journalistes et leur accès aux informations (Charon, Mercier, 2004). D'autre part, elles peuvent adapter les messages adressés aux professionnels de l'information (Prestat, 1992). Parmi les procédés utilisés, François Géré et le général Maurice Prestat citent l'intimidation, la ruse ou diffusion de fausses informations²⁵⁹, l'emploi de la terreur, la menace, l'utilisation d'espions, les « actions » sur les prisonniers, la censure ou contrôle de l'information (qui inclut la restriction de l'accès des journalistes aux zones de conflit²⁶⁰, l'interdiction de diffuser certaines informations²⁶¹ ou la pression pour diffuser des messages favorables) et la propagande (qui consiste à diffuser des discours simplifiés élaborés à l'aide de stéréotypes²⁶² et de croyances sociales, mettant en rapport de fausses informations avec des vraies ou des événements passés avec des événements récents, dans le but de faire approuver une idée et de diaboliser l'adversaire²⁶³) (Géré, 1997 : 19-45 ; Prestat, 1992 : 39).

9.4.2. Techniques employées par les armées pour gérer la communication destinées aux médias de masse

En ce qui concerne le contrôle des journalistes, Arnaud Mercier (2004b) parle des différents modèles testés par les armées dans plusieurs guerres (au Viêt-Nam ou en Irak en 1991 -guerre du Golfe- et en 2003, par exemple). Les armées peuvent instaurer un *black out* ou censure totale. Dans ce cadre, les militaires n'autorisent pas l'accès des

²⁵⁸ Par exemple l'utilisation du conditionnel, l'emploi des phrases courtes et descriptives ou le recours aux stéréotypes (voir chapitre 8).

²⁵⁹ Lors de la Première Guerre mondiale, l'armée Britannique, dans le but de gagner la sympathie des États-Unis, a fait courir la fausse rumeur que l'armée allemande utilisait les cadavres de soldats pour en faire du savon (Chaliand, 1992 : 18).

²⁶⁰ Pour s'assurer de l'appui des États-Unis, l'armée britannique, en guerre avec les Allemands, a commencé, pendant la guerre 1914-1918, par couper le câble sous-marin qui reliait l'Allemagne aux États-Unis (Chaliand, 1991 : 16).

²⁶¹ Déjà au début du XIXe siècle, la censure était exercée. Après la Révolution Française, Napoléon Bonaparte a supprimé presque tous les journaux. Il s'agissait dans ce cas d'une censure de la diffusion (Chaliand, 1992 : 14).

²⁶² Daniel Bougnoux cite l'exemple de la couverture informative par les médias français du conflit aux Balkans, où face à l'incompréhension de cette réalité, les médias français se sont servis des simplifications et des stéréotypes pour « expliquer » ce conflit (1999 : 50).

²⁶³ Lors de la guerre du Golfe et de la dernière guerre en Irak, la presse irakienne a diabolisé l'image des étasuniens alors que ces derniers ont bien réussi à diaboliser l'image de Saddam Hussein (Lamloum, 2003 : 65-81). C'est également ce qui s'est passé lors de la guerre au Kosovo. Dans un camp, l'OTAN et l'Occident ont été diabolisés, alors que dans l'autre, c'était Milosevic qui représentait le « méchant » (Nohrstedt, Kaitatzi, Ottosen, Riebert, 2000).

journalistes aux champs de bataille. Ce modèle, utilisé par exemple lors de la guerre de Grenade en 1983 (Conesa, 1992) est très critiqué dans les sociétés démocratiques où la liberté de presse est un droit constitutionnel. Moins critiquable que la censure totale, le système de *pools* de journalistes a été implanté par les armées, tel était le cas lors de la guerre du Golfe en 1991. Dans ce système, les armées désignent elles-mêmes les journalistes qui bénéficieront du droit à l'accès aux informations qui seront fournies uniquement par les militaires dans des conférences de presse ou par communiqués. Finalement, avec la guerre en Irak en 2003, un autre système a été mis en place par l'armée étasunienne, celui des journalistes *embarqués*²⁶⁴. Il consiste à accréditer un nombre restreint de journalistes qui sont « embarqués » avec les troupes pour en faire partie. Les journalistes ont pu ainsi diffuser en direct (aspect qui répond parfaitement à la logique médiatique étant donné les technologies disponibles), mais exclusivement ce que les militaires autorisaient. Ainsi, les militaires satisfont le « désir » des informations spectaculaires des médias, évitant d'être critiqués pour atteinte à la liberté de presse, et en même temps, ils continuent à contrôler le contenu des informations diffusées, car le fait de montrer certains aspects de la guerre permet de cacher ceux qui seraient plus critiquables.

Ce modèle a déjà été mis en question par les journalistes eux-mêmes. Ils ont constaté qu'en faisant partie des troupes, ils perdent de l'indépendance professionnelle car, au bout d'un certain temps, ils se sentent proches des soldats (Mercier, 2004a : 106-107). En conclusion, affirme Arnaud Mercier, « *les armées ont prouvé leur aptitude à s'intégrer au jeu médiatique, à donner des gages de transparence pour mieux endormir la vigilance des médias et de l'opinion publique [...]. Les armées se sont pleinement adaptés aux logiques médiatiques et ont compris la nécessité de professionnaliser leurs actions de communication* » (2004a : 108). Pourtant, avec internet et les nouvelles technologies de la communication, les armées se voient confrontées à un nouveau défi par rapport au contrôle et à la gestion de l'information en temps de guerre. Alors que certains prônent pour l'interdiction, de façon à éviter des scandales tels que celui des photos prises à Abou Ghraïb, d'autres plaident pour la réappropriation et mise au service des opérations psychologiques de ces médias, comme par exemple les *blogs* exclusifs pour les militaires qui sont déjà en ligne (Lungu, 2002 ; Rid, 2007).

Quant aux messages, les militaires n'ont fait que suivre la logique médiatique. Comme il a été expliqué au huitième chapitre, les pratiques discursives des médias d'information se caractérisent par favoriser des messages simples, courts, stéréotypés et des images choc qui devraient attirer et maintenir l'attention des récepteurs. À partir de ce constat, les armées ont prouvé l'efficacité de certains procédés comme la saturation

²⁶⁴ De l'anglais *embedded*.

des médias, l'affirmation et la répétition des slogans, la suggestion, la répétition des mêmes informations (même si elles sont fausses), la référence à des événements récents, les commentaires sélectionnés voire occultés, etc. (Conesa, 1992 ; Géré, 1997 ; Prestat, 1992). Les opérations militaires comme la libération de civils privés de liberté ou le démantèlement des campements des guérillas filmés par l'armée ou la police colombiennes en sont un exemple. En fait, ces vidéos sont ensuite transmises aux médias qui élaborent leurs informations sur la base d'un matériel produit et fourni par un des acteurs armés. Ces acteurs, bien évidemment, ne filment et diffusent que ce qui est avantageux dans leur logique de guerre.

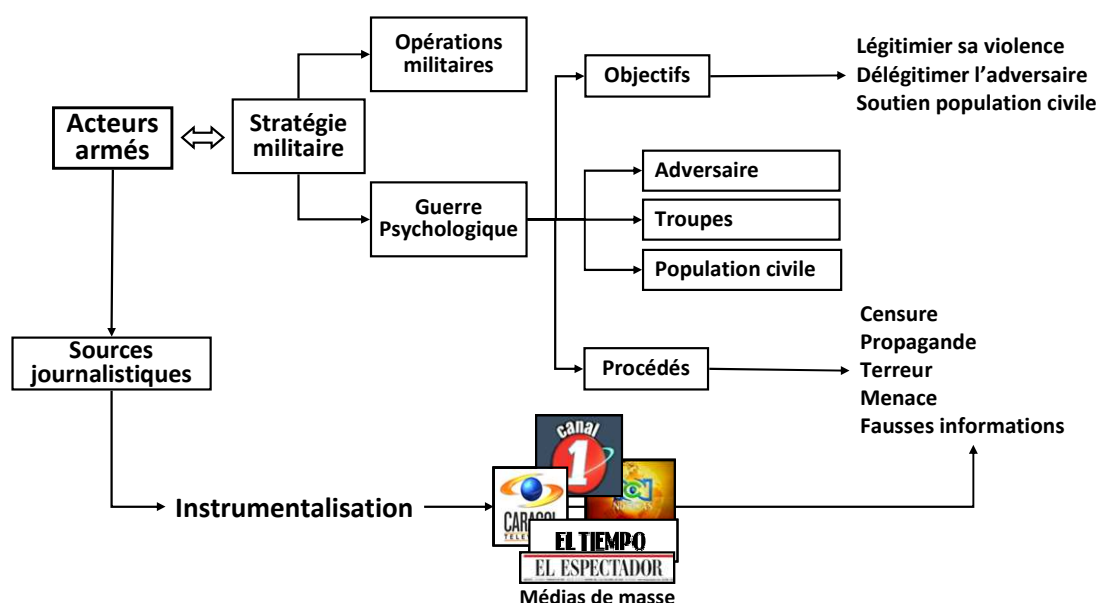
L'analyse menée par Roland Huguenin-Benjamin (2003) de la presse baasiste entre janvier et mars 2003, soit juste avant le déclenchement des opérations militaires des États-Unis en Irak, fournit un autre exemple des procédés psychologiques des armées. Ce chercheur a mis en évidence l'utilisation et la répétition des messages stéréotypés négatifs par le gouvernement irakien concernant les États-Unis. De la même manière, alors qu'au début de la période analysée la presse présentait les inspecteurs de l'ONU comme des espions, cette image a été transformée par la suite. À la fin de la période, ces inspecteurs étaient eux-mêmes victimes des pressions étasuniennes. Lorsque les opérations militaires ont commencé, la presse irakienne concentrait ces rapports sur le nombre précis de morts et les dégâts et surtout mettait l'accent sur les civils irakiens victimes des opérations étasuniennes (Huguenin-Benjamin, 2003 : 66-83). Cet exemple illustre comment un camp produit un discours qui vise à construire une image négative de l'ennemi pour légitimer la violence qu'il lui fera subir. Dans ce cas, la répétition des messages et les stéréotypes ont joué un rôle essentiel.

La répétition, l'utilisation de stéréotypes et la construction d'une image négative de l'adversaire ont été également utilisées dans le cadre du conflit en Bosnie (1990-1994). L'analyse menée par l'équipe dirigée par Patrick Charaudeau a mis en évidence l'importance de la désignation et de l'attribution de rôles aux acteurs sociaux concernés pour construire une lecture du conflit. Par l'analyse de la couverture télévisuelle française du conflit en Bosnie, ces chercheurs ont remarqué, par exemple, qu'alors qu'au début du conflit, en 1990, les acteurs concernés n'avaient pas un rôle stable, à la fin du conflit en 1994, les victimes et les agresseurs étaient clairement identifiés (2001 : 98). L'utilisation des stéréotypes permettait de simplifier le discours et de rendre plus intelligible une réalité qui, après tout, ne concernait pas directement la population française. Les auteurs de cette analyse attiraient l'attention sur le fait que même si les journalistes français ne « comprenaient » pas ce conflit dans toutes ses dimensions, aucun d'entre eux n'osait ne pas en parler. La logique médiatique dans son versant commercial est une explication à cette situation : si la concurrence en parle, il faut aussi en parler ! (Charaudeau, *et.*

al., 2001 : 43-45). Les auteurs soulignent également qu'à la même époque un conflit très violent frappait le Rwanda et pourtant les médias français n'ont que très peu traité ce conflit.

La guerre des Malouines en 1982 illustre le modèle de *black out* utilisé par les militaires dans le cadre de la gestion de l'information. D'une part, les médias britanniques ont interdit l'accès des journalistes. D'autre part, la presse argentine a rendu compte des victoires de l'armée nationale face à l'armée anglaise. Les médias argentins ont cru les autorités officielles qui ne voulaient qu'exalter le patriotisme pour maintenir le moral des soldats. Une fois le conflit perdu, la défaite a été très difficile à accepter car, d'après les médias, les Argentins étaient en train de gagner la guerre (Rincón, Ruíz, 2002a : 138 ; Sergeant, 1992). Il s'agit d'un cas où l'exigence de transparence des médias n'était pas compatible avec le souci d'efficacité de l'armée. Comme l'affirme Claude Moisy « *les armées communiquent plutôt qu'elles informent* » (2001 : 202).

Bref, qu'il s'agisse d'une guerre entre États ou des conflits internes comme en Colombie, médiatisés par les médias nationaux, les études menées (Albert, 2001 ; Blanco, Del Águila, Sabucedo, 2005 ; Bougnoux, 1999 ; Chaliand, 1992 ; Charaudeau, *et.al.*, 2001 ; Charon, Mercier, 2004 ; Conesa, 1992 ; Dragan, Pélissier, 2001 ; Krieg-Planque, 2003 ; Lamoum, 2003 ; Lits, 1997 ; Mandron, 1992 ; Mathien, 2001 ; Mercier, 2004a ; Modoux, 2001 ; Nohrstedt, *et. al.*, 2000 ; Prestat, 1992, entre autres) constatent que tout groupe armé a intérêt à profiter des relations qu'il peut entretenir avec les médias (figure 5). Dans le cas des conflits armés à caractère non international, qui sont couverts par les médias du pays, les acteurs armés peuvent avoir plus ou moins d'emprise sur les médias nationaux, en fonction de leur influence, de leur légitimité. Cet aspect est un des éléments principaux analysé par cette recherche à partir de l'examen des produits médiatiques (chapitre 13). Une analyse complémentaire à celle qui est proposée ici consisterait à analyser plus concrètement la communication de guerre auprès de tous les acteurs armés.

Figure 5 : Représentation de la logique de communication de guerre

9.5. Conclusion

Au regard de ce qui vient d'être exposé dans ce chapitre, la relation entre communication de guerre, médias de masse et information est élucidée. En temps de guerre, la communication diffusée à travers les médias, fait partie des opérations prévues dans le cadre de la stratégie mise en place par les acteurs armés. En effet, les armées des pays occidentaux se sont intéressées au fonctionnement des médias. Elles cherchent à établir et à entretenir des relations privilégiées avec les propriétaires des médias et les journalistes, dans le but de diffuser des informations stratégiques, et d'empêcher la diffusion de messages qui portent atteinte à leurs objectifs. Pour cela, les militaires se servent, entre autres, du rôle de source qu'ils peuvent jouer. Ainsi, la matière discursive sur laquelle les journalistes travaillent, lorsqu'il s'agit d'une guerre, peut être une « réalité » cadrée par des acteurs armés qui défendent des intérêts militaires pour remporter la guerre.

À ce stade, il est important de reprendre la distinction opérée entre information et communication traitée au chapitre 8. Pour Claude Moisy (2001 : 197), l'information fait référence à la recherche de contenus (Bougnoux, 1995 ; Wolton, 2009) par les médias, alors que la communication se réfère à la promotion d'intérêts défendus par celui qui communique (fonction sociale de la communication, Bougnoux, 1995). Appliqué au cas de l'information en temps de guerre, ceci signifie que les armées produisent de la communication et non précisément de l'information. Leur but principal, dans leurs relations avec les journalistes, ne concerne pas la recherche de « la vérité », mais plutôt de gagner la guerre et pour cela, la promotion de leurs intérêts est indispensable (Moisy,

2001 : 197). Bref, alors que pour les médias, le travail consiste à informer tout en restant concurrents, pour les armées le travail consiste à gagner la guerre au moindre coût possible. Se pose à ce moment la question de la responsabilité individuelle du journaliste et celle collective des médias (Charon, 2007) qui sera discuté lors des analyses du corpus. Effectivement, alors que les militaires et le pouvoir politique ne perçoivent pas généralement les médias comme problématiques, mais plutôt comme un instrument pour atteindre leurs objectifs ; les académiciens ont tendance à condamner les médias parce que, manipulés par le pouvoir, ils perdent en équilibre et impartialité, ce qui les conduit à manipuler les citoyens (Robinson, Brown, Goddad, Parry, 2005 : 958).

En d'autres termes, en ce qui concerne la production de l'information lorsqu'il s'agit d'une confrontation armée, la logique de la communication militaire vient altérer la logique médiatique. Les deux versants, démocratique et commercial, qui déterminent la production et la diffusion de l'information en temps de paix fonctionnent autrement lorsqu'il s'agit de produire un discours qui vise à rendre compte d'une confrontation armée (Mathien, 2001 : 24). Alors que le but de l'information est, à priori, de réduire d'un certain degré l'incertitude sur un fait survenu dans la réalité, le but de la communication de guerre est de produire des messages pour rassembler les troupes et la population civile autour d'une image diabolisée de l'adversaire. Pour cette raison, Claude Moisy soutient que « Il faut bien admettre que les exigences de transparence des médias ne sont pas compatibles avec le souci d'efficacité des armées » (2001 : 202). En fait, alors que les armées voient les médias comme des instruments pour diffuser leurs discours légitimateurs (logique militaire), ces mêmes armées peuvent être parmi les principales sources informatives des journalistes qui attendent une certaine transparence de leurs sources (logique médiatique). Dans cette logique, la notion de cadrage, définie dans la section 8.3, permet d'appréhender ces différents aspects en soulignant les intérêts des sources armées à imposer un certain cadrage de la réalité du conflit. Cette notion permet également de comprendre les stratégies des médias pour recadrer ces discours premiers en respectant les engagements avec les sources, avec les employeurs (médias) et avec les récepteurs.

Après avoir décrit globalement le fonctionnement des médias de masse dans les démocraties occidentales, il convient d'examiner plus en détail cette approche et de se concentrer sur le journal télévisé. Il paraît nécessaire d'approfondir ce champ d'analyse afin de jauger la façon dont le dispositif du JT détermine la forme et le contenu du discours informatif. Cet aspect est développé dans le chapitre suivant.

10. LE JOURNAL TÉLÉVISÉ

En prenant comme objet d'étude les informations que les journaux télévisés nationaux diffusent sur le conflit armé en Colombie et après avoir exposé le fonctionnement des médias de masse en général, il convient de se concentrer sur le journal télévisé (JT) comme un produit médiatique et de décrire son dispositif. En effet, comme le soulignent divers auteurs (Charaudeau, 1997, 2005 ; Esquenazi, 2002 ; Jamet, Jeannet, 1999a, 1999b ; Soulages, 1999), le sens d'une information est aussi déterminé par le dispositif dans lequel elle est produite.

10.1. La télévision et le journal télévisé

Certes le JT n'est pas la seule émission informative à la télévision puisque certains magazines et documentaires affichent également une visée de faire savoir. Toutefois et malgré le spectaculaire renouvellement de l'information télévisée depuis les années 1990, le JT de soirée reste un format dominant. Dans de nombreux pays, il demeure, pour une grande partie de la population, une source d'information déterminante (Lochard, 2005 : 15). Genre stable de la production télévisée (Soulages, 1999 : 57), le JT peut, dans certains pays, être un pivot de la politique de programmation des chaînes dans la mesure où il reste un enjeu commercial et un lieu fédérateur des publics (Cheveigné, 2000 : 13 ; Coulomb-Gully, 1995 : 9 ; Soulages, 1999 : 56). Pour une chaîne de télévision, particulièrement en ce qui concerne les chaînes privées ou publiques soumises également à la concurrence, le journal télévisé représente un produit important pour le taux d'audience. Il s'inscrit également dans l'habillage général de la chaîne, dit autrement, le JT fait partie des éléments de reconnaissance sonore et visuelle qui permettent à un téléspectateur d'identifier une chaîne (Lochard, 2005 : 37-38).

Globalement, la télévision se distingue de la radio, la presse ou internet en ce que chacun de ces médias mobilise son propre « langage ». Pour François Jost, le « langage télévisuel » se caractérise par le fait qu'il peut diffuser des sons et des images en direct, par l'effet d'authenticité que ce direct engendre, par la quotidienneté et par la relation d'intimité qu'elle installe avec le récepteur. En effet, la télévision est conçue pour être consommée dans un cadre domestique et privé (Jost, 2005 : 24-26). Concernant les contenus que les chaînes programment à la télévision, ils sont « la concrétisation d'un projet

communicationnel mis en œuvre par une instance de production se construisant sous la forme d'un sujet d'énonciation télévisuelle à l'intention d'une cible prédéfinie » (Lochard, 2005 : 90). En fonction des visées prévues par l'instance productrice, les contenus télévisuels peuvent être organisés en trois mondes, pour reprendre les termes de François Jost : le monde ludique, le monde fictif et le monde réel (Jost, 2005 : 62). Le monde ludique fait référence aux contenus produits pour divertir, notamment les jeux. Le monde fictif est celui qui s'oppose à la réalité, le monde du « pour de faux ». Enfin, le monde réel qui est celui du « pour du vrai » et à propos duquel, il ne s'agit pas d'affirmer que les émissions lui correspondant collent exactement à la réalité. Pour François Jost, ce monde fait référence au réflexe du téléspectateur à vouloir déterminer si les images parlent de notre monde (Jost, 2005 : 35-39 ; 62). En plus de ces trois mondes, les contenus télévisuels se caractérisent également par le ton (humour, sérieux, insolence, etc.) et le genre ou « interface entre les producteurs, les diffuseurs et les téléspectateurs » (Jost, 2005 : 43). Le genre permet à la chaîne de suggérer un certain type de lecture d'une émission concrète (Jost, 2005 : 39-43).

À la télévision, le direct est un élément important du dispositif, notamment pour le journal télévisé. S'inscrivant dans le monde réel, le JT, à travers le direct, suggère un rapport particulier à l'actualité et dote la télévision d'une charge de vérité qui n'a pas la fiction (Leblanc, 1987 : 9). Le direct se constitue en tant que promesse d'authenticité, même si, bien entendu, « [il] a étendu son empire au-delà de la seule information, colorant tous les genres d'une véracité supplémentaire » (Jost, 2005 : 62). Effectivement, la règle qui régit la présentation des actualités à la télévision est celle de « l'actualité est en train de se produire au moment où on l'énonce » (Leblanc, 1987 : 10). Ainsi, l'objectif du direct est de faire coïncider, dans le temps, le fait avec l'information qui le transforme en événement. De cette manière, le direct suggère une maîtrise du réel qui, en fait, passe par la maîtrise de la technique (Leblanc, 1987 : 10-11). Cette technique est mise en scène par le JT pour se légitimer dans son rôle de fournisseur d'actualités.

Toutefois, le direct n'est pas, en soi, portant d'autant d'informations qu'on peut le croire. Avant tout, il s'agit d'un concept mal défini en ce que certains médias l'appliquent aux émissions ou extraits d'émissions filmés sur le vif, mais diffusés en différé, alors que le concept du « direct » désigne en réalité la relation temporelle de simultanéité entre ce qui est diffusé à l'écran et le téléspectateur qui regarde (Jost, 2005 : 63). Faussement associé à une idée de transparence, les « vrais directs », autrement dit, ceux filmés sur le vif et diffusés simultanément, dont certains ne peuvent pas être prévus à l'avance par les chaînes, coïncident mal avec cet imaginaire. La plupart du temps les émissions en direct sont scrupuleusement préparées (la mise en cadre, la mise en scène, etc.). Le problème se pose au moment où pour le téléspectateur le direct est la plus authentique des façons de

restituer le réel (Jost, 2005 : 64-65). Cet élément est donc un des aspects qui définissent le contrat entre instance médiatique et instance de réception et qui, dans le cas de l'information, peut engendrer de fausses attentes chez les récepteurs selon qu'il s'agisse d'un « vrai » direct ou d'un direct en différé qui peut être interprété comme un « vrai » direct.

Justement cette illusion de transparence produite par le direct peut être à l'origine de nombreuses critiques adressées à la télévision et plus concrètement au JT. Entre autres, la télévision est accusée d'entretenir des stéréotypes sociaux et de ne fonctionner que comme une industrie culturelle vouée au seul profit économique. Le JT, à son tour, est suspecté de ne pas tenir ses promesses d'objectivité. Plus concrètement, il est critiqué par sa dimension allusive et superficielle, alors qu'en fait, sa vocation n'est pas d'expliquer. Sa fonction principale est de porter à la connaissance du public l'actualité qui par définition s'inscrit dans le règne de l'éphémère (Lochard, 2005 : 16). Pour cette raison, il est nécessaire d'en saisir les logiques et les effets de ce système (Lochard, 2005 : 15-16), afin de mieux comprendre le contrat d'information qui peut s'établir entre média, en l'occurrence le JT, et ses destinataires. Il ne faut pas oublier que le sens d'une émission est co-produit tant par l'instance de production que par l'instance réceptrice (Lochard, 2005 : 5-6).

C'est ainsi qu'en suivant le développement théorique de la sociologie du discours médiatique exposée dans le chapitre précédent, Jean-Pierre Esquenazi pose les éléments pour une sociologie sémiotique de la télévision qui permet de lier l'analyse des programmes télévisuels à une sociologie de la production et à une sociologie de la réception (Esquenazi, 2003a). Pour cela, il définit le programme télévisuel comme un produit qui subit de nombreuses opérations transformatrices. Tout d'abord, le programme est un projet qui est mis en fabrication. Ensuite, il est un objet que l'on doit vanter. Enfin, il est la source d'élaborations interprétatives publiques ou privées. Un programme est aussi un discours constitué d'images et de sons qui est le programme en tant que produit (Esquenazi, 2003a). En suivant cette logique d'imbrication entre le plan de la production, le plan de la présentation et celui de la réception, Jean-Pierre Esquenazi refuse de parler des effets d'un programme, car cette notion induit une idée de causalité. Le chercheur préfère parler de sens que peut revêtir un programme pour un ou plusieurs publics (Esquenazi, 2003a). En fait, comme cela a été mentionné dans le chapitre précédent, il affirme que tout produit médiatique porte les traces du processus de production et de la lecture qui est proposée aux récepteurs par l'instance médiatique. De ce fait, l'analyse du discours télévisuel, comme l'analyse de tout discours médiatique²⁶⁵, doit prendre en

²⁶⁵ Cette question est traitée dans le chapitre précédent, section « sociologie du discours médiatique ».

considération tant les conditions de production que les conditions de réception (Coulomb-Gully, 2002 : 106).

Dans cette perspective, cette thèse se situe au plan de la présentation (Esquenazi, 2002, 2003a). Ainsi, pour mieux cerner l'objet d'étude pris en compte dans cette recherche, la compréhension du plan de la production d'un JT se révèle nécessaire, en ce qu'elle permettra d'intégrer la prise en compte des variables médiatiques et journalistiques, ainsi que des variables de communication de guerre (évoquées dans le chapitre précédent). Pour ce faire, le plan de la production qui décrit les contraintes et les principes d'organisation des entreprises médiatiques a été retracé sur la base des recherches conduites préalablement. En fait, il est indispensable de connaître les pratiques professionnelles déterminant certains contenus et certains cadrages. Ce passage est une mesure de précaution pour éviter de tomber, comme certaines approches purement sémiotiques (par exemple celle de Claude Jamet et Anne-Marie Jeannet, 1999a, 1999b), dans des interprétations du sens des produits médiatiques qui ne suivraient pas la logique du processus de production.

10.2. La production d'un JT

Sur le plan de la production, un journal télévisé est le résultat d'un travail d'équipe. Cette équipe est, en général, composée du rédacteur en chef, des chefs de services et des rédacteurs ou journalistes chargés d'aller sur le terrain. Il y a également les techniciens, notamment les cameramen ou JRI (journaliste reporter d'images), les preneurs de son, les monteurs, les archivistes, etc. A l'intérieur du JT, chacun de ces métiers bénéficie des capitaux symboliques différents et remplit un rôle bien défini. Leurs interactions sont déterminées, comme dans tout champ professionnel, par le statut, la hiérarchie et des rapports des places. En conséquence, progressivement le journalisme télévisé a adopté une organisation spécialisée, centralisée et bureaucratique (Siracusa, 2001 : 38).

Dans la pratique quotidienne de l'élaboration des informations, le choix des sujets et la manière de les traiter reflètent également les relations, les négociations et les rapports de force entre les professionnels à l'intérieur de la rédaction d'un journal télévisé. Plus exactement, la définition quotidienne des informations à traiter repose sur des interactions professionnelles, le balisage des sujets traités par d'autres médias (revue de presse, dépêches d'agences, écoute constante de la radio et observation de la concurrence), ainsi que le recyclage du matériel produit dans le passé (Lochard, 2005 : 22 ; Siracusa, 2001 : 45). Ces choix, comme dans tout média à visée informative, se fait en respectant les critères de proximité temporelle et spatiale par rapport aux récepteurs ou l'imprévisibilité de l'événement (Charaudeau, 1997 : 108-109 ; Cornu, 1994 : 310-311 ;

Lochard ; 2005 : 24). À la télévision, l'espace disponible pour la diffusion des reportages, les standards de durée des sujets, le stock du journal télévisé et les modes de programmation du journal font aussi partie des éléments pris en compte pour définir le contenu des éditions (Siracusa, 2001 : 61). De plus, la nécessité de coordonner des équipes de reportage et le matériel de tournage, d'obtenir des images prises le plus souvent le jour même et de garantir une bonne qualité technique des sujets pousse les responsables à privilégier les événements prévisibles et programmés comme les conférences de presse ou les déclarations officielles (Siracusa, 2001 : 45). Après avoir été sélectionnés, les sujets jugés les plus importants par la direction sont placés en tête du JT. Pour une chaîne nationale, il s'agit principalement des sujets nationaux, politiques ou économiques ou des événements imprévus et saillants comme les catastrophes naturelles, les accidents, les attaques terroristes. Les sujets traités en fermeture sont les sujets « *lights* »²⁶⁶, jugés moins importants, mais tout aussi nécessaires pour laisser le téléspectateur avec une note « sympathique » jusqu'au prochain rendez-vous du JT suivant.

Une fois que les sujets sont choisis lors de la conférence de rédaction, les professionnels placés le plus haut dans la hiérarchie définissent l'angle avec lequel chaque information devra être abordée, spécialement lorsqu'il s'agit d'une information placée en tête du JT. En fait, les journalistes rédacteurs chargés des reportages sur le terrain ont plus de liberté pour choisir l'angle d'attaque d'une information faisant partie des derniers sujets traités par le journal télévisé (Siracusa, 2001 : 137). L'étape suivante dans la production de l'information consiste à affecter des équipes pour élaborer chaque sujet. Cette étape est sous la responsabilité des chefs de service. Certains sujets, jugés moins importants ou pour lesquels il y a moins de ressources à disposition sont traités sous la forme d'une brève, autrement dit d'un commentaire court lu par un(e) présentateur/trice ou un journaliste en *voix off*²⁶⁷ illustré ou non par des images appartenant aux archives de la chaîne ou achetées à des agences spécialisées.

En général dans une chaîne nationale, les équipes de tournage sont composées d'un journaliste ou rédacteur, du cameraman (métier assuré également par les JRI) et du preneur de son. Ceci étant, certaines chaînes, notamment en Colombie engagent des journalistes à la pige ou en *free-lance*. Dans ces cas, très souvent les JRI travaillent seuls et doivent assurer eux-mêmes la prise de vue, la prise de son et le commentaire. Cette façon de procéder réduit les coûts de production pour la chaîne, mais dégrade les conditions de travail de ces professionnels. Dans cette logique de réduction des coûts, quelques fois le cameraman doit également réaliser la prise du son. En plus de ces questions techniques, la

²⁶⁶ Pour différencier les informations jugées par les professionnelles comme étant les plus et les moins importantes, la littérature anglo-saxonne fait l'opposition entre *hard news* et *soft news* (Neveu, 2001 : 7-8).

²⁶⁷ « *Voix off* signifie que le locuteur n'apparaît pas à l'écran pendant qu'on entend sa voix » (von Münchow, 2004 : 61)

préparation d'un reportage sur le terrain pose la question du repérage et de l'accès aux sources. À ce niveau, le souci principal des journalistes est de se protéger contre des éventuels attaques en justice. En effet, d'une part, au nom du caractère objectif de leur fonction, les journalistes revendiquent le droit à interpréter eux-mêmes la « réalité ». D'autre part, les sources aussi revendiquent ce droit. En contact « direct » avec la « réalité », les sources, ou en tout cas certaines d'entre elles ont des intérêts particuliers à défendre et de ce fait s'intéressent à ce que les médias reproduisent leur version de la « réalité ». En conséquence, le repérage de sources par les journalistes ne consiste pas uniquement à se familiariser avec le phénomène étudié, mais à obtenir des informations « objectives » à leurs propos (Siracusa, 2001 : 65). Aux yeux des professionnels de l'information, cette objectivité dépend du caractère stable de l'information recueillie et de la légitimité du traitement qu'elle subit (Siracusa, 2001 : 85). Ceci explique en partie le choix des journalistes de privilégier les sources officielles, comme en Colombie où les journalistes affirment qu'ils préfèrent donner la parole aux sources officielles parce qu'elles sont censées pouvoir répondre de ce qu'elles disent.

En plus du repérage de sources, le tournage d'un reportage suppose la prise de vue, autrement dit des images qui seront vues par les téléspectateurs. À ce propos, il faut prendre en considération que pour tourner dans certains lieux, il faut obtenir une autorisation ou que certaines sources peuvent ne pas accepter d'être filmées, etc. En d'autres termes, les images montrées par les JT ne dépendent pas exclusivement des souhaits et des intentions des professionnels de l'information. Dans tous les cas, lorsque ces questions sont réglées et que le tournage est fait, à la fin, il y a plus de prises tournées (les rushes) que d'images choisies, montées et diffusées. Les critères pour juger la valeur et la qualité d'une image changent selon le service au sein d'une rédaction. Ainsi, pour les cameramen, ce sont les images muettes qui ont plus de valeur ou celles qu'ils ont pu élaborer selon des critères plus esthétiques. Néanmoins, ce dernier type d'image n'est toléré par la rédaction que pour les sujets choisis pour être diffusés en fin d'émission. En revanche, les sujets ouvrant le JT, jugés le plus importants par la rédaction, se caractérisent par une « pauvreté » au niveau des images puisqu'il s'agit essentiellement de filmer la source en s'exprimant sur le sujet à traiter (Siracusa, 2001 : 111, 118-121 ; Soulages, 1999 : 34).

Un deuxième élément à prendre en considération à propos de la production des images réside dans l'évolution technique et la spécialisation des métiers de la communication qui, désormais, permet aux sources, notamment officielles, de produire elles-mêmes des reportages ou des matériels audio-visuels qu'elles soumettent ensuite aux journalistes. En facilitant le travail de ces derniers, c'est avant tout un moyen d'imposer

son propre cadrage du sujet traité (Siracusa, 2001 : 168-169). Cette question reviendra dans les analyses présentées dans la troisième partie de la thèse.

Enfin, quand les images et le son sont tournés, l'équipe journalistique retourne à la rédaction et le travail de montage prend le relais. Ce travail, supervisé par un contrôleur qui regarde la cohérence et surtout le temps à respecter, est assuré par le monteur et le journaliste responsable du reportage. Le travail de montage des reportages commence avec le dérushage. La bande est passée en vitesse de défilement accélérée et elle est stoppée lorsqu'un changement de plan est repéré. A cette étape, tous les plans sont au moins qualifiés par leur valeur, le nom de l'objet filmé ou un indicateur synthétique du discours tenu par les sujets filmés (Siracusa, 2001 : 205-207). Au cours du montage, les journalistes ne donnent pas la même structure à toutes les informations. Comme il a été dit antérieurement, certaines informations sont diffusées sous la forme de brèves, alors que d'autres, en général majoritaires, respectent une structure plus ou moins standardisée dans les pays occidentaux. Tout d'abord, le présentateur introduit l'information, puis un commentaire en *voix off* du journaliste précède l'interview à une source. Un deuxième commentaire en *off* peut suivre pour introduire une nouvelle interview à une deuxième source et enfin, un commentaire du journaliste clos l'information. La présence de plusieurs interviews obéit à l'intérêt du reporter de respecter la pluralité de sources et l'équilibre entre celles-ci. Cet aspect est abordé dans les analyses du corpus, puisqu'en contexte de guerre les règles professionnelles journalistiques ne sont pas forcément suivies de la même manière que dans un contexte de paix. Quoi qu'il en soit, à ce niveau de la production de l'information, comme tout au long du processus précédent, « être dans le temps devient plus important qu'avoir le temps de faire mieux » (Siracusa, 2001 : 216).

Ce montage des reportages est à différencier du montage en direct du JT qui, lui, organise les séquences plateau avec le présentateur et les reportages montés en différé. En d'autres termes, le journal télévisé est doublement réalisé. D'une part, en différé lorsque les différents reportages sont montés et d'autre part, en direct, lorsque le réalisateur et le chef d'édition enchaînent les différents reportages avec les séquences du plateau au moment de la diffusion en du JT (Lochard, 2005 : 29).

La manière dont le travail de montage s'effectue apporte des éclairages quant au statut de l'image dans les informations télévisées, car selon si les images sont muettes ou sonores, le monteur a une autonomie plus ou moins grande pour les choisir. La coupure d'une image muette est en effet moins contrôlée par le journaliste que celle d'un extrait sonore (interview filmée). Dans tous les cas, dès le départ, le montage est guidé par les paroles enregistrées, spécialement pour les sujets « importants », dont l'angle est très rigide et imposé par les chefs (Siracusa, 2001 : 192). La règle pour le monteur est de faire coïncider la parole aux images. Le découpage des interviews est fait en cherchant à garder

la représentativité du discours tenu par la source (Siracusa, 2001 : 245-261). En revanche, pour les sujets jugés moins importants, dont l'angle est souple et pour lesquels des images jugées belles ou vivantes sont permises, le monteur peut jouer un rôle de coréalisateur (Siracusa, 2001 : 205-208).

Lorsque le JT n'est pas en mesure de produire ses propres images, ce sont des images de substitution, généralement d'archive qui sont utilisées et qui n'ont qu'un lien indirect de type métaphorique ou métonymique avec le sujet traité (Lochard, 2005 : 59-71). Le JT peut également acheter des images à d'autres médias, notamment aux agences spécialisées et auquel il est généralement abonné. Dans certains pays la loi ou les codes professionnels, comme en Colombie, obligent les journalistes à signaler l'antériorité des images d'archive. Toutefois, dans la pratique, les images appartenant à la chaîne ne sont pas signalées comme des images d'archive. Les professionnels justifient cette pratique en disant que cela ne vaut pas la peine de surcharger le sujet avec ces détails. En revanche, l'utilisation d'images appartenant à autres médias est systématiquement signalée afin d'éviter toute plainte (Siracusa, 2001 : 237-239). Ce point soulève à nouveau un des aspects qui peuvent affecter le contrat d'information entre l'instance médiatique et l'instance de réception dans la mesure où cette dernière n'a pas forcément toujours les moyens de reconnaître que telle ou telle image a été tournée pour un autre sujet dans le passé, mais que, comme elle appartient à la chaîne, elle est utilisée pour illustrer un sujet récent sans le préciser.

Pour résumer, à l'intérieur d'un JT, la réalité est traitée en fonction des ressources de l'entreprise, des pratiques professionnelles journalistiques, de la division des tâches au sein d'une rédaction, de l'appareillage technique et de l'ensemble d'intermédiaires permettant de relier l'accès aux informations et leur interprétation. Plus concrètement, les habitudes du travail journalistique au sein du JT répondent aux contraintes spatio-temporelles (temps de préparation, lieu de repérage, moyens de mise en contact), aux méthodes professionnelles (balisage, recyclage, conventions d'objectivité et de crédibilité), à la division des tâches (définition des commandes par les éditeurs, lien entre la hiérarchie des sources et la hiérarchie de la rédaction) et enfin, à des rhétoriques propres (besoin de généraliser ou d'équilibrer, d'exprimer visiblement l'intensité du travail ou l'image idéale du métier) (Siracusa, 2001 : 88). Plus l'information est jugée importante, plus le sonore l'emporte sur le visuel et plus l'information dépend des définitions des éditeurs qui ne vont pas sur le terrain, mais restent à la rédaction. Pourtant, les analystes du journalisme télévisé ne prennent pas toujours en considération cet aspect conflictuel et fragile du travail. La manière dont une information est présentée peut être la conséquence d'une intervention personnelle d'un technicien, de l'originalité d'un cameraman, d'une

remarque d'un responsable placé en haut dans la hiérarchie professionnelle, d'une stratégie d'un rédacteur pour sauver son sujet, d'un matériel ponctuellement disponible, d'une configuration particulière de la situation de repérage, de tournage ou de montage. Pour le téléspectateur ce qui est visible ne rend pas compte des conflits, des accidents et des aléas de l'activité professionnelle. À ce propos, Jacques Siracusa affirme que la capacité à cacher cet aspect au public fait d'ailleurs partie des compétences du bon journaliste. Il s'agit d'entretenir une image publique sans que les conflits propres au travail soient perceptibles aux téléspectateurs (Siracusa, 2001 : 264-267). Pour cette raison certainement, il est de coutume d'imaginer l'activité des journalistes comme une simple transmission d'informations ou comme un complot issu d'une connivence mystérieuse avec les objets médiatisés (Siracusa, 2001 : 281-283).

10.3. Le JT en tant que produit médiatique

Résultat de ces rapports conflictuels, des négociations et des choix professionnels, le JT est un produit médiatique, autrement dit, un support des messages auquel correspond des usages sociaux (Soulages, 1999 : 45). Présenté aux téléspectateurs comme un produit parfaitement maîtrisé, le journal télévisé diffuse un type de discours particulier, en l'occurrence l'information. Ce produit médiatique, en tant que discours mis en scène, porte des traces de son processus de production, ainsi que de la manière dont l'instance médiatique imagine son instance réceptrice.

Depuis l'apparition des premiers journaux télévisés (à la fin des années 1940 en France et à la fin des années 1950 en Colombie ou en Belgique par exemple), ce format a évolué. À l'époque actuelle dans le pays occidentaux, un journal télévisé se présente à peu près de la même manière : la chaîne de télévision planifie un espace informatif (le JT) à des heures généralement fixes. De durée variable (le plus souvent entre 25 à 40 minutes, voire 1 heure), le JT est une émission dans laquelle les présentateurs (un(e) ou plusieurs et plus ou moins récurrents selon les pays) lisent sur un prompteur des informations ou lancent des reportages produits par leurs collègues sur des thématiques nationales, internationales, sportives, culturelles ou de divertissement. La présence d'au moins un présentateur est, en effet, un trait caractéristique des journaux télévisés aujourd'hui (Lancien, 1995 : 31, 47). Dans certains pays, une personnalisation du journaliste est forte, comme en France ou aux États-Unis où les présentateurs sont des véritables vedettes (Lancien, 1995 : 32 ; Lochard, 2005 : 34-38). En revanche, en Colombie, la personnalisation de la/du présentatrice/teur est moins fréquente et les JT disposent de plusieurs présentateurs femmes et hommes qui ne travaillent pas forcément longtemps dans le même média. Ce qui est commun à ces pays est que les présentatrices et présentateurs sont sélectionnés selon des canons culturels de beauté. En Colombie, ceci est

particulièrement évident dans les cas des présentatrices de la section de divertissement/people, comme il a été mentionné dans le chapitre 5.

Comme le JT, le rôle du présentateur a évolué au cours de l'histoire des journaux télévisés dans les pays occidentaux. Il a commencé à n'être qu'un lecteur des informations. Peu à peu son rôle s'est renforcé, ainsi que celui du studio. Le présentateur est devenu le garant de contact entre l'instance productrice et le récepteur, notamment par cette communication à travers les regards qui s'est imposé. Le présentateur regarde dans les yeux le téléspectateur, lequel à son tour fixe son regard dans le sien. Ce double regard Eliseo Verón l'appelle l'axe Y-Y (les yeux dans les yeux). L'axe Y-Y fait exister le téléspectateur dans la situation de communication et oppose fondamentalement la télévision au cinéma où le regard-caméra étant interdit, les événements semblent se raconter eux-mêmes (Jamet, Jeannet, 1999a : 68-70). Ce regard soutenu du présentateur est possible grâce à la technique du téléprompteur qui a libéré le présentateur lui permettant de donner l'impression de maîtriser l'actualité qu'il énonce (Leblanc, 1987 : 95-98).

Plus précisément, le présentateur peut jouer plusieurs rôles communicationnels. Le premier est celui d'annoncer les titres de l'édition ou d'énoncer une nouvelle (rôles annonçant, présentant). Il peut aussi expliciter une nouvelle sous la forme d'un récit descriptif appuyé ou non par des images (rôles narrant, décrivant). Enfin, le présentateur questionne les invités présents sur le plateau (rôle questionnant) et commente un événement sous la forme d'une analyse, d'un commentaire, voire en fonction des registres employés, d'une évaluation (rôles d'évaluant) (Lochard, 2005 : 54). Ce dernier rôle est rare en Colombie. En général, les JT dans ce pays et plus particulièrement ceux des chaînes privées invitent des acteurs extérieurs au JT pour donner leur opinion à propos d'un sujet d'actualité.

Au journal télévisé, tout se passe très vite et le présentateur saute d'une rubrique à l'autre en veillant à ce que son débit verbal ne rende pas l'information incompréhensible (Leblanc, 1987 : 19). Ce fonctionnement, affirme Gérard Leblanc, a pour finalité de faire oublier les conditions qui précèdent l'information. Ainsi, le présentateur et le studio se sont imposés comme de nouvelles formes de médiation (Lochard, 2005 : 45-57). En ce qui concerne le studio, cet espace fonctionne comme lieu de contact entre le public et le JT grâce au présentateur. Ce contact se renforce encore avec le terrain qui remplit une double fonction de captation et d'authentification, car le terrain est le lieu où le journal télévisé produit ses propres images (Lochard, 2005 : 59-71) et met en contact le téléspectateur avec la « réalité ».

Dans ce cadre communicationnel proposé par le journal télévisé et géré principalement par le présentateur, le JT s'inscrit dans le monde du réel comme il a été

dit précédemment. À travers le direct, autrement dit à travers la coïncidence du temps de l'énonciation avec celui de la réalité (Soulages, 1999 : 34), le journal télévisé renforce la promesse d'authenticité faite aux téléspectateurs. Dans ce rapport établi avec le réel, le JT, affirme Gérard Leblanc, « intègre le fonctionnement de l'État et de ses institutions, visant en premier lieu à réaliser l'identification du téléspectateur aux normes et aux règles de la démocratie représentative » (Leblanc, 1987 : 5). En saisissant ce qui fait désordre dans le cours « normal » de la vie, le JT met en scène le rôle de l'État pour rétablir l'ordre. Pour ce chercheur, le fait que l'actualité soit interprétée comme une accumulation de désordres rend service à l'État, car le JT présente les choses de telle manière que c'est lui qui rétablit l'ordre renforçant ainsi son image de stabilité (Leblanc, 1987 : 16). Cette affirmation, qui date de la fin des années 1980, suscite des réflexions quant au fonctionnement actuel des journaux télévisés à une époque où les chaînes privées se sont imposées et que d'autres médias prennent une place importante. Néanmoins, s'agissant des journaux télévisés colombiens, les analyses menées dans le cadre de cette recherche pourraient, dans une certaine mesure, appuyer cette affirmation. D'une part, comme il a été mentionné dans la première partie de la thèse traitant de la Colombie, les propriétaires des chaînes sont proches du gouvernement ou des institutions de l'État ou en font partie. D'autre part, les sources officielles dominent, car selon les règles professionnelles journalistiques, elles ont plus de légitimité et donc de « valeur ».

Dans la production et la mise en scène des discours à visée d'information par le JT, les journalistes suivent certaines règles professionnelles qui caractérisent également le journal télévisé. Tout d'abord, l'idéal journalistique de réduire l'écart entre le moment où un fait se produit et celui où il est diffusé par le média et que François Jost appelle la tyrannie du réel, est déterminant au JT. Cette « tyrannie du réel » explique la recherche constante du scoop et l'intérêt à coller au temps de l'événement (Jost, 2005 : 70). Des phrases telles que « on n'a pas le temps », « on y reviendra », sont souvent prononcées par les journalistes pour répondre aux critiques qui leur reprochent l'absence de mise en contexte ou de suivi de l'information. Toutefois, comme le dit Gérard Leblanc, même si le JT durait le double, il n'y aurait toujours pas de temps. Pour le chercheur, il faudrait que l'actualité soit moins rapide, alors qu'elle « s'intègre au mouvement de la vie et n'excède guère le moment de l'énonciation des informations » (Leblanc, 1987 : 39). « L'actualité exige son propre survol, et cela d'autant plus que le journaliste se conforme plus exactement à un objectif présenté comme démocratique : donner le maximum d'information dans le minimum de temps » (Leblanc, 1987 : 40). Les informations les plus récentes et sensationnelles chassent de la scène les précédentes. Une telle représentation de l'actualité exige une forte capacité d'oubli. « Tout est nouveau et en même temps tout est toujours pareil » (Leblanc, 1987 : 41). Dans ce flux, les brèves, renforcent l'illusion d'exhaustivité pour montrer que le JT a épuisé l'actualité (Leblanc, 1987 : 43).

Deuxièmement, « la télévision aujourd'hui considère que le monde de l'apparence et du sensible est porteur de la vérité ultime et écarte tout principe explicatif intelligible qui n'est pas immédiatement visualisable. [Ainsi,] une dépêche de l'AFP qui n'est pas accompagnée d'images accède difficilement au premier plan ». C'est ce que François Jost appelle la tyrannie du visible (Jost, 2005 : 70). La conséquence est que de nombreuses images peuplent les reportages sans pour autant constituer des informations. Comme Jacques Siracusa le montre, lorsque le JT ne dispose pas d'images pour illustrer un sujet, ce sont des images de substitution qui sont utilisées. De ce point de vue, l'information télévisée repose sur un malentendu : alors que le téléspectateur peut imaginer que l'information vient de l'image et que le commentaire du journaliste vise d'abord à décrire ce qu'il a vu ou ce qu'il sait, l'exercice auquel le professionnel de l'information se livre tend plutôt à conformer l'image à sa parole (Jost, 2005 : 71), notamment pour les sujets considérés par la rédaction comme les plus importants (Siracusa, 2001 : 245-261).

Troisièmement, l'information est organisée et présentée de manière arbitraire dans des rubriques (informations générales, nationale, internationale, sport, culture, etc.), alors qu'elle pourrait être présentée de différentes manières. La lecture proposée aux téléspectateurs n'est pas la même si, par exemple, une grève est traitée d'un point de vue économique en soulignant les pertes pour les entreprises que si elle est traitée d'un point de vue social en exposant les revendications des ouvriers ou pratique en donnant des informations aux citoyens ou usagers des services en grève. Ainsi, l'actualité est présentée comme une juxtaposition de rubriques indépendantes les unes des autres. En effet, elles n'entretiennent pas forcément une relation entre elles. De plus, à l'intérieur de chaque rubrique, les faits sont présentés sans nécessairement les mettre en rapport les uns avec les autres. « Rubriques et information se succèdent, s'effacent, se recouvrent » (Leblanc, 1987 : 53). D'ailleurs, une des raisons qui pourrait être invoquée à ce type de présentation des faits tient à l'interdit du primat du commentaire sur le fait. Avec cette règle professionnelle, les journalistes cherchent à se montrer objectifs et à afficher leur maîtrise de la réalité (Leblanc, 1987 : 23-24).

10.4. La mise en discours de l'information par le JT

Sur le plan de la présentation, pour reprendre les termes de Jean-Pierre Esquenazi (2003a) et au niveau discursif, selon la manière dont la matière linguistique, iconique et sonore est agencée, l'information peut adopter plusieurs formes. Une des plus simples façons de diffuser l'information est celle où le présentateur transmet par l'oral l'information préalablement écrite. C'est une forme d'interaction directe avec le sujet regardant que Jean-Claude Soulages appelle la « monstration » désignative. Puis, il y a également ces informations dans lesquelles le JT semble s'effacer en tant que médiateur

entre la « réalité » et le téléspectateur, autrement dit son rôle de médiateur n'est pas mis en scène. Il s'agit des diffusions en direct dans lesquels le JT fait comme s'il donnait à voir, ou mieux, comme s'il faisait vivre l'événement aux téléspectateurs (Soulages, 1999 : 118-119). En ce qui concerne les informations montées pour être diffusées en différé et qui sont généralement lancées ou introduites par le présentateur, des chercheurs comme Jean-Claude Soulages ou Claude Jamet et Anne-Marie Jeannet proposent une typologie avec quatre formes principales d'agencement du linguistique et de l'iconique dans l'information : la relation, la description, la narration et l'argumentation.

10.4.1. L'information sous la forme d'une relation

Au journal télévisé, le plus fréquemment, l'information est présentée sous la forme d'une relation qui consiste à exposer de manière successive des faits ou des événements, sans qu'il y ait une mise en récit avec mise en intrigue, nouement et dénouement (voir à ce propos, Dubied, 1999). Ce mode d'organisation du discours de la relation est plus élaboré qu'une simple description en ce qu'il y a un encadrement temporel, un enchaînement chronologique d'actions et une succession de plans qui illustrent parallèlement cet enchaînement linéaire. En revanche, aucune intrigue n'est mise en scène. « La principale fonction de cette façon de rapporter l'information est de signifier l'interdiction de dire et de montrer que le temps passe et qu'il n'y a pas de transformation dans la suite des actions. En réalité, la non-transformation, l'impossibilité de mettre en intrigue signifient l'absence d'événement. Puisque l'événement est la rupture d'un ordre, dans ce cas de figure, le fait même du non-événement est ce qui fait information (Jamet, Jeannet, 1999b : 109-119).

10.4.2. L'information sous la forme d'une description

Étant donné que la télévision est le règne de l'image et que « l'image est censée être naturellement, spontanément descriptive », selon les propos de Claude Jamet et Anne-Marie Jeannet (1999b : 186) et « bénéficier d'un préjugé de neutralité et d'objectivité », selon Marlène Coulomb-Gully (1995 : 57), la description semble être le mode d'organisation du discours typique du journal télévisé, d'autant plus qu'une des principales fonctions revendiquées par les journalistes est de décrire les faits, sans prendre parti, ni émettre des commentaires pour informer les citoyens (Chalaby, 1998 ; Cornu, 1994). Essentiellement, décrire consiste à identifier et qualifier des événements ou des actions (Soulages, 1999 : 121) et permet de mettre les choses sous les yeux (Jamet, Jeannet, 1999b : 185). Dans cette logique, au JT, les images déchargent le texte de la description, par exemple en montrant le lieu de l'événement et/ou les acteurs concernés. Pour cette raison, la description est presque toujours absente de commentaire

journalistique. Cependant, si « on a parfois tendance à penser que ces images montrent tout ce qu'elles cadrent, cet avantage, on le sait, est en fait limité. Le cadrage est exclusif. Aussi large soit-il, il ne saisit (il ne fait entrer dans le cadre) qu'une partie de ce qu'il prétend décrire. Il omet les objets hors-champ et leurs relations avec les objets montrés. Une image est toujours le résultat d'un compromis entre différentes contraintes : de lumière, de capacités techniques, de qualité de la bande magnétique (...) qui limitent la visibilité des objets » (Jamet, Jeannet, 1999b : 214).

Il peut arriver qu'un reportage, tant dans le commentaire que dans les images, soit exclusivement, ou presque, descriptif. Mais ce cas où l'unique fonction du reportage est de décrire n'est envisageable que lorsque l'événement est suffisamment important pour faire l'objet d'un dossier entier. À l'intérieur de ce dossier, les reportages sur le même événement se multiplient. L'un d'eux peut être totalement descriptif. Dans d'autres cas, le journaliste décrit les images diffusées à l'écran, notamment dans certains directs imprévisibles et donc, non programmés, ni préparés à l'avance. Quand le commentaire nomme les objets que montre l'image et les localise dans le monde, le premier effet est de signifier cet ensemble commentaire-image. Par ailleurs, lorsqu'un reportage est organisé selon le mode narratif, une pause dans la narration peut être nécessaire afin de décrire quelques éléments. Néanmoins, dans ce cas, le mode d'organisation du discours est la narration et non pas la description (Jamet, Jeannet, 1999b : 218-225).

Pour le dire autrement, dans le journal télévisé la description peut être illustrative, si elle propose une scénarisation où l'image est soumise à l'hégémonie de la parole journalistique. Elle peut être explicative si, en revanche, il y a une synchronie entre les éléments de l'image et les informations fournies par l'énoncé (Soulages, 1999 : 121-123). Quant aux fonctions que remplit la description dans les informations télévisées, Claude Jamet et Anne-Marie Jeannet en repèrent cinq. Une fonction d'attestation et d'assertion lorsque l'image atteste que ce qui est montré existe et le commentaire affirme que cela est vrai. Dans le cadre de cette première fonction, le commentaire propose une « lecture » particulière de l'image, effectue une localisation spatio-temporelle ou une identification des acteurs (Jamet, Jeannet, 1999b : 227-229). Deuxièmement, la description a une fonction indicielle, dans le sens où l'indice renvoie à son objet. L'image indicielle est systématiquement utilisée pour montrer celles et ceux qui parlent à l'écran (Jamet, Jeannet, 1999b : 230-231). Troisièmement, la description a une fonction explicative lorsque la transmission des savoirs par l'image contourne la difficulté d'avoir à utiliser un vocabulaire descriptif spécialisé. Dans ce sens, l'image permet une économie verbale. Puis, dans son rôle descriptif, l'image peut fonctionner comme une référence culturelle déchargeant le commentaire d'un poids en faisant référence à un fond culturel partagé (Jamet, Jeannet, 1999b : 236-237). Enfin, la description a une fonction esthétique qui

n'est pas très courante au JT, puisque rarement l'objet d'un reportage au JT est la beauté. En fait, l'image dans les reportages des journaux télévisés fonctionne plus comme *duplicata* immédiat du réel (Jamet, Jeannet, 1999b : 237-238).

10.4.3. L'information sous la forme d'une narration

Un mode d'organisation du discours censé être moins fréquent pour diffuser des informations est la narration. Nonobstant, il s'agit en même temps d'un mode discursif traditionnellement et naturellement utilisé dans le discours que les êtres humains tiennent sur le monde (Jamet, Jeannet, 1999b : 121). La mise en narration dans l'information se distingue par une activité spécifique de l'instance montrante. Le narratif organise le monde de manière successive et continue dans une logique dont la cohérence est marquée par sa propre clôture (Dubied, 1999). La monstration narrative peut être relatée lorsqu'elle propose une reconstruction externe de l'événement centrée sur une action déjà accomplie. Elle peut être reconstituée si elle propose une véritable intrigue pour reconstituer les faits avec des scènes filmées sur le terrain où l'événement a eu lieu afin de mettre en exergue les différentes phases de l'action. Enfin, la monstration narrative peut être scénarisée lorsqu'elle est centrée sur l'action par l'introduction d'un personnage et que le sujet montrant (autrement dit le JT) va présenter le monde événementiel en le rapportant à l'expérience vécue de l'un de ses protagonistes (Soulages, 1999 : 124-127).

En ce qui concerne la fonction de la narration dans l'information télévisée, elle est essentiellement explicative, comme pour tout récit. En organisant le discours selon la logique d'un narrateur, la narration donne un sens à ce qui n'est qu'éparpillement (Jamet, Jeannet, 1999b : 178-179). Dans la narration, la voix externe du journaliste (de l'équipe en fait représenté par le présentateur ou le journaliste chargé du commentaire) génère un effet d'objectivation et de mise à distance, car ainsi, il se tient en dehors de la diégèse (Jamet, Jeannet, 1999b : 151). Toutefois, si l'on tient compte du discours des professionnels eux-mêmes, le fait de laisser parler les sources génère une mise à distance, car c'est comme s'il n'y avait pas d'intermédiaire entre le téléspectateur et l'événement. Quoi qu'il en soit, la narration organise le « désordre » survenu dans le monde en lui donnant en même temps un sens et une cohérence pour mieux le saisir.

10.4.4. Informer dans le JT, c'est aussi argumenter

Enfin, le dernier mode d'organisation du discours d'information mentionné par Jean-Claude Soulages (1999) et Claude Jamet et Anne-Marie Jeannet (1999a) est l'argumentation, même si *à priori* l'argumentation n'est pas ce qui définit les médias d'information. En réalité, sur le plan argumentatif, il ne s'agit pas de convaincre le récepteur d'une opinion, mais de rendre l'information crédible et celle-ci n'est crédible

que parce que ses énoncés se donnent comme constatifs et non comme performatifs (Jamet, Jeannet, 1999a : 5). Il s'agit surtout de faire croire au récepteur à l'image du monde présenté par le média, en l'occurrence le JT (Jamet, Jeannet, 1999b : 239-240). Faire-savoir s'inscrit dans une stratégie de persuasion qui court le risque de contredire les termes du contrat médiatique. C'est pour cela que la fonction argumentative intervient plutôt à un niveau macro-discursif en proposant une certaine configuration de l'univers événementiel (Soulages, 1999 : 130). En effet, le mode d'organisation argumentatif est une catégorie de discours moins visible. Il répond à une quête de rationalité et d'influence qui vise à convaincre simultanément de la réalité et de la véracité des faits rapportés. C'est ce qui fait dire au téléspectateur « c'est vrai, je l'ai vu à la télé » (Jamet, Jeannet, 1999b : 262).

Pour mieux comprendre ce mode d'agencement de la matière linguistique et iconique, il est nécessaire de rappeler les trois types d'arguments de la rhétorique d'Aristote : ceux qui résident dans le caractère moral de l'orateur (ethos), ceux qui résident dans la disposition de l'auditoire (pathos) et ceux qui résident dans le discours lui-même (logos). Ainsi, dans l'information télévisée ethos et pathos prennent le pas sur le logos. C'est la relation que le journal télévisé cherche à établir avec le téléspectateur et son but de se positionner en tant que fournisseur d'informations qui sont plus importants que le contenu même de l'information. Dans ce sens, l'image touche à l'argumentation en ce qu'elle est utilisée pour sa capacité à amplifier l'ethos et le pathos. Bref, les fonctions du discours de persuasion dans les médias sont de convaincre de leur objectivité pour établir un rapport de force en leur faveur. Ainsi, le JT peut convaincre que le monde télévisé est vrai dans le monde réel (Jamet, Jeannet, 1999b : 262-277).

10.5. Le dispositif du JT

Mise en discours, l'information doit également être mise en scène pour accomplir sa fonction. Cette mise en scène est prise en charge par le dispositif qui est spécifique à chaque média et à chaque produit médiatique. En fait, la langue de l'information n'existe que parce qu'elle est mise en scène et c'est à travers le dispositif qu'elle l'est (Jamet, Jeannet, 1999a : 5). Le dispositif constitue « l'ensemble agencé des paramètres de médiation qui sont réunis et mobilisés par une instance de production pour réaliser le projet communicationnel » (Lochard, 2000 : 9). Plus concrètement, le dispositif est « l'articulation entre des mises en scène, des positions interlocutives et les conditions extralinguistiques du discours grâce à laquelle les co-énonciateurs construisent un mode commun d'appréhension de leur représentation du monde. Le dispositif (...) sous-entend la mise en place d'un contrat de communication » (Charaudeau, 1997 : 117). Le dispositif est

le moyen du locuteur pour introduire l'allocutaire dans le cadre communicationnel (Jamet, Jeannet, 1999a : 45).

En effet, comme il a été dit antérieurement, l'une des principales caractéristiques du dispositif du journal télévisé est que le téléspectateur est dans l'acte de communication. « Cette inclusion est bâtie sur une illusion qui (...) passe par le regard [du présentateur] et sur une réalité, le direct » (Jamet, Jeannet, 1999b : 59). Pour le téléspectateur, « regarder un JT, c'est participer à une interaction qui se déploie en deux plans : celui d'une mise en scène mimant une interaction de type conversationnelle et celui, plus profond inhérent à toute communication qui (...) est interaction » (Jamet, Jeannet, 1999b : 62). Dans ce sens, le dispositif du journal télévisé met en scène le temps à deux niveaux. L'un fait sentir le poids sur l'énoncé. Il s'agit du temps raconté (Jamet, Jeannet, 1999b : 56). L'autre implique le téléspectateur, en ce qu'il met en avant le temps présent en faisant sentir le poids de l'énonciation et cela grâce au présentateur qui est au centre pour établir la relation avec le téléspectateur par le regard selon l'axe Y-Y mentionné antérieurement (Leblanc, 1987 : 95-98).

Un des éléments faisant partie du dispositif correspond à la mise en scène ou éléments scénographiques de mise en image, de mise en son, de corrélation image-son et des corps présents. Parmi les éléments scéniques, le plus important est le plateau qui fonctionne comme un méta-espace fermé, car il ne suggère pas un hors champ. Il est le lieu d'enchâssement d'autres espaces (Jamet, Jeannet, 1999a : 46-50). En fait, la gestion entre l'espace plateau et les espaces extérieurs (incrustation dans le plateau et reportages tournés sur le terrain) est assurée par le présentateur qui convoque les espaces extérieurs à travers le regard qui d'habitude s'adresse vers l'endroit où l'image surgit pour lui (Jamet, Jeannet, 1999a : 56-59). En d'autres termes, présentateur et studio sont les moyens à travers les lesquelles le journal télévisé assemble le direct du plateau qui crédibilise l'ensemble de l'information avec les montages en différé des reportages. Ces éléments de gestion entre ces différents espaces correspondent à la mise en image dans le cadre de la mise en scène.

En plus des espaces (studio et extérieurs), il y a également la question du son : les voix, le son d'ambiance, la musique et les sons parasites. En ce qui concerne les voix, elles peuvent être maîtrisées ou non maîtrisées. Les voix maîtrisées sont les discours produits par la rédaction, préalablement écrits et lus, autrement dit, il s'agit de l'écrit oralisé. Les voix non maîtrisées sont les discours du direct, les interviews ou les conférences de presse. Ces voix renforcent l'effet du réel. Parallèlement, Le son peut être synchronisé à la prise de vue, autrement dit le son d'ambiance. Ce son ne doit pas être très fragmenté comme l'image, car la fragmentation du son rend difficile la compréhension. En conséquence, l'ambiance sonore d'un reportage est fortement éloignée de la réalité, tout comme

l'image hyper-fragmentée qui caractérise le montage des reportages. En ce qui concerne la musique, elle est rarement introduite dans les informations du journal télévisé (Jamet, Jeannet, 1999a : 60-63). Elle peut être intégrée dans le cas où l'instance médiatique veut accentuer l'effet de dramatisation, pour signifier une séparation (entre deux rubriques par exemple) ou comme élément de reconnaissance qui participe à l'accroche du téléspectateur et contribue à affirmer l'identité de la chaîne, de l'émission ou, comme dans les cas des JT, d'une rubrique ou d'une information considérée importante par l'instance médiatique. En effet, « l'incidence d'une musique et notamment de son rythme sur la perception des images est très forte. Les instruments choisis sont aussi importants. [Par exemple, dans la culture occidentale européenne], l'orgue évoque la spiritualité, le violon est souvent romantique, le synthétiseur connote le modernisme » (Viallon, 1996a : 47). Enfin, il peut y avoir des sons non maîtrisés par l'instance de production. Un grand nombre de ces sons parasites peuvent être contrôlés grâce aux techniques disponibles dans l'actualité, mais certains sons non voulus par l'instance de production peuvent rester. Ceci étant, le son a du sens parce que, en tant que signe, il s'oppose au non-signe : le silence. Dans un JT, le montage permet d'enlever les silences indésirables. Toutefois, des silences discrets accompagnent les changements de plans et/ou de regard des présentateurs pour indiquer au téléspectateur que l'on passe à une autre information. Selon le pays et la culture, la présence/absence ou la longueur de ces blancs sonores peuvent varier (Viallon, 1996a : 43-52).

Dans tous les cas, ces sons associés aux images peuvent suggérer différentes lectures de la réalité aux téléspectateurs. Cette question de la relation que les images entretiennent avec le son peut être abordée différemment selon le point de vue adopté. Par exemple, pour Jean-Claude Soulages, les liens que l'image entretient avec le son ne produisent de sens qu'à travers une activité d'ensamblage que l'instance médiatrice assure (Soulages, 1999 : 105). Claude Jamet et Anne-Marie Jeannet soutiennent que s'agissant de la télévision, il peut y avoir une tendance à penser que les images priment, mais c'est la relation que l'expression sonore entretient avec l'espace visible proposé par l'image et surtout leur non-coïncidence qui détermine le statut particulier de la bande-son dans l'information télévisée. (Jamet, Jeannet, 1999a : 64). À ce propos, il convient de rappeler, comme il a été précisé auparavant, que les enquêtes sur le terrain ont constaté que dans la production des reportages du journal télévisé, c'est le commentaire qui domine (Siracusa, 2001 : 192). Enfin, d'un autre point de vue, Philippe Viallon affirme que le fait de chercher à établir les rapports entre ces deux canaux « présuppose que la signification produite par chaque canal séparément est clairement établie. [Mais en fait], l'image a une réputation de polysémie qu'elle s'est vu attribuer selon des critères empruntés à un autre domaine, le langage ». Pour ce chercheur, l'analyse doit intégrer les conditions de

production (contraintes économiques et symboliques exposées dans le chapitre précédent) et « rendre à chaque canal sa pleine potentialité de signification (Viallon, 1996a : 87-88).

Au milieu de ce débat, certains chercheurs proposent des typologies pour décrire les rapports son-image. À titre d'exemple et d'un point de vue de l'information qui est transmise au téléspectateur, Claude Jamet et Anne-Marie Jeannet affirment que la relation entre les images et la bande-son peut être de quatre types. Un premier cas de figure se présenterait lorsque l'information est transmise uniquement dans le commentaire. Dans ce cas, l'image ne joue qu'une fonction de remplissage. Le deuxième cas de figure se présenterait lorsque l'information est co-présente dans le commentaire et dans l'image et qu'il faut les deux canaux pour avoir la totalité de l'information. Dans le troisième cas de figure, l'information serait diffusée en même temps et de manière redondante dans les deux canaux : l'image et le commentaire. Enfin, mais plus rare dans le journal télévisé, le quatrième cas de figure se présente lorsque l'information est uniquement transmise par l'image (Jamet, Jeannet, 1999a : 64-65).

Dans la même perspective, mais en adoptant le point de vue de la cohérence entre les images et les commentaires, Jean-Claude Soulages soutient que cette relation peut se présenter sous trois régimes. Pour ce chercheur, il y a régime de synchronie lorsque les locuteurs que les téléspectateurs voient à l'écran ont été filmés en tenant les propos écoutés. Ces sons liés ont pour fonction de produire un effet de réel. Il y a régime de suivi lorsque le son est là pour décrire et expliquer l'image. Enfin, le régime d'indépendance se présente lorsque le commentaire est omniprésent et que l'image n'est que décorative (Soulages, 1999 : 106-107).

Sans les considérer fausses, Philippe Viallon reproche à ces typologies d'imposer une signification unique des éléments langagiers et iconiques. Pour ce chercheur, « un son, c'est-à-dire souvent une parole, prend plus de signification par le son qui le précède et qui le suit que par l'image qui l'accompagne (...) et la prégnance du verbal impose non seulement son sens, mais aussi ses catégories logiques » (1996a : 87-88). En conséquence, le chercheur adopte une méthode, certes artificielle à son avis, mais qui à l'intérêt de rendre au canal visuel et au canal sonore leur signification. Cette méthode consiste à séparer l'audition de la vision en répondant aux questions « qu'est-ce que je vois » et « qu'est-ce que j'entends » (Viallon, 1996a : 86-90). Sachant que l'interprétation se fait souvent par le canal son et cherchant à mieux cerner cette question, les analyses proposées par cette recherche s'efforcent de décrire les images utilisées par les JT pour informer sur le conflit armé, puis à se demander quelle est leur place dans le discours d'information sur le conflit armé interne en Colombie.

Enfin, la mise en scène dans le dispositif d'un journal télévisé inclut également les corps présentés individuellement ou simultanément à travers des écrans multiples. Ces

écrans permettent de montrer en même temps les corps présents dans différents lieux concernés par l'événement avec en premier plan le présentateur ou le studio, ou le journaliste sur le terrain. Le présentateur est presque toujours assis ou en tout cas, immobile. En fait, les corps en position statique (ceux des journalistes ou des personnes interviewées) miment la position du téléspectateur qui reçoit l'actualité dans son fauteuil ou sur sa chaise, immobile ou peu mobile. Ainsi, « du présentateur aux personnages (sources, invités, experts, etc.) qui peuplent les reportages, le rapport que le téléspectateur entretient avec l'image des corps présentés est lié à la distance instaurée symboliquement entre son propre corps et celui des autres. Le cadrage est le premier indice de cette distance. Les cadres serrés rapprochent les corps du présentateur et des intervenants sur le plateau de celui du téléspectateur. D'ailleurs, sur le plateau on cadre généralement du gros plan au plan rapproché. La distance n'est pas seulement dans le rapport d'échelle du corps présenté, elle est aussi dans le lien affirmé ou non avec le corps du téléspectateur (Jamet, Jeannet, 1999a : 68). En revanche, les journalistes sur le terrain sont « plongés » dans l'actualité de façon plus directe. Ils touchent à l'événement, plus exactement à ce qu'il a de mobile. De ce fait, ils apparaissent généralement debout pour montrer une distance plus grande du regard. (Jamet, Jeannet, 1999a : 66-67).

Pour résumer, le dispositif communicationnel du journal télévisé se caractérise par ce qu'il mime une situation interlocutive, alors qu'il s'agit d'une situation monolocutive. Il y a absence de contact physique entre les co-énonciateurs qui partagent une même temporalité. De plus, les destinataires, autrement dit les téléspectateurs se trouvent dans l'impossibilité d'interrompre l'instance médiatique en tant que co-énonciateurs. Enfin, les énoncés, pour la plupart écrits au préalable et lus à l'antenne sont éphémères mais enregistrables (Jamet, Jeannet, 1999b : 80 ; Maingueneau, 2000 : 67-68 ; von Münchow, 2004 : 60). Cet ensemble est géré par le présentateur qui organise pour le téléspectateur le direct du plateau avec le différé des reportages préparés dans la journée et dont le but est de produire un effet de maîtrise et exhaustivité à propos de la réalité rapportée.

10.6. Conclusion

Afin de mieux comprendre comment les journaux télévisés nationaux en Colombie cadrent l'information relative au conflit armé interne, il a déjà été précisé qu'il est nécessaire de connaître le fonctionnement des médias de masse en général (chapitre précédent). Mais, il est aussi essentiel de saisir les particularités du média directement concerné par cette analyse, c'est-à-dire le journal télévisé. Ainsi, l'objectif de ce chapitre consistait à poser quelques éléments qui font du journal télévisé un produit médiatique différent à ceux proposés par d'autres médias comme la presse ou la radio. Plus qu'une

étude approfondie sur ce qu'est un journal télévisé, ce chapitre, à partir d'un certain nombre de travaux disponibles, a identifié les éléments qui peuvent avoir un intérêt dans les analyses de corpus présentés dans la troisième partie de la thèse, comme par exemple le rôle du présentateur et les facteurs propres au processus de production d'un journal télévisé qui influencent la forme et le contenu de l'information.

11. MODÈLE THÉORIQUE PROPOSÉ

En guise de conclusion de la deuxième partie de la thèse, il convient de rappeler la question préliminaire qui a orienté ce parcours théorique : *comment les médias de masse informent-ils à propos d'une confrontation armée et quelles variables interviennent dans la mise en discours d'une guerre par les professionnels de l'information ?* Premièrement, pour répondre à cette question, la notion d'information a été définie comme un discours que les médias produisent et diffusent dans le but de rendre compte d'une réalité d'intérêt collectif. Ce discours est produit en sélectionnant certains faits ou événements qui surgissent dans la réalité, ce qui implique l'exclusion de tant d'autres. Pour élaborer ces discours à visée d'information, les journalistes simplifient les faits choisis en prenant seulement quelques aspects qui sont ensuite amplifiés par leur mise en discours et leur mise en scène. Les discours ainsi produits ont pour but de rendre la réalité compréhensible en s'appuyant sur le langage. D'ailleurs, les critères avec lesquels les professionnels de l'information considèrent leur travail informatif reposent sur la notion de l'objectivité en tant que pratique professionnelle discursive permettant de masquer la subjectivité inhérente à la production de l'information (Chalaby, 1998).

Deuxièmement, pour répondre à la question préliminaire, cette recherche fait appel aux apports théoriques du modèle du contrat d'information médiatique de Patrick Charaudeau (1997), du modèle de l'action formulé par Cyril Lemieux (2000) et de la sociologie du discours développée par Jean-Pierre Esquenazi (2002). Le modèle du contrat d'information médiatique postule que le contrat d'information tacite existant entre les médias et le public-cible est influencé par deux logiques, démocratique et économique. La première concerne la fonction civique que les médias revendiquent dans les démocraties occidentales. Mais la logique économique pousse les médias à considérer les récepteurs comme des consommateurs dont ils ont besoin pour assurer leur rentabilité en tant qu'entreprises. Ainsi, les produits médiatiques sont le résultat des choix pris par les médias pour favoriser l'une ou l'autre logique (Charaudeau, 1997, 2005).

Quant au modèle de l'action (Lemieux, 2000), il explique la manière selon laquelle les professionnels de l'information adaptent l'exercice de leur métier aux contraintes imposées non seulement par les entreprises médiatiques mais aussi par les sources informatives. C'est pour cette raison que dans leur pratique professionnelle, les journalistes veillent à maintenir de bonnes relations, voire des relations privilégiées, avec leurs sources, tout en respectant les exigences imposées par la rédaction du média pour

rester concurrents dans le champ médiatique. Les journalistes doivent également veiller à produire un discours qui respecte les conditions du contrat établi entre le média et l'instance réceptrice afin d'éviter les critiques.

Enfin, la sociologie du discours (Esquenazi, 2002) propose un modèle d'analyse des produits médiatiques (dont l'information) qui tient compte des conditions de production et des conditions de réception. Dans les conditions de production se trouvent les critères que les médias respectent pour choisir les événements à traiter (critères économiques vs. critères civiques), le premier cadrage (ou lecture interprétative de la réalité) réalisé par les sources d'information et la concurrence d'un média avec les autres entreprises médiatiques. Les conditions de réception font référence aux instances réceptrices qui consomment les produits médiatiques. Les médias imaginent, à partir de mesures d'audience, un public à qui ils s'adressent et en fonction duquel ils fabriquent leurs produits. Bref, tant les conditions de production que les conditions de réception influencent les produits médiatiques.

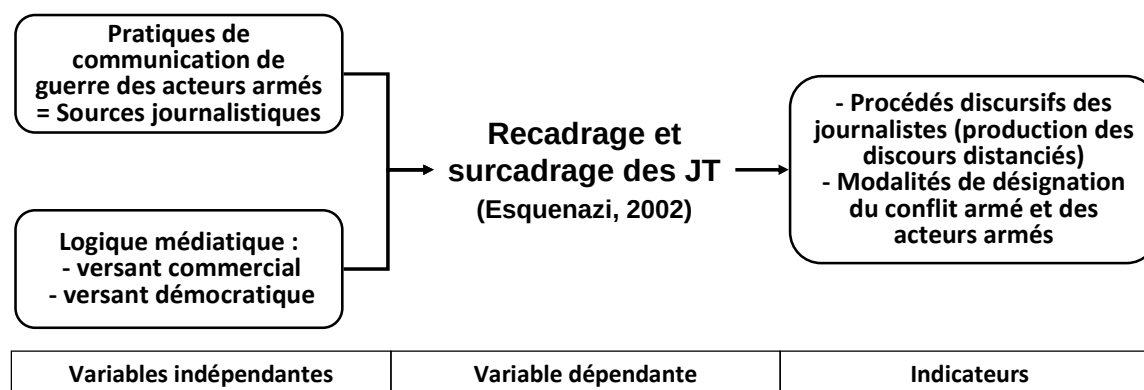
Troisièmement, cherchant des éléments de réponse à la question préliminaire, il a été établi que le processus de production de l'information par les médias en contexte de guerre est influencé par les pratiques de communication que les acteurs armés développent dans le cadre de leur stratégie militaire. En effet, ayant étudié le fonctionnement médiatique et soucieuses de garantir l'efficacité de leurs communications, les armées influencent le contenu et la forme des discours médiatiques, notamment lorsqu'elles jouent le rôle de sources informatives. En tant qu'acteurs directement concernés par le conflit armé, les armées bénéficient d'une position avantageuse leur donnant la possibilité d'imposer une lecture stratégique du conflit (cadrage). Cette position leur permet d'instrumentaliser les relations établies avec les médias et les journalistes pour assurer la diffusion des messages élaborés dans le cadre d'une stratégie militaire. En d'autres termes, les acteurs armés fournissent des *communications* et ces communications sont traitées par les journalistes comme des *informations*.

En termes de qualité informative des produits médiatiques, deux problèmes se posent. D'une part, les correspondant-e-s de guerre n'ont pas le même niveau de professionnalisation que les armées en ce qui concerne la communication en temps de guerre, ce qui rend plus difficile la mise en place des stratégies pour répondre et contourner cette instrumentalisation. D'autre part, les contraintes économiques qui pèsent sur les médias de masse peuvent engendrer des situations de concurrence entre médias et entre journalistes favorisant la transgression des règles professionnelles. Pour cette raison, les propos de Patrick Charaudeau à propos des médias en général, s'appliquent aussi aux médias fonctionnant en contexte de guerre, lorsqu'il affirme que les médias sont des manipulateurs-manipulés. D'une part, ils ont le pouvoir de choisir les sujets à traiter et la

manière de le faire. D'autre part, ils sont contraints à répondre aux exigences économiques, aux pressions des directeurs, des propriétaires et des sources tout en produisant des discours en accord avec les attentes du public-cible (Charaudeau, 2005 : 212-221).

Sur la base de ces premières conclusions théoriques, cette thèse s'intéresse concrètement au conflit armé en Colombie et à sa couverture informative par les médias de masse du pays. À ce propos, la question de recherche est de comprendre *comment le conflit armé interne en Colombie est recadré par les journalistes à partir du cadrage des sources, notamment armées (acteurs armés réguliers et irréguliers) et mis en scène par les journaux télévisés du pays dans le but d'informer les citoyens-consommateurs en Colombie*. À la suite des travaux de Jean-Pierre Esquenazi (2002), cette thèse reconnaît qu'en examinant les discours médiatiques, il est possible d'y trouver les traces du travail accompli par les acteurs sociaux du champ médiatique. On y trouve également les principes à partir desquels les discours pourront être interprétés et réappropriés par les instances réceptrices (Charaudeau, 1997, 2005 ; Esquenazi, 2002). En effet, « d'une part les produits des médias sont marqués par les contraintes engendrées par leur fabrication ; et d'autre part ce sont bien les réactions des publics qui décident de leur sort » (Esquenazi, 2002 : 7). En d'autres termes, ce que les journalistes et les médias livrent à l'instance réceptrice dépend, entre autres, des sources qu'ils ont eu à disposition, des images qu'ils ont pu enregistrer ou non, du temps/de l'espace accordé par l'instance médiatique pour une information, ainsi que de l'idée que les professionnels de l'information peuvent se faire de leurs récepteurs. Ainsi, ils ne vont pas écrire le même texte ou produire le même reportage s'ils font l'hypothèse que, diffusée en horaire de *prime time*, l'information sera vue par un public très hétérogène (enfants, adultes, professionnels, etc.), ou s'ils savent que leurs produits sont essentiellement consommés par un secteur restreint de la population (des adolescents par exemple).

À partir de ce qui précède, cette thèse cherche à décrire le cadrage ou lecture interprétative du conflit armé proposé aux téléspectateurs colombiens, en prenant en considération les facteurs qui peuvent intervenir dans la production de l'information. À ce sujet, les révisions théoriques effectuées ont mis en exergue que dans ce processus interviennent des variables médiatiques, ainsi que les pratiques de communication de guerre des acteurs armés (décrites dans le chapitre 9). En conséquence, la problématique prendra pour objet les rapports entre logique médiatique et logique de communication en temps de guerre et leur influence sur les discours d'information médiatique (figure 6).

Figure 6 : L'approche de cette recherche au cadrage

En sus de ces aspects théoriques, il a été mentionné que le traitement que les médias d'information accordent au conflit armé colombien a fait l'objet de nombreuses études. Néanmoins, les apports pluridisciplinaires, voire interdisciplinaires n'ont pas été suffisamment exploités. La plupart de ces études s'inscrivent principalement dans une approche journalistique à l'intérieur de laquelle la fonction sociale des médias et l'idéal de l'objectivité de l'information constituent les critères essentiels pour évaluer et juger le travail des médias de masse. Ce type d'approche néglige de ce fait le rôle de la logique commerciale des médias comme facteur inhérent à leur fonctionnement, ainsi que le rôle des acteurs armés en tant que sources informatives, mais pour qui l'objectif est militaire et non pas informatif. D'où l'intérêt de l'approche pluridisciplinaire adoptée dans le cadre de cette recherche. Les études menées en sciences de l'information et de la communication, en sociologie des médias, en psychologie politique et en sciences politiques à propos de la communication de guerre et du fonctionnement des médias de masse dans les sociétés démocratiques permettent de comprendre les incompatibilités entre la visée d'information des médias, leurs exigences économiques et la stratégie militaire des acteurs armés.

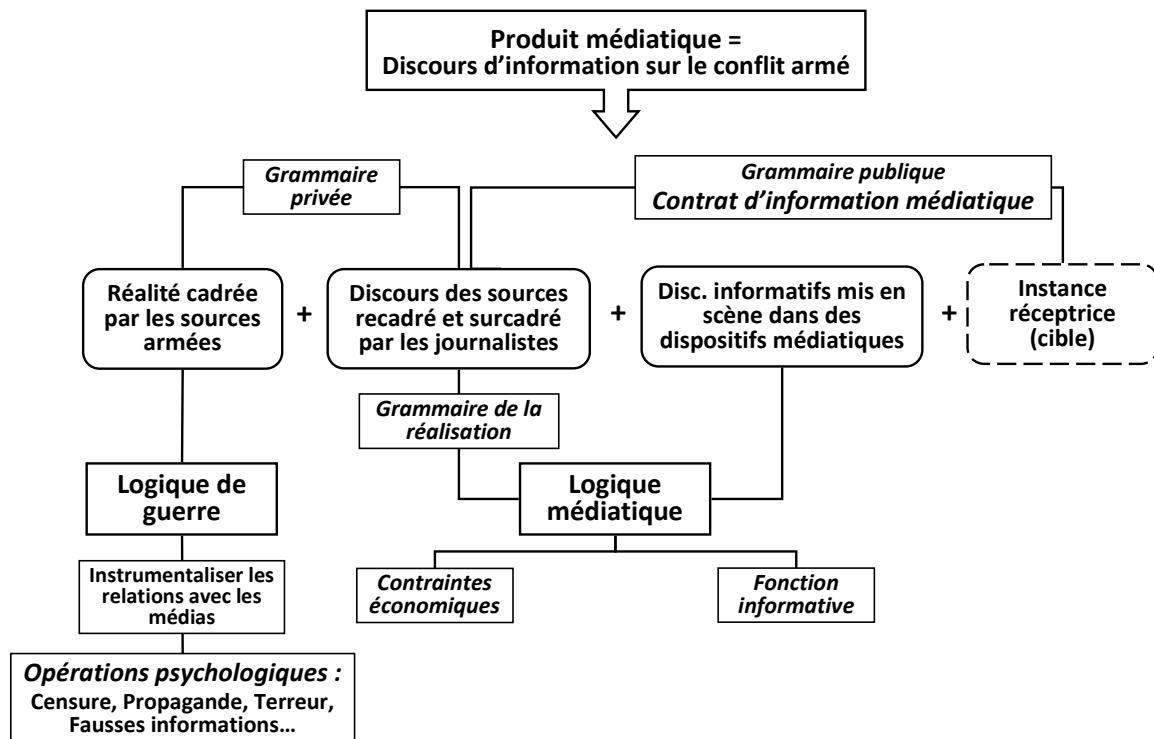
Ainsi, cette thèse propose un modèle théorique (figure 7) pour l'analyse des discours médiatiques à visée d'information produits en contexte de guerre et dont le contenu porte également sur la confrontation armée. Dans le cadre de ce modèle, l'information médiatique résulte d'un double processus de cadrage. Tout d'abord et puisque les journalistes sont rarement à l'origine des informations qu'ils diffusent, ce sont les sources informatives (témoins, victimes, autorités, etc.) qui décrivent en premier les faits et les événements (Charaudeau, 1997, 2005 ; Esquenazi, 2002 ; Lemieux, 2000).

Dans un contexte de guerre et lorsque les acteurs armés jouent le rôle de sources, cette première description de la réalité est déterminée par des objectifs militaires (Charon, Mercier, 2004 ; Mercier, 2004a). Effectivement, tout acteur social qui utilise la

violence dans un but politique doit légitimer ses actions (Borja, Barreto, Sabucedo, López, 2008 ; Sabucedo, Rodríguez, Fernández, 2002). Pour cette raison, toute guerre, en plus des opérations militaires classiques, entraîne des opérations psychologiques comme la menace, la terreur, la propagande, la diffusion de fausses informations, le contrôle de l'information et la censure (Prestat, 1992). L'objectif de ces opérations est de dissuader l'ennemi de participer à une guerre et ruiner son moral de combat (Géré, 1997), de convaincre la population civile de la légitimité de la guerre, de renforcer et maintenir le moral de combat des troupes et de ruiner l'image et la cause de l'ennemi (Mandron, 1992). Dans cette logique, les médias représentent un des principaux moyens pour véhiculer les messages conçus dans le cadre des actions psychologiques. C'est la raison pour laquelle, les acteurs armés cherchent à instrumentaliser les relations qu'ils entretiennent avec les professionnels de l'information.

Ensuite, les discours fournis par les sources (armées ou non) sont recadrés par les journalistes qui décrivent et expliquent la réalité selon une logique médiatique (Charaudeau, 1997, 2005). Puis ils mettent en scène ces discours dans des dispositifs médiatiques (presse, radio, télévision, internet). Enfin, les informations médiatiques sont consommées et réappropriées de différentes manières par les citoyens-consommateurs des produits médiatiques (Esquenazi, 2002).

Figure 7 : Modèle théorique proposé pour étudier le cadrage informatif du conflit armé colombien par les journaux télévisés nationaux



Le modèle théorique proposé et schématisé dans la figure 7 a l'intérêt d'appréhender le produit médiatique à visée informative comme le résultat d'un ensemble de variables médiatiques, journalistiques et militaires sans condamner à l'avance les acteurs sociaux intervenant dans la production de l'information pour agir en fonction des intérêts qu'ils défendent. Il permet, comme le suggère Cyril Lemieux (2000), d'évaluer le travail d'information que les médias effectuent en utilisant les mêmes critères que les professionnels de l'information reconnaissent comme valables. Il contribue à orienter le débat sur le rôle des médias dans l'évolution de la confrontation armée au-delà du rôle des journalistes exclusivement. Comme les résultats et leur interprétation le montreront, cette analyse propose une meilleure compréhension du produit médiatique, ce qui permettra, dans la conclusion générale, de plaider pour une responsabilisation non seulement des médias de masse et des journalistes, mais également des citoyens-consommateurs des produits médiatiques en proposant des mesures comme l'éducation à la consommation responsable des médias de masse.

**TROISIÈME PARTIE : ÉTUDE
EMPIRIQUE. LE CONFLIT ARMÉ
INTERNE EN COLOMBIE DANS LES
JOURNAUX TÉLÉVISÉS NATIONAUX**

12. MÉTHODE

12.1. Matériel analysé

Le propos de cette recherche est axé sur l'étude des discours des journaux télévisés (JT) de diffusion nationale en Colombie qui traitent du conflit armé. À la différence des pays comme la France, où les archives de la télévision sont en libre accès à travers des institutions publiques telle que l'INA (Institut National de l'Audiovisuel), en Colombie les archives télévisuelles, tenues par les propres chaînes, ne sont pas accessibles au public, ni aux chercheurs. Alors que dans des pays comme la Suisse les sites web de la télévision publique mettent en ligne les émissions diffusées, y compris les JT, en Colombie, le journal télévisé *CM&* met à disposition sur son site web uniquement les émissions de sept derniers jours. *Telepaís* ne propose que des informations sous la forme de textes. Aucune vidéo, ni archive des émissions déjà diffusées n'est téléchargeable. Pour les JT des chaînes privées, la situation est similaire. *Noticias Caracol* ne donne accès qu'aux quatre émissions de la journée et *Noticias RCN* met à disposition sur son site internet uniquement les titres de la dernière émission et les dernières informations en vidéo.

Pour cette raison, le corpus de cette recherche a dû être constitué en enregistrant au fur et à mesure les émissions des quatre télé-journaux nationaux. Sachant que le conflit armé est traité tous les jours par les médias colombiens, les émissions du 12 au 15²⁶⁸ juin 2006, du 11 au 15 décembre 2006, du 25 au 29 juin 2007, du 10 au 14 décembre 2007 et du 16 au 20 juin 2008 ont été enregistrées. Ces dates correspondent à la période au cours de laquelle cette recherche a été menée. Les semaines dans lesquelles il n'y avait pas de jours fériés ont été favorisées étant donné que *Telepaís* n'est pas diffusé les jours fériés. Par ailleurs, il s'agissait également de prendre en compte un corpus sur plusieurs années, soit trois, en veillant à enregistrer les quatre télé-journaux les mêmes jours, une semaine tous les six mois entre juin 2006 et juin 2008. La dimension aléatoire du choix des dates permet également de ne pas influencer les résultats en sélectionnant un corpus en fonction d'un sujet ou événement particulier.

Au total, 96 émissions ont été enregistrées. Des difficultés techniques ont empêché d'enregistrer toutes ces émissions dans leur intégralité, notamment en ce qui concerne les

²⁶⁸ Le vendredi 16 juin n'a pas été retenu, en raison de difficultés techniques pour synchroniser l'heure d'enregistrement.

journaux télévisés des chaînes privées. Ces chaînes ne diffusent pas leurs JT exactement à la même heure tous les jours. Le début et la durée du JT peuvent être décalés de 15 à 20 minutes ou modifiées en fonction de la programmation d'autres émissions comme des matchs de football ou des allocutions télévisées du président de la République.

Plus précisément, le corpus de travail a été constitué en sélectionnant les informations se rapportant au conflit armé. À la différence des médias comme la presse qui peut consacrer une rubrique particulière nommée « conflit » ou « conflit armé », dans les télé-journaux nationaux, les informations relatives à la situation de violence sociopolitique armée en Colombie sont diffusées, principalement, dans la section d'informations générales nationales et quelques fois dans la rubrique régionale et/ou politique. Ceci étant, le conflit armé et les acteurs armés peuvent être mentionnés dans des thématiques relatives à la vie politique, économique ou culturelle du pays sans pour autant se rapporter à la confrontation armée. Pour cette raison, il convenait de définir des critères précis de sélection et d'exclusion de manière à ne retenir que les informations concernées par la problématique de cette thèse. En l'occurrence, la manière dont les contraintes journalistiques et médiatiques déterminent la lecture que les JT proposent aux téléspectateurs du conflit armé sur la base des versions fournies par les sources, notamment armées. Le tableau 5 énumère les critères pris en compte pour constituer le corpus définitif.

Tableau 5 : Critères retenus pour constituer le corpus de travail

Une unité d'information est retenue si elle ...	
Critères de sélection	... mentionne, au moins un des acteurs armés (guérillas, paramilitaires ou forces armées de l'État : armée, armée de l'air, marine ou police et services de renseignement –DAS, DIJIN, SIJIN–) dans le cadre de leur participation dans le conflit.
	... rapporte des actions armées d'au moins un des acteurs armés.
	... parle des victimes du conflit en mentionnant les acteurs armés responsables de leur situation.
Une unité d'information est exclue si elle ...	
Critères d'exclusion	... rapporte les déclarations des représentants des gouvernements étrangers à propos du conflit armé ou de l'un des acteurs armés.
	... concerne l'affaire de la « Parapolitique » ²⁶⁹ . Même si les paramilitaires sont impliqués, cette affaire est essentiellement traitée avec un cadrage juridique. Ainsi, les JT parlent plus des procès judiciaires menés contre les politiciens concernés. En revanche, rarement, pour ne dire jamais, ils ne mentionnent les actions ni les crimes dont sont responsables les paramilitaires et les politiciens concernés par cette affaire.
	... parle des acteurs armés dans un contexte autre que celui de leur participation au conflit armé. Par exemple, l'information annonçant la sortie d'un film qui met en scène le cas des soldats ayant trouvé, déterré et volé une grosse somme d'argent appartenant à la guérilla des FARC.
	... traite les projets de lois pour les victimes du conflit armé. L'information est exclue si elle se limite à la question juridique et qu'aucun acteur armé n'est mentionné.
	... parle d'Ingrid Betancourt. Au moment de l'analyse, la politicienne colombo-française était encore privée de liberté par les FARC.
	... rapporte des mobilisations sociales sans que l'un ou plusieurs acteurs armés soient explicitement mentionnés. Par exemple une information sur une manifestation pour la libération des « secuestrados » (kidnappés). En effet, une personne peut être privée de liberté par des délinquants qui ne revendiquent aucune motivation politique, mais qui demandent seulement une rançon.

En fonction de ces critères, 452 unités d'information (ou d'enregistrement) ont été retenues pour constituer le corpus de travail définitif : 91 unités diffusées par le journal télévisé *Telepaís*, 100 par *CM&*, 91 par *Noticias Caracol* et 170 par *Noticias RCN* (tableau 6). Chacune de ces 452 unités d'analyse correspond à une pièce informative ayant une composante audiovisuelle et une composante textuelle. Plus particulièrement, la structure prototypale d'une unité d'information peut présenter plusieurs cas de figure. Un des moins fréquents concerne les informations dans lesquelles il n'y a qu'une séquence en studio. Un deuxième cas de figure est celui des informations qui contiennent une séquence en studio de lancement, puis une séquence d'images sur la *voix off* du/de la présentateur/trice. Enfin, le cas le plus récurrent est celui dans lequel après le lancement en studio, il y a un reportage composé de plusieurs séquences d'images (mobiles²⁷⁰, fixes²⁷¹ ou de synthèse²⁷²)

²⁶⁹ Cette affaire, qui est abordée dans le chapitre 4, se réfère aux enquêtes ouvertes contre des politiciens et des fonctionnaires accusés d'entretenir des liens avec les groupes paramilitaires, d'en faire partie, d'avoir payé leurs services ou de les avoir soudoyés.

²⁷⁰ Images de reportage montées en studio, images mobiles du direct ou d'archives (Lancien, 1995 : 64).

²⁷¹ Des photos, des graphiques, des schémas, etc. (Lancien, 1995 : 64).

diffusées pendant le commentaire en *voix off* du/de la journaliste. Il peut y avoir également une séquence avec des extraits de l'interview ou la conférence de presse de la source et quelque fois, une dernière séquence avec le/la journaliste sur le terrain à l'écran ou une autre séquence d'images sur la *voix off* du/de la journaliste. La plupart du temps, une unité d'enregistrement commence avec le lancement fait par les présentateurs. D'ailleurs, c'est le retour au studio et aux présentateurs qui indique aux téléspectateurs le changement d'information. Dans le cas des brèves²⁷³, le changement entre une unité d'information et la suivante est indiqué avec une coupe de plan en volet ou un changement de caméra qui oblige les présentateurs à changer légèrement leur position et leur regard.

Tableau 6 : Nombre d'unités d'analyse par journal télévisé et par période

Période	Telepaís	CM&	Noticias Caracol	Noticias RCN	TOTAL
12 – 15 juin 06	20	12	10	19	61
11 – 15 déc. 06	13	14	10	38	75
25 – 29 juin 07	33	44	37	69	183 ²⁷⁴
10 – 14 déc. 07	18	16	19	23	76
16 – 18 juin 08	7	14	15	21	57
TOTAL	91	100	91	170	452

En premier lieu, avec les 96 émissions enregistrées, une première grille a été remplie afin d'identifier les unités d'information se rapportant au conflit armé (selon les critères décrits dans le tableau 5), examiner la hiérarchie et l'importance accordées par les JT nationaux aux informations sur la situation de violence politique armée dans le pays. Cette grille²⁷⁵ dénombre les informations nationales ainsi que les sections traitées par chaque journal télévisé chaque jour. Le tableau 7 montre un exemple. La première colonne qui énumère chaque unité d'information ou chaque section²⁷⁶ permet par la suite son identification selon la convention suivante :

²⁷² Infographies réalisées par ordinateur (Lancien, 1995 : 64).

²⁷³ Une brève est définie comme une unité d'information lue par les présentateurs ou un(e) journaliste en *voix off* (voir section 12.2.4.).

²⁷⁴ Un événement survenu pendant la semaine retenue de juin 2007 a fait l'objet d'une couverture médiatique exceptionnelle, ce qui explique le nombre d'unités plus important que dans les autres périodes analysées. Il s'agit de l'annonce de la mort en captivité de 11 députés que la guérilla des FARC retenait depuis 2002. En raison de son poids dans le corpus (131 unités d'information sur 452), cette affaire sera traitée de manière particulière dans les analyses.

²⁷⁵ Quelques exemples de 96 grilles utilisées se trouvent dans l'annexe 1.

²⁷⁶ Étant donné que les informations sur le conflit armé sont diffusées essentiellement dans la section d'informations nationales, seules les informations présentées dans cette section sont listées individuellement. Pour les autres sections (sport, divertissement, etc.), seul le nom de la section est noté.

Nom du journal télévisé_date_numéro de l'unité d'information²⁷⁷

Ainsi, l'unité de la sixième ligne dans le tableau 7, diffusée par *Noticias Caracol* le 25 juin 2007, est identifiée comme : CAR_25.06.07_6. La deuxième, troisième et quatrième colonnes permettent d'établir la durée de chaque information/section. Puis la colonne « type » n'est utilisée que pour les unités faisant partie du corpus pour indiquer s'il s'agit d'une brève, d'une nouvelle, d'un reportage, d'un éditorial ou d'une interview. Les définitions de ces types d'informations est donnée par la suite (section 12.2.4., tableau 14). Enfin la dernière colonne indique le titre²⁷⁸ donné par le journal télévisé à chaque unité d'information ou présente une phrase qui résume le sujet traité en reprenant la première phrase énoncée par le présentateur. En bas de la grille figurent les durées moyennes par section et la durée du JT par jour (tableau 7).

²⁷⁷ Ce numéro est établi selon la grille montrée dans le tableau 7

²⁷⁸ Le titre apparaît sous la forme d'un texte qui s'affiche à l'écran pendant la diffusion de l'information.

Tableau 7 : Première grille de transcription par journal télévisé et par jour

2007		CARACOL	25-juin		
Début	Fin	Durée	Type	Info	
1	0:01:10	0:02:43	0:01:33	Titulaires / Inicio	
2	0:02:44	0:02:49	0:00:05	Emmanuel el hijo de Clara Rojas es un bebé secuestrado...	
3	0:02:50	0:04:30	0:01:40	Militares muertos en Líbano familia 1	
4	0:04:31	0:06:30	0:01:59	Militares muertos en Líbano familia 2	
5	0:06:31	0:09:22	0:02:51	Militares muertos en Líbano - España	
6	0:09:23	0:09:56	0:00:33	Brève	Invest.disciplinaria contra 7 policías por interceptación comunicaciones
7	0:09:57	0:11:38	0:01:41	Reportage	3a víctima atentados Buenaventura
8	0:11:39	0:14:00	0:02:21	Reportage	Iglesia: testimonio jóvenes atrapados en violencia
9	0:14:01	0:15:28	0:01:27	Reportage	Coronel Plazas rinde indagatoria por Palacio de Justicia
10	0:15:29	0:15:49	0:00:20	Titulares	
11	0:15:50	0:24:16	0:08:26	COMERCIALES	
12	0:24:17	0:26:07	0:01:50	Definen suerte de madre traficante	
13	0:26:08	0:26:31	0:00:23	Brève	Gobierno autoriza extradición de un jefe del bloque sur de las FARC
14	0:26:32	0:27:14	0:00:42	Reportage	Alto comisionado de paz: Granda puede movilizarse en Colombia
15	0:27:15	0:28:43	0:01:28	Reportage	Marcha Moncayo
16	0:28:43	0:30:24	0:01:41	Precio de la carne podrá subir	
17	0:30:25	0:31:34	0:01:09	Internacionales	
18	0:31:35	0:31:42	0:00:07	COMERCIAL	
19	0:31:43	0:33:37	0:01:54	Misión médica viajó a Putumayo	
20	0:33:38	0:34:00	0:00:22	Titulares deportes + Titulares entretenimiento	
21	0:34:01	0:42:22	0:08:21	COMERCIALES	
22	0:42:23	0:46:59	0:04:36	Código Caracol (chismes políticos) 12 notas	
23	0:42:53	0:43:45	0:00:52	Brève	Encuesta impacto declaraciones contra Uribe
24	0:47:00	0:49:12	0:02:12	80 años del mejor café	
25	0:49:13	0:50:10	0:00:57	Indicadores económicos	
26	0:50:11	1:01:15	0:11:04	Deportes	
27	1:01:16	1:10:45	0:09:29	Entretenimiento (incompleto)	
			1:09:11		
			0:02:20	Titres / Ouverture / Résumé / Fermeture	
			0:09:27	CONFLIT ARMÉ	
			0:14:07	Information générale nationale	
			0:01:09	Internationale	
				Régionale	
				Santé	
			0:11:04	Sport	
			0:09:29	Divertissement	
			0:16:54	PUBLICITE	
			0:04:36	Politique	
			0:00:57	Économique	
			1:09:11	Durée JT	

En second lieu, les 452 unités d'enregistrement sélectionnées ont été transcrites. Pour ce faire et sachant que les discours à visée d'information des journaux télévisés correspondent pour une grande partie à des textes préalablement écrits par les professionnels de l'information, puis lus par les présentateurs ou les journalistes en voix *off* (Siracusa, 2001 ; Soulages, 1999), la transcription cherchait à inférer cette écriture originale. Dans cette perspective, il s'agissait de produire une représentation orthographique du texte tout en sachant que ce type de transcription n'est pas une représentation de l'oralité. C'est le principe de lisibilité qui a été choisi (Viallon, 1996b), par rapport à la taille du corpus et surtout par rapport à la problématique et à l'hypothèse de travail. Pour les extraits tournés en direct ou les reportages dans lesquels les sources intervenaient, la transcription a été faite à partir de notre propre représentation linguistique du discours énoncé, ce qui est possible étant donné que, de langue maternelle espagnole et de nationalité colombienne, nous sommes compétents pour interpréter la

prosodie de cette variété de l'espagnol. Par conséquent, nous sommes en mesure de reconnaître, par exemple, la fin d'un tour de parole, les pauses, les hésitations, les questions, les exclamations, etc. Dans ce sens, ce n'est pas une transcription technique qui est proposée, puisque l'intérêt est de travailler sur le contenu linguistique du discours et non pas sur sa forme. Néanmoins, pour mettre en évidence ces traces d'oralité, des signes de notation de transcription supplémentaires à l'orthographe ont été employés :

- / □ reformulation d'une phrase par l'énonciateur
- .. ou ... □ pause plus ou moins longue (basée sur la perception de l'énoncé)
- XXX □ distorsions à cause des bruits parasites ou des problèmes techniques lors de l'étape d'enregistrement
- [texte] □ chevauchements.

Tant les transcriptions que les analyses sont faites dans la langue d'origine (espagnol colombien), de façon à tenir compte des nuances et particularités linguistiques et culturelles. En revanche, les résultats sont présentés en français. Des extraits du corpus sont traduits lorsque cela s'avère nécessaire afin d'illustrer certains aspects concrets. Lorsque le terme proposé en français ne traduit pas les nuances ou les spécificités du terme originel en espagnol, il apparaît entre parenthèse. Quelques exemplaires des 452 transcriptions réalisées figurent dans l'annexe 2.

Cette étape de transcription ne concernait que les paroles (commentaires journalistiques et discours des sources). Pour le canal visuel, la procédure employée était différente. Comme pour le discours, l'objectif de l'analyse des images résidait dans la description du contenu, notamment pour déterminer dans quelle mesure les images « témoignent » du caractère violent du conflit ou non. Compte tenu de cela, la méthode appliquée consistait à visionner chacune des 452 unités du corpus en identifiant le nombre de séquences montées. Pour ce faire, le logiciel libre « lignes de temps » de l'Institut pour la Recherche et d'Innovation²⁷⁹ du Centre Pompidou a été utilisé. Ce logiciel, entre autres fonctions, indique le nombre de plans qui ont été assemblés dans chacune des unités d'information. Ensuite, une image de chaque séquence a été capturée et enregistrée pour catégoriser le contenu selon la typologie présentée dans la section 12.2.3. Le logiciel, *open source* Video LAN (VLC) a permis de systématiser la capture des images lorsque *shotdetect*,

²⁷⁹ <http://web.iri.centrepompidou.fr/>

(noyau de détection de plans du logiciel Lignes de temps²⁸⁰), n'arrivait pas à fournir un bon découpage de plans. En s'appuyant sur ces outils informatiques, l'objectif est aussi de réduire les marges d'erreur dues au repérage et à la sélection manuelle des plans. Il convient de préciser toutefois que l'utilisation de logiciels pour les analyses du corpus demande une bonne qualité des enregistrements²⁸¹ et des étapes préliminaires importantes pour préparer le matériel et pouvoir exploiter les fonctionnalités qu'ils offrent. Dans chacune des séquences identifiées, ce sont les images contenant le plus d'information²⁸² qui ont été choisies. Ainsi, lorsqu'une infographie animée était diffusée, c'était l'image la plus complète, généralement la dernière qui était prise. Par exemple dans la séquence des photogrammes 8 à 10, c'est le photogramme numéro 10 qui a été retenu.



Photogramme 8



Photogramme 9 :
CMI_28.06.07_10



Photogramme 10

Dans le cas de cinq sous-corpus constitués à partir du corpus de travail²⁸³, ces images capturées ont été placées sous la transcription correspondant à chaque énonciateur pour les analyses détaillées qui ont été menées. Le tableau 8 montre un exemple.

²⁸⁰ <http://iri.centrepompidou.fr/shotdetect>. Consulté le 15 janvier 2010.

²⁸¹ Lorsque la qualité de l'enregistrement original ne le permettait pas, les plans ont été repérés manuellement.

²⁸² Notamment les images dans lesquelles apparaît un texte avec le nom du journaliste ou de la source, ou un texte avec le titre de l'information, des incrustations.

²⁸³ Ces cinq sous-corpus sont présentés dans la section 12.2.5.2.

Tableau 8 : Grille de transcription par unité d'enregistrement. Exemple : CAR 13.06.06 2²⁸⁴

Énonciateur Présentatrice	<i>Y otro ataque a civiles, esta vez en el Cauca dejó hoy 2 muertos y 2 heridos. Un vehículo de servicio público fue alcanzado por la explosión de una granada de fragmentación cuando se dirigía a una vereda del municipio de Argelia</i>
	
Présentateur (voix off)	<i>En los hechos murieron el conductor y un pasajero de 17 años. A Popayán fueron trasladadas otras 2 personas gravemente heridas. La policía dijo que en la zona operan bandas de narcotraficantes y guerrilleros de las FARC [voz policía: ...hay mucha influencia del narcotráfico...]</i>
	

Ainsi, les analyses des images s'appuient sur ces photogrammes capturés correspondant aux séquences identifiées dans chacune de 452 unités d'enregistrement. Certes, comme le signale à juste titre Suzanne de Cheveigné (2000 : 36), cette façon de procéder réduit l'image animée, propre à la télévision, à des images fixes. Les mouvements des caméras (zoom, panoramiques, travelling) échappent à ces captures²⁸⁵. Néanmoins, elle facilite leur identification, leur description et surtout leur reprise dans ce document écrit. Enfin, la typologie mise en place pour catégoriser le contenu de ces images est décrite dans la section suivante.

Dans ce sens, l'analyse a fait recours à deux types d'instruments mentionnés par Philippe Viallon (1996b) pour tenter de résoudre les difficultés posées par la transcription des documents audiovisuels. Le premier type regroupe les instruments descriptifs consistant à évoquer certains aspects des images, un geste, une couleur. Le deuxième type concerne les instruments citationnels consistant à transcrire le discours et à utiliser les photogrammes qui peuvent représenter un plan. Quoi qu'il en soit, l'étape de transcription, nécessaire à l'analyse conduit l'analyste à produire des résultats à partir des transcriptions et non directement du corpus. Ces résultats doivent de ce fait être recadrés dans la perspective originelle du document (Viallon, 1996b).

²⁸⁴ Selon la convention précisée antérieurement, cette information a été diffusée par le JT *Noticias Caracol*, le 13 juin 2006. Elle occupe la 2^e place dans la grille qui liste les informations diffusées à cette date-là et dont quelques exemples figurent dans l'annexe 1.

²⁸⁵ Il est néanmoins utile de rappeler que le fondement même de l'image animée est l'image fixe. Le standard au cinéma est de 24 images par seconde.

12.2. Grilles d'analyse

Après la transcription des données, c'est l'étape d'analyse proprement dite qui suit. L'ensemble de variables choisies comme indicateurs du cadrage informatif sont regroupées en quatre ensembles. Le premier comprend les variables qui décrivent le contrat de communication que les JT mettent en scène à travers leurs dispositifs. Le deuxième groupe englobe les variables qui indiquent le cadrage général donné aux informations relatives au conflit armé. Le troisième groupe contient les variables qui définissent l'objectivité de l'information comme pratique professionnelle discursive et le dernier, celles qui mettent en évidence les stratégies de légitimation de la violence à caractère politique à travers les discours d'information télévisée.

De façon à faciliter la lecture des résultats présentés dans le chapitre suivant, ce chapitre résume le système de catégories d'analyse mis en place. Le but est également de faciliter une éventuelle reprise de cette analyse par d'autres chercheurs/euses. Il convient de préciser également que deux unités de mesure ont été utilisées, l'une qui mesure la fréquence correspond au postulat selon lequel l'importance d'une catégorie croît avec sa fréquence d'apparition (Bardin, 2001 : 140) ; et l'autre qui détermine si un ou plusieurs indicateurs sont absents ou présents dans les unités d'enregistrement, autrement dit des 452 unités d'information retenues. Ainsi, les résultats quantitatifs sont présentés essentiellement sous la forme de fréquences moyennes, en calculant la proportion d'unités qui entrent dans une catégorie. Certes, en se limitant à ce type de mesure, il n'est pas possible d'affirmer que les différences trouvées sont statistiquement significatives, mais plutôt que certaines catégories sont plus représentées que d'autres. Par ailleurs, l'objectif de l'analyse proposée par cette thèse n'est pas uniquement de faire ressortir les phénomènes les plus présents, dans les discours d'information à propos du conflit armé. Il s'agit également d'examiner certains phénomènes qui, par leur présence réduite, illustrent la subtilité avec laquelle les pratiques de communication de guerre se manifestent dans les discours d'information des JT. En outre, les analyses de contenu ont été menées à l'aide du logiciel Atlas. Ti (version 5.2)²⁸⁶ conçu pour l'analyse qualitative des corpus larges textuels, graphiques ou audiovisuels. Ce logiciel, qui facilite la codification du matériel, permet également de récupérer facilement les unités catégorisées, de compter le nombre d'extraits codés dans une ou plusieurs catégories et de croiser les variables entre elles.

²⁸⁶ Logiciel mis à disposition par l'Université de Genève.

12.2.1. Éléments du contrat de communication à visée informative

Le premier groupe de variables se concentre sur l'analyse des éléments du dispositif²⁸⁷ que les instances médiatiques, en l'occurrence les journaux télévisés de diffusion nationale, mobilisent pour réaliser leur projet communicationnel (Lochard, 2000 : 9). Pour cela, une description des éléments audiovisuels et discursifs de l'ouverture et de la clôture des JT sera faite. Plus spécifiquement, l'analyse se concentrera sur la description du logo et du slogan des JT, ainsi que du décor du plateau de façon à identifier l'identité informative, le rôle que chaque JT revendique et la relation que ces instances médiatiques tentent d'établir avec leurs téléspectateurs. En effet, ces éléments constituent des indicateurs de la stratégie de captation mise en place par le JT pour se légitimer dans leur rôle d'informateurs. Ces résultats sont présentés dans la section 13.1.

12.2.2. Cadrage général de l'information relative au conflit armé

En ayant identifié les éléments visuels et discursifs que les JT mobilisent pour afficher leur fonction d'information, l'analyse portera sur le deuxième groupe de variables qui considère la question du cadrage informatif général donné au conflit armé. Pour ce faire, il faut tout d'abord répondre aux questions : qu'est-ce que le conflit armé dans les informations télévisées ? Quelle place accordent les télé-journaux nationaux à la confrontation armée dans le pays ? Il sera ainsi question d'observer dans quelle mesure le conflit « existe » en tant que tel dans le discours d'information en analysant les catégories linguistiques utilisées pour le désigner, car désigner un phénomène et le nommer, c'est, en même temps, le faire exister (Champagne, 2000 : 45 ; Charaudeau, 1997 : 44-49). En plus du lexique utilisé pour se référer au conflit, il convient également d'appréhender quels acteurs sociaux désignent ce conflit. Ces désignations peuvent être indirectes si les acteurs sociaux font allusion à la violence, à la paix ou à la situation en Colombie sans pour autant nommer le conflit explicitement ; ou directes lorsque la situation de violence sociopolitique en Colombie est nommée en tant que telle. Dans ce dernier cas, les termes recensés (*conflit*, *confrontation*, *guerre*, *violence*), ainsi que les adjectifs qui les accompagnent (*armé(e)*, *sociopolitique*, *national(e)*, *militaire*) seront analysés en fonction du contexte dans lequel ils apparaissent. Les résultats de cette partie de l'analyse sont présentés dans la section 13.2.

Deuxièmement, l'analyse examinera l'importance que les télé-journaux nationaux accordent au conflit armé en déterminant le temps moyen que chaque JT consacre au

²⁸⁷ Ces éléments sont présentés dans le chapitre 10.

conflit, ainsi que le pourcentage d'unités d'enregistrement se rapportant au conflit armé qui ouvrent le JT et celui d'unités d'enregistrement relatives au conflit diffusées après la première pause publicitaire (tableau 9). À ce sujet, le seul fait de constater, pendant la constitution du corpus, que tous les jours les JT diffusent des informations à propos du conflit constitue déjà un premier indicateur de l'importance que ce conflit revêt pour les médias nationaux²⁸⁸.

Tableau 9 : Hiérarchie du conflit armé dans la grille du JT

Catégorie	Description
Importance consacrée au conflit armé	% d'unités d'information qui ouvrent le JT
	% d'unités d'information relatives au conflit et diffusées avant la première pause publicitaire.
	Temps moyen consacré au conflit armé

Troisièmement, en tant que lecture interprétative, le cadrage informatif des JT est également mis en évidence par l'angle avec lequel ces médias de masse l'abordent, l'orientation thématique favorisée et le titre donné aux informations par les JT. Plus exactement, selon la perspective ou le point de vue privilégié pour traiter une information, le journal télévisé favorise un angle de traitement plutôt qu'un autre. Ainsi, lorsqu'il s'agit du conflit armé en Colombie, l'angle adopté peut être centré sur les aspects militaires et de confrontation armée, sur les aspects juridiques et judiciaires, sur les processus de négociation ou les discussions entre acteurs du conflit, sur les programmes et les mesures que le gouvernement adopte dans le cadre du conflit armé ou encore sur la question de la violation des droits humains et des victimes civiles du conflit (tableau 10). La section 13.3. expose ces résultats.

²⁸⁸ Ces résultats sont également présentés dans la section 13.2.

Tableau 10 : Angle de traitement²⁸⁹

Catégories	Description
Guerrier / Belliciste	Unités d'information portant sur des combats, des attaques ou des désertions entre/de groupes armés.
Juridico-judiciaire	Unités d'information sur des enquêtes judiciaires, des procès ou des projets législatifs.
Négociation	Unités d'information relatives aux processus de négociation, aux discussions des acteurs armés ou aux propositions de négociation.
Politique interne	Unités d'information mentionnant les programmes du gouvernement et des FF.MM. comme le Plan Colombie, le Plan Patriote, le système de récompenses ou la sécurité démocratique.
Droits humains / Société civile	Unités d'information sur la situation des enfants, le déplacement forcé des civils, les mobilisations sociales de la population civile et le cas des députés s'il est abordé sous l'angle des droits humains et des victimes civiles.

Plus précisément, l'analyse thématique permet d'approfondir et mieux comprendre les observations relatives à l'angle de traitement en identifiant de quoi il est question lorsque les journaux télévisés traitent du conflit. En fonction de l'angle de traitement et des acteurs sociaux concernés (armés ou non), 13 thèmes ont été identifiés (tableau 11)²⁹⁰. À ce stade, il convient de rappeler qu'un événement hors du commun a eu lieu en juin 2007 recevant une couverture médiatique exceptionnelle, en seulement trois jours. Il est le thème le plus traité par le nombre d'informations diffusées (131 sur 452 unités d'enregistrement). Le 28 et le 29 juin 2007 les FARC ont envoyé un communiqué de presse pour annoncer et confirmer la mort en captivité, une dizaine de jours auparavant, d'onze députés régionaux que ce groupe armé détenait depuis avril 2002. Le 16 juin 2008, les JT ont encore parlé de cette thématique pour commémorer la mort des politiciens. En raison de cette surreprésentation, les analyses menées en tiendront compte afin de ne pas biaiser les résultats. Pour cela, certains résultats sont présentés (dans le chapitre 13) en distinguant les 131 unités d'enregistrement qui concernent l'affaire des députés et les 321 unités restantes.

²⁸⁹ Adaptation des catégories proposées par Camilo Tamayo et Jorge Iván Bonilla (2005 : 40-45).

²⁹⁰ Les résultats de l'analyse thématique sont présentés dans la section 13.4.

Tableau 11 : Analyse thématique

Catégories	Description
Députés	Cette catégorie inclut les 131 unités d'enregistrement relatives à la mort des députés que les FARC avaient pris en otage.
État / Gouvernement : Paix (politique interne)	Unités d'enregistrement concernant les déclarations des membres du gouvernement et de l'État par rapport au conflit et à la politique du gouvernement de fermer les espaces politiques aux FARC. Informations se rapportant aux propositions de discussion avec les guérillas, aux mesures prises par le gouvernement à propos des groupes armés hors-la-loi et aux mesures et déclarations avec lesquelles le gouvernement et/ou l'État veulent afficher leur volonté de paix comme la libération unilatérale des guérilleros. Informations dans lesquelles ces mesures/programmes sont présentés comme positifs.
Combats / Victoires Force publique	Unités d'enregistrement relatives aux opérations militaires et aux succès de ces opérations menées par la force publique (armée, armée de l'air, marine, police, services de renseignement).
Attaques / Délits guérillas	Unités d'enregistrement se rapportant aux opérations militaires menées par les guérillas, ainsi qu'aux délits attribués à ces groupes armés.
Attaques / Délits groupes irréguliers non identifiés	Unités d'enregistrement se rapportant aux opérations militaires ainsi qu'aux délits attribués à des groupes armés hors-la-loi non identifiés.
Bandes émergentes / Réarmement	Unités d'enregistrement se rapportant au réarmement des paramilitaires démobilisés, ainsi qu'aux opérations militaires et délits attribués à ces groupes.
Juridique-judiciaire Force publique	Unités d'enregistrement relatives aux procès ou mesures juridiques impliquant des membres des forces armées de l'État. Indirectement, ces informations concernent les délits attribués à la force publique.
Juridique-judiciaire Guérilla	Unités d'enregistrement relatives aux procès ou mesures juridiques impliquant des membres des guérillas.
Paramilitaires n'existent plus	Unités d'enregistrement relatives aux procès judiciaires contre les paramilitaires démobilisés et autres mesures juridiques les concernant : solution juridique envisagée pour les « 19'000 » paramilitaires les moins gradés (<i>rasos</i>), extradition, déclarations des inculpés. Informations qui confirment que les paramilitaires n'existent plus, car ils participent à des programmes de réinsertion (fonte des armes, programmes de formation ou de métiers).
Négociations Gouvernement-Guérilla	Négociations du gouvernement avec la guérilla de l'ELN
Droits Humains / Population civile	Libération des personnes privées de liberté par la guérilla (par initiative de ces groupes armés), marche de M. Moncayo pour demander la libération des politiciens et militaires privés de liberté par les guérillas et autres manifestations sociales ou déclarations des représentants l'Église catholique en faveur des solutions négociées du conflit. Reportage sur une femme présentée par l'armée comme personne démobilisée de la guérilla. Informations sur le déplacement forcé et la situation de certains secteurs de la population à cause du conflit armé.
International	Unités d'enregistrement relatives au soutien financier de 2'000 dollars donnée aux FARC par un syndicat danois.
Autre	Reportages sur le suicide en cellule d'un homme accusé d'appartenir à l'ELN et « plainte » d'une journaliste de la section politique à l'égard de la police et l'armée qui ont, eux-mêmes, réalisé l'entretien auprès d'un policier qui s'est échappé des FARC et de la femme présentée comme démobilisée.

Enfin, les JT proposent une lecture particulière d'un sujet relatif au conflit armé à travers le titre qu'ils octroient à chaque information et qui s'affiche à l'écran dans la partie inférieure pendant que l'information est diffusée. Sur les quatre télé-journaux

sélectionnés, un seul, *Telepaís*, ne titre pas ses informations. Pour cette raison, cette partie de l'analyse se limitera aux trois autres JT : *CM&*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*. Le but de l'analyse est de regarder si l'information garde une relation avec le titre en le développant ou si, au contraire le titre mentionne des aspects (faits ou acteurs sociaux armés ou non armés) que l'information ne reprend pas par la suite. Ces résultats sont présentés dans la section 13.5.1.

12.2.3. Le conflit armé en images

Quant aux éléments (sonores et visuels) que les JT proposent aux citoyens pour une lecture de la réalité du conflit armé, l'analyse se penchera sur l'observation et la description du contenu des éléments visuels et la description des éléments sonores (autres que les paroles déjà analysées dans les étapes précédentes). Pour les premiers, une typologie est proposée en fonction de la présence/absence des éléments qui, dans la culture colombienne, indiquent le caractère violent du conflit en lien avec les acteurs concernés (tableau 12). En sus de cette typologie qui concerne les images assemblées par les JT, l'analyse inclut également l'observation des incrustations qui apparaissent à certaines occasions pendant que les présentateurs lancent une information. Quelques fois, ce ne sont pas des incrustations, mais des écrans qui se trouvent en arrière plan et qui présentent des images mobiles alors que les présentateurs introduisent un sujet. Ces images sont également prises en compte²⁹¹. En ce qui concerne les éléments sonores, la démarche analytique consistera à examiner dans quelles conditions les JT ajoutent des sons comme la musique -plutôt rare dans les informations télévisées- (Jamet, Jeannet, 1999a : 60-63) ou laissent des sons d'ambiance afin de produire certains effets : du réel, de l'émotion, de la reconnaissance²⁹².

²⁹¹ Les résultats de cette partie de l'analyse sont présentés dans la section 13.5.3.

²⁹² Les résultats de cette partie de l'analyse sont présentés dans la section 13.5.2.

Tableau 12 : Contenu des images

Catégories	Description
Guerrier / Belliciste	Séquences qui montrent des scènes d'entraînement militaire, des opérations militaires ou des combats des ou entre groupes armés légaux ou illégaux.
Victoires militaires	Images qui montrent et prouvent les victoires militaires revendiquées par les FF.MM. : personnes capturées, matériel de guerre saisi, campements démantelés.
Dégâts actions armées	Images qui montrent les conséquences des actions armées des groupes hors-la-loi.
Morts	Séquences qui montrent des ossements ou de cadavres.
Militaire non violent	Séquences dans lesquelles des membres de groupes armés sont montrés dans des événements militaires mais non de guerre, comme une cérémonie militaire.
Paix	Séquences filmées lors des négociations des groupes armés (ELN, paramilitaires démobilisés) avec le gouvernement et images d'archives de la remise d'armes et des démobilisations des groupes paramilitaires.
Juridique	Séquences prises lors des procès judiciaires ou qui montrent des éléments relatifs à la justice.
Civils	Séquences qui montrent la population civile dans des manifestations ou dans des rites, comme une messe. Cette catégorie inclut également les séquences avec les familles des députés qui pleuraient la mort de leurs proches.
De contexte – Illustratives	Plan généraux et séquences qui montrent des lieux ou des objets.

12.2.4. Cadrage informatif et objectivité de l'information

Les études menées par des chercheurs colombiens auprès des journalistes et abordées dans le chapitre 7 montraient que les professionnels de l'information accordent un intérêt particulier à la qualité de leur travail informatif, ainsi qu'au rôle qu'ils peuvent jouer dans l'évolution de la confrontation armée. Pour les journalistes, la qualité de leur travail est directement associée à ce qu'ils appellent l'objectivité de l'information²⁹³ qui fait référence à une pratique professionnelle journalistique consistant à produire des discours distancés avec lesquels les professionnels tiennent leur engagement d'informer les citoyens tout en se protégeant d'éventuelles critiques et accusations. Eu égard à la valeur que les journalistes accordent à l'objectivité de leurs discours d'information, cette analyse examinera également la manière dont les règles professionnelles avec lesquelles les journalistes définissent l'objectivité de leur travail sont respectées ou transgressées. Ces résultats sont exposés dans la section 13.6.

²⁹³ Voir à ce propos le chapitre 8.

Pour commencer, la question de la factualité de l'information sera examinée. Les professionnels l'associent à la description des faits de manière complète et en évitant les prises de position partisans et personnelles. Pour cela, les règles professionnelles contraignent les journalistes à se limiter à répondre à cinq questions : *qui, quoi, où, quand* et *pourquoi*. L'analyse cherche ainsi à établir quelle proportion d'unités d'information répond à ces questions de manière partielle ou totale. En rapport avec la question de la factualité, le style rédactionnel représente aussi un indicateur du suivi des règles professionnelles définissant l'objectivité de l'information, car il permet de comparer la proportion d'unités d'enregistrement dans lesquelles prédomine un style descriptif avec la proportion d'unités dans lesquelles un style centré sur l'émotion ou partisan prévaut. Ces styles rédactionnels sont à mettre en relation avec les contraintes symboliques et économiques des JT (chapitre 9). Ainsi, sur la base de la typologie proposée par Xosé Soengas (2003 : 167-170), quatre styles ont été repérés (tableau 13).

Tableau 13 : Style rédactionnel

Catégories	Description
Style descriptif	Unités d'information dans lesquelles les journalistes se limitent à décrire/rapporter les faits.
Style dramatisé	L'information cherche à produire de l'émotion en ajoutant de la musique, des extraits tournés sur le lieu de l'événement, le témoignage des victimes ou les extraits des vidéos que les FARC avaient envoyé comme preuve de vie des députés pendant leur captivité.
Style problématisé	L'information insère l'événement dans une chaîne de causalités en l'associant à des événements ayant eu lieu dans le passé.
Style partisan / critique	Le journaliste/le JT se positionne, prend parti explicitement.

Ensuite, les autres critères qui définissent l'objectivité en tant que pratique professionnelle discursive (équilibre, impartialité, neutralité, distanciation énonciative) dépendent des sources auxquelles les journalistes font appel pour élaborer leurs informations. En conséquence, l'analyse se poursuivra en étudiant les sources journalistiques. En premier lieu, c'est la forme sous laquelle une information est présentée aux téléspectateurs qui est analysée de façon à établir dans quelle mesure les JT laissent les sources prendre la parole à l'écran et dans quelle mesure ces sources sont uniquement citées. Le tableau 14 définit les cinq formes textuelles²⁹⁴, ou types de traitement de

²⁹⁴ Une forme textuelle est définie par Jean-Claude Soulages (1999 : 45) comme les formats et configurations discursives spécifiques (l'interview, l'éditorial ou le reportage) qui prennent place à l'intérieur de différents « produits médiatiques », comme le journal télévisé. Marlène Coulomb-Gully, parle, elle, des types de traitement de l'information au JT et en identifie quatre majeurs : la brève, la nouvelle, l'interview et le reportage (1995 : 56). Ces formes textuelles ne correspondent pas aux sous-genres du macro-genre JT identifiés par d'autres chercheurs comme Patricia von Münchow qui parle de la brève, le reportage, le direct et le commentaire (2004 : 67).

l'information, repérées dans le corpus. La question de la présence des sources est également à mettre en rapport avec les stratégies des JT pour légitimer leurs discours en les rendant plus crédible faisant appel aux sources bénéficiant d'une certaine autorité dans le domaine traité.

Tableau 14 : Forme textuelle²⁹⁵ (type de traitement de l'information)

Catégories	Description
Brève	Lecture de l'information par la/le présentatrice/teur ou un(e) journaliste en <i>voix off</i> .
Nouvelle	L'information est introduite par la/le présentatrice/teur et commentée par un(e) journaliste.
Reportage	Introduction par la/le présentatrice/teur + (commentaire du journaliste) + prise de parole de la source.
Interview	Questions posées par la/le présentatrice/teur à un invité en direct.
Éditorial	Personne invitée pour donner son opinion à propos d'un sujet du jour. Il n'y a pas de questions posées par les présentateurs, seulement une introduction/présentation.

Par la suite, l'axe d'analyse portera sur la manière dont les JT respectent la règle de la pluralité de sources lorsqu'il s'agit du conflit armé. À cet effet, l'analyse différencie le nombre d'unités d'enregistrement dans lesquelles les sources sont visibles et que les téléspectateurs peuvent entendre (reportages, interviews, éditoriaux) du nombre d'unités dans lesquelles les sources sont uniquement citées (brèves, nouvelles). Par ailleurs, l'objectivité de l'information pour les journalistes dépend non seulement du nombre de sources, mais également de la diversité de points de vue exprimés par ces sources. Pour les professionnels, cela permet aux citoyens de mieux se former leur propre opinion. Dans le cas qui concerne cette recherche, il s'agit de regarder si les sources mentionnées et montrées dans le corpus expriment de points de vue divergents, semblables ou complémentaires. Enfin, c'est le type de sources (officielles, civiles, armées, internationales, propres au JT) qui sera identifié en fonction des catégories présentées dans le tableau 15.

²⁹⁵ Adaptation des catégories proposées par Jean-Claude Soulages (1999 : 45), Camilo Tamayo et Jorge Iván Bonilla (2005 : 28-29).

Tableau 15 : Type de sources journalistiques²⁹⁶

Catégories		Description
Sources officielles	Gouvernement	Président, Ministres, Gouverneurs, Maires, Haut Commissaire pour la paix, Conseiller présidentiel des relations extérieures à Washington, Conseiller présidentiel pour la réinsertion, Conseiller présidentiel pour les droits humains.
	Forces armées de l'État	Armée, police (DIJIN, SIJIN), marine, armée de l'air, Gaula, DAS et autres organismes de renseignement, juges militaires.
	État	Législatif (Sénat, Congrès, Chambre de représentants), Judiciaire, <i>Fiscalía</i> , <i>Procuraduría</i> , <i>Contraloría</i> , Ombudsman, Tribunaux, Commission de Réparation, Médecine légale.
Sources civiles	Organisations civiles	Église, ONG, OI, associations, partis politiques, politiciens en campagne, médias, entreprises privées (<i>Consejo Nacional de consultoría</i>), corporations (<i>gremios</i>), Commission de garants, Conseiller de paix (<i>asesor de paz</i>).
	Sujets sociaux	Victimes, témoins, professionnels, ex-fonctionnaires.
Groupes hors-la-loi	Guérillas	Membres des FARC, de l'ELN et de l'EPL.
	Paramilitaires	Démobilisés, réarmés ²⁹⁷ .
Internationales		Gouvernements étrangers, OEA (Organisation d'États Américains), médias internationaux.
Archives		Utilisation d'archives comme source.
JT		Lorsque le journal télévisé est sur le lieu de l'événement et d'autres sources ne sont pas citées ni montrées. Le JT est le témoin direct de l'évènement.

Ainsi, plus les sources exprimant des opinions divergentes sont citées ou interviewées dans les informations, plus les JT respectent les règles (pluralité, neutralité, équilibre) que les professionnels ont fixées pour définir la qualité du travail informatif. En sus de cela, il faut également qu'il y ait un équilibre entre les versions opposées que les JT présentent, tout comme il faut que les journalistes se distancient du discours des sources de façon à indiquer clairement aux téléspectateurs qu'il ne s'agit pas d'une prise de position personnelle, mais de l'avis défendu par la source. Beaucoup de questionnements peuvent être soulevés quant à l'utilité d'une telle démarche. Des exemples concrets, analysés dans la section 13.6.2.7. permettront de poser cette discussion.

²⁹⁶ Les catégories utilisées dans cette variable constituent une adaptation de celles proposées par Camilo Tamayo et Jorge Iván Bonilla (2005 : 34-37).

²⁹⁷ Les chercheurs colombiens Camilo Tamayo et Jorge Iván Bonilla incluent les paramilitaires démobilisés dans la catégorie de civils, puisqu'ils sont des ex-combattants. En revanche, dans cette recherche, les paramilitaires démobilisés sont pris comme représentants des groupes paraétatiques puisqu'ils ont un traitement spécial de par leur condition. La plupart des informations qui les mentionnent et/ou les montrent se réfèrent aux procès auxquels ils sont soumis pour rendre compte des crimes commis alors qu'ils étaient armés. Même démobilisés, ils continuent à tenir un discours en tant que groupe.

12.2.5. Sources journalistiques et légitimation de la violence politique armée

À propos des sources, se pose également la question de savoir dans quelle mesure l'ensemble des acteurs armés sont présents ou absents des discours d'information et comment ils sont présentés par les JT.

12.2.5.1. Les acteurs armés

Tout d'abord, c'est la visibilité des acteurs armés légaux et illégaux²⁹⁸ qui est déterminée en comparant le nombre d'unités d'enregistrement dans lesquelles chaque acteur armé est une source citée ou visible avec le nombre d'unités dans lesquelles ils sont le sujet traité. L'objectif est de savoir dans quelle mesure ce sont les adversaires qui parlent d'un acteur armé. Ensuite, l'analyse aborde les catégories linguistiques utilisées pour désigner les acteurs armés, dans la mesure où cela constitue un élément de la légitimité que les sources et les médias reconnaissent ou non à un acteur armé. En effet, étant donné que les désignations proviennent des énonciateurs variés, « elles sont porteuses d'une orientation argumentative, c'est-à-dire qu'elles orientent l'énoncé vers une conclusion en faveur de l'un ou l'autre des belligérants » (Veniard, 2003 : 23). D'ailleurs, les enquêtes conduites auprès des acteurs armés (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003), mentionnaient que ces derniers critiquent le manque d'impartialité et le biais des journalistes en raison de désignations qu'ils utilisent. Ces désignations sont plus ou moins porteuses de significations politiques revendiquées par les groupes armés. Comme le souligne Paul Siblot, « à travers la désignation de l'objet nommé, nous exprimons à son égard un point de vue » (2007 : 38).

Après avoir recensé les termes et les expressions désignant les acteurs armés, une typologie est proposée (tableau 16) pour les classer en veillant à distinguer les dénominations qui identifient les groupes armés et leurs membres, par leur nom ou avec des expressions qu'ils utilisent eux-mêmes pour se désigner, celles qui portent un jugement de valeur négatif et celles qui pourraient être utilisés pour nommer n'importe quel acteur social. Les catégories de désignation qui méritent un examen particulier sont présentées et étudiées individuellement dans le chapitre suivant. À ce sujet, il convient également de rappeler, avec Marc Lits, que « le degré zéro du discours n'existe pas. Aucun terme n'est purement dénoté, n'est absent de connotations, de sens allégorique ou métaphorique, n'échappe pas à une charge émotionnelle ou à un marquage idéologique » (2008 : 105). Dans ce sens, les catégories proposées s'adaptent au contexte colombien et

²⁹⁸ Le chapitre 7 spécifie que les études menées en Colombie se concentraient presque exclusivement sur les acteurs armés illégaux.

leur nom, comme par exemple ‘neutre’, ne prétend pas à signifier que les désignations classées dans cette catégorie correspondraient à un quelconque « degré zéro » du discours.

Tableau 16 : Désignations des acteurs armés²⁹⁹

Catégories	Syntagmes inclus dans chaque catégorie
Identification	Désignations qui identifient explicitement le groupe armé, une sous-structure du groupe ou qui donnent le nom de la personne : - Forces armées de l'État ('<i>policía nacional</i>', '<i>policía metropolitana</i>', '<i>ejército nacional</i>', '<i>DIJIN</i>', '<i>general Padilla</i>', '<i>general Naranjo</i>', '<i>general Ballesteros</i>', '<i>DAS</i>'...); - Guérilla ('<i>FARC</i>', '<i>ELN</i>', '<i>Bloque oriental</i>', '<i>secretariado de las FARC</i>', '<i>comando central del ELN</i>', '<i>elenos</i>', '<i>Manuel Marulanda</i>', '<i>Raúl Reyes</i>', '<i>Pablo Beltrán</i>'...); - Paramilitaires ('<i>AUC</i>', '<i>Águilas negras</i>', '<i>Bloque bananero</i>', '<i>Carlos Castaño</i>', '<i>Salvatore Mancuso</i>', '<i>Ernesto Baez</i>'...); - Groupe armé / Non identifié ('<i>Edwin Alexander Torres</i>').
Évaluative négative	Le terme désigne une force armée de l'État ou un de ses membres en mettant l'accent sur le fait qu'ils sont l'objet des procès judiciaires : '<i>prófugos</i>', '<i>detenidos</i>', '<i>investigados</i>' ; La désignation déshumanise ou un groupe armé illégal ou un de ses membres ou met l'accent sur le fait qu'ils utilisent les armes de manière illégale : - Guérilla ('<i>alias</i>', '<i>cabecilla</i>', '<i>milicia</i>', '<i>grupo armado</i>', '<i>secuestradores</i>', '<i>infiltrado de</i>', '<i>detenido</i>', '<i>alzados en armas</i>', '<i>capturados</i>', '<i>cuadrilla del grupo bolchevique</i>', '<i>rebeldes</i>') ; - Paramilitaires ('<i>alias</i>', '<i>cabecilla</i>', '<i>grupo armado</i>', '<i>jefe paramilitar extraditado</i>', '<i>bandas emergentes</i>', '<i>detenido</i>', '<i>alzados en armas</i>', '<i>capturados</i>', '<i>nuevos grupos paramilitares</i>', '<i>organizaciones de ex-paramilitares</i>') ; - Groupe armé / Non identifié ('<i>grupos ilegales</i>', '<i>cabecilla de grupos ilegales</i>', '<i>grupo armado</i>', '<i>alzados en armas</i>', '<i>grupos violentos</i>', '<i>criminales</i>', '<i>grupos fuera de la ley</i>', '<i>terroristas</i>', '<i>alias XXX</i>', '<i>actores de la guerra</i>'...).
Non évaluative	Syntagmes utilisés par les groupes armés pour s'auto-désigner (sans donner le nom du groupe) ou qui mentionnent le poste occupé par une personne dans l'organigramme : - Forces armées de l'État ('<i>fuerzas militares</i>', '<i>militares</i>', '<i>policía</i>', '<i>ejército</i>', '<i>jefe</i>', '<i>comandante</i>', '<i>cúpula</i>', '<i>autoridades</i>', '<i>agentes del Estado</i>', '<i>cúpula militar</i>', '<i>soldado raso</i>'...) - Guérilla ('<i>guerrilla</i>', '<i>jefe</i>', '<i>comandante</i>', '<i>cúpula</i>', '<i>vocero</i>', '<i>organización insurgente</i>', '<i>columna armada</i>', '<i>insurgente</i>', '<i>subversivos</i>', '<i>combatientes</i>', '<i>grupo subversivo</i>', '<i>milicias urbanas de las FARC</i>'...) - Paramilitaires ('<i>paramilitares</i>' – '<i>autodefensas</i>', '<i>jefe</i>', '<i>comandante</i>', '<i>cúpula</i>', '<i>voceros de las autodefensas</i>', '<i>líderes desmovilizados</i>' – '<i>jefes desmovilizados</i>', '<i>estructuras de las autodefensas desmovilizadas</i>', '<i>notorio líder</i>', '<i>combatientes</i>', '<i>combatientes rasos</i>'...).
Non existence	La désignation met en évidence le fait que l'individu ne fait plus partie du groupe armé : - Forces armées de l'État ('<i>excomandante de la policía</i>', '<i>coronel retirado</i>', '<i>ex-subdirector del DAS</i>', '<i>exmilitares</i>') - Guérilla ('<i>desertor</i>', '<i>ex-vocero de las FARC</i>', '<i>abatido guerrillero</i>', '<i>desmovilizado de las</i>

²⁹⁹ Dans les cas comme '*el ex-jefe paramilitar alias Macaco*', sont catégorisées deux expressions qui désignent le même référent et que chacune se suffirait à elle seule. Pour cette raison, elles sont classées dans une catégorie différente : 'non existence' (*el ex-jefe paramilitar*) et 'évaluative négative' (*alias Macaco*). Dans le cas où l'expression indique le poste et le nom, une seule dénomination est catégorisée : '*general Padilla comandante de las fuerzas militares*' (identification).

	<i>FARC</i>, ‘<i>ex-guerrillero</i>’, ‘<i>desmovilizados de la guerrilla</i>’...) - Paramilitaires (‘<i>desmovilizado</i>’, ‘<i>reinsertado</i>’, ‘<i>paramilitares desmovilizados</i>’, ‘<i>ex-comandantes</i>’, ‘<i>desmovilizado jefe</i>’, ‘<i>ex-jefe paramilitar</i>’, ‘<i>ex-combatientes</i>’, ‘<i>miembros desmovilizados</i>’, ‘<i>desmovilizados de las autodefensas</i>’...).
Présumé	Désignations qui laissent supposer que l’appartenance de la personne au groupe armé ou sa responsabilité dans un acte illégal n’est pas confirmée : - Forces armées de l’État (‘<i>supuestos militares</i>’) - Guérilla (<i>presunto</i>’, ‘<i>supuestos subversivos</i>’, ‘<i>señalada infiltrada de las FARC</i>’, ‘<i>sindicado de ser el reclutador de l’ELN</i>’, ‘<i>sindicado de pertenecer a las FARC</i>’...) - Paramilitaires (‘<i>presunto</i>’, ‘<i>señalado como integrante de las bandas emergentes</i>’, ...).
Neutre	Désignations qui peuvent être utilisées pour n’importe quel référent, armé ou non, légal ou non : - Forces armées de l’État (‘<i>los nuevos ricos</i>’, ‘<i>cliente</i>’, ‘<i>grupo</i>’, ‘<i>hombres</i>’, ‘<i>personas</i>’...) - Guérilla (‘<i>persona</i>’, ‘<i>grupo</i>’, ‘<i>la mujer</i>’, ‘<i>la organización</i>’, ‘<i>individuos</i>’, ‘<i>la defendida</i>’, ‘<i>hombres</i>’, ‘<i>negociador</i>’, ‘<i>congéneres</i>’, ‘<i>sucesor</i>’, ‘<i>la otra empresa</i>’, ‘<i>joven universitario</i>’, ‘<i>muchachos</i>’) - Paramilitaires (‘<i>hombres</i>’, ‘<i>defendido</i>’, ‘<i>miembros</i>’, ‘<i>persona</i>’, ‘<i>gente</i>’, ‘<i>organización</i>’, ‘<i>agrupación</i>’, ‘<i>grupo</i>’, ‘<i>actores en conflicto</i>’, ‘<i>gente</i>’, ‘<i>agrupación</i>’, ‘<i>nuevas fuerzas</i>’, ‘<i>nuevas agrupaciones</i>’, ‘<i>jefes</i>’, ‘<i>movilizados</i>’) - Groupe armé / Non identifié (‘<i>grupo militar</i>’, ‘<i>grupo</i>’, ‘<i>grupo no identificado</i>’).
Négation d’un trait négatif	Un représentant du groupe armé nie la désignation qu’un autre acteur social lui donne : - Forces armées de l’État (‘<i>no somos delincuentes</i>’, ‘<i>supuestamente somos personas con demasiado dinero</i>’) - Guérilla (‘<i>las FARC no son un grupo terrorista</i>’, ‘<i>no somos un grupo terrorista</i>’).

La façon de nommer tel ou tel acteur armé ne dépend pas exclusivement des journalistes. Les sources, dont les acteurs armés, sont aussi responsables. De ce fait, l’analyse examinera aussi quels sont les énonciateurs qui prennent en charge ces désignations sachant que le discours des journalistes reprend souvent celui des sources.

Finalement pour mieux comprendre la question de la légitimité que les discours d’information télévisée reconnaissent ou non aux différents acteurs armés, l’analyse cherchera à identifier le rôle que les télé-journaux nationaux attribuent aux acteurs armés en fonction de la principale activité de ces acteurs rapportée par les sources et les journalistes. Le tableau 17 définit les rôles identifiés.

Tableau 17 : Rôle des acteurs armés

Catégories	Description
Accusé / soumis à la justice	Unités d'information relatives aux procès judiciaires ou aux accusations contre un ou plusieurs membres des forces armées de l'État (armée, armée de l'air, marine ou police), des guérillas (FARC ou de l'ELN) ou des paramilitaires démobilisés ou contre ceux qui se sont réarmés ou qui ne sont pas démobilisés.
Agresseur / Délictueux	Unités d'information dans lesquelles un ou plusieurs délits/agressions/opérations militaires sont attribués à un ou plusieurs membres des forces armées de l'État (armée, armée de l'air, marine ou police), des guérillas (FARC ou de l'ELN), des paramilitaires qui ne sont pas démobilisés ou des groupes armés non identifiés.
Combattant	Unités d'information dans lesquelles il s'agit des opérations militaires des forces armées de l'État (armée, armée de l'air, marine ou police) contre les groupes hors-la-loi, des guérillas (FARC ou ELN) contre la force publique ou des paramilitaires démobilisés ou encore actifs.
Démobilisé	Unités d'information dans lesquelles les guérilleros sont présentés comme ne faisant plus partie des FARC ou de l'ELN (guérilleros démobilisés et/ou réinsérés) ou dans lesquelles les paramilitaires sont présentés dans leur condition de personnes démobilisées et/ou réinsérées dans la vie civile ou encore qui affirment que des membres des groupes armés hors-la-loi (sans préciser lequel) se sont démobilisés.
Détenu	Unités d'information rapportant l'arrestation ou mise en justice des membres des forces armées de l'État (armée, armée de l'air, marine, police), des guérillas (FARC, ELN), des paramilitaires encore actifs (bandes émergentes) ou des membres de groupes armés non identifiés, accusés d'un crime/délit.
Mort	Unités d'information rapportant la mort ou faisant référence à des membres des forces armées de l'État, des guérillas ou des paramilitaires morts.
Négociateur	Unités d'information dans lesquelles les membres des forces armées de l'État, de l'ELN (dans la période dans laquelle le corpus a été recueilli, l'ELN maintenait de pourparlers de paix avec le gouvernement) ou des paramilitaires démobilisés apparaissent en tant que négociateurs.
Suspect (guérilla)	Essentiellement dans le cas de députés, la guérilla des FARC a été suspecté d'être responsable de la mort des politiciens, mais sans être accusée ouvertement (par les familles et certains médias).
Autre	La guérilla est présentée comme un groupe armé soutenu/aidé par une organisation internationale (syndicat danois).

Pour cette catégorisation, la proportion d'unités d'enregistrement classée dans chacune des catégories précédentes sera établie en fonction du nombre total d'informations dans lesquelles un rôle est attribué à un acteur armé (tableau 18).

Tableau 18 : Nombre d'unités d'information attribuant un rôle à chaque acteur armé

JT	Forces armées de l'État	Guérillas	Paramilitaires	Groupes armés non identifiés
<i>Telepaís</i>	20	41	15	10
<i>CM&</i>	26	39	32	3
<i>Caracol</i>	22	42	18	3
<i>RCN</i>	45	66	43	4
Total	113	188	108	20

12.2.5.2. L'attribution des responsabilités dans le cadre de la confrontation armée

Le cadrage définit comme l'application d'un cadre qui, à travers le langage définit les problèmes, diagnostique des causes, favorise des jugements moraux et suggère des solutions aux problèmes sociaux (Entman, 1993 : 51-52), est déterminé par les intérêts du groupe auquel appartient celle ou celui qui applique un cadre (Moisy, 2001). Si toutes les parties que le conflit armé en Colombie oppose n'ont pas le même accès aux médias de masse pour exprimer leurs revendications, aussi est-il manifeste qu'une version du conflit va dominer et que cette version sert les desseins des acteurs les plus sollicités par les médias. Pour cette raison, il convient d'analyser les procédés discursifs à travers lesquels les professionnels de l'information revendiquent leur indépendance ou, au contraire, s'alignent sur le point de vue dominant. L'intérêt d'une telle analyse demeure dans le fait que ces procédés constituent des éléments proposés par les JT aux téléspectateurs pour afficher l'objectivité de leur travail et, de cette façon, mieux accomplir la fonction informative dont ils se sont investis. D'où la nécessité de prendre des exemples concrets pour analyser les indices des pratiques de communication de guerre présents dans les discours d'information télévisés et les mécanismes discursifs (audio-visuels) mobilisés par les professionnels de l'information pour produire des discours objectifs dans ce contexte de guerre³⁰⁰. À cet effet, cinq sous-corpus ont été construits.

Le choix de ces sous-corpus est basé sur des critères quantitatifs et heuristiques évoqués par Patrick Charaudeau *et. al.* (2001 : 34). Le premier sous-corpus correspond aux 187 unités d'information dans lesquelles il est question de la mort de combattants (étatiques, paraétatiques ou contre-étatiques) et des civils. Avec ce sous-corpus, une première analyse examinera la manière dont les JT désignent la mort des uns et des autres. Parmi ces termes, certains sont plus explicites que d'autres. Parallèlement, quelques-uns comportent une accusation plus ou moins directe de l'acteur armé qui cause la mort, orientant de cette façon l'énoncé vers une conclusion en faveur de l'un ou l'autre des groupes armés (Veniard, 2003 : 23). En fonction de ces deux critères, une typologie de huit catégories (présentées dans le tableau 19) est proposée. L'objectif de cette typologie consiste à mettre en exergue la manière dont la désignation de la mort des civils et des combattants légitime ou délégitime certains acteurs armés. Les images montrant des morts ont également fait l'objet d'une analyse afin de déterminer les conditions dans lesquelles ces images sont montrées aux téléspectateurs. Dans ce cas, l'analyse se concentrera sur la manière dont le traitement médiatique donné à la mort des civils diverge de celui donné à la mort des combattants, ainsi que la manière dont la mort des combattants étatiques est

³⁰⁰ Les résultats de ces analyses sont présentés dans la section 13.7.

représentée de manière différente à celle des combattants contre-étatiques et paraétatiques. Ces résultats sont présentés dans la section 13.7.1.3.

Tableau 19 : Typologie du lexique employé pour désigner la mort

Catégorie	Définition	Lexique concerné
« La mort »	Termes qui pourraient désigner la mort survenue de manière naturelle. Ils n'impliquent pas l'accusation explicite du responsable ni ne mettent l'accent sur la violence.	<i>La muerte, morir, fallecer.</i>
La mort « affaire »	Toponymes désignant des massacres en fonction de l'endroit où ils ont eu lieu.	<i>Caso Jamundí.</i>
La mort judiciaire	La mort est nommée en utilisant un registre faisant partie du code pénal ou du Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale.	<i>Homicidio, homicidio agravado, crimen de lesa humanidad, crimen de guerra.</i>
La mort suicide	Termes faisant référence au fait de se donner la mort.	<i>Suicidarse, ahorcarse, quitarse la vida.</i>
La mort évaluée	À la différence de la catégorie suivante ³⁰¹ , celle-ci regroupe les expressions dans lesquelles des adjectifs ou des périphrases sont utilisées pour critiquer/dénoncer la mort.	<i>Trágica muerte, hecho/crimen atroz/horrible, la mayor masacre, vil asesinato, acto criminal/execrable/infame, morir como un perro, matanza, crimen imperdonable.</i>
La mort réprouvée	Noms et verbes qui mettent l'accent sur la violence et à travers lesquels la mort est fustigée.	<i>Asesinato, masacre, degollar, crimen, matar, ejecutar, aniquilar.</i>
La mort déshumanisée	Lexique utilisé dans un registre militaire pour nommer la mort de l'adversaire et qui rappelle/utilise les expressions employées pour parler de la mise à mort des animaux.	<i>Dar de baja, abatir.</i>
La mort indirecte	Expressions qui font référence à la mort en parlant des événements qui lui sont associés ou de l'absence de vie.	<i>Velorio, entierro, fosas comunes, por la memoria de..., vivir siempre feliz allá en el cielo, diosito se los quiso llevar, luto, desaparición, el dolor de saber que ya no volverá, cuatro tablas de madera, las viudas, investigación forense.</i>

Ce sous-corpus comprend également le sujet qui, par le nombre d'unités d'enregistrement, représente le sujet le plus traité par les télé-journaux nationaux, à savoir l'affaire des députés évoquée antérieurement, ainsi que celui des attentats

³⁰¹ Étant donné que dans leurs manuels de rédaction et leur code déontologique, les journalistes colombiens préfèrent l'utilisation d'un vocabulaire strictement descriptif et que l'utilisation d'adjectifs qualificatifs est plutôt défendue, il est pertinent de proposer deux catégories pour classer les désignations qui condamnent la mort à travers des noms et des verbes et celles qui le font en utilisant des qualificatifs (adjectifs, périphrases, etc.). Cette façon de procéder a permis de mettre en évidence que le deuxième cas de figure se présente uniquement lorsqu'il s'agit de désigner la mort des civils.

« terroristes » survenus dans la ville de Buenaventura le week-end précédant l'annonce de la mort des députés³⁰². Ces deux exemples permettront d'analyser la « guerre langagière » à laquelle se livrent les acteurs armés à travers les médias de masse. L'exemple le plus représentatif demeure les désignations utilisées pour faire référence aux personnalités politiques, ainsi qu'aux policiers et militaires « privés de liberté » par la guérilla³⁰³.

Pour les quatre autres sous-corpus, qui proportionnellement ne représentant pas une partie importante du corpus, un critère heuristique a été privilégié. Ce type de critère consiste à fabriquer un échantillon à partir d'une première analyse qui permet d'émettre des hypothèses. Le corpus-échantillon sert à vérifier ces hypothèses (Charaudeau, *et. al.*, 2001 : 34). Dans le cadre de cette thèse, le deuxième sous-corpus contient les 43 unités d'enregistrement qui rapportent le sujet le plus récurrent, à savoir les victoires militaires revendiquées par les forces armées de l'État. Plus concrètement, ce sont les types de victoires militaires revendiquées, les adversaires combattus, les délits attribués à ces adversaires, le contenu des images qui prouvent ces victoires et le respect des critères définissant l'objectivité de l'information (pluralité de sources, équilibre, impartialité et distanciation énonciative) qui sont examinés de façon à identifier les stratégies de communication de guerre et les procédés discursifs mis en place par les journalistes pour répondre à l'instrumentalisation effectuée par les acteurs armés³⁰⁴.

Le troisième sous-corpus correspond aux quatre unités d'information (une pour chaque JT) rapportant le recrutement d'enfants effectué par les acteurs armés hors-la-loi, selon les forces armées de l'État. Cette information est intéressante dans la mesure où elle provient d'une source armée et qu'elle permet d'incriminer l'adversaire en l'accusant d'un acte largement reprochable. Dans ce cas, les analyses porteront sur l'importance accordée par les JT à cette information (durée et place dans la grille de programmation du JT), ainsi que sur la question de la pluralité de sources, le contenu des images et tout particulièrement les stratégies discursives d'attribution de la responsabilité³⁰⁵.

Ensuite, le quatrième sous-corpus de trois unités d'information (*Telepaís*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*) concerne le suicide d'un homme accusé d'avoir appartenu à la guérilla de l'ELN. Ces trois unités font également partie du premier sous-corpus traitant la mort dans les informations télévisées. Toutefois, leur particularité quant à la manière dont la source fournit cette information mérite un examen détaillé. Dans cet exemple, ce sont les explications données par la source pour commenter cette mort et les stratégies discursives des journalistes qui sont analysées dans la section 13.7.2.4.

³⁰² Ces deux sujets sont analysés dans la section 13.7.2.3.

³⁰³ Les résultats de cette partie de l'analyse sont présentés dans la section 13.6.2.7.1.

³⁰⁴ Se reporter à la section 13.7.2.1.

³⁰⁵ Ces résultats sont exposés dans la section 13.7.2.2.

Enfin, le dernier sous-corpus correspond à une seule unité d'enregistrement dans laquelle une journaliste du journal télévisé *Noticias Caracol* fustige la restriction imposée aux journalistes par les forces armées de l'État pour accéder à certaines sources. En effet, ce type de positionnement public demeure exceptionnel et mérite, de ce fait, d'être souligné³⁰⁶.

Sur la base des précisions méthodologiques exposées dans ce chapitre, le chapitre suivant présente les résultats obtenus à partir des techniques décrites dans l'introduction générale (analyse de contenu, analyse de discours et analyse des images).

³⁰⁶ Section 13.6.2.7.2.

13. RÉSULTATS

En premier lieu, il convient de rappeler la question de recherche qui a orienté cette analyse : *comment le conflit armé interne en Colombie est-il mis en mots et en images par les journalistes, puis mis en scène dans les dispositifs des journaux télévisés (selon une logique médiatique) à partir des discours premiers fournis par les sources, notamment armées (selon une logique de guerre) ?* Pour répondre à cette question, une hypothèse de travail a été formulée selon laquelle *le cadrage informatif serait déterminé par le contexte dans lequel les discours d'information relatifs au conflit armé en Colombie sont produits et diffusés. Les sources, notamment les acteurs armés, ayant plus d'accès aux médias imposeraient leur lecture interprétative de la réalité du conflit. Toutefois, les journalistes colombiens prônent et défendent l'exercice d'un journalisme « objectif » garantissant la fonction démocratique qu'ils attribuent à leur travail. Alors que certaines règles définissant l'objectivité³⁰⁷ de l'information, telles que la pluralité de sources, la neutralité³⁰⁸, l'impartialité³⁰⁹ et l'équilibre³¹⁰ seraient transgressées, d'autres telles que la factualité et la distanciation énonciative seraient respectées de façon à produire des discours en apparence objectifs. En conséquence, le contrat d'information tel qu'il est proposé aux citoyens-consommateurs ne serait que partiellement tenu et la violence politique armée exercée par les acteurs les plus visibles dans les télé-journaux nationaux serait légitimée.* Eu égard à ces éléments, différents indicateurs³¹¹ du cadrage sont observés pour décrire la lecture interprétative que les JT de diffusion nationale réalisent dans le dessein d'informer les téléspectateurs sur la réalité du conflit armé.

³⁰⁷ Comme il est mentionné dans le sous-chapitre 8.2, dans cette thèse l'objectivité est définie très concrètement en termes de pratique professionnelle journalistique comme une pratique discursive qui résulte de la factualité, la neutralité, l'impartialité, l'équilibre, la distanciation énonciative, la rédaction en style impersonnel et la pluralité des sources (Chalaby, 1998).

³⁰⁸ Mentionner toutes les parties qui s'opposent sur une question dans une information.

³⁰⁹ Ne pas prendre parti pour aucune de ces parties.

³¹⁰ Donner à toutes les parties opposées le même temps et la même représentativité dans le traitement de l'information.

³¹¹ Ces indicateurs sont exposés dans le chapitre précédent.

13.1. Contrat de communication et dispositif. Entre proximité et fidélisation des téléspectateurs

En mobilisant un dispositif particulier et en suivant une certaine structure, *Telepaís*, *CM&*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN* mettent en scène leurs projets communicationnels. Ils construisent une identité les légitimant en tant qu'informateurs et attribuent un rôle à leurs téléspectateurs. Dans cette perspective, la question était de savoir comment les journaux télévisés en Colombie vont-ils signifier à leurs téléspectateurs que leur travail consiste à les tenir informés et comment vont-ils se légitimer dans ce rôle ? Autrement dit, comment ces JT établissent un contrat de communication à visée d'information, pour se positionner en tant que pourvoyeurs d'informations ? À ce propos, il convient de rappeler que ce contrat est déterminé par deux visées³¹², symbolique (informer) et pragmatique (stratégies de captation pour répondre aux contraintes de rentabilité).

Au préalable, il est intéressant de noter que les JT nationaux en Colombie organisent leurs contenus en suivant le format qui correspond à celui qui domine actuellement en Occident (Jamet, Jeannet, 1999a, 1999b ; Siracusa, 2001 ; Soulages, 1999). De façon générale, les JT se structurent en trois grandes parties. La première correspond à l'ouverture pendant laquelle les télé-journaux se présentent, affichent leur identité et donnent les titres. La deuxième partie contient les rubriques dans lesquelles les informations sont organisées³¹³. Enfin, la troisième concerne la clôture du JT. Dans cette structure, les présentatrices et les présentateurs jouent un rôle central. Filmés en plan rapproché, ils assurent le contact avec les téléspectateurs et constituent également un élément d'identité et de reconnaissance, car, aux yeux des téléspectateurs, les présentateurs représentent l'instance médiatique, « alors que [leur] rôle dans l'élaboration de l'information est de plus variables, parfois totalement secondaire » (Coulomb-Gully, 1995 : 71). Ils constituent également un élément de reconnaissance des rubriques. Les sections d'informations générales, sport et divertissement ont, chacune, leur propres présentatrices et/ou présentateurs, à l'exception de *Telepaís* qui n'a actuellement qu'un seul présentateur.

Deuxièmement, le contrat de communication entre un JT et ses récepteurs se concrétise dans le dispositif à travers lequel l'instance médiatique affiche son identité et son engagement à l'égard de l'instance de réception. Cette identité et cet engagement vont se matérialiser dans des éléments visuels comme le logo, sonores comme le slogan ou scéniques comme le décor du studio. Globalement, le dispositif communicationnel du

³¹² Présentées dans la section 9.1.

³¹³ Pour les quatre journaux télévisés pris en compte, les rubriques sont présentées dans le chapitre 5.

journal télévisé se caractérise par l'absence de contact direct immédiat entre les instances de production et de réception, par la coprésence temporelle de ces deux instances, le nombre illimité de destinataires et l'impossibilité pour ces destinataires d'interrompre l'énonciateur (Maingueneau, 2002 : 67-68).

À ce sujet, les observations montrent que d'une manière générale, *Telepaís* présente un dispositif sobre dans lequel les couleurs froides, notamment le bleu, dominant (photogramme 11); alors que *CM&*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN* déploient un décor plus lumineux (photogrammes 12 à 14). Ce premier élément revêt un certain sens si on l'associe de manière conjointe avec d'autres éléments, comme le logo que ces quatre JT présentent toujours dans une séquence animée lors de la première partie d'ouverture de l'émission.



Photogramme 11 :
Décor *Telepaís*



Photogramme 12 :
Décor *CM&*



Photogramme 13 :
Décor *Noticias Caracol*



Photogramme 14 :
Décor *Noticias RCN*

Ainsi, avec son logo, *Telepaís* mobilise une identité « nationale », car il utilise les couleurs du drapeau colombien (jaune, bleu et rouge). En effet, le logo du JT est constitué du nom « Telepaís » sur un fond bleu. Par-dessus le nom, trois lignes (jaune, bleue et rouge) en forme arrondie suggèrent, en même temps le drapeau national et la forme d'une planète. L'attachement national revendiqué par le JT est mis en scène dans la séquence qui présente des images représentant la population, notamment le visage des enfants en fond rouge et la faune du pays (des oiseaux en fond jaune et bleu) (séquence de photogrammes 15).

Séquence de photogrammes 15 : Séquence d'animation du logo de *Telepaís*



Le logo de *CM&* ne s'attache à aucun élément d'identité nationale en particulier. Avec les mouvements qui l'accompagnent, il révèle une identité plus « dynamique ». En fait, le logo est le nom du JT qui bouge dans tous les sens dépassant le cadre de l'écran allant vers le hors-champ (séquence de photogrammes 16). Ce sont essentiellement les couleurs chaudes qui sont privilégiées : rouge, orange et jaune.

Séquence de photogrammes 16 : Séquence d'animation du logo de *CM&*



En ce qui concerne les chaînes privées, leur finalité pragmatique, associée au besoin de développer des stratégies de captation, se manifeste dans le renouvellement d'identité visuelle opéré par *Noticias Caracol* dans la deuxième moitié 2007 et par *Noticias RCN* début 2008. Ainsi, *Noticias Caracol* est passé d'un logo dans lequel la couleur bleue (couleur froide) était très présente (séquence de photogrammes 17) à un logo beaucoup plus lumineux dans lequel le doré et les mouvements l'emportent. Plus qu'un symbole national, *Noticias Caracol* donne à son identité une envergure internationale, comme l'atteste la carte du monde qui apparaît en arrière plan. Ce n'est pas seulement l'actualité nationale, mais aussi l'actualité internationale que le JT ambitionne de traiter (séquence de photogrammes 18). Avec le changement d'habillage visuel *Caracol* a légèrement modifié le nom de son JT de *Caracol Noticias* à *Noticias Caracol*.

Séquence de photogrammes 17 : Ancien logo de *Caracol Noticias*



Séquence de photogrammes 18 : Nouveau logo de *Noticias Caracol*



Noticias RCN, pour sa part est passé d'une image plus « traditionnelle » (séquence de photogrammes 19) à une image plus « légère », voire « chaleureuse » (séquence de photogrammes 20). L'ancien logo, dans lequel ressortaient des couleurs chaudes, notamment l'orange, le rouge et le jaune, était plus lumineux à l'arrière plan ; il montrait une carte du monde, puis un globe terrestre. Le nom du JT apparaissait en bleu et vert (couleurs de la chaîne *RCN*) en premier plan (séquence de photogrammes 19).

Séquence de photogrammes 19 : Ancien logo de *Noticias RCN*



Le nouveau logo se caractérise par un arrière plan plus sombre avec du rouge foncé, qui devient presque noir aux quatre coins de l'écran. Cette couleur foncée se dégrade vers le centre puis devient un point blanc très lumineux qui constitue le centre du logo du JT. Ainsi, c'est le nom du JT qui ressort avec la police blanche et brillante qui contraste avec le fond sombre et foncé. La carte du monde en arrière plan est moins visible qu'auparavant, mais toujours présente. À l'instar de *Noticias Caracol*, le JT entend traiter les questions liées à l'actualité mondiale. Les couleurs qui identifient la chaîne (bleu et vert) se retrouvent dans le décor du studio.

Séquence de photogrammes 20 : Nouveau logo de *Noticias RCN*



Pour résumer, à travers le logo, seul le télé-journal *Telepaís* revendique un attachement national. Il faut préciser également que dans les quatre JT le logo apparaît tout au long de l'émission incrusté dans la partie inférieure de l'écran, ce qui permet leur reconnaissance immédiate. Par ailleurs, lors de l'ouverture, les séquences animées qui présentent le logo sont accompagnées de la musique qui identifie le JT et qui constitue à ce titre un élément supplémentaire de reconnaissance. Dans le cas des chaînes privées, la musique s'inscrit dans celle de la chaîne. En d'autres termes, le JT n'est pas un élément isolé, mais une composante, une partie du flux programmé par la chaîne. En fait, il est déjà mentionné dans le chapitre 10 que les JT représentent un produit important dans la logique de programmation d'une chaîne et des stratégies de captation qu'elle développe (Lochard, 2005 : 37-38). Cette logique d'appartenance des JT aux chaînes privées peut

être observée dans la manière de clôturer le JT. Alors que les télé-journaux diffusés par la chaîne publique, produits par des entreprises extérieures à la chaîne, terminent l'émission avec les adieux plus formels, voire ritualisés par tous les présentateurs/trices qui rappellent le rendez-vous du lendemain, les JT de chaînes privées apparaissent moins « formels » et invitent leurs téléspectateurs à ne pas quitter la chaîne et regarder les émissions qui suivent. *Noticias Caracol* a, en effet, simplifié la clôture avec un nouvel habillage. Seule la présentatrice de la dernière section dit au-revoir et le JT finit avec l'affichage du logo accompagné de la musique du JT (séquence de photogrammes 21).

Séquence de photogrammes 21 : Clôture *Noticias Caracol*



De la même manière, *Noticias RCN* clôturait et clôt toujours le JT avec l'au-revoir du/de la présentateur/trice de la dernière section. Le logo apparaît à nouveau sur l'ensemble de l'écran comme à *Noticias Caracol*.

Séquence de photogrammes 22 : Clôture *Noticias RCN*



ou :



En plus de l'identité visuelle et sonore, les JT doivent signifier leur engagement en tant qu'informateurs et cherchent à « établir » une relation avec le téléspectateur pour le fidéliser. Pour cela, le slogan de *Telepaís* est illustratif : « *Telepaís con nuestra gente al día* », que l'on pourrait traduire par : « *Telepaís avec nos gens au courant/mis à jour de l'actualité* ». Tout d'abord, ce slogan est cohérent avec la mission de *Jorge Barón Televisión*, programmatrice du JT, qui se veut proche des gens, qui plus est de « ses » gens. L'emploi du possessif à la deuxième personne du pluriel (« nos gens ») vise à réaffirmer la relation de proximité avec le téléspectateur. Ce qui est également confirmé par un deuxième élément qui se rattache à la prosodie avec laquelle le slogan est énoncé. En effet, l'intonation utilisée par la *voix off* masculine correspond à l'intonation avec laquelle on peut identifier dans le pays les classes populaires. Il s'agit d'un élément de

reconnaissance et un moyen d'inviter certains groupes de téléspectateurs tout particulièrement à « s'approprier leur » JT. En second lieu, avec le slogan, *Telepaís* dit clairement à ses téléspectateurs qu'il s'engage à les tenir informés des dernières actualités. Les contraintes de rentabilité économique du JT ne sont (évidemment) pas mentionnées. Cette particularité caractérise les quatre télé-journaux nationaux. C'est dire que dans le contrat mis en scène par ces instances médiatiques, toutes les variables intervenant dans la production de l'information ne sont pas explicitées. En fait, les journaux télévisés de diffusion nationale surexposent leur rôle d'informateurs.

Justement, le slogan de *CM&*, « *CM&, la noticia* » (*CM&*, l'info), met en évidence le rôle d'informateur du JT en égalisant le nom du JT, « *CM&* » à son produit « l'info ». Court et simple, ce slogan, comme celui de *Telepaís*, est énoncé à plusieurs reprises lors de l'émission du JT. Par contre, il n'établit pas le même rapport de proximité avec les téléspectateurs que le slogan de *Telepaís*, ce qui lui permet d'employer un ton plus « neutre ». Il peut ainsi s'adapter à un public plus élargi et hétérogène, et non pas uniquement à une certaine frange de la population.

À l'opposé, le slogan des JT des chaînes privées apparaît moins redondant au cours de l'émission. D'ailleurs, d'autres phrases qui contribuent à renforcer l'identité de la chaîne sont aussi utilisées. Le slogan de *Noticias Caracol*, « *Para ver lo que pasa, Noticias Caracol* » (pour voir ce qui se passe, *Noticias Caracol*) confirme, d'une part le rôle d'informateur ; et d'autre part l'objectivité que le JT revendique dans la mesure où pour voir ce qui se passe dans le monde, il faut voir *Noticias Caracol*, comme si la médiation du JT n'altérerait pas les événements rapportés. Le JT se présente comme la fenêtre qui laisse voir la réalité en tant que telle à travers elle.

De plus, *Noticias Caracol* se caractérise également par la relation de proximité proposée aux téléspectateurs à travers d'autres phrases comme celles avec lesquelles les présentateurs ouvrent l'émission : « *Y como siempre a las 7:30 en punto de la noche los invitamos a ver los titulares* » (et comme toujours à 19h30 pile, nous vous invitons à regarder les titres). Cette salutation, qui n'est pas exactement la même tous les jours est intéressante, car les JT, comme il a été souligné précédemment, ne commencent pas toujours à la même heure. De manière similaire, les présentateurs s'expriment aux téléspectateurs en ces termes : « *es un placer estar de nuevo con ustedes* » (c'est un plaisir d'être à nouveau avec vous). Ces phrases qui miment un dialogue ne sont pas constatées dans les autres JT. Leur but est de montrer que le JT croit à la fidélité de ses téléspectateurs et que ces derniers sont jour après jour à l'heure au rendez-vous quotidien.

En ce qui concerne *Noticias RCN*, les salutations des présentateurs après le travelling³¹⁴ qui montre le studio en plan général, sont plutôt rapides : « *Buenas noches* » (Bonsoir), comme si l'actualité était très abondante et qu'elle ne laissait pas le temps pour dire plus. Le slogan, « *Noticias RCN líder en noticias, líder en opinión* » (*Noticias RCN*, leader en information, leader en opinion) positionne le JT, par rapport à ses concurrents, de manière différente face à ses téléspectateurs. En effet, alors que les autres JT de diffusion nationale revendiquent le rôle d'informateur objectif (neutre, sans positionnement particulier), *Noticias RCN* ose aller un peu plus loin. Il ne se présente pas uniquement en tant qu'informateur (*Noticias RCN, leader en information*), mais aussi en tant que formateur d'opinion (*Noticias RCN, leader en opinión*). Ainsi, le JT revendique la place d'un média pertinent qui veut interpeller, dénoncer, commenter et exercer une influence sur l'opinion des citoyens.

L'espace dans lequel l'information est présentée aux téléspectateurs, autrement dit le studio, fait partie du dispositif que les JT mobilisent et constitue également une manière de donner de la visibilité à tous ceux qui sont derrière la caméra, les « obscurs » de la télévision. En Colombie, les quatre journaux télévisés de diffusion nationale s'efforcent de le montrer aux instances réceptrices dès le début de chaque émission. À cette fin, le procédé est toujours le même : un plan général avec un travelling, généralement latéral ou descendant s'adresse vers les présentateurs pour finalement y arriver avec un zoom en avant jusqu'à ce qu'un plan rapproché les cadre et que les informations commencent. Habituellement, ces séquences font la transition entre la présentation des titres et les salutations des présentateurs (séquences de photogrammes 23 à 28). Le fait de montrer le studio constitue une variable qui participe à la construction de l'identité du JT. L'équipe des présentateurs, ainsi que les ressources techniques (caméras, réflecteurs) sont « présentés » aux téléspectateurs. Par ailleurs, le logo et les couleurs du logo se retrouvent dans les espaces du studio. Aussi, toute cette séquence d'ouverture mobilise les éléments visuels et sonores à partir desquels les JT s'identifient.

Plus concrètement, le studio de *Telepaís* montre en arrière plan une carte du monde par-dessus le(s) présentateur(s) (séquence de photogrammes 23). Le logo fait partie du décor, car il est visible en premier plan en bas de l'écran. Il est possible de constater que, lorsqu'il y avait plusieurs présentateurs, ils ne partageaient pas la même table. Ils étaient distancés les uns par rapport aux autres.

³¹⁴ Mouvement par lequel la caméra se déplace dans le décor.

Séquence de photogrammes 23 : Studio *Telepaís*



Par rapport aux caractéristiques plus « traditionnelles » du décor du studio de *Telepaís*, de *CM&* et de *Noticias Caracol*, *Noticias RCN* a sensiblement modifié le style et les couleurs de son décor. Avant, les présentateurs étaient « enfermés » entre deux tables courbées, l'une à l'arrière et l'autre devant eux. Les couleurs qui ressortaient étaient principalement le marron et le rouge foncé et le studio était moins lumineux (séquence de photogrammes 24) que le nouveau dans lequel dominant les couleurs pastel bleue et verte. Deux tables droites sont utilisées, l'une pour le présentateur de la section sportive et l'autre pour les présentatrices/teur des informations générales. Avec ces couleurs, le studio suggère une ambiance plus informelle (séquence de photogrammes 25).

Séquence de photogrammes 24 : Ancien studio *Noticias RCN*



Séquence de photogrammes 25 : Nouveau studio *Noticias RCN*



On souligne que *CM&* (séquence de photogrammes 26) et *Noticias Caracol* (séquence de photogrammes 27) utilisent une seule table pour les présentateurs. Ces deux types d'organisation de l'espace suggèrent plus de convivialité entre l'équipe de présentateurs que dans *Telepaís* et *Noticias RCN*. A *Telepaís*, l'interaction entre les présentateurs n'était pas de mise, alors qu'à *Noticias Caracol* la convivialité entre les présentateurs est un trait caractéristique. Ils occupent une table arrondie qui crée plus de proximité entre eux qu'entre les présentateurs de *CM&* par exemple (séquence de photogrammes 28).

Séquence de photogrammes 26 : Studio CM&



Séquence de photogrammes 27 : Ancien studio Noticias Caracol



Séquence de photogrammes 28 : Nouveau studio Noticias Caracol



D'ailleurs, les présentateurs de *Noticias Caracol* « dialoguent » entre eux et à plusieurs reprises font de brefs commentaires entre une information et la suivante. Ce style plus familier n'est pas constaté dans les autres JT. De plus, *Noticias Caracol*, en déployant certains moyens techniques attribuent des rôles différents aux journalistes, par exemple lorsque des reporters assument le rôle de présentateur-commentateur en exposant un sujet devant un écran présent sur le plateau (séquence de photogrammes 29).



Séquence de photogrammes 29 : Reporters présentateurs-commentateurs

En fait, le style plus formel et distancié de *Telepaís* qui est, en même temps le JT qui se veut proche des téléspectateurs -de « ses » gens- peut être perçu comme une stratégie visant à rendre le journal télévisé plus crédible à sa fonction d'informateur, puisque le présentateur et rédacteur en chef a d'abord été connu en tant qu'animateur d'émissions musicales. L'intérêt qu'arbore le présentateur Jorge Barón pour « ses gens »

est un trait qui caractérise toutes les émissions et spectacles qu'il produit et anime. La sobriété des couleurs du plateau qui domine l'habillage visuel de *Telepaís*, ainsi que le présentateur (photogramme 30) contraste avec le style plus décontracté de ce même présentateur dans d'autres émissions, notamment musicales largement connues des Colombien-ne-s (photogramme 31).



Photogramme 30 : Rôle de présentateur à *Telepaís*



Photogramme 31 : Rôle d'animateur à une émission musicale

Cette description sommaire du dispositif des JT nationaux permet de constater tout d'abord que les quatre JT analysés ne disposent pas de mêmes ressources. *Telepaís* donne une image plus sobre que les autres. Le studio dispose de moins de lumières. Les ressources limitées sont aussi mises en évidence par le fait que *Telepaís* est passé de trois présentateurs à un seul (rédacteur en chef et propriétaire de l'entreprise qui programme ce JT). De même, des reporters sont rarement envoyés sur le terrain et les duplex ou les diffusions en direct sont presque absentes. En revanche, avec son slogan et son habillage visuel, *Telepaís* confirme son rôle d'être au service des gens, « ses » gens, comme principale stratégie de captation.

CM&, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*, et tout particulièrement les deux derniers, produits par les chaînes privées, ont plus de moyens techniques et ils le montrent aux téléspectateurs. Leurs studios sont beaucoup plus lumineux. Les duplex et les directs sont courants, les équipes journalistiques sont plus nombreuses. En utilisant certains éléments de l'habillage visuel, comme le bandeau sur lequel défilent des informations pendant l'émission en bas de l'écran, *CM&* revendique une image plus moderne et une dimension « à l'international ». En revanche, les deux JT des chaînes privées restent plus « locaux » dans le sens où ils s'inscrivent plus dans la logique de programmation de la chaîne. Enfin, ce qui convient d'être rappelé est le temps pris par la publicité qui représente entre un tiers et un quart du temps d'émission³¹⁵. Même si cet aspect commercial n'est pas forcément mis en avant explicitement dans le discours tenu auprès des téléspectateurs, ces JT sont des entreprises et implicitement leurs stratégies de captation sont présentes. De ce fait, l'orientation thématique privilégiée par chaque télé-journal de diffusion nationale révèle, en partie, ces stratégies, notamment dans les télé-journaux des chaînes

³¹⁵ Voir section 5.3.2.

privées pour lesquels le divertissement et le sport demeurent des rubriques très importantes. Les JT leur accordent presque le même temps qu'aux informations nationales.

Même si le format général utilisé pour diffuser l'information est assez standardisé, des différences sont à souligner au niveau de l'identité que chaque journal télévisé se construit et du rapport recherché avec les téléspectateurs. L'observation de certains éléments du dispositif mobilisés par les quatre JT, pour introduire leurs allocutaires dans le cadre communicationnel, permettent de constater que la relation proposée avec les téléspectateurs de deux JT diffusés par la chaîne publique, *Telepaís* et *CM&*, est plus formelle que celle de deux JT diffusés par les chaînes privées. Alors que les deux premiers s'adressent à leurs téléspectateurs de manière plus ritualisée, les deux derniers le font de façon moins cérémoniale. *Noticias Caracol* tente de créer une relation de proximité, de familiarité, pour toucher un public plus large. De son côté, *Telepaís* crée la même relation, mais de façon différente, et touche un public plus précis. *Noticias RCN* se propose comme un journal télévisé qui veut avoir un impact sur l'opinion de ses téléspectateurs.

13.2. Le conflit armé : une réalité présente mais peu nommée

Après avoir identifié le rôle que chaque journal télévisé s'attribue et l'identité qu'ils construisent auprès des téléspectateurs, il convient de procéder à l'analyse des informations télévisées traitant du conflit armé. À ce propos, force est d'observer que le conflit armé demeure une priorité dans l'agenda des médias colombiens. Tous les jours, des informations sur un ou plusieurs acteurs armés et/ou sur leur confrontation sont diffusées par l'ensemble des télé-journaux nationaux. En moyenne, *Telepaís*, *CM&* et *Noticias Caracol* consacrent 9% de leur temps d'émission quotidien au conflit armé. Pour *Noticias RCN*, ce pourcentage s'élève à 10%. Certes, en comptabilisant le nombre global d'unités d'information, *Noticias RCN* semble accorder une plus grande importance à la confrontation armée en Colombie, avec 170 unités recensées, contre 91, 100 et 91 pour *Telepaís*, *CM&* et *Noticias Caracol* respectivement (tableau 20). Toutefois, au regard du temps d'émission consacré au conflit et de la durée moyenne d'une information sur le conflit, les différences ne sont pas très remarquables. À *Telepaís* la durée moyenne d'une unité d'information est de 1 minute 8 secondes, à *CM&* de 1 minute 4 secondes et à *Noticias Caracol* d'une minute et demie. En revanche, à *Noticias RCN* une unité d'information dépasse rarement la minute. La durée moyenne est de 54 secondes (tableau 20). Ces durées s'inscrivent dans les moyennes des journaux télévisés en Occident (Serrano, López, 2007 ; Siracusa, 2001 ; Soulages, 1999) qu'il s'agisse d'un conflit armé ou non et même si certains analystes colombiens considèrent que ce temps n'est pas suffisant

pour traiter une problématique si complexe que le conflit armé (Abello, 2001 ; Villadiego, Valencia, 2001).

Tableau 20 : Le conflit armé dans les JT, nombre d'unités d'enregistrement et durée moyenne

JT	Durée moyenne JT	Temps moyen consacré au conflit armé / jour	% du JT consacré au conflit	Nombre d'unités d'information ³¹⁶	Durée moyenne d'une info sur le conflit
<i>Telepaís</i>	45 minutes	4'19''	9%	91	1'08''
<i>CM&</i>	45 minutes	4'25''	9%	100	1'04''
<i>Noticias Caracol</i>	1 heure	5'41''	9%	91	1'30''
<i>Noticias RCN</i>	1 heure	6'25''	10%	170	54''
Total / moyenne	55 min	5'13''	9.4%	452	1'09''

L'importance que le conflit armé revêt pour les télé-journaux ne dépend pas exclusivement du temps que ces JT lui consacrent, mais aussi de la place que les informations relatives au conflit occupent dans la grille de programmation de ces JT (début, milieu ou fin d'émission). De manière générale, plus un sujet est important pour la rédaction, plus il est placé en tête du JT, voire même il sert de « une ». Si l'on compare le nombre de jours où une information sur le conflit ouvre le JT³¹⁷ avec le nombre de jours où des informations sur le conflit sont diffusées avant la première pause publicitaire³¹⁸, il est possible de constater que le conflit armé ne revêt pas la même importance pour les quatre télé-journaux nationaux.

Dans 20 et 22 jours sur les 24 analysés, *Telepaís* et *CM&* respectivement, ont diffusé des informations relatives au conflit armé dans la première partie du JT, autrement dit, avant la première pause publicitaire. Plus précisément, de ces 20 et 22 jours, 9 et 7 ouvrent l'émission de ces deux JT avec une information relative au conflit armé. En revanche, les proportions sont plus petites pour les JT des chaînes privées. Les informations sur le conflit armé ouvrent le JT trois jours à *Noticias Caracol* et cinq jours à *Noticias RCN*. Même si deux tiers des unités d'information en lien avec le conflit armé ont été diffusées avant la première pause de publicité, la proportion est moins importante que

³¹⁶ Il s'agit du nombre d'unités d'information se rapportant au conflit armé.

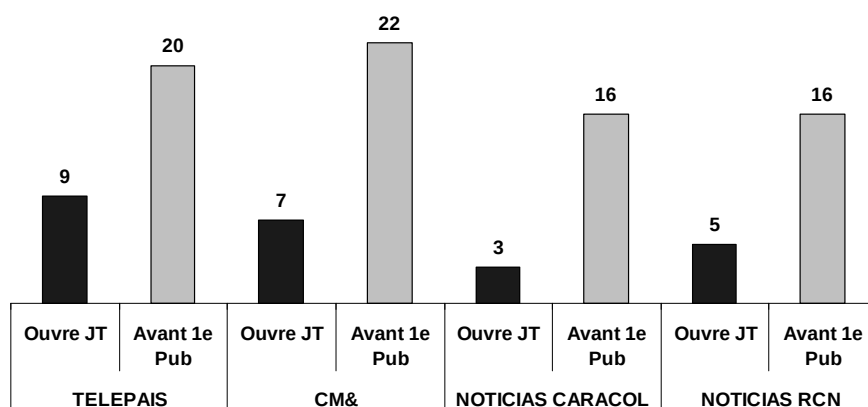
³¹⁷ Il importe de rappeler que le corpus a été constitué en enregistrant les émissions pendant 24 jours (du 12 au 15 juin 2006, du 11 au 15 décembre 2006, du 25 au 29 juin 2007, du 10 au 14 décembre 2007 et du 16 au 20 juin 2008). Ceci étant, pour établir le nombre de jours où une information sur le conflit ouvre le JT, n'ont été pris que les jours pour lesquels le début du JT a pu être enregistré : 22 sur 24 pour *Telepaís* et *CM&* et 19 et 21 sur 24 respectivement pour *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*.

³¹⁸ Pour établir ce nombre, tout le corpus a été pris en compte.

pour les JT de la chaîne publique (graphique 7). En effet, *CM&* se caractérise par une structure et un ordre de ses rubriques plus stables. Ainsi, hormis les jours où le cas de l'annonce de la mort en captivité de 11 députés en juin 2007 a été traité, ce JT ne diffuse pas d'informations sur le conflit après la première pause de publicité.

Quoi qu'il en soit, les critères retenus par les rédactions pour décider si une information au sujet du conflit armé ouvre l'émission ne semblent pas être les mêmes. En ce qui concerne les unités d'information sélectionnées pour débiter les JT : *Telepaís* a choisi des victoires militaires des forces armées de l'État ; *CM&* a favorisé des informations traitant des négociations avec la guérilla de l'ELN ou des discussions avec les paramilitaires démobilisés ; *Noticias Caracol* les procès judiciaires des membres de l'armée et de la police ; *Noticias RCN* les procès et auditions des paramilitaires démobilisés.

Graphique 7 : Importance accordée au conflit³¹⁹



De façon générale, le conflit armé demeure une priorité des JT. Non seulement les télé-journaux nationaux en parlent tous les jours, mais aussi ils le font généralement dans la première partie de l'émission. De plus, le conflit armé est très présent dans les esprits, à tel point qu'il semblerait qu'il n'y a pas besoin de le nommer en tant que tel pour s'y référer. En effet, le conflit armé n'est pas une rubrique en soi dans les JT et dans très peu d'informations, la situation de violence est désignée en tant que telle par les journalistes ou les acteurs sociaux qui s'expriment à travers les JT. Sur les 452 unités d'enregistrement analysées, le conflit n'est mentionné que dans 34, ce qui correspond à 8% du corpus. En outre, ce sont essentiellement les journalistes et les sources civiles, et non pas armées, qui nomment le conflit en tant que réalité. Ce résultat s'avère particulièrement intéressant, car « à travers la désignation de l'objet nommé, nous exprimons à son égard un point de vue » (Siblot, 2007 : 38). La représentation de la réalité est construite à travers la

³¹⁹ Cette donnée est établie selon le nombre de jours où une information sur le conflit armé ouvre le JT ou est diffusée avant la première pause publicitaire.

dénomination des êtres et des événements (Branca-Rosoff, 2007 : 22). À ce niveau de l'analyse, il importe de s'interroger sur la question suivante : dans quelles conditions le conflit est-il nommé et par qui ?

Au préalable, il convient de distinguer la « désignation » de la « dénomination », puisque la façon de se référer à la situation de violence politique armée en Colombie n'est pas stable et met en exergue certains enjeux liés au conflit. Alors que « la nomination est une opération qui consiste à attribuer un nom/des noms à un segment découpé de la réalité » (Veniard, 2007 : 53), « la désignation est un segment linguistique qui se réfère à un segment de la réalité » (Veniard, 2007 : 353). En d'autres termes, la désignation est une séquence non codée dont la référence n'est pas stable et résulte d'énonciateurs variés comme les belligérants, les organisations sociales, les médias, la population civile, etc. Certaines désignations sont, de ce fait, porteuses d'une orientation argumentative, c'est-à-dire qu'elles comportent une interprétation en faveur ou contre l'une ou l'autre des parties qui se disputent la façon d'interpréter la réalité du conflit (Veniard, 2003 : 23). Étant donné l'absence de consensus sur la manière de nommer cette situation de violence sociopolitique armée, cette thèse s'interroge sur les désignations qui circulent dans les discours d'information médiatique en lien avec le conflit armé.

Ainsi, au sujet du conflit armé interne, quatre désignations ont été recensées dans le corpus pour référer de manière explicite la situation de violence sociopolitique armée : « *conflicto* » (conflit), « *violencia* » (violence), « *guerra* » (guerre) et « *confrontación* » (confrontation). Ces quatre syntagmes, à première vue, supposent différentes intensités de la violence. *A priori*, une guerre étant plus grave et violente qu'une confrontation. Toutefois, la question est plus subtile, car la façon de désigner les actes de guerre confrontant les FF.MM., les paramilitaires et les guérillas n'est pas consensuelle, comme il est mentionné dans le chapitre 4. Certains représentants du gouvernement colombien ont affirmé qu'il n'y avait pas de conflit armé, mais la menace des groupes hors-la-loi sans aucune revendication politique. Les opposants, quant à eux, axent leur argumentation en se référant aux Conventions de Genève pour tenter de prouver que la situation en Colombie remplit toutes les conditions se rapportant à l'existence d'un conflit armé interne.

Subséquent, nommer ou non le conflit armé, ainsi que la manière de le faire, font partie des stratégies discursives mises en place par les acteurs concernés dans le but de faire accepter l'augmentation du budget militaire pour la guerre, des pouvoirs extraordinaires pour les forces armées ou, au contraire, la reconnaissance du statut politique des groupes hors-la-loi pour entamer des pourparlers. Au sujet des stratégies discursives déployées par le biais des informations télévisées, les observations montrent que la discussion se situe justement au niveau de la reconnaissance de l'existence du

conflit. Pour les acteurs sociaux qui nient l'existence d'un « conflit armé interne », il suffit de ne pas le nommer pour qu'il n'existe pas. Pour la partie adverse, les différentes désignations répondent à des contextes bien particuliers qu'il vaut la peine de décrire.

13.2.1. « Conflit »

Le syntagme « *conflicto* » (conflit) est le plus fréquent parmi les quatre recensés. Il est utilisé 18 fois dans 15 unités d'information³²⁰ et peut apparaître seul, sans adjectifs qualificatifs (10 occurrences) ou avec des qualificatifs, comme « conflit armé » (7 occurrences) et « conflit national » (1 occurrence). Principalement, c'est dans un contexte de défense des victimes civiles ou de négociation qu'il est question du « conflit » dans les informations télévisées. La seule fois où on parle de « conflit national », c'est lorsque *Telepaís*, le 28 juin 2007, recense les articles de la presse internationale relatant la mort en captivité de 11 députés « privés de liberté » par les FARC. S'agissant des discours tenus par les médias étrangers, l'adjectif « national » acquiert son sens, notamment pour préciser que les propos tenus par ces médias concernaient la Colombie.

L'expression « conflit armé » est essentiellement employée pour dénoncer la situation défavorable des civils, notamment d'enfants et de femmes (déplacement, mort, etc.). À titre d'exemple, les téléspectateurs ont entendu un journaliste de *Noticias RCN* annoncer que « *le conseiller pour les droits humains et le déplacement a assuré aujourd'hui que la dernière année 300'000 Colombiens se sont déplacés à cause du conflit armé* »³²¹, ou que « *... le conflit armé exacerbe les conditions dans lesquelles plusieurs familles et enfants en Colombie doivent se débrouiller/s'en tirer* »³²². Dans un autre contexte, un paramilitaire démobilisé s'est adressé dans un événement public³²³ « *aux personnes victimes du conflit armé, [pour demander] leur pardon, [en reconnaissant qu'en tant qu'humains, ils ont] commis beaucoup d'erreurs...* »³²⁴. L'expression « conflit armé » est énoncée la plupart du temps (4 occurrences sur 7) par des journalistes et des présentateurs. Mais il s'agit des reprises de ce que la source a dit au préalable, comme par

³²⁰ *Telepaís* : 10 occurrences dans 8 unités d'enregistrement ; *CM&* : 1 occurrence ; *Noticias Caracol* : 1 occurrence et *Noticias RCN* : 6 occurrences dans 5 unités d'enregistrement.

³²¹ « *La consejería para los derechos humanos y el desplazamiento aseguró hoy que en el último año se han desplazado 300 mil colombianos por causa del conflicto armado. En ese sentido le dijo a las FARC que acepten la propuesta de paz del gobierno o asuman la responsabilidad humanitaria de lo que está ocurriendo* », RCN_13.06.06_22.

³²² « *... que el conflicto armado exagera las condiciones en que se desenvuelven muchas de las familias y muchos de los niños en Colombia* », TP_11.12.06_7.

³²³ L'événement était la fonte des armes rendues par les groupes paraétatiques pour fabriquer, avec le métal récolté, de petites statues. Le gouvernement a affirmé que l'argent obtenu de leur vente allait servir pour compenser les victimes des paramilitaires.

³²⁴ « *Tanto a las personas víctimas del conflicto armado, le pedimos perdón de que nosotros somos humanos y cometemos muchos errores...* », CAR_14.12.07_11.

exemple : « l'ex-ministre Álvaro Leyva a confronté durement aujourd'hui le conseiller présidentiel, José Obdulio Gaviria pour ne pas accepter qu'en Colombie il y a un **conflit armé** »³²⁵.

Quant au syntagme « conflit », en plus d'être énoncé pour prendre la défense des victimes civiles, il apparaît lorsque l'Église, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) ou les Organisations Internationales (OI) se proposent comme médiatrices ou parlent de la nécessité d'une issue négociée du « conflit » : « *c'est cela que nous [l'Église] cherchons, générer le rapprochement entre les deux parties pour que l'accord humanitaire puisse se réaliser (...) et pour que s'ouvre une petite fenêtre vers un dialogue positif autour d'une solution négociée du **conflit*** »³²⁶. Lorsque l'information concerne des civils, l'expression « *por fuera del conflicto* » (en dehors du conflit) est relativement fréquente (3 occurrences) : « *nous sommes des civils et devons être **en dehors du conflit*** »³²⁷, « *l'organisation humanitaire a fait un appel aux groupes subversifs pour qu'ils laissent la population civile **en dehors du conflit*** »³²⁸, « *... l'ombudsman a lancé un appel aux groupes armés pour qu'ils laissent la population civile **en dehors du conflit*** »³²⁹. En résumé, des opposants à la politique menée par le gouvernement, des institutions de l'État et de défense des droits humains ainsi que des journalistes parlent du « conflit » et du « conflit armé ». Ils se prononcent pour une solution pacifique et demandent aux acteurs armés de ne pas entraîner les civils dans leur confrontation, de respecter leurs droits.

13.2.2. « Guerre »

Comportant une connotation plus explicite, le terme « *guerra* » (guerre) présente 16 occurrences dans 13 unités d'information³³⁰. À la différence de « conflit », « guerre » n'est associé à aucun qualificatif, mais plutôt à des expressions verbales (12 occurrences) : « **dire non** à la guerre, **financer** la guerre, **aller** à la guerre, **supporter** la guerre, **être en** guerre/dans la guerre... ». Le syntagme apparaît lorsque les JT, les ONG ou les OI dénoncent le recrutement et la participation d'enfants dans la « guerre » : « *une étude sur*

³²⁵ « El ex-ministro Álvaro Leyva confrontó hoy duramente al asesor presidencial, José Obdulio Gaviria por no aceptar que en Colombia hay conflicto armado », RCN_26.06.07_15.

³²⁶ « Lo que buscamos es eso, generar el acercamiento entre las dos partes, sea para que se llegue al acuerdo humanitario y se pongan en práctica las últimas fórmulas que se han presentado, sea para que se abra la ventanita hacia un diálogo positivo en torno a una solución negociada del conflicto », TP_12.06.06_4.

³²⁷ CM&_28.06.07_6.

³²⁸ TP_14.12.07_5.

³²⁹ TP_10.12.07_13.

³³⁰ CM& : 1 occurrence ; Telepaís : 7 occurrences dans 6 unités d'enregistrement et Noticias RCN : 8 occurrences dans 6 unités.

des filles et des garçons qui appartenaient aux groupes armés illégaux, menée par l'ombudsman et financée par l'UNICEF, a mis en évidence une bouleversante radiographie des mineurs qui vont à la guerre, qui sont maltraités et victimes d'abus sexuels »³³¹. Dans un autre cas, analysé en détail dans la section 13.7.2.2, les FF.MM. accusent les groupes illégaux de recruter des enfants : « les images sont bouleversantes. Elles montrent des enfants dans la guerre, selon le commandant des forces militaires, le général Freddy Padilla de León, les mineurs sont utilisés par les groupes insurgés comme de la chaire à canon... »³³².

En deuxième lieu, « guerre » est utilisé par les sources et les JT dans les informations qui parlent de la manière dont la « guerre » se déroule : « Lutte frontale contre le narcotrafic et l'argent illégal qui financent la guerre, c'est un des objectifs du Plan Victoire, la nouvelle stratégie militaire (...) Dans cette nouvelle étape de la guerre, en plus d'attaquer les finances des groupes hors-la-loi, [les FF.MM.] continueront à poursuivre les chefs guérilleros »³³³. Il y a également des appels pour « terminer la guerre » : « En tant que représentant de l'ONU, Calvani a lancé un appel aux FARC pour qu'ils laissent la guerre (...) Le porte-parole a signalé qu'ils attendent que la guérilla des FARC arrête la guerre qui frappe le pays »³³⁴.

Il est plutôt rare que les acteurs armés illégaux s'expriment dans les journaux télévisés et encore plus qu'ils se réfèrent à la confrontation dans laquelle ils participent de manière explicite à travers les informations médiatiques. Dans le corpus, dans deux unités d'information, un paramilitaire démobilisé et le porte-parole de la guérilla de l'ELN (en négociation à l'époque avec le gouvernement) affirmaient qu'ils souhaitaient résoudre la « guerre » avec la participation de tous les acteurs armés : « ... pour conclure un véritable accord de paix qui implique tous les acteurs de la guerre »³³⁵ et « à travers un communiqué, le groupe guérillero, ELN a sollicité aux FARC et aux paramilitaires, ainsi

³³¹ « Un estudio sobre niños y niñas desvinculados de grupos armados ilegales adelantado por la defensoría y patrocinado por UNICEF puso al descubierto una estremecedora radiografía que los menores van a la guerra, son víctimas de maltrato y abuso sexual », RCN_11.12.06_17.

³³² « Desgarradoras son las imágenes donde se evidencia la participación de niños en la guerra, según el comandante de las fuerzas militares, general Fredy Padilla de León, los menores son utilizados por los grupos insurgentes como carne de cañón, fabricantes de minas y como objetos sexuales », TP_10.12.07_7.

³³³ « Lucha frontal contra el narcotráfico y los dineros ilegales que financian la guerra. Es uno de los objetivos del plan victoria, la nueva estrategia militar (...). En esta nueva etapa de la guerra además de atacar las finanzas de los grupos fuera de la ley se continuará con la persecución a jefes guerrilleros », RCN_12.12.06_17.

³³⁴ « Como representante de la ONU, Calvani hizo el llamado a la guerrilla de las FARC para que dejen la guerra (...) El vocero señaló que esperan a que la guerrilla de las FARC paren la guerra que hoy azota al país », TP_28.06.07_10.

³³⁵ RCN_13.12.06_2.

qu'aux autres groupes armés d'arrêter la **guerre** et d'établir un pacte pour la vie »³³⁶. En fait, le vocable « guerre » est le plus souvent énoncé par les journalistes qui reprennent, la plupart du temps, le discours de sources. Un seul cas a été recensé dans lequel une des présentatrices de *Noticias RCN* parle de « guerre » pour prendre position et dénoncer la mort des députés : « *Bonsoir, aujourd'hui, le 28 juin, c'est un jour qui restera gravé dans l'histoire de la démence criminelle de la **guerre** en Colombie* »³³⁷. Elle ne reprend pas les propos d'une source d'information, mais, estimant que la situation est d'une violence extrême, s'octroie le droit de prendre position en reconnaissant de ce fait que le pays vit une « guerre », responsable de la mort des députés qui ne sont que des civils innocents, sans défense.

13.2.3. « Violence »

Comportant un sens plus général, le terme « *violencia* » (violence) présente 8 occurrences dans 7 unités d'enregistrement³³⁸. Ce terme est porteur d'une signification particulière attachée à l'histoire du pays. Comme il est mentionné dans le chapitre 4, une des périodes historiques du XX^e siècle est appelé « *La Violencia* » (La violence). Elle se réfère à la décennie de confrontation entre conservateurs et libéraux dans les années 1950 et fait partie des antécédents du conflit actuel. Cependant, lorsque, dans l'actualité, les JT et leurs sources parlent de « violence », ce sens antérieur ne semble pas être actualisé. À l'instar de l'emploi de « conflit » et « guerre », parler de « violence » permet de dénoncer la situation des civils « *atrapados por la violencia* » (attrapés par la violence -7 occurrences sur 8-). Dans deux séquences, l'Église et les JT constatent comment « la violence » dans une région fait des victimes civiles : « *un document visuel fait le portrait de la tragédie vécue à Buenaventura. Ce document recueille les témoignages des jeunes **attrapés par la violence** dans cette ville...* »³³⁹ ; « *en cherchant à échapper à la **violence**, la petite Valentina, âgée de trois ans, est partie il y a six mois de Buenaventura à Juanchaco, mais l'explosion d'une voiture piégée a mis fin à sa vie...* »³⁴⁰. Ce vocable peut aussi concerner la situation générale de « violence » dans le pays : « *En Colombie, il y a*

³³⁶ TP_29.06.07_8.

³³⁷ « *Buenas noches, hoy 28 de junio es un día que se quedará grabado en la historia de la demencia criminal de la guerra en Colombia* », RCN_28.06.07_2.

³³⁸ *Telepaís* : 1 occurrence, *CM&* : 1 occurrence, *Noticias Caracol* : 2 occurrences et *Noticias RCN* : 4 occurrences dans 3 unités d'enregistrement.

³³⁹ « *La tragedia que vive Buenaventura fue retratada por la iglesia en un documento visual que recoge testimonios de jóvenes atrapados por la violencia en esa ciudad* », CAR_25.06.07_8.

³⁴⁰ « *Buscando huir de la violencia, la familia de la pequeña Valentina de 3 años se fue hace 6 meses de Buenaventura hacia Juanchaco, pero la explosión de un carro-bomba acabó con la vida de la niña* », CMI_25.06.07_6.

encore des personnes déplacées par la violence »³⁴¹ ou « l'UNICEF affirme que même si la paix est signée entre les parties, le problème de la violence ne s'achèverait pas, il continuerait, mais d'une façon différente »³⁴².

Dans ces exemples, il est possible d'observer que la désignation « violence » dépasse le cadre de la confrontation armée à caractère politique et inclut aussi d'autres types de violences, comme celles liées à la délinquance, à la ville, etc. C'est pour cela que signer la paix avec les acteurs armés ne suffirait pas à endiguer la « violence ». En d'autres termes, en parlant de « violence », les acteurs sociaux parlent non seulement de la confrontation armée, mais aussi d'un problème plus large. Blâmer la « violence » qui fait des victimes civiles est également un moyen pour défendre les plus faibles sans prendre le risque d'être accusé de parti pris, comme dans cet exemple : *« le gouverneur du Valle³⁴³ a programmé pour le 5 juillet prochain, huit jours après le crime multiple [la mort en captivité des députés], une journée nationale de protestation contre la violence et l'enlèvement/kidnapping »³⁴⁴*. Toutefois, même si les sources civiles et encore plus les journalistes estiment que leur position en faveur des victimes civiles leur évite les critiques et les attaques pour manque d'impartialité, ce positionnement suppose, en même temps, la désignation implicite d'un ennemi (Charaudeau, *et.al.*, 2001 : 150-151) et peut être interprétée comme une stratégie visant à délégitimer certains acteurs, à savoir ceux qui ne sont pas désignés explicitement, mais qui sont implicitement tenus pour responsables.

Enfin, le mot « violence » a été utilisé par le ministre de la Défense à l'occasion de la fonte des 18'000 armes rendues par les paramilitaires pour montrer que le gouvernement a une volonté d'instaurer un climat de paix et que les responsables de la « violence » sont les autres, autrement dit, la guérilla : *« si seulement l'autre partie de la violence, la guérilla, faisait la même chose, comme cela, nous pourrions vraiment dire que nous sommes en totale paix et tranquillité »³⁴⁵*. À la différence des sources civiles, ce représentant du gouvernement n'établit pas de distinction entre la violence politique et non politique. Selon ce représentant étatique, les responsables de « la » violence sont les paramilitaires qui sont déjà désarmés et la guérilla qui n'a pas encore déposé les armes. De cette manière, le ministre renforce l'argument selon lequel il n'y a pas de conflit armé parce que les groupes hors-la-loi n'ont aucune revendication légitime. De la même

³⁴¹ TP_10.12.07_13.

³⁴² RCN_11.12.06_17.

³⁴³ Cette information concerne le cas des députés et Valle est le Département d'où venaient les politiciens.

³⁴⁴ *« El gobernador del Valle, Angelino Garzón, programó para el próximo 5 de julio, 8 días después de conocido el múltiple crimen, una jornada nacional de protesta contra la violencia y el secuestro », CAR_29.06.07_13.*

³⁴⁵ *« Ojalá que la otra parte de la violencia, la guerrilla, hiciera lo mismo porque ahí si podríamos entonces decir que estamos en total paz y tranquilidad », RCN_14.12.07_5.*

manière, il exclut dans ses propos le fait que les forces armées de l'État soient elles aussi des acteurs instigateurs de violence : la violence est attribuée aux groupes illégaux et jamais au gouvernement.

13.2.4. « Confrontation »

Pour conclure l'analyse des désignations de la situation de violence sociopolitique armée, il faut mentionner le syntagme le moins fréquent recensé dans le corpus : « *confrontación* » (confrontation) –5 occurrences³⁴⁶—. Comme c'est le cas avec « conflit », « confrontation » est souvent associé à des adjectifs qualificatifs, en l'occurrence « militaire » (1 occurrence) et « armée » (3 occurrences). La première différence à signaler par rapport aux trois autres désignations se rapporte au terme « confrontation », ce dernier a toujours été énoncé par les sources, autrement dit dans le corpus retenu, ce ne sont pas les journalistes qui parlent de « confrontation » ni à titre personnel ni en citant le discours des sources auxquelles ils se réfèrent. Sur les cinq occurrences identifiées, trois sont utilisées par l'ombudsman pour dénoncer la situation des civils : « ... *des régions dans lesquelles la dynamique de la confrontation armée a été particulièrement intense* »³⁴⁷, ou « *En Colombie, il y a encore des personnes déplacées par la violence (...), victimes de la confrontation armée que vivent les Colombiens* »³⁴⁸. Dans cet exemple, il est aussi possible d'observer la dimension de globalité que comporte le terme « violence » par rapport à d'autres comme « confrontation armée » qui désignent mieux la violence politique armée entre acteurs étatiques, paraétatiques et contre-étatiques. En parlant de « confrontation armée », le maire de Buenaventura condamne les attentats qui ont frappé la ville : « *la guerre a des règles minimales que l'on doit respecter, (...) la population civile doit rester en dehors de cette confrontation* »³⁴⁹.

Puis, dans une autre séquence, un paramilitaire démobilisé, sans se référer aux civils en particulier, a déclaré que « *la confrontation armée que le pays vit requiert une solution politique négociée* »³⁵⁰. Enfin, dans un des rares cas dans lesquels le discours des sources armées, autres que les acteurs armés étatiques ou les paramilitaires démobilisés, est rapporté par les médias, la guérilla des FARC parle de « confrontation militaire ».

³⁴⁶ Telepaís : 2 occurrences, Noticias Caracol : 1 occurrence et Noticias RCN : 2 occurrences.

³⁴⁷ « *Aquellas regiones en donde la dinámica de la confrontación armada ha sido particularmente intensa* », TP_10.12.07_13.

³⁴⁸ « *En Colombia sigue habiendo desplazados, desplazados por la violencia XXX víctimas de la confrontación armada que vivimos los colombianos* », TP_10.12.07_13.

³⁴⁹ « *Que la guerra tiene reglas mínimas que se deben respetar. Que la población civil debe estar fuera de esta confrontación* », RCN_29.06.07_13.

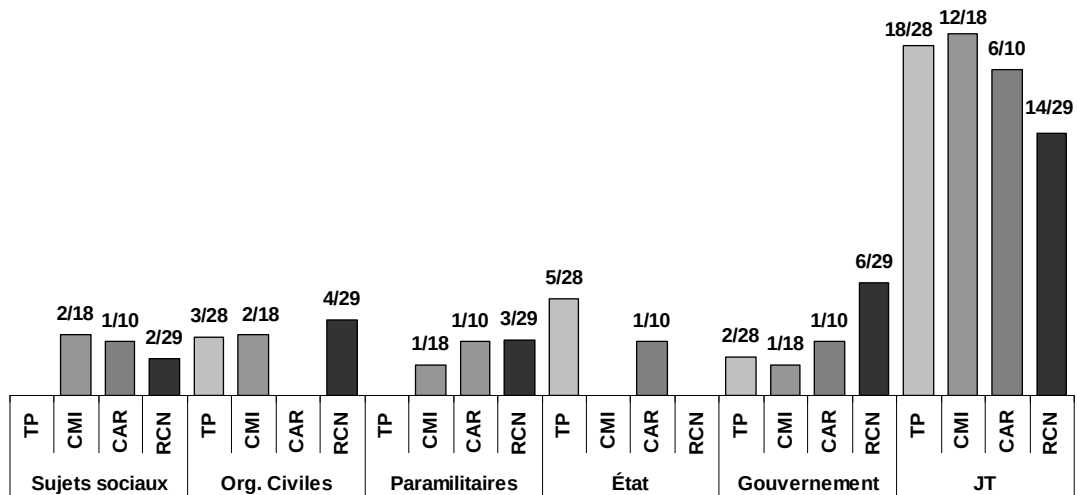
³⁵⁰ « *La confrontación armada que vive el país requiere de una solución política negociada* », RCN_13.12.06_2.

Effectivement, il s'agit d'une désignation peu fréquente que le groupe contre-étatique utilise pour se référer plus à une situation concrète ayant lieu dans le cadre du conflit, qu'au conflit en soi. À travers un communiqué lu par l'épouse d'un des députés morts en captivité, la guérilla demandait que la « confrontation militaire » diminue pour pouvoir rendre les corps des députés³⁵¹. Dans ce sens, « confrontation » est un terme plus explicite pour parler des combats entre les acteurs armés.

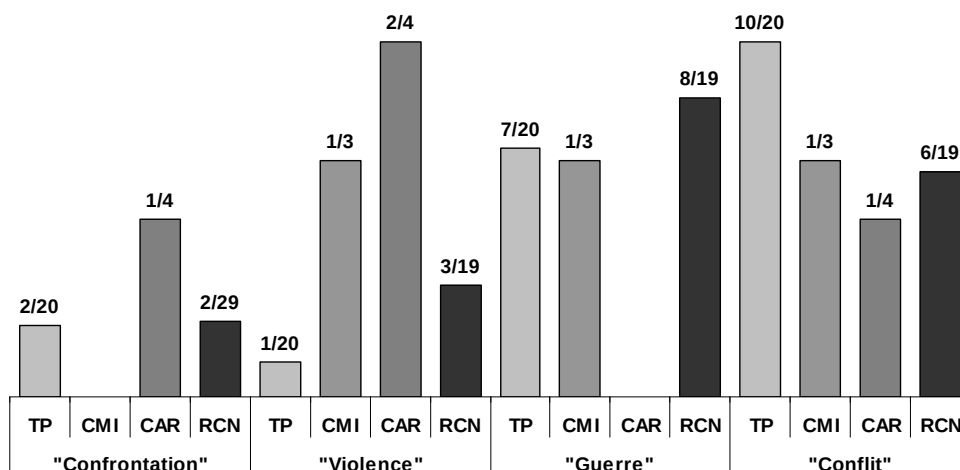
Pour résumer, ces observations mettent en relief le fait que les sources et les journalistes ne se réfèrent de manière explicite à la situation de violence sociopolitique armée en Colombie, que dans des contextes bien particuliers, essentiellement pour prendre la défense des victimes civiles, demander aux acteurs armés (irréguliers) de respecter la population civile et dans une moindre mesure pour plaider pour une solution négociée. Très peu de cas, parmi ceux qui ont été recensés, désignent le conflit dans un contexte strictement militaire. Malgré les décennies de confrontation entre les acteurs armés, il n'y a pas eu de consensus pour qualifier cette situation. D'ailleurs, ce ne sont pas les acteurs armés, ni le gouvernement qui le désignent à travers les JT.

Compte tenu de la durée du conflit, qui touche plusieurs générations des Colombien-ne-s, les journalistes reprennent les désignations qui circulent dans les discours tenus par les sources, sans pour autant se distancier par le biais de commentaires métalinguistiques ou par d'autres moyens discursifs qui indiqueraient les enjeux de ces désignations. En effet, le plus souvent (*Telepaís* : 18 occurrences sur 28, *CM&* : 12 sur 18, *Noticias Caracol* : 6 sur 10, *Noticias RCN* : 14 sur 29 -graphique 8) les désignations du conflit sont énoncées par les journalistes (graphique 8). Ainsi, le débat posé par le gouvernement en place dans la période analysée dans le cadre de cette recherche, n'est pas vraiment repris par les médias. De plus, l'appellation « conflit », utilisée au niveau international, semble acceptée par les médias d'information, du fait qu'elle est la plus fréquente.

³⁵¹ CAR_29.06.07_2.

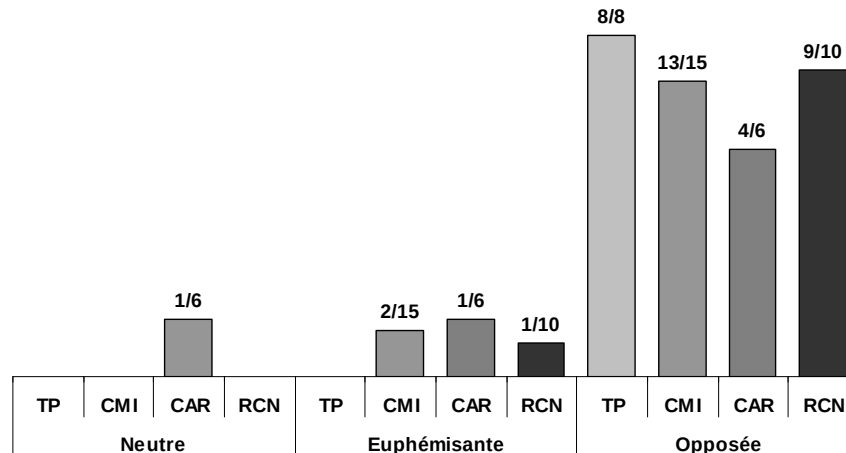
Graphique 8 : Qui nomme le conflit ?

Les observations montrent que l'expression la plus explicite, « guerre » est réservée aux situations où des enfants sont impliqués, alors que « violence » décrit la situation générale dans une région ou dans le pays, sans nécessairement se restreindre à la confrontation armée entre acteurs étatiques, paraétatiques et contre-étatiques. Même si proportionnellement, très peu d'informations sont concernées, « conflit » est la désignation la plus fréquente. Les données ne sont pas assez nombreuses pour affirmer qu'il existe des différences significatives entre les différents journaux télévisés. Cependant, l'analyse des occurrences fait apparaître que l'emploi des unités linguistiques « guerre » et « confrontation » diffère selon les JT analysés : le terme « guerre » est absent de *Noticias Caracol* et « confrontation » de *CM&*. Ce dernier JT ne montre aucune préférence entre les syntagmes « violence », « guerre » et « conflit », puisque ces trois désignations représentent, chacune, un tiers des désignations comptabilisées. À *Noticias RCN*, « conflit » et « guerre » sont plus fréquentes que « confrontation » et « violence » (graphique 9). Les explications qui peuvent être proposées tiennent plus aux choix des sources et des extraits de leurs discours retenus dans l'étape de montage des informations qu'à un positionnement quant à la manière de nommer le conflit.

Graphique 9 : Nommer explicitement la violence sociopolitique armée

13.2.5. Désignations indirectes du conflit armé interne

En sus de cela, si le conflit armé n'est pas souvent expressément mentionné, les acteurs sociaux y font référence de manière indirecte. À ce propos, 39 désignations indirectes ou allusives du conflit ont été repérées. Elles concernent des périphrases et des expressions qui se réfèrent au conflit par l'emploi de termes qui présupposent l'existence du conflit, sans le nommer explicitement, des euphémismes, ou encore des expressions qui, sans le contexte, ne désigneraient pas forcément la confrontation armée. C'est une manière de ne pas nommer les faits, seulement implicitement. Parmi ces trois cas de figure, ce sont les expressions opposées qui sont le plus souvent utilisées dans les discours d'information diffusés par les quatre JT nationaux pour traiter du conflit de façon indirecte (*Telepáis* : 8 sur les 8 désignations recensées, *CM&* : 13 sur 15 désignations, *Noticias Caracol* : 4 sur 6 et *Noticias RCN* : 9 sur 10). Il s'agit dans ce cas d'exprimer la volonté de travailler dans la direction la plus appropriée pour atteindre la paix et sortir de cette situation de conflit : « avancer/aller vers la paix », « processus de paix », « réconciliation », « désarmement », « taire les fusils », « ce pays nous le voulons sans mort, sans violence », « aller vers la vie civile et la réconciliation », « les armes que nous avons eues et que nous rendons maintenant », « pour nous, les armes sont mortes ». Les expressions qui atténuent le caractère violent du conflit sont moins fréquentes à *CM&* (2 sur 15 désignations recensées), *Noticias Caracol* (1 sur 6) et *Noticias RCN* (1 sur 10) : « hostilités », « sortie négociée pour ce problème », « climat de non paix », « les actes violents ». Ces expressions sont absentes sur *Telepáis* ; une seule expression neutre a été recensée à *Noticias Caracol* : « cette vidéo sur la situation du port du pacifique colombien » (graphique 10). Ces résultats confirment que le conflit est peu nommé en tant que tel, que ce soit de manière explicite ou bien de manière tacite.

Graphique 10 : Nommer le conflit armé indirectement

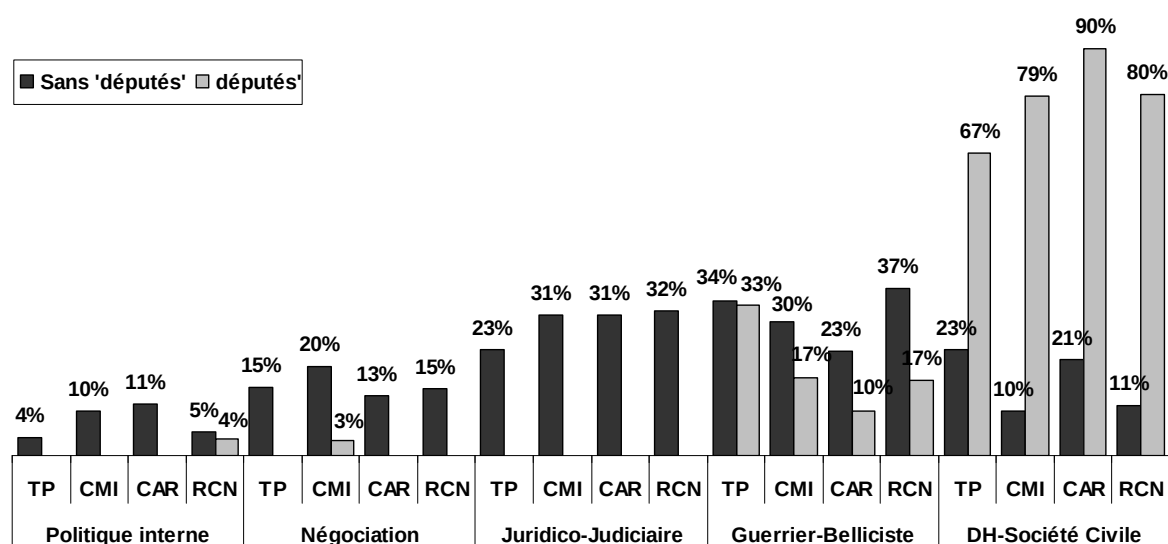
13.3. Le conflit armé dans les informations télévisées : quel angle de traitement médiatique ?

Ayant constaté que les journaux télévisés nationaux parlent régulièrement de faits liés au conflit armé, il est nécessaire d'observer sur quels aspects du conflit les JT portent leur attention plus précisément. S'agit-il des questions militaires et de confrontation, de négociation, des causes du conflit, des implications pour la société civile ? En effet, la lecture du conflit armé proposée aux téléspectateurs colombiens n'est pas la même selon que l'accent est placé sur les questions des droits humains ou juridiques ou, au contraire, sur celles liées à la confrontation armée. À ce propos, les résultats montrent que les informations relatives au conflit (sans prendre en compte le cas des députés) sont essentiellement abordées d'un point de vue guerrier-belliciste et juridico-judiciaire³⁵². En moyenne, un tiers des unités d'enregistrement analysées abordent des aspects militaires et de confrontation (*Telepaís* : 34%, *CM&* : 30%, *Noticias Caracol* : 23% et *Noticias RCN* : 37%) ; un autre tiers, des aspects judiciaires et législatifs (*Telepaís* : 23%, *CM&* : 31%, *Noticias Caracol* : 31% et *Noticias RCN* : 32%). *Noticias RCN* et *Telepaís* se sont montrés plus enclins à rapporter les informations portant sur des combats, des attaques et des désertions des groupes armés (37% et 34% respectivement), alors que *Noticias Caracol* et *CM&* se sont moins intéressés à cet angle guerrier-belliciste pour se concentrer sur les informations traitant les enquêtes judiciaires et les procès contre des membres des groupes armés légaux et illégaux ou des projets législatifs concernant ces groupes (31% pour ces deux JT) (graphique 11).

³⁵² Les définitions de ces catégories sont données dans la section 12.2.2.

Les unités d'information qui favorisent un angle de négociation en parlant des discussions tenues entre le gouvernement et les groupes hors-la-loi (paramilitaires démobilisés et ELN) ou bien un angle de traitement des droits humains et axé sur la société civile représentent moins de 20% des unités diffusées par les quatre JT nationaux. En d'autres termes, bien que le conflit soit peu nommé en tant que tel dans les informations télévisées, c'est une perspective militariste et judiciaire qui caractérise le deux tiers des informations. À contrario, avec l'affaire des députés, le traitement est tout autre. Là, c'est l'angle de traitement médiatique des droits humains qui l'emporte. En effet. Pour traiter les 131 unités d'information relatives à la mort en captivité de députés, les quatre télé-journaux nationaux ont porté leur attention sur le fait que ces civils étaient en captivité³⁵³ et que leur mort constitue une violation des droits humains. Cette différence suite au cas de députés est constatée dans les quatre JT (graphique 11).

Graphique 11 : Angle de traitement³⁵⁴



13.4. Qu'est-ce que le conflit armé dans les informations télévisées : analyse thématique

Si l'on examine les thèmes traités par les journaux télévisés sur le conflit armé, force est de constater (graphique 12) que, par le nombre d'unités d'enregistrement, le thème auquel les JT ont accordé plus d'importance au cours de la période juin 2006 et juin 2008 est celui de la mort des députés. Il représente 29% du corpus, alors que ce thème n'a été traité que trois jours (le 28 et le 29 juin 2007 et le 18 juin 2008). Le deuxième sujet en

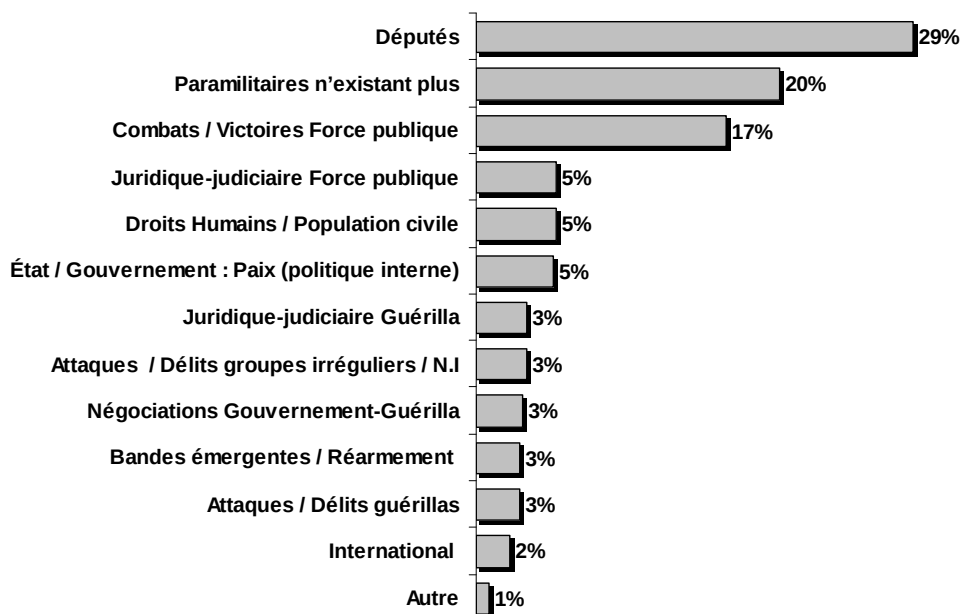
³⁵³ Les analyses reviennent sur cet événement ultérieurement.

³⁵⁴ N 'sans députés' = TP : 73, CMI : 71, CAR : 61, RCN : 116 unités d'information.
N 'députés' = TP : 18, CMI : 29, CAR : 30, RCN : 54 unités d'information.

importance concerne les paramilitaires démobilisés, leurs auditions et les négociations menées avec le gouvernement dans le cadre de la loi de Justice, Paix et Réparation³⁵⁵. Au sujet de ces groupes paraétatiques, les sources officielles soutiennent qu'ils n'existent plus, car ils ont rendu leurs armes, que certains sont en prison et qu'ils avouent les crimes commis auparavant. Lorsque des délits et des crimes sont attribués à des paramilitaires « actifs », les sources officielles et, par la suite, les journalistes parlent des « bandes émergentes »³⁵⁶. Cependant, dans le corpus analysé, ce thème ne représente que 3% des unités analysées. Après les députés et les paramilitaires démobilisés, 17% des unités d'enregistrement rapportent les combats et les victoires militaires que les forces armées de l'État revendiquent. Il s'agit des opérations militaires et des résultats positifs des actions menées contre la guérilla principalement, mais aussi contre les autres groupes armés illégaux ou des trafiquants de drogue.

Graphique 12 : Thèmes traités par les JT pour informer sur le conflit armé

(N = 452 unités d'information)



Ces résultats nécessitent une mise en contexte, car les thèmes liés au conflit armé ne sont pas forcément les mêmes sur les cinq périodes prises en compte dans cette analyse. Tandis que certains sont présents dans quatre ou cinq périodes, d'autres correspondent à des sujets conjoncturels qui ne sont traités que sur une ou deux périodes, comme la mort des députés. Le graphique 13 montre les thèmes récurrents et le graphique 14 les sujets conjoncturels. On comprend ainsi que le thème le plus représenté dans le

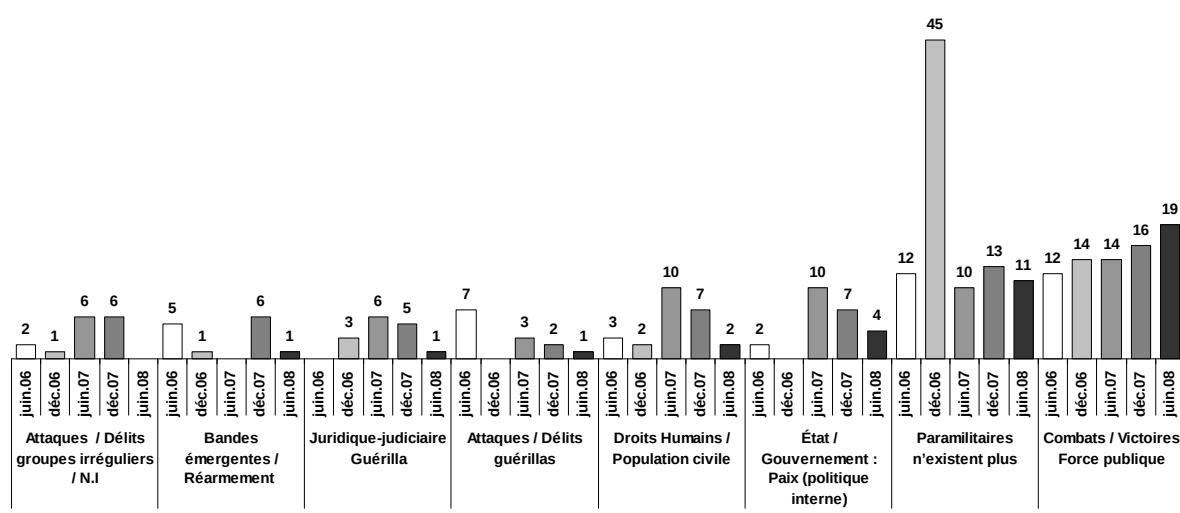
³⁵⁵ Cette loi, ainsi que le processus de démobilisation et les critiques qu'il a engendrés sont discutés dans le chapitre 4.

³⁵⁶ Mentionnées également dans le chapitre 4.

corpus, le cas de députés n'est traité qu'en juin 2007, lorsque la mort a été connue et en juin 2008 pour commémorer le premier anniversaire de leur mort. En d'autres termes, la couverture médiatique que cette affaire a reçue est tout à fait exceptionnelle. En juin 2007, pendant deux jours, les quatre journaux télévisés nationaux ont presque consacré exclusivement leurs émissions à cette information.

Par ailleurs, même si en décembre 2006, les procès et les auditions des paramilitaires constituent un thème surreprésenté à cette période (45 des 75 unités d'information retenues pour la semaine du 11 au 15 décembre 2006), ce sujet est présent dans tout le corpus (juin 2006 à juin 2008). D'ailleurs, comme il vient d'être mentionné, sur la base du nombre d'unités d'information qui lui ont été consacrés, il s'agit du deuxième thème traité par les JT. Proportionnellement, ce sont les combats et les victoires militaires des forces armées de l'État qui représentent le sujet le plus constant dans le corpus. Les médias en font le suivi régulièrement (graphique 13). Le rapport des combats et des victoires militaires revendiquées par les acteurs armés étatiques représentent de 20% à 30% des unités d'enregistrement. En revanche, les informations concernant les procès judiciaires contre des membres des forces armées montre un pic en juin 2006 (graphique 14), mais n'est plus traité en décembre 2007 ni en juin 2008. Effectivement les crimes et délits attribués aux membres de l'armée et de la police posent problème, car ils portent atteinte à l'image et minent la légitimité de ces acteurs armés qui représentent l'État. Toutefois, les scandales comme celui des écoutes illégales menées par la police et des organismes de renseignement³⁵⁷ font que les médias en parlent, sans pour autant faire un suivi continu.

Graphique 13 : Sujets récurrents (traités au moins 4 périodes sur 5 selon le nombre d'unités d'enregistrement)³⁵⁸

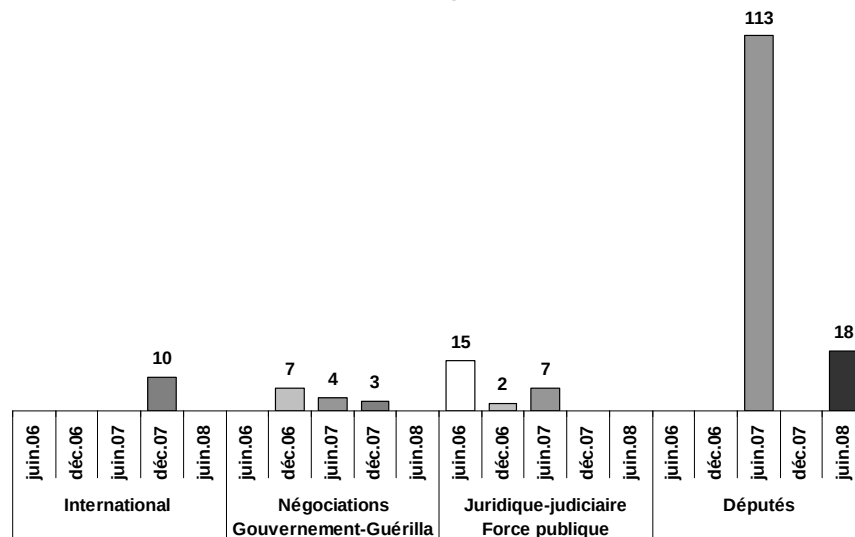


³⁵⁷ Également mentionné dans le chapitre 4.

³⁵⁸ N = juin 2006 : 61, décembre 2006 : 75, juin 2007 : 183, décembre 2007 : 76, juin 2008 : 57 unités d'information.

Les sujets les moins présents sont ceux qui concernent les adversaires des forces militaires : les guérillas (attaques, procès judiciaires et négociations), les attaques de groupes armés non identifiés et les « bandes émergentes ». Ces thèmes ne dépassent pas chacun 5% des unités analysées, même s'ils sont traités au moins quatre des cinq périodes sélectionnées (graphique 13). En d'autres termes, ces observations rendent compte d'une présence importante d'informations dans lesquelles l'image positive de l'armée et la police est renforcée et continuellement rappelée. D'ailleurs, au regard de ces données générales, il semblerait que les JT parlent relativement peu de la guérilla et autres groupes armés actifs. Toutefois, comme le montrent les résultats présentés par la suite, il s'agit de l'acteur armé le plus souvent mentionné dans les informations relatives au conflit. Seulement, l'angle de traitement n'est pas le même selon l'acteur armé dont il est question. Ainsi, il est moins fréquent que les informations télévisées parlent des groupes contre-étatiques en leur attribuant un rôle actif. Inversement, ces informations mettent en avant le rôle actif de l'armée et de la police pour les combattre. Cette question du traitement informatif donné à chaque acteur armé est traitée plus en détail postérieurement. C'est également sur la base de ces résultats qu'une attention particulière est accordée dans les analyses détaillées des sous-corpus aux victoires militaires (section 13.7.2.1).

Graphique 14 : Sujets conjoncturels (traités dans moins de 3 périodes sur 5 selon le nombre d'unités d'enregistrement)³⁵⁹



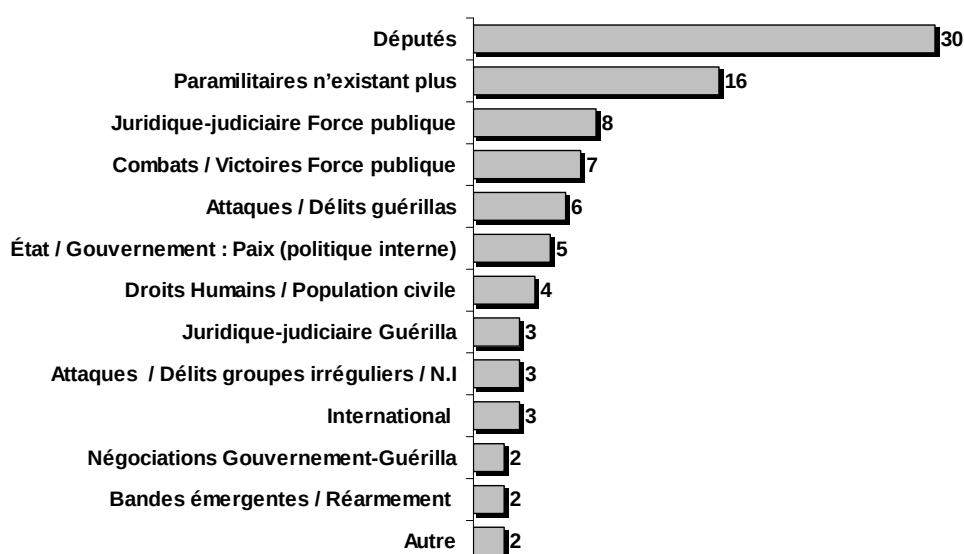
En sus des différences observées par rapport à la période analysée, il convient également de citer les différences constatées entre les journaux télévisés, même si, globalement, les tendances mentionnées ci-dessus se maintiennent. Dans les JT des chaînes privées, l'affaire des députés représente un tiers de leurs unités d'information

³⁵⁹ N = juin 2006 : 61, décembre 2006 : 75, juin 2007 : 183, décembre 2007 : 76, juin 2008 : 57 unités d'information.

(*Noticias Caracol* : 30 unités sur 91 et *Noticias RCN* : 54 sur 170). De la même manière, dans ces deux télé-journaux la différence entre la proportion d'unités d'enregistrement consacrées au premier sujet (la mort des députés) et au deuxième (les paramilitaires démobilisés) est de plus de 10%. Dans les deux JT, les bandes émergentes constituent un des sujets le moins traités (2 et 3 unités d'information sur 91 et 170 respectivement) (graphiques 15 et 16).

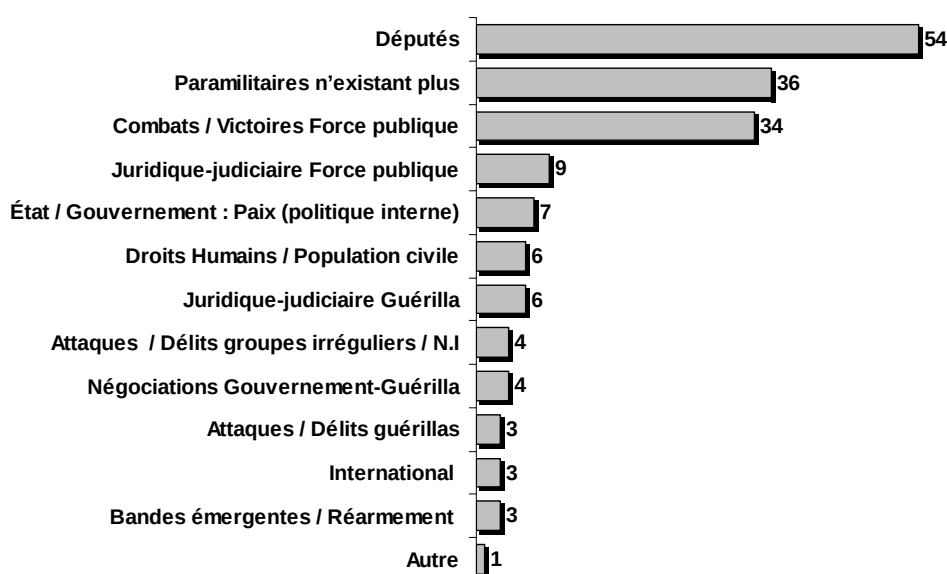
Graphique 15 : Analyse thématique Noticias Caracol

(N = 91 unités d'information)



Graphique 16 : Analyse thématique Noticias RCN

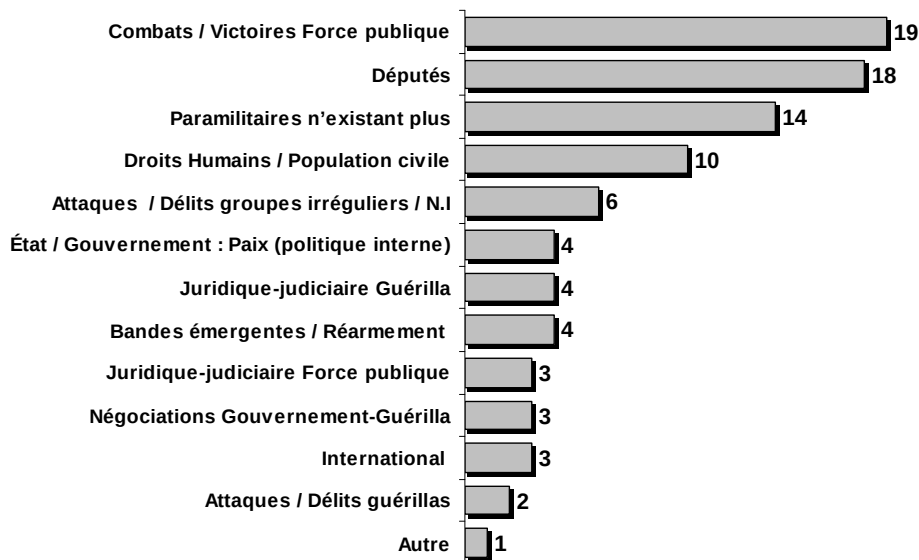
(N = 170 unités d'information)

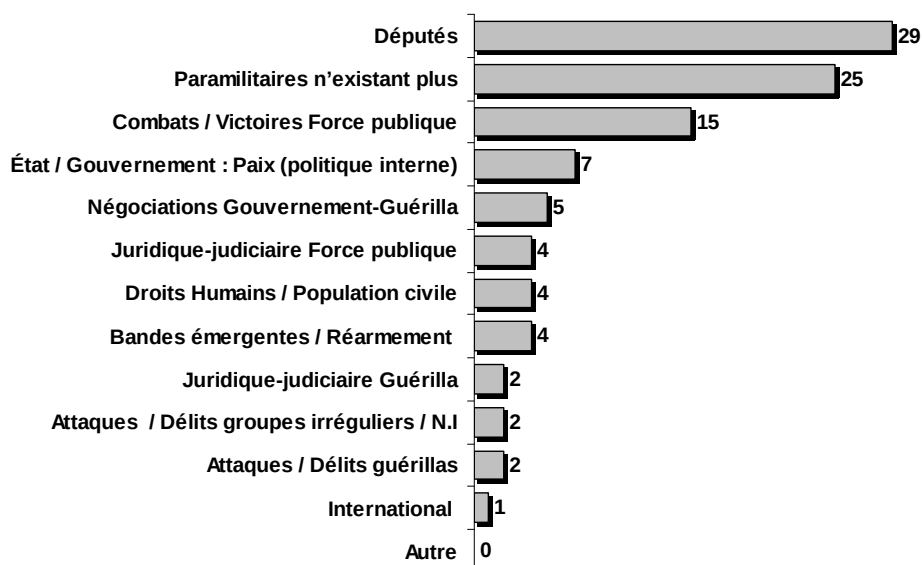


En revanche, dans les JT diffusés par la chaîne publique, les premier et deuxième thèmes représentent des proportions similaires. A *Telepaís*, après les combats et les victoires militaires de l'armée et la police (19 unités d'information sur 91), l'affaire des députés représente un cinquième des unités analysées. A *CM&*, le sujet le plus couvert est la mort des députés (29 unités d'enregistrement sur 100), suivi des informations qui confirment que les paramilitaires n'existent plus (25 unités). À la différence des journaux télévisés des chaînes privées, à *Telepaís* et à *CM&* les informations sur les groupes paramilitaires encore actifs ou les paramilitaires qui se sont réarmés (bandes émergentes) sont un peu plus présentes (4 unités d'information dans chacun de ces deux JT). Dans ces deux JT, ce sont les informations rapportant les opérations militaires et les délits attribués aux guérillas, ainsi que les informations relatives au soutien financier (2'000 dollars) qu'un syndicat danois a envoyé aux FARC qui représentent les sujets le moins couverts (graphiques 17 et 18).

Graphique 17 : Analyse thématique *Telepaís*

(N = 91 unités d'information)



Graphique 18 : Analyse thématique CM&**(N = 100 unités d'information)**

13.5. Éléments audio-visuels de cadrage proposés par les journaux télévisés

13.5.1. Éléments scripto-visuels : les titres³⁶⁰

La mise en scène du conflit armé par les journaux télévisés mobilise un canal scripto-visuel (textes qui s'affichent à l'écran et images fixes, animées et de synthèse) et un canal sonore (discours journalistique, discours des sources, musique et autres sons laissés ou ajoutés par les JT dans l'étape de montage). Concernant les éléments textuels que les JT affichent à l'écran, certains font partie du dispositif que ces instances médiatiques mettent en place pour crédibiliser leur discours comme les textes qui servent à identifier les personnes que les téléspectateurs voient à l'écran, notamment le nom des sources et l'identité que le JT leur accorde. Au même niveau scripto-visuel, il y a également les titres, autrement dit les phrases que les JT affichent en bas de l'écran lors de la diffusion d'une information pour l'identifier, comme l'illustre le photogramme 32.

³⁶⁰ À différencier des titres présentés après le générique et avant les salutations des présentateurs qui en espagnol s'appellent « *titulares* ».

Photogramme 32 : Exemple du titre donné à une unité d'information



Tout d'abord, il faut préciser que les JT ne titrent pas toutes leurs informations. D'ailleurs, *Telepaís* ne le fait pas du tout et c'est *Noticias Caracol* qui utilise le plus systématiquement cette pratique. Des 61 unités d'information qui concernent le conflit armé (sans prendre en compte les 30 unités traitant de la mort en captivité des députés), il n'y en a que deux que ce journal télévisé n'a pas titré. Il s'agit des reportages courts, dans lesquels le lancement des présentateurs est suivi d'un bref extrait d'une interview de la source. Dans ces cas, l'identification de la personne qui parle à l'écran est la plus importante, laissant moins de temps et d'espace pour ajouter un titre. Le nombre d'unités d'information se rapportant au cas des députés qui ne sont pas titrées par *Noticias Caracol* (10 sur 30 unités) correspond à celles diffusées en direct. En ce qui concerne *CM&*, presque la moitié des 100 unités d'information analysées pour ce JT n'est pas titrée. À *Noticias RCN*, le pourcentage dépasse les 70% des 170 unités retenues pour ce JT.

Les observations menées montrent que ces trois journaux télévisés nationaux respectent un format similaire pour titrer les informations. Ce format s'inscrit dans les standards de la pratique journalistique : des textes courts, concis, descriptifs, rédigés à l'impersonnel. Plus concrètement, les titres correspondent à des phrases nominalisées ou dont, la plupart du temps, le sujet est absent. En fait, à la différence du français, la langue espagnole permet les phrases sans sujet. Ce principe s'avère particulièrement utile pour les journalistes. D'une part, cela leur permet de gagner de la place puisque la phrase peut commencer directement avec le verbe conjugué. D'autre part, cela leur permet de ne pas avoir toujours à préciser qui exécute une action.

En règle générale, les titres répondent aux questions journalistiques³⁶¹ *qui* et *quoi*. En se limitant à indiquer un ou deux aspects d'une information, le cadrage induit par les titres n'est pas très éloigné de celui qui est proposé par le JT à travers l'angle de traitement et le thème traité³⁶², c'est-à-dire centré sur les aspects guerriers-bellicistes et

³⁶¹ Se reporter au chapitre 8. Une partie de l'analyse est consacrée par la suite aux cinq questions : *qui*, *quoi*, *où*, *quand* et *pourquoi*.

³⁶² Il s'agit de deux dernières variables analysées dans les deux sections précédentes.

juridico-judiciaires. De plus, les titres correspondent à des phrases écrites à la voix active et à l'indicatif. Dans le corpus analysé, il n'y a que quelques titres écrits au conditionnel. Ainsi, la fonction du titre est de donner un rapide aperçu de l'information traitée en suggérant l'aspect principal de son contenu, comme dans les exemples qui suivent :

- *Reporté le sommet avec l'ELN à Cuba*³⁶³
- *[Ils] ordonnent la détention des militaires pour kidnapping*³⁶⁴
- *[Ils] allaient kidnapper les fils d'Uribe*³⁶⁵
- *16 hommes capturés accusés d'appartenir aux FARC*³⁶⁶
- *« El Loro », paramilitaire de la côte a demandé pardon*³⁶⁷

Dans la moitié des unités d'enregistrement analysées, les titres résument le sujet traité par l'information. Dans un peu moins d'un quart des unités³⁶⁸, le titre correspond au sujet principal traité par l'information, mais non pas à l'élément complémentaire qui peut être énoncé en fin de reportage par un journaliste pour conclure un sujet. Enfin, dans des cas minoritaires, le lien entre le titre et l'information est plus abstrait, puisque le premier constitue une conclusion, voire une interprétation, plus ou moins partisane, de l'information. Il faut ainsi distinguer les unités d'information dans lesquelles le titre altère le contenu traité par l'information et celles dans lesquelles la relation entre le titre et le contenu est abstraite (dans le graphique 19 : 'distorsion' et 'sans relation'). Dans ces cas, la lecture que le titre suggère de l'information est biaisée : 6 unités d'enregistrement (sur 61) ont été recensées à *Noticias Caracol* et 3 (sur 116) à *Noticias RCN* qui traitent du conflit armé. Dans le cas des députés, 4 unités d'enregistrement ont été identifiées à *CM&* et 2 à *Noticias RCN* où le titre est ambigu, abstrait ou biaisé par rapport au sujet traité.

³⁶³ « *Aplazada cumbre con el ELN en Cuba* », CMI_12.12.06_4.

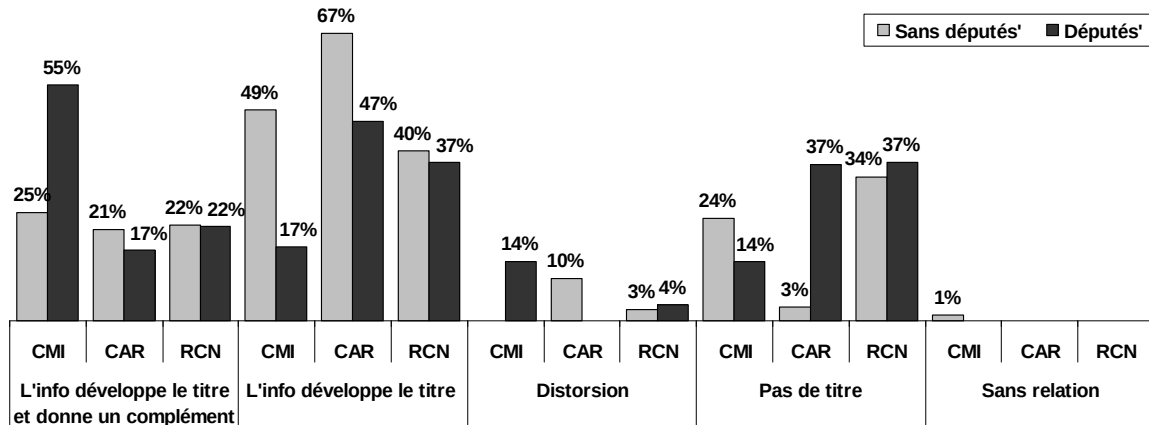
³⁶⁴ « *Ordenan la detención de militares por desaparición* », CMI_15.06.06_4.

³⁶⁵ « *Iban a secuestrar hijos de Uribe* », CAR_13.12.07_11.

³⁶⁶ « *Capturados 16 hombres sindicados de pertenecer a las FARC* », CAR_16.06.08_8.

³⁶⁷ « *El Loro, paramilitar de la costa, pidió perdón* », RCN_15.12.06_4.

³⁶⁸ Pour *CM&* la proportion dépasse la moitié de 29 unités d'enregistrement traitant du cas des députés (16 unités).

Graphique 19 : Relation entre le titre et le contenu de l'information³⁶⁹

Par exemple, le reportage diffusé le 11 décembre 2007 par *Noticias Caracol* et titrée : « Santos a parlé d'échange [humanitaire] à l'OEA »³⁷⁰, porte plus sur le kidnapping que sur l'accord humanitaire. La présentatrice lance le reportage en annonçant que « ... le vice-président Francisco Santos a parlé devant l'Organisation d'État Américains, OEA, pour expliquer à la communauté internationale la proposition d'une zone de rencontre formulée par le gouvernement ». En fait, une zone de rencontre pourrait constituer un précédent pour un éventuel accord humanitaire, mais la position du gouvernement demeure figée et il refuse d'accepter cet accord avec la guérilla. Puis, dans les extraits du discours du vice-président, les téléspectateurs l'entendent parler du « fléau » du kidnapping, et non pas de la possibilité de trouver un accord pour obtenir la libération de personnes « privées de liberté ». Il s'exprime en ces termes : « je viens partager avec vous les horreurs d'un fléau qui a eu un grand essor dans notre pays et qui malheureusement menace de se propager dans tout le continent (...) Ce n'est pas seulement le droit à la liberté qui est violé, mais aussi le fait que les personnes kidnappées soient sous la menace constante de perdre leur vie ». Effectivement, sur le plan international, la stratégie du gouvernement n'est pas de défendre l'accord humanitaire, mais justement d'exposer et d'argumenter les motifs qui mènent le gouvernement à refuser cet accord avec la guérilla, malgré les pressions des familles de ces personnes.

Un deuxième exemple illustre comment, dans certains cas, les titres sont très généraux. Ils ne répondent à aucune des cinq questions journalistiques, *qui, quoi, où, quand* et *pourquoi*, comme l'information diffusée le 29 juin 2007 par *Noticias Caracol* et

³⁶⁹ N 'sans députés' = TP : 73, CMI : 71, CAR : 61, RCN : 116 unités d'information.

N 'députés' = TP : 18, CMI : 29, CAR : 30, RCN : 54 unités d'information.

³⁷⁰ M. Santos est le vice-président et le mot « échange » fait référence en Colombie à l'accord ou échange humanitaire que la guérilla des FARC veut négocier avec le gouvernement pour obtenir la libération des guérilleros en prison contre la libération de militaires et de personnalités politiques « privés de liberté » par le groupe armé.

qui relate le récit d'un homme dont, selon le JT, la guérilla des FARC avait pris sa camionnette pour déposer une bombe. Dès le début, le présentateur précisait que le JT avait été témoin d'une tragédie : « ... un microbus a été intercepté par les FARC (...). Son conducteur, José Quintero a raconté à notre journaliste Albeiro Páez, comment les faits se sont déroulés. Quelques minutes après l'interview, la voiture a explosé et a tué à José Quintero ». Le reportage, titré par le JT « *histoire de violence et barbarie* » présente le témoignage du conducteur, il montre la voiture piégée, puis la voiture après l'explosion dans laquelle le conducteur et d'autres personnes sont mortes. Certes, ces faits peuvent bien être qualifiés de violents et barbares. Pourtant, ce titre ne correspond pas à la pratique habituelle selon laquelle le JT est plus précis, concret et descriptif. Il ne permet pas de savoir avec exactitude de quel sujet va traiter l'information étant donné qu'il ne répond pas aux questions *qui* et/ou *quoi*.

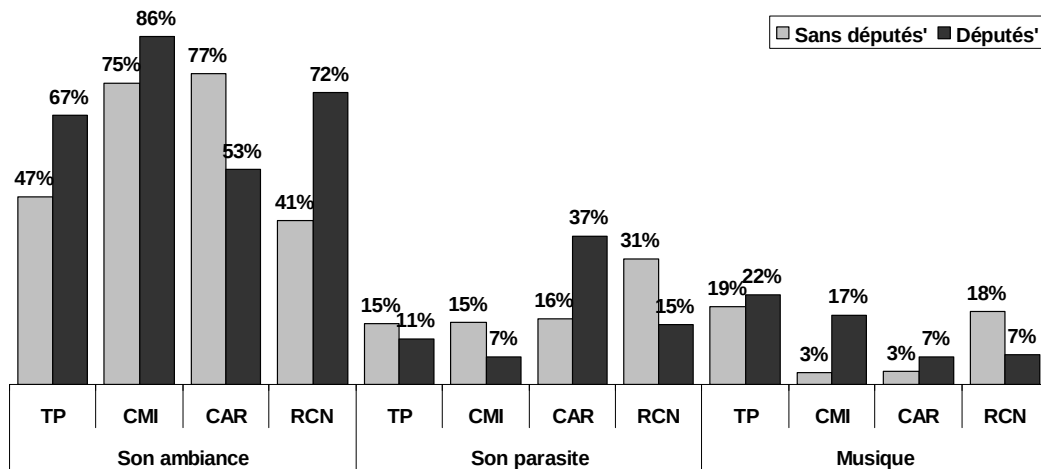
Le dernier exemple qui mérite d'être cité concerne une information diffusée par CM& le 12 juin 2006. Le reportage, titré « *Alerte de sécurité nationale* », parle d'une réforme du code pénal colombien. Cette réforme stipule que, dans les affaires où des membres des forces armées colombiennes sont suspectés d'avoir commis des délits constituant des violations aux droits humains, les activités d'enquête doivent être menées par la *Fiscalía*. Cette réforme fait suite aux dénonciations selon lesquelles dans les étapes préliminaires d'enquête, des preuves avaient été altérées par les militaires chargés des enquêtes. Ainsi, si d'un certain point de vue, on peut accorder que la justice militaire concerne la sécurité nationale, le titre « *alerte de sécurité nationale* » n'est pas précis, car comme dans l'exemple précédent, il ne répond pas aux questions *qui* et *quoi*. Il peut même être considéré comme alarmiste, puisqu'il peut engendrer des inquiétudes erronées à propos de la situation actuelle du pays. En tout cas, il n'indique pas que l'information porte sur la manière dont d'éventuels procès judiciaires contre des militaires seront menés dans le futur.

13.5.2. Éléments sonores

Dans l'élaboration des informations et surtout dans l'étape de montage, les professionnels laissent, ajoutent et/ou éliminent des éléments non vocaux acoustiques qui peuvent jouer plusieurs rôles. Il y a par exemple les bruits non voulus par l'instance médiatique présents lorsque des interviews sont faites auprès des sources dans la rue ou dans des endroits bruyants. Dans les émissions en direct, ces bruits constituent un trait caractéristique, notamment si l'équipe journalistique se trouve dans un endroit où elle ne peut pas contrôler toutes les sources sonores. Certes, les techniques actuelles permettent de « nettoyer » les unités d'information d'un certain nombre de ces bruits parasites, mais dans la mesure où ils ne font pas d'interférence avec le discours tenu, ils peuvent

contribuer à produire un effet de « normal » chez les téléspectateurs (Viallon, 1996a : 43). Ainsi, des bruits comme les klaxons des voitures, les aboiements des chiens, les gazouillis des oiseaux ou, dans la forêt où combattent les belligérants, le bruit des branches cassées au passage des troupes, les fleuves ou les cours d'eau, les tirs, les cris de combats, etc., peuvent apparaître quelque fois en fond avec le commentaire en *voix off* des journalistes. Dans le cas qui concerne cette analyse, le nombre d'informations dans lesquelles ces bruits sont audibles ne dépasse pas les 30% des unités d'enregistrement se rapportant au conflit armé (*Telepaís* : 15%, *CM&* : 15%, *Noticias Caracol* : 16%, *Noticias RCN* : 32%) et les 37% pour celles traitant de la mort des députés (*Telepaís* : 11%, *CM&* : 7%, *Noticias Caracol* : 37%, *Noticias RCN* : 15%). Ces bruits sont plus présents dans les JT des chaînes privées parce qu'ils réalisent plus souvent d'émissions en direct (15 et 16 unités d'enregistrement respectivement contre 3 à *CM&* et aucune à *Telepaís*). Dans plus de deux tiers des unités d'information, des sons d'ambiance, comme par exemple ceux des conférences, des messes, des manifestations et quelque fois des conversations du/de la journaliste avec la source sont laissés pour accompagner le commentaire en *voix off* (graphique 20).

Graphique 20 : Éléments sonores présents dans les informations³⁷¹



En revanche, les sons, autres que les voix, notamment la musique, volontairement ajoutés par les JT sont rarement présents dans les informations qui concernent le conflit armé. Les observations ont permis de constater que dans moins d'un cinquième des unités d'enregistrement, les JT ont ajouté de la musique, que ce soit dans les 321 unités se rapportant au conflit armé ou dans les 131 unités traitant de la mort des députés (*Telepaís* : 19% et 22%, *CM&* : 3% et 17%, *Noticias Caracol* : 3% et 7%, *Noticias RCN* : 17% et 7%). La musique a surtout été utilisée pour traiter le cas des députés, à l'exception de

³⁷¹ N 'sans députés' = TP : 73, CMI : 71, CAR : 61, RCN : 116 unités d'information.

N 'députés' = TP : 18, CMI : 29, CAR : 30, RCN : 54 unités d'information.

Noticias RCN, qui utilise la musique essentiellement comme élément pour identifier une section des brèves appelée « panorama national » (19 unités d'information concernées sur les 24 qui ont de la musique), pour la présentation des infographies (2 unités sur 24) ou lorsque des extraits d'une autre émission de la chaîne, « La Noche », sont diffusés par le JT (2 unités). Il s'agit majoritairement d'une musique dont le but n'est pas de générer ou d'accentuer un effet de dramatisation, mais uniquement d'identifier et de permettre la reconnaissance de certaines sections du JT. À l'instar de *Noticias RCN*, dans *CM&*, la musique est utilisée dans quatre informations lors de la diffusion des infographies. Cette musique est semblable à celle qui identifie le JT et qui est diffusée lors du générique d'ouverture. Il n'y a qu'une seule unité d'information à *Noticias RCN* dans laquelle la musique est utilisée pour créer une ambiance émotive dans une information sur le réarmement des groupes paramilitaires. Dans un reportage diffusé par *CM&* qui concerne la mort des députés, la musique renforce l'émotion que le JT cherche à produire.

C'est en fait dans *Telepaís* et dans *Noticias Caracol* que les extraits musicaux remplissent une fonction de dramatisation plus fréquente que dans les autres JT, et non pas uniquement de reconnaissance. Si les 14 unités d'information qui ont des extraits musicaux sur les 73 unités se rapportant au conflit armé dans *Telepaís* correspondent à la musique du JT diffusé pendant le commentaire en *off* des journalistes, les 4 unités d'information se rapportant au cas de députés qui ont de la musique concernent des extraits ayant un trait mélancolique dont le but est de renforcer l'aspect émotionnel. La même situation se présente à *Noticias Caracol*. La musique ajoutée dans deux unités d'enregistrement sur le cas des députés renforce la force émotionnelle de l'information. Dans le cas des deux unités traitant du conflit armé qui sont accompagnées de musique, l'une correspond à la mélodie qui identifie la section politique et l'autre à une musique qui génère une ambiance de mystère dans une information concernant le procès contre des militaires pour avoir volé une grosse somme d'argent que les FARC avaient enterrée dans la forêt.

Pour résumer, les éléments sonores, autres que les discours des sources et des journalistes, s'inscrivent plus dans le dispositif des ces télé-journaux que dans une volonté de donner un cadrage particulier au conflit armé. Ces éléments permettent d'identifier le JT et à l'intérieur de celui-ci certaines sections. De la même manière, les sons d'ambiance audibles pendant que le commentaire en *off* des journalistes est diffusé concourent à recréer l'espace et le temps, alors que les reportages dans lesquels les bruits de fond sont absents peuvent paraître « artificiels », dans la mesure où dans la « vie réelle » ces sons sont constamment présents (Viallon, 1996a : 43-45).

13.5.3. Images de guerre et guerre en images : quel contenu informatif ?

Au niveau des images fixes ou mobiles, analogiques ou numériques présentes dans les JT, c'est essentiellement leur contenu, exprimant plus ou moins la violence, qui intéresse cette analyse. Or un repérage d'autres éléments a été effectué au préalable de façon à relever des différences entre les journaux télévisés. La première constatation concerne les séquences en studio qui se sont révélées très régulières au sein de quatre JT. Habituellement cadrés en plan rapproché, les présentateurs sont « seuls » sur le plateau. À la différence des journaux télévisés suisses ou français, les invités n'investissent jamais cet espace. Ils apparaissent toujours en duplex. Étant donné la régularité des séquences de studio, ce sont les éléments que les JT peuvent ajouter au niveau des images, notamment les incrustations (photogramme 33) ou les écrans qui apparaissent derrière les présentateurs (photogramme 34) qui ont été observés.



Photogramme 33 :
CMI_18.06.08_9



Photogramme 34 :
TP_14.12.07_6

Les incrustations sont présentes spécialement à *CM&* (94% des unités d'information sur le conflit et 86% des unités sur les députés) et à *Noticias Caracol* (85% des unités d'enregistrement sur le conflit et 40% des unités sur les députés). *Noticias RCN* n'a inclus des incrustations que dans 22% des unités sur le conflit et 28% sur les députés. *Telepaís* utilise moins ce type d'image fixe (12% des unités d'information sur le conflit et 17% des unités sur les députés). Il préfère les écrans derrière le présentateur lors du lancement des informations (29% des unités d'enregistrement sur le conflit et 72% des unités sur les députés). *Noticias Caracol* et *Noticias RCN* montrent ce type d'écrans uniquement dans des sections différentes à celles des informations générales, notamment les sections politiques (photogrammes 35 et 36). Dans ces cas, les écrans affichent le nom de la section et des images des reportages que les présentatrices introduisent.



Photogramme 35 :
CAR_25.06.07_23



Photogramme 36 :
RCN_19.06.08_16

En ce qui concerne les incrustations et à l'instar des titres, elles donnent une indication du contenu de l'information. Régulièrement, les incrustations sont composées d'une image fixe comme une photographie ou une image de synthèse. Elles incluent également un mot (rarement deux ou trois) qui figure en bas de l'incrustation. En règle générale, ce que l'image représente répond à la question *qui* à travers une photo en gros plan ou plan rapproché (photogramme 37). Lorsqu'il s'agit des acteurs armés illégaux, l'image ne correspond pas toujours à une photo de(s) l'individu(s) concerné(s) par l'information, mais à une image qui symbolise le groupe armé en utilisant le drapeau, l'emblème du groupe ou en montrant une personne en uniforme, cagoulée et armée (photogramme 38). Quant au texte qui accompagne les incrustations, il résume la réponse à la question *quoi*, par exemple « capturé », « enquête », « document », « premier procès », « suicide », « témoignage » ou comme dans les deux photogrammes « bombardements » et « version libre »³⁷².



Photogramme 37 :
CMI_26.06.07_10



Photogramme 38 :
RCN_14.12.06_8

De manière constante, chaque JT respecte un même format pour ses incrustations. Lorsque *Noticias Caracol* et *Noticias RCN* ont changé leur identité visuelle, le format des incrustations a également été modifié. Comme cela a été mentionné, *Telepaís* n'utilise que rarement les incrustations. Elles présentent un arrière plan flou et un premier plan

³⁷² Suite aux démobilisations des groupes paramilitaires, la loi de Justice, Paix et Réparation qui encadre la réinsertion dans la vie civile de ces ex-combattants, prévoit que ces derniers s'engagent à avouer leurs crimes pour pouvoir bénéficier des privilèges juridiques ou autres (économiques, de formation) promis par le gouvernement. Les séances devant la justice sont appelées « versions libres », en d'autres termes, ce sont des auditions devant la Fiscalía (institution publique chargée de mener les enquêtes avant de remettre les cas d'infraction à la loi devant les tribunaux).

dans lequel apparaît la photo du protagoniste de l'information ou une image qui les représente (photogramme 39). À *CM&*, les incrustations ont, la plupart de temps, un seul plan accompagné le plus souvent d'une photo. Quelque fois, le texte est une citation du discours de la source et apparaît entre guillemets pour l'indiquer (photogramme 40). *Noticias Caracol* utilise également deux plans dans les incrustations. Au premier plan, le JT répond à la question *qui* et en arrière plan, il peut ajouter des compléments qui illustrent le *quoi* ou le *où* (photogramme 41). Au lieu de deux plans, *Noticias RCN* divise l'incrustation en une partie supérieure et une partie inférieure plus importante dans laquelle le JT représente le *qui* et dans la partie supérieure le *quoi* ou le *où* (photogramme 42). Pour représenter les pays, les quatre JT utilisent les drapeaux, pour les institutions, ils utilisent leurs emblèmes et pour représenter le kidnapping, les images des mains ligotées sont fréquentes. Les informations sur des lois ou des procès représentent la justice avec le petit marteau utilisé par les juges. À *Telepaís*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN* les incrustations sont toujours dans la partie supérieure droite de l'écran. À *CM&*, en revanche, le côté dans lequel apparaît l'incrustation est alterné à chaque fois : une unité d'information la présente à gauche et la suivante à droite.



Photogramme 39 :
Telepaís



Photogramme 40 :
CM&



Photogramme 41 :
Noticias Caracol



Photogramme 42:
Noticias RCN

En plus des incrustations présentes dans le lancement des informations, les JT diffusent également d'autres images fixes comme les photos (dans 12 unités d'enregistrement des 91 à *Noticias Caracol* et 11 sur 170 à *Noticias RCN*) ou les dessins (dans 2 unités à *Noticias Caracol* et 3 à *Noticias RCN*), mais aussi et surtout, des images de synthèse ou infographies. Ces dernières, essentiellement utilisées par *CM&* (28 unités d'information sur 100) et *Noticias Caracol* (24 unités sur 91) permettent de situer sur des cartes le lieu où les événements se sont déroulés (photogramme 43) ou de diffuser un texte source qui dans sa version originale ne serait pas très lisible (photogramme 44). Dans une moindre mesure, elles sont montrées pendant que les téléspectateurs entendent une source parler au téléphone ou dans un enregistrement audio (photogrammes 46 et 47) et enfin, elles servent à exposer des chiffres énoncés par les sources ou les journalistes (photogramme 45).



Photogramme 43 :
CMI_25.06.07_4



Photogramme 44 :
TP_12.12.07_17



Photogramme 45 :
RCN_10.12.07_34



Photogramme 46 :
CAR_12.06.06_1



Photogramme 47 :
RCN_10.12.07_34

Au delà de ces observations générales sur les différents types d'images que les journaux télévisés utilisent pour informer sur le conflit armé interne, et comme cela a été mentionné, le principal aspect de cette analyse se réfère au contenu des images, notamment pour déterminer comment elles « montrent » le conflit armé. Pour cette partie de l'analyse, ce sont les images tournées sur le terrain (y inclut celles d'archives) qui sont analysées. Tout d'abord, le nombre de plans assemblés dans chacune des 452 unités du corpus a été établi³⁷³. Ces données indicatives permettent de constater que le nombre moyen de plans dans une information est semblable chez *Telepaís*, *CM&* et *Noticias RCN* (8, 9 et 9 plans par unité d'information respectivement) et un peu plus élevé à *Noticias Caracol* (12) pour les 321 unités d'enregistrement qui traitent du conflit. Lorsqu'il s'agit de la mort des députés, les unités d'information contiennent plus, voire le double de plans (*Telepaís* : 16 plans en moyenne par unité, *CM&* : 13, *Noticias Caracol* : 18 et *Noticias RCN* : 11). Néanmoins, le nombre de plans ne signifie pas que les JT représentent beaucoup de situations³⁷⁴ dans une même unité d'information. En fait, une même situation, par exemple l'interview d'une source précédée par un dialogue avec le/la journaliste peut être coupée en plusieurs plans et assemblés de manière intercalée avec des images d'archive ou d'une autre situation. Ainsi, si l'on compte le nombre de situations représentées dans chaque unité d'information la moyenne pour l'ensemble du corpus est

³⁷³ Le comptage a été fait de manière automatique par le logiciel « lignes de temps » si la qualité des vidéos le permettait et manuellement lorsque la mauvaise qualité de l'enregistrement original ne le permettait pas.

³⁷⁴ Dans une information, il peut y avoir, par exemple, deux situations représentées : l'interview du/de la journaliste à une source et la source dans un événement comme une conférence ou tenant un discours.

de 3. Ce chiffre n'inclut pas infographies, les photos ou des plans fixes sur des objets. Il concerne les situations dans lesquelles des acteurs sociaux interagissent.

Un certain nombre de situations représentées dans ces images ont pour fonction de crédibiliser les JT dans leur rôle de pourvoyeurs d'informations. Il s'agit notamment des séquences dans lesquelles les sources parlent à l'écran, celles dans lesquelles les journalistes apparaissent à l'écran sur le lieu de l'événement et surtout celles qui sont diffusées en direct/duplex. Montrer les sources s'exprimant à l'écran constitue une stratégie récurrente des JT colombiens, comme les résultats présentés dans la section 13.6.2.1. le démontrent. Ainsi, ils se rendent plus crédibles auprès des téléspectateurs. Plus de 50% des unités analysées qui se rapportent au conflit armé et plus de deux tiers de celles concernant la mort en captivité de 11 députés contiennent des séquences dans lesquelles les sources sont visibles.

Par ailleurs, la transmission en direct représente moins de 10% des unités d'enregistrement sur le conflit (*Telepaís* ne fait pas de transmission en direct, *CM&* : 1 unité, *Noticias Caracol* : 5 et *Noticias RCN* : 3). Avec l'annonce de la mort des députés, les JT se sont déplacés sur place et ont ainsi diffusé plus d'informations en direct (*CM&* : 2 unités d'information sur 29, *Noticias Caracol* : 10 sur 30 et *Noticias RCN* : 13 sur 54), sauf *Telepaís* qui ne dispose pas des moyens nécessaires pour ce type de couverture. Dans les deux cas, c'est *Noticias Caracol* qui accorde plus d'importance à la diffusion en direct. En effet, avec le direct, un JT montre aux téléspectateurs qu'il est en contact avec la « réalité » et/ou avec les témoins de celle-ci. Il montre aussi qu'il dispose de moyens techniques pour aller sur le terrain et leur permettre de connaître ce qui se passe. Même si la diffusion en direct ne laisse pas le temps nécessaire aux professionnels de l'information pour recouper et vérifier les informations, il s'agit d'une stratégie de légitimation et de captation importante pour ces instances médiatiques (Jost, 2005 : 24-25 ; Leblanc, 1987 : 7 ; Lochard, 2005 : 28).

Dans les unités d'information analysées, la stratégie consiste à utiliser en alternance le direct et le différé, notamment pour couvrir la mort des députés. Par exemple, la présentatrice de *Noticias Caracol* qui se trouvait, le 28 juin 2007, devant la maison d'une des familles des députés morts en captivité commence, en direct, en racontant les faits importants de la journée et en annonçant que le président allait arriver d'un moment à l'autre. Puis, elle lance un reportage tourné dans la journée. Au moment où le président est arrivé, la diffusion en direct reprend pour « montrer » l'arrivée de la voiture présidentielle -de loin- étant donné que la presse n'était pas autorisée à s'approcher. Puis le JT lance un autre reportage et le direct reprend avec une interview du ministre de la Défense. Puisque le duplex avec le studio était assuré, le présentateur à Bogotá peut poser des questions à sa collègue qui se trouvait à Cali. Il faut néanmoins

rappeler que ce type de couverture n'est pas forcément meilleur en ce qui concerne la qualité informative, car avec le direct « l'information se réduit à la production des événements qui seront transmis sans aucune forme d'encadrement (...) Le direct instaure un processus circulaire dont l'événement semble être à la fois le point de départ et d'arrivée » (Semprini : 2000 : 37). D'ailleurs, cette pratique du direct s'inscrit dans ce que d'autres chercheurs (Charaudeau, *et.al.*, 2001) nomment les croyances dominantes en Occident, selon lesquelles « il suffit de voir pour croire » et « il suffit de témoigner pour authentifier ». D'après les chercheurs, les deux croyances font que la télévision cherche davantage à témoigner qu'à expliquer (Charaudeau, *et. al.*, 2001 : 15). En effet, dans l'exemple mentionné, les téléspectateurs ont eu droit à une minute, voire plus en regardant une voiture, dont le JT assurait qu'il s'agissait de celle du président de la République, entourée d'une multitude de personnes. Ces séquences ne transmettaient aucune information complémentaire. Elles ne faisaient que témoigner de la présence du JT.

En prenant les séquences tournées sur le terrain, actuelles ou d'archives³⁷⁵, l'analyse cherche à déterminer ce que les images montrent en relation avec la violence que le conflit armé entraîne. Pour classer ces séquences, la typologie présentée dans le chapitre 12, section 'le conflit armé en images' (12.2.3), est appliquée en distinguant deux groupes. Le premier regroupe les séquences montrant des contenus qui peuvent être qualifiés de violents ou montrant les résultats de la violence armée (graphique 21). Le deuxième groupe rassemble celles qui, inversement, montrent des aspects non violents du conflit (graphique 22)³⁷⁶.

La première constatation à souligner est la représentation peu violente du conflit armé à travers les images utilisées pour informer sur celui-ci. Le nombre d'unités d'enregistrement dans lesquelles des opérations militaires, des combats (entre 4% et 8% concernant le conflit et 6% et 28% s'il s'agit des députés) ou des morts³⁷⁷ (entre 1% et 6%), sont présentes ne dépasse pas les 10% des unités analysées (graphique 21), sauf à *Telepaís* (5 unités d'enregistrement qui correspondent aux 28%) qui, dans le cas des informations sur la mort des députés, a diffusé plus de séquences des opérations militaires que ses

³⁷⁵ Ces images d'archives sont rarement indiquées comme telles. Entre 15% et 50% des unités d'enregistrement contiennent des séquences que les téléspectateurs natifs peuvent identifier comme étant antérieures à l'information dans laquelle les JT les montrent, par exemple, les images datant des négociations de paix entre le gouvernement de l'ex-président Pastrana et les FARC à El Caguán (mentionnées dans le chapitre 4), les démobilisations massives de groupes paramilitaires ou encore des images dans lesquelles des personnalités déjà mortes sont montrées encore en vie. Pourtant, moins d'un quart des unités d'information indiquent aux téléspectateurs que les images sont d'archives.

³⁷⁶ Les graphiques 21 et 22 indiquent la proportion d'unités d'informations dans lesquelles, il y a, au moins, une séquence classée dans chacune des catégories.

³⁷⁷ La manière dont la mort est désignée et montrée dans les informations télévisées fait également l'objet d'une analyse détaillée qui sera présentée par la suite.

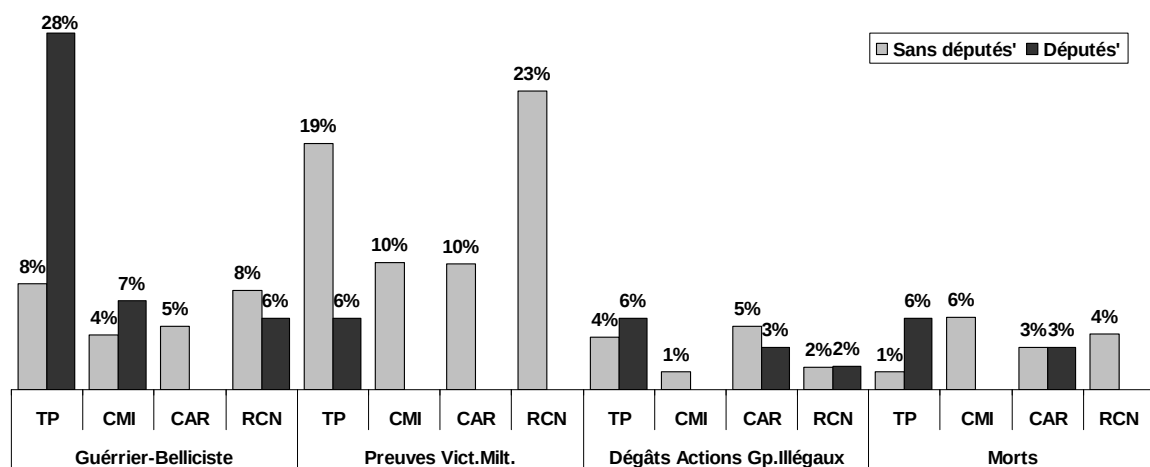
concurrents, notamment de celles ayant permis la capture des politiciens reprises de la vidéo que la guérilla des FARC avait tourné de l'opération menée pour capturer les députés en avril 2002 (séquence de photogrammes 48).



Séquence de
photogrammes 48

Le nombre réduit d'images de combat s'explique aussi par le fait que ces images ne sont pas faciles à obtenir par les médias, dans la mesure où les journalistes ne sont pas forcément sur le champ de bataille. Cependant, les groupes armés, notamment les forces armées de l'État, mais aussi les guérillas et les paramilitaires mettent à disposition des médias certaines vidéos de leurs opérations dans le but de se rendre visibles tout en diffusant des images favorables à leur égard. Toutefois, selon le montage effectué par un média, le sens originalement donné par le groupe armé peut être altéré. Par exemple, la vidéo de l'opération militaire des FARC qui a abouti à la prise en otage de 11 députés de l'Assemblée du Valle : pour la guérilla, il s'agit de la preuve d'une victoire militaire. Les JT, en revanche, l'ont présentée comme la preuve de la barbarie de ce groupe armé et se sont abstenus de transmettre les séquences dans lesquelles le groupe armé chante son hymne ou diffuse sa propagande.

Graphique 21 : Contenu des images – axe « violent »³⁷⁸



³⁷⁸ N 'sans députés' = TP : 73, CMI : 71, CAR : 61, RCN : 116 unités d'information.

N 'députés' = TP : 18, CMI : 29, CAR : 30, RCN : 54 unités d'information.

En plus des images qui montrent des opérations militaires ou des combats, il y a également celles qui montrent les preuves des victoires militaires³⁷⁹ revendiquées par les forces armées de l'État. Néanmoins, ces images ne sont pas vraiment « violentes ». Elles montrent les conséquences des actions violentes, mais en soi, ces images ne représentent pas des scènes de confrontation armée, puisqu'elles montrent les personnes capturées par les autorités, le matériel de guerre saisi aux groupes armés irréguliers ou les infrastructures des groupes démantelés et/ou détruits par l'armée ou la police. De la même manière, la violence des séquences qui montrent les dégâts causés par les actions armées des groupes irréguliers est relative et quelques fois, contradictoire, comme par exemple, dans une brève diffusée par *Noticias RCN* le 10 décembre 2007 dans laquelle la présentatrice annonce que « *l'armée et la police ont déjoué un attentat à la voiture piégée (...). Ils ont désamorcé la bombe avec minutie. **Trois maisons ont été détruites. C'est la cinquième voiture avec des explosifs que les FARC laissent dans la région*** »³⁸⁰. Alors que la présentatrice mentionne les maisons détruites, les téléspectateurs voient des images des maisons en bon état (séquence de photogrammes 49).



Séquence de
photogrammes 49

En effet, le plus souvent les images que les journaux télévisés diffusent pour informer sur le conflit armé interne dans le pays correspondent à celles classées dans la catégorie 'illustratives' (graphique 22). Ces images, d'archives ou d'actualité, peuvent être identifiées comme celles qui répondent à la question *qui* ou *où*, car elles montrent des lieux ou des objets en plan de demi-ensemble ou général dans lesquelles les personnes dont traite l'information sont présentes comme par exemple, une brève annonçant les débats qui ont lieu au Congrès pour décider si le paramilitarisme correspondait ou non à un délit politique. À cette occasion, *Noticias RCN* a diffusé des images de la salle du Congrès et de l'entrée de la Cour Constitutionnelle (photogrammes 50 et 51), institutions directement impliquées dans ce débat.

³⁷⁹ Les unités d'information rapportant les victoires militaires des FF.MM. sont analysées en détail ultérieurement.

³⁸⁰ RCN_10.12.07_33.



Photogramme 50 :
RCN_11.12.07_18



Photogramme 51 :
RCN_11.12.07_18

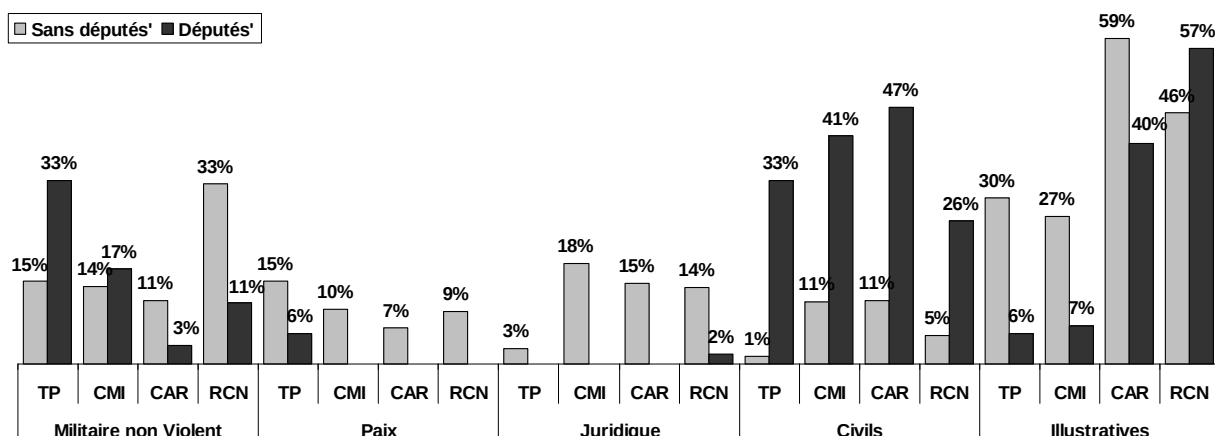
Entre un tiers et la moitié des unités d'enregistrement se référant à la mort des députés montrent des séquences, classées dans la catégorie 'civils'. Ces séquences présentent les familles des députés, des manifestations organisées contre le « kidnapping », en faveur de l'accord humanitaire et pour dénoncer la mort des politiciens. Les images des civils incluent également les séquences dans lesquelles les familles des victimes du conflit armé pleurent et participent des rites tels que des funérailles ou des messes organisées en la mémoire des proches décédés (photogrammes 52 et 53). Plus qu'un caractère violent, ces images comportent une dimension émotionnelle très forte. De cette manière, la violence du conflit est montrée indirectement, ce ne sont pas les morts que les téléspectateurs voient, mais la douleur engendrée par le décès des proches.



Photogramme 52 :
CAR_28.06.07_2



Photogramme 53 :
CAR_25.06.07_7

Graphique 22 : Contenu des images – axe « non violent »³⁸¹

Les acteurs armés sont aussi présents dans les images et tout particulièrement les représentants des forces armées de l'État en tant que sources que les téléspectateurs voient. Mais il y a aussi des plans dans lesquels les acteurs armés (légaux et illégaux) ne parlent pas en tant que sources. Ils apparaissent en uniforme, avec des armes, mais les images ne représentent pas de scènes de combat. Ce sont des scènes de rassemblement ou de déplacement de troupes, d'entraînements militaires (photogrammes 54 et 55) ou des cérémonies militaires (photogramme 56). Des images d'archives des paramilitaires et des guérillas ont été repérées à plusieurs reprises. Ne disposant pas forcément d'images d'actualité de ces groupes et de leurs membres, ce sont les images tournées dans le passé qui sont montrées lorsque les JT parlent d'eux, comme celles qui datent des pourparlers de paix entre les FARC et le gouvernement de l'ex-président Pastrana.



Photogramme 54 :
RCN_11.12.07_14



Photogramme 55 :
RCN_12.12.06_4



Photogramme 56 :
RCN_25.06.07_16

Enfin, entre 7% et 15% des unités analysées utilisent des séquences où elles montrent les négociations entre le gouvernement et la guérilla de l'ELN et ou entre le gouvernement et les paramilitaires démobilisés ou des images d'archives dans lesquelles les paramilitaires rendent leurs armes. D'ailleurs, ces dernières sont diffusées de manière répétée, comme si ces groupes se démobilisaient encore (photogrammes 57 et 58). En

³⁸¹ N 'sans députés' = TP : 73, CMI : 71, CAR : 61, RCN : 116 unités d'information.
N 'députés' = TP : 18, CMI : 29, CAR : 30, RCN : 54 unités d'information.

effet, « à force de répétition, la diffusion régulière des images débouche petit à petit sur l'acceptation de ce qui est arrivé » (Zelizer, 2006 : 149).



Photogramme 57 :
TP_14.06.06_2



Photogramme 58 :
CMI_13.12.06_6

Entre 3% et 18% des unités d'information contiennent des images tournées dans un cadre juridique renforçant ainsi l'idée que les délits et les crimes commis dans le cadre du conflit armé sont jugés et punis. Ces séquences montrent les paramilitaires démobilisés dans les salles de la *Fiscalía* dans lesquelles ils « rendent leurs versions libres », autrement dit les auditions dans lesquelles ils avouent leurs crimes (séquences de photogramme 59). Il y a également les images de procès contre des militaires détenus pour avoir commis de meurtres, enlevé de personnes ou volé de l'argent (photogramme 60).



Séquence de
Photogrammes 59



Photogramme 60 :
CMI_11.12.07_16

En d'autres termes, à travers les informations télévisées, les téléspectateurs colombiens voient les conséquences positives de l'action des forces militaires colombiennes et du gouvernement par rapport à la confrontation avec les guérillas et les paramilitaires : démobilisations de groupes armés, procès judiciaires contre des acteurs armés étatiques et paraétatiques, captures de membres de groupes armés illégaux, démantèlement des campements de ces groupes. Dans ces images, les conséquences

négatives de la guerre ne sont montrées qu'à travers le prisme des victimes civiles des guérillas dont la souffrance ne peut que susciter la compassion. Ainsi, à la différence de la couverture d'autres guerres et conflits dans le monde par des médias nationaux et internationaux, ce ne sont pas les images de morts, de blessés, de souffrance qui l'emportent (Dragan, Péliissier, 2001 ; Dayan, 2008 : 41 ; Huguenin-Benjamin, 2003 ; Lamloum, 2003). Qui plus est, les téléspectateurs colombiens ne voient pas non plus des combattants exténués ne désirant plus participer à la guerre. Ils ne voient que les représentants de la haute hiérarchie militaire des tous les groupes armés qui se montrent convaincus de la « noblesse » et de la nécessité de leur combat.

13.6. L'information sur le conflit armé et l'objectivité journalistique

Comme cela a été mentionné dans le chapitre 7, en Colombie, les journalistes associent la qualité de leur travail à un effort déontologique afin d'assurer la rigueur dans leur activité. Bien qu'ils revendiquent cette posture de manière récurrente et qu'ils prétendent placer ce critère au cœur de leurs principes professionnels³⁸², ils font l'objet de critiques qui dénoncent le manque d'objectivité des médias. En dépit des efforts des professionnels de l'information pour améliorer leur travail³⁸³, les critiques ne cessent pas.

Ainsi, sur la base de ce que les professionnels de l'information en Colombie appellent « objectivité » (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 ; MPP, *et.al.*, 2006 ; Observatorio de Medios, 2000, 2004 ; Rincón, Ruíz, 2002a) leur travail est examiné pour faire ressortir les contradictions en opposition aux « promesses » faites aux téléspectateurs quant à la déontologie que les journalistes revendiquent. De ce point de vue, l'objectif ne consiste pas à chercher si les journaux télévisés nationaux informent objectivement les Colombien-ne-s sur le conflit armé, mais de comprendre comment, en contexte de guerre³⁸⁴, les journalistes mettent en scène des discours qui puissent répondre aux contraintes externes et qui soient également cohérents avec le contrat de communication que ces JT proposent à leurs téléspectateurs.

Dans cette perspective, la distinction entre « contrat de communication médiatique » et « contrat d'énonciation journalistique » proposée par Patrick Charaudeau (2009) paraît pertinente. Le contrat de communication médiatique, tel qu'il est défini dans

³⁸² Si dans certains pays européens cette revendication de l'objectivité est moins présente en tant que telle que dans les pays anglo-saxons (Lemieux, 2004), la culture journalistique colombienne est plus proche de celle présente aux États-Unis où l'objectivité constitue un principe professionnel et un critère pour évaluer le travail des journalistes (voir chapitre 7).

³⁸³ Les mesures proposées et adoptées par les journalistes colombiens sont présentées dans la section 7.4.

³⁸⁴ Avec ce que cela implique, notamment l'instrumentalisation des médias par les sources, principalement si elles font partie des belligérants.

le chapitre 9, « renvoie aux caractéristiques du dispositif impliquant une instance de production médiatique et une instance de réception-public, reliées par une visée d'information (...). Le contrat d'énonciation journalistique correspond à la façon dont l'énonciateur journaliste met en scène le discours d'information à l'adresse d'un destinataire imposé en partie par le dispositif et en plus imaginé et construit par lui » (2009 : 56). En opérant cette distinction, ce travail différencie le travail des médias en tant qu'entreprises de celui des journalistes en tant qu'employés de ces entreprises médiatiques. Les médias proposent un contrat, revendiquent un rôle (d'information, de divertissement, etc.), l'affichent et le justifient. À l'intérieur des médias à visée d'information, les journalistes sont contraints de produire des discours distanciés appropriés au plus grand nombre de récepteurs³⁸⁵. Dans cette logique, Patrick Charaudeau affirme que les instructions discursives imposées au journaliste pour guider le positionnement énonciatif qu'il doit adopter pour répondre à l'enjeu de crédibilité « n'est pas à proprement parler de l'objectivité, mais le jeu de l'objectivité par l'effacement énonciatif » (2009 : 56) qui consiste à faire disparaître le « je » dans des constructions impersonnelles et nominalisées. À la différence de ce qui est proposé dans cette thèse, la position de ce chercheur à propos de l'objectivité journalistique ne permet pas d'évaluer le produit journalistique sous les mêmes critères que ceux reconnus par les professionnels colombiens, dans la mesure où ces derniers expriment explicitement que l'objectivité de leur travail représente le substrat de leurs préoccupations. Ils prêtent une attention particulière à leur fonction journalistique et aux implications de leur travail dans l'évolution du conflit armé.

Ainsi, dans le but de comparer l'identité d'informateurs que les médias revendiquent pour attester de leur effort d'objectivité, les discours d'information produits par les journalistes sont analysés en fonction de deux critères principaux. Le premier correspond aux indicateurs du discours distancié des journalistes (style rédactionnel et factualité de l'information). Le second se rapporte à la question des sources et de leur présence implicite et explicite dans le discours d'information (forme textuelle, visibilité et identité des sources, pluralité, équilibre, neutralité, impartialité). Ce deuxième critère joue en effet un rôle prépondérant dans le cadrage informatif du conflit armé.

13.6.1. Discours descriptifs, discours objectifs ?

En ce qui concerne les 321 unités d'information traitant du conflit armé, les résultats montrent qu'elles sont majoritairement rédigées dans un style descriptif³⁸⁶

³⁸⁵ La conclusion générale reviendra sur cette distinction lorsqu'il s'agira de discuter la responsabilité des médias colombiens dans l'évolution du conflit.

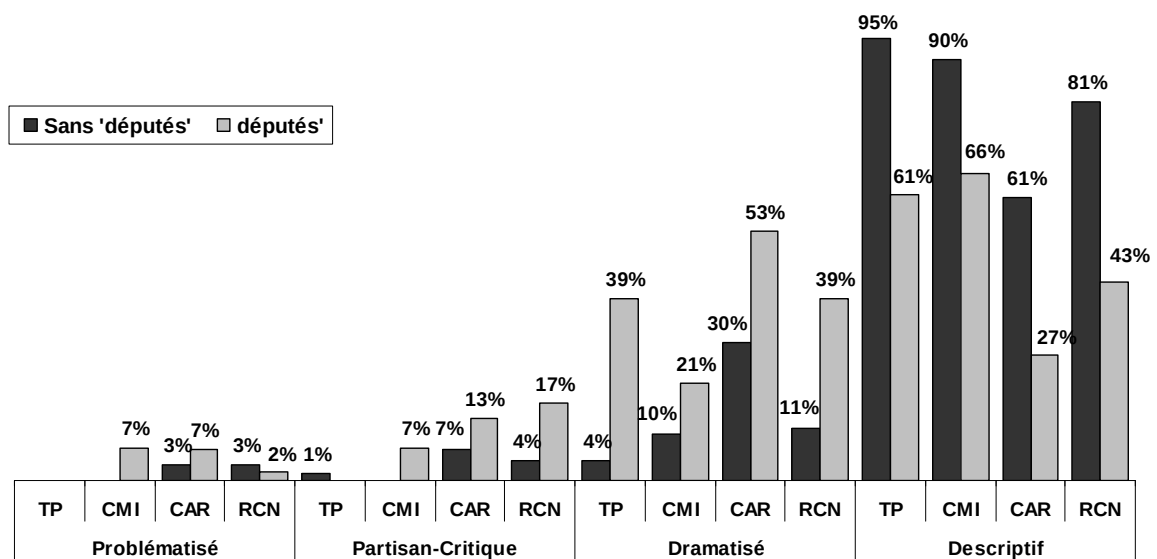
³⁸⁶ Ces différents styles sont expliqués dans la section 12.2.4.

(graphique 23). D'autre part, force est de constater que la tendance est plus marquée dans les JT de la chaîne publique (*Telepaís* : 95%, *CM&* : 90%, *Noticias Caracol* : 61% et *Noticias RCN* : 81%). *Noticias Caracol*, qui présente le plus bas nombre d'unités d'enregistrement rédigées dans un style descriptif, est aussi le JT qui présente la plus grande proportion d'unités en style dramatisé : 30% contre 4% à *Telepaís*, 10% à *CM&* et 11% à *Noticias RCN*. En effet, ce JT attache une plus grande importance à la relation établie/mimée avec ses téléspectateurs et privilégie, comme il est montré par la suite, les sources civiles, renforçant ainsi sa stratégie de captation.

La proportion d'unités d'enregistrement favorisant le rapport des faits sans ajouter d'éléments critiques et/ou émotifs se réduit dans les informations qui concernent le cas des députés. En effet, s'agissant des victimes civiles, surtout si elles sont « privées de liberté » par la guérilla des FARC et mortes en captivité, les sources et les journalistes adoptent plus facilement un style critique axé sur l'émotionnel. Un pourcentage plus élevé d'unités d'information dans lesquelles les JT cherchaient à susciter l'émotion des téléspectateurs en montrant la souffrance des proches peut être constaté (*Telepaís* : 39%, *CM&* : 21%, *Noticias Caracol* : 53% et *Noticias RCN* : 39%). Dans ce cas de figure, c'est *Noticias Caracol* qui est le plus représentatif de cette tendance. Le JT qui, même dans le cas des députés, maintient la proportion d'unités en style descriptif est *CM&*. À propos de ce JT, il avait déjà été mentionné l'identité d'informateur plus « distancié » qu'il mobilise (section 13.1).

Enfin, dans très peu d'unités d'information, les journalistes problématisent les faits rapportés en les expliquant à travers leurs liens avec des faits précédents ou en revenant sur leurs conséquences. Ces résultats corroborent ceux des recherches menées dès la fin des années 1990³⁸⁷, suite auxquelles les analystes colombiens avaient critiqué les médias du pays les accusant de ne pas donner aux citoyens des éléments de contexte suffisamment nécessaires pour mieux appréhender la genèse du conflit, ainsi que les enjeux et les motivations des acteurs armés. En résumé, le conflit armé dans les informations télévisées, demeure plus un rapport des faits isolés qui impliquent, certes les mêmes acteurs, mais dans lequel les causes et les implications ne sont pas mises en évidence. Toutefois, cette situation ne va pas forcément à l'encontre des règles professionnelles puisque les journalistes affirment qu'en procédant de cette manière, ils se limitent à décrire les faits en évitant d'afficher des positions partisans.

³⁸⁷ Ces études sont résumées dans le chapitre 7.

Graphique 23 : Style rédactionnel³⁸⁸

Avant d'affirmer que la plupart des informations diffusées par les journaux télévisés sur le conflit armé sont « objectives », puisque essentiellement descriptives, il importe de prendre en considération d'autres critères comme la factualité des discours d'information associée au primat de la description des faits et à l'interdit du commentaire. Pour les professionnels de l'information, une description complète des faits qui ne risque pas de céder à des positions partisans est celle qui répond à cinq questions essentielles (*qui, quoi, quand, où et pourquoi*³⁸⁹) et annonce dès le début l'essentiel de l'information. Il faut donc qu'un discours à visée d'information précise ce qu'est l'événement, qui sont les protagonistes ou acteurs sociaux concernés, quand, où et pourquoi l'événement a eu lieu. Ainsi, pour chacune des 452 unités d'enregistrement, les analyses ont comptabilisé la présence/absence de la réponse à ces questions fondamentales.

En regardant l'ensemble des unités qui constituent le corpus de cette recherche, il est confirmé que les 131 unités d'information se rapportant à la mort des députés, ainsi que les autres 321 unités sur le conflit armé précisent ce qu'est l'événement et indiquent les acteurs concernés. Le *qui* et le *quoi* sont présents dans les 100% des unités analysées (graphiques 24 à 27). De la même manière, les antécédents les plus immédiats de l'événement rapporté sont également présents dans plus de 93% des unités d'enregistrement. Le peu d'unités dans lesquelles les antécédents sont partiellement

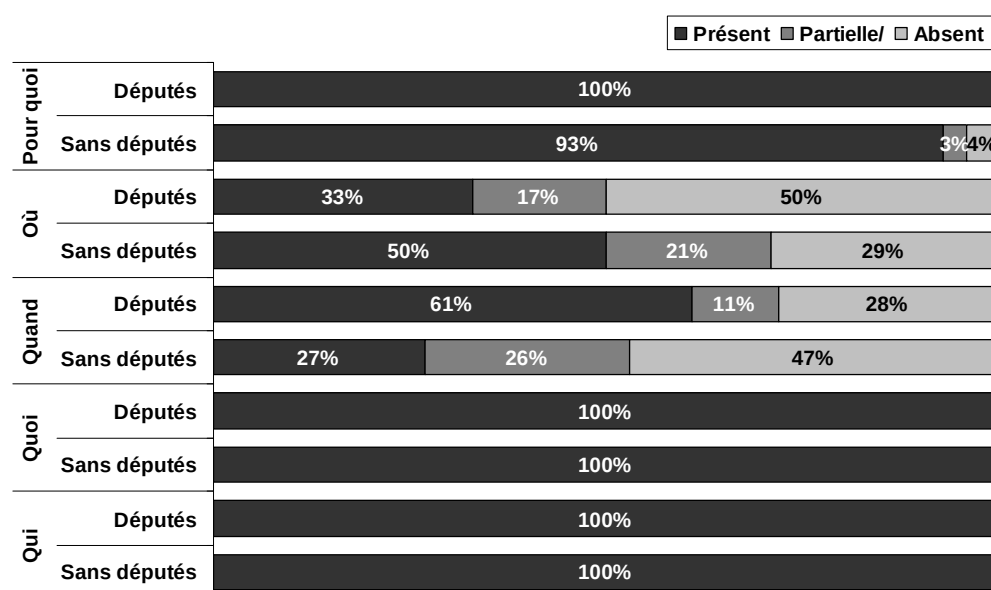
³⁸⁸ N 'sans députés' = TP : 73, CMI : 71, CAR : 61, RCN : 116 unités d'information.

N 'députés' = TP : 18, CMI : 29, CAR : 30, RCN : 54 unités d'information.

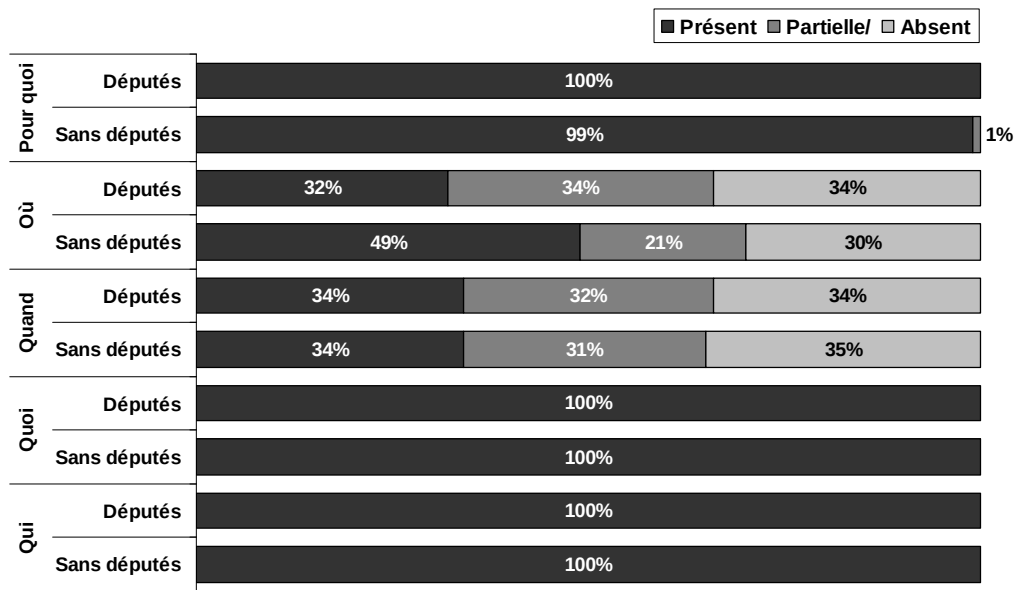
³⁸⁹ Ce questionnement « pourquoi » qui donne les antécédents les plus immédiats d'un fait, n'est pas le même que celui qui correspond au style rédactionnel « problématisé » mentionné avant et qui consiste à intégrer les faits dans une chaîne de causalité plus large dans le temps.

mentionnés ou absents représentent pour *Telepaís* et *Noticias Caracol* moins de 7% des 321 unités d'information relatives au conflit armé (graphiques 24 et 26). Dans les 131 unités traitant le cas des députés, les sources et les journalistes exposent des raisons possibles pour lesquelles les politiciens ont été tués. Les antécédents constituent toutes les hypothèses qu'ils avançaient pour expliquer cet événement qu'ils jugeaient tragique. Tant au sujet des députés que pour les autres informations du conflit, *Noticias RCN* présente le pourcentage le plus élevé d'unités d'information dans lesquelles les antécédents de l'événement rapporté ne figurent pas (graphique 27).

Graphique 24 : Factualité de l'information dans le corpus de *Telepaís*³⁹⁰

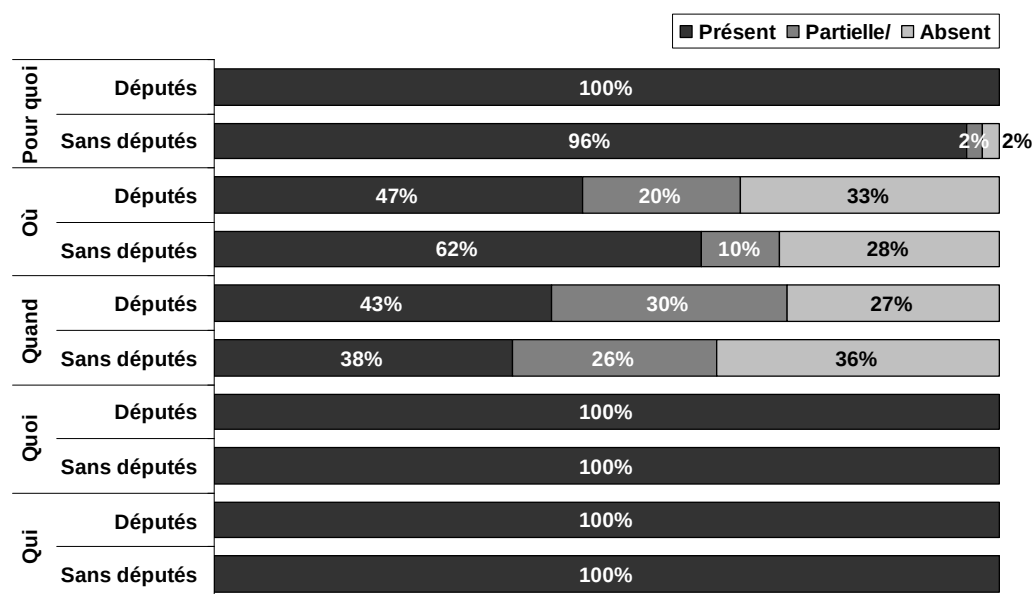
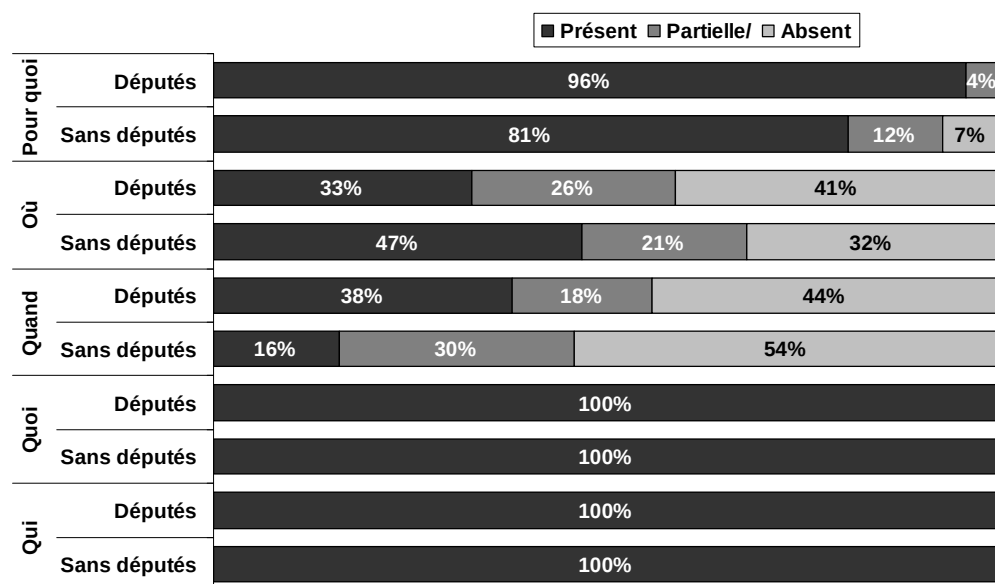


³⁹⁰ N 'sans députés' = 73, N 'députés' = 18 unités d'information.

Graphique 25 : Factualité de l'information dans le corpus de CM&³⁹¹

En revanche, ce sont les repères temporels (*quand*) et spatiaux (*où*) qui manquent le plus souvent dans l'ensemble des informations analysées ou qui ne sont que partiellement présents. Par exemple, 50% des unités d'enregistrement traitant les cas des députés à *Telepaís* ne précisent pas où se sont déroulés les faits. Dans ce cas précis, ce manque d'éléments informatifs tient au fait que le jour où la mort a été connue, les médias ne savaient pas où elle avait survenu. Dans leur communiqué, les FARC ne se prononcent pas à ce sujet. De plus, 47% des unités d'information sur le conflit n'informent pas les téléspectateurs à propos du moment/de la période dans laquelle les faits ont eu lieu. 54% des unités sur le conflit à *Noticias RCN* ne donnent aucune précision sur la temporalité des faits et dans 30% ces repères ne sont que partiellement présents. Concernant le conflit armé, autrement dit sans prendre en compte le cas des députés, ce sont *CM&* et *Noticias Caracol* qui contextualisent le mieux leurs informations sur le plan géographique. *Telepaís* et *Noticias RCN* présentent à leur tour la plus importante proportion d'unités d'information dans lesquelles les repères temporels et spatiaux ne sont que partiellement présents ou définitivement absents.

³⁹¹ N 'sans députés' = 71, N 'députés' = 29 unités d'information.

Graphique 26 : Factualité de l'information dans le corpus de Noticias Caracol³⁹²**Graphique 27 : Factualité de l'information dans le corpus de Noticias RCN³⁹³**

En dépit de règles professionnelles, les informations que les journalistes colombien-ne-s proposent sur le conflit armé ne remplissent pas toujours les conditions pour être complètement factuelles, même si, en apparence elles gardent un style descriptif qui semble cohérent avec l'objectivité journalistique. En effet, sur les cinq questions que les

³⁹² N 'sans députés' = 61, N 'députés' = 30 unités d'information.

³⁹³ N 'sans députés' = 116, N 'députés' = 54 unités d'information.

journalistes reconnaissent comme essentielles, les informations répondent presque sans exception à trois d'entre elles : *qui*, *quoi* et *pourquoi*, alors que *quand* et *où* font partie des questions que les journalistes semblent délaisser, parfois, en raison d'une situation particulière comme celle des députés par exemple. En tout état de cause, ces résultats relatifs à la factualité des informations constituent simplement un aperçu global du travail des journalistes. Le fait qu'une information soit factuelle, complète n'assure pas forcément sa « qualité » informative, en termes notamment de l'objectivité telle qu'elle est définie par les journalistes. Par exemple, sans prétendre à déterminer pour l'ensemble du corpus dans quelles conditions les informations fournies par les journalistes sont plus ou moins complètes, deux exemples permettent de relativiser cet aspect. Dans la brève traduite dans le tableau 21 et diffusée par *Noticias RCN* le 14 juin 2006, tous les éléments sont présents. Le JT dit à ses téléspectateurs que sept personnes (*qui*) ont été assassinées (*quoi*) ce jour-là (*quand*) au département de Nariño (*où*). Selon la source, en l'occurrence la police, déclare le JT, c'est la guérilla des FARC (*qui*) qui est responsable du « massacre » et que le mobile est en lien avec le trafic de drogue (*pourquoi*).

**Tableau 21 : Exemple d'une information « complète » en termes journalistiques -
RCN 14.06.06 17**

Présentatrice Vicky Dávila	<i>7 personas ont été assassinées aujourd'hui à Bocas de Satinga [dans le département] de Nariño. La police a rendu responsable du massacre le front 29 des FARC. Elle assure qu'il s'agit d'une vendetta pour des affaires de narcotrafic.</i>
Presentadora Vicky Dávila	<i>7 personas fueron asesinadas hoy en Bocas de Satinga en Nariño. La policía responsabilizó de la masacre al frente 29 de las FARC. Asegura que se trata de una vendetta por negocios de narcotráfico.</i>

Bien que le JT annonce l'assassinat de sept personnes, aucun élément supplémentaire n'est donné pour savoir qui étaient ces personnes. S'agissait-il des civils ou d'autres combattants appartenant au groupe armé que la police accuse ? Puis, la source (la police) fournit une explication à l'événement qu'elle qualifie de « massacre ». La présentatrice le dit clairement en citant la source « La police a rendu le front 29 des FARC responsable du massacre ». Mais elle ne donne aucune indication aux téléspectateurs pour savoir si le JT a vérifié l'information sur le terrain ou s'il s'agit uniquement de la reprise du discours de la source, en l'occurrence un des acteurs armés. D'ailleurs, la brève est énoncée à l'indicatif, et non pas au conditionnel, ce qui renforce les propos tenus. Même si la thèse du trafic de drogue est proposée, les conditions dans lesquelles les morts ont eu lieu ne sont pas précisées. En d'autres termes, ce n'est pas parce qu'une information propose des éléments de réponse aux cinq questions que les journalistes estiment fondamentales qu'une information peut être considérée comme vérifiée ni que les circonstances de l'événement aient été intégralement rapportées. C'est comme si le

travail s'arrêtait du moment où l'information répond à ces cinq questions (*qui, quoi, où, quand et pourquoi*) et que la source est citée pour bien montrer que ce n'est pas un discours partisan. En général, les professionnels de l'information ne remettent pas en cause de manière explicite la version des sources. Plus qu'informer un fait complexe, qui en apparence présente une forme relativement objective, cette information semble remplir une autre fonction : celle de communiquer un message à propos d'un des acteurs armés.

À l'inverse de ce qui précède, l'exemple présenté dans le tableau 22 ne fournit pas des éléments de réponse aux cinq questions. La nouvelle concerne l'enquête que le ministère Public a ordonnée contre des policiers pour avoir réalisé des écoutes téléphoniques illégalement envers des membres de l'opposition, des journalistes et des membres de groupes armés irréguliers. La source et les personnes impliquées (*qui*) sont mentionnées. Pourtant, cette information qui fait partie d'une affaire plus large se limite à l'information de ce jour-là, à savoir l'ouverture de l'enquête. Le motif pour lequel la décision a été prise est énoncé. Mais le contexte dans lequel cette information s'inscrit (poursuite et suivi illégal des personnes opposées à l'actuel gouvernement) n'est pas traité par le JT. Il n'y a pas de précisions à propos de dates auxquelles ces écoutes ont eu lieu, sur les « victimes » de ces écoutes ou encore sur la version des policiers accusés. Il s'agit, en effet, d'un sujet fort délicat en Colombie, des acteurs étatiques sont découverts en pratiquant des activités illégales pour combattre l'opposition armée et politique au gouvernement. Toutefois, l'information proposée par *Noticias Caracol* reste dans le cadre de faits isolés, sans faire de lien avec d'autres événements qui font partie de la même affaire.

**Tableau 22 : Exemple d'une information « incomplète » en termes journalistiques -
CAR 25.06.07_6**

Présentateur Jorge Alfredo Vargas	Le bureau du procureur a ouvert une enquête disciplinaire contre 7 membres de la police nationale en raison de leur présumée responsabilité dans l'écoute des communications sans mandat. Le ministère Public a trouvé que l'information enregistrée par le service d'intelligence a violé le droit à l'intimité des membres de l'opposition, des journalistes et des meneurs des groupes armés soumis à de procès judiciaires.
<i>Presentador Jorge Alfredo V.</i>	<i>La procuraduría general de la nación abrió investigación disciplinaria contra 7 miembros de la policía nacional por su presunta responsabilidad en la interceptación de comunicaciones sin orden judicial. El ministerio público encontró que la información grabada por inteligencia violó el derecho a la intimidad de miembros de la oposición, periodistas y cabecillas de grupos armados sometidos a procesos judiciales.</i>
Présentatrice María Lucía F.	L'enquête disciplinaire implique le général Guillermo Chávez Ocaña, ex-directeur d'intelligence à la police nationale, et ordonne la suspension provisoire de trois colonels, 2 majeurs et une autre policière.
<i>Presentadora María Lucía F. en off</i>	<i>La investigación disciplinaria cobija al general Guillermo Chávez Ocaña, ex - director de inteligencia de la policía nacional y ordena suspender provisionalmente a 3 coroneles, 2 mayores y una intendente.</i>

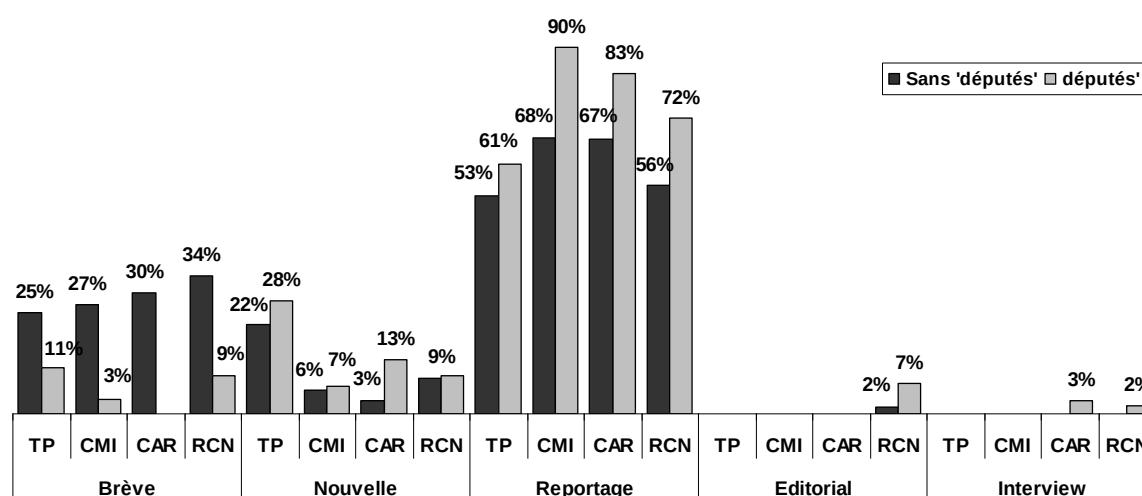
13.6.2. Sources journalistiques et objectivité de l'information

Le deuxième critère qui est directement en rapport avec l'objectivité concerne les sources ou acteurs sociaux protagonistes ou témoins des événements auxquels les journalistes s'adressent. Dans la plupart des cas, ce sont les sources qui sont à l'origine des informations. D'autant plus que ces dernières ont aussi intérêt à se rendre visible auprès des médias pour diffuser leurs messages, influencer l'agenda et l'angle de traitement des questions qui les intéressent. Quoi qu'il en soit, ce sont les sources qui fournissent des lectures interprétatives de la réalité aux journalistes. À partir de ces données, les journalistes construisent des discours d'information en veillant à respecter les règles professionnelles comme la pluralité de sources incluant des points de vue antagonistes afin de garantir une forme de neutralité. De la même manière, les journalistes s'imposent respecter l'équilibre et l'impartialité entre les sources, autrement dit, mentionner toutes les versions opposées sur un sujet en leur accordant le même temps. Ils sont aussi tenus de se distancier des versions fournies par les sources, autrement dit, de différencier leur propre discours de celui des sources.

13.6.2.1. Visibilité de sources à l'écran

En suivant ce raisonnement, l'analyse s'intéresse à déterminer si les journaux télévisés laissent souvent ou non les sources prendre la parole à l'écran, qui sont ces sources et dans quelle mesure elles sont visibles ou seulement citées. En fait, le choix des sources par un JT fait partie des stratégies utilisées pour légitimer leur rôle de pourvoyeurs d'informations en rendant leurs discours plus crédibles, notamment en faisant appel aux sources bénéficiant d'une certaine autorité dans le domaine traité. C'est la raison pour laquelle, en général, dans les médias occidentaux les sources officielles sont plus présentes, même si, comme tout acteur social défendant des intérêts particuliers, elles communiquent plutôt qu'elles informent (Moisy, 2001).

En ce qui concerne la présence des sources, les résultats des analyses menées dans le cadre de cette thèse mettent en évidence qu'entre la moitié et deux tiers des unités d'information (*Telepaís* : 53%, *CM&* : 58% pour, *Noticias Caracol* : 67% et *Noticias RCN* : 56%) les sources parlent directement à l'écran (reportages). Parallèlement, les informations dans lesquelles ces sources sont invitées par les journalistes pour prendre position et donner leur opinion (interviews et éditoriaux) sont, au contraire, peu nombreuses (graphique 28). Seuls les journaux télévisés des chaînes privées utilisent les interviews et les éditoriaux pour traiter les attentats survenus en juin 2007 dans la ville de Buenaventura, l'affaire des députés et la question des personnes « privées de liberté » par les FARC. En d'autres termes, c'est à propos du sort des civils dans le conflit que les JT privés proposent à des acteurs sociaux de donner leur avis.

Graphique 28 : Types de traitement de l'information³⁹⁴

Mais quelles sont ces personnes que les JT invitent pour donner leur avis ? Cette question est pertinente dans la mesure où le choix des invités peut aussi révéler la position du JT sur la question traitée. En ce qui concerne le corpus analysé, il n'y a que deux interviews et six éditoriaux. Pour les interviews, ce sont l'épouse et une sœur de deux députés morts en captivité que *Noticias Caracol* et *Noticias RCN* ont invitées. Les six éditoriaux ont été proposés par *Noticias RCN*. À ce stade, il convient de rappeler le slogan du JT : « *Noticias RCN, leader en information, leader en opinion* ». Donc, dans ce rôle de formateur d'opinions que le JT veut jouer, il propose aux téléspectateurs des extraits d'entretiens de personnes considérées par les journalistes des JT comme pertinentes et crédibles dans leur opinion.

Noticias RCN a choisi des acteurs civils plus ou moins connus dans la sphère publique du pays. Des représentants de l'Église catholique ont été invités à deux reprises pour parler des possibilités de négocier avec la guérilla l'accord humanitaire. Dans ces négociations, l'Église accepterait d'être médiatrice. Pour traiter le même sujet et soutenir l'idée qu'il faut négocier la libération des personnes « privées de leur liberté », le JT a sollicité un des politiciens qui avait été « retenu » par les FARC et libéré en 2008. À deux occasions, pour réfuter les propos de ceux qui défendent l'accord humanitaire, le JT a appelé l'ex-chancelier et ex-ministre libéral, Luis Fernando Jaramillo, pour soutenir la position du gouvernement selon laquelle il ne peut pas se montrer faible face à la guérilla qui est responsable de la mort des députés. Enfin, suite aux attentats dans la ville de Buenaventura, *Noticias RCN* a invité le politologue Alfredo Rangel. Avec la présence de cet

³⁹⁴ La définition de ces cinq formes textuelles est présentée dans la section 12.2.4.

N 'sans députés' = TP : 73, CMI : 71, CAR : 61, RCN : 116 unités d'information.

N 'députés' = TP : 18, CMI : 29, CAR : 30, RCN : 54 unités d'information.

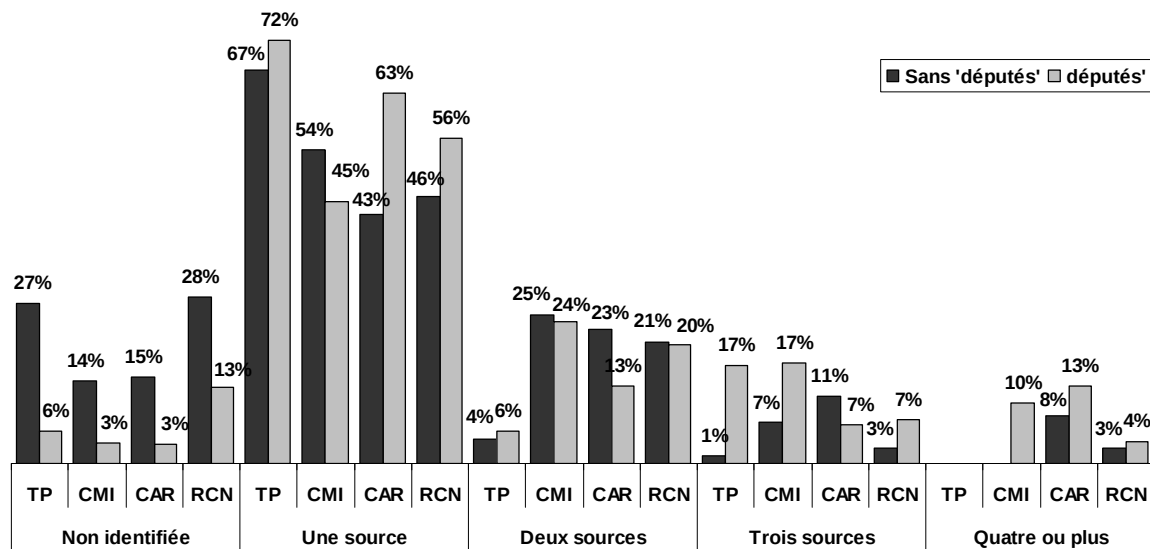
invité, le JT appelle le gouvernement à renforcer ses opérations pour combattre le terrorisme et le trafic de drogue.

Plus d'un quart des unités d'enregistrement (*Telepaís* : 25%, *CM&* : 27%, *Noticias Caracol* : 30% et *Noticias RCN* : 34% -graphique 28) ont été diffusées sous la forme de brèves, c'est-à-dire d'informations courtes dans lesquelles les téléspectateurs n'entendent que les présentateurs (à l'écran ou en *voix off*) ou un(e) journaliste en *voix off*. Dans les pratiques journalistiques, l'information diffusée sous la forme de brèves permet au JT de renforcer l'illusion d'exhaustivité. Plus courtes, elles laissent plus de temps pour survoler un plus grand nombre d'informations et ainsi montrer que le JT épuise l'actualité (Leblanc, 1987 : 43). Ceci étant, les brèves diffusées au sujet du conflit armé (sans tenir compte des informations concernant les députés) favorisent un angle guerrier-belliciste. En d'autres termes, les brèves sont essentiellement utilisées pour rapporter les combats et les victoires militaires des forces armées de l'État, ainsi que les informations traitant des démobilisations des paramilitaires et de leurs procès. La proportion est particulièrement importante pour *Noticias RCN*. Sur les 48 brèves dans lesquelles un angle de traitement guerrier-belliciste est adopté par les journalistes, 25 ont été diffusées par ce JT. Avec ce type de traitement de l'information, le JT peut se limiter à annoncer les victoires militaires sans avoir à entrer dans les détails, ce qui peut se révéler particulièrement utile pour les acteurs armés étatiques, dans la mesure où seulement des éléments favorables à leur cause sont communiqués par les JT.

Il faut également signaler que même si les reportages, autrement dit les unités d'information dans lesquelles les téléspectateurs voient et entendent les sources, sont majoritaires, l'affaire des députés réduit la proportion des unités diffusées sous la forme de brèves (*Telepaís* : 11%, *CM&* : 3%, *Noticias Caracol* : 0% et *Noticias RCN* : 9%) et augmente la proportion des reportages (*Telepaís* : 61%, *CM&* : 90%, *Noticias Caracol* : 83% et *Noticias RCN* : 72% -graphique 28). En effet, à cette occasion, les JT ont souvent interviewé les proches des députés tout particulièrement. Concernant les différences entre les quatre JT, il convient de mentionner l'importante proportion de nouvelles à *Telepaís* par rapport aux autres JT (22% et 28% contre 6% et 7% à *CM&*, 3% et 13% à *Noticias Caracol* et 9% à *Noticias RCN*). En fait, en raison des coûts, le JT travaille plus sur la base des communiqués et des dépêches que sur la base des reportages tournés sur le terrain. De plus, lorsque la mort des députés a été portée à la connaissance du public, *CM&*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN* ont envoyé des équipes sur place proposant plus de reportages en direct. Seul *Telepaís* ne l'a pas fait.

13.6.2.2. Pluralité des sources

Pour qu'une information soit objective, il est également nécessaire que les professionnels de l'information utilisent plusieurs sources exprimant des points de vue divergents de façon à proposer aux citoyens un aperçu plus complet du sujet traité. Cette pluralité et neutralité de l'information sont directement liées à l'idéal démocratique des médias de masse en Occident, car en proposant les versions qui s'opposent à propos d'un thème, ces derniers sont censés fournir aux citoyens les éléments dont ils ont besoin pour construire leur propre opinion et participer au jeu démocratique (Cornu, 1994). Malgré cela et en dépit de l'intérêt affiché par les journalistes colombiens à jouer un rôle facilitateur dans la résolution du conflit et à maintenir la démocratie dans le pays, ils ont utilisé, dans presque la moitié, voire plus, des unités d'information traitant du conflit armé (*Telepaís* : 67%, *CM&* : 54%, *Noticias Caracol* : 43% et *Noticias RCN* : 46%) et de l'affaire des députés (*Telepaís* : 72%, *CM&* : 45%, *Noticias Caracol* : 63% et *Noticias RCN* : 56%) une seule source pour élaborer leurs discours d'information (graphique 29). Moins d'un quart des unités d'information rapportent les propos de deux sources et moins d'un cinquième rendent la version de plus de trois sources, à l'exception de *Telepaís* qui présente à ce niveau la plus faible pluralité de sources. De plus, *Telepaís* et *Noticias RCN* présentent la proportion la plus élevée d'unités d'enregistrement dans lesquelles les JT ne mentionnent aucune source : 27% et 28% respectivement. Ces deux télé-journaux comportent également une plus faible proportion d'unités avec trois sources et plus. Avec l'affaire des députés, la tendance à élaborer des informations sur la base d'une seule source s'est renforcée à *Telepaís* et à *Noticias Caracol* tout particulièrement : 72% et 63% respectivement (graphique 29). Ces résultats n'obéissent pas à une stratégie consistant à élaborer plusieurs informations sur un même sujet en sollicitant, pour chacune une source différente. Il s'agit bien d'une claire tendance de ces médias à ne présenter qu'une seule interprétation des faits. En moyenne, *Telepaís* se base sur moins d'une source par unité d'information (0.9), *CM&* une source et demie, *Noticias Caracol* un peu plus d'une source et demie (1.7) et *Noticias RCN* une source (1.1).

Graphique 29 : Pluralité des sources³⁹⁵

Il convient d'examiner ces résultats en tenant compte du contexte dans lequel l'information est produite et diffusée. En effet, dans les chapitres 4 et 7, il est dit que les parties s'opposant dans ce conflit ne bénéficient pas de la même légitimité du fait que certains groupes armés sont légaux et représentent l'État (forces armées de l'État), alors que les autres sont des groupes hors-la-loi (paramilitaires et guérillas). Aussi est-il mentionné que dans ces conditions l'armée colombienne s'impose comme la seule source légitime en ce qui concerne le conflit et exige que les journalistes se montrent inconditionnels à son égard (Barbero, 1999 ; Bonilla, 2002).

D'ailleurs, selon une enquête menée auprès des journalistes, ils affirmaient de manière officielle que la présidence et l'armée espèrent conjointement que les journalistes se positionnent en faveur du gouvernement colombien. En conséquence, le président de la République n'admet pas que les journalistes traitent de la même manière les guérillas et le gouvernement (PAN, 2004 : 5). Pour illustrer cette situation, il convient de rappeler les propos d'un journaliste de télévision qui affirmait que son directeur exigeait des sources officielles dans plus de 90% des informations et ceux d'un autre qui mentionnait qu'un policier invitait à déjeuner les journalistes pour définir l'agenda médiatique de la journée (MPP, *et. al.*, 2006 : 96, 98). Ceci s'ajoute au fait que peu des médias ont les moyens, si ce n'est pas pour des considérations sécuritaires, d'avoir des correspondants dans les zones de conflit de façon à assurer des informations de première main.

³⁹⁵ N 'sans députés' = TP : 73, CMI : 71, CAR : 61, RCN : 116 unités d'information.
N 'députés' = TP : 18, CMI : 29, CAR : 30, RCN : 54 unités d'information.

Dans ces conditions les journalistes ont beau avoir toutes les intentions de réaliser un travail « objectif » (neutre, équilibré, impartial, etc.), le contexte de guerre s'impose à eux. Ce qui s'avère critiquable du point de vue des professionnels de l'information est le rôle et l'identité qu'ils continuent à défendre auprès des récepteurs tout en connaissant les contraintes imposées par la situation de guerre. Les médias continuent à alimenter l'image d'informateurs objectifs comme stratégie de captation. Ce faisant, ils attribuent une valeur à leur travail qui ne correspond pas toujours aux principes qu'ils défendent et aux conditions de l'exercice de la profession sur le terrain. Pour cette raison, il est nécessaire d'analyser les moyens que se donnent les journalistes pour garder leur marge de manœuvre et qui peuvent être perçus par les téléspectateurs dans le produit informatif livré par les JT.

13.6.2.3. Qui sont les sources que les journaux télévisés citent et sollicitent ?

Étant donné que la plupart des informations relatives au conflit armé ne sont élaborées que sur la base de la version d'une source, il est indispensable de préciser quelles sont ces sources que les journalistes sollicitent de préférence. En prenant les 321 unités d'enregistrement qui se rapportent au conflit, sans inclure les 131 unités consacrées aux députés morts en captivité, les résultats mettent en exergue une prédominance des sources officielles et des sujets sociaux³⁹⁶. *Telepaís* est le JT qui montre le plus clairement une tendance en faveur des forces armées de l'État en les sollicitant comme source plus souvent que ses concurrents : 34%, contre 16% à *CM&*, 20% à *Noticias Caracol* et 25% à *Noticias RCN*³⁹⁷. Les autres sources officielles, État et gouvernement, représentent dans ce JT 19% et 21% respectivement des sources interviewées ou citées. De la même manière, les organisations civiles³⁹⁸ correspondent aux 19% des sources utilisées par *Telepaís*. En revanche, les civils et les acteurs armés hors-la-loi, ainsi que les sources internationales sont largement minoritaires. Elles représentent moins de 10% des sources convoqués par le JT (graphique 30).

Lorsqu'il s'agit des députés, les différences entre sources officielles et non officielles changent et s'inversent en ce qui concerne les forces armées de l'État et les

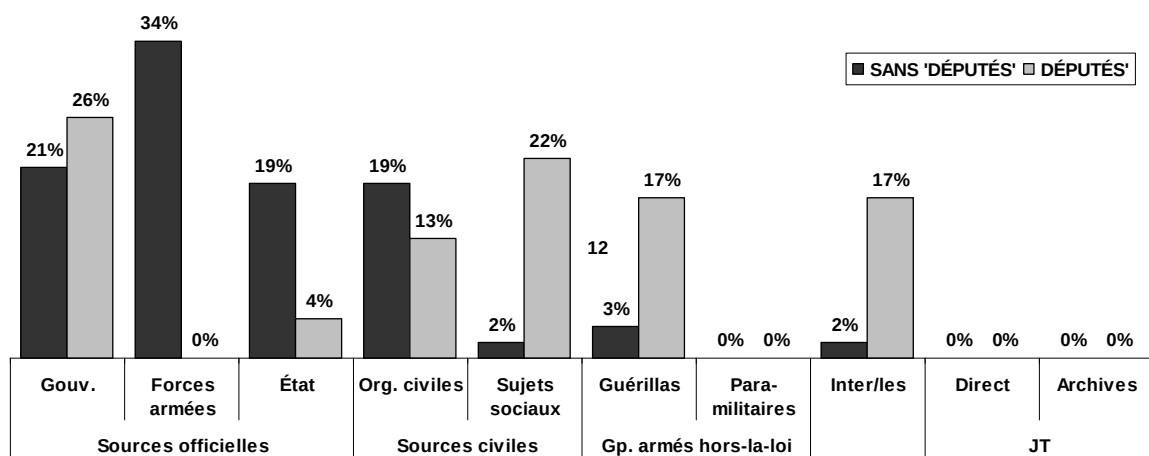
³⁹⁶ L'expression « sujets sociaux » désigne les victimes des actions armées des belligérants, les témoins, les professionnels et les ex-fonctionnaires.

³⁹⁷ Dans ce cas, les pourcentages sont déterminés en fonction du nombre total de sources : 81 pour *Telepaís* (dont 23 pour les unités d'information qui se rapportent à la mort des députés), 149 pour *CM&* (dont 60 pour le cas des députés), 152 à *Noticias Caracol* (dont 52 pour les cas des députés) et 195 à *Noticias RCN* (dont 73 pour les députés).

³⁹⁸ Tel qu'il a été précisé dans la section 12.2.4, les « organisations sociales » regroupent : l'Église, les ONG, les OI, les associations, les partis politiques, les politiciens en campagne, les médias, le *Consuelo Nacional de consultoría*, les corporations (*grémios*), la Commission de garants et le Conseiller de paix (*aseoir de paz*).

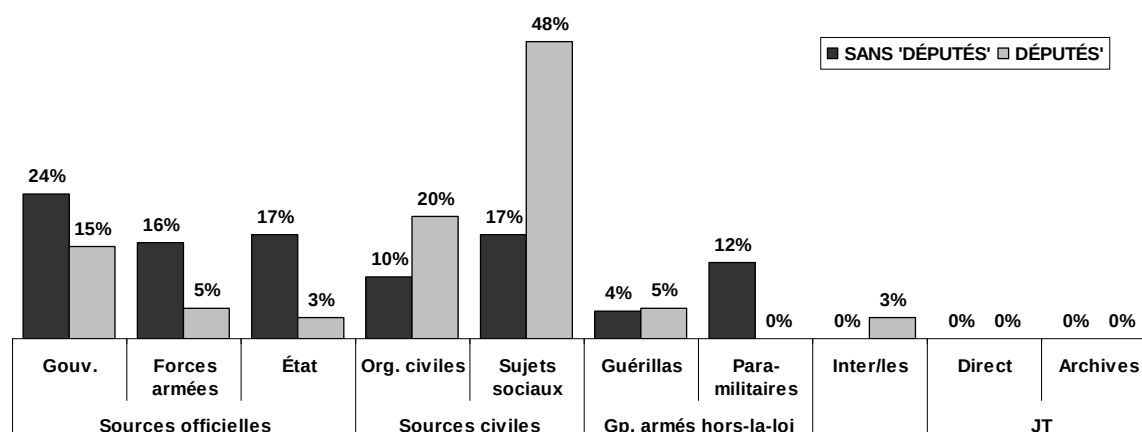
sources civiles. Pour informer à propos de la mort de 11 politiciens, *Telepaís* n'a pas du tout fait appel aux forces armées de l'État. Les journalistes de ce JT se sont principalement adressés aux civils (sujets sociaux et organisations sociales). Ils ont aussi diffusé le communiqué envoyé par la guérilla des FARC pour annoncer la mort des députés et autres déclarations de l'ELN. De plus, ce JT s'est beaucoup plus intéressé que ses concurrents à ce que les médias internationaux disaient de ce cas : 17% des sources correspondent aux sources internationales citées (graphique 30). En effet, comme *Telepaís* ne dispose pas de moyens pour offrir une couverture en direct, les sources disponibles sur internet offrent au JT des informations moins chères à obtenir.

Graphique 30 : Sources *Telepaís*³⁹⁹



Le journal télévisé *CM&*, diffusé par la chaîne publique, interpelle principalement les représentants du gouvernement pour informer les téléspectateurs sur le conflit armé (24% de sources utilisées par le JT), puis les fonctionnaires de l'État (17%) et les forces armées (16%), ainsi que les civils (10% et 17%). À la différence de ses concurrents, *CM&* demeure le seul JT de diffusion nationale dans lequel les paramilitaires représentent 12% des sources citées. S'agissant des députés, la tendance est toute autre. *CM&* a largement donné la parole aux civils, notamment les proches des politiciens morts en captivité. Les organisations sociales ont également été des sources privilégiées pour traiter cette affaire. Dans ce cas, les sources officielles (gouvernement, forces armées de l'État et État) ne représentent que 23% des sources auxquelles les journalistes de *CM&* ont fait appel (graphique 31).

³⁹⁹ N (nombre de sources) 'sans députés' = 58, N 'députés' = 23.

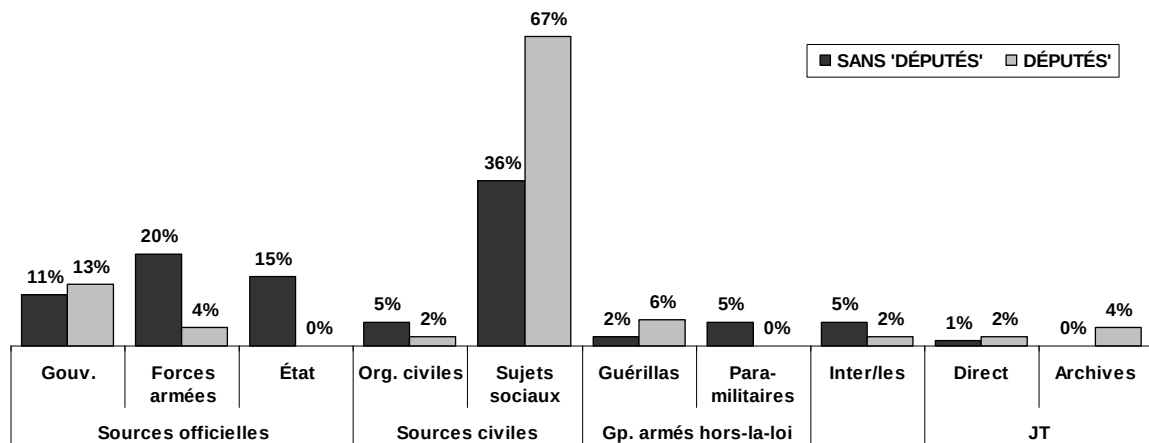
Graphique 31 : Sources CM&⁴⁰⁰

Noticias Caracol se différencie des autres JT nationaux dans le traitement de l'information. Il accorde plus de visibilité aux sources civiles :

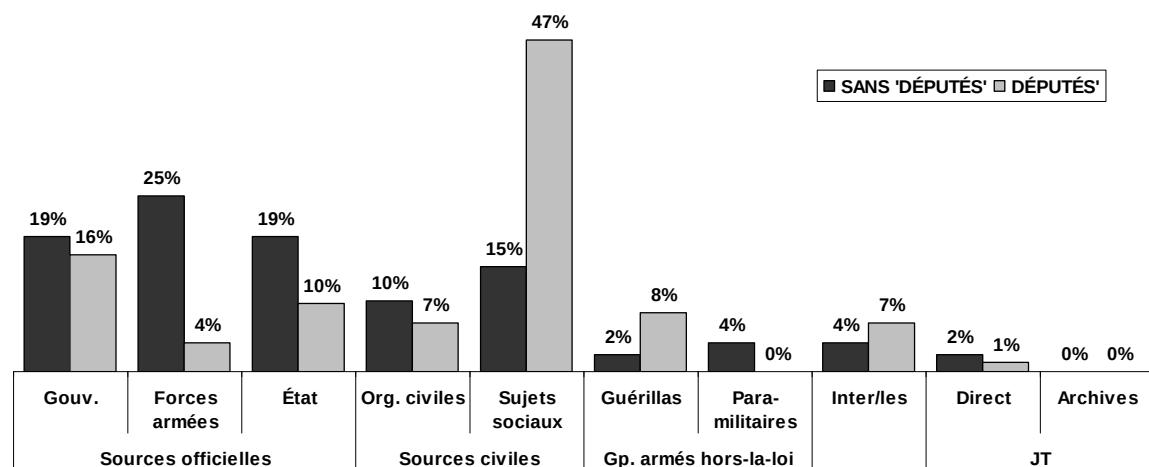
- 69% pour les 131 unités d'information relatives à la mort des députés (organisations civiles 2% et sujets sociaux 67%).
- 41% pour les 321 unités d'information traitant du conflit armé (organisations civiles 5% et sujets sociaux 36%).

Quant aux sources officielles, le JT donne plus souvent la parole aux forces armées de l'État (20%) qu'au gouvernement (11%) et aux représentants de l'État (15%). Les groupes armés hors-la-loi sont rarement utilisées en tant que sources (2% et 5% respectivement). Par exemple, lorsque *Noticias Caracol* a couvert la mort des députés, les forces armées de l'État ont été moins sollicitées (4%) que le gouvernement (13%). Dans ce cas, les représentants de l'État n'ont pas été invités à s'exprimer par le JT (graphique 32).

⁴⁰⁰ N (nombre de sources) 'sans députés' = 89, N 'députés' = 60.

Graphique 32 : Sources Noticias Caracol⁴⁰¹

Après *Telepaís*, *Noticias RCN* est le deuxième JT à privilégier les sources officielles pour informer sur le conflit armé et tout particulièrement les forces armées de l'État (gouvernement : 19%, forces armées de l'État : 25% et représentants des institutions étatiques : 19%). Les sources civiles (organisations sociales et sujets sociaux) arrivent en deuxième place (10% et 15% respectivement). Comme sur *Telepaís* et sur *Noticias Caracol*, les groupes armés hors-la-loi sont peu représentatifs des sources mentionnées par les journalistes de *Noticias RCN*. Dans le cas des députés, la tendance observée avec les trois autres JT est la même en ce qui concerne le recours aux sources civiles (sujets sociaux : 47% et organisations sociales : 7%). Dans ce cas, les communiqués des guérillas ont été cités donnant ainsi un peu plus de visibilité à ces groupes contre-étatiques (graphique 33).

Graphique 33 : Sources Noticias RCN⁴⁰²

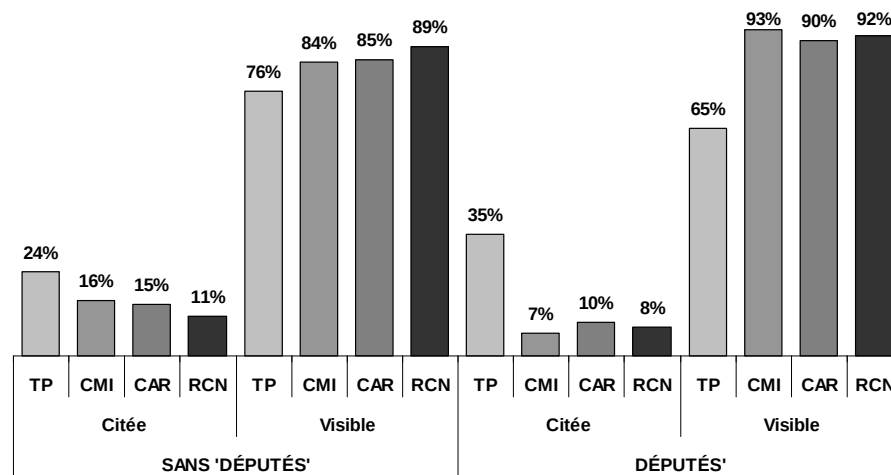
⁴⁰¹ N (nombre de sources) 'sans députés' = 100, N 'députés' = 52.

⁴⁰² N (nombre de sources) 'sans députés' = 122, N 'députés' = 73.

En résumé, force est de constater que pour porter le conflit armé à la connaissance de leurs téléspectateurs, les JT nationaux ont recours principalement aux sources officielles (*Telepaís* : 74%, *CM&* : 57%, *Noticias Caracol* : 46%, *Noticias RCN* : 63%), notamment les forces armées de l'État à *Telepaís*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*. Dans le cas des députés, les quatre télé-journaux nationaux ont largement donné la parole aux sources civiles. En effet, lorsqu'il s'agit des victimes civiles du conflit armé, comme cela sera développé ultérieurement, les JT adoptent des positionnements partisans. Enfin, à l'exception des paramilitaires à *CM&*, les groupes armés hors-la-loi sont rarement sollicités et très peu évoqués en tant que sources (moins de 5% des sources recensées). La notion de neutralité qui suppose de traiter sur un même pied d'égalité les parties concernées par un sujet n'est pas appliquée lorsque les JT informent sur la situation de violence sociopolitique armée en Colombie. Les pressions du gouvernement, de ses forces armées et des propriétaires des médias (CNTV, 1997 ; López, 2005 ; MPP, *et. al.*, 2006) ont effectivement des conséquences sur le travail des journalistes, comme par exemple l'accord 017, chapitre IV de la Commission Nationale de Télévision (1997), cité dans le chapitre 7, qui contraint les journalistes à ne pas interviewer des acteurs hors-la-loi et tout particulièrement des guérilleros ou les exigences de certains propriétaires des médias pour que leurs employé-e-s donnent la voix majoritairement aux sources officielles (MPP, *et. al.*, 2006 : 96).

13.6.2.4. La sélection des sources : sources visibles et sources citées

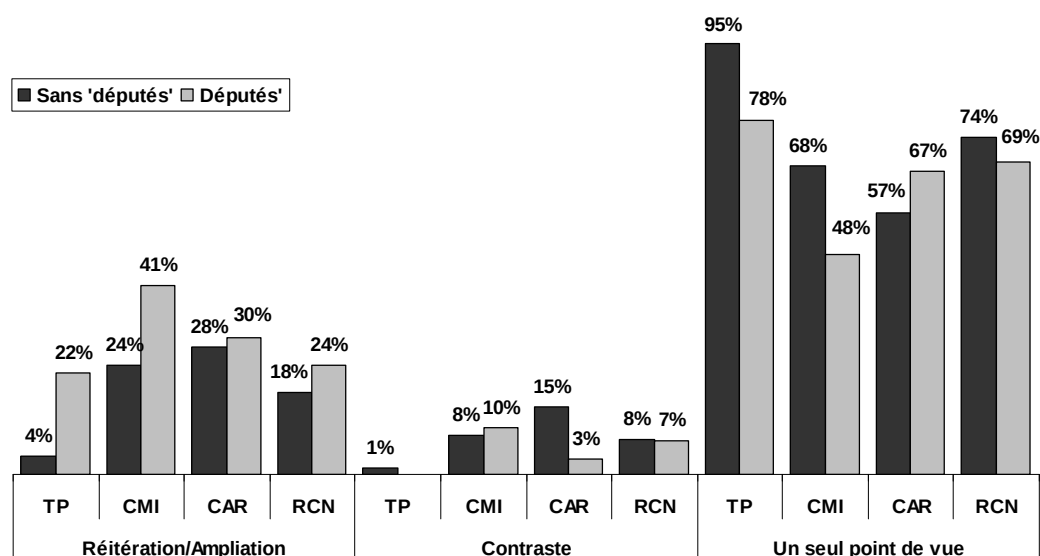
Dans un deuxième temps, l'analyse cherche à déterminer plus précisément dans quelle proportion les sources sont visibles à l'écran ou seulement citées par les journalistes. En effet, les enjeux pour les acteurs armés ne sont pas les mêmes. Si le JT qui décide quels extraits du discours des sources sont diffusés ou cités, les journalistes peuvent plus facilement (volontairement ou involontairement) dénaturer les propos des sources lorsqu'elles sont uniquement citées, comme cela sera démontré par la suite (section 13.6.2.7.1.). À ce sujet, les résultats montrent que les sources sont majoritairement visibles, qu'il s'agisse des députés ou plus largement du conflit armé (graphique 33). Cette pratique fait partie des stratégies que les professionnels de l'information utilisent pour rendre leurs discours plus crédibles. Si le JT n'est pas sur le lieu de l'événement, le journaliste s'adresse aux acteurs sociaux qui ont vécu l'événement ou qui en sont les témoins pour recueillir des témoignages. C'est dans cette logique que les journalistes justifient l'utilisation des sources. Toutefois, à *Telepaís* la proportion des sources citées atteint 35% dans les unités d'information consacrées aux députés et 24% dans les unités d'information relatives au conflit. Qu'elles soient citées ou visibles à l'écran, le choix de sources influe le cadrage avec lequel les JT informent, notamment lorsque ce choix n'est pas équilibré comme il est démontré par la suite.

Graphique 33 : Visibilité des sources⁴⁰³

13.6.2.5. Sources variées, diversité de points de vue ?

Si l'on soustrait les 129 unités d'enregistrement dans lesquelles deux ou plus sources sont rapportées afin d'analyser la polyphonie et la neutralité comme éléments constitutifs d'une information objective, les résultats mettent en évidence que les JT ne choisissent pas leurs sources pour nuancer leur position, mais plus précisément pour compléter ou étayer la même approche. À *Telepaís*, 95% des unités d'information (69) dans lesquelles deux ou plus sources sont citées et/ou interviewées se rapportant au conflit armé et 78% (14) consacrées aux députés ne présentent qu'une version des faits. À *CM&*, les sources multiples partagent le même avis dans 68% (49 unités sur le conflit) et 48% (14 unités sur les députés) des unités d'information dans lesquelles deux ou plus sources sont présentes. La proportion est de 57% (35) et 67% (20) à *Noticias Caracol* ; elle est de 74% (86) et 69% (37) à *Noticias RCN* (graphique 34). Dans moins de deux cinquièmes des unités analysées, les journalistes sollicitent ces différentes sources pour développer et/ou renforcer ce qu'une autre source a dit, notamment dans les unités d'information qui relatent la mort des députés (*Telepaís* : 22%, *CM&* : 41%, *Noticias Caracol* : 30%, *Noticias RCN* : 24%).

⁴⁰³ N (nombre de sources) 'sans députés' = TP : 58, CMI : 89, CAR : 100, RCN : 122.
N (nombre de sources) 'députés' = TP : 23, CMI : 60, CAR : 52, RCN : 73.

Graphique 34 : Polyphonie des sources⁴⁰⁴

En revanche, la diversité des opinions exprimée par les sources à qui les journalistes donnent la parole ou citent dans leurs discours demeure minoritaire, tant dans les informations sur les députés que dans celles rapportant le conflit armé. En effet, il n'y a que 33 unités d'information sur les 452, soit 7.3% du corpus, qui présentent aux téléspectateurs des avis distincts (*Telepaís* : 1, *CM&* : 9, *Noticias Caracol* : 10, *Noticias RCN* : 13), dont huit qui concernent le cas des députés (*CM&* : 3, *Noticias Caracol* : 1, *Noticias RCN* : 4). Dans ce dernier cas, les versions contrastées sont celles du gouvernement et des forces armées qui accusaient explicitement la guérilla des FARC d'être responsable de la mort de 11 politiciens et celles de sources civiles qui dénonçaient le manque de volonté politique du gouvernement pour ne pas avoir accepté l'accord humanitaire avec les FARC, ce qui aurait pu éviter ce dénouement tragique avec les 11 députés régionaux.

Quant aux 25 unités d'information consacrées au conflit armé et dans lesquelles les journalistes ont présenté la version opposée des sources, elles se rapportent principalement (44% des cas) aux informations sur les paramilitaires démobilisés :

- leurs auditions devant la justice, dans lesquelles ils reconnaissent leurs crimes et pour certains d'entre eux demandent pardon ;

⁴⁰⁴ N 'sans députés' = TP : 73, CMI : 71, CAR : 61, RCN : 116 unités d'information.
N 'députés' = TP : 18, CMI : 29, CAR : 30, RCN : 54 unités d'information.

- les négociations de ces ex-combattants paramilitaires avec le gouvernement pour obtenir/maintenir les privilèges juridiques que ce dernier leur a promis ;
- les confrontations entre le gouvernement et les institutions de l'État à propos des privilèges à reconnaître aux paramilitaires démobilisés sans que cela défavorise les victimes ou mène à l'impunité des crimes commis.
- Dans une plus petite proportion, les unités d'information qui proposent des points de vue contraires traitent des procès menés contre des militaires pour la mort d'autres militaires (12%) et contre des guérilleros des FARC (12%). Dans ces cas, les versions opposées sont naturellement celles de la défense et de l'accusation.

Le reste des unités d'information concernent les aspects suivants :

- l'opposition de certains secteurs contre la proposition du gouvernement de donner des récompenses à des guérilleros qui dénoncent leurs chefs ;
- les différences d'opinion entre le gouvernement qui soutient que les paramilitaires n'existent plus et divers secteurs sociaux qui dénoncent les pressions et les intimidations de ce que le gouvernement appelle les « bandes émergentes » ;
- les points de désaccord entre la guérilla de l'ELN et le gouvernement dans le cadre de leurs négociations.

13.6.2.6. Polyphonie des sources : peut-on parler d'informations équilibrées ?

Pour élaborer une information, il ne suffit pas que les journalistes recueillent des versions divergentes. Pour répondre aux critères de l'objectivité journalistique, il importe que les informations qui ressortent soient à la fois hétérogènes et équilibrés. Cela suppose donc une posture professionnelle rigoureuse qui place sur un même plan d'égalité les différentes positions, que les journalistes leur accordent le même temps de parole afin de ne favoriser aucune en particulier. Nonobstant, en regardant ces deux critères, force est de constater que si par le nombre de sources, deux tiers à trois quarts des 33 unités d'information dans lesquelles les sources expriment des points de vue divergents sont équilibrées (*Telepais* : la seule unité recensée, *CM&* : 7 sur 9, *Noticias Caracol* : 6 sur 10, *Noticias RCN* : 10 sur 13) ; par le temps donné à chaque version, les informations sont largement déséquilibrées. En règle générale, les JT favorisent une des versions en lui donnant plus de temps. À ce niveau, les unités d'enregistrement les moins déséquilibrées

présentent une différence de 10 secondes (*Noticias Caracol*) et les plus déséquilibrées de 2 minutes 50 secondes (*Noticias Caracol* également). Les moyennes observées entre les différents JT sont les suivantes :

- *Telepaís* : 45 secondes (1 seule information),
- *CM&* : 43 secondes,
- *Noticias Caracol* : 1 minutes 14 secondes,
- *Noticias RCN* : 36 secondes.

Ces moyennes correspondent au temps qu'une des versions présentées dans l'information a de plus par rapport à l'opinion adverse. En d'autres termes, les différences peuvent atteindre presque l'équivalent à la durée moyenne d'une unité d'information (54 secondes à *Noticias RCN*, pour la plus petite et 1 minute 30 secondes à *Noticias Caracol* pour la plus grande).

Mais quelles sont les sources ou les sujets ainsi privilégiés par les JT ? À *Telepaís* ce sont les militaires qui ne s'opposent pas à la modification de la justice pénale militaire qui bénéficient d'un temps de parole plus élevé. En revanche, les propos des militaires opposés à cette réforme ont moins été relayés par ce JT. Sur *CM&*, les informations favorisent la position des paramilitaires démobilisés, les FF.MM. et le président de la République. Compte tenu du temps que le JT leur accorde, les positions défavorisées sont celles des guérillas, du pouvoir judiciaire et des victimes des paramilitaires. À *Noticias Caracol*, ce sont essentiellement les paramilitaires démobilisés qui ont plus de temps pour exprimer leur position, ainsi que le gouvernement et les proches des députés. Encore une fois, ce sont les victimes des paramilitaires et l'opposition du gouvernement qui n'ont pas la même visibilité. *Noticias RCN* donne plus de temps de parole aux représentants de la justice, qu'elle s'applique aux paramilitaires démobilisés, à des guérilleros ou à des militaires accusés de meurtre. Le JT donne également plus de temps à l'ELN pour défendre sa position de négociateur, ainsi qu'à tous ceux qui s'opposent aux FARC. Enfin, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN* ont traité un reportage dans lequel un journaliste, Jorge Enrique Botero⁴⁰⁵, dénonce les pressions que trois agents du FBI étasunien ont exercées sur deux femmes qui avaient été arrêtées et mises en prison parce qu'elles détenaient des preuves de vie des personnes « privées de liberté »⁴⁰⁶. Dans ce cas, les deux JT ont donné plus de temps au journaliste qui dénonçait l'intrusion illégale des agents étasuniens. Les JT

⁴⁰⁵ Le nom de ce journaliste est cité précédemment, car il avait perdu son poste à *Caracol Televisión* après avoir tourné un documentaire qui portait sur les militaires « privés de liberté » par les FARC, la chaîne avait reformulé le contenu pour diffuser une version différente de celle du journaliste.

⁴⁰⁶ Preuves que les FARC avaient envoyées.

reprochaient aux États-Unis de ne pas avoir voulu répondre à leurs questions pour expliquer cet événement.

Ainsi, même dans les rares cas où les journalistes font appel à des sources variées afin d'opposer leurs arguments, ils peuvent adopter subtilement des positions partisans selon les sources choisies et le temps qui leur est accordé. L'information traduite dans le tableau 23 en constitue un exemple. Il s'agit d'un reportage diffusé le 28 juin 2007 par *Noticias RCN*, concernant l'annonce de la mort des députés. À cette occasion, le JT a rapporté la position des gouvernements français, étasunien et britannique, ainsi que du délégué pour les droits humains à l'ONU. Des propos retenus par le JT, seul celui du gouvernement français exprimait implicitement une critique à l'égard du gouvernement colombien. En effet, étant donné que la politicienne colombo-française, Ingrid Betancourt, était « privée de liberté » par les FARC, le gouvernement français s'était impliqué et avait proposé ses services comme médiateur entre la guérilla et le gouvernement colombien en vue de la libération de la politicienne et d'autres personnes en captivité. Dans ce cadre, la possibilité d'une opération militaire des FF.MM. pour libérer ces personnes s'avérait extrêmement risquée, car elles pouvaient être tuées dans l'opération comme cela était déjà arrivé dans le passé. Toutefois, dans leur lutte contre la guérilla, le gouvernement colombien et ses FF.MM. revendiquent la légitimité des opérations militaires pour récupérer les personnes que la guérilla maintient en captivité.

Dans le traitement de cette information qui restitue la position de différents gouvernements vis-à-vis des députés morts en captivité, le JT affirme, par l'intermédiaire de la présentatrice, que la position de la France étonnait du moment où elle a assuré que toute opération militaire pour libérer les personnes « kidnappées » était proscrite, alors que tout le monde est d'accord qu'il faut condamner les FARC pour ce crime. Ici, la stratégie consiste à soutenir la position officielle en cherchant plus de sources, étrangères qui plus est, partageant le même avis, comme les gouvernements des États-Unis et du Royaume Uni qui, explicitement rendaient responsable la guérilla de la mort des députés et encourageaient le gouvernement colombien à « combattre le terrorisme des FARC ». La position du délégué de l'ONU est beaucoup moins explicite, mais tout autant accusatrice à l'égard des FARC.

Tableau 23 : Exemple d'une information à sources multiples, versions contrastées, mais partialisées - RCN 28.06.07 26

Présentatrice	... et cette nouvelle a réveillé le rejet de la communauté internationale. Plusieurs gouvernements, l'OEA et l'ONU ont exprimé leurs condoléances aux proches et au gouvernement colombien. En même temps, ils ont condamné les faits dans lesquels sont morts les députés. La France a surpris lorsqu'elle a affirmé que toute opération militaire pour libérer des personnes kidnappées était proscrite
Presentadora Claudia Gurisatti	<i>Así es y esta noticia despertó el rechazo de la comunidad internacional, varios gobiernos, la OEA y la ONU expresaron sus condolencias a los familiares y al gobierno colombiano al tiempo que condenaron los hechos donde murieron los diputados. Francia sorprendió al asegurar que toda operación militar para liberar secuestrados está proscrita</i>
Journaliste	Après avoir connu la nouvelle sur les députés, le Ministère des Affaires Étrangères de la France a manifesté son rejet à toute opération militaire pour tenter de libérer les personnes kidnappées par les FARC
Adriana Rincón Informa	<i>Tras conocer la noticia sobre los diputados el ministerio de relaciones exteriores de Francia manifestó su rechazo a toda operación militar para tratar de liberar a los secuestrados por las FARC</i>
Voix off masculine	« Nous avons dit à plusieurs reprises aux autorités colombiennes que toute opération militaire est absolument proscrite étant donné les risques que cela entraîne pour la vie des personnes kidnappées »
Voz off hombre	<i>Le hemos dicho varias veces a las autoridades colombianas que toda operación militar está absolutamente proscrita, debido a los riesgos debido a los riesgos para la vida de los secuestrados</i>
Journaliste en voix off	Les États-Unis, le Royaume Uni, l'ONU et l'OEA ont aussi déploré les faits
Periodista en off	<i>Estados Unidos, el Reino Unido, la ONU y la OEA también lamentaron los hechos</i>
Ambassadeur chargé des États-Unis en Colombie	La responsabilité pour la mort des députés incombe uniquement aux FARC. Il n'y aucune excuse pour prendre des otages
Milton Drucker Embajador (e) de EE.UU. en Colombia	<i>La responsabilidad por las muertes de los diputados cae únicamente sobre las FARC. No existe ninguna excusa por la toma de rehenes</i>
Porte-parole du Département d'État	Nous voulons soutenir le gouvernement colombien pour qu'il fasse le nécessaire pour combattre le terrorisme des FARC
Sean McCormack Vocero Departamento de Estado	<i>Queremos apoyar al gobierno de Colombia para que haga lo que sea necesario para combatir el terrorismo de las FARC</i>
Délégué Droits Humains de l'ONU	Ici, il y a de graves, de très graves responsabilités politiques et morales de la part de tous ceux qui enlèvent des personnes
Juan Pablo Coriazzoli Delegados Derechos Humanos ONU	<i>Aquí hay graves, muy graves responsabilidades políticas y morales por parte de aquellos que raptan a las personas</i>
Ambassadeur du Royaume Uni en Colombie	Et s'il s'avère qu'il a eu une tuerie des députés par les FARC, c'est hautement condamnable
Haydon Warren Embajador de Reino Unido en Colombia	<i>Y si resulta que hubo matanza de diputados por parte de las FARC, eso es altamente condenable</i>

Par ailleurs, ayant constaté que les journalistes défendent et justifient leur parti pris en faveur des victimes civiles, le traitement qu'ils donnent aux victimes des paramilitaires attire l'attention à plusieurs égards. En effet, cinq unités d'information sur les 33 qui présentent le point de vue contrasté des sources traitent des ex-combattants paraétatiques et de leurs victimes. Plus précisément, quatre de ces cinq unités rendent compte du fait que pour la première fois, depuis les démobilisations massives, un ex-paramilitaire, en l'occurrence, *alias El Loro*, a avoué ses crimes et demandé pardon à ses victimes dans le cadre de la loi de Justice, Paix et Réparation. Le sujet est couvert par les JT nationaux, sauf par *Telepaís*, le 14 décembre 2006. Dans ces quatre reportages, le traitement donné aux victimes civiles est similaire.

En premier lieu, compte tenu du nombre de sources et du temps de parole que les JT leur accordent, ces personnes sont sous-représentées. En second lieu, ces victimes sont filmées le visage caché, leur identité n'est pas communiquée (photogramme 61). Il s'agit là d'une mesure afin de protéger ces personnes contre d'éventuelles représailles à leur égard. Cependant, cette mesure de protection devient aussi un moyen qui rend service aux groupes paramilitaires du fait que leurs victimes sont moins visibles et ont moins de possibilités de faire connaître leur version des faits. De plus, à *Noticias RCN*⁴⁰⁷, la seule question que pose le journaliste est « *qu'est-ce que vous demandez à l'État Colombien* ». À une telle question, la réponse du témoin se centre sur la situation économique précaire en raison du déplacement que les victimes ont vécu : « *Bon, qu'il [l'État] se manifeste avec toutes les personnes déplacées qui sont là, au département d'Atlántico, [parce] que nous avons des besoins* ». Avant de poser la question, dans le montage du reportage, le journaliste en voix off affirme : « *Quelques survivants des massacres dans lesquels il est présumé que Alias el Loro ait participé ont également assisté et ont exigé justice* ». Implicitement pour le journaliste, demander justice revient à faire des demandes économiques. Il ne mentionne pas les revendications de mémoire et de justice de ces personnes, comme la punition des responsables de la mort violente de leurs proches, des tortures qu'elles ont subies et du déplacement forcé.



Photogramme 61 : victime civile de paramilitaires – RCN_14.12.06_8



Photogramme 62 : victime civile de paramilitaires – CAR_14.12.06_9

⁴⁰⁷ RCN_14.12.06_8.

Noticias Caracol accorde entre 19 et 20 secondes aux témoignages d'une victime, contre 1 minute 11 secondes et 1 minute 54 secondes à la défense du paramilitaire et à ce dernier. En dépit de ce déséquilibre, le JT, dans deux reportages, utilise la version de la victime pour contredire ce que le paramilitaire et son avocat affirment. En cela, il n'accorde pas le même traitement que *Noticias RCN* axé uniquement sur les compensations d'ordre économique. Dans le premier reportage, diffusé le 14 décembre 2006, le journaliste précise que « *pendant l'audition, l'ex-paramilitaire s'est montré tranquille, il a gardé le silence pendant longtemps. La session était privée. La presse a dû quitter la salle. Ceux qui ont pu écouter et observer ses déclarations étaient quelques unes de victimes de cet homme qui a appartenu pendant 12 ans aux autodéfenses [groupe paramilitaire]. Une de ces personnes s'est souvenue qu'il a failli mourir* ». Toute suite après, les téléspectateurs entendent la victime, qu'ils voient à l'écran le visage masqué (photogramme 62) : « *ils prétendaient nous tuer, piller les terres, parce que nous n'étions pas des guérilléros...* [un journaliste demande : *comment vous avez fait pour vous sauver ?*]... *nous nous sommes cachés dans un réservoir d'eau* »⁴⁰⁸.

Le lendemain, le JT revient sur l'information en précisant que le paramilitaire a avoué cinq délits et qu'il a demandé pardon à ses victimes. Les téléspectateurs entendent directement le paramilitaire exprimer ses regrets dans un ton qui ne convainc pas forcément de la sincérité de ses propos : « *je demande pardon aux proches des victimes et que... que comment c'est ça, que j'ai déjà dit toutes les vérités que j'avais à raconter et que je n'ai plus rien à dire* »⁴⁰⁹ (photogramme 63). Dans ce reportage, le JT rappelle qu'un homme, victime d'une incursion armée suite à laquelle quatre personnes sont mortes, s'est senti déçu en écoutant les déclarations du paramilitaire. À la question du journaliste : « *Et vous, vous reconnaissez que cela n'est pas vrai, pourquoi ?* », l'homme répond : « *Bien sûr, parce qu'il a été dans les zones où il y a eu des massacres, ils ont fait de dégâts et des pillages* »⁴¹⁰. Ainsi, *Noticias Caracol* mentionne les violences que les civils, victimes des groupes paramilitaires, ont subies. Toutefois, leur visibilité est largement moins importante que la visibilité donnée au paramilitaire. À propos de ce dernier, le JT précise en plus, qu'il demande pardon. Un gros plan sur l'ex-combattant renforce les propos du JT (photogramme 64).

⁴⁰⁸ CAR_14.12.06_9.

⁴⁰⁹ « *Pido perdón a la /a los familiares de las víctimas y que.. que como es/que ya dije todas las verdades que tenía que contar y no tengo más nada que hablar* » CAR_15.12.06_11.

⁴¹⁰ CAR_15.12.06_11.

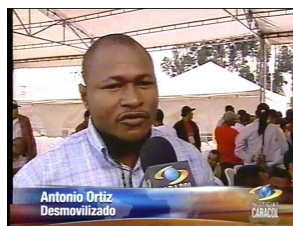


Photogramme 63 : Alias El Loro – CAR_15.12.06_11



Photogramme 64 : Alias El Loro – CAR_14.12.06_9

Une année après la première audition d'un ex-paramilitaire démobilisé dans le cadre du processus de négociation avec les paramilitaires, le gouvernement a organisé un événement public auquel il a été fait allusion précédemment. Il s'agit de la fonte des 18'000 armes que ces groupes paramilitaires ont rendues. Pour cet événement, dans le reportage diffusé le 14 décembre 2007, *Noticias Caracol* a interviewé cinq personnes : le Secrétaire général de l'OEA, le Haut Commissaire pour la paix en Colombie, le président de la Commission de Réparation et un paramilitaire démobilisé qui fait acte de contrition (photogramme 65). Globalement, les propos de ces quatre sources convergent pour qualifier cet acte de symbolique qui constitue un chemin vers la paix dans le pays. À la fin du reportage, le JT propose également le témoignage d'une personne présentée comme victime des paramilitaires ; filmée de dos, la personne n'est pas non plus identifiée (photogramme 66). En voix off, le journaliste précise qu'« *au milieu de leur détresse, les familles des victimes demandent un soutien* ». Ses propos introduisent ceux de la victime interviewée : « *nous dénonçons que nous sommes les victimes et nous n'avons pas de soutien* »⁴¹¹.



Photogramme 65 : Paramilitaire démobilisé – CAR_14.12.07_11



Photogramme 66 : Victime – CAR_14.12.07_11

CM& a également proposé un reportage lorsque, pour la première fois, en décembre 2006, un paramilitaire démobilisé rendait une « version libre » pour avouer des crimes. Comme *Noticias RCN* et *Noticias Caracol*, ce JT octroie moins de temps au témoignage de la victime, 15 secondes contre 29 secondes pour le paramilitaire et son avocat. La victime est interrogée pour contredire la version de l'avocat du paramilitaire qui soutenait que « *il était un simple membre qui n'avait pas de pouvoir dans le front*

⁴¹¹ CAR_14.12.07_11.

auquel il appartenait », alors que la victime assure que « *il opérait dans le secteur, il était commandant dans le secteur* »⁴¹² (photogramme 67). Comme *Noticias Caracol*, *CM&* précise que cet homme est un survivant d'un massacre commis en décembre 2000 dans lequel quatre personnes avaient été tuées.



**Photogramme 67 : Victime –
CMI_14.12.06_2**

Avec ce type de traitement, les journaux télévisés de diffusion nationale n'accordent pas le même traitement aux victimes civiles des paramilitaires qu'à celles des guérillas (comme dans le cas des députés). Les cas des ex-combattants est largement mieux traité que celui de leurs victimes. Les premiers ont droit à la parole, à la défense et aux privilèges économiques et juridiques que le gouvernement leur accorde, alors que justement, les victimes de ces combattants paramilitaires n'ont pas droit aux mêmes avantages⁴¹³. Elles sont moins visibles. Les JT ne reviennent pas sur l'histoire de ces personnes. Ainsi, les médias minimisent les conséquences du phénomène paramilitaire et confortent les sources officielles qui affirment que ces groupes se sont démobilisés, qu'ils sont soumis à la justice. Enfin, en se concentrant sur les compensations que les victimes des groupes paramilitaires demandent, les JT alimentent le stéréotype selon lequel les personnes déplacées par la violence quémameraient de l'argent à l'État. Enfin, les exemples cités ci-dessus montrent également que lorsque des points de vue divergents sont cités par les JT, les informations les concernant ne sont pas équilibrées d'un point de vue journalistique.

⁴¹² CMI_14.12.06_2.

⁴¹³ D'ailleurs, le gouvernement colombien a fait opposition à un projet de loi, promu par le parti libéral, en faveur de toutes les victimes du conflit. Le gouvernement s'est opposé en déclarant, par la voix de son ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Carlos Holguín, qu'« *aucun État n'admet que par loi on définisse que l'État est responsable de tous les faits, de tous les crimes et qu'il doit, de ce fait, répondre pour toutes les victimes. Cela mène à la faillite n'importe quel État* ». En effet, le parti libéral, auteur de l'initiative considérait que : « *toutes les victimes de tous les groupes violents hors-la-loi et les victimes des agents de l'État doivent être incluses dans la loi* ». CAR_16.06.08_16.

13.6.2.7. Distanciation vs appropriation : stratégies des journalistes par rapport à leurs sources

Pour informer sur le conflit armé, les journalistes donnent souvent la parole à des sources principalement officielles et civiles. En procédant de cette manière, ces professionnels assurent répondre aux critères de l'objectivité de l'information. Toutefois, les choix qu'ils font ne sont pas dépourvus de subjectivité. Comme il vient d'être démontré, à travers le choix des sources et en fonction du temps qui leur est accordé, les journalistes peuvent exprimer indirectement ce que les règles professionnelles leur interdisent de dire ouvertement. Pour cette raison, il est nécessaire d'analyser le positionnement des professionnels de l'information à l'égard des sources dans leurs discours d'information en prenant quelques cas concrets. Il s'agit d'examiner la distanciation, par des procédés discursifs ou extra-discursifs, que les journalistes classent parmi les critères définissant la qualité de leur travail. Plus spécifiquement, la distanciation correspond aux marques linguistiques, métalinguistiques ou aux autres procédés audiovisuels que ces professionnels utilisent pour prendre une position de recul à l'égard de ce que les sources leur « communiquent ».

Le premier cas analysé concerne la manière dont sont désignées les personnalités politiques et les militaires « privées de liberté » par les guérillas des FARC et de l'ELN. Ces groupes contre-étatiques cherchent à légitimer leur façon de procéder en parlant de « prisonniers de guerre » et de « personnes retenues », alors que les sources officielles ne parlent que de « *secuestrados* » (séquestrés/kidnappés/enlevés). Le deuxième cas constitue une prise de position publique pour revendiquer l'indépendance des journalistes vis-à-vis des sources officielles (armée et police). Le troisième exemple concerne les désignations employées pour se référer aux acteurs armés. Les sources officielles (plus visibles dans les informations télévisées) utilisent et cherchent à imposer des désignations qui délégitiment leurs adversaires en les présentant comme des simples délinquants dédiés au trafic de drogue et au terrorisme. Il convient de ce fait, d'examiner comment se positionnent les professionnels de l'information vis-à-vis de ces désignations partisans. Quatrièmement, il s'agit d'analyser une de ces désignations imposées par les sources officielles : « terroriste(s) ».

13.6.2.7.1. Désigner les personnes « privées de liberté »

Pour exercer des pressions et démontrer leur capacité militaire, depuis 1996, les FARC ont pris en otage des centaines de militaires, policiers et politicien-ne-s. Une grande partie de ces personnes a été libérée unilatéralement par la guérilla ou de force par

l'armée colombienne comme Ingrid Betancourt en juin 2008⁴¹⁴. D'autres sont encore en captivité et quelques unes sont mortes suite à des maladies ou à des tentatives de libération.

La manière de nommer ces militaires et personnalités politiques s'avère problématique. En effet, les mots utilisés pour se référer à ces personnes induisent des enjeux juridiques qui jouent un rôle dans la possibilité de les libérer et résoudre le conflit, mais aussi des enjeux stratégiques pour les acteurs en conflit. Comme toute guerre psychologique, cette guerre langagière vise à délégitimer l'adversaire, elle consiste pour le gouvernement et les forces armées colombiennes à employer le terme de « personnes kidnappées » (*secuestrados*), alors que les FARC parlent de « capturés au combat » (*capturados en combate*) ou « prisonniers de guerre » (*prisioneros de guerra*) pour se référer aux militaires pris en otage lors des confrontations armées et de « personnes retenues » (*retenidos*) pour les personnalités politiques. Le terme « kidnappés » imposé par l'armée et la police colombienne est imprécis, étant donné que la guérilla ne demande pas une rançon contre la libération de ces personnes. En fait, ils ont mis en place cette stratégie, qui suppose un coût politique considérable pour le groupe armé, avec le but de proposer au gouvernement de négocier un « accord humanitaire » consistant à libérer les politicien-ne-s et les militaires en échange des guérilléros que le gouvernement détient en prison. Aussi, l'utilisation du mot « *secuestro* » (kidnapping/enlèvement) permet-elle au gouvernement d'instrumentaliser une situation de guerre pour diaboliser l'image de l'ennemi, (les FARC et dans une moindre mesure, l'ELN) de façon à refuser la reconnaissance d'un statut politique à ces groupes armés. Quant au terme « prisonniers de guerre » imposé par les guérillas, il suppose l'existence d'un conflit armé interne (selon les définitions du Protocole II de la Convention de Genève de 1949) et du statut de belligérance de ces groupes armés hors-la-loi, ce que le gouvernement colombien réfute, comme cela a été précisé dans le chapitre 4.

Le traitement que les médias du pays accordent à ces personnalités politiques et militaires « détenus » par les guérillas, fait ressortir que pour que les JT en parlent, il est nécessaire qu'un événement particulier survienne. À titre d'exemple, en juin 2006, décembre 2006 et décembre 2007, les JT ont très peu traité cette question. En revanche, en juin 2007, les membres des forces armées et les politicien-ne-s détenus par les FARC ont fait la Une des JT en raison de deux événements majeurs. Le premier est la marche (depuis le sud du pays jusqu'à Bogotá) du père d'un des militaires pris par les FARC pour demander

⁴¹⁴ Elle a été libérée par l'armée colombienne avec 11 militaires colombiens et trois Étatsuniens. Bien que l'opération ait été présentée comme une victoire par le gouvernement étant donné qu'il n'y a pas eu de blessés ni de morts, elle a suscité des critiques en raison des méthodes employées. Notamment la falsification de l'emblème de la Croix Rouge dans le but de tromper les guérilléros qui croyaient recevoir une commission humanitaire.

la libération de toutes les personnes que le groupe armé retenait⁴¹⁵. Le second est l'annonce, par les FARC, de la mort en captivité de 11 députés qu'ils détenaient depuis 2002. Pour ce dernier événement, les télé-journaux nationaux ont proposé une couverture en direct avec les familles des députés morts, des reportages spéciaux qui revenaient sur l'opération des FARC pour capturer les politiciens, des nécrologies et leurs parcours politiques.

Le jour où les FARC ont capturé les politiciens, cette guérilla a filmé l'opération et, par la suite, a mis sur le web la vidéo de leur opération militaire. Selon les JT colombiens, la vidéo avait été diffusée deux ans après la « rétention », autrement dit en 2004. Pourtant, ce n'est qu'à la suite de l'annonce de la mort des députés que les JT ont repris cette vidéo et diffusé quelques extraits pour rappeler comment les politiciens avaient été capturés. Avant, les JT ne l'avaient pas montré pour ne pas donner, ou être accusés de donner, la parole aux « terroristes ». Ainsi, pour informer à propos de la mort des députés, les JT disposaient de deux sources principales : le communiqué des FARC et leur vidéo. Cependant, même si des extraits du communiqué et de la vidéo ont été montrés, ce sont les sources officielles et surtout les sources civiles⁴¹⁶ à qui les JT ont donné plus de temps et que les téléspectateurs ont vu prendre la parole à l'écran pour se prononcer, prendre position et tenter d'expliquer les faits. Au sujet des députés, les informations proposées par les JT nationaux ne sont pas neutres, ni équilibrées, ni impartiales du fait que les parties concernées par l'événement (FARC, FF.MM., proches des députés) n'ont pas été toutes sollicitées pour recouper leurs versions en leur accordant le même temps de parole.

Les désignations utilisées dans l'ensemble du corpus⁴¹⁷ révèlent, tout d'abord, que c'est le terme « *secuestrado* » (kidnappé) qui est le plus usité dans les informations télévisées. Il présente 218 occurrences sur les 252 recensées pour se référer aux personnes privées de liberté par la guérilla, ce qui correspond aux 87%. D'autres expressions moins controversées, comme « *raptado* » (personne victime d'un rapt), « *prisionero* » (prisonnier), « *plagiado* » (enlevé/pris en otage), « *en poder de la guerrilla/de las FARC* » (entre les mains de la guérilla/des FARC), « *rehén* », (otage), « *canjeable* » (échangeable) et « *cautivo* » (captif) paraissent plus rarement. Elles semblent être employées comme des synonymes pour alléger les textes. Le terme « *retenido* » n'est utilisé que 3 fois dont deux par la guérilla. Systématiquement, les forces armées parlent de « *secuestrado* ».

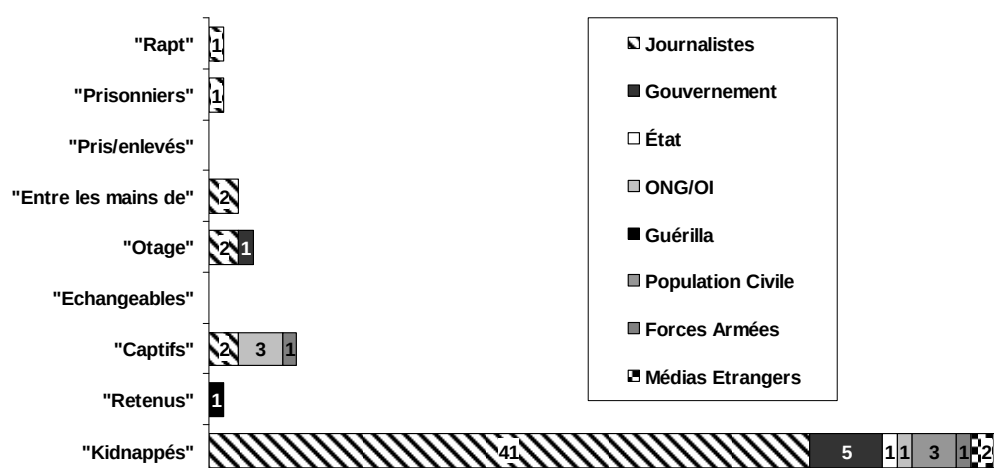
⁴¹⁵ Ce militaire, Pablo Emilio Moncayo, a finalement été libéré par la guérilla le 30 mars 2010 après 12 ans de « rétention ».

⁴¹⁶ Voir les résultats présentés à ce sujet dans la section 13.6.2.3.

⁴¹⁷ Dans le cas des personnes « privées de liberté » par les guérillas, les désignations sont presque toutes énoncées dans le cadre de l'annonce de la mort des députés. Pour cette raison, les résultats ne distinguent pas les unités d'information qui se rapportent à ce cas des autres unités consacrées au conflit armé.

Deuxièmement, en regardant les résultats selon le journal télévisé et en identifiant l'énonciateur de chaque désignation, force est de constater que les journalistes reprennent largement la désignation introduite par les forces armées et le gouvernement. Sur les 54 occurrences identifiées à *Telepaís* du mot « *secuestrado* », 41 (76%) ont été énoncées par les journalistes (graphique 35), dont moins de la moitié correspond à des citations provenant de sources, comme par exemple : « *Le président de la République (...) a argumenté que la force publique n'a pas réalisé des opérations militaires dans la zone où les personnes kidnappées demeuraient* »⁴¹⁸.

Graphique 35 : Désignations de personnalités politiques, policiers et militaires « privés de liberté » à *Telepaís* (N = 68 désignations)



À propos de la citation des sources, il est intéressant de souligner la manière inappropriée de le faire et les conséquences que cela peut engendrer sur le cadrage informatif que les médias donnent du conflit. En effet, en traitant des négociations que la guérilla de l'ELN menait avec le gouvernement, une journaliste et le présentateur de *Telepaís* citent la guérilla en parlant de « *secuestrado* » (kidnappé), alors que ce groupe armé n'utilise pas cette expression : « *le commandant de l'ELN, Pablo Beltrán a annoncé que le gouvernement de la Colombie et ce groupe armé illégal avaient la prétention de signer un cessez-le-feu pour six mois. Il a également signalé que l'accord (...) comprend la libération de toutes les personnes kidnappées que le groupe détient en ce moment* »⁴¹⁹. En attribuant les propos au porte-parole de l'ELN, *Telepaís* suggère à ses téléspectateurs que c'est lui qui parle de « groupe armé illégal » et des personnes « kidnappées », ce qui n'est pas le cas. Cela se vérifie dans le reportage diffusé sur le même sujet par *Noticias*

⁴¹⁸ TP_28.06.07_3.

⁴¹⁹ TP_27.06.07_8.

RCN, le JT laisse entendre Pablo Beltrán en disant que « *[lorsqu'il l'ELN] signe le cessez-le-feu, [il] s'engage à libérer les personnes retenues à ce moment* »⁴²⁰.

De la même manière lorsque Telepaís annonce la mort des députés, le présentateur introduit le reportage en disant : « *une triste nouvelle endeuille la Colombie. Le commando central de la guérilla des FARC a confirmé la mort de 11 des 12 députés kidnappés à Valle del Cauca...* »⁴²¹, mais, dans la même information, lorsque le JT lit le communiqué des FARC, il est possible de constater que la guérilla ne parle pas de députés « kidnappés », mais « retenus » : « *le commando des FARC informe que le 18 de ce mois, 11 députés de l'Assemblée du Valle que nous avons retenus en avril 2002 sont morts au milieu d'un feu croisé avec un groupe militaire non identifié (...). Sigifredo Lopez a survécu parce qu'il n'était pas à cet instant avec les autres retenus* ». Ces cas des citations indirectes incongrues démontrent à quel point les professionnels de l'information intègrent dans leur propre discours une désignation imposée par un des acteurs armés sans pour autant rendre compte de l'instrumentalisation idéologique sous-jacente.

À CM&, la question de la désignation des personnalités politiques et des militaires « privés de liberté » par la guérilla présente les mêmes tendances. L'expression la plus utilisée est « *secuestrado* » (kidnappé) : 58 occurrences sur 64 recensées (91%), dont 49 ont été énoncées par les journalistes (graphique 36). Parmi ces dernières, une vingtaine des cas correspondent à des citations d'une source : « *tous les 15 jours en Colombie une personne kidnappée meurt, selon la Fondation Pays Libre* »⁴²². Comme à Telepaís, des citations inexactes ont été relevées : « *... le groupe subversif [ELN] a annoncé le début d'un accord de cessez-le-feu qui impliquerait la dévolution des personnes kidnappées. Toutefois, cet accord est conditionné par l'ELN à ce que le groupe soit exclu de la liste de terroristes de l'union européenne* »⁴²³. Il a été mentionné que « kidnappés » n'est pas le terme employé par la source citée dans ce cas. Par ailleurs, dans ce journal télévisé, l'utilisation des désignations moins contestées est moins fréquente et moins diversifiée qu'à Telepaís. En outre, les journalistes de CM& ne citent, ni n'utilisent les expressions appliquées par la guérilla : « prisonniers » ou « retenus ». D'ailleurs, à la différence des autres télé-journaux nationaux, ce JT ne diffuse pas des extraits du communiqué à travers lequel les FARC ont annoncé la mort des députés.

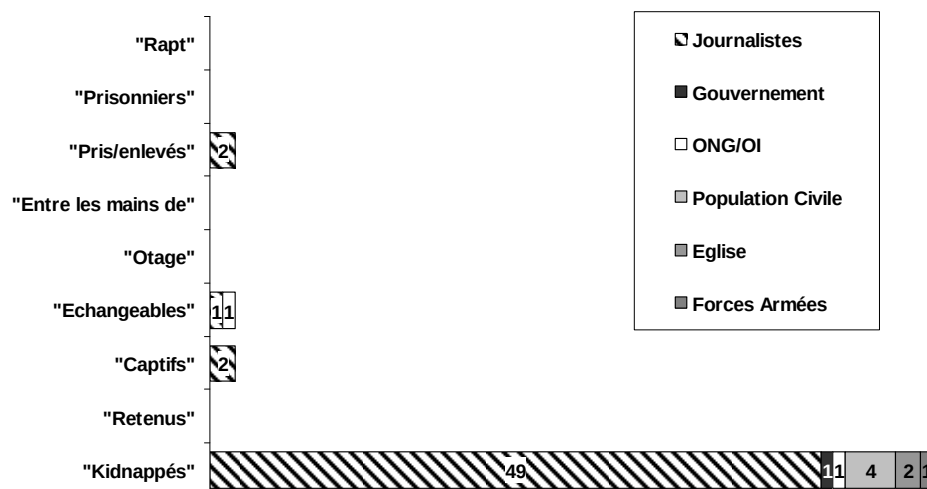
⁴²⁰ RCN_27.06.07_3.

⁴²¹ TP_28.06.07_2.

⁴²² CMI_29.06.07_10.

⁴²³ CMI_27.06.07_2.

Graphique 36 : Désignations de personnalités politiques, policiers et militaires « privés de liberté » à CM& (N = 64 désignations)

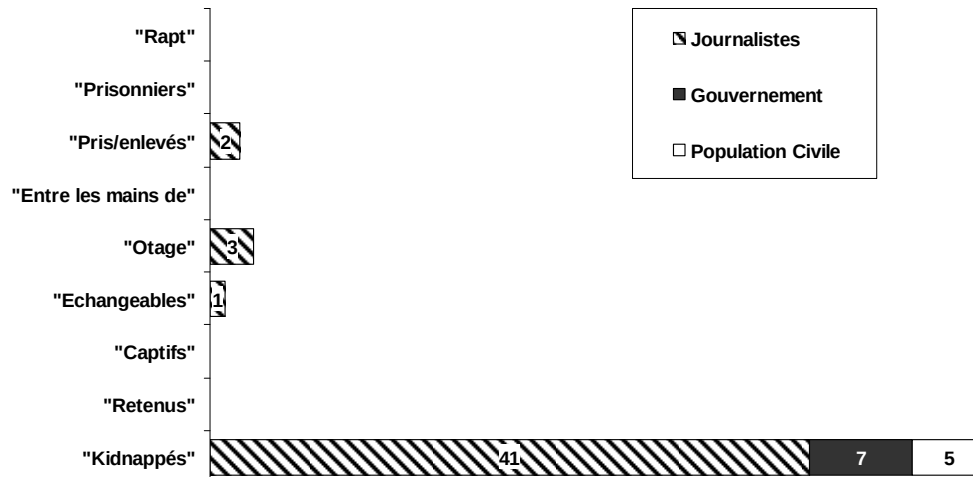


Noticias Caracol se différencie des autres JT en ce que le nombre de désignations utilisées, ainsi que les énonciateurs, sont moins nombreux que dans ses concurrents. Parmi les 59 désignations recensées, 53 (90%) correspondent à « *secuestrado* » (kidnappé), dont 41 (77%) ont été énoncés par les journalistes (graphique 37). Sur ces 41 occurrences, seulement sept correspondent à des citations des propos des sources. Cependant, tout comme les autres JT nationaux, lorsqu'il s'agit de citer les propos des guérillas, *Noticias Caracol* suggère que le porte-parole de l'ELN parle de « kidnappés » : « *Pablo Beltrán, porte-parole de l'ELN a dit que (...) le cessez-le-feu serait de six mois et qu'il inclurait la libération de toutes les personnes kidnappées* »⁴²⁴. En ce qui concerne l'annonce de la mort des députés, le JT cite directement des extraits du communiqué des FARC, sans lui attribuer, comme *Telepaís* des désignations qui ne figurent pas dans le texte. Par ailleurs, *Noticias Caracol* est le seul JT à diffuser l'extrait de ce communiqué dans lequel le groupe armé exprime ses condoléances aux proches des députés : « *aux proches des députés décédés nous transmettons notre profond regret pour la tragédie. Nous ferons tout ce qui est dans nos mains pour que vous puissiez récupérer les dépouilles le plus rapidement possible* »⁴²⁵. Pour ces citations, le JT retranscrit le texte qu'il affiche à l'écran entre guillemets.

⁴²⁴ CAR_27.06.07_7.

⁴²⁵ CAR_28.06.07_6.

Graphique 37 : Désignations de personnalités politiques, policiers et militaires « privés de liberté » à Noticias Caracol (N = 59 désignations)



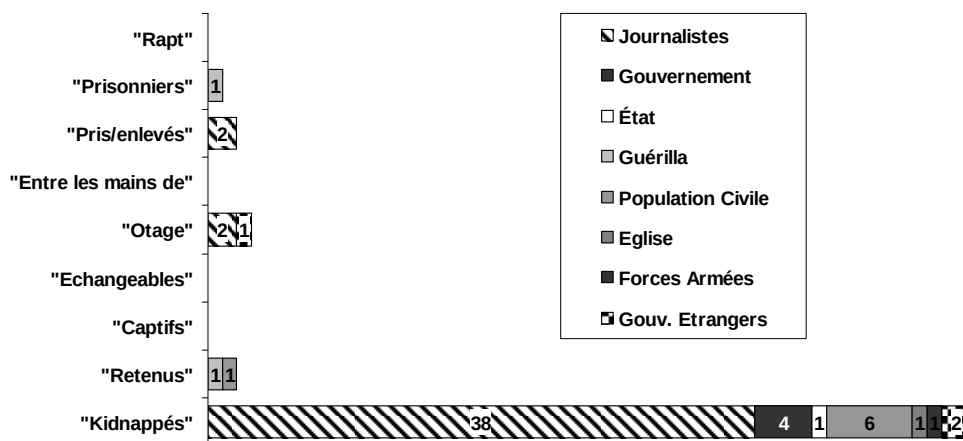
L'utilisation du mot « kidnappé » à Noticias RCN est aussi fréquente que dans les autres JT. Des 61 désignations recensées pour se référer aux personnes « privées de liberté », 53 (87%) correspondent à « *secuestrado* » (kidnappé) (graphique 38). Cette désignation est aussi principalement énoncée par les journalistes (38 occurrences sur 53, soit 72%), sans qu'elle corresponde toujours à des citations. À l'instar de ses concurrents, Noticias RCN suggère qu'il cite les propos d'une source en parlant de « kidnappés ». Ainsi, l'exactitude des citations peut être mise en question dans des cas comme celui d'un reportage diffusé le 29 juin 2007, le lendemain de l'annonce de la mort des députés : « *la lettre signée par Raúl Reyes [porte-parole des FARC] et adressée à Fabiola Perdomo, épouse d'un des députés assassinés, ainsi qu'au ex-congressiste Álvaro Leyva, confirme la mort des 11 députés kidnappés* »⁴²⁶. Dans ce cas précis, la citation est suivie de la lecture du texte originel avec lequel les téléspectateurs peuvent apprendre que la guérilla a écrit : « *Avec la présente, je me permets de certifier auprès de vous la véracité de l'information fournie dans le communiqué émis par le commando [des FARC], daté du 23 de ce mois et qui rendait compte de la mort tragique des 11 députés de l'Assemblée du Valle* ». Ce n'est pas la source qui évoque le mot « kidnappé », mais le journal télévisé qui interprète ainsi les propos rapportés. Comme tous les autres JT, Noticias RCN traite l'annonce de l'ELN quant à la possibilité d'un cessez-le-feu. Pour cela, dans le montage réalisé de ce reportage, la source s'exprime directement à l'écran : « *[lorsqu'il l'ELN] signe le cessez-le-feu, [il] s'engage à libérer les personnes retenues à ce moment* »⁴²⁷. C'est d'ailleurs

⁴²⁶ RCN_29.06.07_2.

⁴²⁷ RCN_27.06.07_3.

cette information qui a permis de confronter les citations des autres JT au sujet de la même information.

Graphique 38 : Désignations de personnalités politiques, policiers et militaires « privés de liberté » à Noticias RCN (N = 61 désignations)



Même si les journalistes colombiens, dans leurs manuels de rédaction, s'imposent de ne pas utiliser le lexique des acteurs armés et de se référer au droit international humanitaire pour contextualiser leurs informations et utiliser un lexique moins partisan, l'expression personnes « privées de liberté », utilisée dans le contexte international, ne présente que trois occurrences dans tout le corpus. Deux concernent les députés : « (...) le député Sigifredo López est le seul survivant du groupe des politiciens qui ont été **privés de leur liberté** »⁴²⁸ ; « après cinq ans et trois mois **privés de liberté**, loin de leurs proches (...) la lumière de la vie de ces 11 hommes, pères, fils, époux, s'est éteinte »⁴²⁹. La troisième information concerne une femme qui est présentée par l'armée comme une ex-guérillera qui s'est évadée des FARC avec un enfant « *privado de su libertad* » (privé de sa liberté) : « On m'a dit de le garder, de lui donner ce dont il avait besoin, mais je ne savais pas qu'il était **privé de sa liberté** »⁴³⁰. Dans ce cas, ce ne sont pas les journalistes qui utilisent l'expression mais une femme présentée comme ex-combattante par la source officielle.

De plus, l'utilisation fréquente du terme « kidnappé » met en exergue que ce ne sont pas uniquement les journalistes qui reprennent sans distanciation ce terme. La population civile (dont les familles des personnes en captivité), les représentants des ONG, des OI et de l'Église se réfèrent de la même manière aux politiciens, militaires et policiers

⁴²⁸ CAR_28.06.07_6.

⁴²⁹ TP_28.06.07_7.

⁴³⁰ Propos de la personne interviewée par l'armée. TP_12.12.07_9.

« privés de liberté » (graphiques 35 à 38). Sur les 19 fois que les civils désignent dans le corpus des personnes « privées de liberté », 18 correspondent à « kidnappés ». En effet, comme le montrent les quatre graphiques précédents, les autres désignations, « captifs », « otage », « échangeables », etc., sont la plupart du temps énoncées également par les journalistes, à l'exception de « retenus » qui est essentiellement dit ou attribuée à la guérilla (2 fois sur 3). Dans un reportage, c'est le frère d'un des députés décédés qui demande : « *aux FARC qu'ils nous rendent les corps de nos proches et au gouvernement qu'il accepte l'accord humanitaire pour aider les personnes qui sont là-bas **retenues*** ». ⁴³¹

En résumé, lorsqu'il s'agit des policiers, des militaires et des politicien-ne-s que les guérillas gardent en leur pouvoir, les téléspectateurs des télé-journaux nationaux sont « informés » à travers un langage qui cherche à cadrer leur perception sur cette question. En parlant de « soldats kidnappés », alors qu'ils ont été pris en otage suite à un combat, c'est comme s'il ne s'agissait pas de combattants, mais de civils. Pourtant, à aucun moment, les journalistes ne rendent compte de cette instrumentalisation. La tendance est également confirmée avec l'analyse d'un sous-corpus qui est traité ultérieurement et qui concerne la manière dont les JT informent sur la mort des civils et la mort des combattants étatiques, paraétatiques et contre-étatiques (section 13.7.1.3).

13.6.2.7.2. Une journaliste revendique l'indépendance à l'égard des sources militaires

Le deuxième exemple choisi pour analyser le positionnement des journalistes à l'égard des sources se rapporte à une seule information montrant une pratique assez inhabituelle chez les journalistes colombiens qui couvrent le conflit armé. Le 12 décembre 2007, la responsable de la section politique de *Noticias Caracol* se plaint du fait que le gouvernement et les forces armées de l'État ne permettent pas l'accès des journalistes aux sources. Elle faisait allusion à deux cas concrets. Le premier concernait l'interview que deux fonctionnaires de la présidence ont réalisée avec John Pinchao, un policier qui avait été privé de liberté par les FARC et qui avait réussi, affirmait-il, à s'échapper en mai 2007, après 8 ans de « rétention ». Le deuxième cas concerne la femme dont l'armée colombienne affirmait qu'elle s'était évadée de la guérilla des FARC. *Telepaís* est le seul JT à avoir diffusé l'information à propos de cette femme, le jour même que la journaliste de *Noticias Caracol* dénonçait la restriction imposée par l'armée. Dans l'interview menée par les militaires, la jeune femme affirmait qu'elle avait décidé de s'échapper pour rendre la liberté à un garçon dont elle était responsable au sein du groupe armé, qui, selon sa version, avait été « kidnappé » par la guérilla. *Telepaís* précise clairement que « *dans une*

⁴³¹ RCN_28.06.07_18.

interview menée par l'armée, [la femme] a fait le récit de son histoire »⁴³², mais ne remet pas en cause la version de la personne interviewée ou la façon dont l'interview a été faite. Le JT accorde un crédit entier à la vidéo, il se limite à préciser que la source est l'armée. En fait, le JT relate l'histoire de la jeune femme à travers un commentaire chargé d'affect. Les téléspectateurs ne voient la jeune femme que de dos ou le visage caché (séquence de photogrammes 68). Ni CM&, ni *Noticias RCN*, ni *Noticias Caracol*, n'ont diffusé cette information.



Séquence de photogrammes 68 : Images de la femme présentée comme guérillera démobilisée. TP_12.12.07_9

Selon la journaliste de *Noticias Caracol*, dans les deux cas (interview à Pinchao et à la femme évadée de la guérilla), les sources officielles ont réalisé les entretiens en privé et ont remis par la suite les vidéos aux médias, ce qui conduit la journaliste à en déduire qu'il paraissait que « le gouvernement et les forces militaires imposent la mode de faire leurs propres interviews exclusives sans permettre l'accès aux journalistes. Ils l'ont déjà fait avec [le policier] Pinchao, qui a été interviewé en exclusivité par deux fonctionnaires de la Présidence de la République et maintenant avec la guérillera qui a déserté des FARC avec un garçon qui était kidnappé. Elle a été interviewée par la cheffe de presse de la Brigade 30 [de l'armée] qui a ensuite distribué la cassette auprès des médias [court extrait de l'interview] Cela serait une bonne chose que, nous les journalistes, puissions accéder directement aux protagonistes de l'information »⁴³³.

Dans cette prise de position, plusieurs aspects méritent d'être soulevés. Tout d'abord, il s'agit du JT bénéficiant du plus grand taux d'audience⁴³⁴. D'autre part, *Noticias Caracol* ne se caractérise pas par son positionnement critique à l'égard du gouvernement ; au contraire, les propriétaires de la chaîne font partie des propriétaires des médias qui considèrent que leur devoir est de soutenir le gouvernement. En deuxième lieu, en

⁴³² TP_12.12.07_9.

⁴³³ « Parece que el gobierno y las fuerzas militares están imponiendo la moda de hacer sus propias entrevistas exclusivas sin permitir el acceso a los periodistas. Ya lo hicieron con el intendente Pinchao, entrevistado en exclusiva por 2 funcionarios de la Presidencia y ahora la guerrillera que desertó de las FARC con un niño que estaba secuestrado, la entrevistó la jefe de prensa de la Brigada 30 que luego repartió las cintas a los medios [mini extracto de la entrevista] Que bueno que los periodistas pudiéramos acceder directamente a los protagonistas de la noticia ». CAR_12.12.07_30.

⁴³⁴ Voir à ce propos le chapitre 5.

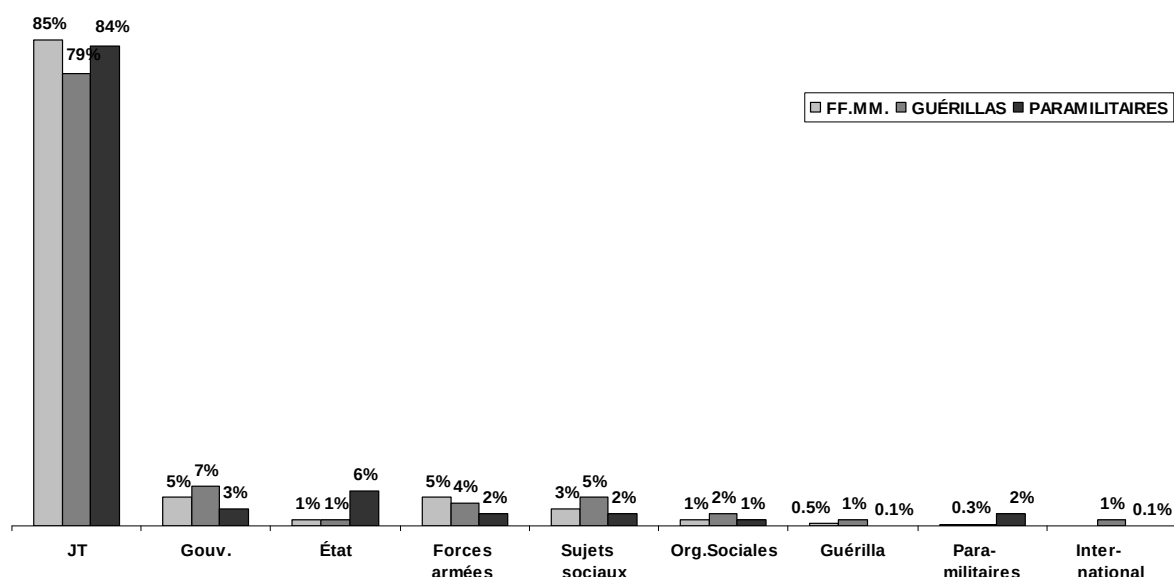
écoutant les propos de la journaliste, il y a lieu de se demander si ce qui l'inquiète est le fait que les sources officielles fassent des interviews exclusives, privant les médias de ce privilège, ou le fait de voir leur liberté restreinte pour travailler selon leurs propres principes. En troisième lieu, la question se pose de savoir si la journaliste a pris ces deux cas à titre d'exemple ou s'il s'agit de deux seuls cas dans lesquels, les forces armées interdisent ou restreignent l'accès des journalistes à une source. Les propos tenus par la journaliste ne fournissent pas des éléments pour répondre clairement à ces questions. Toutefois, en disant qu'ils l'ont déjà fait avant (avec Pinchao) et maintenant avec la femme ex-combattante, il y a lieu de considérer qu'il s'agit de deux seuls cas. Ces deux faits semblent déranger la journaliste et à travers elle, le JT. Enfin, il importe de souligner que la critique est exprimée de façon subtile. Elle cherche à ne pas aggraver une des principales sources du JT en disant que « *cela serait une bonne chose...* » et que « *il paraît que le gouvernement et les forces militaires imposent une nouvelle mode* ». Le ton presque plaisant et le conditionnel employé permettent à la journaliste d'atténuer ses propos pour que la critique semble plus une suggestion ou un souhait. Par ailleurs, cette critique à l'égard des sources officielles n'est pas faite au début du JT, mais dans une des dernières sections, à savoir la section politique. Néanmoins, cette prise de position informe les téléspectateurs que le travail des journalistes n'est pas toujours fait comme ils le promettent, en raison des pressions extérieures. Celle-ci constitue une manière de revendiquer également une forme d'indépendance et en le faisant publiquement, la journaliste se protège aussi. Reste à savoir dans quelle mesure les téléspectateurs sont sensibles à ces marques de distanciation.

13.6.2.7.3. Désignations employées par les journalistes pour se référer aux acteurs armés

Les journalistes colombien-ne-s considèrent que pour bien réaliser leur travail, ils doivent s'abstenir d'utiliser le lexique que les acteurs armés emploient, notamment lorsqu'il s'agit de désigner ces acteurs armés (Castro, *et. al.*, 2005). Aussi, il convient d'examiner dans quelle mesure les professionnels de l'information respectent ce principe. Plus concrètement, il s'agit de déterminer si la manière dont les journalistes se réfèrent aux acteurs armés révèle une mise à distance à l'égard des sources ou bien une réappropriation des désignations imposées par les acteurs armés pour induire un jugement négatif à l'égard des adversaires. À ce sujet, force est de constater que ce sont essentiellement les professionnels de l'information qui désignent ces acteurs : 85% des 651 expressions utilisées pour désigner les forces armées de l'État, 79% des 1'163 appellations utilisées pour parler des guérillas et 84% des 735 employées pour se référer aux paramilitaires sont formulées par les journalistes. La proportion de désignations énoncées

directement par les sources représente moins d'un quart des expressions analysées (graphique 39)⁴³⁵.

Graphique 39 : Qui désigne les acteurs armés dans le discours d'information ?⁴³⁶



En outre, il est nécessaire de rappeler « qu'une partie de la communication dans les médias consiste en des discours au sujet de ce que d'autres ont dit (...). La reprise et le travail sur ce qui a déjà été énoncé sont LE moyen le plus important de transfert d'information et d'interprétation dans ce domaine de communication. C'est la pratique journalistique quotidienne » (Steyer, 1997, cité par von Münchow, 2004 : 93). Compte tenu de cela, toutes les désignations recensées dans le corpus ont été catégorisées selon la typologie présentée dans le chapitre 12, section 'Les acteurs armés' (12.2.5.1.). en différenciant l'acteur armé concerné et l'énonciateur de la désignation. Ensuite, l'analyse s'est concentrée sur les désignations comportant des enjeux pour la reconnaissance des acteurs armés (celles classées dans la catégorie 'évaluative négative'⁴³⁷) de façon à observer si elles correspondent à une reprise du discours des sources (ou suggérée comme tel) ou à des désignations prises en charge par les journalistes. Enfin, dans le JT l'image

⁴³⁵ Le graphique regroupe les proportions correspondant aux quatre JT nationaux étant donné qu'il n'y a pas de grandes différences entre eux. Les données pour les « groupes armés » et les groupes armés non identifiés (95 désignations) n'ont pas été prises en compte dans ce graphique étant donné qu'ils ne constituent pas un acteur armé en soi. L'analyse revient par la suite à propos de cette appellation « groupe armé ».

⁴³⁶ N = FF.MM. : 651, Guérillas : 1163, Paramilitaires : 735 désignations.

⁴³⁷ Il s'agit des désignations qui se réfèrent aux acteurs armés (légaux et illégaux) en les déshumanisant ou en mettant l'accent sur le fait qu'ils sont l'objet de procès judiciaires, qu'ils commettent des crimes et/ou qu'ils utilisent les armes de manière illégale.

peut remplir une fonction désignative, notamment lorsque les téléspectateurs voient à l'écran celle ou celui qui parle. Plus concrètement, lorsque la source est montrée à l'écran, l'image correspond à ce que Patricia von Münchow appelle une marque iconique et sonore du discours rapporté direct, dans la mesure où, dans les JT « un grand nombre de discours directs apparaissent lors de (...) *la présence à l'écran du locuteur* (...). Il s'agit là d'une construction spécifique du discours direct *dans le JT*, le média audiovisuel permettant la prise en charge par le son et/ou l'image de certains aspects indispensables du discours direct » (2004 : 102-103).

13.6.2.7.3.1. Comment les journalistes désignent-ils les forces armées de l'État ?

Les FF.MM. apparaissent régulièrement à l'écran et constituent une des principales sources d'information auxquelles s'adressent les journalistes pour recueillir des éléments d'information. Ces images qui montrent le référent dont le JT parle ou qui identifient une source sont de trois types. Premièrement, il y a les images des individus appartenant aux forces armées. C'est précisément le cas des informations dans lesquelles ces derniers sont la source que les JT laissent parler à l'écran (photogramme 69) et qui correspond à une forme de discours rapporté direct du JT. De plus, lorsqu'un militaire s'exprime à l'écran, comme pour toutes les sources⁴³⁸, son nom est donné dans un texte qui s'affiche dans la partie inférieure de l'écran quelques secondes pendant que la personne parle. Dans d'autres cas, les JT représentent les FF.MM. en montrant un groupe de militaires dans une opération armée⁴³⁹ ou dans une cérémonie par exemple (photogramme 70) ou par le biais des symboles de ces forces armées, comme les immeubles où elles siègent ou leurs emblèmes (photogramme 71). Dans ce cas, l'image n'a pas une fonction désignative. Elle n'identifie pas forcément l'individu ou les individus mentionnés dans l'information.



Photogramme 69 :
RCN_12.06.06_7



Photogramme 70 :
CAR_10.1207_9



Photogramme 71 :
RCN_10.12.07_34

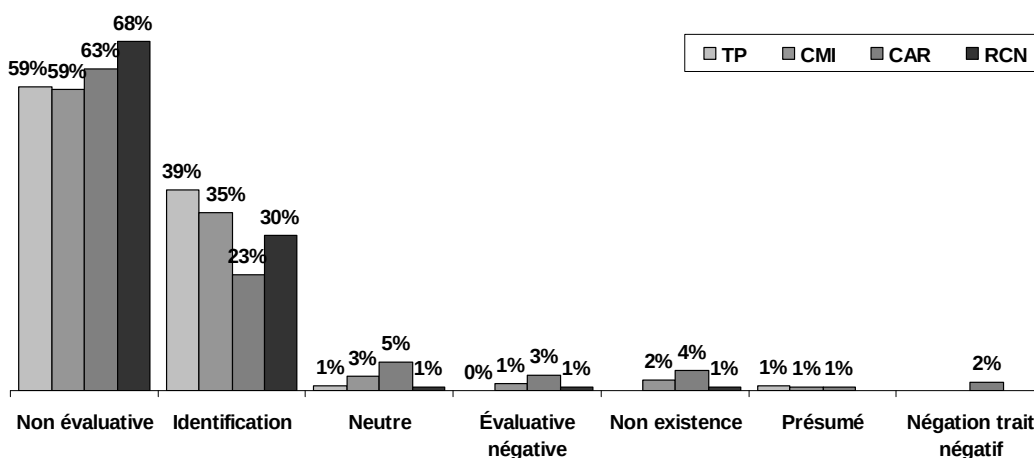
En ce qui concerne les 555 désignations des représentants des forces armées de l'État énoncées par les journalistes, il est possible de constater que plus de la moitié

⁴³⁸ Sauf dans quelques cas des victimes civiles qui ne sont pas identifiées par le JT, comme dans le cas des victimes de groupes paramilitaires mentionné précédemment.

⁴³⁹ Dans ces cas, c'est le lien avec le commentaire qui permet de les identifier.

(Telepaís : 59%, CM& : 59%, Noticias Caracol : 63% et Noticias RCN : 68% -graphique 40) correspondent aux expressions utilisées par ces mêmes acteurs pour s'auto-désigner ou qui mentionnent le poste occupé par un militaire dans l'organigramme de l'institution à laquelle il appartient, comme par exemple : « *au milieu du combat, lorsque l'armée s'approchait des guérilleros, ils ont trouvé cette femme qui a décidé de se rendre lorsque la troupe l'a rattrapée* »⁴⁴⁰. Deuxièmement, plus d'un quart de ces désignations (Telepaís : 39%, CM& : 35%, Noticias Caracol : 23%, Noticias RCN : 30%) donnent le nom de la personne et son grade dans la hiérarchie militaire : « *Le commandant de l'armée, le général Mario Montoya vient de confirmer que le colonel responsable de l'unité militaire à laquelle appartenaient le 28 militaires impliqués dans la mort de dix policiers de la DIJIN*⁴⁴¹ et d'un civil à Jamundí a été démis de ses fonctions... »⁴⁴². Ces deux catégories, 'non évaluative' et 'identification' (graphique 40)⁴⁴³ représentent plus de 90% des désignations analysées démontrant que la façon dont les journalistes se réfèrent aux représentants armés de l'État ne relève pas d'un lexique axiologique qui oriente le téléspectateur à associer ces acteurs armés avec des comportements socialement condamnables.

Graphique 40 : Comment sont désignés les forces armées par les journalistes ?⁴⁴⁴



En effet, seulement sept expressions ont été classées dans la catégorie 'évaluative négative' : « *les 15 militaires détenus, les soldats fugitifs, les impliqués, les 50 détenus* (2 occurrences), *six des enquêtés, l'officier fugitif* ». Ces désignations s'inscrivent toutes dans un registre judiciaire qui indique que des militaires et des policiers sont impliqués

⁴⁴⁰ CAR_11.12.07_20.

⁴⁴¹ Police judiciaire.

⁴⁴² CAR_12.06.06_3.

⁴⁴³ Les catégories représentées dans les graphiques 40, 41, 42 et 44 sont définies dans la section 12.2.5.1.

⁴⁴⁴ N = TP : 115, CMI : 147, CAR : 128, RCN : 165 désignations.

dans des procès judiciaires, mais qui n'identifient pas ces acteurs armés aux crimes et délits pour lesquels ils sont accusés. Même si les actes pour lesquels ils sont accusés (vol, meurtre) sont rappelés dans l'information, les acteurs armés étatiques ne sont pas, par exemple désignés par les journalistes comme des « assassins » ou des « voleurs ». D'ailleurs, pour ces acteurs étatiques, ces procès démontrent leur volonté « d'épurer » leurs rangs de « mauvais éléments ». Cet objectif est en outre explicité dans un extrait, diffusé par *Noticias RCN*, des propos du commandant de l'armée : « *Indiscutablement, nous le faisons pour maintenir l'image positive de notre armée d'une part et d'autre part pour continuer à faciliter l'enquête comme nous l'avons fait dès le début* »⁴⁴⁵. Il faisait référence à la décision de l'armée de démettre de ses fonctions le colonel responsable de l'unité dans laquelle travaillaient les militaires accusés de la mort des dix policiers et d'un civil.

13.6.2.7.3.2. Comment les journalistes désignent-ils les guérillas ?

Si les guérillas sont les acteurs armés dont les journaux télévisés parlent le plus souvent⁴⁴⁶, à l'image, ce ne sont pas les acteurs armés les plus montrés. En raison des dispositions prises par les trois derniers gouvernements⁴⁴⁷, les journalistes ne sont pas en mesure de diffuser des images d'actualité des FARC et de l'ELN. Une seule exception a pu être identifiée dans les périodes analysées qui correspond aux images du porte-parole de l'ELN prises pendant les négociations que ce groupe armé entretenait avec le gouvernement (photogramme 72). Dans ce cas, ces images à caractère désignatif correspondent également à la mise en forme du discours direct mentionné ci-dessus. Dans la plupart des unités d'information concernant les groupes contre-étatiques, les JT ont recours aux images d'archives qui ne sont pas toujours identifiées comme telles⁴⁴⁸. Le plus souvent, ces images datent de l'époque des négociations entre les FARC et le gouvernement dans la zone démilitarisée du Caguán⁴⁴⁹. Elles montrent le déplacement des troupes des FARC, la table de négociations ou les participants aux auditions libres qui avaient lieu avec la société civile (photogramme 73). Dans ce sens, les images montrées ne remplissent pas la fonction de désigner l'individu qui est concerné par l'information, mais plutôt d'illustrer le fait que l'information concerne ce groupe armé. Dans les unités d'information relatives à la mort des députés, ces images d'archives correspondent aux

⁴⁴⁵ RCN_12.06.06_9.

⁴⁴⁶ Comme le montrent les résultats présentés dans la section 13.7.1.1.

⁴⁴⁷ Ces dispositions sont mentionnées dans le chapitre 7.

⁴⁴⁸ À ce propos, Jacques Siracusa mentionnait que même si les journalistes sont tenus de signaler l'antériorité des images d'archives, la norme n'est appliquée que si les organisations concernées (propriétaires de ces images) ou un concurrent pourraient porter plainte. Si les images sont propriété de la chaîne, les professionnels ne voient pas l'intérêt de surcharger les sujets avec ces détails (2001 : 239).

⁴⁴⁹ Ces négociations sont mentionnées dans le chapitre 4.

extraits de la vidéo de l'opération militaire dans laquelle les FARC ont « pris en otage » les 11 politiciens (photogramme 74). Dans ce sens, les JT s'adressent à des téléspectateurs natifs capables de reconnaître l'origine des images.



Photogramme 72 :
CAR_27.06.07_7



Photogramme 73 :
TP_13.06.06_18

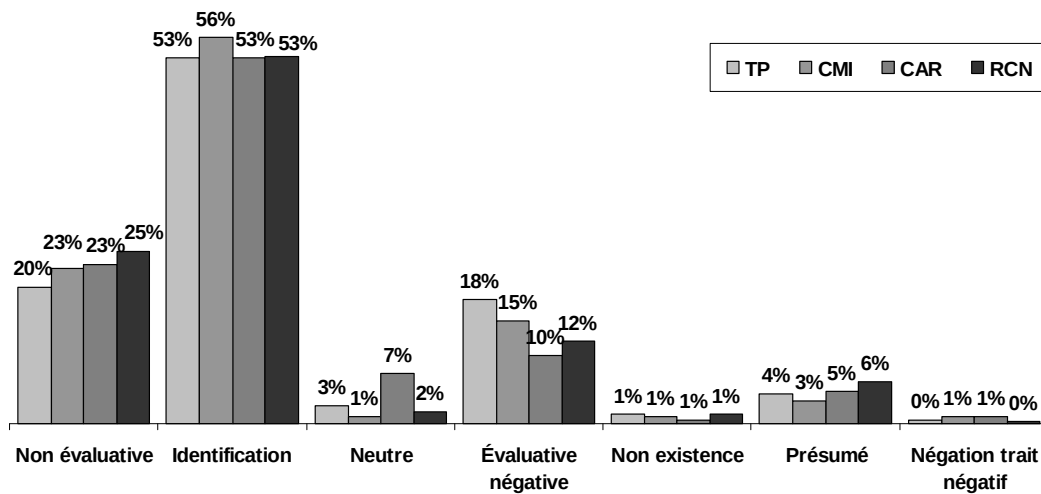


Photogramme 74 :
RCN_28.06.07_6

Concernant les 908 expressions énoncées par les journalistes pour désigner les groupes contre-étatiques, la moitié (*Telepaís* : 53%, *CM&* : 56%, *Noticias Caracol* : 53%, *Noticias RCN* : 53%) servent à identifier les individus en donnant leur nom, le groupe auquel ils appartiennent et la fonction remplie au sein de ce groupe. Autour d'un quart de ces désignations (*Telepaís* : 20%, *CM&* : 23%, *Noticias Caracol* : 23%, *Noticias RCN* : 25% - graphique 41) correspondent aux expressions avec lesquelles les FARC et l'ELN s'auto-désignent, dont la plus fréquente est « guérilla ». À propos de « guérilla », il convient tout de même de se poser la question quant à son caractère non évaluatif. Si, d'une part, les FARC et l'ELN se désignent ainsi, pour les groupes paramilitaires étiqueter quelqu'un comme « guérillero » ou sympathisant des guérillas constitue un motif pour tuer la personne (Giraldo, Roldán, Flórez, 2003 : 149-160)⁴⁵⁰.

La proportion de désignations porteuses d'une orientation argumentative négative est plus élevée que dans le cas des forces armées de l'État. Pour les acteurs armés étatiques les expressions négatives énoncées par les journalistes ne dépassent pas 3% (*Telepaís* : 0%, *CM&* : 1%, *Noticias Caracol* : 3%, *Noticias RCN* : 1% - graphique 41). En revanche, dans le cas des guérillas, la proportion est de 18% à *Telepaís*, 15% à *CM&*, 10% à *Noticias Caracol* et 12% à *Noticias RCN*. Au regard de ces données et par rapport aux trois autres JT, *Telepaís* montre une tendance plus marquée à désigner les acteurs armés qui représentent l'État de manière distanciée, alors qu'en même temps, le JT montre une tendance plus grande que ses concurrents à désigner les principaux adversaires de l'État de manière négative. *Telepaís* est le seul JT dans lequel aucune désignation à connotation négative n'a été repérée pour les acteurs armés étatiques, alors qu'il présente la proportion la plus élevée de désignations négatives pour les guérillas (graphique 41).

⁴⁵⁰ Dans une étape postérieure à cette thèse, il conviendrait d'analyser tout particulièrement ce syntagme et la manière dont il circule, non seulement dans les discours d'information médiatique, mais aussi dans d'autres discours (politiques, de divertissement, éducatifs, etc.).

Graphique 41 : Comment sont désignées les guérillas par les journalistes ?⁴⁵¹

Plus concrètement, en ne prenant que les 125 désignations énoncées par les journalistes classées dans la catégorie ‘évaluative négative’, il est possible de constater que la majorité (30 sur 41 à *Telepaís*, 24 sur 31 à *CM&*, 14 sur 19 à *Noticias Caracol* et 24 sur 34 à *Noticias RCN*) se réfèrent à ces groupes en tant qu’acteurs armés hors-la-loi, à travers des expressions comme « groupe illégal », « ceux qui ont pris les armes » (*alzados en armas*) ou « *alias* » (surnom de guerre). Ce dernier est le plus fréquent et indique qu’il s’agit des individus appartenant à des structures hors-la-loi étant donné que le mot « *alias* » n’est jamais utilisé en dehors de ce cas de figure. Jamais, un militaire, un policier ou un civil ayant un surnom ne sont désignés ainsi. La désignation des guérilleros avec leurs « *alias* » est présente dans des informations qui rapportent les victoires militaires des FF.MM. comme des arrestations ou le démantèlement des plans « terroristes » de ces groupes : « Dans l’opération 12 personnes ont été arrêtées. Elles sont accusées par la police de faire partie d’un réseau de blanchiment d’actifs du front 43 des FARC, commandé par Jener García, *alias* John 40 »⁴⁵².

Dans une moindre mesure, les désignations à connotation négative formulées par les journalistes se réfèrent aux guérilleros comme des individus soumis à la justice : « détenus », « capturés » (4 sur 41 à *Telepaís*, 3 sur 31 à *CM&*, 2 sur 19 à *Noticias Caracol* et 6 sur 34 à *Noticias RCN*). Un petit groupe des désignations (11) associent les FARC et l’ELN à des actes socialement reprochables qui constituent des délits, voire des crimes. Elles concernent le trafic de drogue : « narcotrafiquants » (*Telepaís* : 1 occurrence), l’enlèvement : « kidnappeurs » (*Noticias Caracol* : 2, *Noticias RCN* : 1) et le terrorisme⁴⁵³ :

⁴⁵¹ N = TP : 227, CMI : 208, CAR : 190, RCN : 283 désignations.

⁴⁵² RCN_11.12.07_38.

⁴⁵³ L’emploi du syntagme « terroriste(s) » est analysé par la suite dans cette même section.

« terroristes » (*Telepaís* : 4 occurrences, *CM&* : 2) ; « narcoterroriste » (*Telepaís* : 1 occurrence). En d'autres termes, elles correspondent aux activités dont les adversaires des guérillas les accusent et qui les discréditent auprès des citoyens. Compte tenu de la surreprésentation des sources officielles dans les discours d'information, les journalistes se distancient nettement par rapport aux désignations imposées par ces sources pour se référer aux acteurs armés contre-étatiques. Pour cette raison, il est intéressant de signaler les différences entre les différents JT, notamment en ce qui concerne l'emploi de « terroriste(s) » qui ne présente aucune occurrence dans les JT des chaînes privées, alors que les journalistes de *CM&* ont utilisé cette désignation deux fois et ceux de *Telepaís* 6 fois. Ceci étant, dans les deux unités d'information de *CM&*, « terroristes » correspond à des citations que les journalistes font du discours des sources introduites par des verbes de parole propres au discours rapporté indirect (von Münchow, 2004 : 98). Dans le premier cas, le verbe est une remarque de rejet : « *Dans un communiqué la chancellerie a remarqué qu'elle rejette et condamne toute donation des organisations internationales aux groupes terroristes* »⁴⁵⁴ ; et dans le deuxième, le verbe qui introduit le discours indirect est en même temps une exigence : « *Le chef d'État a exigé que la troupe dégage de guérilla les zones occupées par les subversifs et a demandé à l'armée de l'air de bombarder les terroristes* »⁴⁵⁵.

En revanche, dans les deux unités d'enregistrement dans lesquelles *Telepaís* désigne les FARC comme des trafiquants de drogue et des terroristes, les propos sont pris en charge par les journalistes : « *La DIJIN a porté un coup sévère au réseau de blanchiment d'argent du front 43 des FARC. 12 personnes ont été capturées. Elles travaillaient directement avec le narcotrafiquant Heiner Molina García, alias John 40...* »⁴⁵⁶ ; « *C'est la première fois que des enquêteurs anti-terrorisme et contre le blanchiment d'argent travaillent ensemble pour affaiblir la structure de soutien et des finances du groupe narcoterroriste des FARC* ». Les journalistes ne sont pas à l'origine de ces désignations, puisque le fait d'associer la guérilla au trafic de drogue correspond à une stratégie mise en place dans les années 1980 dans le cadre de la guerre psychologique contre ces adversaires de l'État⁴⁵⁷. Il faut relever que *Telepaís*, dans ces deux énoncés, n'introduit pas les expressions « narcotrafiquant » et « narcoterroriste » avec des verbes de parole ou des modalisations d'emprunt. Il s'agit également du seul JT à se référer aux guérillas comme des « terroristes ». Des cinq unités d'information dans lesquelles ce syntagme apparaît, trois suggèrent que les journalistes citent leurs sources. Dans ce cas, les téléspectateurs ne

⁴⁵⁴ L'information fait référence à la donation de 2.000 dollars faite par un syndicat danois à un leader de la guérilla des FARC. CMI_11.12.07_13.

⁴⁵⁵ CMI_25.06.07_7.

⁴⁵⁶ TP_11.2.07_6.

⁴⁵⁷ Comme il est expliqué dans la section 4.2.3.1.

peuvent pas vérifier si ces désignations ont bien été énoncées par les sources, puisque dans les extraits diffusés de leurs discours elles désignent les guérillas autrement :

TP 28.06.07 5 :

Présentateur : « *Le fonctionnaire a rejeté ce qu'il a qualifié comme une action violente réalisé par l'organisation terroriste* ».

Source (ministre de la Défense) : « *ce que nous savons, c'est qu'ils sont morts en étant en pouvoir des FARC (...) nous ne connaissons pas l'endroit exact où ils sont morts et l'autre chose curieuse, c'est le communiqué des FARC. Ils ne disent pas où cela s'est passé, ni dans quelles conditions (...) Ce qui doit être clair, c'est que la force publique colombienne, nos forces militaires, notre police, n'ont rien à voir. Ce sont les FARC et les FARC qui sont les responsables* ».

TP 28.06.07 10 :

Présentateur : « *Différentes organisations internationales ont qualifié comme cruelle l'action qui, semble-t-il, a été perpétré par le groupe terroriste* ».

Source (représentant de l'ONU en Colombie) : « *alors, je lance un appel comme représentant des Nations Unies à tous les groupes armés, pour arrêter un peu et pour quelque temps la peine de mort qu'ils appliquent à ces victimes qui ne sont pas coupables...* ».

TP 29.06.07 27 :

Présentateur : « *La fondation País Libre a qualifié le dernier événement avec les députés du Valle comme une des politiques d'anéantissement des groupes terroristes des FARC. L'organisation a révélé une étude selon laquelle 20% des personnes kidnappées dans le pays depuis 1996 sont mortes en captivité* ».

Source (conseillère en prévention à País Libre) : « *Nous avons reçu avec beaucoup de douleur et de déception l'assassinat des députés (...) Ceci ne peut pas continuer. Nous avons encore 35 personnes qui sont concernées pas l'accord humanitaire. Mais il y a quelque chose d'important. Selon la statistique officielle, les FARC maintiennent plus de 700 personnes captives dont 35 sont concernées par l'accord humanitaire. Les autres correspondent à des enlèvements d'extorsion, économiques* »

Dans les deux autres unités d'information, la désignation de « groupe terroriste » est directement émise par les journalistes : « *Dans l'opération Montes de Maria, le DAS et la 1ere brigade d'infanterie de la marine ont démantelé le réseau des milices qui était au service du front 37 des FARC (...). Dix membres du groupe terroriste accusés de mener des*

*tâches de renseignement (...) ont été remis aux autorités judiciaires »*⁴⁵⁸. Dans le deuxième cas, le journaliste précise que les manifestants ont « répudié » l'acte commis par le « groupe terroriste ». La façon dont l'énoncé est construit ne permet pas de savoir si les manifestants condamnaient avec virulence uniquement l'acte ou si dans leurs discours, ils accusaient également les responsables en les qualifiant des « terroristes » : « *À la place de Bolivar sont arrivés des proches de personnes kidnappées, des étudiants et des personnalités de la vie nationale qui ont répudié l'acte commis par le **groupe terroriste** et qu'un an en arrière a endeuillé le pays* »⁴⁵⁹. Les quatre personnes interviewées à cette occasion ne parlent pas de « groupe terroriste » dans le reportage.

Un troisième groupe de désignations classées dans la catégorie 'évaluative négative' se réfère aux groupes armés contre-étatiques comme des « kidnappeurs » (CM& : 2 occurrences, *Noticias Caracol* : 3 et *Noticias RCN* : 3). Ce cas de figure concerne deux unités d'enregistrement sur les députés et trois unités relatives à la libération par la police d'un agriculteur « privé de liberté » par la guérilla de l'ELN. Dans ces informations, les 6 occurrences de « kidnappeurs » et « ravisseurs » (*captors*) sont assurées par les journalistes, sans qu'ils proposent des marqueurs de reprise du discours des sources : À *Noticias Caracol*, le présentateur introduit le reportage : « *Le Gaula*⁴⁶⁰ *de la police a sauvé un agriculteur de 58 ans qui avait été plagié par des membres de l'ELN à Nariño il y a 14 jours.* Puis le journaliste en voix off continue : « *les hommes du Gaula sont descendus par ces champs de maïs en s'affrontant avec les **kidnappeurs*** »⁴⁶¹. À *Noticias RCN*, le journaliste clôt le reportage avec les propos suivants : « *quelques ravisseurs ont réussi à s'échapper (...) Deux des **kidnappeurs** ont été arrêtés* »⁴⁶².

À CM&, l'information est donnée sous la forme de brève : « *La police a libéré (...) un agriculteur qui avait été kidnappé il y a 14 jours par des présumés guérilleros de l'ELN. Les **malfaiteurs/kidnappeurs** (« plagiarios ») maintenaient Diomedes Rozo dans une zone rurale de Samaniego. (...) Pour la libération, les **ravisseurs** exigeaient la somme de 200 millions de pesos* »⁴⁶³. Cette manière de nommer le groupe armé, en l'occurrence l'ELN, provient des sources officielles, mais elle est intégrée par les journalistes. Par ailleurs, dans les extraits que ces JT diffusent des discours des sources à propos de cette libération, les téléspectateurs n'entendent pas les policiers parler de « kidnappeurs » ou de

⁴⁵⁸ TP_12.12.07_19.

⁴⁵⁹ TP_18.06.08_2.

⁴⁶⁰ Le Gaula est une section de la police.

⁴⁶¹ Puis, le reportage continue avec des extraits de l'opération militaire dans laquelle la police a libéré l'agriculteur qui était pris en otage.

⁴⁶² RCN_20.06.08_8.

⁴⁶³ CMI_20.06.08_12.

« ravisseurs ». Effectivement, il se peut que ces sources aient désigné les guérilleros de « kidnappeurs », mais que les JT n'aient pas choisi de diffuser ces extraits. Quoi qu'il en soit, il est intéressant de relever l'appropriation, par les journalistes, du lexique de guerre des acteurs armés. Dans les deux unités d'information traitant de la mort des députés, les journalistes de *Noticias Caracol* et de *Noticias RCN* n'utilisent pas non plus de verbes pour introduire le discours rapporté ou des expressions telles que « selon X », « d'après Y » qui suggèrent que la désignation de guérilleros comme de « kidnappeurs » correspondent au discours tenu par la source : « *Chico Muramatsu, entrepreneur japonais a été tué par ses ravisseurs des FARC le jour où ils fêtait ses 55 ans...* »⁴⁶⁴ ; « *alias el cabezón était le chef de kidnapping et d'extorsions (...) Il s'est démobilisé il y a 15 jours des FARC* »⁴⁶⁵.

En résumé, pour désigner les groupes armés contre-étatiques, les journalistes utilisent, le plus souvent, le nom du groupe armé et des expressions utilisées par ces mêmes groupes. Les cas dans lesquels ils emploient des expressions qui se réfèrent à ces groupes comme les responsables de crimes et délits, les journalistes suggèrent, la plupart du temps, aux téléspectateurs qu'ils citent leurs sources. À ce niveau, les journalistes de *Telepáis* s'approprient plus que leurs confrères des autres JT les désignations imposées par les adversaires de ces groupes armés, comme « terroriste ». Enfin, la désignation des membres des guérillas comme des « kidnappeurs » semble également faire partie du vocabulaire que les journalistes ont intégré et énoncent sans citer leurs sources.

13.6.2.7.3.3. Comment les journalistes désignent-ils les paramilitaires ?

À l'instar des guérillas, les images que les JT diffusent dans les informations sur des groupes paramilitaires ne constituent pas nécessairement une désignation dans la mesure où elles proviennent d'archives et ne montrent pas toujours les individus concernés par l'information. Les images d'archives qui représentent les groupes paraétatiques correspondent parfois à des scènes d'entraînements dirigés par le chef, Carlos Castaño⁴⁶⁶ (photogramme 75) et, le plus souvent, aux démobilisations massives de différents groupes paramilitaires appartenant aux *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC) (photogrammes 76 et 77). Dans ce cas, les images font allusion aux groupes paraétatiques sans pour autant désigner un de leurs membres.

⁴⁶⁴ CAR_28.06.07_13.

⁴⁶⁵ RCN_28.06.07_24.

⁴⁶⁶ Mentionné dans le chapitre 4 et dont les JT affirment qu'il a été tué par son frère.



Photogramme 75 :
RCN_27.06.07_11



Photogramme 76 :
RCN_13.06.06_20



Photogramme 77 :
TP_14.06.06_2

Comme pour les négociations avec la guérilla de l'ELN, les médias disposent des images d'actualité des paramilitaires démobilisés dans leurs auditions auprès de la justice (photogramme 78) ou des conférences de presse et interviews de ces ex-combattants réalisées au moment où les discussions avec le gouvernement traversaient une impasse (photogramme 79). Dans le premier cas, l'image désigne l'individu dont le JT parle sans que ces images correspondent à un discours rapporté, dans la mesure où les téléspectateurs entendent la *voix off* des journalistes et non pas les propos du paramilitaire. Dans le deuxième cas, l'image correspond à une marque iconique et sonore du discours direct.

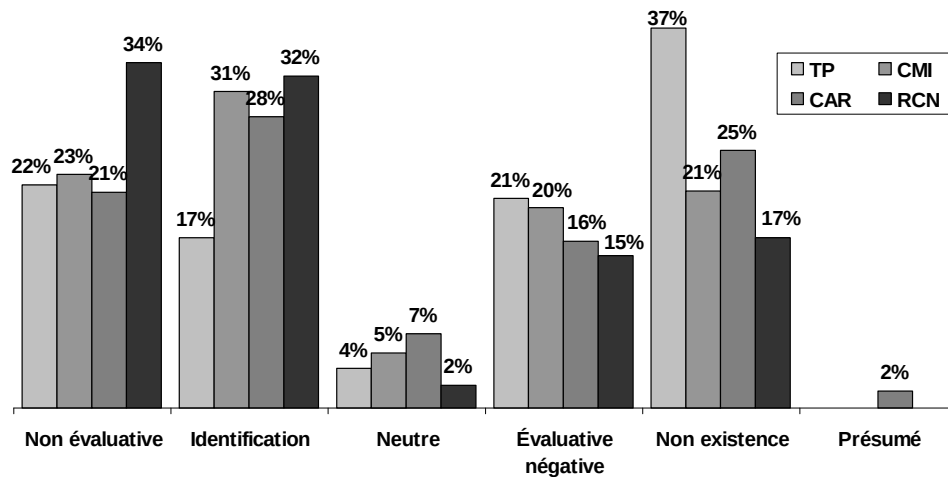


Photogramme 78 :
CAR_11.12.07_26



Photogramme 79 :
RCN_13.06.06_20

Concernant les 613 expressions énoncées par les journalistes pour désigner les groupes paraétatiques, les résultats montrent que ces groupes sont essentiellement présentés comme des ex-paramilitaires : « ex-chef paramilitaire, démobilisés, ex-commandants, groupe démobilisé, autodéfenses démobilisées, réinsérés, ex-combattant », notamment à *Telepáis* (37% des 78 désignations recensées, contre 21% des 184 désignations à *CM&*, 25% des 123 à *Noticias Caracol* et 17% des 228 à *Noticias RCN*). Selon la typologie proposée, deux catégories englobent la moitié de ces désignations : 'identification' (17% à *Telepáis*, 31% à *CM&* et 28% à *Noticias Caracol* et 32% à *Noticias RCN*) et 'non évaluative' (22% à *Telepáis*, 23% à *CM&* et 21% à *Noticias Caracol* et 34% à *Noticias RCN*) : « paramilitaires, chef paramilitaire, autodéfenses, chef, Aigles Noirs, dirigeants, combattants ».

Graphique 42 : Comment sont désignés les paramilitaires par les journalistes ?⁴⁶⁷

Les résultats montrent également que la proportion des désignations classées dans la catégorie 'évaluative négative', qui dépasse les 15% des désignations totales, est plus élevée que dans le cas des forces armées de l'État et des guérillas (graphique 42). Comme pour les guérillas, ces désignations concernent le plus souvent le mot « *alias* » (76 occurrences sur 106 désignations classées dans 'évaluative négative'). Les surnoms des paramilitaires mentionnés dans les informations télévisées peuvent être de plusieurs types. Certains font référence à des traits violents de la personnalité : *alias terror* -terreur-, *alias Jorge pirata* -pirate-, *alias Carlos tijeras* -ciseaux-. D'autres associent l'acteur armé à certains animaux, comme *alias el tigre* -le tigre-, *alias Macaco* -macaque-, *alias el Loro* -le perroquet-, *alias el Iguano* -l'iguane-, *alias el Águila* -l'aigle-. Enfin, quelques surnoms correspondent à des noms : *alias Cuco Vanoy*, *alias Don Antonio*, *alias Ernesto Baez*, *alias Don Berna*, *alias Don Mario* ; ou des choses : *alias tasmania*, *alias arbolito*, *alias el tuso*. Les désignations par l'*alias* sont plus fréquentes pour se référer aux paramilitaires qu'aux guérillas, mais dans le corpus analysé, aucun JT ne propose des commentaires explicatifs ou évaluatifs à propos de ces surnoms.

Dans une moindre mesure, en plus des *alias*, les journalistes désignent négativement les paramilitaires par le biais d'expressions qui évoquent des (ex)-combattants soumis à la justice (3 occurrences) : « chefs emprisonnés, groupes de retenus, le fugitif ». De plus, 13 occurrences parmi les 106 classées dans la catégorie 'évaluative négative' mentionnent les « bandes émergentes ». En effet, au moment où le corpus a été constitué, le phénomène des « bandes émergentes » commençait à surgir dans les discours médiatiques. La manière de se référer à ces groupes ne faisait pas le consensus. Les autorités parlaient de « nouveaux » groupes que les paramilitaires démobilisés avaient

⁴⁶⁷ N = TP : 78, CMI : 184, CAR : 123, RCN : 228 désignations.

constitué pour se consacrer au trafic de drogue. Certaines institutions étatiques et des organisations de défense de droits humains réfutaient ces allégations. Elles soutenaient qu'il ne s'agissait pas toujours de « nouveaux » groupes, mais de groupes paraétatiques qui ne s'étaient pas démobilisés, et que leurs motivations reposaient sur des revendications d'ordre politique et sociale (lutte contre la gauche, les prostitué-e-s, les homosexuels, etc.).

Le JT qui traite le plus de cette question est *CM&* (6 occurrences, contre 3 à *Telepaís*, 2 à *Noticias Caracol* et 2 à *Noticias RCN*). En regardant dans quelle mesure les journalistes, à l'intérieur de ces JT reprennent cette désignation de manière plus ou moins distanciée, force est de constater que les trois occurrences à *Telepaís* correspondent à des citations de sources introduites par des verbes comme « assurer » ou par des modalisations d'emprunt indiquées par des syntagmes prépositionnels comme « selon » : « *Le haut officier [directeur de la police nationale] a assuré que les bandes qui ont décidé de s'organiser criminellement et qui n'ont pas intégré le plan de réinsertion du gouvernement national sont déjà identifiées* »⁴⁶⁸ ; « *L'ombudsman a alerté le gouvernement national à propos du resurgissement de nouveaux groupes armés illégaux* »⁴⁶⁹. Dans cette même information, le journaliste poursuit en ces termes : « *Cordoba, Sucre, Cesar, Magdalena se trouvent parmi les départements dans lesquels les nouveaux groupes armés illégaux sont présents, selon les informations de l'ombudsman* ». En regardant les extraits du discours des sources diffusés par ce JT, il est possible de constater que ces trois citations ne reprennent pas exactement les mêmes expressions énoncées par les sources dans les unités d'information en question. En effet, le directeur de la police et l'ombudsman parlent de « bandes criminelles » et de « groupes armés démobilisés » respectivement.

4 sur 6 désignations classées dans la catégorie 'évaluative négative' et recensées dans le corpus de *CM&* correspondent également à des citations d'une source. Dans une information, la présentatrice dit : « *Ramón Isaza, a révélé dans une audition en version libre que ses fils se sont réarmés et réorganisé les autodéfenses du Magdalena Medio pour confronter le groupe émergent connu comme les Aigles Noirs* »⁴⁷⁰. Dans le même reportage, le journaliste continue : « *la révélation inattendue a été faite dans une audition en version libre dans laquelle Isaza a affirmé (...) que son fils, Oliverio Isaza, connu sous le nom de Terreur, a réarmé un groupe d'autodéfenses dans le Magdalena Medio après sa démobilisation (...) pour faire face au groupe émergent connu comme les*

⁴⁶⁸ TP_14.06.06_2.

⁴⁶⁹ TP_15.06.06_5.

⁴⁷⁰ CMI_12.12.07_2.

Aigles Noirs ». Dans ce cas, l'expression « groupe émergent » est attribuée à la source que les téléspectateurs n'ont pas entendue dans le reportage.

Par contre, lorsque CM& mentionne les actions que ces groupes revendiquent, les journalistes se réapproprient plus souvent l'appellation « groupe/bande émergente » : « Aujourd'hui un pamphlet des **bandes émergentes** qui menacent la région a été connu (...) dans un communiqué émis par un **groupe émergent** qui se fait appeler les nouvelles autodéfenses unies de Colombie du César, il menace 24 citoyens de ce département »⁴⁷¹. Enfin, les deux dernières désignations de ces groupes paraétatiques actifs apparaissent dans le discours et sont introduites par les verbes « révéler » et « confirmer » : « Le directeur de la police, le général Jorge Daniel Castro, a **révélé** que les **25 organisations d'ex-paramilitaires** qui commettent des crimes, ont déjà été repérées »⁴⁷² ; « Le fiscal, Mario Iguarán, a **confirmé** l'existence de **25 nouvelles structures paramilitaires** ». En outre, en parlant de « 25 » groupes, les sources veulent démontrer qu'elles ont une connaissance de la situation et qu'elles peuvent identifier les groupes dont ils s'en occuperont dès à présent.

Dans les JT des chaînes privées, la référence à ces « bandes émergentes » est moindre, on relève deux occurrences dans chaque JT. Les deux occurrences recensées à *Noticias Caracol* reprennent les propos de la source. Pour cela, l'expression « selon » et « des dites » indique aux téléspectateurs que le journaliste cite le propos de sa source : « ... situation qui **selon l'OEA se présente aussi à Bucaramanga, Cúcuta et dans le département du Cesar où le gouverneur est en tête d'une liste de personnes menacées des dites bandes émergentes** »⁴⁷³ ; « **Selon le colonel Fernando Jiménez, commandant de la police à Nariño, le harcèlement a été mené par des membres de bandes émergentes au service du narcotrafic** »⁴⁷⁴. Dans le premier cas, la source parle clairement de « bandes de délinquants ». En effet, le qualificatif « émergent » utilisé par le journaliste comporte une connotation moins négative que celui de « délinquant » employé par la source. De plus, en employant les syntagmes « selon » et « des dites » bandes émergentes, le journaliste prend plus de distance à l'égard de cette appellation.

Les deux occurrences de « bande/groupe émergent » présentes à *Noticias RCN* sont aussi introduites par les termes « selon » et « aux dites », suggérant ainsi que ce sont les sources qui les désignent de la sorte : « la police a occupé à Antioquia 84 propriétés rurales cultivées avec des feuilles de coca. **Selon les autorités, les propriétaires de ces cultures seraient les groupes émergents de paramilitaires dirigés par alias Cuco Vanoy,**

⁴⁷¹ CMI_12.12.07_3.

⁴⁷² CMI_14.06.08_8.

⁴⁷³ CAR_12.12.07_15.

⁴⁷⁴ CAR_14.12.07_18.

el alemán et Daniel Rondón »⁴⁷⁵ ; « L'armée a détruit, près de Rioacha dans la Guajira, un laboratoire pour la production de la cocaïne. Apparemment, le complexe appartenait aux dites bandes émergentes dont les membres appartenaient aux groupes d'autodéfense »⁴⁷⁶. Dans le premier exemple, l'emploi du conditionnel, « ... les propriétaires (...) seraient les groupes émergents... », constitue une marque de distanciation énonciative supplémentaire de la part du journaliste.

Enfin, à propos des désignations porteuses d'une orientation argumentative négative des paramilitaires énoncées par les journalistes, les analyses mettent en exergue le fait que le langage journalistique associe rarement ces groupes aux délits commis. Seuls *CM&* et *Noticias RCN* parlent de « brigands » (*bandoleros*) en citant une source : « Le directeur de la police, le général Jorge Daniel Castro, a révélé que les 25 organisations d'ex-paramilitaires qui commettent des crimes, ont déjà été repérées. L'officier a qualifié ces groupes de brigands (*bandolero*) »⁴⁷⁷ ; et de « homicides » (*victimario*) ou de « narco-paramilitaires ». Dans ces deux derniers cas, le journaliste prend en charge ces désignations : « Ces mitrailleuses, fusils, pistolets et mortiers lancés au feu par les victimes et les homicides (*victimarios*) (...) ne tueront plus »⁴⁷⁸ ; « les révélations du narco-paramilitaire, Ramiro, Cuco Vanoy, continuent. Aujourd'hui, il a raconté qu'il vendait de la coca et a raconté comment il avait commencé à faire partie des autodéfenses »⁴⁷⁹.

Sur un autre plan, l'étude des désignations répertoriées dans la catégorie 'non évaluative' -qui correspondent à celles que les groupes armés utilisent pour s'auto-désigner- fait ressortir des aspects pertinents. En effet, il est possible d'observer que les journalistes accordent une certaine légitimité aux paramilitaires démobilisés par leur façon de parler d'eux : « le démobilisé chef politique des paramilitaires, Ernesto Baez, a réitéré aujourd'hui que le processus de paix avec le gouvernement agonise et a prévenu que s'il n'y pas de clarté dans la sentence de la Cour Constitutionnelle, ils retourneront dans les montagnes »⁴⁸⁰. D'ailleurs, cette reconnaissance leur a permis d'imposer leurs attentes au moment des négociations. Par exemple, lorsque la Cour Constitutionnelle a voulu s'assurer que les négociations avec les paramilitaires ne supposaient pas l'impunité des crimes de lèse-humanité ni l'inattention à l'égard de leurs victimes civiles, les

⁴⁷⁵ RCN_17.06.08_19.

⁴⁷⁶ RCN_14.12.06_31.

⁴⁷⁷ CMI_14.06.08_8.

⁴⁷⁸ RCN_14.12.07_5.

⁴⁷⁹ RCN_27.06.07_11.

⁴⁸⁰ En d'autres termes, reprendre les armes et retourner à la vie clandestine en tant que groupe armé illégal. CMI_13.06.06_4.

paramilitaires démobilisés ont menacé de se réarmer et redevenir un groupe illégal, car « beaucoup de gens préféreront mourir dans les montagnes que de se voir soumis à 50 ans de prison, soumis aussi à l'infamie due au manque de garanties »⁴⁸¹. En diffusant les propos des paramilitaires et leurs arguments, les JT ont permis aux téléspectateurs de comprendre leurs revendications et leurs exigences dans le cadre de ce processus qui a abouti au désarmement d'une des parties du conflit armé.

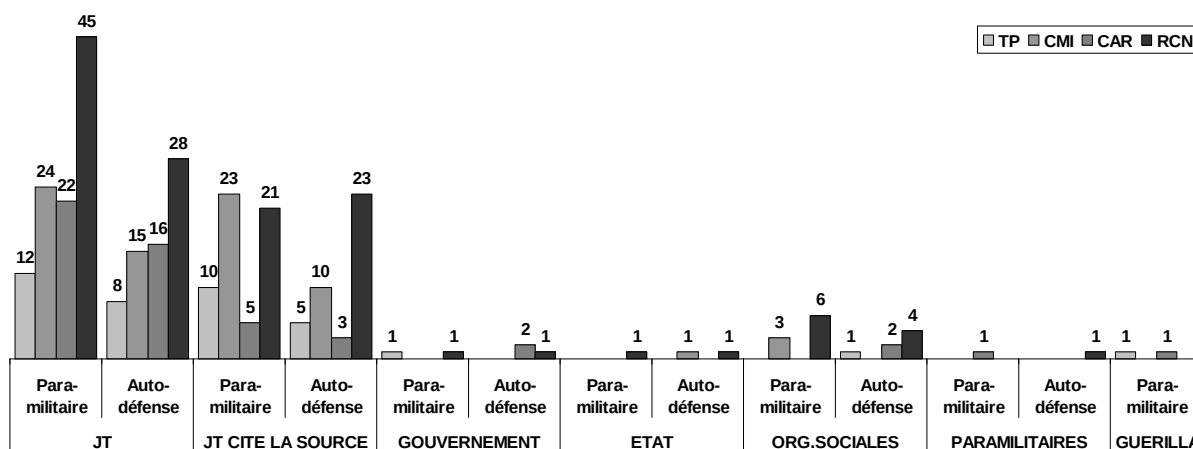
« Paramilitaires » vs. « Autodéfenses »

Dans le groupe de désignations incluses dans la catégorie 'non évaluative', deux expressions méritent une attention particulière. En effet, en Colombie, les groupes paraétatiques peuvent être désignés comme « *paramilitares* » (paramilitaires), le plus souvent, mais aussi comme « *autodefensas* » (autodéfenses). D'ailleurs, le nom des plus importants groupes paraétatiques porte l'appellation « autodéfenses » : *Autodefensas Unidas de Colombia*⁴⁸². Ce terme « autodéfense », dénote sa propre défense et donc, quelque chose de légitime. En revanche, « paramilitaire » renvoie à un secteur non constitutionnel lié de manière illicite aux forces armées de l'État. Malgré cette différence, les deux syntagmes sont employés dans les discours médiatiques avec une légère préférence pour « paramilitaires ». Dans le corpus analysé, « paramilitaire » présente 177 occurrences (*Telepáis* : 24, *CM&* : 50, *Noticias Caracol* : 29, *Noticias RCN* : 74) et celui d'« autodéfense », 121 (*Telepáis* : 14, *CM&* : 26, *Noticias Caracol* : 23, *Noticias RCN* : 58). À l'instar de l'ensemble de désignations des groupes armés légaux et illégaux, « paramilitaire(s) » et « autodéfenses » sont principalement énoncés par les journalistes (« paramilitaire(s) » : 103 occurrences et « autodéfenses » : 67) (graphique 43).

⁴⁸¹ Propos du représentant des paramilitaires démobilisés. CMI_13.06.06_4.

⁴⁸² Ce groupe armé est présenté dans la section 4.2.2.

Graphique 43 : Nombre d'occurrences de « paramilitaires » et « autodéfenses » selon l'énonciateur⁴⁸³



En analysant le contexte dans lequel les expressions apparaissent, il ne semble pas que le sens connoté négativement de « paramilitaire(s) » soit actualisé. Le terme « autodéfenses » apparaît plus fréquemment dans des informations qui donnent le nom des groupes paraétatiques : « Vers 15h de l'après-midi, Willian Salazar Carrascal, alias el Loro, est entré dans l'immeuble de la Fiscalía à Barranquilla dans le but de rendre une version libre [audition] à propos des délits qu'il a commis alors qu'il appartenait au **front Julio Cesar Peinado Becerra des Autodéfenses** »⁴⁸⁴. Le terme « paramilitaire(s) » ressort comme un terme plus générique : « Alias el Iguano a dit en plus que le sous-directeur du DAS, avant d'être nommé dans ce poste, donnait des conférences aux **paramilitaires** dans le cadre d'un cours nommé 'pour quoi est-il licite de tuer des communistes' »⁴⁸⁵. Dans d'autres cas, les deux termes fonctionnent plutôt comme des synonymes : « Bonsoir. Le 5 juillet 1998, 11 jours avant la fin du gouvernement du président Ernesto Samper, l'État a initié des rapprochements formels avec les dirigeants des **paramilitaires** (...) après une réunion au Nudo de Paramillo, les 16 chefs les plus importants des **autodéfenses** ont signé un accord de cinq pages avec les membres du conseil national de paix et des membres de la société civile »⁴⁸⁶.

En résumé, les analyses ne permettent pas de conclure que l'une ou l'autre de ces deux expressions, « paramilitaires » et « autodéfenses », véhicule une appréciation plus ou moins positive ou, au contraire, négative des groupes paraétatiques.

⁴⁸³ N = TP : 24, CMI : 50, CAR : 29, RCN : 74 occurrences de « paramilitaire ». N = TP : 14, CMI : 26, CAR : 23, RCN : 58 occurrences d'« autodéfense ».

⁴⁸⁴ RCN_14.12.06_8.

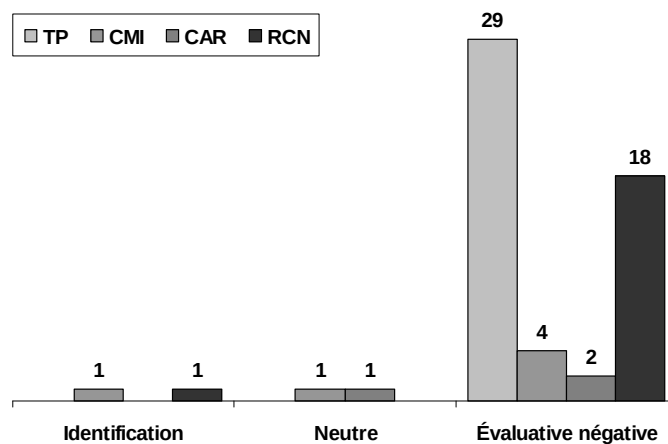
⁴⁸⁵ CMI_17.06.08_3.

⁴⁸⁶ RCN_13.12.06_2.

13.6.2.7.3.4. La désignation des « groupes armés » par les journalistes

L'ambiguïté de l'appellation « groupe armé » dans le contexte du conflit armé en Colombie a déjà été mise en évidence. Cette expression qui s'applique exclusivement aux groupes armés hors-la-loi peut concerner, individuellement ou dans leur ensemble, les FARC, l'ELN, les paramilitaires démobilisés ou actifs et/ou des groupes armés sans revendications politiques. Qu'il s'agisse des uns ou des autres⁴⁸⁷, les journalistes les désignent principalement avec des expressions qui mettent l'accent sur le caractère illégal et violent de ces groupes (*Telepaís* : 29 désignations sur 29, *CM&* : 4 sur 6, *Noticias Caracol* : 2 sur 3, *Noticias RCN* : 18 sur 19 -graphique 44), telles que « *groupe illégal*, *groupe hors-la-loi*, *groupe armé*, *groupe violent* ».

Graphique 44 : Comment sont désignés les groupes armés non identifiés par les journalistes ?⁴⁸⁸



Si l'on examine les 92 occurrences de l'expression « groupe armé » et les éléments que les JT traitent dans les informations dans lesquelles le terme est énoncé, il est possible de constater que, le plus souvent, l'expression s'applique à l'ensemble des acteurs armés irréguliers (16 fois sur 47 à *Telepaís*, 2 sur 6 à *CM&*, 4 sur 13 à *Noticias Caracol* et 12 sur 26 à *Noticias RCN*) qu'aux paramilitaires (11 fois sur 47 à *Telepaís*, 2 sur 6 à *CM&*, 4 sur 13 à *Noticias Caracol* et 2 sur 26 à *Noticias RCN*) ou aux guérillas (7 fois sur 47 à *Telepaís*, 2 sur 13 à *Noticias Caracol* et 2 sur 26 à *Noticias RCN*) (graphique 45), comme en témoigne cet exemple : « *c'est un message clair et indiscutable de rejet des Colombiens à l'utilisation des armes comme un outil d'action politique de la part des groupes armés illégaux* »⁴⁸⁹. Enfin, 28 fois, les JT ne donnent pas des éléments suffisants

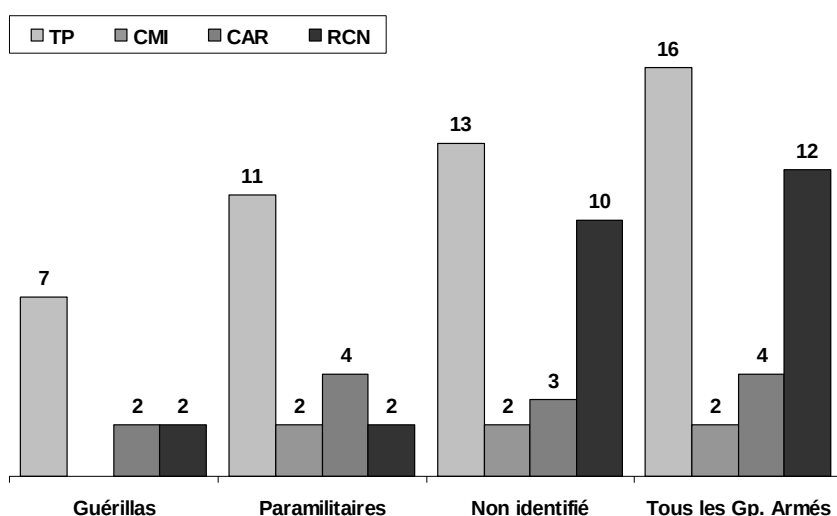
⁴⁸⁷ Cet aspect est analysé par la suite.

⁴⁸⁸ N = TP : 29, CMI : 6, CAR : 3, RCN : 19 désignations.

⁴⁸⁹ CAR_14.12.07_11. Il s'agit d'une information, citée dans d'autres exemples, diffusée lors de la fonte des 18'000 armes rendues par les paramilitaires. Les propos cités correspondent à ceux du président de la Commission de Réparation et ont été entendus par les téléspectateurs juste après ceux du Haut Commissaire

pour établir de quel groupe il s'agit, comme dans cette information : « *Le ministère public a trouvé que l'information enregistrée par le service d'intelligence a violé le droit à l'intimité des membres de l'opposition, des journalistes et des meneurs des groupes armés soumis a des procès judiciaires* »⁴⁹⁰. Qui plus est, même dans les cas où « groupe armé » semble se référer à tous les groupes hors-la-loi, le référent désigné est ambigu. En effet, dans cette information diffusée par *Noticias Caracol*, la source ne précise pas explicitement si elle se réfère aux FARC, à l'ELN, aux paramilitaires démobilisés, aux « bandes émergentes », à tous ces groupes, ou à une partie d'entre eux.

Graphique 45 : Quel(s) acteur(s) armé(s) désigne l'expression « groupe armé » ?⁴⁹¹



La question peut se révéler délicate, lorsque des sources ou des journalistes parlent de « groupes armés » en ne se référant qu'à un seul acteur armé. À titre d'exemple, dans un reportage diffusé par *Telepaís* le 13 juin 2006, le présentateur affirme que : « *Dans la capitale du pays, les groupes armés paient des mineurs pour mener des activités au service de ces organisations illégales. La plainte a été formulée par des ONG à Bogotá* ».

En diffusant cette information, le JT suggère que tant les groupes contre-étatiques que paraétatiques pourraient être concernés par cette dénonciation. Nonobstant, lorsque le JT laisse parler la source (le directeur d'une ONG nommée Diakonie), ses propos sont plus précis : « *nous savons que l'offre dépend des activités assumées par les enfants et les jeunes qui peuvent être de simples informateurs jusqu'à des tueurs à gage. 100'000 pesos pour être informateur et 400'000 pour faire du nettoyage social, comme ils l'appellent (...)* Nous savons que dans ces structures, qui s'appellent *autodéfenses*, il y a beaucoup de

pour la paix qui affirmait que : « *seule la force publique colombienne, uniquement nos soldats et policiers ont le droit, ils ont tout le soutien pour porter les armes légitimes* ».

⁴⁹⁰ CAR_25.06.07_6.

⁴⁹¹ N = TP : 47, CMI : 6, CAR : 13, RCN : 26 désignations.

groupes de délinquants. Il est impossible de vérifier qui est qui à ce moment »⁴⁹². Ici, la source sous-entend qu'il s'agit des « groupes d'autodéfense », mais que dans certains cas, il s'avère difficile de savoir avec exactitude à qui on a affaire. Pour le JT, parler de « groupe armé » permet de désigner un responsable, sans pour autant l'identifier clairement. Pour les sources, il s'agit aussi d'une stratégie de protection, de façon à ne pas subir les éventuelles représailles des groupes rendus responsables.

Dans d'autres informations, la stratégie semble occulter l'existence des groupes paramilitaires après les démobilisations : « *Préoccupé s'est montré l'ombudsman alors qu'il révélait que le nombre de victimes du conflit armé en Colombie est proche de 2'000'000. L'institution a demandé aux **groupes armés** de ne pas entraîner la population civile dans leurs actions bellicistes* ». Après cette introduction faite par le présentateur de *Telepáis*, le journaliste poursuit en précisant d'autres faits : « *à l'occasion de la journée internationale des droits humains, l'ombudsman a profité pour lancer un appel aux **groupes en armes** et leur demander de laisser la population civile en dehors du conflit* ». Ensuite, lorsque la source s'exprime à l'écran, l'ombudsman soutient que : « *de **nouvelles structures armées** sont apparues qui, de notre point de vue, sont directement liées aux secteurs du trafic de drogue* »⁴⁹³. D'une part, il parle de « nouvelles structures », ce qui suggère que les « bandes émergentes » sont impliquées. D'autre part, il affirme que ces nouvelles structures sont liées au trafic de drogue, ce qui présuppose que l'accusation pourrait concerner exclusivement des groupes dédiés à ce commerce illicite et que les guérillas et les paramilitaires démobilisés pourraient ne pas être concernés par cette accusation.

À propos de l'ambiguïté que les JT peuvent susciter avec la désignation des groupes hors-la-loi, il faut également mentionner le cas de *Telepáis* qui, dans le corpus analysé, présente 4 occurrences de l'expression « groupe insurgé ». La signification de cette expression dans le dictionnaire mais aussi dans le contexte colombien s'associe à l'action de s'insurger contre un pouvoir politique établi en prenant les armes. Pour cette raison, l'expression « groupe insurgé » s'utilise, en général, pour se référer aux guérillas qui, dans leur discours revendiquent le renversement du pouvoir établi. Par contre, les paramilitaires ne sont pas désignés avec ce terme, car ils ne cherchent pas à renverser le pouvoir, mais à le défendre des guérillas. En dépit de cela, dans deux informations, *Telepáis* parle des « groupes insurgés », suggérant ainsi qu'il s'agit essentiellement des guérillas, alors que les sources, l'ombudsman dans une information et le commandant des forces militaires dans l'autre, évoquent (dans les mêmes extraits diffusés par le JT) de

⁴⁹² TP_13.06.06_4.

⁴⁹³ TP_10.12.07_13.

« nouvelles structures » liées au « narcotrafic » et « des organisations hors-la-loi »⁴⁹⁴. De plus, les JT a construit son discours en utilisant de verbes introducteurs comme s'il citait la source : « *l'ombudsman a assuré que le chiffre de personnes qui ont dû fuir de leurs maisons, victimes de la violence, se rapproche de 2'000'000 et que la plupart sont menacées par de nouveaux groupes insurgés* »⁴⁹⁵ ; « *Le haut officier a révélé que les groupes insurgés recrutent des mineurs pour les utiliser comme boucliers humains dans les confrontations armées* »⁴⁹⁶. Cette façon de transmettre l'information peut influencer la lecture et la compréhension sur la situation des enfants dans la guerre et révèle la subtilité avec laquelle les professionnels de l'information peuvent exprimer des positions partisans.

13.6.2.7.4. Acteurs armés « terroristes » et « actes terroristes »

Ce dernier exemple a été choisi pour appréhender la manière dont les professionnels de l'information désignent les groupes armés. Cet angle d'approche permet d'introduire un dernier cas qui illustre la distanciation par rapport à, et l'appropriation de certains termes employés par les journalistes, notamment celui de « terroriste(s) » qui peut qualifier soit les groupes armés illégaux, soit leurs actions⁴⁹⁷. À ce sujet, il convient de rappeler que les manuels, rédigés par les journalistes, et qui édictent des règles garantissant un travail informatif conforme aux principes professionnels⁴⁹⁸, stipulent que le terme « terroriste » ne doit pas être utilisé pour se référer aux acteurs armés. La seule utilisation du terme « terroriste » que les journalistes s'autorisent est celle qui désigne des actes précis.

Dans le corpus, 75 occurrences du mot « terroriste(s) » ont été recensées (*Telepaís* : 24, *CM&* : 16, *Noticias Caracol* : 7, *Noticias RCN* : 28), dont 45 occurrences s'appliquent aux groupes armés et à leurs membres et 30 à leurs actions. Parmi les 45 qui désignent les groupes irréguliers, 23 sont énoncées par les sources. Des 22 occurrences énoncées par les journalistes, la grande majorité (18), correspond à des discours rapportés. Seul *Telepaís* présente 4 occurrences de « terroristes » formulées par les journalistes. Quant aux 30 occurrences du terme « terroriste » pour désigner des actions, 12 proviennent des citations du discours de la source, 7 sont énoncées directement par les

⁴⁹⁴ Ce dernier cas qui concerne une information dans laquelle les FF.MM. dénoncent le recrutement d'enfants par des « organisations hors-la-loi » est analysé par la suite.

⁴⁹⁵ TP_10.12.07_13.

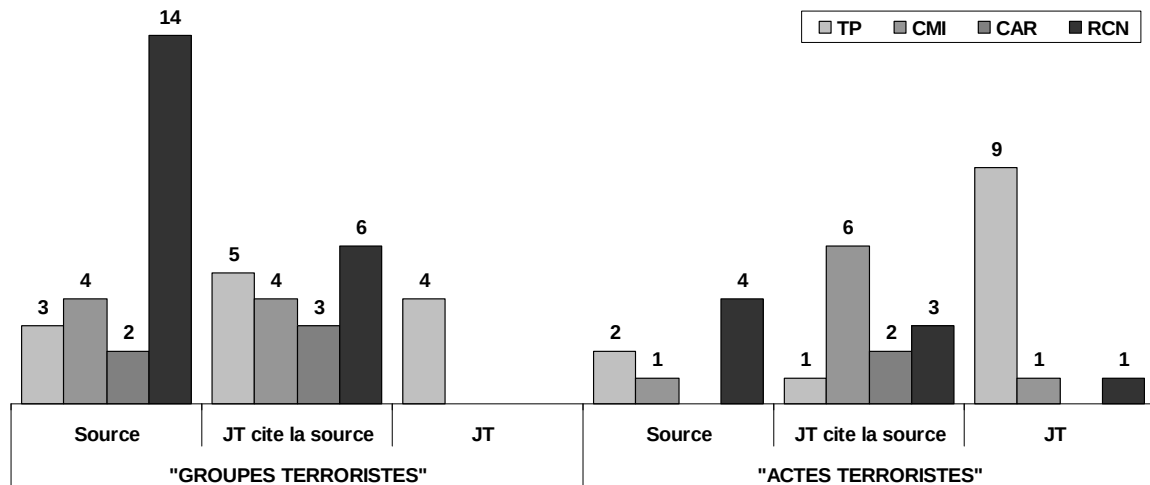
⁴⁹⁶ TP_10.12.07_7.

⁴⁹⁷ Les exemples mentionnés ci-dessus concernaient exclusivement la désignation des groupes contre-étatiques. Dans cette section, l'analyse englobe tous les cas dans lesquels le terme « terroriste(s) » est employé.

⁴⁹⁸ Se reporter au chapitre 7.

sources et 11 sont prises en charge par les journalistes. Dans ce dernier cas, c'est *Telepaís* qui utilise le plus souvent le terme (9 fois sur 11) (graphique 46).

Graphique 46 : Qui parle d'actes « terroriste(s) » et de groupes « terroriste(s) » ? Les JT ou les sources ?⁴⁹⁹



Par ailleurs, concernant les différents JT, il importe de souligner deux tendances qui les caractérisent. La première concerne *Noticias RCN* qui est le JT à avoir diffusé plus de séquences dans lesquelles les sources et tout particulièrement le président de la République et les forces armées de l'État utilisent « terroristes » pour parler de la guérilla des FARC, notamment lors de l'annonce de la mort des députés. Lors de cet événement, le président a donné une allocution télévisée dont tous les JT nationaux ont repris différents extraits dans leurs émissions du soir. Les extraits diffusés par *Noticias RCN* sont ceux dans lesquels le mot « terroriste » est plus fréquent que dans les extraits diffusés par les autres JT :

« Le gouvernement accuse **le groupe terroriste des FARC** de l'assassinat des députés dont la mort a été rapportée par la même organisation criminelle (...) La mort des kidnappés, sans guérilléros abattus, sans soldats assassinés et blessés montre qu'il n'y a pas eu un feu croisé et que **les terroristes des FARC** veulent occulter le crime de lèse humanité (...) Les émissaires européens qui, autorisés par le gouvernement, cherchent l'accord humanitaire, ont eu une réunion avec **le terroriste des FARC, Raúl Reyes**, durant la troisième semaine de juin de cette année (...) Nous demandons à la communauté internationale de condamner fermement **le groupe terroriste des FARC**. Dans la douleur pour les victimes et ses familles, nous appelons au soutien de la population qui a été le pilier de la sécurité démocratique »⁵⁰⁰.

⁴⁹⁹ N = TP : 12, CMI : 8, CAR : 5, RCN : 20 occurrences de « terroriste(s) » pour désigner un groupe ou un individu.

N = TP : 12, CMI : 8, CAR : 2, RCN : 8 occurrences de « terroriste(s) » pour désigner des actes.

⁵⁰⁰ RCN_28.06.07_3.

La deuxième tendance qui a déjà été mentionnée, concerne *Telepaís*, seul journal télévisé à parler de « terroriste » pour désigner les acteurs armés sans citer les sources : « ... Le DAS et (...) la marine ont démantelé le réseau des milices qui était au service du front 37 des FARC et qui ont commis des crimes à Sucre et à Bolivar. Dix membres du **groupe terroriste** accusés de réaliser des activités d'intelligence pour mener des attentats contre la force publique ont été accusés, dont six ont été remis aux autorités »⁵⁰¹. Le JT utilise aussi ce terme pour désigner les actes de ces acteurs armés : « Après les **attentats terroristes** perpétrés par la guérilla des FARC au sud-occident colombien, le président de la République, Álvaro Uribe, a rejeté énergiquement les faits et a condamné les actes perpétrés par le groupe insurgé dans lesquels plusieurs personnes ont perdu la vie »⁵⁰².

Les différents éléments recueillis et examinés, permettent de constater que « terroriste » est un terme essentiellement utilisé par le gouvernement et ses forces armées pour désigner la guérilla. Les journalistes, excepté ceux de *Telepaís*, utilisent l'expression uniquement lorsqu'ils citent leurs sources. En fait, même si, dans les manuels de style, l'expression « actes terroristes » est préférée à celle de « groupes armés terroristes », la présence de ces deux expressions dans le discours d'information demeure minoritaire.

Pour conclure, l'analyse de la manière dont les professionnels de l'information s'approprient du/ou se distancient par rapport au lexique de guerre que les acteurs en conflit tentent d'imposer lorsqu'ils ont accès aux médias de masse en tant que sources, les quatre exemples traités⁵⁰³ montrent que le positionnement des journalistes peut varier selon les circonstances. Proportionnellement, les professionnels de l'information demeurent distanciés à l'égard du lexique portant des enjeux stratégiques lorsqu'il s'agit de désigner les acteurs armés. Toutefois, il n'est pas possible de confirmer que chaque fois qu'un JT présente ses propos comme du discours repris des sources, celles-ci aient utilisé les mêmes désignations. D'ailleurs, quelques exemples cités montrent que ce n'est pas toujours le cas. De nombreuses citations inexactes ont été constatées. Pourtant, il est vrai que les JT sélectionnent seulement une partie des discours des sources. S'agissant de civils, victimes de groupes armés opposés aux forces armées de l'État, les journalistes

⁵⁰¹ TP_12.12.07_19.

⁵⁰² TP_25.06.07_2. Cette information concerne les attentats à Buenaventura quelques jours avant l'annonce de la mort des députés.

⁵⁰³ La désignation des personnes « privées de liberté » par les guérillas, les prises de position de la présentatrice de la section politique de *Noticias Caracol* contre la mainmise des sources officielles, la désignation des acteurs armés par les journalistes et l'utilisation du terme « terroriste » dans les informations à propos du conflit armé.

s'approprient plus facilement des désignations imposées par les sources. Ce lexique oriente les téléspectateurs vers une appréciation négative de ces groupes. Enfin, les prises de position critiques à l'égard des sources sont très rares dans les émissions des JT. La seule qui a été recensée dans le corpus a été formulée de façon assez atténuée.

13.7. (Dé)légitimer la violence politique armée

Les résultats présentés jusqu'ici confirment qu'une des parties en conflit, les acteurs étatiques et les représentants du gouvernement du président Álvaro Uribe, bénéficient d'un accès plus important aux médias. Au regard de la littérature portant sur la communication de guerre⁵⁰⁴ (Géré, 1997 ; Mandron, 1992 ; Mercier, 2004a, 2004b ; Modoux, 2001 ; Prestat, 1992), il est possible de déduire que ces acteurs, dans leur rôle des sources journalistiques, cherchent à diffuser par les médias de masse les messages qui soutiennent leur cause et qui, en même temps, sont critiques vis-à-vis de la cause des adversaires. D'où l'importance de s'interroger sur ces pratiques de communication de guerre dans les discours d'information des télé-journaux, et sur la manière dont les journalistes se positionnent par rapport à ces sources. Pour cela, l'analyse porte sur des extraits du corpus. Il s'agit d'examiner des indicateurs qui suggèrent la mise en place des opérations psychologiques par les acteurs armés à travers les médias télévisés d'information. Cette question est ainsi corrélée, d'une part, à celle des moyens élaborés par les acteurs du conflit pour justifier le recours à la violence et, d'autre part, à celles des moyens que les professionnels de l'information mettent en œuvre pour produire des discours « objectifs ».

13.7.1. Reconnaissance des acteurs armés

La violence que chaque acteur armé exerce dans le cadre du conflit armé et les motivations qui s'y rattachent peuvent être plus ou moins perceptibles pour les téléspectateurs. En effet, cela fluctue en fonction de la visibilité des acteurs armés dans les médias d'information et de la manière dont ils se désignent ou sont désignés par leurs adversaires. À propos de la visibilité, elle peut être directe, si les téléspectateurs voient et entendent à l'écran les acteurs armés, ou bien indirecte, si ce sont les journalistes ou les sources qui en parlent.

13.7.1.1. Acteurs armés : source et sujet des informations

Les résultats mentionnés dans la section 13.6.2.3. mettent en exergue que les sources officielles prédominent. En conséquence, il est nécessaire d'examiner la visibilité

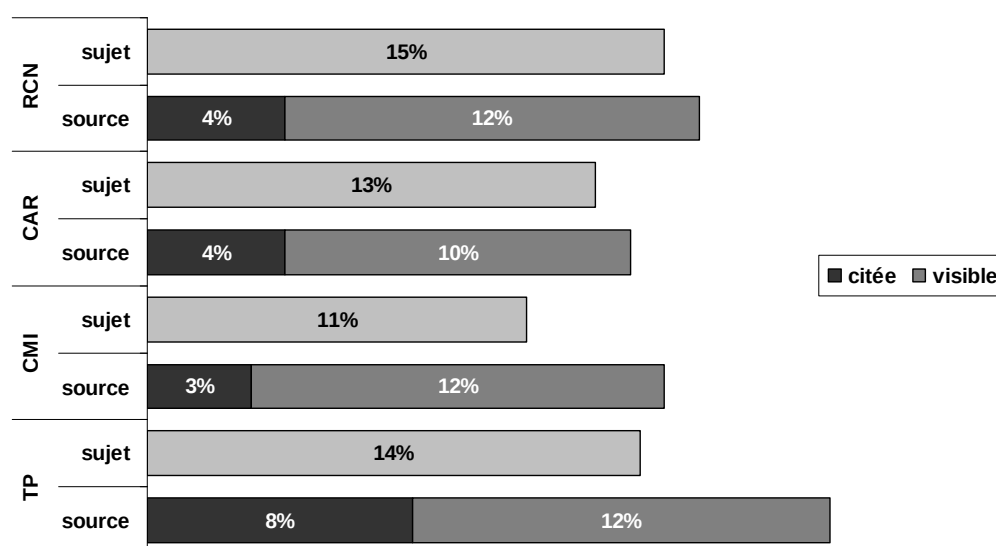
⁵⁰⁴ Cette question est traitée dans la section 9.4.

directe et indirecte de tous les acteurs armés en comparant le nombre d'unités d'information dans lesquelles les acteurs sont le sujet de l'information avec le nombre d'unités dans lesquelles ils sont la source visible ou citée⁵⁰⁵, ceci dans le but de déterminer si les acteurs armés les plus sollicités comme sources par les JT correspondent aux acteurs armés dont les médias parlent le plus souvent.

13.7.1.1.1. Les forces armées étatiques

Les résultats confirment que les forces armées de l'État sont le plus souvent des sources (visibles et citées) que des sujets traités par l'information. En plus de l'armée et la police, l'armée de l'air et la marine sont sollicitées en tant que sources dans 15% à 20% des 452 unités d'enregistrement analysées. Le plus souvent, ces acteurs armés étatiques s'expriment à l'écran. Les téléspectateurs les voient et les entendent dans 12% des 91 unités d'information de *Telepaís*, 100 unités de *CM&*, 170 unités de *Noticias RCN* et dans 10% des 91 unités de *Noticias Caracol*. La proportion d'unités d'enregistrement dans lesquelles les JT parlent des acteurs armés étatiques n'est pas remarquablement différente (*Telepaís* : 14%, *CM&* : 11%, *Noticias Caracol* : 13%, *Noticias RCN* : 15%). La différence la plus notable entre les JT demeure le nombre plus élevé d'unités d'enregistrement dans lesquelles *Telepaís* cite les forces armées de l'État (8%, contre 3% à *CM&* et 4% à *Noticias Caracol* et *Noticias RCN* -graphique 47). Comme cela a été mentionné, le JT élabore souvent ses informations sur la base des communiqués de presse et des dépêches, ce qui explique cette différence.

Graphique 47 : Forces armées de l'État. Sujet et source des informations⁵⁰⁶



⁵⁰⁵ Si dans une même unité d'information, deux, ou plus, acteurs représentant le même groupe armé (un soldat et un colonel, par exemple) jouent le rôle de source, l'unité est catégorisée une seule fois dans cette variable.

⁵⁰⁶ N = TP : 91, CMI : 100, CAR : 91, RCN : 170 unités d'information.

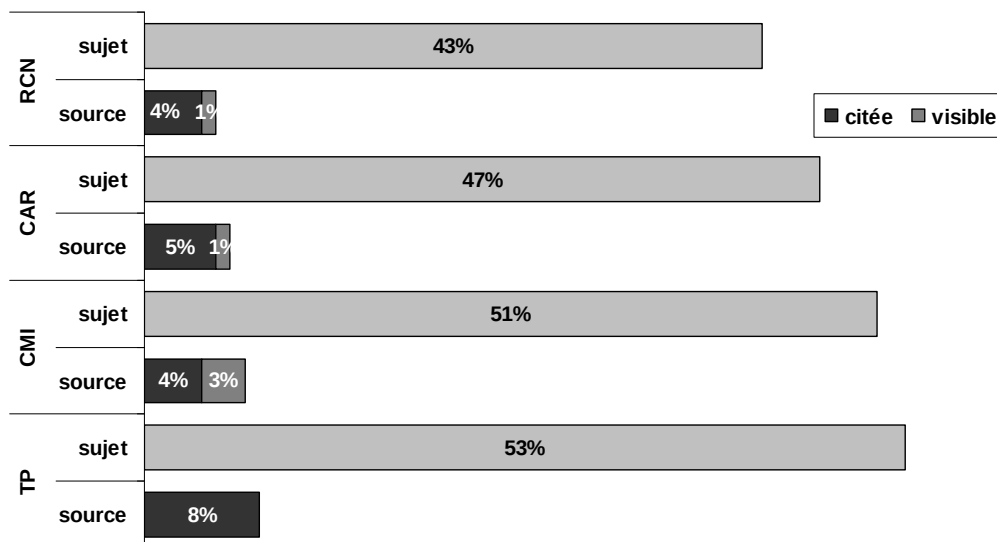
13.7.1.1.2. Les guérillas

Pour les acteurs armés illégaux, les différences sont plus prononcées. L'ELN et surtout Les FARC sont les acteurs armés dont les télé-journaux parlent le plus fréquemment, environ la moitié des unités d'enregistrement analysées se rapportent à ces acteurs contre-étatiques :

- *Telepaís* : 53% des 91 unités d'information,
- *CM&* : 51% des 100 unités d'information,
- *Noticias Caracol* : 47% des 91 unités d'information,
- *Noticias RCN* : 43% des 170 unités d'information.

D'ailleurs, les différentes données recueillies font apparaître la prédominance du mot « FARC ». Ce vocable est le plus récurrent de tout le corpus avec 547 occurrences, suivi du mot « *diputados* » (députés) avec 296 occurrences⁵⁰⁷. À l'opposé, les guérillas sont très rarement sollicitées en tant que sources par les journalistes. Les FARC et l'ELN, pour leur part, sont de sources visibles uniquement dans trois JT (*CM&* : 3% des unités analysées, *Noticias Caracol* : 1%, *Noticias RCN* : 1%). Les téléspectateurs de *Telepaís* n'ont pas entendu s'exprimer à l'écran un représentant des acteurs armés contre-étatiques. Les guérillas sont un peu plus citées en tant que sources, mais la proportion d'informations ne dépasse pas 5%, dans ces mêmes trois JT (*CM&* : 4%, *Noticias Caracol* : 5%, *Noticias RCN* : 4%) et arrive à 8% à *Telepaís* (graphique 48).

Graphique 48 : Guérillas. Sujet et source des informations⁵⁰⁸



⁵⁰⁷ Pour établir la fréquence des mots, les conjonctions, les prépositions, les articles n'ont pas été pris en compte.

⁵⁰⁸ N = TP : 91, CMI : 100, CAR : 91, RCN : 170 unités d'information.

Pour ce qui est de *Noticias Caracol*, la guérilla est une source visible dans une information qui traite des négociations entre l'ELN et le gouvernement. Le reportage mentionne la possibilité d'un cessez-le-feu et la libération des personnes « retenues »⁵⁰⁹ par le groupe armé. À *Noticias RCN*, il y a trois unités d'information dans lesquelles des membres des guérillas sont entendus par les téléspectateurs, dont deux concernent également les négociations avec l'ELN et une concerne les FARC. Cette dernière qui traite de la mort des députés, correspond à des images d'archives d'un guérillero des FARC. Il s'agit d'un court extrait dans lequel le guérillero identifié comme *alias el flaco* mentionne une dispute avec l'ELN⁵¹⁰. Un deuxième extrait diffusé dans le même reportage se rapporte à l'interview d'un homme présenté, par le JT, comme un guérillero démobilisé des FARC. Concernant la mort des députés, il soutenait que « ... les FARC les aurait réuni et les aurait tués ».

Dans ce sens, il n'y a que *CM&* qui laisse entendre un membre « actif » des FARC interviewé le jour même où le reportage est diffusé. Il s'agit d'un homme que les autorités venaient d'arrêter et de présenter aux médias. Dans ses propos, l'homme reconnaît et revendique son appartenance au groupe armé (tableau 24). Cette information demeure assez exceptionnelle dans le corpus, non seulement parce qu'il s'agit de la seule unité analysée rapportant des victoires militaires revendiquées par les FF.MM. dans laquelle la personne capturée est entendue par les téléspectateurs, mais aussi parce qu'il s'agit d'un guérillero. En effet, dans aucune autre unité d'information traitant des captures présentées par les forces armées de l'État, les personnes arrêtées ne s'expriment à l'écran. Comme cela est mentionné dans le chapitre 7, et grâce à la mesure prise pendant le gouvernement du président Ernesto Samper (1994-1998), l'État colombien, à travers la Commission Nationale de Télévision, contraint les médias de masse à ne pas diffuser les communiqués et autres messages des guérillas en argumentant la nécessité de ne pas rendre service au « terrorisme » (Arias, *et. al.*, 2003 ; Barbero, 1999 ; Bonilla, 2001 ; CNTV, 1997 ; Estrada, 2001). De plus, il a également été mentionné qu'un groupe de propriétaires des médias revendique son parti pris en faveur du gouvernement, puisque c'est le seul acteur légitime dans le conflit (López, 2005 ; Sierra, 2001). Enfin, le gouvernement et les forces armées de l'État n'approuvent pas que les médias donnent la parole aux « terroristes », autrement dit à leurs adversaires (Barbero, 1999 ; Bonilla, 2002 ; PAN, 2004). En résumé, pour parler des guérillas, les JT ne sollicitent pas leurs membres, mais leurs ennemis.

⁵⁰⁹ À propos de cet événement, des exemples ont déjà été évoqués dans la section qui analyse la manière dont les personnes « privées de liberté » sont désignées (section 13.6.2.7.1).

⁵¹⁰ RCN_28.06.07_24.

Tableau 24 : Extrait de l'information diffusée par CM& le 20 juin 2008

Guérilléro capturé	Je suis un combattant, je lutte pour mon pays, pour ma patrie. C'est ça que je fais ... [un journaliste pose une question sur Araujo ⁵¹¹] A Araujo? Oui, je l'ai vu à l'occasion
Carlos Arturo Leones - alias 'Daniel King' Capturado	Yo soy un luchador, yo estoy luchando por mi país, por mi patria. Eso es lo que estoy haciendo. / A Araújo? Sí, yo lo vi en alguna ocasión
	

13.7.1.1.3. Les paramilitaires

Dans une moindre proportion que les guérillas, les paramilitaires sont plus souvent le sujet dont les informations télévisées traitent qu'une des sources interviewées par les journalistes. Environ un quart des 452 unités d'enregistrement analysées traitent des paramilitaires :

- *Telepaís* : 21% des 91 unités,
- *CM&* : 27% des 100 unités,
- *Noticias Caracol* : 21% des 91 unités,
- *Noticias RCN* : 26% des 170 unités.

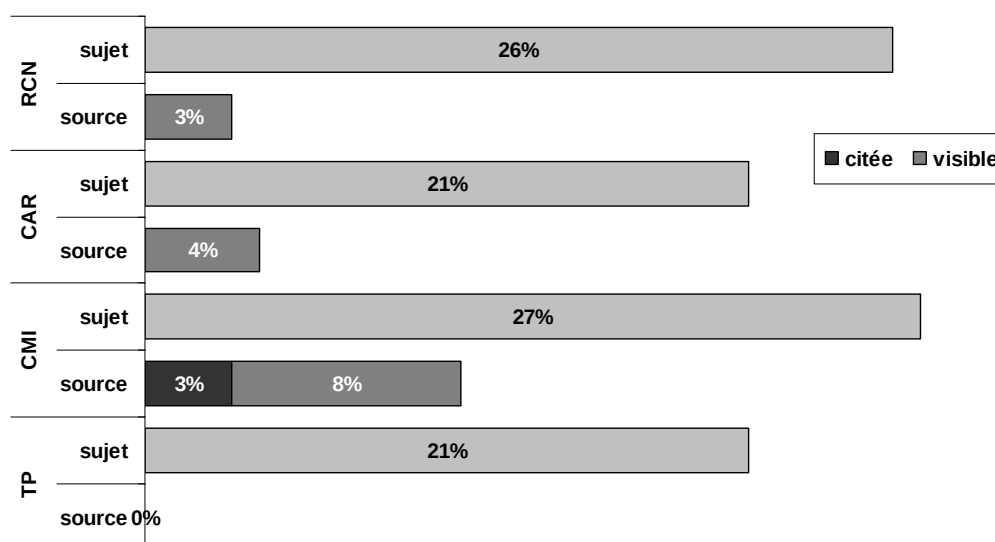
À la différence des guérillas, les paramilitaires sont plus souvent des sources visibles, notamment en raison du fait qu'ils sont des ex-combattants. Dans la période qui correspond à cette analyse, ils commençaient à avouer leurs crimes dans les auditions organisées par la *Fiscalía* et les journalistes pouvaient, de ce fait les interviewer.

Dans les JT des chaînes privées, les paramilitaires n'apparaissent pas comme des sources citées. Lorsque les journalistes de ces deux télé-journaux les ont sollicités, ils les ont montrés à l'écran (sources visibles). *CM&* est le JT qui sollicite le plus souvent les membres des groupes paramilitaires en tant que sources (graphique 49). En revanche, *Telepaís* n'a aucune information dans laquelle le JT cite ou sollicite des représentants des paramilitaires. Pour couvrir les informations traitant des paramilitaires démobilisés et des

⁵¹¹ Fernando Araujo était un des politiciens que les FARC avait « privé de liberté ». Il a réussi à s'échapper, en 2006, après six ans de captivité. Par la suite, il a été nommé ministre des Affaires Étrangères. Actuellement, il est à la tête du parti conservateur.

« bandes émergentes », le JT fait appel aux sources officielles et aux organisations sociales qui faisaient office d'intermédiaires entre les ex-combattants et le gouvernement.

Graphique 49 : Paramilitaires. Sujet et source des informations⁵¹²



13.7.1.2. Comment sont désignés les acteurs armés légaux et illégaux par ces mêmes acteurs armés ?

Pour continuer à examiner la manière dont les informations médiatisées pourraient révéler des pratiques de communication de guerre, ce sont les expressions que les acteurs armés utilisent pour se désigner et pour désigner leurs adversaires qui sont aussi analysées. À cet effet, il faut préciser que seuls les extraits que les JT choisissent de diffuser dans leurs reportages peuvent être observés. Même si quantitativement les désignations énoncées par les acteurs armés sont peu nombreuses, elles font partie des aspects que les acteurs armés mobilisent pour construire une image positive d'eux-mêmes tout en véhiculant une image négative de l'adversaire dans le cadre des opérations psychologiques⁵¹³.

13.7.1.2.1. Comment les forces armées de l'État désignent les acteurs armés ?

Étant donné que les représentants des forces armées de l'État accèdent plus facilement aux médias, le nombre de désignations qu'ils énoncent est plus élevé que celles émises par les acteurs armés hors-la-loi à travers les JT (96 désignations, contre 17 énoncées par des guérilleros et 20 énoncées par des paramilitaires démobilisés).

⁵¹² N = TP : 91, CMI : 100, CAR : 91, RCN : 170 unités d'information.

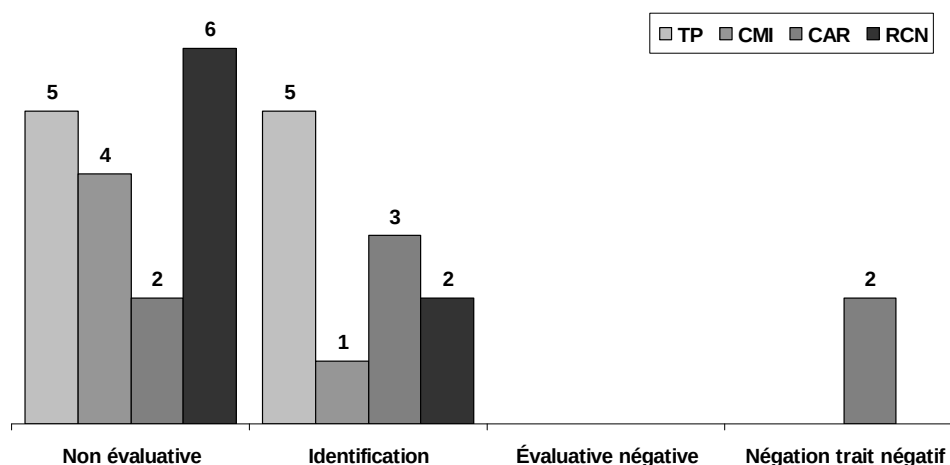
⁵¹³ Ces opérations sont présentées dans la section 9.4.

Comparativement, les FF.MM. se réfèrent la plupart du temps aux guérillas (48 désignations) et moins souvent aux paramilitaires (12 désignations), aux groupes armés irréguliers (6 occurrences) et à eux-mêmes (30 occurrences). Lorsque les policiers et les militaires parlent des FF.MM., ils nomment la force armée en question : « armée nationale, la police métropolitaine, les forces militaires de la Colombie, le *gaula* de la police » (11 occurrences dont 5 à *Telepaís*, 1 à *CM&*, 3 à *Noticias Caracol* et 2 à *Noticias RCN*), ou bien ils utilisent des expressions telles que « policiers, troupes, brigade, force publique » (17 occurrences dont 5 à *Telepaís*, 4 à *CM&*, 2 à *Noticias Caracol* et 6 à *Noticias RCN*) (graphique 50). Dans une perspective de stratégie, les acteurs armés étatiques sont soucieux de l'image qu'ils véhiculent auprès de la population, ils veillent à soigner leur discours et évitent toute expression ou sous-entendu qui pourrait desservir ou nuire à leur image.

Précisément, dans un reportage de *Noticias Caracol* traitant du procès contre 144 militaires pour le vol d'une grosse somme d'argent⁵¹⁴ appartenant aux FARC, les téléspectateurs entendent des extraits d'archives, datant de 2003, dans lesquels deux soldats réfutent les propos que « l'on » tient à leur égard : « *nous ne sommes pas de délinquants comme vous le dites* » et « *une fausse image a été créée à notre sujet, que soi-disant nous sommes des personnes avec beaucoup d'argent, ce qui n'est pas vrai* »⁵¹⁵. L'emploi de négations constitue une marque discursive indiquant la présence de deux discours : l'un qui accuse les militaires et l'autre qui les défend. Pour les journalistes, il s'agit d'une façon de mettre en scène un discours neutre dans lequel il y a une partie qui estime que les militaires sont coupables et une autre qui se demande si les militaires sont coupables d'avoir volé de l'argent qui, somme toute, appartient à une organisation illégale.

⁵¹⁴ Dans cette information, *Noticias Caracol* parle de plus de 40 milliards de pesos que la guérilla des FARC avait enterrés dans la forêt et qu'un groupe de militaires avait trouvés par hasard. La somme équivalait plus ou moins à 23 millions de francs suisses (16 millions d'euros). CAR_12.06.06_1.

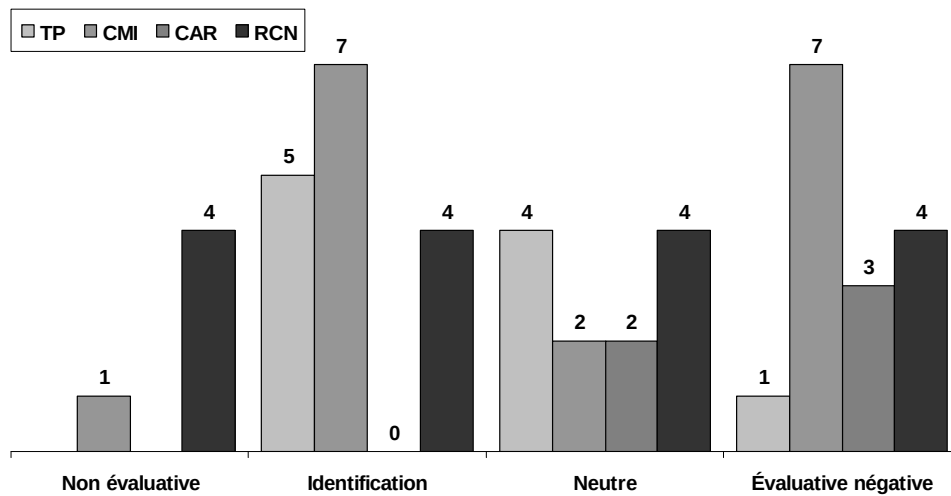
⁵¹⁵ CAR_12.06.06_1

Graphique 50 : Comment les représentants des forces armées de l'État se désignent ?⁵¹⁶

En revanche, lorsque des représentants des forces armées de l'État parlent des FARC et de l'ELN, leur stratégie consiste, premièrement, à bien identifier le référent, 16 désignations sur 48 servent à nommer les groupes contre-étatiques (« Les FARC, Ivan Marquez, le front 29 des FARC, Juan Francisco Gamboa »), et deuxièmement, à les discréditer en utilisant des expressions à connotations négatives : « bandits, délinquants, criminels, *cabecilla* (meneur), groupes hors-la-loi, groupes terroristes » (15 occurrences). Ces expressions associent l'action des groupes contre-étatiques à des activités illégales dont la motivation n'est aucunement d'ordre idéologique. De plus, dans les extraits choisis par *Noticias Caracol*, aucun policier ou militaire ne se réfère aux guérillas ou aux guérilleros avec leur nom. De la même manière, *Telepáis* et *Noticias Caracol* n'ont diffusé aucun extrait dans lequel les représentants armés de l'État évoquent leurs adversaires avec des expressions classées dans la catégorie 'non évaluative'⁵¹⁷, autrement dit, des expressions comme « guérilla, subversifs ou commandants ». En revanche, les choix des JT ont permis aux téléspectateurs d'entendre les militaires et les policiers parler de « personnes, individu, groupe, garçon, sujet, organisation », des expressions classées dans la catégorie 'neutre' (12 occurrences) (graphique 51).

⁵¹⁶ N = TP : 10, CMI : 5, CAR : 7, RCN : 8 désignations.

⁵¹⁷ Dans cette catégorie sont classées les expressions que les membres des groupes armés utilisent pour se désigner eux-mêmes.

Graphique 51 : Comment les FF.MM. désignent les guérillas ?⁵¹⁸

Pourtant, même si ces expressions, répertoriées comme « neutres » ne s'appliquent pas exclusivement aux groupes armés, car n'importe quelle personne peut être désignée comme « individu » ou « garçon », elles ne sont pas dépourvues d'une appréciation évaluative des énonciateurs. D'ailleurs, cette catégorie des désignations est absente de celles recensées lorsque les forces armées de l'État parlent d'elles-mêmes (graphique 50). Qualifier son adversaire de « garçon » (*muchacho*) vise à déprécier et amoindrir son importance, à le minimiser en tant que combattant. De plus, le discrédit ne relève pas uniquement de la désignation utilisée, mais des propos insérés dans le commentaire de l'acteur armé à l'encontre de son adversaire : « *C'est une **personne** chargée de gérer le **narcotrafic** dans la région de la plaine orientale* »⁵¹⁹. En effet, systématiquement, les propos des acteurs armés étatiques, diffusés par les JT nationaux et qui concernent les guérillas, cherchent à délégitimer les groupes contre-étatiques. Finalement, un acteur en guerre n'a pas à être « objectif » ou « impartial » à l'égard de ceux contre qui il se bat. Son travail, comme il est mentionné dans la section 9.4, se résume à gagner la guerre au moindre coût possible. À cette fin, le recours à la diffusion des messages qui délégitiment l'adversaire peut s'avérer efficace, rentable⁵²⁰.

Dans les extraits des discours des représentants armés de l'État diffusés par les JT nationaux, les paramilitaires sont principalement désignés comme de groupes armés irréguliers (6 occurrences, dont 1 à *Telepaís*, 1 à *CM&* et 4 à *Noticias RCN*). Les 6

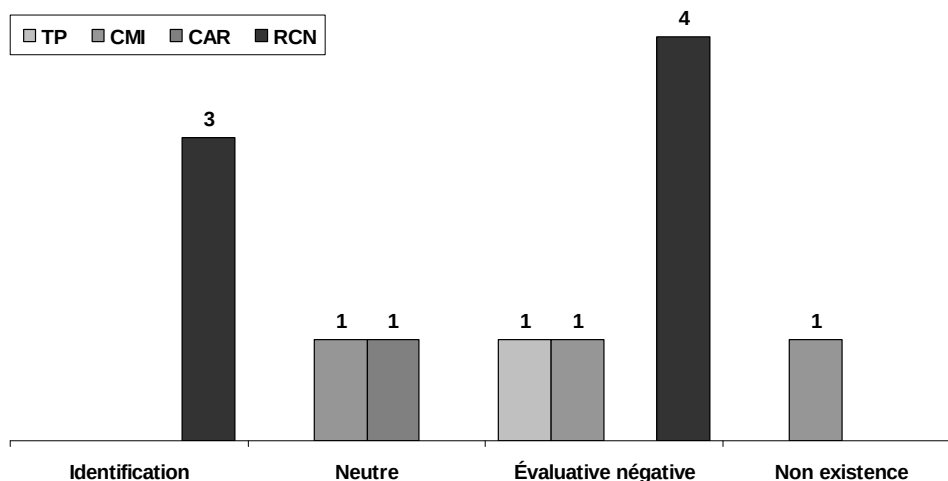
⁵¹⁸ N = TP : 10, CMI : 17, CAR : 5, RCN : 16 désignations.

⁵¹⁹ Propos tenus par le directeur de la police judiciaire, (DIJIN) : RCN_11.12.07_38.

⁵²⁰ Ces messages s'inscrivent dans le cadre des opérations de guerre psychologique, comme la diffusion de fausses informations, la propagande ou la censure (Géré, 1997).

occurrences s'appliquent aux paramilitaires actifs et non pas aux paramilitaires démobilisés : « bandes émergentes, groupes armés illégaux, groupes de narcoterroristes et bandes criminelles ». Ces désignations sont presque les mêmes que celles utilisées pour se référer aux guérillas. Elles visent à associer ces acteurs armés à des groupes hors-la-loi intéressés aux activités criminelles et sans orientation politique. L'appellation « terroriste » apparaît une seule fois accompagnée du préfixe « narco », dans un extrait dans lequel le commandant de l'armée en parlant des paramilitaires qui ne se sont pas démobilisés affirme : « À partir du 30 mars, les groupes armés illégaux, qui sont des groupes de *narcoterroristes*, ces groupes, nous allons les abattre/en finir avec eux (acabarlos) »⁵²¹. C'est seulement dans les extraits diffusés par *Noticias RCN*, qu'à trois reprises, les militaires évoquent les paramilitaires de manière nominative (« Vanoy, Don Mario, Alemán »). Dans les trois cas, il s'agit de surnoms de guerre qui ne sont pas précédés du mot *alias*. Seul *CM&* diffuse un extrait dans lequel le directeur de la police nationale cite les paramilitaires démobilisés pour parler de ceux qui se sont réarmés et qui sont ainsi redevenus un objectif militaire : « nous allons contrôler les *démobilisés*, nous rendrons un rapport tous les cinq jours »⁵²². En effet, la question des paramilitaires démobilisés relève des institutions étatiques comme la *Fiscalía* et des organisations sociales qui font office de médiatrices entre ces ex-combattants et le gouvernement. Les forces armées de l'État sont plus concernées par les groupes encore actifs.

Graphique 52 : Comment les FF.MM. désignent les paramilitaires ?⁵²³



⁵²¹ Il s'agit de la même unité d'information citée précédemment, dans laquelle le gouvernement annonçait que les paramilitaires actifs allaient être, à partir de ce moment, traités comme des « narcotrafiquants ». RCN_12.12.06_4.

⁵²² CMI_13.06.06_4.

⁵²³ N = TP : 1, CMI : 3, CAR : 1, RCN : 7 désignations.

13.7.1.2.2. Comment les guérillas désignent les acteurs armés ?

Étant donné la présence réduite des guérillas dans les discours d'information, le nombre de désignations formulé par les guérilleros pour parler des acteurs armés et que les JT décident de diffuser est minime : 3 désignations 'non évaluatives' des forces armées de l'État (« militaires, forces officielles, policiers » à *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*) et 1 désignation 'non évaluative' des groupes paraétatiques (« paramilitaires » à *Noticias RCN*). Les auto-désignations sont plus fréquentes : 14 occurrences, dont 2 à *Telepaís*, 2 à *CM&*, 2 à *Noticias Caracol* et 8 à *Noticias RCN*. Les 14 correspondent à la catégorie 'identification' parce que les guérilleros s'identifient avec le nom du groupe, de la section, ou la division à laquelle ils appartiennent : « ELN, FARC, commando conjoint d'occident des FARC et front comuneros du sud ». Hormis une exception, les désignations des FARC correspondent aux extraits du communiqué avec lequel le groupe armé a annoncé la mort des députés et aux extraits de la vidéo de l'opération qui a permis la prise en otage de ces politiciens : « *Le commando conjoint d'occident des FARC informe que le 18 de ce mois, 11 députés de l'Assemblée du Valle, que nous avons retenu en avril 2002, sont morts au milieu d'un feu croisé lorsqu'un groupe militaire non identifié jusqu'à présent, a attaqué le campement où ils se trouvaient* »⁵²⁴. En résumé, les choix des JT ne permettent pas de mettre en évidence les stratégies de communication des guérillas pour délégitimer les acteurs armés étatiques et paraétatiques à travers la désignation de ces groupes⁵²⁵.

13.7.1.2.3. Comment les paramilitaires désignent les acteurs armés ?

Concernant ce dernier aspect, il faut relever que le nombre de désignations des acteurs armés énoncées à travers les JT par les paramilitaires est également réduit : 20 occurrences dont 2 pour les forces armées de l'État (« personnes et M. Narvaez »), 3 pour les guérillas (« guérilla, Pacho Galán, l'autre entreprise ») et 15 pour se référer à eux-mêmes (2 classées dans la catégorie 'non évaluative', 6 classées dans 'identification', 5 'neutres', 1 classée comme 'évaluative négative' et 1 comme 'non existence'). Parmi ces désignations, une illustre la manière dont les paramilitaires justifient leur violence contre l'ennemi, la guérilla. Dans une information traitant des aveux d'un paramilitaire démobilisé et qui a reconnu sa participation dans la mort de sept membres de la *Fiscalía* en 2000, les téléspectateurs l'entendent affirmer : « *...il m'a dit que l'ordre avait déjà été donné, qu'ils étaient de l'autre entreprise, ils étaient des informateurs de la guérilla et il fallait les abattre* »⁵²⁶. Dans ces propos, le paramilitaire désigne la guérilla comme

⁵²⁴ Diffusé par *Telepaís*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*, le 28 juin 2007.

⁵²⁵ Cette question sera approfondie par la suite lorsqu'il s'agira d'analyser les unités d'information se rapportant à la mort des députés.

⁵²⁶ CMI_11.12.07_15.

« l'autre entreprise », la concurrente des paramilitaires, ce qui justifiait la mort de ses membres et de ceux qui travaillaient ou collaboraient avec elle.

Par ailleurs, lorsque ces paramilitaires se désignent eux-mêmes, ils s'identifient avec des expressions précises (« *Bloque Cacique Nutibara, Autodefensas Unidas de Colombia, Carlos Castaño* ») ou qui mettent l'accent sur la fonction exercée au sein des groupes (« commandant »). Une seule fois, dans une information de CM& traitant de l'audition d'un paramilitaire démobilisé qui avait reconnu sa responsabilité dans un demi-million d'assassinats, il se justifiait de la manière suivante : « *nous étions dans une organisation que nous avons construite, nous appartenions à une **organisation illégale**. Organisation, le même mot le dit, dans une organisation il y a une chaîne de commandement et à la suite de cela, je dois assumer cette responsabilité* »⁵²⁷. Dans ce cas, si le paramilitaire démobilisé désigne son organisation d'illégale, c'est pour justifier les crimes commis. La structure de l'organisation est évoquée pour démontrer que tout repose sur une hiérarchie d'injonctions et que chacun est tenu de se soumettre aux ordres reçus. Les déclarations des paramilitaires diffusées par les JT émanent de paramilitaires démobilisés qui avouent leurs crimes devant la justice. Mais dans le corpus analysé, en dehors d'un communiqué cité par un gouverneur, les paramilitaires actifs ne sont pas présents dans les informations télévisées.

Si les données recueillies sont insuffisantes pour pouvoir tirer des conclusions plus complètes à propos de la manière dont les acteurs armés se désignent et désignent leurs adversaires par le biais des JT, les cas cités illustrent les choix des journaux télévisés. En diffusant certains extraits d'interviews ou de communiqués au détriment d'autres, ces médias proposent certains éléments d'interprétation à propos des acteurs armés. Ainsi, les forces armées de l'État ne cessent de fustiger, de vitupérer contre leurs adversaires, de les présenter comme des criminels et des ennemis de la nation. La construction du discours vise à éviter toute forme de compréhension ou de sympathie des citoyens à leur égard. Pour la partie adverse, force est d'observer que les guérillas s'efforcent de construire une identité, d'exister en tant qu'entité sur la scène politique ; quant aux paramilitaires démobilisés, ils cherchent à faire valoir qu'ils ont rendu les armes et se sont remis de façon volontaire à la justice. Cette manière de procéder correspond à la logique militaire dans laquelle tout acteur armé fonctionne.

⁵²⁷ CMI_29.06.07_11.

13.7.1.3. Reconnaissance des acteurs armés à travers la désignation de leur mort

L'analyse du contenu des images à partir desquelles les JT nationaux informent sur le conflit armé et présentée précédemment mettait en exergue que le caractère violent du conflit n'est pas présent à l'image. Les images de combats, de blessés ou de cadavres sont rares. À partir de cet élément, le propos de la démarche analytique portera sur la place de la mort dans les informations télévisées, aspect d'autant plus important que celle-ci est intrinsèquement liée au conflit armé. En effet, exhiber les morts ennemis permet de signifier à l'adversaire l'ampleur de sa défaite et de signaler à sa propre population que la victoire est proche. Montrer ses propres morts peut servir à convaincre la population civile et/ou à renforcer son positionnement contre l'ennemi. Toutefois, cette stratégie peut s'avérer délicate, car cette « monstration » des morts peut, en même temps, démoraliser les troupes et consolider l'idée de la défaite (Mercier, 2004c : 151). Plus spécifiquement, il s'agit d'appréhender de quelle manière s'effectue le travail des professionnels de l'information lorsqu'ils traitent de la mort en lien avec le conflit armé. Pour ce faire, les 187 unités d'enregistrement dans lesquelles la mort d'un civil ou d'un combattant est mentionnée ont été rassemblées pour constituer un sous-corpus. Par la suite, les termes avec lesquels les sources et les journalistes désignent la mort ont été recensés en différenciant ceux utilisés pour les civils et les combattants étatiques, paraétatiques et contre-étatiques⁵²⁸.

13.7.1.3.1. La mort associée au conflit armé dans les informations télévisées

Lorsque les JT ont informé sur le conflit armé au cours de la période juin 2006 et juin 2008, la mort d'un civil ou d'un combattant figurait dans 42% des 452 unités d'information analysées. Plus de 50% de ces unités (57% pour le journal télévisé *Telepaís*, 54% pour *CM&*, 61% pour *Noticias Caracol* et 60% pour *Noticias RCN*) se rapportent à l'annonce de la mort en captivité de 11 députés régionaux (graphique 53). En raison de cela, la mort des civils est surreprésentée dans les informations télévisées. En effet, une étude menée par Soledad Granada, Jorge Restrepo et Andrés Vargas montrait qu'entre juin 2006 et juin 2008, le nombre de combattants morts⁵²⁹ à cause du conflit armé était plus élevé que le nombre de civils morts⁵³⁰ (2009 : 39). En d'autres termes, la mort des civils est surmédiatisée par les journaux télévisés.

⁵²⁸ La typologie proposée pour catégoriser les désignations recensées est présentée dans la section 12.2.5.2.

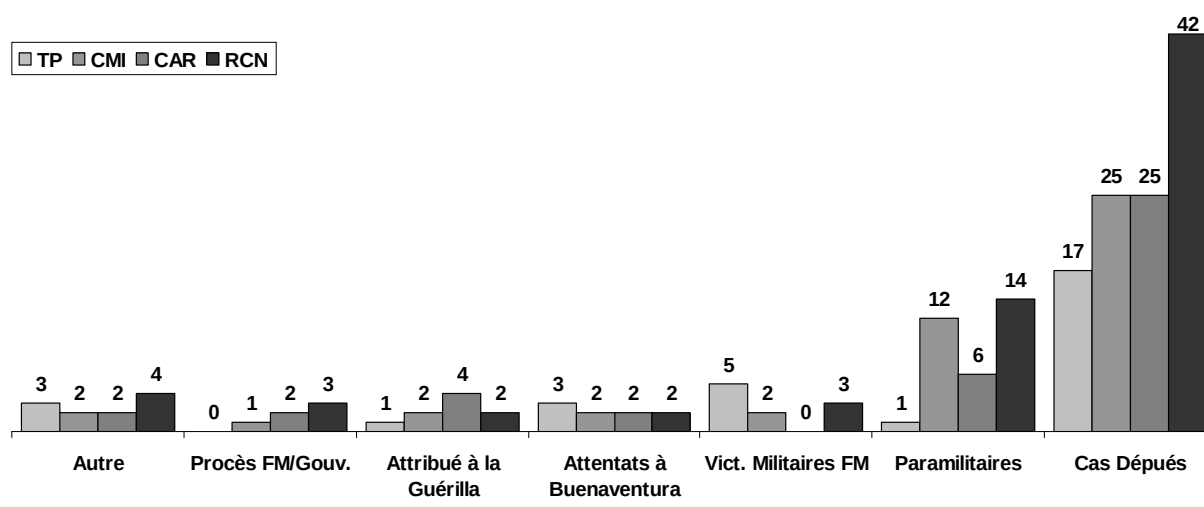
⁵²⁹ Entre 1'500 et 2'200 selon l'année (Granada, Restrepo, Vargas, 2009 : 39).

⁵³⁰ Entre 1'000 et 1'300 selon l'année (Granada, Restrepo, Vargas, 2009 : 39).

À propos des combattants et en regardant le nombre d'unités d'information concernées, la mort des guérilleros est plus fréquemment mentionnée (7 cas sur les 34 recensés à *Telepáis*, 5 sur 65 à *CM&*, 3 sur 67 à *Noticias Caracol* et 7 sur 80 *Noticias RCN*, soit un total de 22) que celle des membres des FF.MM. (3 cas sur les 34 mentionnés à *Telepáis*, 6 sur 65 à *CM&*, 6 sur 67 à *Noticias Caracol* et 4 sur 80 *Noticias RCN*, pour un total de 19). *A contrario*, la mort des paramilitaires est uniquement citée dans 3 cas (*CM&*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*). Hormis le cas des députés, 58% (59 sur 102) des morts traités par les JT correspondent aux personnes décédées dans le passé et seulement 32% (33 sur 102) aux morts d'actualité. Dans 10 cas, ce sont des morts mentionnés dans le cadre des statistiques avancées par des ONG ou des institutions de l'État ou bien des cas où le temps de la mort n'est pas précisé.

Le graphique 53 montre qu'après la mort des députés, le deuxième thème se rapporte aux morts que les paramilitaires avouent après leur démobilisation. Comparativement à ses concurrents *Telepáis* traite moins ce sujet (1 unité d'information sur 30, contre 12 unités sur 46 à *CM&*, 6 sur 41 à *Noticias Caracol* et 14 sur 70 à *Noticias RCN*), alors qu'en même temps, il accorde une plus grande attention aux morts revendiqués par les FF.MM. comme des victoires militaires contre la guérilla (5 unités d'information à *Telepáis*, 2 à *CM&*, aucune à *Noticias Caracol* et 3 à *Noticias RCN*). Pour expliquer cette différence, il faut mentionner que les auditions des paramilitaires démobilisés ont lieu dans différentes villes du pays, demandant des déplacements des équipes journalistiques pour les couvrir, ce que tous les journaux télévisés ne peuvent pas se permettre. Enfin, les résultats attestent que les morts attribués à la guérilla et ceux mentionnés dans les procès judiciaires des membres de la police et de l'armée ou du gouvernement sont moins fréquents (graphique 53).

Graphique 53 : Analyse thématique des informations relatives à la mort⁵³¹



⁵³¹ N = TP : 30, CMI : 46, CAR : 41, RCN : 70 unités d'information.

13.7.1.3.2. Invisibilité de la mort à l'image

À l'image, force est de constater que la mort est peu visible. Sur les 187 unités d'enregistrement se rapportant à la mort, seulement 13 diffusent des images des morts, dont six concernent des morts d'actualité et sept représentent des personnes mortes dans le passé. À ce sujet, il faut tenir compte de la difficulté que peut représenter pour les médias l'accès aux images sur le champ de bataille. À propos des images montrant des morts d'actualité, trois unités d'information traitent les attentats survenus à Buenaventura en juin 2007. Elles présentent les funérailles de ces victimes civiles (photogrammes 80 à 82). Ces victimes sont « montrées » dans leur cercueil et les téléspectateurs voient leurs proches en deuil.

Cet exemple permet de préciser qu'en ce qui concerne les rites funéraires, les images ne sont montrées que lorsqu'il s'agit des civils. Les funérailles des combattants ou la souffrance de leurs proches ne sont pas visibles dans les informations télévisées. Si les cercueils permettent de montrer les morts de manière plus rassurante et surtout moins choquante pour le téléspectateur (Antoine, 1993 : 50), ce traitement plus « humain » de l'information donné par les JT aux civils, en opposition aux combattants, renforcent l'argument des professionnels de l'information selon lequel les civils représentent les victimes qui souffrent le plus dans ce conflit et qui de ce fait, méritent plus de considération (Rincón, Ruíz, 2002a). C'est en utilisant cette composante émotionnelle liée à la mort que les JT rapprochent ces victimes civiles des téléspectateurs en appréhendant leur mort comme celle d'un proche (Jankélévitch, 1977 : 24-35). Ainsi, une mort distante est présentée de manière à créer une proximité en sensibilisant l'attention du téléspectateur par rapport à l'information retransmise. Pourtant, il a déjà été mentionné que toutes les victimes civiles ne reçoivent pas le même traitement informatif par les JT nationaux.



Photogramme 80 :
CAR_25.06.07_7



Photogramme 81 :
CMI_25.06.07_6



Photogramme 82 :
RCN_25.06.07_14

Les images des combattants morts sont peu fréquentes. Dans le corpus analysé, on relève seulement deux unités d'information montrant des guérilléros « abattus »⁵³² et

⁵³² L'analyse reviendra à propos de cette désignation.

aucune ne montre des militaires morts au combat. En se limitant à la diffusion de la mort des adversaires de l'État, les médias expriment de manière explicite les intentions des sources dominantes : seuls les victoires militaires revendiquées par ces combattants étatiques sont montrées aux téléspectateurs. Dans tous les cas, ces combattants apparaissent toujours dans des housses noires (photogrammes 83 et 84) ou couverts par un drap blanc comme dans le cas de l'homme que la police de Bogota accusait d'appartenir à la guérilla de l'ELN et qui, selon la même source, s'est suicidé en prison en juin 2006 (photogramme 85).



Photogramme 83 :
RCN_13.12.07_26



Photogramme 84 :
TP_12.06.06_9



Photogramme 85 :
RCN_14.06.06_6

Une petite majorité, sept unités d'information sur 13, diffuse des images d'archive pour parler des morts du passé. Les photogrammes 86, 87 et 88 correspondent aux informations traitant de l'exhumation des fosses communes dont l'emplacement a été indiqué par les paramilitaires, dans leurs auditions, pour récupérer les corps des personnes qu'ils avaient fait disparaître. Dans ces cas, les téléspectateurs voient des ossements qui sont déterrés, posés sur une table ou sur un drap. Deux informations présentent des images d'archives des morts (civils, militaires et policiers) dont des membres des FF.MM. sont impliqués (photogrammes 89 et 90). De nouveau, les corps sont montrés emballés ou couverts. Puis, dans un reportage se rapportant au cas de députés, *Noticias Caracol* a diffusé une image d'archives de l'exhumation d'une fosse commune (photogramme 91). Dans ce cas, l'image garde peu de rapport avec l'information traitée, puisque, dans le contexte colombien et surtout au cours de la période prise en considération, les fosses communes concernaient les paramilitaires.



Photogramme 86 :
CMI_12.12.07_6



Photogramme 87 :
CAR_15.12.06_10



Photogramme 88 :
RCN_13.12.07_5



Photogramme 89 :
RCN_26.06.07_28



Photogramme 90 :
CMI_27.06.07_9



Photogramme 91 :
CAR_29.06.07_11

Enfin, en juin 2008, une année après la mort des députés, les JT ont voulu rendre hommage à ces politiciens en diffusant quelques reportages à leur propos. À cette occasion, le ministre de la Défense avait annoncé que l'ordinateur du guérilléro, Raul Reyes, « abattu » trois mois auparavant, contenait des informations selon lesquelles les FARC préparaient un plan pour montrer que la mort des députés était due à une erreur des FF.MM. En parlant de cette annonce du ministre, *Telepaís* a diffusé une image d'archive du guérilléro qui avait été tué dans une opération militaire très controversée de l'armée colombienne en Équateur en mars 2008⁵³³. Cette image est particulièrement intéressante puisqu'il s'agit de la seule et unique image dans laquelle un cadavre est montré découvert (photogramme 92). Dans tous les cas mentionnés antérieurement les corps apparaissent dans leur cercueil, dans une housse ou sous un drap. Cette différence s'explique par le fait que l'opération militaire de l'armée colombienne dans laquelle le porte-parole des FARC a été tué est revendiquée comme la plus importante victoire militaire remportée contre les FARC. Dans ce sens, l'image du guérilléro mort représente un trophée de guerre. Ce cas confirme également la tendance observée à propos de l'importance que, par rapport aux autres JT, *Telepaís* accorde aux victoires militaires revendiquées par les FF.MM.



Photogramme 92 :
TP_18.06.08_3

Pour montrer ces morts, les cadres serrés sont rarement utilisés. Le très gros plan est absent dans les 13 unités d'information donnant à voir des images de personnes décédées. De façon globale, ce sont les plans larges qui dominent, ces derniers montrent les corps dans leur environnement et plutôt éloignés du téléspectateur : plan de demi-

⁵³³ Cette opération est mentionnée dans le chapitre 4.

ensemble (dans 10 unités d'information sur 13), plan général (6 unités) et plan moyen (6 unités). Le plan rapproché n'est utilisé que dans deux unités d'information. Ces plans larges, ainsi que les corps dissimulés confirment la volonté des médias colombiens de ne pas vouloir montrer « trop » d'images violentes, en relation avec le conflit armé (Bonilla, Patiño, 2001). Si les images des civils et des combattants décédés sont absentes dans 87% des 187 unités d'enregistrement mentionnant la mort, celle-ci est aussi évoquée avec des images qui la symbolisent comme par exemple un malade à l'hôpital, des infographiques avec des textes qui précisent le nombre de morts d'une attaque, un autel fait à la maison pour un proche mort, un tombeau, des pierres mortuaires ou des couronnes mortuaires. La mort est également évoquée en montrant des rites religieux, notamment des messes. Lorsque les JT montrent des images d'archive dans lesquelles le mort est encore en vie, le texte « *Q.E.P.D.* » (*que en paz descansa* et que l'on pourrait traduire par « qu'il/elle repose en paix ») est affiché à l'écran à côté du nom de la personne indiquant aux téléspectateurs que la personne est décédée. Toutefois, évoquer la mort avec des images qui la symbolisent reste également une pratique journalistique minoritaire dans les JT, puisque seulement 11 unités d'information diffusent ce type d'images.

13.7.1.3.3. La mort de combattants étatiques

Des 187 unités d'enregistrement prises en compte, 16 mentionnent des représentants armés de l'État morts dans le passé. En effet, la mort des membres des FF.MM. dans le passé sert surtout à montrer qu'ils meurent peu. Les JT n'annoncent pas les morts quotidiennes survenues au combat. Rappeler les militaires morts auparavant permet également de justifier, dans sept informations, la capture ou la mort des guérilleros qui à leur tour avaient tué des policiers et des militaires. Enfin, dans deux informations, les FF.MM. légitiment leur travail et rappellent que dans l'exercice de leurs fonctions, des militaires sont morts et doivent être soutenus. A ce propos, une information diffusée le 17 juin 2008 par CM& est particulièrement illustrative puisque le présentateur annonce que « *les forces militaires ont révélé que 151 soldats sont morts cette année dans des opérations contre la guérilla et le narcotrafic* ». Le commentaire de la journaliste continue en énumérant le nombre de soldats blessés et morts à cause des mines antipersonnel ou au combat. Le téléspectateur peut donc comprendre que le sujet traité par l'information est la mort des militaires. Néanmoins, la toute dernière phrase énoncée par la journaliste pour clore le reportage laisse penser que la fonction de ce bilan des militaires morts dans le conflit était de solliciter une demande exceptionnelle des FF.MM. au législatif colombien puisque la journaliste conclut en disant : « *Le commandant des forces militaires a parlé lors d'un débat au Congrès pour demander des pouvoirs*

*extraordinaires pour le président de la République »*⁵³⁴. Pourtant, aucune précision n'est faite à propos du type de pouvoir extraordinaire demandé. Par le temps consacré, c'est la mort des soldats qui reçoit plus d'attention de la part du JT, alors que la « demande extraordinaire » des FF.MM. au Congrès est à peine mentionnée.

Les 16 unités d'information qui mentionnent la mort des membres de l'armée et de la police se réfèrent aux 19 militaires tués, dont six sont attribués à la guérilla, six aux paramilitaires et trois à d'autres militaires. Dans deux cas, il s'agit d'une maladie et dans deux autres la cause n'est pas mentionnée. La responsabilité des acteurs armés dans la mort de militaires est présentée de forme explicite et au mode indicatif dans 14 cas sur 19 : « *Un juge a refusé la liberté des militaires impliqués dans le massacre de 10 policiers et un civil à Jamundí, Valle »*⁵³⁵. Pour les cinq cas restant, la responsabilité est présumée, suggérée ou au conditionnel : « *une opération du DAS et la Fiscalía a permis l'arrestation des 26 présumés membres des FARC et de l'EPL accusés d'avoir participé dans le massacre de 12 détectives du DAS et soldats de l'armée »*⁵³⁶.

La manière dont la mort des militaires est désignée est intéressante à plusieurs égards. Tout d'abord, des 27 désignations repérées, 15 entrent dans la catégorie « la mort » (graphique 54). Ces désignations (*décéder, mourir, la mort*) ont l'intérêt, pour les journalistes, de ne présumer aucun parti pris explicite. Toutefois, elles ont aussi la particularité de masquer la violence de la mort inhérente à la guerre, puisqu'une personne peut mourir sans qu'elle soit forcément tuée. Les désignations classées dans la catégorie « la mort reprouvée » (9 sur 27) représentant un tiers de toutes celles qui ont été recensées. Ces expressions mettent en évidence le fait que l'acte de donner la mort enfreint les normes sociales, mais surtout elles permettent de traiter les militaires comme s'il ne s'agissait pas de combattants dont le travail consiste aussi, entre autres, à donner la mort. D'ailleurs, comme il est mentionné par la suite, la mort d'aucun autre combattant n'est désignée ainsi : « *Ce policier a été égorgé »*⁵³⁷, « *Des crimes comme l'assassinat de 29 membres de l'armée sont attribués à cette guérilla »*⁵³⁸. En se présentant comme des « victimes », les FF.MM. délèguent leur adversaire.

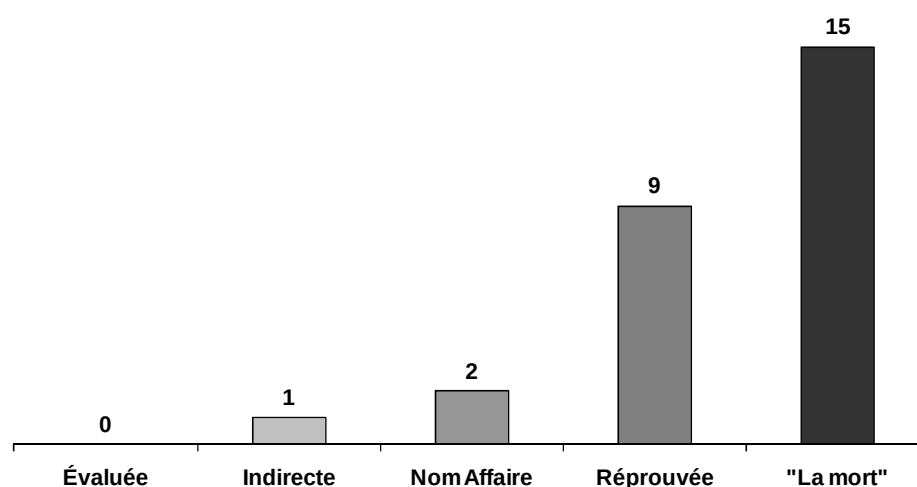
⁵³⁴ CMI_17.06.08_8.

⁵³⁵ RCN_13.12.06_24.

⁵³⁶ CMI_14.12.06_3.

⁵³⁷ CAR_28.06.07_5.

⁵³⁸ TP_11.12.07_6.

Graphique 54 : Catégories utilisées pour désigner la mort des militaires**(N = 27 désignations)****13.7.1.3.4. La mort attribuée aux membres des forces armées de l'État**

Les membres des FF.MM. apparaissent principalement en tant qu'agents qui donnent la mort aux guérilléros. La mort de 16, sur 22 guérilléros tués présents dans le corpus, est attribuée aux combattants étatiques. Sur les 166 civils morts dont les JT parlent, seulement pour six la responsabilité des militaires est évoquée. Ainsi, ces combattants étatiques apparaissent comme des acteurs dont la violence est ciblée et limitée aux acteurs hors-la-loi. D'ailleurs, la manière de désigner la mort de ces combattants contre-étatiques et de ces civils causée par les FF.MM. diverge. En effet, de manière récurrente les militaires et les journalistes, utilisent les expressions « *dar de baja* » (liquider) et « *abatir* » (abattre), classées dans la catégorie « la mort déshumanisée », pour désigner la mort des guérilléros (graphique 55). En revanche, la mort des civils attribuée aux FF.MM. est nommée avec un lexique qui masque la responsabilité des militaires : « *morir* » (mourir), « *fallecer* » (décéder), « *perecer* » (périr). De plus, lorsque des militaires sont rendus responsables ou accusés d'avoir tué des civils, il s'agit uniquement des morts du passé mentionnés dans le cadre des procès judiciaires contre des militaires ou des paramilitaires ou encore des statistiques publiées par des ONG. Cependant, ces résultats sont à mettre en perspective avec ce qui, dans le pays, est connu comme l'affaire de « faux positifs »⁵³⁹. Pour ces crimes, 194 militaires⁵⁴⁰ ont déjà été traduits en justice et pour d'autres des procédures d'enquête sont en cours. Les médias du

⁵³⁹ Cette affaire est mentionnée dans le chapitre 4. Elle concerne les civils recrutés ou retenus par des militaires, puis tués, déguisés et présentés comme des guérilléros morts au combat de façon à rendre compte des résultats positifs dans la lutte contre la guérilla. Ces résultats positifs permettent aux militaires d'obtenir des bonifications salariales et/ou des jours de congé.

⁵⁴⁰ Selon les chiffres donnés par le gouvernement en avril 2010.

pays suivent cette affaire. Cependant, si le gouvernement et les FF.MM. déclarent vouloir collaborer avec la justice, le président de la République pour sa part, a également affirmé qu'il s'agissait de fausses accusations proférées pour empêcher l'armée de bien mener son travail pour combattre « le terrorisme »⁵⁴¹. Dans ce sens, le fait de parler peu dans les informations télévisées de la mort de ces civils causée par les FF.MM., et de justifier la mort de acteurs armés hors-la-loi, renforce cette assertion formulée conjointement par le gouvernement et les FF.MM.

13.7.1.3.5. La mort de combattants contre-étatiques

Les 20 unités d'information dans lesquelles la mort des guérilléros est mentionnée concernent exclusivement la guérilla des FARC. À la différence des militaires, la moitié traitent des morts d'actualité, notamment lorsqu'il s'agit des victoires militaires revendiquées par les FF.MM. et l'autre moitié des guérilléros morts dans le passé. Dans ce dernier cas, il s'agit de fournir des explications à la mort des députés lorsque les sources officielles affirmaient que la mort des politiciens était une représaille de la guérilla pour venger leurs camarades tués. Le fait de parler des guérilléros morts dans le passé permet également de faire le lien entre les guérilléros capturés et d'autres « abattus » dans le passé au moment où les sources soutiennent qu'ils commettaient les mêmes crimes. La mort des guérilléros est principalement revendiquée comme un résultat positif obtenu par les FF.MM. (16 morts sur les 22 mentionnés). Trois unités d'information traitent du suicide en prison d'un homme accusé d'appartenir à la guérilla de l'ELN⁵⁴² et dans trois cas le responsable est absent. La responsabilité de la mort des guérilléros attribuée aux FF.MM. n'est clairement affirmée que dans deux informations avec des énoncés comme celui-ci : « *L'armée, dans l'opération tornado a abattu le chef des milices de la colonne mobile Mariscal Sucre [FARC]* »⁵⁴³. En réalité, la plupart du temps (11 fois sur 22), cette responsabilité est suggérée ou énoncée au conditionnel : « *le commandant de la guérilla, Iván Márquez, serait mort à la frontière entre la Colombie et le Venezuela* »⁵⁴⁴ ou « *30 guérilléros des FARC seraient morts dans deux opérations avec les forces militaires* »⁵⁴⁵. Dire que les combattants sont morts dans les opérations ne suggère pas le même sens qu'affirmer que les forces militaires ont « tué/liquidé/abattu » un autre combattant. Dans d'autres cas, l'utilisation de la voix passive contribue également à atténuer la responsabilité, car l'agent qui cause la mort n'est pas mis en évidence : « *le 17 juin (...) un*

⁵⁴¹ <http://web.presidencia.gov.co/sp/2009/marzo/23/04232009.html>, consulté le 14 octobre 2009.

⁵⁴² Ce cas est analysé ultérieurement.

⁵⁴³ TP_11.12.06_32.

⁵⁴⁴ CMI_17.06.08_7.

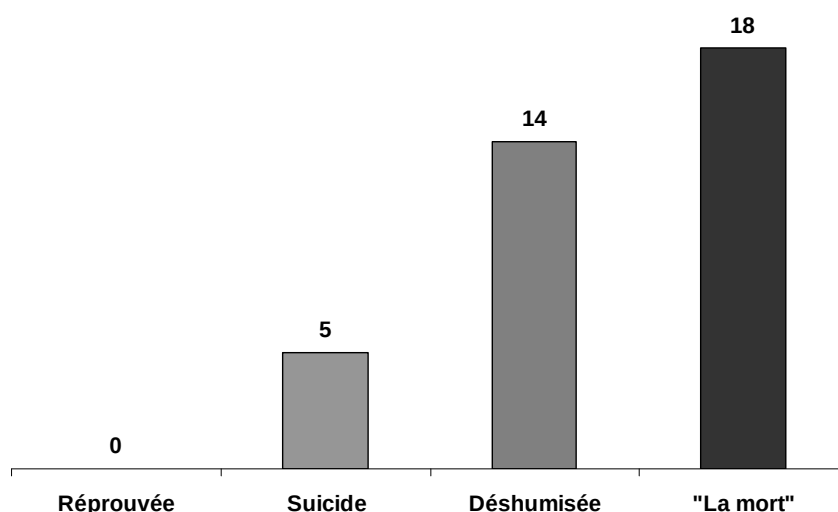
⁵⁴⁵ RCN_26.06.07_21.

terroriste des FARC a été abattu »⁵⁴⁶, « *sept guérilléros des FARC ont été abattus lors des combats avec l'armée* »⁵⁴⁷. Dans ces énoncés, le responsable de la mort est seulement suggéré ; pour les autres informations mentionnant des guérilléros morts, le responsable est absent ou la mort du guérilléro est démentie.

Comme il a été signalé précédemment, seule la mort des guérilléros est désignée avec les expressions « *dar de baja* » (liquider) et « *abatir* » (abattre) qui, dans le cadre des opérations psychologiques mises en place par les acteurs armés étatiques, ont pour objectif de déshumaniser l'adversaire auprès de leurs troupes et de la population civile pour ainsi justifier la violence exercée à son encontre. La mort des guérilléros n'est pas désignée avec des expressions qui réprouvent leur mort ou qui mettent l'accent sur le caractère violent de leur mort (graphique 55), comme c'est le cas pour les militaires (graphique 54) et les paramilitaires (graphique 56).

Graphique 55 : Catégories utilisées pour désigner la mort des guérilléros

(N = 37 désignations)



13.7.1.3.6. La mort attribuée à la guérilla

Lorsque la guérilla est accusée d'avoir donné la mort à d'autres personnes, cela se réfère principalement aux civils, notamment les 11 députés régionaux morts en captivité, mais aussi des victimes d'attentats attribués à ces groupes armés. Toutefois, proportionnellement, la guérilla des FARC est accusée d'avoir tué un tiers des 19 militaires mentionnés dans le corpus, un peu plus d'un tiers des civils (12 sur 36) et un tiers des

⁵⁴⁶ RCN_28.06.07_7.

⁵⁴⁷ RCN_13.12.07_26.

groupes dont le téléspectateur ne sait pas s'il s'agit uniquement des civils. Par rapport à la manière dont la mort des civils est attribuée aux FF.MM. et aux guérillas, des différences doivent être signalées. En effet, alors que la responsabilité des membres de la police et de l'armée est masquée avec des désignations telles que *mourir*, *décéder*, *périr*, la responsabilité de la guérilla dans la mort des civils est désignée dans un tiers des cas avec des expressions qui réprouvent leur mort et mettent en exergue l'atteinte aux normes et aux valeurs sociales: *assassiner*, *massacrer*, *cribler de balles*, *exécuter*, *exterminer*. Le fait de mettre l'accent sur les morts civils causées par les combattants contre-étatiques plutôt que par les combattants étatiques répond à la même stratégie, citée précédemment, des acteurs armés étatiques, ayant plus d'accès aux médias et donc des possibilités d'imposer leur agenda, de discréditer l'ennemi. La finalité de cette démarche consiste à démontrer que l'adversaire ne mérite aucune reconnaissance étant donné qu'il tue des civils sans défense.

13.7.1.3.7. La mort d'(ex)combattants paraétatiques

Comme cela a été mentionné précédemment, après les dernières démobilisations massives de paramilitaires en juin 2006, dans le discours tenu par les sources officielles, ces groupes n'existent plus. Cet intérêt du gouvernement à assurer qu'il n'y a plus de groupes paraétatiques pourrait expliquer en partie le nombre réduit d'unités d'information faisant référence à la mort de ces combattants. En fait, il n'y a que trois unités qui parlent de la sortie du mandat d'arrêt émis contre un paramilitaire fugitif pour avoir ordonné la mort de son frère qui, lui, était le chef de la confédération des groupes paramilitaires créée en 1997, *Autodefensas Unidas de Colombia*⁵⁴⁸. Dans ces trois reportages, les expressions qui désignent la mort de ce paramilitaire s'inscrivent dans un registre juridique en parlant d'*homicide* et d'*homicide aggravé* (4 sur 10) et de réprobation en parlant d'*assassinat* et de *crime* (5 sur 10). Par opposition aux cas concernant la mort des combattants étatiques et contre-étatiques, les dénominations autour du mot « mort/la mort » sont moins fréquentes (1 sur 10) (graphique 56). Dans ce cas, la responsabilité de la mort n'est pas mise en doute et les deux paramilitaires concernés sont clairement identifiés.

⁵⁴⁸ Ces groupes armés sont présentés dans le chapitre 4.

Graphique 56 : Catégories utilisées pour désigner la mort des paramilitaires**(N = 10 désignations)****13.7.1.3.8. La mort attribuée aux paramilitaires**

Le nombre d'unités d'information relatif à la mort des personnes tuées par les paramilitaires est plus important. Ceci se reflète dans le cadre d'auditions au cours desquelles ils avouent les meurtres. Sur les 19 cas de militaires morts recensés dans le corpus, les ex-combattants paraétatiques reconnaissent leur responsabilité dans la mort d'un tiers. Sur les 166 cas de civils morts, les paramilitaires reconnaissent leur participation dans la mort des 12, alors qu'ils ne revendiquent la mort d'aucun guérillero, même si, dans leurs discours, la guérilla était leur principal adversaire. Dans leurs déclarations, les ex-paramilitaires affirment avoir tué des civils, car ils étaient des délinquants : « *Ramón Isaza, (...) a reconnu avoir commis 12 homicides parmi lesquels il y avait, selon son avocat, des voleurs et des violeurs* »⁵⁴⁹ ; ou parce qu'ils étaient suspects de sympathiser avec la guérilla : « *parmi les personnes assassinées, il y a un conseiller municipal, un brigadier de l'armée et un arbitre de football que les autodéfenses signalaient d'être collaborateurs de la guérilla, mais qu'ils ont tué par erreur* »⁵⁵⁰.

Dans leurs auditions, les paramilitaires démobilisés parlent la plupart du temps (15 cas sur les 34 recensés) de groupes de personnes, sans déterminer qui étaient réellement ces personnes (civils ou combattants) : « *le chef paramilitaire, nommé Don Antonio, a avoué sa responsabilité dans un demi-million d'assassinats perpétrés par ses hommes à la côte atlantique* »⁵⁵¹ ou « *quelques survivants des massacres dans lesquelles [l'ex-*

⁵⁴⁹ CAR_11.12.07_26.

⁵⁵⁰ CAR_10.12.07_23.

⁵⁵¹ CMI_29.06.07_11.

paramilitaire] *alias El Loro est présumé d'avoir participé ont exigé justice* »⁵⁵². Dans les faits, ces exemples illustrent une stratégie discursive récurrente lorsqu'il s'agit des morts dont les paramilitaires sont responsables. Elle consiste à parler des victimes de manière quantitative, anonyme et massive dépersonnalisant ces individus. Il y a tellement de victimes que chaque personne perd de l'importance dans ces énoncés, puisque ce qui importe est le nombre de crimes admis. La principale conséquence est une minimisation de ces morts. Certains détails avoués de cruauté passent presque inaperçus (« *dans quelques cas, il a dû dépecer ses victimes pour se débarrasser de leurs corps* »⁵⁵³). D'une manière générale, les informations mettent l'accent sur les aspects juridiques renforçant l'idée que les paramilitaires n'existent plus, qu'ils sont soumis à la justice et qu'ils avouent leurs crimes. Ainsi, la mort causée par les paramilitaires est désignée dans presque la moitié de cas (35 sur 74) avec des expressions de réprobation : *assassinat*, *massacre*, *crime* et dans 21 cas (sur 74), dans un registre juridique : *homicide*, *génocide*. Les dénominations autour du mot « mort/la mort » sont moins fréquentes (10 sur 74) que lorsque les JT parlent de la mort causée par les FF.MM. ou la guérilla.

13.7.1.3.9. La mort de civils

Le traitement médiatique accordé à la mort de civils diffère de celui de la mort des combattants. En premier lieu et comme le montre le graphique 53, cela concerne la mort la plus fréquemment mentionnée dans le corpus analysé, notamment en raison de la forte couverture médiatique donnée à l'annonce de la mort des députés. En deuxième lieu, leur mort constitue un vecteur à travers lequel les JT prennent position et créent une proximité en rendant la confrontation armée sous l'angle d'une réalité plus proche des téléspectateurs. En conséquence, ce sont les seuls à « mériter » de la part des journalistes un traitement de l'information plus « humain ». Des nécrologies ou des reportages commémoratifs lors des anniversaires de leur mort sont proposés par les JT, alors que tel n'est jamais le cas pour les combattants morts dans le conflit. Plus concrètement à propos de ces civils, il est possible de distinguer les sujets sociaux -civils ne faisant pas partie de la vie publique et/ou politique du pays- (33 morts mentionnés dans 24 unités d'information) et les membres gouvernement ou les fonctionnaires de l'État (comme les députés). Ce dernier cas concerne 129 morts mentionnés dans 117 unités d'information. Enfin, une trentaine des cas traités dans 29 unités d'information parlent de groupes, comme par exemple : « *plusieurs personnes tuées* », « *300 personnes non identifiées* »,

⁵⁵² RCN_14.12.06_8.

⁵⁵³ Ce dernier détail sur la manière de procéder des groupes paramilitaires passe presque inaperçu du fait qu'il correspond à la dernière phrase énoncée par le journaliste comme un commentaire supplémentaire et qu'en parlant de « devoir » (« il a dû dépecer... »), la responsabilité du paramilitaire est également atténuée suggérant qu'il s'agissait pour lui d'une contrainte. CAR_11.12.07_26.

« les femmes », « les kidnappées (*secuestrados*) ». En fait, lorsque des groupes sont mentionnés, il s'agit dans presque deux tiers de cas (18 sur 30) des morts ayant eu lieu dans le passé (avoués par les paramilitaires ou des députés une année après leur décès), dans un quart de cas, ce sont des statistiques des ONG. La responsabilité de ces morts présentés de manière groupée est, en premier lieu, reconnue par les paramilitaires (15 cas sur 34) et, en deuxième lieu attribuée à la guérilla (11 cas sur 34). Les FF.MM. sont mentionnées dans des statistiques dans 3 cas.

En ce qui concerne les civils, il s'agit, en revanche, dans 71% de cas, des morts annoncés par les JT. La guérilla est l'acteur armé qui est le principal responsable désigné (39% de cas), alors que les paramilitaires ne sont rendus responsables que des 7% de cas et les FF.MM. des 4%. Dans le cas des députés, la moitié des informations ne mentionnaient aucun responsable. En effet, à cette occasion les JT ont préparé des dossiers qui incluaient non seulement l'annonce de la mort des politiciens, mais aussi des nécrologies et des déclarations des sources officielles. Dans ce sens, et même si certaines informations individuelles ne désignaient aucun responsable, dans l'ensemble, c'est la guérilla des FARC qui était accusée, notamment par le gouvernement (président et ministre de la Défense) et les FF.MM. Le jour de l'annonce de leur mort et les suivants, les journalistes et les proches des députés décédés se sont montrés plus prudents, ils attendaient les corps que la guérilla avait promis de rendre et ne désignaient aucun responsable en particulier. Certes, ils accusaient les FARC d'avoir privé de liberté leurs proches, mais ils accusaient également le gouvernement de ne pas avoir accepté l'accord humanitaire proposé par la guérilla pour échanger des guérilleros en prison avec des politiciens et des militaires « privés de liberté » par le groupe armé.

La mort des civils est désignée principalement avec des expressions de réprobation (*massacre, assassinat, crime, tuer, exécuter, exterminer*) dans 37% des cas concernant les sujets sociaux, 32% pour les fonctionnaires et membres du gouvernement et 45% dans le cas des groupes : « sept paysans ont été **assassinés** aujourd'hui par des *présumés membres des FARC* »⁵⁵⁴. Les dénominations autour de « mort/la mort » sont aussi fréquentes, notamment pour les sujets sociaux avec 49% des dénominations recensées, 37% pour les fonctionnaires et le gouvernement, puis 32% lorsqu'il s'agit des groupes (graphique 57).

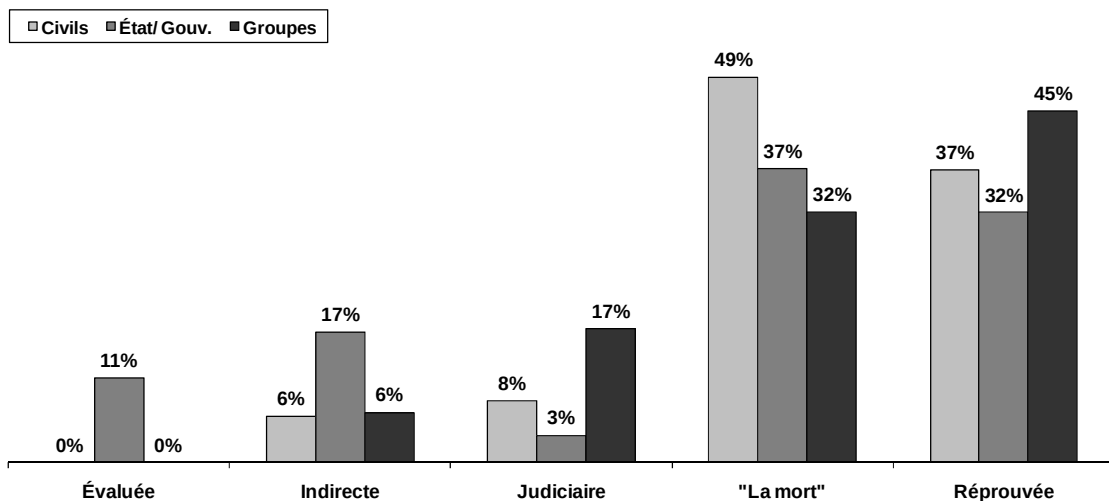
Comme il a été mentionné précédemment, dans le cas des groupes dont la mort est reconnue par les paramilitaires démobilisés, le registre juridique prédomine (17%). Dans le cas des civils morts comme conséquence de la confrontation armée en Colombie, les JT utilisent des expressions, qui ont été classées dans la catégorie « indirecte » (graphique

⁵⁵⁴ CAR_14.06.06_4.

57). Ces désignations atténuent la violence avec laquelle la mort est survenue, mais en même temps, elles expriment la douleur qu'elle produit aux proches des personnes décédées (*la disparition, son départ, la fatalité, le coup le plus dur à supporter, la tragédie, ce qui s'est passé, le fait infortuné*) en la désignant avec des expressions poétiques voire ironiques (*Dieu a voulu les prendre, le tragique dénouement, on nous les rend entre quatre plaques en bois, la lumière de la vie s'est éteinte*) ou avec des expressions associées à la mort (*deuil, fosses communes, obsèques, funérailles, enterrés deux mètres sous terre, autopsies*). Ces expressions ne sont pas utilisées pour nommer la mort des combattants ; elles sont uniquement réservées aux civils.

Par ailleurs, le cas des députés a permis aux acteurs sociaux s'exprimant à travers les JT, ainsi qu'aux journalistes de critiquer ouvertement leur mort en utilisant un lexique axiologique, notamment des adjectifs, que dans d'autres cas, les médias informatifs ne se permettent pas, en parlant par exemple : *du pire des crimes, le pire carnage, le plus grand carnage, la mort tragique, le crime odieux, ce crime horrible, l'exécration crime, mourir comme un chien, ce crime impardonnable*⁵⁵⁵. Ce lexique permet d'accuser le responsable de la mort sans le mentionner explicitement et d'exprimer sa sympathie et solidarité envers les victimes. Il a déjà été souligné qu'en prenant parti en faveur des civils, les JT désignent implicitement un responsable.

Graphique 57 : Catégories utilisées pour désigner la mort des civils⁵⁵⁶



En conclusion, on peut relever que lorsqu'il s'agit d'une mort intrinsèque au conflit armé en Colombie, les informations télévisées en parlent avec une fréquence élevée (42%

⁵⁵⁵ *El peor crimen, la peor matanza, la mayor masacre, cruel acción, trágica muerte, crimen atroz, este crimen horrible, el execrable crimen, morir como un perro, ese crimen imperdonable.*

⁵⁵⁶ Civils N = 51, État/Gouvernement N = 289, Groupes N = 47 désignations.

des 452 unités d'information constituant le corpus), d'autre part, elle est largement invisible à l'image (3% du corpus). Plus particulièrement, les résultats révèlent que parler de la mort, ainsi que la manière de le faire font partie des éléments que les acteurs armés mobilisent dans le cadre de leurs opérations psychologiques pour justifier leurs actions et attaquer l'ennemi. Ainsi, la mort des combattants étatiques est instrumentalisée et présentée comme s'il n'était pas question des combattants. Leur violence est justifiée, car elle combat des groupes armés hors-la-loi responsables de la mort des civils innocents. De ce fait, la mort des acteurs contre-étatiques est légitimée. Pour leur part, les paramilitaires sont uniquement responsables des morts du passé. Enfin, les civils sont les victimes que les JT défendent et à travers lesquelles, ils peuvent prendre position vis-à-vis du conflit. Par ce biais, ils tentent d'impliquer les téléspectateurs sans prendre pour autant le risque d'être critiqués par manque d'impartialité. Dans ces conditions également, les journalistes finissent par reproduire le discours des sources officielles, notamment les catégories de désignation imposées par les acteurs armés dans une logique de guerre. Ce ne sont pas seulement les FF.MM. qui parlent des guérilléros « abattus », mais aussi les journalistes.

13.7.1.4. Rôle que les informations télévisées attribuent aux acteurs armés

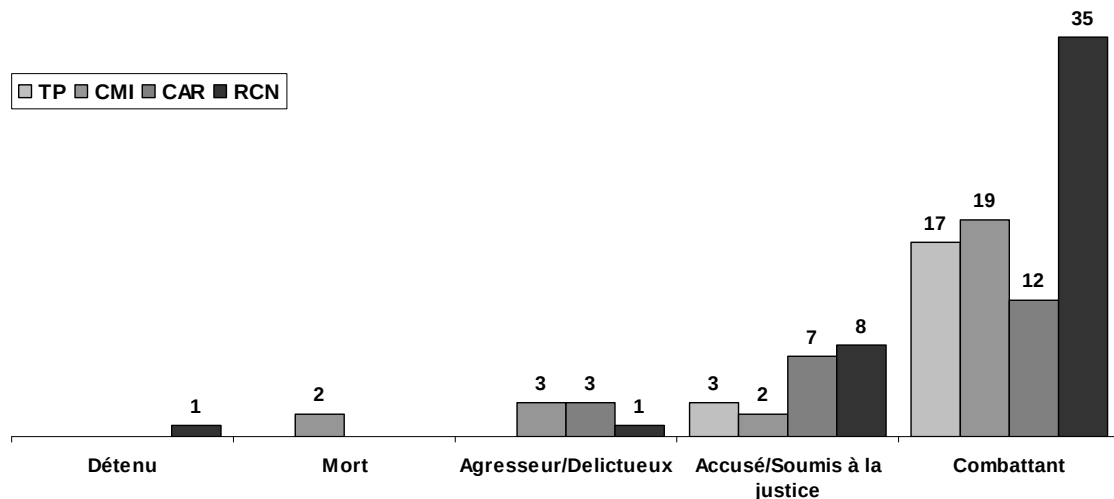
Selon les sources choisies, les thèmes traités, l'angle d'approche adopté pour aborder ces thèmes, la visibilité des acteurs armés, la manière dont ces derniers sont désignés et des actions de ces acteurs armés sur lesquelles les JT mettent l'accent, les informations télévisées attribuent des rôles différents à chacun des acteurs armés. Ils peuvent ainsi apparaître en tant qu'agents actifs ou, au contraire, sujets subissant les actions d'autres acteurs sociaux. Ils peuvent aussi être présentés comme des combattants ou bien comme des négociateurs. À ce sujet, les analyses montrent⁵⁵⁷ que les journaux télévisés, à travers les informations qu'ils diffusent, attribuent aux forces armées de l'État essentiellement un rôle de combattant :

- *Telepaís* : 17 des 20 unités d'information,
- *CM&* : 19 des 26 unités d'information,
- *Noticias Caracol* : 12 des 22 unités d'information,
- *Noticias RCN* : 35 des 45 unités d'information.

⁵⁵⁷ Pour établir la proportion d'unités d'enregistrement classée dans chaque catégorie, le nombre d'informations dans lesquelles un rôle est attribué à chaque acteur armé a été déterminé (tableau 17, dans la section 12.2.5.1).

Dans 3 unités d'enregistrement à *Telepaís*, 2 à *CM&*, 7 à *Noticias Caracol* et 8 à *Noticias RCN* (graphique 58), les acteurs armés étatiques apparaissent en tant qu'accusés soumis à la procédure juridictionnelle du pays. Dans ces cas, les sources officielles s'efforcent d'affirmer qu'il s'agit des cas isolés et que ces procès serviront à maintenir une image positive des FF.MM.

Graphique 58 : Rôle attribué aux forces armées de l'État⁵⁵⁸

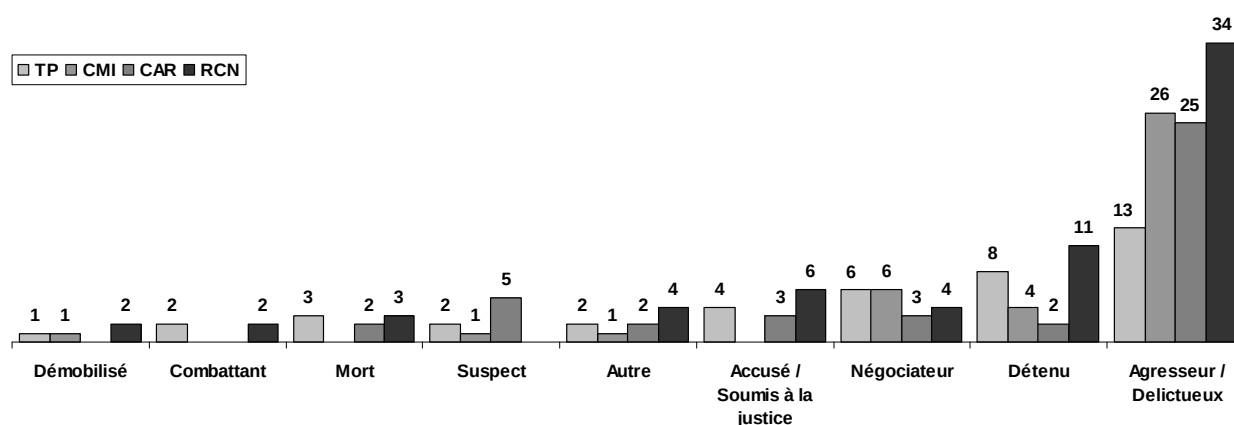


Les rôles que les informations télévisées attribuent aux guérillas sont plus variés que pour les forces armées de l'État. Sachant que ce sont essentiellement les sources officielles qui parlent des guérillas, les principaux rôles qui sont attribués à ces acteurs contre-étatiques sont ceux d'agresseurs et de responsables de divers délits (13 unités d'information des 41 qui donnent un rôle aux guérillas à *Telepaís*, 26 des 39 unités à *CM&*, 25 des 42 unités à *Noticias Caracol* et 34 des 66 unités à *Noticias RCN*). Si *Telepaís* montre une tendance plus marquée à véhiculer une image positive des FF.MM. en leur conférant le rôle de combattants, c'est *CM&* qui diffuse plus d'informations dans lesquelles l'image donnée aux guérillas est associée à ces opérations criminelles (délits et crimes). Les informations parlent des guérilleros en tant que détenus (*Telepaís* : 8 unités d'enregistrement sur 41, *CM&* : 4 sur 39, *Noticias Caracol* : 2 sur 42, *Noticias RCN* : 11 sur 66), mais aussi, en raison des pourparlers tenus avec l'ELN, en tant que négociateurs (*Telepaís* : 6 unités, *CM&* : 6, *Noticias Caracol* : 3, *Noticias RCN* : 4). Quoiqu'il en soit, sauf exception rarissime (2 unités d'enregistrement à *Telepaís* et à *Noticias RCN*), les informations télévisées n'accordent pas un rôle de combattants à ces groupes contre-étatiques (graphique 59). Ils sont soit des criminels, soit des groupes armés combattus par les FF.MM. Les seules exceptions concernent des informations où *Telepaís* et *Noticias RCN*

⁵⁵⁸ N = TP : 20, CMI : 26, CAR : 22, RCN : 45 unités d'information.

rendent compte des confrontations entre les FARC et les FF.MM. sans pour autant les présenter comme une victoire militaire de ces dernières : « *des durs combats ont eu lieu entre les unités militaires et des guérilleros des FARC à la frontière avec l'Équateur. Les subversifs protégeaient un campement dans lequel les autorités ont trouvé un hôpital moderne et des équipements pour faire de la plongée* »⁵⁵⁹.

Graphique 59 : Rôle attribué par les informations télévisées aux guérillas⁵⁶⁰



Les paramilitaires de leur côté sont montrés essentiellement comme des ex-combattants (*Telepaís* : 3 unités d'enregistrement des 15 attribuant un rôle aux groupes paraétatiques, *CM&* : 3 des 32 unités, *Noticias Caracol* : 4 des 18 unités, *Noticias RCN* : 2 des 43 unités), soumis à la justice (*Telepaís* : 8 unités d'information sur 15, *CM&* : 19 sur 32, *Noticias Caracol* : 8 sur 18, *Noticias RCN* : 20 sur 43) (graphique 60). Ils apparaissent également comme des acteurs de la négociation. À l'époque où le corpus a été constitué, les paramilitaires démobilisés négociaient avec le gouvernement les privilèges juridiques promis par ce dernier.

Lorsqu'il s'agit de ce que les autorités appellent de « bandes émergentes », les informations les présentent comment des groupes responsables de plusieurs crimes et délits (*Telepaís* : 1 unité d'information sur 15, *CM&* : 3 sur 32, *Noticias RCN* : 7 sur 43) (graphique 60). Les sources officielles parlent souvent et presque exclusivement de trafic de drogue. Les éventuelles motivations politiques de ces groupes paraétatiques actifs sont fortement minimisées. L'accent est essentiellement placé sur leurs activités criminelles : « *le gouvernement a prévenu que désormais les paramilitaires qui ne se sont pas démobilisés seront traités comme des narcotrafiquants* »⁵⁶¹. Cette position du gouvernement illustre la stratégie d'associer les groupes armés présents dans la situation

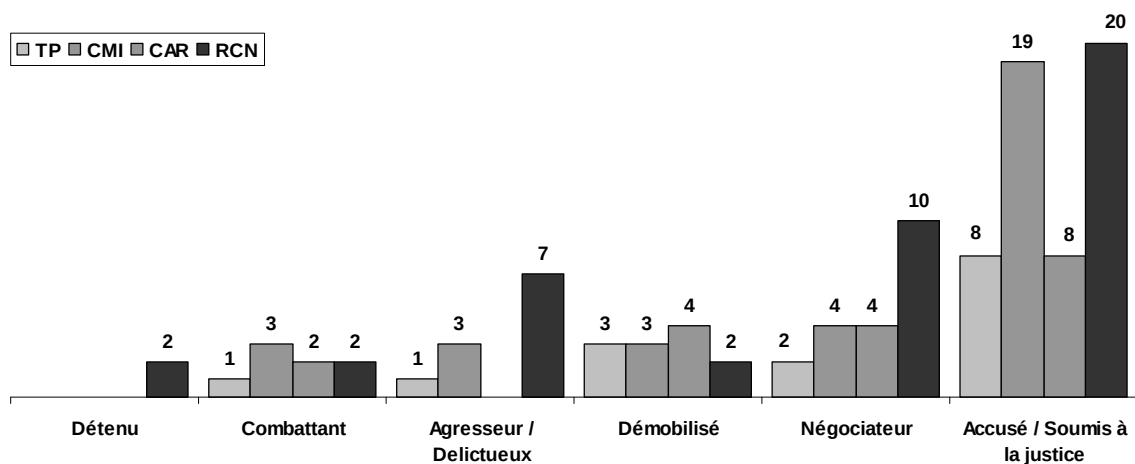
⁵⁵⁹ RCN_12.06.06_8.

⁵⁶⁰ N = TP : 41, CMI : 39, CAR : 42, RCN : 66 unités d'information.

⁵⁶¹ RCN_12.12.06_4.

de violence sociopolitique armée du pays uniquement à des délinquants, refusant ainsi de leur reconnaître un statut politique, qui confirmerait également l'existence d'un conflit armé à caractère non international. Ce sont essentiellement les sources civiles, notamment les organisations sociales, dont les partis politiques, qui mentionnent les actions et les opérations propres à ces groupes paramilitaires : « *le sénateur libéral Juan Fernando Cristo a fait une grave dénonciation aujourd'hui. Les Aigles Noirs menacent des congressistes de l'opposition. Le projet de loi d'attention intégrale aux victimes aurait déclenché les pressions* »⁵⁶².

Graphique 60 : Rôle attribué par les informations télévisées aux paramilitaires⁵⁶³



13.7.2. Attribution des responsabilités : discours des sources, discours journalistiques

Il s'agit ici d'examiner comment, dans certains cas particuliers, les acteurs armés mettent en œuvre des opérations de communication et la façon dont les professionnels de l'information répondent à cette instrumentalisation de la part des sources.

13.7.2.1. Les victoires militaires de forces armées de l'État

Parmi les sujets traités régulièrement par les journaux télévisés pour informer sur le conflit armé, le rapport des combats et des victoires militaires revendiquées par les forces armées de l'État est un des plus récurrents dans le corpus⁵⁶⁴. Cela obéit, d'une part, au fait que ce sont les sources officielles les plus visibles dans les JT et, d'autre part, au

⁵⁶² RCN_19.06.08_15.

⁵⁶³ N = TP : 15, CMI : 32, CAR : 18, RCN : 43 unités d'information.

⁵⁶⁴ Voir à ce propos les résultats présentés dans la section 13.4.

fait que les parties en conflit ont intérêt à rendre visibles leurs opérations militaires réussies comme un moyen pour montrer que l'ennemi est maîtrisé et qu'ils remportent la guerre. Face à cette instrumentalisation des médias par un des acteurs du conflit, il convient de se demander comment se positionnent les professionnels de l'information par rapport à cela.

Pour répondre à cette interrogation, la question des sources a été examinée. À ce sujet les résultats montrent que pour porter à la connaissance des citoyen-ne-s les opérations militaires victorieuses des acteurs armés étatiques, les JT privilégient le type d'information⁵⁶⁵ dans lequel les sources sont uniquement citées, étant donné que 21 unités d'enregistrement sur 43 correspondent à des brèves (4 sur 11 unités diffusées à *Telepaís*, 3 sur 5 à *CM&*, 1 sur 5 à *Noticias Caracol* et 13 sur 22 à *Noticias RCN*). Un peu moins de la moitié, soit 17 unités analysées (2 à *Telepaís*, 2 à *CM&*, 4 à *Noticias Caracol* et 9 à *Noticias RCN*), correspond à des informations dans lesquelles les JT proposent aux téléspectateurs d'entendre eux-mêmes les sources. Aucun JT n'a diffusé des éditoriaux ni des interviews au sujet des victoires militaires. En d'autres termes, la manière dont les télé-journaux de diffusion nationale présentent le plus souvent aux téléspectateurs les résultats positifs des FF.MM. se caractérise, soit par le recours à des formes qui permettent de ne pas entrer dans les détails, donnant ainsi l'impression de rester objectif puisqu'ils se limitent à décrire les faits sans en proposer de commentaires, soit par le recours à des formes qui, en exposant les sources, rendent plus crédibles les discours journalistiques.

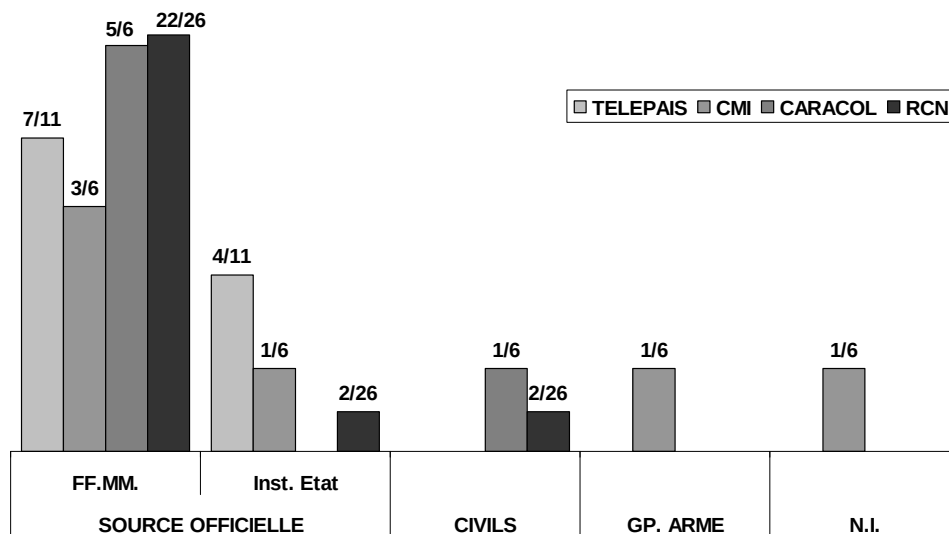
Plus concrètement, pour élaborer les informations relatant les victoires militaires, les JT ont sollicité presque exclusivement une seule source, ce qui entrave le recoupement de l'information et par là même, la neutralité et l'impartialité telles que ces pratiques professionnelles ont été définies précédemment. Les 11 unités d'information diffusées par *Telepaís* pour rendre compte d'une victoire militaire ont été élaborées sur la base de la version d'une seule source, dont les quatre cinquièmes correspondent à des sources citées. *CM&* et *Noticias Caracol* ont chacun utilisé deux sources (dont le point de vue exprimé n'est pas le même) dans un seul reportage, sur les cinq unités d'information qui annoncent des victoires militaires. *Noticias RCN* a diffusé 18 unités d'information sur 22 dans lesquelles une seule source est citée (14 brèves et nouvelles) ou visible (4 reportages) ; 4 unités d'information pour lesquelles deux sources ont été consultées, dont la moitié a exprimé des points de vue différents. Dans ces sens, les informations relatives aux victoires militaires présentent la même tendance que les autres informations traitant du conflit armé quant à l'absence de pluralité de sources et de leur polyphonie. En effet, seul un cinquième des unités d'enregistrement, diffusées par *CM&*, *Noticias Caracol* et *Noticias*

⁵⁶⁵ Les formes textuelles, comme les brèves, les reportages ou les nouvelles sont décrites dans la section 12.2.4.

RCN, citent deux sources (CM& : 1/5, *Noticias Caracol* : 1/5, *Noticias RCN* : 4/22), mais aucune information rapportant les victoires militaires des FF.MM. ne donne la parole à plus de deux sources. La moitié des unités analysées citant deux sources proposent le témoignage d'un civil plus la version de la source militaire. Dans ce cas, l'avis exprimé par le témoin civil ne fait que confirmer ce que la source officielle annonce.

Par ailleurs, pour communiquer les victoires militaires que les acteurs armés étatiques revendiquent, les journalistes se limitent à leur version essentiellement (*Telepaís* : 7 des 11 sources citées, CM& : 3 sur 5 sources, *Noticias Caracol* : 5 sur 6 sources, *Noticias RCN* : 22 sur 26 sources). D'autres sources comme les représentants de l'État ou les civils représentent 12 sources sur les 48 présentes dans les 43 unités d'enregistrement analysées. Les civils en tant que témoins de ces victoires militaires, n'ont été interviewés que par les JT des chaînes privées (1 fois à *Noticias Caracol* et 2 fois à *Noticias RCN*). Le graphique 61 permet de constater que, proportionnellement, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN* donnent aux sources militaires plus de possibilités d'être entendues par les téléspectateurs directement.

Graphique 61 : Sources convoquées pour informer les victoires militaires

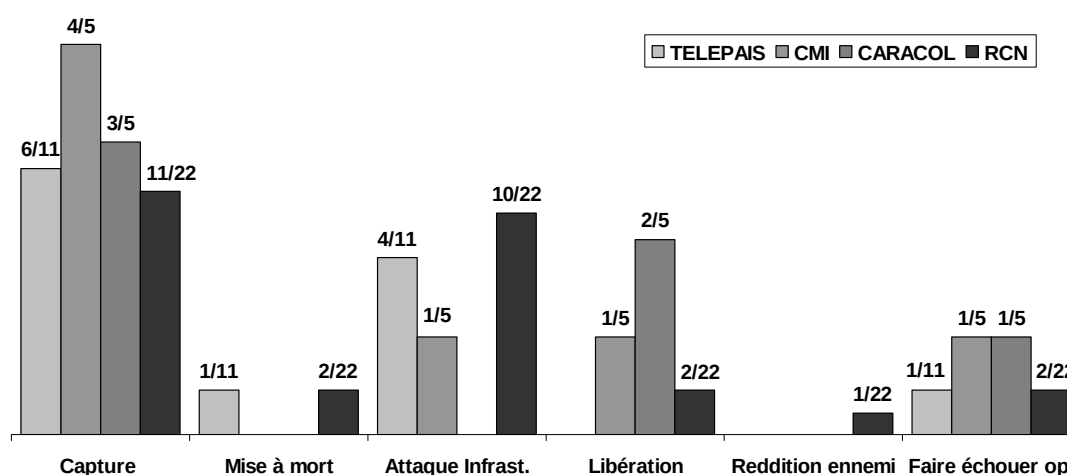


Deuxièmement, l'analyse s'est intéressée au type de victoires militaires que les forces armées colombiennes communiquent et dont les JT informent régulièrement. Entre juin 2006 et juin 2008, la victoire militaire la plus médiatisée concernait la capture des « présumés »⁵⁶⁶ membres des groupes armés hors-la-loi et tout particulièrement des « présumés » guérilleros (6 unités d'information sur 11 diffusées par *Telepaís*, 4 unités sur 5 à CM&, 3 sur 5 à *Noticias Caracol*, 11 sur 22 à *Noticias RCN*). Par le nombre d'unités

⁵⁶⁶ Le qualificatif « présumé » utilisé par les journalistes pour parler des personnes que les forces armées arrêtent ou « abattent » est analysé par la suite.

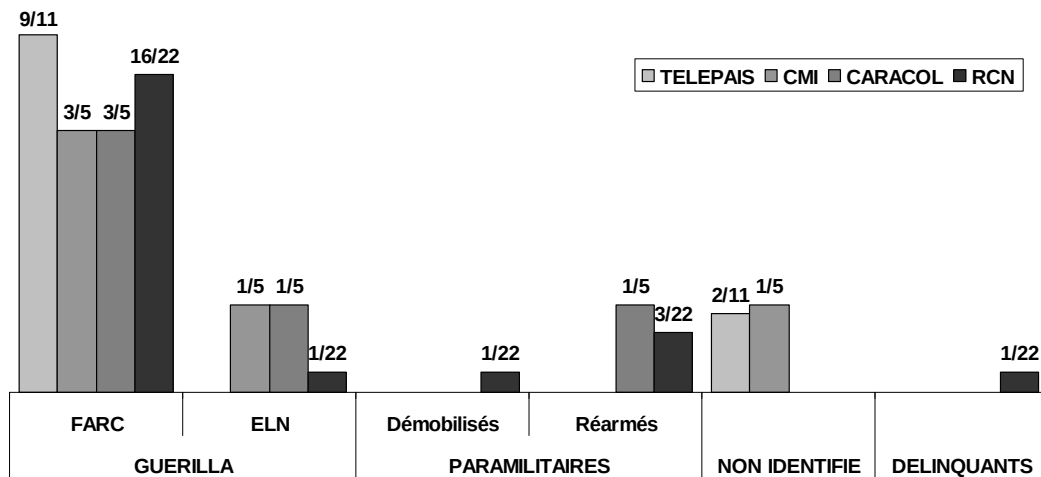
d'enregistrement concernées, la deuxième victoire militaire annoncée est le rapport des attaques des forces armées de l'État contre les infrastructures des guérillas de l'ELN et des FARC (4 unités sur 11 à *Telepaís*, 1 sur 5 à *CM&*, 10 sur 22 à *Noticias RCN*). La libération des civils « privés de liberté » par les guérillas constitue un thème que seul *Telepaís* n'évoque pas (1 unité d'information diffusée par *CM&*, 2 unités par *Noticias Caracol* et 2 par *Noticias RCN*). En décembre 2007, les quatre télé-journaux nationaux ont traité l'information provenant de la police nationale, selon laquelle cet organisme avait réussi à déjouer le plan des FARC visant à kidnapper les deux fils du président de la République. Enfin, une seule information diffusée par *Noticias RCN* mentionne la reddition de quatre guérilleros des FARC suite aux « pressions de l'armée » (graphique 62).

Graphique 62 : Victoire militaire annoncée par les JT⁵⁶⁷

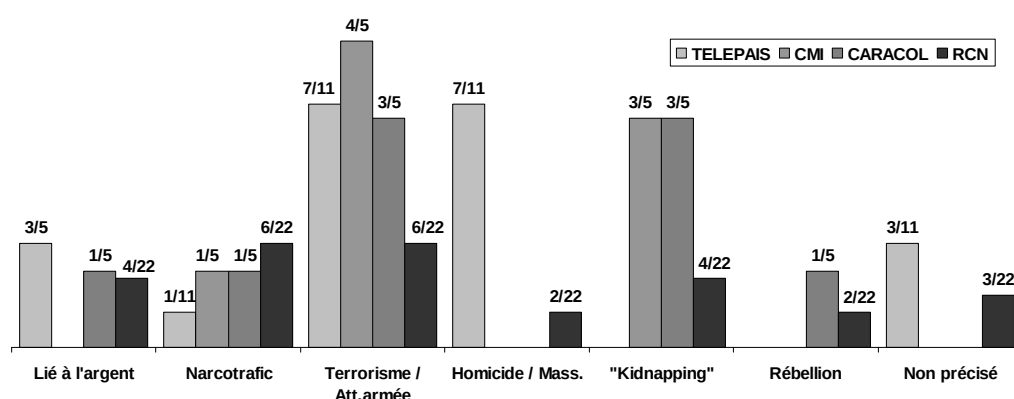


En ce qui concerne l'adversaire contre lequel ces victoires ont été remportées, c'est la guérilla des FARC qui est mentionnée dans les trois quarts des unités d'enregistrement analysées (9 informations sur 11 à *Telepaís*, 3 sur 5 à *CM&* et à *Noticias Caracol*, 16 sur 22 à *Noticias RCN*). La guérilla de l'ELN est beaucoup moins concernée (3 unités, dont 1 à *CM&*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*) d'autant plus qu'à la période analysée, cette guérilla était dans un processus de négociation avec le gouvernement. Les paramilitaires réarmés sont mentionnés dans 4 unités d'enregistrement (*Noticias Caracol* : 1, *Noticias RCN* : 3). Un cinquième des unités d'information concernées par les victoires militaires à *Telepaís* et à *CM&* n'identifient pas l'adversaire combattu (graphique 63).

⁵⁶⁷ Une même unité d'information peut rapporter plus d'une victoire militaire, comme par exemple le démantèlement d'un campement et la capture de « présumés » guérilleros.

Graphique 63 : Adversaires combattus

Pour justifier les opérations militaires qui ont conduit à des victoires, les forces armées rendent leurs adversaires responsables de plusieurs crimes et délits. Les plus souvent, on retrouve les attaques contre la population civile et les crimes que l'armée et la police qualifient d'« attentats terroristes » qui représentent presque la moitié (20 sur 43) des unités d'information émises par *Telepaís*, *CM&*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*. Proportionnellement, *CM&* et *Noticias Caracol* ont accordé plus d'importance aux informations dans lesquelles les acteurs armés étatiques rendent responsables leurs adversaires de « kidnapping » (*secuestro*) (3 unités d'enregistrement sur 5). Dans 9 unités, (6 diffusées par *Noticias RCN*), les guérillas sont accusées de trafic de drogue et dans 8 autres, ces groupes contre-étatiques sont accusés des délits liés à l'argent comme l'enrichissement illicite ou le blanchiment d'argent. Les forces armées de l'État mettent l'accent sur des activités qui sont en contradiction avec les revendications politiques défendues par les guérillas. Ainsi, dans le rapport de leurs victoires militaires, les FF.MM. ne combattent que des criminels. Ceci constitue un moyen important pour les acteurs armés étatiques de justifier la violence exercée contre ces groupes irréguliers. Enfin, il convient de souligner l'accent que *Telepaís* a mis sur les homicides dont les FF.MM. accusent leurs adversaires (7 unités d'information sur 11) (graphique 64).

Graphique 64 : Délits dont les sources officielles accusent leurs adversaires⁵⁶⁸

Eu égard à ces résultats qui démontrent l'avantage dont un des acteurs du conflit bénéficie pour se rendre visible, justifier ses actions et discréditer l'adversaire, il convient de se demander comment se positionnent les journalistes dans ces informations. Pour cela, trois aspects ont été observés. Le premier concerne la certitude avec laquelle les JT rapportent les victoires militaires. Le deuxième a trait à l'identification de l'adversaire que les forces armées de l'État affirment avoir capturé, « abattu », empêché de mener des attentats. Le troisième aspect se rapporte à la certitude avec laquelle les délits dont les forces armées de l'État accusent leurs adversaires sont rapportés par les journalistes. Les propos sont-ils exprimés sous forme de supposition (verbes au conditionnel), ou bien de manière affirmative (verbes à l'indicatif) ? Les journalistes citent-ils les sources ou dans leurs énoncés s'approprient-ils de la version fournie par celles-ci ?

En regardant la manière dont la victoire militaire est annoncée par les JT, il est possible de constater que dans presque la totalité des unités d'information rapportant une victoire militaire, les journaux télévisés ne mettent pas en doute la version de la source (graphique 65). L'information est exprimée avec des verbes à l'indicatif et dans des énoncés qui ne présentent pas de marques de distanciation telles que le conditionnel ou le discours rapporté indirect : « *Le Gaula a libéré un agriculteur de 58 ans qui avait été enlevé (plagiado) par des membres de l'ELN* »⁵⁶⁹ ; « *Le DAS a capturé quatre personnes accusées par les autorités d'être les prête-noms d'un guérillero des FARC* »⁵⁷⁰. Un seul reportage, diffusé par *Noticias RCN*, annonce la victoire militaire au conditionnel : « *30 guérilleros des FARC seraient morts dans deux opérations des forces militaires* »⁵⁷¹. Non seulement les informations sont élaborées sur la base d'une seule version, mais aussi elles sont annoncées comme confirmées par les JT.

⁵⁶⁸ Une même unité d'information peut attribuer plusieurs délits au même adversaire.

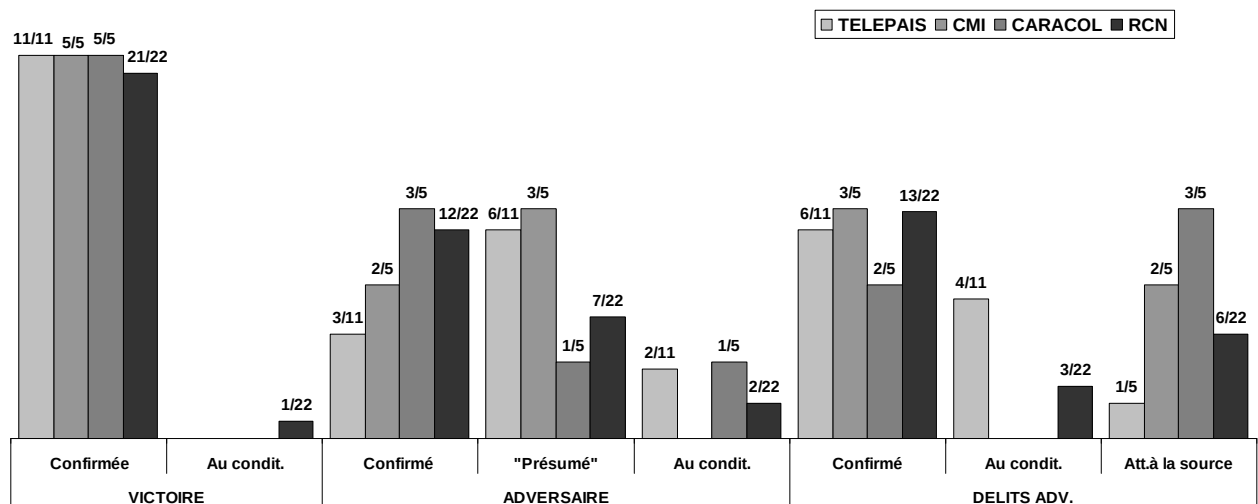
⁵⁶⁹ CAR_20.06.08_13.

⁵⁷⁰ TP_12.06.06_2.

⁵⁷¹ RCN_26.06.07_21.

En revanche, les journalistes font preuve de plus de distanciation au niveau énonciatif lorsqu'il s'agit d'identifier l'adversaire puisque, entre un quart et deux tiers des unités d'enregistrement (6 sur 11 à *Telepaís*, 3 sur 5 à *CM&*, 1 sur 5 à *Noticias Caracol* et 7 sur 22 à *Noticias RCN*), présentent l'adversaire comme un « présumé » membre d'un groupe armé indiquant aux téléspectateurs que l'appartenance de la personne au groupe armé n'est pas confirmée : « *La police a démantelé un plan des FARC pour kidnapper les fils du président (...) Dans l'opération 10 présumés subversifs ont été capturés* »⁵⁷², « *Le DAS et l'armée ont présenté les présumés membres d'un réseau financier du Mono Jojoy [FARC]* »⁵⁷³. Puis dans 5 unités d'information (2 à *Telepaís*, 1 à *Noticias Caracol* et 2 à *Noticias RCN* -graphique 65) l'identité et/ou l'appartenance de l'adversaire à un groupe armé est exprimée au conditionnel : « *La police a occupé 84 propriétés cultivées avec la feuille de coca (...). Les propriétaires de ces cultures seraient les groupes émergents de paramilitaires* »⁵⁷⁴.

Graphique 65 : Victoires militaires, adversaires et délits de l'adversaire : confirmés ou au conditionnel



À propos de la manière dont les informations télévisées identifient l'adversaire des FF.MM., un reportage diffusé par *Noticias Caracol* mérite d'être évoqué, car il est représentatif de la confusion que cela peut engendrer. Alors que la présentatrice affirme que « *selon le colonel Fernando Jiménez, commandant de la police à Nariño, l'harcèlement à la municipalité de Policarpa a été réalisé par des membres des bandes émergentes au service du narcotrafic...* », le titre qui s'affiche à l'écran indique que « *des*

⁵⁷² CMI_13.12.07_11.

⁵⁷³ RCN_12.06.06_7.

⁵⁷⁴ RCN_17.06.08_19.

présupposés guérilleros harcèlent un village »⁵⁷⁵. De plus, dans les images (séquence de photogrammes 93) qui, selon le JT appartiennent à la police, les téléspectateurs voient une personne habillée en civil poursuivie par des membres de la police. Mais les images ne montrent pas le village harcelé ou les dégâts causés par ces attaques. Dans l'extrait de l'interview réalisé à la source, le commandant de la police de Nariño ne mentionne aucun groupe en particulier : « *nous vous poursuivrons, nous irons avec tous les outils juridiques, nous allons vous capturer et si vous vous confrontez à la force publique, nous vous abattons* ». Les éléments fournis dans l'information semblent contradictoires et ne permettent pas de déterminer si ce sont des paramilitaires ou des guérilleros qui ont attaqué un village.



Séquence de photogrammes 93 :
CAR_14.12.07 :18

Enfin, si les sources officielles justifient leurs opérations militaires en affirmant que l'adversaire commet des délits qui n'ont pas de justification politique et des crimes contre des civils sans défense, force est de constater que dans la moitié des unités d'information (*Telepaís* : 6 sur 11, *CM&* : 3 sur 5, *Noticias Caracol* : 2 sur 5, *Noticias RCN* : 13 sur 22), les journalistes se réapproprient les propos de la source : « ... *les subversifs protégeaient un campement dans lequel les autorités ont trouvé un hôpital moderne et de l'équipement pour faire la plongée* »⁵⁷⁶ « ...le DAS et la brigade d'infanterie de la marine ont démantelé le réseau des milices au service du front 37 des FARC qui *commet des délits* dans les départements de Sucre et Bolivar »⁵⁷⁷. Dans un cinquième des 43 unités analysées, (*Telepaís* : 1 sur 11, *CM&* : 2 sur 5, *Noticias Caracol* : 3 sur 5, *Noticias RCN* : 6 sur 22), les journalistes citent la source en utilisant des verbes de parole ou des modalisations d'emprunt caractéristiques du discours rapporté indirect : « *La marine a capturé le*

⁵⁷⁵ CAR_14.12.07.18.

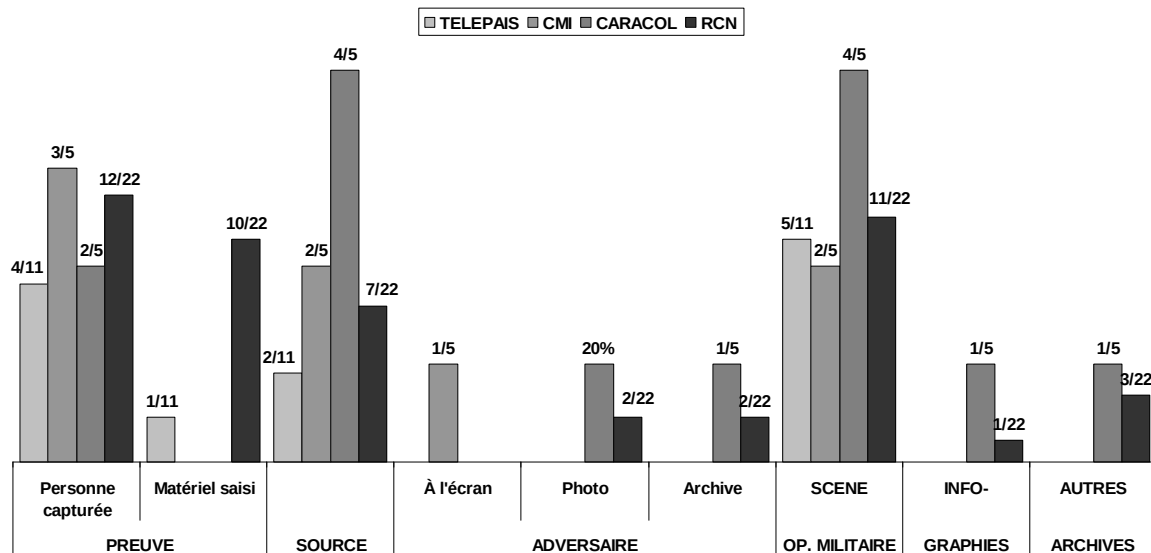
⁵⁷⁶ RCN_12.06.06_8.

⁵⁷⁷ TP_12.12.07_19.

présupposé guérilléro responsable des attentats à Buenaventura (...) *Selon la marine*, Edwin Alexander Torres, alias Palermo, de 24 ans, considéré chef (cabecilla) des FARC, a été arrêté à Punta del Este... », « ... **selon les autorités** les hommes [accusés d'appartenir aux FARC] sont accusés des délits de rébellion, terrorisme et extorsion »⁵⁷⁸. Dans moins d'un cinquième des unités d'information (4 diffusées à *Telepaís* et 3 à *Noticias RCN* -graphique 65) les délits dont sont accusés les adversaires des FF.MM. sont énoncés au conditionnel : « ... les détenus **auraient blanchi** des millions appartenant aux FARC »⁵⁷⁹, « L'armée a détruit un laboratoire pour le traitement de cocaïne. **Apparemment** la drogue appartenait aux bandes émergentes constituées par des ex-membres des autodéfenses »⁵⁸⁰.

Pour finir, le contenu des images avec lesquelles les journaux télévisés communiquent les victoires militaires des forces armées de l'État est examiné. À ce sujet, le graphique 66 indique que les images les plus fréquentes sont celles qui montrent les preuves de ces victoires : 32 unités d'enregistrement sur 43 présentent des séquences où les téléspectateurs voient les personnes capturées (*Telepaís* : dans 4 unités sur 11, *CM&* : 3 sur 5, *Noticias Caracol* : 2 sur 5, *Noticias RCN* : 12 sur 22) et le matériel de guerre saisi (*Telepaís* : dans 1 unités sur 11, *Noticias RCN* : 10 sur 22).

Graphique 66 : Contenu des images avec lesquelles les JT informent les victoires militaires⁵⁸¹



⁵⁷⁸ CAR_16.06.08_8.

⁵⁷⁹ TP_12.06.06_2.

⁵⁸⁰ RCN_14.12.06_31.

⁵⁸¹ Ce graphique indique le nombre d'unités d'information dans lesquelles, il y a au moins une séquence appartenant aux catégories proposées. Les plans sur les présentateurs qui lancent les informations ne sont pas comptabilisés. Une même unité peut avoir différentes séquences. Chacune est classée dans une des catégories présentées dans le graphique.

Les photogrammes 94 et 95 montrent des exemples de ce type de séquences. Systématiquement, les personnes capturées sont filmées debout devant l’emblème de la force armée responsable de leur capture, les personnes sont gardées par des policiers ou des militaires de chaque côté. En règle générale, le matériel saisi est exposé de manière organisée sur une table ou par terre.



Photogramme 94 :
RCN_26.06.07_20



Photogramme 95 :
RCN_27.06.07_33

En deuxième lieu, ce sont des séquences qui sont présentées comme des scènes des opérations militaires que les JT diffusent : 22 unités d’information sur 43 (*Telepaís* : dans 5 unités sur 11, *CM&* : 2 sur 5, *Noticias Caracol* : 4 sur 5, *Noticias RCN* : 11 sur 22). Quelques fois, le JT indique que la vidéo appartient à la source (photogramme 96). D’autres fois, il s’avère difficile de déterminer si les séquences correspondent à des images d’archives, si elles ont été fournies par les sources ou si les JT étaient présent au moment de l’opération pour filmer. Un trait caractéristique de ces images réside dans leur mauvaise qualité, ce qui permet à l’instance médiatique de produire un effet de réel. Les opérations montrées correspondent à des captures d’individus, des perquisitions (séquence de photogrammes 97) ou à des séquences tournées dans la forêt.

« Vidéo Gaula de la Marine »



Photogramme 96 :
CAR_20.06.08.13



Séquence de photogramme 97 :
TP_19.06.08_5

Enfin, le troisième groupe d'images récurrentes correspond aux séquences des sources militaires s'exprimant à l'écran lors d'une conférence de presse (photogramme 98) ou en interview sur le terrain (photogramme 99). Ce type d'image est présente dans 15 unités d'enregistrement sur 43 (*Telepaís* : dans 2 unités sur 11, *CM&* : 2 sur 5, *Noticias Caracol* : 4 sur 5, *Noticias RCN* : 7 sur 22).



Photogramme 98 :
CMI_13.12.07_11



Photogramme 99 :
RCN_12.06.08_8

En regardant le graphique 66, il est possible de constater également que ce sont les JT des chaînes privées qui disposent d'une plus grande variété d'images. Ce sont les seuls à proposer des photos et des images d'archives de l'adversaire (photogramme 100), des infographies qui indiquent, sur une carte, l'endroit des événements (photogramme 101) ou qui illustrent des événements difficiles à filmer, comme une explosion.



Photogramme 100 :
RCN_11.12.07_38



Photogramme 101 :
CAR_14.12.07_18

Donc, à travers ces images, les JT et surtout les sources montrent aux téléspectateurs une représentation assez « propre », voire « aseptisée » des opérations militaires des forces armées de l'État. Les téléspectateurs ne voient pas des images violentes de morts, blessés, de sang. Les dégâts montrés qui sont causés par ces opérations

correspondent aux laboratoires de traitement de drogues illicites démantelés. Les personnes capturées ainsi que le matériel saisi sont présentés de manière méthodique. Avec ce traitement médiatique l'aspect destructif du conflit n'est pas visible. Ces aspects enjolivés ressortent avec acuité dans les différents discours d'information médiatique.

13.7.2.2. Le cas du recrutement d'enfants pour la guerre

Dans le cadre d'un conflit armé comme celui de la Colombie, se préoccuper du sort des victimes civiles et assumer un parti pris en leur faveur peut s'avérer une position noble qui ne saurait être critiquée. Cependant, comme cela a été mentionné à plusieurs reprises, ce positionnement, aussi noble soit-il, n'est pas dépourvu d'une attitude partisane implicite. C'est d'ailleurs pour cette raison que ce sous-corpus a été constitué. En effet, le 10 décembre 2007, journée mondiale des droits humains, le commandant des forces militaires colombiennes, le général Freddy Padilla de León, a convoqué les journalistes de divers médias du pays à un événement⁵⁸² dans lequel il a annoncé que des « organisations hors-la-loi » recrutaient des enfants pour les utiliser comme de la « chair à canon » et pour réaliser des attaques. En guise de preuve, le militaire a projeté une vidéo. Dans les extraits que les télé-journaux ont diffusés de cette vidéo, il est possible de voir des mineurs/adolescents en uniforme militaire. À partir de ce matériel, les quatre JT nationaux ont élaboré chacun un reportage dans lesquels la manière de désigner les groupes responsables du recrutement d'enfants n'est pas cohérente.

Tout d'abord, les quatre JT n'ont pas accordé la même importance à l'information. *Telepaís*, *CM&* et *Noticias Caracol* ont diffusé ce reportage dans la première partie du JT, autrement dit avant la première pause publicitaire (7^e information à *Noticias Caracol* et 8^e information à *Telepaís* et *CM&*). En revanche, à *Noticias RCN* l'information a été diffusée dans la troisième partie du JT, après deux pauses de publicité. Elle correspond à la 24^e information de la journée. De plus, le temps que chaque journal télévisé a accordé à son reportage constitue un indicateur pour jauger de la valeur qu'il comporte dans la grille de programmation du JT. Ainsi, le reportage le plus long a été proposé par *Telepaís* (1 minute 54 secondes), suivi de celui de *Noticias Caracol* (1 minute 28 secondes). Les reportages de *CM&* et de *Noticias RCN* dépassent à peine une minute (1 minute 3 secondes et 1 minute 6 secondes respectivement). Ces durées s'inscrivent dans la durée moyenne que les JT donnent aux informations sur le conflit armé⁵⁸³. Le reportage de *Telepaís* est, en même temps, celui qui a diffusé l'extrait le plus long du discours que la source militaire a prononcé.

⁵⁸² À partir des images, il est possible de déduire qu'il s'agit d'une conférence de presse organisée lors d'un déjeuner.

⁵⁸³ *Telepaís* : 1'08'', *CM&* : 1'04'', *Noticias Caracol* : 1'30'', *Noticias RCN* : 54''.

Le deuxième élément à prendre en considération concerne les critères avec lesquels les journalistes définissent l'objectivité d'une information. Ainsi, par rapport à la pluralité des sources, la neutralité, l'équilibre et l'impartialité, les quatre reportages adoptent une démarche partielle. En effet, ces reportages ont été élaborés uniquement sur la base de la version d'une source. Des points de vue contrastés ne sont pas proposés. Sur la base de ces considérations préliminaires, il convient d'approfondir l'analyse en examinant la manière dont la responsabilité du recrutement d'enfants pour la guerre est attribuée. Plus concrètement, en ce qui concerne l'identité des responsables du recrutement d'enfants, les textes, les commentaires et les images contiennent des éléments contradictoires. À *Telepaís*, le présentateur lance le reportage en disant : « *une grave dénonciation a été faite ce matin par le commandant des forces militaires, le général Freddy Padilla de León. Le haut officier a révélé que les groupes insurgés recrutent des mineurs pour les utiliser comme des boucliers humains dans les confrontations armées* ». L'incrustation, diffusée en même temps, montre une photo de deux jeunes garçons en plan rapproché. Celui dont le visage est visible semble porter des munitions sur ses épaules. La photo est accompagnée du mot « *préoccupation* » (photogramme 102). De cette manière, le JT invite à porter l'attention sur la condition des mineurs.



Photogramme 102 :
TP_10.12.07_7

Dans deux des trois séquences dans lesquelles la journaliste fait son commentaire en *voix off*, les téléspectateurs ont vu des extraits de la vidéo fournie par les forces militaires⁵⁸⁴, sans pour autant indiquer l'origine des images. Elles montrent en plan moyen et demi-ensemble des mineurs en uniforme militaire, armés et dans une situation qui ressemblerait à un entraînement militaire. Ces séquences (séquence de photogrammes 103) n'ont pas le son original et leur qualité est mauvaise. Comme la loi colombienne le stipule, les visages des enfants sont dénaturés afin d'éviter leur identification. Dans son commentaire, la journaliste affirme que : « *déchirantes sont les images qui mettent en évidence la participation d'enfants dans la guerre, selon le commandant des forces militaires (...) les mineurs sont utilisés par les groupes insurgés comme de la chair à canon, dans la fabrication d'armes et comme des objets sexuels* ».

⁵⁸⁴ Il s'agit des mêmes images que celles diffusées par *CM&* et *Noticias Caracol*.



Séquence de photogramme 103 :
TP_10.12.07_7

Puis à la fin du reportage, la journaliste déclare : « *selon les statistiques du ministère de la Défense, plus de 14'000 membres des **groupes insurgés**, dont 2'267 enfants, se sont démobilisés* ». Pendant ce commentaire, alors que la journaliste mentionnait les « groupes insurgés », les images montrées correspondaient à des archives des démobilisations massives de groupes paramilitaires (séquence de photogrammes 104). En d'autres termes, par le biais des images, le JT suggère qu'il parle de groupes paraétatiques, alors que le présentateur et la journaliste, en citant la source, affirment que les responsables sont les « groupes insurgés », expression qui, comme cela a été mentionné, se réfère originellement aux guérillas, mais que ce JT utilise de manière imprécise dans certaines informations, comme celle-ci⁵⁸⁵. En outre, il faut encore mentionner que *Telepaís* est le seul à affirmer que les enfants sont utilisés comme des « objets sexuels ». Dans tous les extraits diffusés par les quatre JT, des propos de la source et autres commentaires des journalistes, ces accusations ne sont pas proférées.



Séquence de photogramme 104 :
TP_10.12.07_7

Dans la séquence qui retransmet des extraits du discours de la source militaire, cette dernière dit que « *le recrutement en ce moment de ces **organisations hors-la-loi** est lié aux zones où il y a des cultures illicites* ». Autrement dit, avec l'expression « organisations hors-la-loi », le militaire peut faire référence à tous les groupes armés irréguliers : paramilitaires ou guérillas. Les trois autres télé-journaux n'ont pas retransmis cette séquence dans laquelle la source militaire évoque les organisations hors-la-loi.

⁵⁸⁵ Cette question a déjà été analysée dans une section précédente (13.6.2.7.3.4) portant sur la manière dont les acteurs armés légaux et illégaux sont désignés par les journalistes.

À CM&, la présentatrice introduit l'information en affirmant que « *le commandant des forces militaires a ordonné aujourd'hui à ses hommes de protéger les droits des mineurs démobilisés. L'officier a condamné les **groupes armés illégaux** qui utilisent les enfants comme de la chair à canon dans les combats avec la force publique* ». Avec l'expression « groupes armés illégaux », implicitement le JT sous-entend que les responsables pourraient être tout autant les guérillas, que les paramilitaires ou les délinquants. Dès l'introduction du reportage, CM& met l'accent non pas sur les victimes, mais sur les mesures que la source annonce pour améliorer leur situation qui consiste, dit le JT, à ordonner aux forces militaires de protéger les enfants ex-combattants. D'ailleurs, l'incrustation est utilisée pour identifier la source, avec la photo en plan rapproché du commandant des FF.MM. et indiquer l'action de celle-ci, avec le texte « Dénonciation » (photogramme 105).



Photogramme 105 :
CMI_10.12.07_9

Dans les trois séquences de commentaire en *voix off* de la journaliste, elle témoigne de la situation dont elle a eu connaissance en expliquant à ses téléspectateurs que « *ces images dramatiques montrent l'entraînement de mineurs à la **guérilla**, quelques uns sont mêmes formés pour faire des mines* ». Elle précise également que « *le général Freddy Padilla (...) a révélé que 2'267 enfants ont été démobilisés : 1'256 appartenaient aux **FARC**, 321 à l'**ELN**, 602 aux bastions des **autodéfenses** et 88 à la **délinquance*** ». Les chiffres exacts rapportés par la source et ensuite par le JT constituent un moyen supplémentaire pour crédibiliser le discours. Toutefois, ces chiffres correspondent au nombre d'enfants ex-combattants et non pas au nombre d'enfants victimes de la situation dénoncée par la source, à savoir l'utilisation des mineurs pour fabriquer des armes ou comme de boucliers humains. Les images montées sur le commentaire en *voix off* correspondent à la vidéo fournie par la source (photogramme 106). À la différence de *Telepaís*, CM& rend lisible l'inscription originale « vidéo saisie à la guérilla », sans préciser laquelle (FARC, ELN ?) (photogramme 108). De plus, un bandeau clairement visible à l'écran indique que la « *vidéo [appartient à] l'armée* » (photogramme 107). Dans les séquences du commentaire en *off* de la journaliste, il y a également d'autres images qui par leur netteté et tonalité pourraient provenir d'une autre vidéo. Elles montrent des mains (d'adulte) manipulant une poudre. Avec l'appui du commentaire les téléspectateurs

peuvent comprendre que la séquence illustre la fabrication d'explosifs (photogramme 107). Avec le titre que le JT affiche à l'écran, c'est la guérilla des FARC qui est accusée : « [ils] dénoncent les **FARC** pour recruter des mineurs » (photogramme 106).



Cet exemple illustre la subtilité et l'ambiguïté avec lesquelles un JT peut émettre des opinions et attribuer des responsabilités. Dans le discours, la présentatrice utilise une désignation vague « groupes armés illégaux ». Avec le texte, le JT est plus précis dans la mesure où il désigne la guérilla des FARC. Puis, à la fin du reportage, les FARC, l'ELN, les paramilitaires et les délinquants sont mentionnés. Mais l'image en arrière plan désigne à nouveau la guérilla des FARC. En effet, l'arrière plan des images de synthèse qui exposent les chiffres avancés par la journaliste et attribués à la source (séquence de photogrammes 109), correspond à une image floue de deux leaders de la guérilla des FARC. L'image a probablement été prise du site web de ce groupe armé puisqu'il s'agit d'un montage avec l'emblème utilisé à l'occasion des 44 ans du groupe (photogramme 110).



Séquence de
photogrammes 109



Photogramme 110

Pour résumer, dans le commentaire, le JT mentionne les « groupes armés illégaux », alors que les éléments scriptovisuels désignent de manière plus précise uniquement un des ces groupes. Pour étayer cette allusion aux FARC, CM& se base aussi sur les propos de la source qui mentionne le cas du fils de Clara Rojas : « ... *l'espoir que Clara Rojas et son fils recouvrent la liberté et qu'ils le fassent lorsque cet enfant est encore un bébé* ». De cette façon, la source militaire fait aussi une claire allusion aux FARC, même si dans sa dénonciation, le commandant parlait des « organisations hors-la-loi ». En fait, Clara Rojas était l'assistance d'Ingrid Betancourt, elles étaient ensemble lorsque les FARC ont « privé de liberté » la politicienne colombo-française. Clara Rojas a été libérée par la guérilla avec deux autres politiciens en janvier 2008. Durant, sa captivité, elle a donné naissance, dans la forêt, à un garçon né d'une union avec un guérillero. C'est à cet enfant que le militaire fait référence et que les journalistes colombiens désignaient comme le plus jeune « *secuestrado* » (kidnappé) de l'histoire.

Noticias Caracol tient le discours le moins ambigu des quatre JT en ce qui concerne la désignation d'un responsable, car dès le lancement du reportage le présentateur désigne les FARC comme étant responsable d'utiliser des enfants pour la guerre. Pour cela, il cite la source : « *les forces militaires ont dénoncé aujourd'hui que les FARC utilisent des enfants pour fabriquer des bombes et des mines. Le général Freddy Padilla de León a dit qu'à travers de comptines diffusées par des stations de radio clandestines, ceux qui ont pris les armes* (alzados en armas) *apprennent aux enfants à manipuler de dangereux explosifs* ». L'incrustation est cohérente avec ces premiers propos. Elle montre en premier plan et de dos la tête d'un enfant et en arrière plan, le mot « FARC » sur un croquis de la Colombie. Le texte qui accompagne l'incrustation est le même qu'à CM& : « Dénonciation » (photogramme 111).



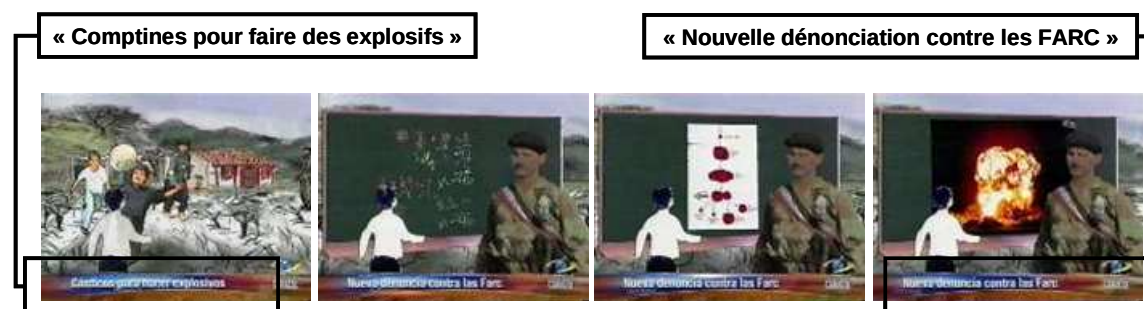
Photogramme 111 :
CAR_10.12.07_8

Noticias Caracol diffuse quelques extraits de la vidéo qui proviennent d'une source militaire, mais, à l'instar de *Telepaís* et à la différence de CM&, l'origine (vidéo saisie à la guérilla et vidéo de l'armée) n'est pas indiquée. Ces images sont dénaturées de manière différente (photogramme 112). De plus, il convient de préciser que les deux JT des chaînes

privées ont utilisé des images autres que celles de la vidéo fournie par la source. Des images de synthèse accompagnent le commentaire du journaliste en voix *off*. Ces infographies représentent des enfants qui jouent à la balle (séquence de photogrammes 113) et une situation d'enseignement, dans laquelle le rôle d'instituteur est représenté par un homme armé. Dans le tableau vers lequel un enfant est tourné comme s'il s'apprêtait à écrire, défile une animation avec des formules mathématiques et une explosion (séquence de photogrammes 113).



Photogramme 112



Séquence de
photogrammes 113

Ces dernières images sont synchronisées avec la bande-son d'une voix masculine qui chante une instruction : « *faisons un explosif, efficace pas comme les autres, je fais référence à celui connu par la formule R1* »⁵⁸⁶. L'origine de cette bande-son n'est pas précisée : la source militaire ? La vidéo originale que la source attribue à la guérilla ? Le JT ? Ensuite, le journaliste continue : « *en profitant de la journée internationale des droits humains, l'armée a révélé des enregistrements où les **guérilléros** entraînent des enfants dans la préparation et la détonation d'explosifs* ». Enfin, deux textes sont incrustés sur un bandeau en guise de titre, l'un désigne également le responsable (« *nouvelle dénonciation contre les FARC* ») et l'autre résume les accusations portées au groupe armé (« *comptines pour faire des explosifs* ») (séquence de photogrammes 113).

Intercalés avec les quatre séquences de commentaire journalistique en voix *off* et de l'enregistrement sonore qui accompagne les images de synthèse, *Noticias Caracol* a

⁵⁸⁶ « *Hagamos un explosivo eficaz como ninguno, me refiero al conocido por fórmula R1* ». CAR_10.12.07_8.

diffusé deux extraits des propos tenus par la source. Dans le premier, les téléspectateurs entendent le militaire préciser que « *les enfants sont très habiles manuellement pour apprendre cette technique* ». Le deuxième extrait correspond au même diffusé par CM& et Telepaís dans lequel la source militaire parle de l'enfant de Clara Rojas. Donc, la source fait une allusion aux FARC, mais ne les responsabilise pas explicitement d'utiliser des enfants dans les combats. Toutefois, *Noticias Caracol* est le seul JT à désigner de manière explicite un responsable en citant la source militaire. De plus, concernant le nombre d'enfants démobilisés donné par la source, le JT se limite à mentionner uniquement les FARC : « *durant le gouvernement du président Uribe, 8'668 guérilleros des FARC se sont démobilisés, dont 1'256 sont des enfants* ».

En ce qui concerne *Noticias RCN*, le lancement du reportage, comme à *Telepaís* et à *CM&* ne permet pas d'établir avec certitude quel est le groupe armé accusé, d'autant plus que la présentatrice ne parle pas des enfants utilisés comme des combattants. *Noticias RCN* débute avec des informations que les autres JT ont diffusé pour conclure leurs reportages, il s'agit du nombre d'enfants démobilisés, et plus précisément des enfants qui se sont enfuis : « *Dans la journée des droits humains, les forces militaires ont dit qu'au cours des quatre dernières années, plus de 2'200 mineurs ont fuit les groupes armés illégaux* ». Aucune incrustation n'a été utilisée dans le lancement de ce reportage (photogramme 102). C'est au fur et à mesure que le JT explique la dénonciation faite par les FF.MM. Dans un premier commentaire en *off* le journaliste précise que « *les forces militaires assurent que guérilleros et bandes du narcotrafic ont augmenté le recrutement d'enfants* ». Puis, c'est la source qui mentionne que : « *ils [les enfants] risquent leur vie et servent de chair à canon lorsqu'ils réalisent des attaques* ». Le deuxième commentaire du journaliste développe l'accusation et désigne le responsable en citant sa source : « *le général Freddy Padilla a dénoncé les FARC qui, avec des chansons, entraînent des enfants dans la fabrication de mines antipersonnel* », alors que dans les extraits du discours de la source, le militaire n'accuse aucun responsable en particulier. Dans les extraits choisis par les JT, le commandant des forces armées de l'État apparaît essentiellement préoccupé par le sort des enfants : « *... et ils les illusionnent à cet âge précoce dans laquelle la curiosité est un élément essentiel qui accompagne n'importe quel enfant* ». En d'autres termes, le JT commence en suggérant que tous les groupes irréguliers recrutent des enfants, mais que c'est la guérilla des FARC qui les utilise pour faire la guerre.

En outre, *Noticias RCN* n'a pas utilisé la vidéo donnée par la source militaire. En plus de quelques séquences de la conférence de presse, le JT a préféré recourir aux images d'archives, qui d'ailleurs ne sont pas signalées comme telles, et à des images de synthèse

pour accompagner les séquences en voix off du journaliste. Les images d'archives (photogramme 115) remontent à la période des négociations entre les FARC et le gouvernement du président Pastrana (1999-2002). Un autre plan montre l'emblème des forces militaires (photogramme 116) et les images de synthèse représentent une cassette (photogramme 117) qui est montrée en même temps que l'extrait audio diffusé également par *Noticias Caracol* était passé. L'extrait de *Noticias RCN* est un peu plus long « *hagamos un explosivo, eficaz pas como los otros, yo hago referencia a celui conocido por la formula R1... [à ce moment une voix d'enfant répond :] celui-là est formidable (tremendo)* »⁵⁸⁷. Puis à la fin du reportage, une petite animation revient sur les chiffres correspondant aux mineurs de 18 ans démobilisés les quatre dernières années sans pour autant préciser à quels groupes armés appartenaient ces enfants (photogramme 118). Le titre que *Noticias RCN* a donné à cette information met l'accent sur le nombre d'enfants qui ont quitté les groupes illégaux : « *plus de 2'000 mineurs ont fui des groupes illégaux selon les FF.MM.* ».



Photogramme 114 :
RCN_10.12.07_34



Photogramme 115



Photogramme 116



Photogramme 117



Photogramme 118

Pour résumer, *Noticias RCN* propose un cadrage de cette information différent de celui proposé par ses concurrents. Le cadrage se concentre sur la question des enfants démobilisés. En fait, cette question est mentionnée par les autres JT, mais comme un élément complémentaire qui est traité à la fin des reportages. À propos de la manière dont est désigné le responsable chargé de recruter des enfants, *Noticias RCN* est aussi ambigu que *Telepaís* et *CM&*. D'après les extraits diffusés par le JT, il s'avère difficile de déterminer si le commandant des FF.MM. désigne un responsable en particulier ou s'il a

⁵⁸⁷ « *Hagamos un explosivo eficaz como ninguno, me refiero al conocido por fórmula R1 – ese es tremendo- lleva nitrato de amonio 85%...* ». RCN_10.12.07_34.

uniquement parlé d'« organisations hors-la-loi » et fait allusion aux FARC en mentionnant Clara Rojas et son fils. Le JT parle des « bandes de narcotrafic », des « guérilleros » et plus précisément des « FARC ». Par le biais des images, *Noticias RCN* fait également allusion aux FARC.

En parlant de « groupes insurgés », « guérilla », « FARC », « groupes armés illégaux » et « bandes de narcotrafiquants », les JT ne désignent pas précisément les mêmes référents. Si dans les commentaires journalistiques, la tendance consiste à rendre responsable les FARC, dans les images, l'ELN, les paramilitaires et les délinquants sont aussi mentionnés, notamment à *Telepáis*, *CM&* et *Noticias RCN*.

En conclusion, cet exemple illustre comment un acteur armé ayant accès aux médias de masse les utilise pour véhiculer des messages qui lui sont favorables, dans la mesure où l'image des adversaires est dégradée. Pour ce faire, la source militaire tire parti de la position partisane en faveur des victimes civiles que les journalistes défendent et du fait qu'ils sont une source privilégiée pour les médias. Ainsi, l'exemple montre comment dans certaines situations, et en dépit de leur engagement déontologique, les journalistes deviennent un relais pour les différents acteurs au conflit, ils représentent un vecteur essentiel pour véhiculer la légitimation des actions menées par les parties.

13.7.2.3. Les attentats à Buenaventura et la mort des députés

Deux exemples supplémentaires offrent l'occasion d'approfondir la question du traitement que les journaux télévisés donnent aux informations relatives au conflit armé lorsque des civils sont concernés : les attaques « terroristes » dans le port le plus important du pays, Buenaventura, et l'annonce de la mort en captivité de 11 députés régionaux « privés de liberté » par les FARC⁵⁸⁸. Ces deux événements ont eu lieu dans la semaine du 25 au 29 juin 2007 et ont largement mobilisé les médias du pays. Il s'agit à présent de les examiner de façon à mettre en perspective les communications mises en place par les acteurs armés, leur reprise par les médias et les enjeux stratégiques, de reconnaissance et de légitimité que ces communications représentent pour les acteurs en conflit.

⁵⁸⁸ Ces deux événements ont déjà été cités et traités lorsque la manière dont les JT traitent la mort des combattants et des civils a été analysée. Les 131 unités d'information correspondantes au cas des députés ont également été examinées lorsque le cadrage général des informations relatives au conflit et la manière de désigner les personnes « privées de liberté » ont été étudiés.

13.7.2.3.1. Les actions de l'ennemi rendent nécessaires la violence du gouvernement et de ses forces armées : les attentats à Buenaventura

Le week-end du 23 et 24 juin 2007, le plus important port du pays, Buenaventura, a été frappé par des attentats. Ces événements ont engendré de vives réactions et des mesures de sécurité ont été mises en place par le président de la République et des forces armées de l'État. À cette occasion, le lundi 25 juin 2007, les télé-journaux nationaux ont repris des extraits d'un discours tenu par le premier mandataire lors d'une cérémonie de promotions à la police. Il soutenait énergiquement :

« Comme c'est triste de constater que des affres du terrorisme à Buenaventura assassinent lamentablement des civils et des enfants⁵⁸⁹ (...). Messieurs les commandants, monsieur le ministre, au lieu de démilitariser Pradera et Florida⁵⁹⁰ pour qu'ils deviennent des sanctuaires du terrorisme, nous allons retourner la force publique sur Buenaventura et ses alentours pour dégager la ville de terroristes (...) M. général Ballesteros⁵⁹¹, l'armée de l'air, la semaine dernière, a donné une nouvelle très importante de l'efficacité de ses opérations. N'éteignez pas ces avions, remplissez-les d'essence sans les éteindre, gardez-les en bombardant le terrorisme⁵⁹² (...) Maintenant Buenaventura complète plus de 800 agents de police, une présence très renforcée de la marine nationale⁵⁹³ » (photogrammes 119 à 121).



Photogramme 119 :
TP_25.06.07_2



Photogramme 120 :
CMI_25.06.07_7



Photogramme 121 :
RCN_25.06.07_16

Dès le lendemain, les forces armées colombiennes rendaient public le rapport des victoires militaires : « *Lors des trois derniers jours, encore 11 guérilléros ont été abattus et 3 autres capturés à Julia* »⁵⁹⁴, affirmait le commandant des forces militaires, Freddy Padilla de León, alors que le général Ballesteros, commandant de l'armée de l'air,

⁵⁸⁹ TP_25.06.07_2.

⁵⁹⁰ En mentionnant ces deux municipalités, le président fait référence à la guérilla des FARC. Ces derniers avaient demandé de les démilitariser pour y entamer des négociations en vue de la libération de personnalités politiques et des militaires « privés de liberté » contre des guérilléros incarcérés.

⁵⁹¹ Chef de l'armée de l'air à l'époque.

⁵⁹² TP_25.06.07_2, CMI_25.06.07_7, RCN_25.06.07_16.

⁵⁹³ CAR_25.06.07_7.

⁵⁹⁴ RCN_26.06.07_21.

annonçait le même jour : « *c'était un groupe de 60 guérilléros, dont 20, nous croyons, sont décédés. Ils donnent un chiffre de 13* »⁵⁹⁵.

Plus spécifiquement, entre le lundi 25 et le mercredi 27 juin 2007, les journaux télévisés ont proposé 16 unités d'information (3 à *Telepaís*⁵⁹⁶, 7 à *CM&*⁵⁹⁷, 1 à *Noticias Caracol*⁵⁹⁸ et 5 à *Noticias RCN*⁵⁹⁹) pour traiter les conséquences des attentats, les mesures prises par le gouvernement et les résultats revendiqués après par les forces militaires. Si les JT ont tous suivi ce sujet, tous n'ont pas mis l'accent sur les mêmes questions.

Par exemple, *Telepaís* propose un récit⁶⁰⁰ en deux reportages et une brève qui, avec un angle de traitement guerrier belliciste, autrement dit centré sur les aspects militaires, annonce que, suite aux attentats (situation de désordre et déséquilibre), le président de la République a ordonné de combattre le terrorisme : « *après les attaques terroristes perpétrées par la guérilla des FARC au sud-ouest colombien, le président de la République, Alvaro Uribe Vélez a rejeté de manière énergique les faits et a condamné les actes réalisés par le groupe insurgé suite auxquels plusieurs personnes ont perdu la vie* »⁶⁰¹. Dans le deuxième reportage, le JT informe les mesures prises pour rétablir l'ordre en confirmant que les « *forces militaires ont commencé aujourd'hui les multiples opérations de registre et contrôle (...) avec l'objectif de contrer la vague de violence de ces derniers jours...* »⁶⁰². Enfin, dans la dernière information, diffusée sous la forme d'une brève, le JT rend compte des résultats positifs annoncés par l'armée de l'air et la marine, précisant qu'« un présumé guérilléro » a été capturée par l'armée de l'air⁶⁰³. Ces propos sont pris en charge par le présentateur et deux journalistes qui présentent ainsi les informations comme confirmées. Pour rendre crédible le discours, le JT met en scène des séquences de discours rapporté direct qui permettent aux téléspectateurs d'entendre directement le président et les représentants des forces armées de l'État confirmer ce que le JT a affirmé. D'ailleurs, pour couvrir ce sujet, *Telepaís* n'utilise que des sources officielles : les représentants armés et non armés du gouvernement. Avec ce récit, le JT propose une lecture des événements selon laquelle la situation de désordre causée par les attaques des groupes hors-la-loi est rétablie par les autorités. Ce cas illustre les propos de

⁵⁹⁵ RCN_26.06.07_21.

⁵⁹⁶ Une unité d'information diffusée le 25, une autre le 26 et la troisième le 27 juin.

⁵⁹⁷ 4 unités d'information diffusées le 25, 2 le 26 et 1 le 27.

⁵⁹⁸ Information diffusée le 25 juin.

⁵⁹⁹ 3 unités d'information diffusées le 25 et 2 le 26.

⁶⁰⁰ À propos de la définition du récit dans les médias, voir notamment Dubied (1999).

⁶⁰¹ TP_25.06.07_2.

⁶⁰² TP_26.06.07_2.

⁶⁰³ TP_27.06.07_6.

Gérard Leblanc qui affirmait que « l'interprétation de l'actualité comme accumulation de désordres est nécessaire à l'État. L'action de l'État, c'est le rétablissement de l'ordre » (1987 : 17). Le rôle des JT est donc de mettre en valeur l'action de l'État.

En revanche, l'angle adopté par CM& est légèrement différent, en partie, parce que le choix des sources est plus large qu'à *Telepáis*. En plus de sources officielles (président, forces armées et représentants du gouvernement de Buenaventura), le JT donne la parole aux sources civiles qui proposent un récit des faits sur un ton émotif. Il est aussi le JT qui a proposé le nombre le plus élevé d'unités d'information pour couvrir les attentats à Buenaventura (six reportages et une brève), dont deux sont consacrées aux victimes civiles, quatre aux mesures prises par le gouvernement pour répondre à la situation qui se présentait dans le port et une rend compte des résultats positifs remportés par les FF.MM.

Ce sont les victimes civiles que le JT décide de traiter en premier en interrogeant les autorités de la région quant aux aides économiques destinées aux victimes : « *mesures extraordinaires de sécurité et d'aide économique pour les familles victimes du terrorisme* »⁶⁰⁴. Le même jour CM&, diffuse un reportage sous la forme d'un récit émouvant relatant l'histoire de la plus jeune victime de l'attentat : « *la petite Valentina, âgée de trois ans, cherchant à fuir de la violence il y a trois mois, a quitté Buenaventura pour se rendre à Juanchaco, mais l'explosion d'une voiture piégée a brisé la vie de la petite et a laissé sept autres personnes grièvement blessées* »⁶⁰⁵.

Toutefois, ni mardi 26, ni mercredi 27 juin 2007, CM& ne revient sur les victimes civiles. En revanche, dès lundi jusqu'à mercredi, le JT rend compte des mesures adoptées par les autorités pour trouver les coupables : « *le général de la police, Oscar Naranjo, a annoncé de nouvelles récompenses pour des informations sur les auteurs des actes terroristes dans le port de Buenaventura* »⁶⁰⁶. Il revient aussi sur le discours du président de la République dans lequel il ordonne aux FF.MM. de « continuer à bombarder le terrorisme ». Ce reportage est également utilisé par le JT pour interviewer un représentant de l'Église catholique qui partage l'idée du gouvernement et considère qu'il n'est pas approprié de démilitariser une zone. Effectivement, cela avait été demandé par la guérilla de FARC comme base de négociation pour la libération des personnes « privées de liberté » et de guérilleros incarcérés. En choisissant cette source qui représente une haute autorité dans le pays, le JT soutient une des positions qui s'opposent à ce sujet.

⁶⁰⁴ CMI_25.06.07_4.

⁶⁰⁵ CMI_25.06.07_6.

⁶⁰⁶ CMI_25.06.07_5.

Puis, dès le mardi 26 2007, le JT confirme que les forces militaires ont suivi les ordres du président : « *Le commandant de l'armée de l'air, le général Ballesteros, a assuré que les bombardements contre la guérilla et le narcotrafic continueront, tel que le président l'a ordonné* »⁶⁰⁷. Dans le cadre de mesures prises par les autorités pour trouver les responsables et rétablir l'ordre, le président a annoncé qu'il transférerait provisoirement le siège du gouvernement si cela s'avérait nécessaire. Enfin, CM&, par le biais d'une brève, rapporte un résultat positif des opérations mises en place : « *... à Buenaventura, Edwin Alexander Torres, alias Palermo, a été capturé. Il est accusé par les autorités d'avoir réalisé les attaques avec des explosifs les derniers jours dans le port* »⁶⁰⁸.

Noticias Caracol ne propose qu'un seul reportage dans lequel le JT parle des victimes des attentats et mentionne les mesures pour les compenser, ainsi que de l'augmentation de la présence de la force publique dans la zone comme disposition décidée par les autorités : « *la récente vague d'attentats à Buenaventura a fait aujourd'hui sa troisième victime (...) Cet après-midi 120 policiers sont arrivés sur le port pour renforcer la sécurité dans la zone (...) Le président a annoncé des plans d'inversion sociale, de récompenses et l'augmentation de la force publique* »⁶⁰⁹. De façon constante, la voix des proches des victimes civiles prend une place plus importante que celle des sources officielles. D'ailleurs, aucune source militaire n'a été interviewée dans ce reportage et c'est le seul JT à ne pas avoir retransmis la séquence du discours du président dans laquelle il ordonne au ministre de la Défense et au chef de l'armée de l'air de continuer à « bombarder le terrorisme ». Dans l'extrait diffusé de son discours, le premier mandataire confirme que « *Buenaventura complète plus de 800 agents de police [et] une présence très renforcée de la marine nationale* ». *Noticias Caracol* ne rend pas non plus compte des résultats positifs des mesures adoptées par les autorités, comme le font les trois autres télé-journaux nationaux. Au lieu d'un cadrage guerrier-belliciste, ce JT s'est rendu sur le terrain pour montrer les funérailles des victimes, notamment la petite fille de 3 ans, la jeune femme de 25 ans et l'homme de 65 ans. Sur place, le JT a interviewé des proches et des voisins. C'est donc en mobilisant l'émotion que le JT condamne la « vague terroriste » auprès de ses téléspectateurs.

Comme à *Telepaís*, l'angle de traitement privilégié par *Noticias RCN* pour traiter cet événement est essentiellement militaire. Des cinq unités d'information proposées,

⁶⁰⁷ CMI_26.06.07_10.

⁶⁰⁸ CMI_27.06.07_12.

⁶⁰⁹ CAR_25.06.07_7.

quatre donnent la parole aux sources officielles (forces armées de l'État et président). Les victimes civiles sont reléguées à la dernière partie d'un reportage qui traite du renforcement de la sécurité dans la zone et leur temps de parole est largement déséquilibré par rapport à celui dont bénéficient les sources officielles. Par ailleurs, *Noticias RCN* est le seul JT à avoir donné le microphone à un invité « expert » (politologue⁶¹⁰) pour expliquer les raisons de cet attentat et les personnes qui y sont impliquées. En lui donnant la parole, le JT soutient le gouvernement en ce que ce type d'actions violentes montre à quel point il est nécessaire de renforcer l'État pour « désarticuler les bandes » qui se livrent au trafic de drogue. Le politologue établit une corrélation entre l'attentat et le fait que le port soit devenu « *le principal lieu de sortie du narcotrafic (...) Des groupes de narcotrafiquants, des paramilitaires et des guérillas se disputent le contrôle* »⁶¹¹. Cet éditorial constitue un moyen pour le JT de soutenir une thèse, celle du gouvernement, en sollicitant un « expert externe » qui partage la politique du gouvernement en matière de sécurité.

En effet, *Noticias RCN* concentre son attention sur le compte rendu des mesures adoptées, notamment le renforcement des effectifs dans le port et les résultats positifs de ces actions comme les 30 guérilleros « abattus » ou la capture d'un homme dont le colonel de la marine à Buenaventura affirme qu'il « *est impliqué dans les attentats terroristes du port* »⁶¹². D'ailleurs, ce reportage diffuse une séquence d'une vidéo, dont le JT explicite qu'elle appartient au Gaula de la police, qui correspond à l'opération militaire qui a permis cette capture. À propos du discours du président de la République, *Noticias RCN* retransmet aussi la séquence dans laquelle il ordonne aux forces militaires de « dégager Buenaventura et ses alentours des terroristes » en renforçant les bombardements et propose un reportage dans lequel le JT soutient que les attentats seraient une représaille des mafias pour la saisie de plusieurs tonnes de cocaïne quelques jours auparavant. Ainsi pour ce JT, les attentats sont une affaire de trafic de drogue qui doit être résolue par l'augmentation des opérations militaires des FF.MM.

Enfin, l'examen de la manière dont le(s) responsable de ces attentats est/sont désigné(s), illustre également comment les journalistes peuvent se positionner lorsque des communications de guerre sont mises en œuvre par une des parties du conflit. L'exemple pose à nouveau la question de la fonction que peut jouer l'ambiguïté, le manque de précision et/ou les allusions dans les JT. Tout d'abord, il faut rappeler les extraits du discours du président de la République, diffusés par les JT, où il parle explicitement de

⁶¹⁰ Il s'agit d'Alfredo Rangel, mentionné dans la section 13.6.2.1.

⁶¹¹ RCN_25.06.07_15.

⁶¹² RCN_26.06.07_20.

« terroristes » et fait allusion à la guérilla de FARC, en affirmant qu'au lieu de démilitariser les deux municipalités que cette guérilla demandait, il fallait « dégager la zone des terroristes ».

Si l'on plaçait sur un continuum les quatre télé-journaux en se livrant à l'exercice de les organiser selon la précision/imprécision et la distanciation/appropriation avec laquelle présentateurs et journalistes identifient et désignent les responsables des attentats, *Noticias Caracol* serait situé à gauche dans la mesure où, dans le seul reportage diffusé, le JT ne mentionne aucun responsable ni par le biais du discours rapporté direct des sources, ni par des citations indirectes. La présentatrice ne fait que mentionner « *la récente vague d'attentats à Buenaventura* »⁶¹³.

Ensuite, il y aurait *CM&* qui ne reprend pas non plus l'appellation « terroristes » utilisée par la source. Les présentateurs et les journalistes parlent du « terrorisme »⁶¹⁴ en mentionnant « *l'aide économique pour les familles victimes du terrorisme...* »⁶¹⁵ ou le « *le terrorisme dans le port* »⁶¹⁶. Toutefois, par le biais du discours rapporté indirect, le JT répond à l'allusion que la source fait à la guérilla des FARC en affirmant que « *le président s'en pris aux FARC pour la vague terroriste à Buenaventura* »⁶¹⁷.

Plus à droite serait situé *Noticias RCN*, en ce que le JT ne désigne explicitement un responsable des attentats, mais à travers des discours rapportés direct, indirect et au conditionnel, le JT mentionne « *les bandes de délinquants (...) [et] alias Santiago qui aurait assumé le commandement des milices urbaines des FARC dans le port et serait derrière les attentats* »⁶¹⁸. Puis, en rapportant la capture de « *alias Palermo* », le JT laisse la source militaire affirmer que cet homme « *était impliqué dans l'enquête pour les attentats terroristes* ». À noter que ce JT n'utilise pas l'expression « terroristes » face à laquelle, les observations ont montré qu'en général les journalistes ne reprennent que rarement (sauf *Telepáis*) cette désignation chargée et introduite par un des acteurs du conflit comme un moyen pour battre son adversaire sur le plan langagier.

Enfin *Telepáis* serait à droite sur ce continuum hypothétique, dans la mesure où le présentateur répond à l'allusion faite par la source et affirme, sans citer la source qu'« *après les attaques terroristes perpétrées par la guérilla des FARC au sud-ouest*

⁶¹³ CAR_25.06.07_7.

⁶¹⁴ Il convient de rappeler que les journalistes colombiens, dans leurs manuels de rédaction se sont imposé de ne pas utiliser le lexique de guerre des acteurs armés comme le terme « terroristes ». En revanche, ils acceptent de parler « d'actes/attentats terroristes ». Cette question est analysée dans la section 13.6.2.7.4.

⁶¹⁵ CMI_25.06.07_4.

⁶¹⁶ CMI_26.06.07_14.

⁶¹⁷ CMI_25.06.07_5.

⁶¹⁸ RCN_25.06.07_14.

colombien... »⁶¹⁹. Lorsqu'il s'agit d'annoncer la capture de celui qui est accusé d'être le responsable, le présentateur ne reprend pas dans son intégralité la version de la source militaire et parle « *du présumé guérilléro responsable des attentats à Buenaventura* »⁶²⁰.

À la lumière de ce cas concret des attentats à Buenaventura, mais aussi de l'analyse des désignations des actions armées, une pratique de communication qui consiste à être ambiguë en suggérant certaines associations est constatée. Il s'agit de la même pratique que celle mise en évidence dans le cas du recrutement d'enfants pour la guerre dénoncé par les FF.MM. et analysé précédemment. Si dans certains cas, la guérilla et les paramilitaires sont clairement identifiés, dans d'autres cas, sources et journalistes parlent de « bandes », de « délinquants » ou des « narcotrafiquants » puis associent ces désignations aux groupes concrets en mentionnant aussi des « présumés » guérilleros, les FARC, l'ELN, les paramilitaires, les Aigles Noirs. Dans d'autres informations, ils ne mentionnent pas ces groupes, mais parlent des thèmes qui les concernent et que les Colombiens peuvent identifier comme le cas cité précédemment de Clara Rojas et son fils né en captivité ou de municipalités de Pradera et Florida pour évoquer les FARC, parler de fosses communes ou de « nouveaux groupes armés » pour désigner les paramilitaires. En tout état de cause, une stratégie consistant à décrédibiliser l'adversaire aux yeux de la population civile est identifiée. La répétition joue un rôle important et les médias de masse constituent des instruments au service de ce dessein.

13.7.2.3.2. Les coûts politiques de la violence lorsque des civils sont concernés : l'affaire des députés

Suite aux attentats à Buenaventura, les médias avaient parlé de cet événement pendant plusieurs jours. Ces actes, comme cela a été mentionné, avaient permis au gouvernement et à ses forces armées d'exprimer fermeté contre les « terroristes », de justifier l'augmentation d'effectifs dans la zone, d'entreprendre plus et de renforcer les actions armées. C'est dans ce contexte que la mort des députés a été connue, lorsque les FARC, à travers un communiqué publié par *Anncol*⁶²¹ annonçait que 11 députés, « retenus » par le groupe armé, étaient morts.

En dépit de ce que les FARC affirmaient dans leur communiqué, cet événement fournissait une opportunité que les acteurs étatiques ont su saisir. Représentants du

⁶¹⁹ TP_25.06.07_2.

⁶²⁰ TP_27.06.07_6.

⁶²¹ Agence de Nouvelles Nouvelle Colombie. Cette agence qui se définit comme indépendante publie sur son site web régulièrement les communiqués des FARC. Pour cette raison, elle est accusée par les sources officielles d'être un média de ce groupe armé. <http://anncol.eu>.

gouvernement et des forces armées de l'État n'ont eu de cesse d'accuser la guérilla des FARC. Ce groupe armé les avait « kidnappés » et était considéré comme l'unique responsable de leur mort. Pour argumenter leur accusation, les sources officielles dénombraient les inconsistances trouvées, à leur avis, dans le communiqué de la guérilla. Mais un problème s'imposait, car suite à la mort des députés, de membres de leurs familles rendaient directement responsable le gouvernement du président Álvaro Uribe parce qu'il avait ordonné de « bombarder le terrorisme » sans relâche : *« Tout simplement la libération par les militaires est synonyme de mort des personnes kidnappées et aujourd'hui il paraît que nous nous sommes levés avec cette nouvelle néfaste (...) C'est l'opinion du gouvernement national, le gouvernement a toujours nié les opérations lorsqu'elles ont abouti à une erreur »*⁶²². Avec ces propos, un membre de la famille d'une victime morte en captivité émet un lien entre ce décès et les ordres intimés par le président de la République quelques jours avant. Il avait ordonné de bombarder sans relâche les terroristes. De ce fait, les personnes décédées sont considérées comme les victimes du gouvernement colombien, ce dernier ayant pour habitude de nier les opérations de libération lorsqu'elles ne réussissent pas.

Le jour de l'annonce de la mort, et le jour suivant, les familles étaient dans l'attente de récupérer les dépouilles et souhaitent savoir ce qui s'était réellement passé, elles s'exprimaient avec beaucoup de prudence. D'abord, elles ont choisi l'épouse d'un des députés pour les représenter auprès des médias. À travers cette représentante, les proches de députés ne suivaient pas le gouvernement en accusant exclusivement la guérilla de FARC. Au contraire, ils affirmaient que : *« nous savons que ce sont les FARC qui ont pris nos parents, qu'ils sont coupables de leur souffrance pendant tant d'années dans la forêt, qu'aujourd'hui nous passons par cette souffrance, mais [nous savons aussi] qu'il y a une responsabilité partagée avec le gouvernement national qui avait tous les outils juridiques et politiques pour conclure l'accord humanitaire et cela n'a pas été fait »*⁶²³. En plus de ne pas inculper la guérilla, les familles osaient attribuer une partie de la responsabilité au président qui s'était obstiné à ne pas accepter l'accord humanitaire : *« nous lui avons demandé sous toutes les formes, même en pleurant avec nos enfants, nous disions au président que par-dessus la vie, la liberté, il n'y a même pas les institutions, que les institutions ne peuvent pas être par-dessus de la vie (...) Il a préféré maintenir son intransigeance »*⁶²⁴. Cette intransigeance, la porte-parole des familles des députés, l'attribuait, en plus, à une attitude de vengeance du président de la République : *« dans mon cœur il n'y pas de haine, monsieur le président. J'ai appris que je n'allais pas*

⁶²² Diego Quintero, frère d'un des députés morts. CAR_28.06.07_2

⁶²³ TP_28.06.07_4.

⁶²⁴ CMI_28.06.07_8.

répéter votre histoire, une histoire de haine contre les FARC parce qu'elles ont fini avec [ont tué] votre père »⁶²⁵.

Cette situation plaçait le gouvernement dans une posture délicate qu'il a cherché à tout prix à mettre à son avantage. Le lendemain de l'annonce de la mort des politiciens, le président a fait une déclaration publique pour révéler que « *les FARC [avaient] téléphoné les familles de manière provocante et arrogante pour dire que c'étaient les FARC qui a fait l'assassinat* »⁶²⁶. Là, les civils se retrouvaient, encore une fois, instrumentalisés par les parties au conflit. Suite à cette grave accusation, les familles ont tout de suite démenti l'affirmation du président : « *À aucun moment, aucun membre des familles des députés ont reçu des appels téléphoniques des FARC. Nous demandons au président de la République de la prudence avec ses déclarations surtout lorsqu'en ce moment notre état est de beaucoup de peur, de beaucoup de douleur, de beaucoup de tristesse pour ajouter encore autre chose* »⁶²⁷

Dans ce contexte, chaque partie a cherché à faire prévaloir et défendre ses intérêts. Les organisations sociales favorables à l'accord humanitaire justifiaient la nécessité d'un accord avec la guérilla de façon à éviter d'autres dénouements tragiques comme celui-ci. De nombreux secteurs politiques exprimaient leur rejet contre les FARC, mais moins fermement que le gouvernement. Enfin les parties au conflit. D'une part, les FARC accusaient le gouvernement de la mort des députés et du fait que de civils continuent « retenus ». D'autre part, le gouvernement délégitimait les FARC et justifiait ainsi la nécessité de se montrer plus ferme à leur encontre en renforçant les opérations militaires, autrement dit en exerçant plus de violence même si des civils pouvaient en résulter des victimes.

Les propos du commandant des forces militaires, Freddy Padilla illustrent également cette stratégie du gouvernement et de ses forces armées : « *les FARC ont kidnappé les députés, les FARC les ont assassinés. Les FARC mentent au pays. Les FARC sont cyniques et terroristes. Après un tel crime, comment est-ce qu'ils ne peuvent pas être confondus s'ils savent qu'ils ont la répudiation absolue de 42 millions⁶²⁸ de Colombiens et bien sûr la répudiation aussi de la communauté internationale* »⁶²⁹. La stratégie consiste à utiliser la position de source légitime et d'autorité étatique pour affirmer des choses sans nécessairement les prouver. Plus que des constatations ou des

⁶²⁵ CMI_28.06.07_8.

⁶²⁶ RCN_29.06.07_7.

⁶²⁷ CMI_29.06.07_6.

⁶²⁸ Il fait référence à la population totale du pays pour dire que « tous » les Colombiens rejettent les FARC.

⁶²⁹ CMI_29.06.07_2.

faits, la source officielle énonce des propos qui cherchent à persuader et convaincre que cela est ainsi.

En ce qui concerne la stratégie des FARC, leur communiqué disait :

« Le commando conjoint d'occident des FARC informe que le 18 de ce mois, 11 députés de l'Assemblée du Valle, que nous avons retenu en avril 2002, sont morts au milieu d'un feu croisé lorsqu'un groupe militaire non identifié jusqu'à présent, a attaqué le campement où ils se trouvaient⁶³⁰.

(...) Dans la zone des événements, et depuis plusieurs semaines, se développent d'amples opérations menées conjointement par militaires et paramilitaires, ce qui a généré de nombreux combats et l'augmentation de la présence des forces officielles. (...) Aux proches des députés décédés nous leur transmettons notre profond regret pour la tragédie. Nous ferons tout ce qui est dans nos mains pour que vous puissiez récupérer les dépouilles le plus rapidement possible⁶³¹.

(...) L'intransigeance démentielle du président Uribe pour parvenir à un accord humanitaire et sa stratégie de libérations militaires par-dessus de toute considération mène à des tragédies comme celle que nous sommes en train d'informer »⁶³².

À travers leur communiqué, les FARC suggèrent que les militaires travaillent ensemble avec les paramilitaires et que la mort des politiciens est le résultat des combats avec ces groupes armés. Pourtant la guérilla ne désigne aucun responsable en particulier. Elle parle de « groupe militaire », expression dont il a déjà été dit que, dans le contexte colombien, n'est pas très fréquente et reste ambiguë. Elle peut concerner des acteurs armés légaux ou illégaux. Il est également intéressant de noter qu'uniquement *Noticias Caracol* a diffusé l'extrait du communiqué dans lequel la guérilla exprime ses condoléances⁶³³. C'est en effet une démonstration d'humanité que l'adversaire, plus présent dans les médias, s'efforce de lui refuser. De plus, aucun JT n'a pas repris les accusations des FARC contre le président de la République. S'agit-il d'une décision propre aux médias ou comme résultat des pressions externes ? Quoi qu'il en soit, la guérilla, ne bénéficiant pas du même accès aux médias que ses adversaires, ne pouvait pas ne pas profiter l'occasion pour s'en prendre à son principal adversaire. Elle n'avait que le communiqué pour ce faire et savait à l'avance que l'information était suffisamment saillante et percutante pour être ignorée par les médias. Toutefois, cette communication n'a pas été reprise dans sa totalité. C'est aussi à ce niveau que le pouvoir des médias se situe. Non seulement ils rendent visibles certains sujets, mais par là même ils en occultent d'autres.

⁶³⁰ Diffusé par *Telepaís*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*, le 28 juin 2007.

⁶³¹ CAR_28.06.07_6.

⁶³² Il faut préciser que ce dernier extrait n'a pas été diffusé par aucun de quatre journaux télévisé. Il a été pris de la source originale où le communiqué a été publié et à partir de laquelle les médias ont aussi eu connaissance : www.annacol.org.

⁶³³ D'ailleurs, les présentateurs de ce JT ont porté un bandeau noir sur le bras en signal de deuil.

D'ailleurs, face à ses affirmations de la guérilla, le gouvernement et les forces armées se sont empressés de dire que ce n'était pas eux le « groupe militaire » mentionné par la guérilla et qu'il n'y avait pas eu de combats dans la zone où les députés étaient « kidnappés », comme le soutenait le président dans une allocution le jour de l'annonce de la mort des députés :

« Le 18 juin⁶³⁴, il n'y a pas eu de combats dans les départements du Cauca et Valle du Cauca⁶³⁵. Ce jour-là il y a eu une confrontation à San Pablo Puerres, Nariño⁶³⁶ contre le front 48 des FARC, sans résultats. Il y a également eu un échange de tirs entre des terroristes [qui se trouvaient] à terre et un hélicoptère de l'aviation qui appuyait la réparation d'un oléoduc transandin entre Nariño et Putumayo. Le 17 juin, il y a eu un combat à Magüi-Payán, Nariño. Un terroriste des FARC a été abattu. Le 19 juin, il a eu un combat à la Victoria, Cauca. Quatre terroristes des FARC ont été abattus. Le même jour, le 19 juin, il y eu combat au fleuve Magüi, Nariño. Il n'y a pas eu d'abattus. Je répète, le 18 juin, il n'y a pas eu de combats dans les départements du Cauca et du Valle du Cauca »⁶³⁷.

En même temps, le ministre de la Défense affirmait que les députés n'étaient pas morts dans une tentative des forces armées pour les libérer parce que ces dernières ne savaient pas où les députés étaient maintenus. S'ils ne savaient pas où étaient les députés, comment pouvaient-ils affirmer que les forces armées n'avaient pas mené des opérations dans la zone ? « *Ce que nous savons, c'est qu'ils sont morts en étant entre les mains des FARC (...) nous ne connaissons pas l'endroit exact où ils sont morts et l'autre chose curieuse, c'est le communiqué des FARC. Ils ne disent pas où cela s'est passé, ni dans quelles conditions (...) Ce qui doit être clair, c'est que la force publique colombienne, nos forces militaires, notre police, n'ont rien à voir. Ce sont les FARC et les FARC sont les responsables* »⁶³⁸.

À aucun moment, le gouvernement et ses forces armées n'ont démenti qu'ils menaient des opérations militaires, car il était important de montrer qu'ils gardaient le contrôle. Même si les familles des députés récriminaient cette attitude qui mettait en risque la vie des civils « privés de liberté ». Ce qu'ils se sont empressés de nier, c'est d'avoir pris délibérément la décision de mener des opérations pour libérer les personnes « kidnappées » étant donné que ces opérations sont largement critiquées par les familles de ces personnes, mais aussi par la communauté internationale. C'est une des raisons pour

⁶³⁴ Date à laquelle, selon les FARC, les députés sont morts.

⁶³⁵ Département d'où venaient les députés et dans lequel ils ont été « privés de liberté ».

⁶³⁶ Autrement dit, dans un autre département plus au sud que celui d'où provenaient les députés. Mais rien ne pouvait confirmer que la guérilla les gardait dans le même département où elle les avait « pris en otage » cinq ans avant. D'ailleurs, comme il est mentionné, les sources officielles vont jouer avec cette imprécision concernant l'endroit où les politiciens sont morts.

⁶³⁷ RCN_28.06.07_7.

⁶³⁸ TP_28.06.07_5.

lesquelles, il fallait répéter que les opérations n'avaient aucunement comme but d'aller chercher des civils « kidnappés ». Ainsi, le commandant des forces militaires a également confirmé que « *les forces militaires de la Colombie mènent des opérations dans tout le territoire national, mais aucune n'a comme but ponctuel de chercher les cadavres étant donné que nous ne savons pas où ils se trouvent. Nous donnerons toute la collaboration que la communauté internationale nous demande afin que les corps des députés retournent le plus vite possible chez eux* »⁶³⁹.

Dans ce cas de figure, les médias de masse se voient confrontés à une situation dans laquelle les civils sont « pris en otage » dans la lutte des acteurs armés. Pour la même raison, des positions opposées mais aussi intéressées circulent. Elles comportent des enjeux stratégiques pour lesquels l'accès aux médias demeure une priorité. Ainsi, si les journalistes suivaient les règles professionnelles qu'ils s'imposent, ils auraient dû élaborer les informations au sujet des députés sur la base de ce que les sources dont les versions s'opposent soutenaient : les FARC, les familles des députés, les sources officielles, les organisations sociales, etc. Ils auraient dû accorder à tous ces acteurs sociaux le même temps de parole et demeurer impartiaux par rapport aux points de vue exprimés. Cependant, les contraintes de rentabilité des quatre JT, les croyances personnelles des journalistes colombien-ne-s et surtout le contexte de guerre du pays sont incompatibles avec ces principes déontologiques. Rien que sur la question de sources qui détermine à elle seule la neutralité, l'impartialité et l'équilibre de l'information, le gouvernement colombien ne tolère pas que les médias traitent sur le même pied d'égalité des acteurs armés illégaux et les acteurs qui représentent l'État. D'ailleurs, dans 131 unités d'information qui traitent le cas de députés, moins de 10% dans lesquelles les sources sont visibles expriment de points de vue divergents. En donnant plus de temps de parole aux sources officielles, les JT ont rendu leur version plus visible et accessible pour les téléspectateurs sans pour autant informer à propos de l'instrumentalisation que tout acteur armé met en œuvre dans ses activités de communication surtout si elles vont destinées aux médias de masse.

En sus de cela, face à la confrontation que les parties en conflit, notamment les FARC et le gouvernement avec ses forces armées, ont mené par le biais des médias (communiqués pour les FARC, allocutions et interviews pour les sources officielles), les journalistes ont explicitement pris position en faveur de victimes civiles. Les sources les plus fréquemment sollicitées pour traiter cette affaire ont été les civils (sujets sociaux et organisations sociales)⁶⁴⁰. Néanmoins, ils ont pris position contre le responsable de cette situation. D'ailleurs, le choix que les médias opèrent quant aux sources auxquelles ils

⁶³⁹ CAR_29.06.07_4.

⁶⁴⁰ Voir à ce sujet les résultats présentés dans la section 13.6.2.3.

donnent la parole sert aussi à confirmer ces prises de positions implicites. Le conditionnel, le style impersonnel (que les journalistes respectent toujours), le discours rapporté direct ou indirect ou l'utilisation de la voix passive ne font que masquer ces positionnements partisans rendant le discours en apparence objectif et distancié.

Enfin, à propos de la mort des députés, les journaux télévisés colombiens ont tous proposé une couverture similaire dans laquelle les récits remplis d'émotion étaient plus présents que d'habitude. Ils ont déplacé des équipes sur place pour « rester auprès des familles » qui ont été harcelées par les médias pendant plusieurs jours. Les journalistes ont élaboré des récits avec les épouses, les mères et les enfants de ces politiciens, devenus des martyrs et ont surexploité la tragédie de ces familles. Même *Telepaís*, le seul JT qui ne s'est pas rendu sur place pour couvrir en direct l'événement avec les familles des députés, a proposé aussi des reportages dans lesquels ces familles apparaissent. Grâce aux éléments présents à l'image comme les microphones avec les logos des JT et des chaînes, il est possible de déduire que *Telepaís* a acheté des images à *Noticias Caracol*.

En favorisant la version des sources officielles, les JT ont largement déployé les hypothèses qu'elles avançaient pour expliquer la mort des députés en accusant la guérilla des FARC. En fait, selon les sources officielles, l'hypothèse la plus vraisemblable était celle d'une représaille des FARC pour la mort, par l'armée, d'un de ses chefs le 16 juin, soit deux jours avant la mort des députés selon la date donnée par la guérilla. De la même manière, les quatre JT se sont également intéressés à rendre compte des réactions de la communauté internationale (médias étrangers, ambassades présentes en Colombie, organisations internationales) et ont parlé des civils et des militaires qui, eux aussi, sont morts en captivité tués, suite à des maladies ou à des tentatives de libération par les forces armées. Mais ces récits ne sont pas revenus sur les causes et l'évolution d'un conflit qui a mené à ce que des civils soient utilisés par les acteurs armés dans leur combat. Quoiqu'il en soit, alors que d'autres sujets, tout aussi tragiques que la mort des députés, comme les massacres commis par les paramilitaires, restent largement ignorés des Colombiens, l'extraordinaire couverture médiatique que la mort de ces politiciens a engendré va contribuer à ce qu'ils ne soient pas oubliés.

13.7.2.4. Le suicide en prison d'un homme accusé d'appartenir à la guérilla de l'ELN

Après avoir examiné sous plusieurs angles le corpus de cette thèse, quelques constantes ressortent, notamment en ce qui concerne la manière dont les acteurs armés étatiques s'expriment à l'égard des acteurs armés irréguliers et tout particulièrement des guérillas comme il a été démontré lorsque la question de la mort des combattants et les victoires militaires ont été abordées. Ainsi, c'est en raison de leur singularité que les trois

reportages rapportant le suicide d'un homme accusé d'appartenir à l'ELN ont été choisis. De plus, cet exemple concerne un groupe de guérilla peu présent dans les informations télévisées colombiennes.

Le mercredi 14 juin 2006, trois de quatre JT de diffusion nationale, *Telepaís*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*,⁶⁴¹ annonçaient la mort de Juan Francisco Gamboa Medina dans une cellule de la police judiciaire à Bogotá. La police l'accusait d'appartenir à la guérilla de l'ELN et l'avait arrêté le week-end précédent à sa mort. Pour annoncer la mort de Juan Francisco Gamboa, la police a organisé une conférence de presse. En regardant les extraits diffusés par les JT, il est possible de constater qu'une partie des propos tenus par la source militaire correspondait à la lecture d'un communiqué de presse et d'autres à ses réponses aux questions posées, sans que ces dernières aient été entendues par les téléspectateurs. Ce n'est que sur cette base que les JT ont élaboré leurs reportages. Donc, la pluralité de sources qui permet de recouper les informations, ainsi que la neutralité, l'équilibre et l'impartialité n'ont pas fait partie des pratiques mises en place par les journalistes. À partir de cela, il est intéressant de regarder comment les JT ont travaillé la matière (discursive) fournie par la source. Au préalable, il faut préciser que l'information a occupé une place plutôt privilégiée dans la grille des journaux télévisés puisque dans les trois JT, elle a été diffusée en première partie du journal, autrement dit avant la première pause publicitaire. La durée des trois reportages oscille entre les 49 secondes (*Noticias Caracol*) et 1 minute 50 secondes (*Telepaís*). *Noticias RCN* a accordé un peu plus de temps que la moyenne à cette information (1 minutes 13 secondes).

Dès le lancement des reportages par les trois présentatrices de *Telepaís*, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*, les JT se positionnent différemment par rapport à la source et mettent l'accent sur des aspects différents. À *Telepaís*, la présentatrice affirme qu'« **un guérillero de l'ELN capturé par les autorités il y a plusieurs jours à la capitale a mis fin à ses jours**⁶⁴² dans la cellule où il était incarcéré ». Dans cet énoncé, le JT présente l'information comme confirmée. Elle est rédigée à l'indicatif et n'est pas attribuée à la source. L'appartenance du mort au groupe armé n'est pas non plus mis en doute, ni la version par rapport à la cause de la mort, à savoir le suicide. À noter que le JT utilise une expression qui atténue le propos en parlant de « mettre fin à ses jours » et non pas de « se suicider ».

⁶⁴¹ Effectivement, même si CM& était présent à la conférence de presse –son microphone est visible dans les reportages des autres JT–, il n'a pas diffusée cette information.

⁶⁴² En espagnol l'expression exacte est : « *se quitó la vida* ».

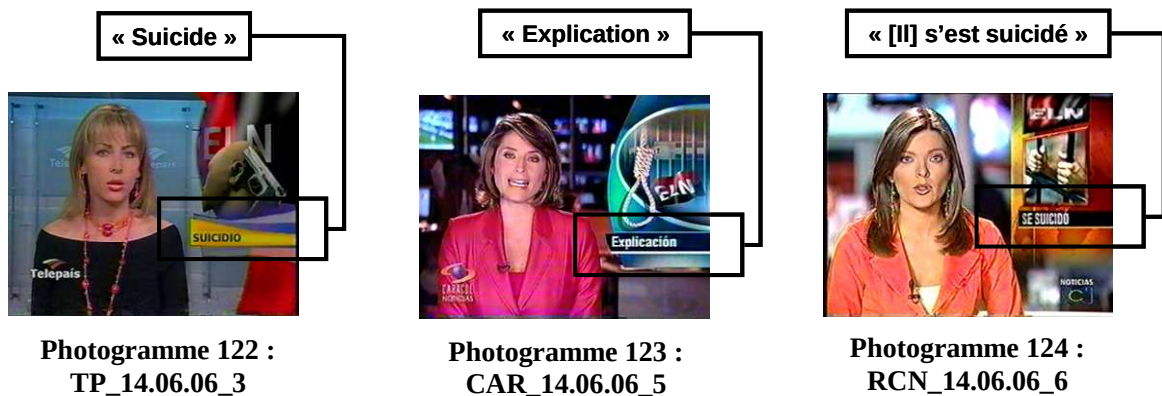
À *Noticias Caracol*, la présentatrice lance le reportage avec le commentaire suivant : « **La police a confirmé que la mort dans un cachot de la DIJIN⁶⁴³ de Francisco Gamboa Medina signalé (« señalado ») comme guérillero de l'ELN et capturé vendredi dernier s'agirait d'un suicide. Le commandant de la police de Bogotá, Général Luis Alberto Gómez, a révélé que cet homme accusé de recruter des universitaires aurait fait une profonde dépression suite à la visite d'un membre de sa famille** ». Il s'agit du lancement le plus complet des trois JT ayant traité ce sujet. Le JT identifie le mort, donne la cause de la mort et fournit une explication. D'ailleurs, ce n'est pas la mort qui est annoncée, mais la cause de la mort. Toutefois et à la différence de *Telepaís*, la présentatrice n'énonce pas ses propos comme une version confirmée. Tout d'abord, l'information est attribuée à la source en utilisant un verbe de parole qui introduit le discours rapporté : « confirmer ». C'est également à la source que le JT attribue l'accusation selon laquelle l'homme appartenait à la guérilla de l'ELN. La présentatrice rappelle aussi le délit dont il était accusé : « recrutement des universitaires ». Enfin, la raison qui expliquerait le suicide est énoncée au conditionnel suggérant ainsi qu'il s'agit d'une hypothèse qui, pour l'instant n'est pas confirmée (« il aurait fait une profonde dépression »). Comme cela, d'emblée, *Noticias Caracol* prend de la distance par rapport à la version de la source.

La présentatrice de *Noticias RCN* commence en rappelant que : « **Le week-end dernier, nous avons présenté un jeune universitaire détenu, accusé (« sindicado ») d'être le recruteur de jeunes pour l'ELN à Bogotá. Hier, une visite qu'il a reçue dans le cachot du SIJIN l'a rendu très nerveux. Ce matin, il s'est suicidé** ». La présentatrice, comme celle de *Telepaís*, énonce l'information à l'indicatif en s'appropriant la version de la source sans la citer. Elle dit uniquement que l'homme était accusé de recruter pour la guérilla. Ce JT fournit aussi une explication au suicide. Au lieu de la « profonde dépression » évoquée par *Noticias Caracol*, *Noticias RCN* affirme qu'une visite l'a rendu « très » nerveux. D'ailleurs, elle met l'accent en renforçant son intonation, sur le mot « très », puis, elle fait une courte pause et affirme toute de suite après : « ce matin, il s'est suicidé ». De cette manière, elle sous-entend un lien de causalité entre le fait d'avoir reçu une visite familiale, être dans un état de nervosité et l'acte du suicide.

Dans le lancement des reportages, les trois télé-journaux ont mis des incrustations d'images de synthèse, dont deux représentent des moyens pour se suicider, qui ne correspondent pas, d'ailleurs, à la manière dont, selon la police, le suicide s'était passé : une arme à feu pour se tirer une balle dans la tête (*Telepaís* -photogramme 122) et une corde pour se pendre (*Noticias Caracol* -photogramme 123). L'incrustation de *Noticias RCN*

⁶⁴³ DIJIN : direction générale de la police judiciaire. Ceci étant, dans son discours, la source mentionne le SIJIN : bureau régional de la police judiciaire. Les deux font partie de la police.

représente la prison et le texte, « [il] s'est suicidé », met l'accent sur l'action exécuté par quelqu'un qui n'est pas mentionné mais dont l'image fait une allusion (photogramme 124). Ce verbe -conjugué- précise de surcroît que l'action vient d'avoir eu lieu. Le texte de *Telepáis*, « suicide », et celui de *Noticias Caracol*, « explication », mettent l'accent sur le résultat. Pour Patrick Charaudeau, ce type de nominalisation rend l'action plus abstraite et présuppose qu'elle est déjà réalisée, son effet est de produire une évidence (cité par Jamet, Jeannet, 1999a : 218). Avec son texte, *Noticias Caracol* indique que, soit des raisons seront demandées, soit elles seront données, ce qui est intéressant dans la mesure où il s'agit du reportage le plus court qui ne fournit aucune explication sur la manière dont la personne s'est suicidée. Pour identifier l'individu qui est le sujet de l'information traitée, les trois JT ont inclus dans leurs incrustations le drapeau de l'ELN. Les incrustations, ne sont pas utilisées, comme dans d'autres cas pour identifier la source ou l'individu concerné par l'information en montrant leurs photos. Cette fois, les incrustations représentent les propos de la source que les journaux télévisés ont repris.



Pour développer les éléments donnés dans l'introduction des trois reportages, les JT mettent en œuvre des stratégies différentes. Par exemple, même si la présentatrice de *Telepáis* a pris en charge la version de la source militaire, le JT, en diffusant le segment le plus long de la conférence de presse donnée par la police, s'appuie essentiellement sur le discours rapporté direct. Ainsi, c'est la source qui s'exprime elle-même à travers le JT. En revanche, les JT des chaînes privées diffusent un extrait plus court de la conférence de presse, raison pour laquelle, ces JT prennent en charge une partie plus grande du discours fourni par la source.

À *Telepáis* par exemple, c'est la source, en l'occurrence le commandant de la Police de Bogotá, le général Alberto Gómez Heredia, qui affirme (en trois séquences intercalées avec les commentaires en *off* du journaliste) qu'« à 5h du matin, dans la salle de retenus du SIJIN, section de la police judiciaire, un corps sans vie a été trouvé dans les toilettes des installations. Le corps qui pendait à un porte-serviette en céramique est celui de **Juan Francisco Gamboa Medina**, qui se trouvait là en garde à vue en tant que détenu ». Lorsque ces propos sont énoncés, par les déplacements du regard (mouvements

ascendant-descendant entre ses papiers et le public qui l'écoute), il est possible de déduire que le policier lisait un communiqué écrit à l'avance (photogramme 125). Puis, dans une autre séquence, il explique comment le jeune homme a procédé : « ...avec les d(eux).../ ⁶⁴⁴*avec les chaussettes, il les a unies avec un/un nœud et génère/confectionne un collier et logiquement il le/ se suspend* ». Ici, le commandant ne lit pas. Son regard s'adresse exclusivement vers le public (photogramme 126), son discours est moins fluide et il reformule ses phrases.

Enfin, il annonce les mesures à prendre : « *une fois que le fait a été connu, la police métropolitaine a coordonné les inspections techniques du cadavre. Cette démarche a été assumée par le corps technique de la police et d'investigation CTI de la Fiscalía dans le but de mener les activités techniques et d'enquête* ». Cette troisième séquence fait également partie du communiqué lu par le policier. En d'autres termes, le JT a organisé le reportage dans une suite qui, d'abord, annonce les faits, ensuite donne des détails et enfin, rapporte les dispositions que les autorités vont prendre ou ont prises. Comme dans le cas des attentats à Buenaventura, analysé précédemment, *Telepáis* organise les informations de telle manière que le rôle des autorités est mis en valeur pour montrer qu'elles rétablissent l'ordre et que, dans ce cas précis, une enquête sera menée pour éclaircir les faits.



Photogramme 125 :
TP_14.06.06_3



Photogramme 126 :
TP_14.06.06_3

À propos du discours de la source, plusieurs détails méritent d'être soulevés. Le premier concerne le ton que la source militaire adopte pour parler de la mort d'un adversaire. Certes, selon cette même source, il s'agit d'un suicide. Pourtant, c'est la seule fois que, dans le corpus, un militaire parle d'un adversaire décédé avec un ton qui ne s'inscrit pas dans le registre de la deshumanisation mentionnée antérieurement. Ce ton serait-il dû au fait qu'il ne s'agit pas d'annoncer une victoire militaire ou au fait que cette personne hors-la-loi est morte alors qu'elle était sous la responsabilité de la police, ou bien encore au fait qu'il s'agit de confirmer l'hypothèse du suicide ? Deuxièmement, l'explication fournie interpelle, puisque ce n'est ni évident, ni « logique » comme la source l'affirme, de se pendre avec deux chaussettes, qui plus est, en se suspendant d'un porte-

⁶⁴⁴ Les hésitations dans le discours du policier sont marquées par « ... / ».

serviette en céramique. D'ailleurs, cette explication donnée par le commandant de la police de Bogotá n'a pas été retransmise dans les reportages des JT des chaînes privées.

Par contre, l'image de la source que *Noticias Caracol* transmet est toute autre. D'abord, parce que l'extrait de la conférence de presse diffusé est plus court, ensuite parce que le choix opéré montre la source dans une attitude qui correspond plus à l'image que les forces militaires véhiculent habituellement dans les médias : une attitude de maîtrise, de contrôle, sans hésitations : « *la police métropolitaine a aussi sollicité la présence des organismes de contrôle : Procuraduría générale de la Nation, Ombudsman, Personería Distrital* »⁶⁴⁵ (photogramme 127). Ce que le JT montre, ce sont les mesures prises par les autorités. En revanche, le JT n'accorde aucune attention aux explications concernant le suicide et les motifs qui sont à l'origine de cet acte. De plus, en laissant la source parler de toutes les institutions liées à la surveillance des fonctionnaires de l'État et à la défense des droits humains (*Procuraduría, Ombudsman, Personería*), le JT montre une police ouverte qui coordonne avec des institutions étatiques les enquêtes dans une affaire qui peut susciter d'interrogations.



Photogramme 127 :
CAR_14.06.06_5

Noticias RCN est le seul JT à montrer deux représentants de la source officielle qui ont pris la parole à la même conférence de presse⁶⁴⁶ : Le sous-secrétaire de sécurité du District, Andrés Restrepo (photogrammes 128) et le commandant de la police, le général Gomez (photogrammes 129). Dans le reportage, les deux sources ne jouent pas le même rôle. *Noticias RCN* montre une police, comme à *Noticias Caracol*, dans une attitude qui correspond à celle construite par les sources militaires, tenant un discours cohérent, fluide, d'autant plus que le commandant de la police de Bogotá apparaît en lisant le communiqué pour informer les faits : « *... un corps sans vie a été trouvé dans les toilettes des installations. Le corps qui pendait d'un porte-serviette en céramique correspond à Juan Francisco Gamboa Medina* ». En revanche, c'est la deuxième source que le JT choisi pour expliquer pourquoi cet homme s'est suicidé : « *le garçon ehh a présenté par moments*

⁶⁴⁵ Institution publique régionale qui promeut et garantit la défense des droits humains et surveille le comportement des fonctionnaires.

⁶⁴⁶ Grâce au décor du fond, il est possible de constater qu'il s'agit de la même conférence de presse.

ehh des symptômes d'être comme, comme égaré, comme nous disons, comme alt/ comme s'il n'était pas bien dans son esprit »⁶⁴⁷. Ces explications ne font pas partie du communiqué. Le discours n'est pas fluide et présente des hésitations qui contrastent avec l'assurance avec laquelle les faits sont rapportés par le commandant de la police. Ceci étant, ce dernier s'exprime avec une forme d'empathie à l'égard de ce combattant décédé. Il l'appelle « garçon » et rend compte de ses émotions. Toutefois, les explications ne semblent pas tout à fait convaincantes, dans la mesure où un état de mal être ne constitue pas une raison évidente pour se suicider.



Photogramme 128 :
RCN_14.06.06_6



Photogramme 129 :
RCN_14.06.06_6

En utilisant la technique du discours direct -laisser parler la source à l'écran-, ces JT, notamment *Telepaís* et *Noticias RCN* n'assument pas les explications qu'elle fournit. *Noticias Caracol* opte pour ne pas les mentionner. Aussi, sur la base de ces propos de la source officielle, il convient d'examiner comment les journalistes se sont positionnés dans leurs commentaires, en dehors de l'introduction faite par les présentatrices. En dépit du fait que dans le lancement, la présentatrice de *Telepaís* prend en charge la version du suicide et que le JT laisse ensuite à la source s'expliquer, le journaliste, dans ses commentaires en *off*, utilise le discours rapporté indirect pour souligner ce que les autorités ont décidé de faire : « *cet homme capturé le week-end, accusé d'appartenir à l'ELN (...) a été trouvé par les autorités ce matin sans vie (...) Selon le haut officier, le personnel de la police a compté les internes hier à 22 heures, sans nouveautés à signaler. Cependant, aujourd'hui à 5 heures du matin pour vérifier quelque chose qu'aurait pu se passer, le corps sans vie de Juan Francisco Gamboa Medina a été trouvé (...) Selon le haut officier, la Fiscalía general de la Nación prendra en charge le cas (...) La police a aussi sollicité la présence de la Procuraduría general de la Nación, l'ombudsman, la Personería pour mener les activités judiciaires de l'enquête.* Les détails sur la façon dont s'est suicidé l'homme ne sont pas repris dans ce commentaire.

À *Noticias Caracol* le commentaire en *voix off* est énoncé par le deuxième présentateur qui met l'accent sur le caractère délictueux de l'homme : « *alias el rolo qui a*

⁶⁴⁷ « *El muchacho eh presentó por momentos eh síntomas de estar como, como ido, como decimos nosotros, como alt/eh como, como que no estuviera eh bien anímicamente* ». RCN_14.06.06_6.

changé six fois sa physionomie, a été arrêté lorsqu'il essayait de s'inscrire à l'université Distrital. Le général Gómez a dit/a sollicité à la Fiscalía d'assumer l'enquête ». Pour montrer que l'homme avait changé de physionomie, suggérant que cela lui permettait de commettre d'autres délits, le JT diffuse des images d'archives appartenant à la police. Ces images montrent des photos de l'homme. Effectivement les changements de sa physionomie sont perceptibles, notamment au niveau de la longueur des cheveux et du poids. Toutefois, aucune précision n'est donnée quant à l'intervalle du temps qui sépare la prise de ces différentes photos (photogrammes 130 et 131).



Photogramme 130 :
CAR_14.06.06_5



Photogramme 131 :
CAR_14.06.06_5

Le commentaire en *voix off* dans le reportage de *Noticias RCN* cite un témoin, qui n'est pas identifié, ni non plus mentionné dans les extraits de la conférence de presse donnée par la source officielle. Cette citation en discours rapporté indirect est faite pour ajouter un élément de dramatisation au récit, puisque non seulement l'homme accusé d'appartenir à l'ELN se serait pendu, mais aussi il se serait coupé les veines : « *selon un témoin, Juan Carlos Duque⁶⁴⁸ a reçu une visite qui l'a laissé très préoccupé. Apparemment, il n'a pas résisté à la pression et a décidé de se couper les veines, puis il a fini par se pendre dans les toilettes d'une cellule du SIJIN* ». Ce faisant, le journaliste revient sur les motifs qui auraient conduit l'homme à mettre fin à ses jours, sans pour autant s'approprier complètement cette version. À ce stade, il convient de préciser que les images diffusées en ce moment, ne corroborent pas l'état émotionnel évoqué de l'homme. Les images d'archives correspondent à la capture qui avait eu lieu le week-end précédent (photogrammes 132 et 133).



Photogramme 132 :
RCN_14.06.06_6

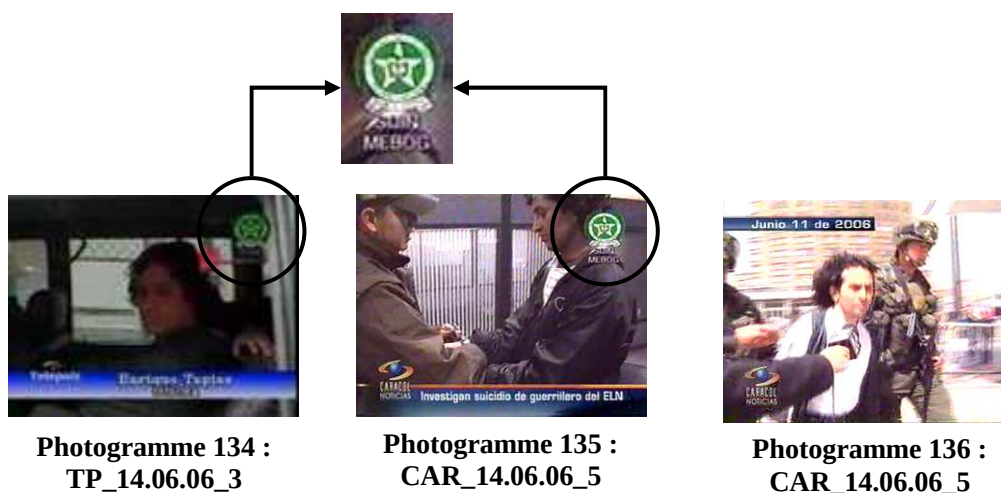


Photogramme 133 :
RCN_14.06.06_6

⁶⁴⁸ Le JT identifie l'homme avec un nom différent de celui utilisé par la source qui serait, en fait, comme il l'explique après, un pseudonyme.

Puis, après un premier extrait du discours du sous-secrétaire de sécurité qui explique que le « garçon était comme égaré », le journaliste continue : « *La Fiscalía s'est chargé de prendre le corps. La Procuraduría et l'ombudsman ont été témoins des démarches* ». Pour conclure le reportage, le journaliste rappelle que « *Juan Carlos Duque a été capturé lorsqu'il sortait de son cours. Il s'identifiait comme Juan Francisco Gamboa, étudiant d'ingénierie. Selon la police son visage avait subi plusieurs changements. La Fiscalía enquêtait sur des faits de rébellion, falsification de documents et conspiration (« concierto para delinquir »)* ». En citant la source, le JT prend de la distance par rapport à la manière dont il s'est suicidé. En effet, la version suscite des interrogations. Comme *Noticias Caracol*, ce JT rappelle que l'homme était un hors-la-loi accusé de trois délits. Par contre, les changements de physionomie ne sont pas mentionnés comme une preuve de son caractère de délinquant, mais comme un fait supplémentaire (« son visage avait souffert des changements » et non pas « il avait changé à plusieurs reprises de physionomie »). Toutefois, aucune image n'est diffusée à ce propos.

En effet, à propos des images, les trois JT n'utilisent que celles de la conférence de presse et celles d'archives, indiquées comme telles à *Noticias Caracol* (photogramme 136), appartenant à la police -le logo apparaît en haut à gauche de l'écran (photogrammes 134 et 135). Ces images ne correspondent pas à l'événement traité : le suicide dans une cellule d'un homme accusé d'appartenir à l'ELN, mais servent à identifier la personne dont les JT parlent. Enfin, il n'y a que *Noticias RCN* qui diffuse des images de ce que l'on pourrait identifier comme le corps sans vie posé par terre devant la partie arrière d'une camionnette de la *Fiscalía*⁶⁴⁹. Le corps n'est pas visible, il est emballé dans une housse blanche⁶⁵⁰ (photogramme 137).



⁶⁴⁹ On le sait par le logo peint sur une porte

⁶⁵⁰ Cet aspect des corps de personnes décédées en images a été mentionné dans l'analyse portant sur la mort des civils et des combattants dans les informations télévisées.



Photogramme 137 :
RCN_14.06.06_6

Pour résumer, dans ce cas pour lequel les propos tenus par la source officielle ne sont pas exprimés avec la même certitude que d'habitude et qui suscitent des interrogations, il a été constaté que les journaux télévisés ne prennent pas en charge les parties les plus « douteuses ». Pour cela, ils utilisent le discours rapporté direct, le discours rapporté indirect et le conditionnel. En revanche, les JT accordent une valeur importante à ces sources qui représentant les autorités et s'efforcent de montrer une image de la source militaire sûre d'elle-même, qui maîtrise la situation. Les extraits de la conférence de presse dans lesquels la source officielle hésite n'ont pas été repris par les JT des chaînes privées.

Et pourtant, dans des enquêtes menées auprès des journalistes colombiens, ces professionnels affirment que les sources officielles ne sont pas toujours crédibles. Ils soutiennent que dans certains cas, la police et l'armée accommodent des résultats. Ils mentent et se contredisent (López, 2005 : 23). Les journalistes affirment aussi que c'est dangereux de s'opposer à ces sources. Certains ont été menacés par exemple pour avoir publié des informations qui ont entravé la promotion d'un militaire au sein de la hiérarchie militaire (Gómez, Velásquez, 2003, cité par López, 2005 : 23). C'est peut-être une des raisons pour lesquelles, globalement, la version des sources officielles n'est pas mise en question, ni recoupée avec d'autres sources. Alors que les règles de la profession journalistique exigent aux professionnels de l'information de recouper les informations en utilisant différentes sources qui permettent de mettre en évidence les avis divergents à propos d'une question, la source officielle (armée) s'impose. Comme dans les autres extraits du corpus analysés précédemment, l'équilibre, la neutralité et l'impartialité, comme critères de l'objectivité de l'information (Chalaby, 1998) tant prônée par les médias, ne sont pas respectées. Les seuls procédés discursifs de distanciation pour les journalistes semblent être la citation directe et indirecte, ainsi que l'emploi du conditionnel.

14. LE CONFLIT ARMÉ DANS LES JOURNAUX TÉLÉVISÉS : SYNTHÈSE

Les journalistes colombien-ne-s se questionnent sur les conséquences des choix qu'ils effectuent dans le cadre de leur travail pour informer sur le conflit armé interne et sur la manière de le faire. C'est dans cette perspective que de nombreuses initiatives ont été adoptées : rédaction de manuels de style et d'un code déontologique, organisation des séminaires, etc. (cf. chapitre 7). Toutefois, ces débats s'inscrivent presque exclusivement dans un cadre journalistique. En conséquence, les dispositions proposées pour améliorer le travail d'information des journalistes ne prennent pas en considération l'ensemble de variables qui influencent l'élaboration des informations. Les contraintes de rentabilité des médias et les enjeux stratégiques des pratiques de communication des acteurs armés sont sous-estimés, voire délaissés. En revanche, les enjeux symboliques des médias (cf. chapitre 9), notamment la fonction d'informer les citoyens, sont sur-appréciés. Avec quelques exceptions⁶⁵¹, les journalistes s'engagent à exercer un journalisme « impartial, neutre, responsable », pour fournir des informations « vraies et complètes » à propos du conflit armé (*Acuerdo por la discreción*, 1999 ; CPB, 1990 ; Arizmendi, 2004 ; Castro, *et. al.*, 2005). Néanmoins, ces engagements ne sont pas forcément adaptés à la réalité que les journalistes doivent affronter sur le terrain : relations étroites des propriétaires des médias avec le secteur politique, conditions de travail instables et précaires, principalement pour les journalistes qui couvrent les zones de conflit, risques associés à l'exercice du journalisme dans un pays en guerre (menaces, pressions, manque de garanties pour se déplacer dans les zones de conflit), etc.

En d'autres termes, tout en reconnaissant les pressions exercées, d'une part, par les acteurs armés, et d'autre part, par les entreprises médiatiques, les professionnels de l'information continuent à « promettre » quelque chose qui va à l'encontre de la pratique journalistique dans un pays en contexte de confrontation armée interne. La situation est bien évidemment plus complexe de ce que l'on peut rapidement résumer ici. Pourtant, ce sont ces engagements des journalistes, ainsi que les critiques qu'analystes et citoyens leur adressent, qui constituent le point de départ de la réflexion qui a conduit à cette recherche. Aussi, la question s'est posée de savoir quelle lecture proposent les médias

⁶⁵¹ Comme celle du journal *El Tiempo*, mentionnée dans le chapitre 7, qui dit clairement dans son manuel de rédaction que le journal ne va pas traiter sur le même pied d'égalité l'État et les acteurs armés illégaux (EL TIEMPO, 2003 : 56).

d'information les plus consommés dans le pays, les JT, à propos du conflit armé interne. Puisqu'il s'agit d'une question déjà abordée par d'autres chercheurs colombiens, cette analyse s'inscrit dans une perspective pluridisciplinaire qui permet de prendre en compte trois groupes de variables : les contraintes médiatiques (cf. chapitres 8 et 9), les contraintes journalistiques (cf. chapitres 9 et 10) et les contraintes imposées aux médias par le contexte de guerre (cf. chapitre 9).

Pour répondre à cette problématique, quatre groupes d'indicateurs du cadrage informatif ont été examinés. Le premier cherchait à repérer les éléments audiovisuels que les journaux télévisés mettent en scène pour se légitimer en tant que pourvoyeurs d'informations. Les observations montrent que les JT nationaux jouent avec la proximité plus (*Telepaís* et *Noticias Caracol*) ou moins (*CM&*) mimée avec les téléspectateurs, l'exhibition des ressources techniques (notamment les JT des chaînes privées et dans une moindre mesure *CM&*) et le rapport à la « réalité » qu'ils affichent (*CM&* qui « est » l'information ou *Noticias RCN* qui se revendique comme leader d'opinion).

Le deuxième groupe d'indicateurs a permis de repérer les premiers éléments du cadrage informatif du conflit armé, constatant tout d'abord que ce conflit est une « réalité » bien présente dans les médias, mais, en même temps, rarement mentionné en tant que telle. Dans les discours d'information, le « conflit » n'est nommé que s'il s'agit de prendre la défense de la population civile victime des actions armées des belligérants. De la même manière, ce sont les civils, y compris les journalistes, qui nomment le conflit. Certes, il est possible d'admettre que le conflit fait tellement partie de la quotidienneté des Colombien-ne-s qu'il n'a même pas besoin d'être nommé pour exister. Pourtant, il est vrai que cette situation s'avérait avantageuse pour le gouvernement du président Álvaro Uribe, qui refusait l'existence d'un conflit armé interne dans le pays, ce qui lui a permis aussi de promouvoir une issue militaire, et non pas négociée, à la situation de « violence ». L'actuel gouvernement promeut également une issue militaire du conflit. Cependant, jusqu'à la réalisation de cette thèse, il n'a pas pris de position publique explicite à propos de l'existence ou non d'un conflit armé à caractère non international. Quoi qu'il en soit et même s'il n'existe pas de consensus quant à l'appellation, les désignations « conflit » et « conflit armé » sont les plus courantes dans les JT. Elles correspondent à celles utilisées par les organisations internationales de défense des droits humains. Enfin, si de l'extérieur, la réalité colombienne peut facilement être reconnue comme une « guerre civile »⁶⁵², dans le pays, cette désignation n'est pas utilisée par les JT.

Cette « réalité » qui est le conflit armé, bien que peu nommée dans les journaux télévisés, est essentiellement constituée d'une multitude de faits d'ordre militaire et

⁶⁵² Les définitions de « guerre », « guerre civile » et « conflit armé » figurent dans le chapitre 4.

juridique portés à la connaissance des Colombien-ne-s. En effet, hormis les événements conjoncturels qui peuvent monopoliser l'attention des médias de masse, comme le cas de la mort des députés, presque quotidiennement, les JT nationaux rendent compte des opérations militaires des forces armées de l'État et des triomphes qu'elles « communiquent »⁶⁵³, ainsi que des procès judiciaires menés contre des acteurs armés, légaux et illégaux, accusés d'avoir commis différents délits. En d'autres termes, c'est sur le plan militaire et juridique que la guerre est en train d'être gagnée par l'État et plus particulièrement par le gouvernement du président Álvaro Uribe, selon les informations télévisées. D'ailleurs, comme il a été démontré, les conséquences négatives du conflit sont occultées dans les informations télévisées, à l'inverse de ce qui peut être le cas dans d'autres guerres et conflits⁶⁵⁴. Ce sont les conséquences « positives » qui sont mises en avant : capture des membres des groupes armés hors-la-loi, démantèlement des infrastructures de ces groupes, libérations de personnes « privées de liberté » par les guérillas. La mort qui est intrinsèque au conflit, notamment celle des combattants, est presque invisible et surtout, elle est instrumentalisée : ceux qui sont en train de remporter la guerre ne meurent pas dans les informations télévisées. Seules les victimes civiles dont la responsabilité de leur mort est attribuée à l'adversaire sont montrées pour renforcer l'idée que cet adversaire doit être combattu. D'ailleurs, les téléspectateurs colombiens ne voient aucun combattant qui exprime sa lassitude, qui soit blessé ou fatigué. Les seuls acteurs armés représentant des groupes étatiques, paraétatiques et contre-étatiques interviewés et consultés sont les hauts gradés de ces groupes. La voix des combattants de base est fort absente. Les téléspectateurs voient aussi des paramilitaires démobilisés, notamment les leaders de ces groupes. Ces images confirment que la guerre est remportée par le gouvernement, car c'est le président Álvaro Uribe qui a promu la remise d'armes de ces groupes. Elles montrent aussi que ces ex-combattants se soumettent à la justice. De ce fait, les téléspectateurs ne voient pas d'images violentes, autrement dit, celles qui captent la violence du conflit. À travers la souffrance des victimes civiles, ils voient des images de la violence⁶⁵⁵. Ces dernières ont comme objectif journalistique de rendre les téléspectateurs sensibles à la violence subie par ces victimes. Dès lors, cette vision est instrumentalisée par une des parties en conflit.

Certes, c'est à travers ces victimes que les JT montrent l'aspect « négatif » du conflit. Toutefois, le traitement de l'information journalistique les concernant varie en

⁶⁵³ La distinction entre « information », « communication » et « manipulation » a été présentée dans la section 8.1.

⁶⁵⁴ Par exemple en Irak (Mathien, 2006 : 18) ou au Moyen-Orient (Fleury, Walter, 2008).

⁶⁵⁵ Cette distinction entre images violentes et images de la violence est proposée par François Jost. Pour cet auteur, « l'image violente se caractérise par le fait qu'elle produit un choc *perceptif* [alors que] l'image de la violence produit un choc *émotif*, qui n'est pas forcément perceptif » (2006 : 73).

fonction de l'acteur armé qui les a attaqués. En effet, les victimes attribuées aux groupes des guérillas, et tout particulièrement aux FARC, sont surmédiatisées. En revanche, les victimes attribuées aux groupes paramilitaires sont présentées en groupes et/ou en tant qu'anonymes, sans histoire. Les victimes des forces armées de l'État n'existent pas dans les JT. Ainsi, certains acteurs (notamment les civils) sont invisibles, voire inexistantes dans ce type de traitement médiatique. En fin de compte, cette manière de présenter l'information rend service à l'un des acteurs, celui qui revendique le port légal et légitime des armes et qui refuse ainsi de reconnaître que sa violence engendre également des victimes. En occultant ces victimes, les médias confortent la position du gouvernement.

Pour rapporter la guerre, les informations télévisées s'organisent selon ce que Patrick Charaudeau appelle un scénario triadique qui consiste à mettre en scène le conflit selon trois figures : la victime, l'agresseur et le sauveur. Ce sont les civils innocents à qui les journalistes attribuent le rôle des victimes. Les groupes hors-la-loi et surtout les FARC sont présentés comme les bourreaux et les forces armées de l'État comme les sauveurs (2009 : 64-65). Cette stratégie de dramatisation est récurrente dans les médias et n'est pas exclusive au cas colombien (Charaudeau, 2008 : 70). Elle met en évidence que le traitement des médias occidentaux n'est pas très dissemblable qu'il s'agisse de guerres entre pays ou de guerres internes. Pourtant, dans le cas des médias qui couvrent des conflits internes, certaines règles journalistiques, comme la pluralité des sources et la polyphonie sont associées à des positions partisans que les acteurs en conflit ne sauraient tolérer.

Ainsi, les journalistes colombien-ne-s affirment que la qualité de leur travail d'information dépend de l'objectivité avec laquelle ils rapportent les faits. Ces affirmations se basent sur les éléments relevés dans leurs manuels de style, leur code déontologique et d'autres documents professionnels (cf. chapitre 7). À partir de cela, le troisième groupe d'indicateurs analysé examinait les critères discursifs qui définissent l'objectivité en tant que pratique discursive qui détermine le cadrage informatif. À ce sujet, les résultats mis en exergue par cette recherche montrent à quel point ces engagements d'équilibre et d'impartialité journalistiques s'avèrent incompatibles avec les enjeux stratégiques des acteurs armés. En dépit des intentions déclarées par les journalistes, force est de constater que les informations au sujet du conflit armé sont largement déséquilibrées et partialisées (cf. chapitre 13.6). Du fait que la pluralité des sources n'est pas respectée, les informations ne sont pas systématiquement recoupées et la polyphonie ou diversité de points de vue n'est pas non plus de mise. Par conséquent, les JT rendent visible essentiellement une seule lecture du conflit, celle qui est promue par les sources les plus visibles, en l'occurrence les

sources officielles et tout particulièrement les forces armées de l'État et les représentants du gouvernement⁶⁵⁶.

Le fait que les journalistes sollicitent plus souvent les sources officielles ne constitue pas en soi un problème. D'ailleurs, cela relève d'une pratique journalistique fréquente en Occident (Lemieux, 2000) qui permet aux journalistes de se protéger d'éventuelles critiques. Dans le cas colombien, le « problème » se pose au moment où ces sources sont en même temps l'une des parties en conflit et ont, de ce fait, des intérêts stratégiques à défendre, du point de vue militaire notamment. Ces acteurs étatiques armés et le gouvernement instrumentalisent leur accès aux JT. Les espaces de parole dont ils disposent sont utilisés pour discréditer leurs adversaires et pour justifier leurs opérations armées. En même temps, les adversaires de l'État, pour les raisons expliquées aux chapitres 4 et 7, ont un accès très limité aux médias de masse traditionnels. Les téléspectateurs ne connaissent d'eux que ce que les forces armées de l'État disent à leur sujet. Les groupes armés hors-la-loi sont essentiellement présentés comme des criminels dont le seul but est de s'enrichir et d'attaquer la population civile et la force publique. Plus spécifiquement, les membres des guérillas sont déshumanisés et associés à des activités illicites allant à l'encontre des revendications politiques mises en avant par ces groupes contre-étatiques. En revanche, le phénomène paramilitaire est sous-estimé. D'une part, ces groupes n'existent plus, puisque le gouvernement du président Álvaro Uribe a réussi à les démobiliser. D'autre part, ceux qui restent actifs sont volontairement présentés par les sources officielles militaires comme des trafiquants de drogue, évitant ainsi que les citoyen-ne-s connaissent leurs revendications et de leurs motivations.

En même temps, les analyses ont montré que les discours des journalistes présentent un format distancié, car ils sont descriptifs, répondent aux cinq questions journalistiques et sont énoncés en style impersonnel (cf. section 13.6.1). Nonobstant, les sources officielles, notamment armées, diffusent les messages qu'elles conçoivent dans le cadre des opérations psychologiques à travers les informations télévisées, sans que les journalistes mettent toujours en œuvre les procédés discursifs à disposition pour se distancier par rapport aux discours officiels. Certes, les professionnels de l'information se montrent très précautionneux en ce qui concerne le lexique employé pour nommer les acteurs armés. Certes, ils utilisent le conditionnel et font appel au discours rapporté direct et indirect. Néanmoins, les « communications » militaires sont reprises sans les recouper pour les vérifier. Elles ne sont pas non plus mises en regard avec d'autres sources.

Enfin, le quatrième groupe d'indicateurs analysait quelques cas concrets. Ces cas montrent à quel point la transgression d'une partie des critères définissant l'objectivité, en

⁶⁵⁶ À *Noticias Caracol*, les sources les plus visibles sont les civils. Mais, même dans ces cas, le discours de ces sources corrobore celui des sources officielles (cf. section 13.6.2.5 et 13.6.2.6).

tant que pratique discursive, légitime la violence politique armée d'un des acteurs en conflit. Les exemples cités du recrutement d'enfants (cf. section 13.7.2.2), des victoires militaires (cf. section 13.7.2.1), du suicide d'un « présumé » guérillero de l'ELN (cf. section 13.7.2.4) le corroborent, même si certains journalistes reconnaissent que les sources militaires fournissent de fausses informations (López, 2005 : 23). Une seule exception a été repérée dans le corpus, concernant une journaliste qui se plaint des restrictions imposées par l'armée et la police, pour accéder aux sources (cf. section 13.6.2.7.2). Toutefois, la précaution avec laquelle la « plainte » est formulée rend compte de la situation complexe à laquelle les journalistes se voient confronté-e-s. Cependant, les consommateurs des informations médiatiques ne sont peut-être pas forcément conscients de cette situation.

D'ailleurs, le cas de l'annonce de la mort des députés illustre pertinemment deux questions abordées dans cette thèse. La première concerne la communication de guerre des acteurs armés et l'instrumentalisation des médias pour diffuser leurs messages. La deuxième question se réfère à la manière dont les médias peuvent servir les desseins d'un des acteurs armés en rendant visibles ses messages, en occultant ceux de ses ennemis ou en interviewant des sources qui défendent le point de vue de ces acteurs (cf. section 13.7.2.3). Le traitement que les JT ont consacré à l'annonce de la mort des députés illustre également les critiques, à maintes reprises exprimées par d'autres analystes, selon lesquelles les médias se servent de la tragédie des victimes civiles et de leurs proches pour élaborer des récits spectaculaires, centrés sur l'émotion, mais finalement très pauvres en contenu informatif (Abello, 2001 ; Márquez, 2003).

Enfin, avec ce traitement accordé au conflit armé, les causes du conflit, ses implications ou les revendications des acteurs armés ne sont jamais traitées par les informations télévisées. Elles ne proposent pas d'éléments de contextualisation historique, puisque, dans la logique du fonctionnement des médias (cf. chapitre 9), ces derniers sont friands d'informations les plus récentes. Ainsi, les informations servent à légitimer la violence exercée par l'État colombien. Selon ces informations, l'État, et plus concrètement le gouvernement, ne fait que s'attaquer aux acteurs armés hors-la-loi qui, eux, s'en prennent à la population sans défense. Dans ce sens, les informations télévisées suggèrent de soutenir la guerre. Ceci est d'autant plus intéressant qu'en Colombie ce n'est pas l'État qui produit et diffuse directement l'information dans les médias de masse. Ce sont des entreprises privées qui possèdent les médias qui rendent service au gouvernement.

En ce qui concerne les quatre journaux télévisés analysés, des différences ont été constatées. Cependant, elles ne concernent pas le cadrage avec lequel il ces JT rendent compte du conflit armé. *Telepaís*, qui dispose de moins de ressources, diffuse moins d'informations dans lesquelles les journalistes sont sur le terrain. Ce JT affiche ouvertement sa volonté de s'adresser au « peuple », à « ses gens ». Les journalistes de *Telepaís* utilisent

moins de procédés discursifs de distanciation, par rapport au discours fourni par les sources, que leurs confrères des autres JT nationaux. De plus, *Telepaís* ainsi que *Noticias RCN* accordent une visibilité plus marquée aux acteurs armés de l'État et favorisent davantage un cadrage militaire du conflit armé. *Noticias Caracol* privilégie les sources civiles et accorde un peu plus d'attention aux aspects judiciaires, tout comme *CM&* qui, en sus de cela, se caractérise également par le fait d'avoir un style plus formel, visant à renforcer l'image de média d'information distancié. Cependant, au niveau du cadrage informatif du conflit, les quatre JT présentent les mêmes tendances résumées ci-dessus. En revanche, les quatre télé-journaux de diffusion nationale se différencient par la priorité qu'ils donnent à certaines informations sans rapport au conflit armé. Ainsi, par exemple, la section de divertissement/people à *Noticias RCN* est beaucoup plus importante qu'à *CM&*. Certaines informations fréquentes dans les JT diffusés par les chaînes privées (comme par exemple le récit d'un groupe de villageois à propos de l'apparition d'un « fantôme »⁶⁵⁷) sont beaucoup plus rares dans un JT comme *CM&*.

⁶⁵⁷ Cet exemple fait référence aux quatre unités d'information diffusées par *Noticias RCN* le 25 juin 2007 au sujet du fantôme d'une petite fille qui aurait été vu à Cúcuta.

CONCLUSION GÉNÉRALE

« En effet, on peut refuser de regarder une image. Mais, on ne peut ni rapprocher ce qu'elle éloigne, ni réintroduire ce qu'elle exclut »

(Dayan, 2008 : 45)

Cherchant à déterminer quelle lecture de la situation de violence sociopolitique armée offrent les journaux télévisés aux Colombien-ne-s, cette recherche avait comme but de proposer un complément aux études déjà existantes sur la question. Pour cela, de nouveaux éléments de réflexion sont apportés au débat sur le rôle des médias de masse dans l'évolution du conflit. Il s'agissait essentiellement de dépasser les approches centrées sur les accusations faites aux médias et aux acteurs armés. En effet, elles jugent ces derniers sans nécessairement prendre en considération les règles et les principes, professionnels et stratégiques, qui régissent leur comportement. Quelques fois, ces approches oublient également de s'interroger à propos de la manière dont les Colombien-ne-s pourraient se réapproprier les discours médiatiques. Ainsi, cette réflexion devrait considérer l'information médiatique dans ses justes dimensions, comme un discours résultant d'un processus au cours duquel plusieurs acteurs sociaux (sources et journalistes notamment), défendant divers intérêts, interviennent en opérant des choix stratégiques qui excluent certains aspects de la « réalité » en se focalisant sur d'autres.

Au moyen du corpus médiatique télévisuel sélectionné (cf. chapitre 12), cette thèse a emprunté une double approche, quantitative et qualitative. De plus, le cadre théorique proposé (cf. chapitre 11) a pris en considération l'imbrication entre les variables journalistiques (cf. chapitres 8 et 9), médiatiques (cf. chapitres 9 et 10) et de guerre (cf. chapitre 9). Il a également cherché à analyser les traces de ces dernières dans le produit informatif des JT tel qu'il est diffusé aux téléspectateurs. Ainsi, d'une part, les résultats (cf. chapitres 13 et 14) confirment que les discours avec lesquels les JT informent sur le conflit armé gardent une forme qui s'adapte aux standards suivis par les journalistes pour définir l'objectivité de l'information (en tant que pratique professionnelle discursive, nullement en tant qu'absence de subjectivité). D'autre part, les JT proposent une lecture du conflit armé qui correspond à celle imposée par l'une des parties du conflit, celle qui représente le gouvernement. En dépit de cela, les journalistes continuent de promettre des informations « vraies », « responsables », « équilibrées » (cf. chapitre 7) aux récepteurs.

Ces résultats vérifient l'hypothèse formulée (cf. section 2.1) selon laquelle le contexte de guerre présente dans le pays influence le cadrage utilisé par les JT pour

informer. Certes, on pouvait s'attendre à ce résultat sur la base des recherches précédentes (cf. chapitre 7). Néanmoins, il était nécessaire de le prouver et surtout de décrire comment cette influence s'opère, puisque la question est plus subtile que ce que les analyses précédentes laissaient supposer. Au regard des résultats obtenus, il n'est pas possible d'affirmer que les JT proposent des informations complètement partialisées. En raison des contraintes médiatiques déterminées par les visées d'information et de captation (cf. section 9.1), les discours journalistiques présentent une forme de discours distancié (cf. sections 13.5.1, 13.5.2 et 13.6.1). Néanmoins, la pluralité de sources, l'équilibre, l'impartialité et la neutralité de l'information ne sont pas respectées (sections 13.6.2 et 13.7.2) à cause de l'intervention des acteurs armés dans le processus de production de l'information et du contexte de polarisation de la société colombienne.

En conséquence, le contrat d'information proposé par les JT (cf. section 13.1) n'est que partiellement tenu. L'objectivité de l'information, en tant que pratique discursive déterminant le cadrage (ou lecture interprétative du conflit mise en évidence à travers les éléments audio-scripto-visuels mobilisés par les JT), est incompatible avec les objectifs stratégiques des belligérants et tout particulièrement de ceux sollicités par les journalistes en tant que sources. Malgré cela, certains procédés journalistiques subtils peuvent être interprétés comme des moyens que certains professionnels de l'information utilisent pour surmonter les pressions, comme par exemple la technique du discours rapporté direct. En laissant la source parler à l'écran, le JT ne prend pas en charge la version de la source et, en même temps, se protège d'éventuelles conséquences. Pourtant, cette pratique ne peut pas non plus être seulement analysée de ce point de vue. En effet, parallèlement, en donnant la parole toujours aux mêmes acteurs sociaux, les journaux télévisés ont une grande responsabilité quant aux faits qui sont délaissés et qui, de ce fait, risquent d'être oubliés.

Pour tenter d'expliquer les dérives professionnelles constatées et les conséquences sur le rapport du conflit armé fourni aux téléspectateurs, il convient de se référer au modèle théorique proposé dans le chapitre 11. Ce modèle établit que les informations télévisées résultent d'un double processus de cadrage. Le premier est opéré par les sources et le deuxième par les instances médiatiques. À ce sujet, il a été démontré que le rôle des sources est important en Colombie. En effet, les journalistes qui couvrent le conflit se trouvent rarement dans les lieux où surgissent les événements. Ils font souvent appel ou répondent aux sollicitations des sources, comme par exemple celle des organisations sociales qui dénoncent les acteurs armés en raison du non respect des droits de la population civile ou par exemple celle des sources officielles qui « communiquent » leurs victoires militaires et organisent des événements (par exemple des conférences de presse), à l'attention des journalistes pour dénoncer les pratiques criminelles de leurs adversaires.

À propos de ces derniers, il a été dit que tout acteur social utilisant la violence, notamment armée, est contraint de se justifier auprès de la population civile (Borja, *et. al.*, 2008 ; Sabucedo, *et. al.*, 2002). En partie, cette nécessité qui explique les opérations psychologiques que les acteurs armés mettent en place. En effet, ces acteurs ont besoin de taire ou d'occulter des informations stratégiques de façon à assurer le bon déroulement de leurs opérations. En même temps, ils ont aussi besoin de livrer des informations utiles pour démoraliser l'ennemi et garantir le soutien de la population (Mercier, 2006 : 47). C'est la raison pour laquelle, les opérations psychologiques visent à assurer la diffusion d'une sélection de messages, afin d'induire ou de renforcer des comportements et des attitudes favorables aux acteurs armés. Au regard des possibilités que les médias offrent, les acteurs armés instrumentalisent leurs relations avec les médias, tout particulièrement lorsque ces acteurs représentent l'État, comme les forces armées en Colombie, car les enjeux et les bénéfices sont davantage considérables. Ainsi, l'information devient « une arme » des belligérants (Arboit, 2006 : 35). Les exemples analysés l'ont démontré : les acteurs qui représentent le gouvernement utilisent les espaces que les JT de diffusion nationale leur accordent, pour répéter encore et encore les messages visant à délégitimer les groupes armés hors-la-loi et à justifier leurs propres actions.

Le cadre théorique précise également que le deuxième cadrage est opéré par les professionnels de l'information, qui recadrent le discours fourni par les sources, ce qui suppose de nouveaux choix, d'exclusions et de focalisations à partir des aspects que les sources avaient mis en avant au préalable. Étant donné la place privilégiée que les JT nationaux offrent aux acteurs qui représentent le gouvernement et ses forces armées, les JT colombiens travaillent sur la base des discours produits dans le cadre d'une stratégie militaire. Néanmoins, les JT appartiennent à un champ dans lequel ils sont en concurrence avec d'autres JT. Ils se disputent les téléspectateurs de façon à mieux rentabiliser les espaces de publicité vendus aux annonceurs. Ces espaces représentent entre un dixième et un quart du temps d'émission des JT en Colombie (cf. chapitre 5). Pour dépasser la concurrence, la stratégie de captation des journaux télévisés nationaux consiste à vanter le rôle de pourvoyeurs d'informations. Affichant ce rôle, les journalistes accordent une attention particulière à la production des discours distanciés (cf. section 13.6.1), autrement dit conformes à ce que Cyril Lemieux (2000) appelle les règles de la grammaire publique et de la grammaire de la réalisation (cf. section 9.2).

Pour le dire autrement, les dérives professionnelles constatées, à savoir la transgression aux règles de la pluralité de sources, le recoupement des informations, l'équilibre, la neutralité et l'impartialité peuvent s'expliquer d'une part, par les contraintes médiatiques (marché des médias télévisuels dominé par deux grandes entreprises médiatiques, précarité des conditions de travail, etc.) et d'autre part, par la situation de

confrontation armée. Certains chercheurs comme Patrick Charaudeau et Arnaud Mercier estiment que les dérapages des journalistes dans la couverture informationnelle des guerres et des conflits, comme en ex-Yougoslavie, en Irak et entre Israël et la Palestine, sont la conséquence du fonctionnement de la machine médiatique (Charaudeau, 2008 : 70-78). Ils estiment que la mauvaise information ne relève pas de la « franche désinformation », mais plus des logiques de fabrication et de la situation (Mercier, 2008 : 151). Ainsi, les résultats obtenus dans cette recherche conduisent à réinterroger ces affirmations.

En effet, si le travail informatif des médias colombiens sur le conflit armé n'est pas, dans les grandes lignes, bien différent de celui constaté dans d'autres pays (cf. section 1.2), le contexte qui se présente en Colombie est particulier à plusieurs égards. Tout d'abord, il s'agit d'un conflit qui dure depuis plusieurs décennies (cf. chapitre 4) et qui touche de nombreuses générations de Colombien-ne-s. Deuxièmement, l'opposition armée et non armée a été fortement réprimée depuis les années 1960. Des méthodes légales et illégales ont été employées à cet effet (cf. sections 4.1.5 à 4.1.10). Troisièmement, l'échec des dernières négociations entre les FARC et le gouvernement de l'ex-président Andrés Pastrana (cf. section 4.1.8.) a constitué un terrain favorable pour l'installation d'un gouvernement promettant une guerre sans répit contre les guérillas (cf. section 4.1.9). D'ailleurs, le programme de ce gouvernement (en place jusqu'au 7 août 2010⁶⁵⁸), s'inscrit dans une approche « économiciste » (cf. section 4.1) qui promeut le renforcement de la présence et la capacité militaire des forces armées de l'État, sur l'ensemble du territoire national, comme solution à la situation de violence, pour combattre les groupes hors-la-loi. Quatrièmement, pour mener à bien ce programme de la Sécurité Démocratique, le gouvernement du président Álvaro Uribe a encouragé la participation active de la population civile comme collaboratrice des forces militaires colombiennes⁶⁵⁹, en offrant des récompenses économiques aux personnes qui dénoncent toute personne suspecte des crimes poursuivis par les autorités.

Toutes ces conditions, estime l'historien et analyste des médias, Fabio López, ont favorisé une prise de position partisane en faveur du gouvernement et de ses forces armées, par les propriétaires des médias de masse et, en général, par « l'opinion publique », au sens de celle que les sondages mesurent⁶⁶⁰. Cela a conduit à une présence « démesurée » des opinions des sources officielles dans la sphère publique. Pour le chercheur colombien, cette

⁶⁵⁸ Comme il a été mentionné au préalable, le candidat ayant remporté les élections le 20 juin 2010, Juan Manuel Santos (ex-ministre de la Défense et membre d'une des familles le plus riches dans le pays qui possède le quotidien national de référence, cf. chapitres 4 et 5), a basé sa campagne en promettant de continuer avec la politique de la Sécurité Démocratique du président Álvaro Uribe.

⁶⁵⁹ À titre d'exemple, dans le chapitre 4, les programmes de récompenses pour faire des dénonciations et celui des soldats paysans ont été mentionnés.

⁶⁶⁰ Pour une analyse du concept « d'opinion publique », voir La Balme (2002).

condition a créé un climat d'intolérance et de polarisation dans lequel, en effet, il est difficile d'exprimer des opinions dissidentes. À cela s'ajoute la situation d'oligopole bénéficiant certains médias nationaux⁶⁶¹ (cf. chapitre 5), qui selon les analystes colombiens (Arias, *et. al.*, 2003 ; López, 2005 : 17-28) n'a pas contribué à diversifier l'offre informationnelle des médias de masse⁶⁶². Par ailleurs, les propriétaires de grands médias colombiens gardent des liens très étroits (cf. chapitre 5) avec le secteur politique ou en font partie. Par rapport au conflit armé, ces propriétaires ont pris position et considèrent que l'information qu'ils produisent ne doit pas être de ce fait impartiale. En conséquence, une sorte de « spirale de silence »⁶⁶³ s'installe et par peur à la punition sociale ou à une atteinte à leur sécurité, les gens et tout particulièrement les journalistes des médias traditionnels, n'expriment publiquement que des opinions qui ne représentent pas un risque de sanction⁶⁶⁴. Dans ce sens, la situation dans le pays mène les journalistes à favoriser davantage ce que Cyril Lemieux (2000) appelle les règles dérivées de la grammaire naturelle, autrement dit à veiller à maintenir les bonnes relations avec les sources qui représentent le gouvernement (cf. section 9.2), au détriment des règles de la grammaire publique qui sont au cœur du contrat d'information proposé par les journalistes (cf. chapitre 7 et section 13.1.). La question de la liberté de presse devient ainsi difficile à estimer, car ce sont les mêmes professionnels de l'information qui « adaptent » leur discours à ce qu'ils estiment le moins risqué. Celles et ceux qui suivent les principes déontologiques de leur profession (pluralité de sources, polyphonie, équilibre, etc.) risquent de se faire accuser de guérilléros, de sympathisants ou de porte-paroles des « terroristes », en voyant ainsi leur vie, et celle de leurs familles, menacée. Donc, les transgressions aux règles professionnelles, constatées dans cette recherche, ne peuvent pas être exclusivement attribuées à la manière dont fonctionnent les instances médiatiques

⁶⁶¹ Situation d'oligopole dans le sens où le marché médiatique de l'information à la télévision est largement dominé par *Caracol* et *RCN*, dont les propriétaires possèdent des entreprises dans d'autres secteurs économiques. Les petites et moyennes entreprises de programmation comme celles qui produisent les *JT Telepaís* et *CM&* n'ont pas les moyens pour concurrencer les deux grandes d'égal à égal et d'autres ont simplement fait faillite.

⁶⁶² Dans ce sens, l'ouverture de la télévision au marché privé n'a pas forcément engendré une amélioration de la qualité de l'information, et il faut attendre la sortie de la troisième chaîne privée pour analyser les effets. En fait, certains économistes (Aghion, Bloom, Blundell, Griffith, Howitt, 2005), qui analysent la relation entre les niveaux de concurrence et la qualité des produits, constatent que cette relation est différente selon le niveau de concurrence. Lorsque ces niveaux sont bas, l'apparition de nouveaux acteurs sur le marché, et donc l'augmentation de la concurrence, amène à une augmentation de la qualité. En revanche, à des niveaux élevés de concurrence, l'augmentation de celle-ci engendre une diminution de la qualité. En Colombie, une étude en économie des médias pourrait analyser cette question qui dépasse les limites de cette recherche, mais qui s'avère nécessaire pour mieux comprendre l'incidence des facteurs économiques des médias sur le processus de production de l'information.

⁶⁶³ En référence à la théorie formulée par Elisabeth Noëlle-Neumann (1974), (Bourdon, 2009 : 65).

⁶⁶⁴ D'ailleurs, les travaux de Fabio López ont mis en évidence que la présence des acteurs armés engendre chez les journalistes des pratiques d'autocensure, des silences complices ou des neutralités passives comme le constate l'historien (López, 2005 : 41).

(exigences de rentabilité, concurrence, ligne éditoriale, etc.). Il faut aussi les attribuer au contexte dans lequel l'expression d'opinions contraires n'est pas associée à un gage de démocratie, mais plutôt au fait d'un parti pris en faveur des adversaires de l'État.

Dans ce sens, les JT colombiens sont des « manipulateurs manipulés » (Charaudeau, 2005 : 213-216). En effet, comme généralement dans les médias occidentaux, les JT en Colombie sont des « médias manipulateurs », parce qu'ils ont le pouvoir de sélectionner les faits qui sont portés à la connaissance des récepteurs et de les raconter selon un scénario dramatisant, qui consiste à montrer le désordre social avec ses victimes (la population civile sans défense) et les persécuteurs (groupes armés hors-la-loi). De plus, ils ont le pouvoir d'appeler à la réparation de dommages causés en interpellant les responsables (surtout la guérilla des FARC), en annonçant et en vantant l'intervention d'un sauveur (les forces armées de l'État). Cela dit, ces JT sont des « médias manipulés » parce qu'ils sont soumis parallèlement aux pressions internes (contraintes médiatiques et journalistiques mentionnées précédemment) et externes. Ces dernières s'inscrivent dans l'instrumentalisation des médias par les acteurs armés, qui dans le cadre de leur stratégie militaire, cherchent à rendre visible leurs discours et leur version des faits tout en s'attaquant aux adversaires.

De ce fait, de nombreuses interrogations s'imposent quant aux conséquences qu'un tel traitement médiatique du conflit (cf. chapitres 13 et 14) peut avoir en Colombie. Premièrement, au moment où le nouveau président, récemment élu, promet de continuer sur la même voie de son prédécesseur pour faire de la Colombie un pays « sûr », en combattant les groupes illégaux. Deuxièmement, au moment où de nombreux « dérapages » des forces armées de l'État ont été dénoncés, comme les « faux positifs »⁶⁶⁵. Enfin au moment où les possibilités d'une solution négociée du conflit s'éloignent.

Bien entendu, ces interrogations dépassent les limites de cette thèse, mais elles ont l'intérêt de questionner les résultats obtenus afin d'envisager les possibles voies à explorer par la suite. Aussi, une des principales interrogations concerne la « mémoire du conflit » que la télévision contribue à construire, puisque tout ce que les médias choisissent de ne pas traiter est condamné à l'oubli, voire au refus d'existence. C'est la raison pour laquelle, « toute monstration devrait être investie de soupçon quant à sa raison d'être, dans la mesure où l'on sait qu'elle résulte d'un certain regard imposé sur le monde » (Charaudeau, 2001 : 13). Donc, en ne parlant que des victoires militaires des FF.MM., des victimes civiles causées par les guérillas ou des procès judiciaires contre des paramilitaires démobilisés, les JT effectuent ce que Germán Rey appelle des « opérations d'oubli ». Celles-ci consistent à diminuer, voire à nier la gravité de certains faits (par exemple les « faux positifs » ou les écoutes illégales), à produire de la confusion (comme dans le cas de l'attribution des

⁶⁶⁵ Dénonciations que le gouvernement et ses forces armées voient comme des entraves à leur travail (cf. section 4.1.9).

responsabilités analysés dans les sections 13.7.2.2, 13.7.2.3 et 13.7.2.4) et donc à réduire symboliquement la violence d'un des acteurs, pour justifier ses actions de guerre (Rey, 2008).

D'un autre côté, renforcer l'idée que la guerre est en train d'être gagnée va à l'encontre des résultats trouvés par les spécialistes en résolution de conflits. En effet, ils affirment que le passage d'une situation de violence politique à un véritable processus de paix et de reconstruction post-conflit exige un changement des croyances, que les belligérants font circuler dans le cadre de leurs stratégies militaires. Durant le conflit, ces croyances exacerbent les différences entre les belligérants, développent une image négative de l'adversaire et victimisent le groupe, justifiant ainsi les actions violentes contre l'adversaire, comme cela est le cas en Colombie (Borja, *et. al.*, 2009). De cette façon, pour initier un processus de paix, il est nécessaire que les opposants arrivent à des accords minimaux qui mènent à un changement de discours. Il s'agit de passer d'un discours de confrontation à un discours de coopération. En fait, si le discours de délégitimation de l'adversaire se maintient (comme il s'est passé durant les négociations entre les FARC et le gouvernement entre 1999 et 2002 et dans d'autres guerres et conflits comme au Moyen-Orient, en Colombie, en Espagne), le climat de confiance nécessaire entre les parties ne peut pas se créer et le processus est voué à l'échec (Borja, *et. al.*, 2009 : 622-623). Ainsi, et selon les résultats obtenus dans le cadre de cette recherche, les JT en Colombie contribuent à maintenir en circulation les discours de délégitimation. En ne favorisant qu'une seule lecture des faits liés à la guerre, ils ne participent pas à la construction d'un climat permettant aux parties en conflit de négocier et à la population civile de soutenir d'éventuelles négociations.

D'où la nécessité de poser le débat sur la responsabilité des médias dans la continuité du conflit, autrement que par les seules considérations journalistiques. Les points de départ sur lesquels ce débat pourrait être posé devraient considérer que :

- Les acteurs armés sont en guerre. Leur travail n'est pas d'informer et encore moins d'informer objectivement la population. Leur but est de gagner la guerre au moindre coût possible. Ce n'est pas en accusant les groupes armés de manipuler les médias, qu'ils vont commencer à « informer objectivement » les journalistes pour que la qualité des informations qu'ils transmettent « s'améliore ».
- Les contraintes de rentabilité des médias font partie inhérente du fonctionnement des médias de masse. Ce n'est pas en dénonçant leurs conséquences négatives (transgression des principes professionnels garantissant une information équilibrée et impartiale) que la qualité du travail d'information des journalistes s'améliorera et que les fautes

professionnelles seront évitées. En fait, ces critiques posent plutôt le débat autour de la question du financement des médias d'information et leur relation de dépendance/indépendance avec le pouvoir public (gouvernement) et avec le pouvoir privé (annonceurs). Toutefois, en Colombie, ce débat n'est pas encore posé. Certes si des études ont déjà prouvé que la propriété des médias par l'État est corrélée avec une liberté de presse moins respectée (Djankov, McLiesh, Nenova, Shleifer, 2003), les relations que les privées entretiennent avec le pouvoir politique ne sont pas à négliger.

- Les médias de masse sont une source importante d'information, notamment les JT en Colombie (cf. chapitre 5). Cependant, les « effets visés » par les instances médiatiques lorsqu'elles élaborent leurs produits informatifs ne correspondent pas avec les « effets possibles » que peuvent avoir ces produits une fois diffusés. De plus, ces deux derniers ne correspondent pas forcément avec les « effets produits » chez chacun des récepteurs (Charaudeau, 2005 : 19 ; 2008 : 73). En effet, comme il a été mentionné dans le chapitre 9, le sens d'une information est une co-construction de l'instance médiatique et de l'instance réceptrice. Chaque individu peut s'approprier de manière différente le même contenu médiatique (Esquenazi, 2002 : 172-175).

Compte tenu de ce qui précède, il convient de différencier la responsabilité collective des médias de la responsabilité individuelle des journalistes. La distinction entre ces deux responsabilités, proposée par Jean-Marie Charon (2007), rejoint la différenciation que Patrick Charaudeau suggère entre le contrat de communication médiatique et le contrat d'énonciation journalistique (2009 : 56). On évite ainsi que, comme en Colombie (cf. chapitre 7), les professionnels de l'information se renvoient la responsabilité des dérives professionnelles les uns aux autres.

En effet, les dérapages propres à l'instance médiatique se présentent lorsque la stratégie de captation est dominante. En Colombie, cela se manifeste dans les conditions de travail précaires des journalistes, les pressions exercées par la concurrence qui mène les médias à réduire le nombre d'effectifs sur le terrain, au détriment de la qualité du travail, etc. (cf. chapitre 7). Dans le cas qui concerne cette recherche, les dérives propres à l'instance médiatique renvoient également à la relation (de connivence, d'acceptation, de collaboration, d'obéissance) que les propriétaires des médias entretiennent avec les sources militaires. Quant aux dérives propres aux journalistes elles renvoient à la dramatisation des événements par ces professionnels de l'information. Les exemples analysés concernant le

recrutement des enfants, les attentats à Buenaventura et la mort des députés en fournissent quelques illustrations (cf. sections 13.7.2.2 et 13.7.2.3).

Aussi, lorsque les médias et notamment les JT mettent en scène leur engagement en tant que pourvoyeurs d'informations, les restrictions dans les marges de manœuvre produites par les impératifs de rentabilité et par la situation de confrontation armée devraient être explicitées. Cela permettrait de rétablir l'équilibre, dont Patrick Charaudeau parle, entre une « éthique de conviction » et une « éthique de responsabilité ». La première éthique fait référence aux choix de conduite et d'engagement de l'individu en fonction de ce qu'il croit une valeur supérieure, comme par exemple l'objectivité de l'information pour les journalistes colombiens. L'éthique de responsabilité se réfère aux choix de conduite et d'engagement de l'individu en fonction des données extérieures, plus ou moins objectives qui contraignent ses actions (Charaudeau, 2009 : 69-71). En Colombie, ces données extérieures contraignantes se trouvent dans le contexte de guerre interne et continue dans lequel travaillent les journalistes. L'équilibre entre ces deux éthiques permettrait d'exercer un journalisme en s'appuyant sur des principes déontologiques et des règles professionnelles, adaptables et en accord avec le contexte dans lequel il s'exerce.

Dans la perspective d'un tel rééquilibrage, il convient également de mentionner la responsabilité des Colombien-ne-s face à la consommation des produits médiatiques pour s'informer. Tout d'abord, cette responsabilité citoyenne (Charaudeau, 2005 : 230-232) supposerait que les individus comprennent le fonctionnement des médias : savoir quels sont les marges de manœuvre, mais aussi identifier les contraintes qui influencent leur travail. En effet, aucune des études menées en Colombie, parmi celles consultées, ne mentionne la nécessité d'éduquer les citoyen-ne-s à « consommer » les contenus médiatiques et encore moins à leur apprendre à « lire/voir » le langage audiovisuel des informations télévisées. Ces travaux sont davantage orientés vers l'accusation des médias et des acteurs armés. Cette thèse veut ainsi contribuer à ce dessein en fournissant une analyse qui vise à mieux comprendre comment les informations médiatiques sont produites et diffusées par les JT nationaux, dans le contexte du conflit armé et à propos de celui-ci.

De quelques limites et pistes à suivre

Au terme de cette recherche, quelques réserves s'imposent. Pour commencer, les difficultés imposées par le contexte et notamment l'inaccessibilité aux archives des JT font que les conclusions tirées dans cette analyse ne peuvent être représentatives que de la période analysée. Même si certains résultats confirment ceux trouvés par d'autres analystes ayant examiné différents corpus médiatiques, il serait pertinent d'élargir l'analyse dans une perspective diachronique. Cette dernière prendrait des échantillons correspondant à une période plus large, en prévoyant également des échantillons futurs pour comparer le

cadrage informatif du conflit armé. L'intérêt d'une telle démarche consisterait à porter un regard dynamique entre le positionnement de différents gouvernements à l'égard du conflit et la médiatisation de ce dernier par les médias de masse. De la même manière, cette analyse pourrait être également complétée avec des études comparatives qui prennent en compte les différents supports médiatiques : presse, radio et internet, en plus de la télévision. Étant donné qu'au niveau national, le marché de la presse est plus restreint que celui de la télévision et la radio, ce type de comparaison permettrait également d'examiner l'influence que pourrait avoir la concurrence entre plusieurs acteurs médiatiques sur, par exemple, les conditions de travail des journalistes et donc sur la qualité de l'information en termes de respect du code déontologique et des manuels de style.

Deuxièmement, toute analyse des produits médiatiques gagnerait en intérêt si elle se complète avec une analyse de l'étape de production et de réception de ces produits. Ceci reviendrait à mener des enquêtes auprès des professionnels qui ont élaboré les informations analysées au préalable et, idéalement, auprès des responsables de la communication des groupes armés. On dit bien « idéalement », car le contexte actuel du pays ne facilite pas une telle démarche du fait de la polarisation de l'opinion et des considérations sécuritaires. En effet, une connaissance approfondie de la manière dont les acteurs armés (légaux et illégaux) produisent et diffusent leurs communications, à l'intention des médias et des citoyens en général, s'avère nécessaire pour mieux comprendre le processus de production de l'information par rapport au conflit armé. Les études de réception permettraient également de mettre en contexte les résultats obtenus dans le cadre de cette recherche et surtout d'analyser l'influence de la lecture du conflit proposée par les médias sur la perception des individus à ce sujet

Troisièmement, il convient de souligner que le cadrage que la télévision, et plus largement les médias de masse, proposent du conflit armé n'est pas exclusivement révélé par les produits à visée d'information. En effet, à la télévision, le conflit armé saisit également la fiction et le divertissement. Par exemple, quelques *telenovelas*, ou des films produits à l'intérieur du pays ou des émissions de débat parlent aussi du conflit armé. Certaines publicités diffusées pendant des émissions de tout genre, ou entre les différentes émissions, correspondent à des productions du gouvernement et/ou de ses forces armées pour « inviter » les guérilleros à se démobiliser. D'autres montrent, par exemple, un visage amical des soldats de la patrie qui veillent pour la sécurité des Colombien-ne-s. En d'autres termes, la communication de guerre n'est ni exclusivement diffusée à travers les informations, ni uniquement à la télévision.

De ce fait, le défi à relever est de mettre ce travail au profit d'un projet pédagogique qui semble nécessaire en Colombie. Comme il a été dit précédemment, l'objectif consisterait à dépasser les critiques qui, faute d'une compréhension globale du

phénomène de l'information médiatique en temps de guerre, se limitent à condamner les journalistes, les médias et les acteurs armés considérés comme « manipulateurs ». Plus précisément, cela pourrait consister à mettre en place des programmes en éducation aux médias qui encouragent une consommation des produits médiatiques plus avisée et en connaissance de cause. Ce travail éducatif ne serait pas à attendre des autorités, qui directement impliquées dans le conflit, n'auraient aucun intérêt à ce que les citoyen-ne-s décryptent les communications diffusées par les médias de masse. Les initiatives déjà entreprises par des universitaires, des associations professionnelles, citées précédemment, et des privées, peuvent constituer un point de départ.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Documents qui se rapportent aux médias et à l'information en temps de guerre

AGEE W., AULT Ph., EMERY E., *Introduction aux communications de masse*, Bruxelles : Éditions universitaires, De Boeck Université, 1989 [1988].

AGHION P., BLOOM N., BLUNDELL R., GRIFFITH R., HOWITT P., « Competition and Innovation : an inverted-U relationship », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 120, 2005, pp. 701-728.

ALBERT P., « La presse et la guerre. Remarques d'un historien », in MATHIEN M. (dir.), *L'information dans les conflits armés. Du Golfe au Kosovo*, Paris : L'Harmattan, 2001, pp. 62-72.

ANTOINE F., « Mourir au JT. Les cadavres exquis de l'information télévisée », in LITS M., (coord.), *La peur, la mort et les médias*, Bruxelles : Vie Ouvrière, 1993, pp. 45-64.

ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll, Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006.

ARBOIT G., « Médias et déclenchement des guerres. Quelle révolution dans les affaires militaires ? », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll, Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 29-46.

ARQUEMBOURG-MOREAU J., *Le temps des événements médiatiques*, Bruxelles : Éditions De Boeck Université, 2003.

ARQUEMBOURG-MOREAU J., « Un récit sous tension. La guerre en Irak sur les chaînes de télévision françaises », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll, Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 167-180

AWAD G., « Al Jazeera : retour de flux entre l'identité et l'universel », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll, Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 217-234.

BAILLARGEON N., « Préface : Edward Bernays et l'invention du « gouvernement invisible », in BERNAYS E., *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Paris : La Découverte, 2007 [New York : H. Liveright, 1928], pp. 5-27.

BEAUREGARD C., SAOUTER C., *Conflit contemporains et médias*, Montréal : XYZ éditeur, 1997.

BECKER G., *A Treatise on the Family*, Cambridge, MA: Harvard University Press, 1991 [1981].

BECKER J-J., « L'entrée en guerre en 1914 et 1939 », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll, Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 79-84.

BERNAYS E., *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Paris : La Découverte, 2007 [New York : H. Liveright, 1928]

BERTRAND C-J., « Les médias américains : un anti-modèle. La preuve par 9/11 ? », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 155-164.

BLANCO A., DEL ÁGUILA R., SABUCEDO J-M., *Madrid 11-M. Un análisis del mal y sus consecuencias*, Madrid : Editorial Trotta, 2005.

BOUGNOUX D., *La communication contre l'information*, Baume-les-Dames : Hachette, 1995.

BOUGNOUX D., « Les Balkans comme métaphore », in *Les Cahiers de médiologie 8. Croyances en guerre. L'effet Kosovo*, Gallimard, 1999, pp. 47-53.

BOUGNOUX D., « L'indépassable chauvinisme de l'information ? Médias, mondes propres et pertinence », *Annuaire français de relations internationales*, Bruxelles : Bruylant, 2001, pp. 903-911.

BOURDON J., *Introduction aux médias*, Montchrestien : Lextenso Éditions, 2009.

BOUZENNOUT F., « La guerre du Golfe à travers les médias arabes », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 235-248.

BRETON Ph., PROULX S., *L'explosion de la communication. À l'aube du XXIe siècle*, Paris : La découverte, 2002.

CEFAÏ D., PASQUIER D., *Le sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*. Paris : PUF, 2003.

CHALABY J., *The Invention of Journalism*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire and London : MacMillan Press LTD, 1998.

CHALIAND G., *La persuasion de masse. Guerre psychologique, guerre médiatique*, Paris : Éditions Robert Laffont, 1992.

CHALIAND G., « La persuasion de masse. Ses origines contemporaines », in CHALIAND G., *La persuasion de masse. Guerre psychologique, guerre médiatique*, Paris : Éditions Robert Laffont, 1992, pp. 9-23.

CHAMPAGNE P., « L'événement comme enjeu », In *Réseaux. Communiquer à l'ère des réseaux*, n° 100, dossier coordonné par FLICHY P., QUÉRÉ L., Paris : Hermès Science Publications, 2000, pp. 403-425

CHARAUDEAU P., *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Noisy-le-Grand : Nathan, Coll. Médias Recherches, 1997.

CHARAUDEAU P., *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles : De Boeck Université, 2005.

CHARAUDEAU P., « Quelle vérité pour les médias ? Quelle vérité pour le chercheur ? », in FLEURY B., WALTER J., *Les medias et le conflit israélo-palestinien. Feux et contre-feux de*

la critique, Metz : Centre d'études linguistiques des textes et des discours, coll. Recherches textuelles, 9, 2008, pp. 67-81.

CHARAUDEAU P., « Une éthique du discours médiatique est-elle possible ? », *Communication*, vol. 27, n° 2, 2009, pp. 51-74.

CHARAUDEAU P., LOCHARD G., SOULAGES J-C., FERNANDEZ M., CROLL A., *La télévision et la guerre. Déformation ou construction de la réalité ? Le conflit en Bosnie (1990-1994)*, Bruxelles : De Boeck Université, 2001.

CHARRON J., « Les médias et les sources. Les limites du modèle de l'agenda-setting », *Hermès*, 17-18, 1995, pp. 73-93.

CHARON J-M., MERCIER A. (Coord.), *Armes de communication massive. Informations de guerre en Irak :1991-2003*, Paris : CNRS Éditions, 2004.

CHARON J., *Les journalistes et leur public : le grand malentendu*, Paris : Clemi/INA/Vuibert, 2007.

CHEVEIGNÉ de S., *L'environnement dans les journaux télévisés. Médiateurs et vision du monde*, Paris : CNRS Éditions, 2000.

CHEVEIGNÉ de S., « Récit d'une traversée. Parcours scientifiques et pratiques disciplinaires », *Questions de Communication*, 3, 2003, pp. 45-54.

CHEVEIGNÉ de S., BOY D., GALLOUX J-C., *Les biotechnologies en débat. Pour une démocratie scientifique*, coll. Voix et regards, Paris : Éditions Balland, 2002.

CHOMSKY N., HERMAN E., *La fabrique de l'opinion publique. La politique économique des médias américains*. Paris : Le serpent à plumes, 2003 [New York, 1988].

CONESA P., « Analyse stratégique de l'information », in CHALIAND G., *La persuasion de masse. Guerre psychologique, guerre médiatique*, Paris : Éditions Robert Laffont, 1992, pp. 87-144.

CORNU D., *Journalisme et vérité. Pour une éthique de l'information*, Genève : Labor et Fides, 1994.

COULOMB-GULLY M., *Les informations télévisées*, Coll. Que sais-je ?, Paris : PUF, 1995.

DA LAGE O., « La couverture des conflits et les risques militaires. Le cas de la guerre d'Irak de 2003-2004 », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 263-276.

DAYAN D., « A propos de la théorie des effets limités », *Hermès*, n° 4, 1989, pp. 93-95.

DAYAN D., « Les mystères de la réception », *Le Débat*, Paris, n° 71, 1992, pp. 146-162.

DAYAN D., « Feux et contre-feux de la critique des médias. Entretien », in FLEURY B., WALTER J., *Les medias et le conflit israélo-palestinien. Feux et contre-feux de la critique*, Metz, Centre d'études linguistiques des textes et des discours, coll. Recherches textuelles, 9, 2008, pp. 33-63.

DE CARVALHO F., KIVETT S., LINDSEY M., « Ampliando la cobertura: Asociarse con los medios de comunicación iraquíes », *Military Review*, novembre-décembre 2008, pp. 59-69.

DEMERS F., « Couverture médiatique nord-américaine de la guerre en Irak. Quelques points de repère pour la recherche », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 197-215.

DJANKOV S., MCLIESH C., NENOVA T., SHLEIFER A., « Who Owns the Media », *Journal of Law and Economics*, vol. XLVI, 2003, pp. 341-381.

DRAGAN I., PÉLISSIER N., « Mais que fait le public de ses médias ? Analyse en réception de deux dramaturgies médiatiques en temps de guerre », in MATHIEN M. (dir.), *L'information dans les conflits armés. Du Golfe au Kosovo*, Paris : L'Harmattan, 2001, pp. 355-376.

DUBIED, A., « Une définition du récit d'après Paul Ricœur. Préambule à une définition du récit médiatique », in *Communication*, n° 19, décembre 1999.

ENTMAN R., « Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm », *Journal of Communication*, n° 43, 1993, pp. 51-58.

ESQUENAZI J-P., *L'écriture de l'actualité. Pour une sociologie du discours médiatique*, Grenoble : PUG, 2002.

ESQUENAZI J-P., « Éléments de sociologie sémiotique de la télévision », *Quaderni*, n° 50/51, 2003a, pp. 89-115.

ESQUENAZI J-P., *Sociologie des publics*, Paris : La Découverte, Coll. Repères, 2003b.

FLEURY B., WALTER J., *Les medias et le conflit israélo-palestinien. Feux et contre-feux de la critique*, Metz : Centre d'études linguistiques des textes et des discours, coll. Recherches textuelles, 9, 2008.

FLEURY B., WALTER J., « Des usages du constructivisme (2) ». *Questions de communication*, n° 6, 2004, pp. 101-110.

FLEURY B., WALTER J., 2007, L'histoire des sciences de l'information et de la communication, *Questions de communication*, n° 12, pp. 133-148.

GALTUNG J., *Peace By Peaceful Means*, London : Sage, 1996,

GALTUNG J., *Conflict Transformation by Peaceful Means*, Geneva : U.N., 1998.

GAMSON W., MODIGLIANI A., « The Changing Culture of Affirmative Action », in BRAUNGART R., BRAUNGART M. (eds.), *The Political Sociology of the State. Essays on the Origins, Structure, and Impact of the Modern State*, London : JAI Press Inc, 1990, pp. 289-329.

GARCÍA V., ADAMO O., FREIDENBERG F., « Comunicación Política y Opinión Pública. Un análisis de los efectos de establecimiento de la agenda, priming y framing propiciados por los medios de comunicación de masas », *Revista Psicología Contemporánea*, vol. 7, n° 2, 1985, pp. 50-57.

GAVILLET I., « Pour un usage du constructivisme en sciences de l'information et de la communication », *Questions de communication*, n° 6, 2004, pp. 135-158.

GÉRÉ F., *La guerre psychologique*, Paris : Economica, 1997.

GERSTLÉ J., « L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture », *Revue Françaises de Science Politique*, vol. 46, n° 5, 1996, pp. 731-752.

GERSTLÉ J., « Introduction : Les effets d'information. Émergence et portée », in GERSTLÉ J. (dir.), *Les effets d'information en politique*, Paris : L'Harmattan, 2001, pp. 11-28.

GLENISTER C., « Las Operaciones de Información en el Equipo de Combate de la Brigada Interina », *Military Review*, septembre-octobre 2002, pp. 3-7.

GOFFMAN E., *Les cadres de l'expérience*, Paris : Les Éditions de Minuit, 1991 [1974].

HARTMEIER M., « La guerre en Irak et les médias allemands », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 181-195.

HUGUENIN-BENJAMIN R., « Discours à sens unique : l'Irak avant la chute du baas », in LAMLOUM O. (dir.), *Irak : Les médias en guerre*, Paris : Sindbad Actes du Sud, 2003, pp. 65-104.

IGARTÚA J.J., MUÑIZ C., CALVO P., OTERO J., MERCHAN J., « La imagen de la inmigración en la prensa y la televisión. Aproximaciones empíricas desde la teoría del Framing », in ROMAY J., GARCÍA R. (ed.), REAL J. (comp.), *Psicología Social y Problemas Sociales*, vol. 2, 2005, pp. 239-246.

IGARTÚA J.J., MUÑIZ C., CHENG L., « La inmigración en la prensa española. Aportaciones empíricas y metodológicas desde la teoría del encuadre noticioso », *Revista Migraciones*, n° 17, 2005, pp.143-181.

IGARTÚA J.J., CHENG L., MUÑIZ C., « Framing Latin America in the Spanish press: A cooled down friendship between two fraternal lands », *Communications*, n° 30, 2005, pp.359-372.

IGARTÚA J.J., OTERO J., MUÑIZ C., CHENG L., GÓMEZ J., « Efectos cognitivos y afectivos de los encuadres noticiosos de la inmigración », in IGARTÚA J.J., MUÑIZ C. (eds.), *Medios de comunicación, inmigración y sociedad*, Salamanca: Ediciones Universidad de Salamanca, 2006, pp. 197-232.

IYENGAR S., *Is Anyone Responsible? How Television Frames Political Issues*, Chicago and London : The University of Chicago Press, 1991.

JAMET C., JEANNET A-M., *La mise en scène de l'information*, Paris, Montréal : L'Harmattan, 1999a.

JAMET C., JEANNET A-M., *Les stratégies discursives*, Paris, Montréal : L'Harmattan, 1999b.

JOST F., *Comprendre la télévision*, Paris : Armand Colin, Coll. 128, 2005.

JOST F., « Les images du 11 septembre sont-elles des images violentes ? », in DAYAN D. (dir.), *La terreur spectacle. Terrorisme et télévision*, Bruxelles : De Boeck, INA, 2006, pp. 63-73.

JUHEM Ph., « Luttres partisans et fluctuation des cadres cognitifs des journalistes », in GERSTLÉ J. (dir.), *Les effets d'information en politique*, Paris : L'Harmattan, 2001, pp. 109-139.

KIYINDOU A., « Le traitement de la guerre d'Irak dans la presse africaine. Entre engagement, omission et délocalisation », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 249-260.

KRIEG-PLANQUE A., « Purification ethnique ». *Une formule et son histoire*, Paris : CNRS éditions, 2003.

LA BALME N., *Partir en guerre. Décideurs et politiques face à l'opinion publique*, Paris : Éditions Autrement, 2002.

LACOSTE P., « Interface entre système d'information et système de décision », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 67-78.

LAMLOUM O. (dir.), *Irak : Les médias en guerre*, Paris : Sindbad Actes du Sud, 2003.

LANCIEN T., *Le journal télévisé. Construction de l'information et compétences d'interprétation*, Paris : Didier/CREDI, 1995.

LEBLANC G., *Treize heures/Vingt heures. Le monde en suspens*, Marburg : Éditions Hitzeroth, 1987.

LEMIEUX C., *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris : Éditions Métailié, 2000.

LEMIEUX C., « Faux débats et faux-fuyants. De la responsabilité des journalistes dans l'élection du 21 avril 2002 », in DUCLERT V., PROCHASSON C., SIMON-NAHUM P. (dir.), *Il s'est passé quelque chose... le 21 avril 2002*, Paris : Denoël, 2003, pp. 14-41.

LEMIEUX C., « Des certaines différences internationales en matière de pratiques journalistiques : comment les décrire, comment les expliquer ? », in LEGAVRE J-B. (dir.), *La presse écrite : objets délaissés*, Paris : L'Harmattan, 2004, pp. 29-51.

LE MAREC J., *Le public : définitions et représentations*, Lyon : Bibliothèques de France, 2001.

LITS M., « La mise en récit des conflits régionaux : la représentation des leaders politiques et militaires », in BEAUREGARD C., SAOUTER C., *Conflit contemporains et médias*, Montréal : XYZ éditeur, 1997, pp. 157-168.

LITS M., « Critiquer, s'engager », in FLEURY B., WALTER J., *Les médias et le conflit israélo-palestinien. Feux et contre-feux de la critique*, Metz, Centre d'études linguistiques des textes et des discours, coll. Recherches textuelles, 9, 2008, pp. 97-111.

LOCHARD G., *La communication télévisuelle*, Paris : Armand Colin, 1998.

LOCHARD G., *L'information télévisée. Mutations professionnelles et enjeux citoyens*, Paris : Éditions Vuibert, INA, CLEMI, 2005.

LOCHARD G., *Comment analyser le dispositif d'une émission de télévision ?*, *Repères méthodologiques*, UFR Communication, 2000. Consulté le 26 février 2008.
http://recherche.univ-paris3.fr/pdf/Guy-Lochard/Comment_analyser_les_disp.pdf

LOCHARD G., BOYER H., *La communication médiatique*, Paris : Seuil, mémo, 1998.

LOCHARD G., SOULAGES J-C., « Une interdisciplinarité autonome est-elle possible ? Interrogations sur la réception des discours médiatiques », *Questions de Communication*, n° 5, 2004, pp. 19-30.

LUNGU A., « Guerra.com. El Internet y las Operaciones Sicológicas », *Military Review*, septembre-octobre, 2002, pp. 18-23.

MACÉ E., *Les Imaginaires médiatiques. Une sociologie postcritique des médias*, Paris : Éditions Amsterdam, 2006.

MANDRON G., « Guerre psychologique et terrorisme », in CHALIAND G., *La persuasion de masse. Guerre psychologique, guerre médiatique*, Paris : Éditions Robert Laffont, 1992, pp. 209-232.

MATHIEN M. (dir.), *L'information dans les conflits armés. Du Golfe au Kosovo*, Paris : L'Harmattan, 2001.

MATHIEN M., « L'information sur la guerre en Irak : les médias face aux pouvoirs », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 1-25.

MERCIER A., « Pouvoir des journalistes, pouvoir des médias ? », communication, *Forum du Centre des sciences sociales de la Défense*, Laboratoire Communication et Politique, Centre National de la Recherche Scientifique, 23 janvier 2002.

MERCIER A., « Guerres et médias: permanences et mutations », *Raisons politiques*, n° 13, février 2004a, pp. 97-109.

MERCIER A., « Si vis bellum, para communicationem », in CHARON J-M., MERCIER A. (Coord.), *Armes de communication massive. Informations de guerre en Irak :1991-2003*, Paris : CNRS Éditions, 2004b, pp. 229-247.

MERCIER A., « Montrer ou non les morts à l'écran », in CHARON J-M., MERCIER A. (Coord.), *Armes de communication massive. Informations de guerre en Irak :1991-2003*, Paris : CNRS Éditions, 2004c, pp. 151-163.

MERCIER A., « Médias, relations publiques et guerres. Les opinions publiques comme enjeu », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 47-66.

MERCIER A., « Malinformation, mais pas forcément désinformation », in FLEURY B., WALTER J., *Les medias et le conflit israélo-palestinien. Feux et contre-feux de la critique*, Metz : Centre d'études linguistiques des textes et des discours, coll. Recherches textuelles, 9, 2008, pp. 152-166.

MODOUX A., « Préface », in MATHIEN M. (dir.), *L'information dans les conflits armés. Du Golfe au Kosovo*, Paris : L'Harmattan, 2001, pp. 9-12.

MOISY C., « La communication : un risque de manipulation de l'information », in MATHIEN M. (dir.), *L'information dans les conflits armés. Du Golfe au Kosovo*, Paris : L'Harmattan, 2001, pp. 197-205.

MOUILLAUD M., TÉTU J-F., *Le journal quotidien*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 1989.

von MÜNCHOW P., *Les journaux télévisés en France et en Allemagne. Plaisir de voir ou devoir de s'informer*, Paris : Presses Sorbonne Nouvelle, 2004.

NEVEU É., *Sociologie du journalisme*, Paris : Éditions la Découverte, Coll. Repères, 2001.

NOËLLE-NEUMANN E., « The Spiral of Silence A Theory of Public Opinion », *Journal of Communication*, vol. 24, n° 2, 1974, pp. 43-51.

NOHRSTEDT S., KAITATZI-WHITLOCK S., OTTOSEN R., RIEGERT K., « From the Persian Gulf to Kosovo – War Journalism and Propaganda », *European Journal of Communication*, vol. 15 (3), pp. 383-404.

OFFERLÉ M., *Sociologie des groupes d'intérêt*. Paris : Montchrestien, 1994.

ORTEGA F., HUMANES M., *Algo más que periodistas. Sociología de una profesión*, Barcelona: Ariel, 2000.

OUAIDAT J., *Le journal télévisé: de l'acte d'informer à la production de la représentation de l'autre. Le cas de la guerre en Irak 2003*, Thèse de doctorat soutenue le 14 mai 2008, dirigée par Thierry Lancien, Université Michel de Montaigne, Bordeaux 3.

PALMER M., *Des petits journaux aux grandes agences. Naissance du journalisme moderne*, Paris : Éditions Aubier Montaigne, 1983.

PALMER M., « De la Terreur au Terrorisme. Mots galvaudés dans les rédactions de langue anglaise (janvier-mars 2003) », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 141-154.

PRESTAT M., « De la guerre psychologique à la guerre médiatique », in CHALIAND G., *La persuasion de masse. Guerre psychologique, guerre médiatique*, Paris : Éditions Robert Laffont, 1992, pp. 25-85.

QUÉRÉ L., « Le public comme forme et comme modalité d'expérience », in CEFAÏ D., PASQUIER D., *Le sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris : PUF, 2003, pp. 113-134.

RAMONET I., Entretien de Sacha Goldman, « De la production de la culture de masse », *Transversales*, n° 69, juin 2001, pp. 28-31.

REVERET R., MOREAU J-N., *Les médias et la communication de crise*, Paris : Economica, 1997.

RID T., « El nuevo desafío del *Bundeswehr* con los medios de comunicación », *Military Review*, novembre-décembre 2007, pp.70-77.

RIEFFEL R., *Sociologie des médias*, Paris : Ellipses Édition Marketing, 2005.

ROBINSON P., BROWN R., GODDARD P., PARRY K., « War and Media », *Media, Culture & Society*, vol. 27(6), 2005, pp. 951-959.

ROLLAND D., GEORGAKAKIS D., DÉLOYE Y., *Les républiques en propagande. Pluralisme politique et propagande : entre déni et institutionnalisation XIXe-XXIe siècles*, Paris : L'Harmattan, 2006.

SABUCEDO J.M., *Medios de Comunicación de Masas y Conducta Política*, Madrid : Editorial Biblioteca Nueva, 1997.

SABUCEDO J.M., RODRÍGUEZ M., FERNÁNDEZ C., « Construcción del discurso legitimador del terrorismo », *Psicothema*, vol. 14, 2002, pp. 72-77.

SABUCEDO J.M., ALZATE M., « Conflicto, terrorismo y cultura de paz », in BLANCO A., DEL ÁGUILA R., SABUCEDO J-M., *Madrid 11-M. Un análisis del mal y sus consecuencias*, Madrid : Editorial Trotta, 2005, pp. 221-253.

SCHEUFELE D., « Framing as a Theory of Media Effects », *Journal of Communication*, n° 49, 1999, pp.103-122.

SCHUDSON M., *The power of news*, Cambridge, London: Harvard University Press, 2000, [1995].

SEMPRINI A., *CNN et la mondialisation de l'imaginaire*, Paris : CNRS Éditions, 2000 [1994].

SERGEANT J-C., « Les Malouines : Le précédent Britannique », in CHALIAND G., *La persuasion de masse. Guerre psychologique, guerre médiatique*, Paris : Éditions Robert Laffont, 1992, pp. 145-208.

SERRANO Y., « L'"objectivité" journalistique : droit des citoyens, devoir des journalistes? », *Les Cahiers de Psychologie politique* [En ligne], n° 10, Janvier 2007.
<http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=914>

SIRACUSA J., *Le JT, machine à décrire. Sociologie du travail des reporters à la télévision*, Bruxelles : De Boeck Université, INA, 2001.

SOULAGES J-C., *Les mises en scènes visuelles de l'information. Étude comparée France, Espagne, États-Unis*, Paris : Nathan, INA, 1999.

TUCHMAN G., « Objectivity as Strategic Ritual : An Examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *The American Journal of Sociology*, vol. 77, n° 4, 1972, pp. 660-679.

TUPPER P., « L'autre 11 septembre. Médias chiliens et CIA contre Allende », in ARBOIT G., MATHIEN M., *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles : Bruylant, coll. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, pp. 85-105.

VENIARD M., « Guerre dans le discours de presse sur les conflits armés : orientation argumentative et marque de point de vue », *Actes des VIèmes RJC ED268 « Langage et Langues »*, Paris, 24 mai 2003.

VENIARD M., « Les désignations du conflit du Golfe dans la presse : un miroir du conflit sur le terrain ? », in CASSANAS A., DEMANGE A., LAURENT B., LECLER A., (eds.), *Dialogisme et nomination*, Montpellier : Presses Universitaires de Montpellier 3, 2004, pp. 99-111.

VENIARD M., *La nomination d'un événement dans la presse quotidienne nationale. Une étude sémantique et discursive : la guerre en Afghanistan et le conflit des intermittents dans Le Monde et Le Figaro*, Thèse de doctorat soutenue le 1^{er} décembre 2007, dirigée par Sophie Moirand, Paris III.

VERÓN E., « Télévision et démocratie : à propos du statut de la mise en scène », *Mots*, n° 20, 1989, pp. 75-91.

WOLTON D., *Informer n'est pas communiquer*, Paris : CNRS Éditions, 2009.

ZELIZER B., « Photographie, journalisme et traumatisme », in DAYAN D. (dir.), *La terreur spectacle. Terrorisme et télévision*, Bruxelles : De Boeck, INA, 2006, pp. 137-151.

Documents qui se rapportent à la Colombie : le conflit armé et les médias nationaux

ABELLO J., « El conflicto armado como espectáculo del infoentretenimiento », in BONILLA J, PATIÑO G (eds.), *Comunicación y Política. Viejos conflictos, nuevos desafíos*, Bogotá : Centro Editorial Javeriano, 2001, pp. 412-420.

Acuerdo por la discreción, Bogotá, 4 novembre 1999. Consulté le 7 décembre 2009.

<http://www.mediosparalapaz.org/index.php?idcategoria=839&resaltar=acuerdo+por+la+discrecion>

AGUDELO C., « L'inclusion ambiguë des afrocolombiens », *Amériques Noires : Réflexions Bulletin Hors-série*, Société Suisse des Américanistes, 2009, pp. 51-60.

ALTO COMISIONADO PARA LA PAZ, *Propuesta D, acuerdo base. Gobierno nacional – ELN*, abril, 2008. Consulté le 22 septembre 2009.

<http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/web/publicaciones/acuerdobase/101982-DIALOGO%20NUEVO.pdf>

ALZATE A., DURÁN M., SABUCEDO J-M., « Población civil y transformación constructiva de un conflicto armado interno: aplicación al caso colombiano », *Revista Universitas Psychologica*, vol. 8, n° 3, Bogotá : Universidad Javeriana, julio-septiembre de 2009, pp. 703-720.

ANDREU-GUZMAN F., « Les droits humains en Colombie. Violations et impunité », in, WOLF M, *La Colombie écartelée. Le difficile chemin de la paix*, Paris : Karthala, Saint-Denis : Terre des Hommes France, 2005, pp.181-221.

ARIAS E., CHACÓN L., CRISTANCHO F., QUEVEDO N., *Tratamiento de los actos violentos en los noticieros de la televisión colombiana*, Trabajo del grupo de investigación de la Escuela de Comunicación Social y Periodismo, Bogotá : Universidad Sergio Arboleda, 2003.

ARIZMENDI J., *Periodismo de calidad en medio de un conflicto armado: la experiencia colombiana*, Communication présentée à la 2ème conférence de communication des Amériques. Miami, 16 août 2004. Publié par MPP CORPORACIÓN MEDIOS PARA LA PAZ le 15 août 2004. Consulté le 7 décembre 2009.

<http://www.mediosparalapaz.org/index.php?idcategoria=2228&resaltar=manual+de+estilo>

AZCÁRATE C., « Psychosocial Dynamics of the Armed Conflict in Colombia », *Online Journal of Peace and Conflict Resolution*, [En ligne] vol. 2 n° 1, mars 1999. Consulté le 3 novembre 2005.

http://www.trinstitute.org/ojpcr/2_1columbia.htm

BARBERO J., « Los medios, memoria y olvido », novembre 1998. Consulté le 3 novembre 2005.

<http://www.mediosparalapaz.org/imprimir.php?idcategoria=933&resaltar=av%C3%A9>

BARBERO J., « Imágenes y Política », in BARBERO J., REY G., *Los Ejercicios del ver: Hegemonía audiovisual y ficción televisiva*, Barcelona : Gedisa, 1999, pp. 51-85.

BARBERO J., « Cambios en el tejido cultural y massmediación de la política », in BONILLA J., PATIÑO G. (eds.), *Comunicación y Política. Viejos conflictos, nuevos desafíos*, Bogotá : Centro Editorial Javeriano, 2001, pp. 20-28.

BARCLAY NEUMANN V., *The (In)Coherence of U.S. Foreign Policy in Colombia. « Disentangling the Maze of Drug Control: Is Plan Colombia the Panacea? »*, Thèse de doctorat soutenue en mai 2004, dirigée par Jacques Foster, Genève : IUED.

BARÓN L., « La ilegitimidad frente al sectarismo. Representaciones sobre los conflictos en medios y audiencias de Irlanda del Norte y Colombia », *Signo y Pensamiento* 38, vol. XX, 2001, pp. 46-63.

BARÓN L. (dir.), *Investigación NTCI y paz en Colombia*, Bogotá : Centro de Investigación y Educación Popular (CINEP), Colombia, 2003.

BARRETO I., BORJA H., SERRANO Y., LÓPEZ W., « La legitimación como proceso en la violencia política, medios de comunicación y construcción de culturas de paz », *Universitas Psychologica*, vol. 8, n° 3, 2009, pp. 737-748.

BONILLA J., PATIÑO G. (eds.), *Comunicación y Política. Viejos conflictos, nuevos desafíos*, Bogotá : Centro Editorial Javeriano, 2001.

BONILLA J., « Comunicación, televisión y guerra », *Debates*, Revista Institucional de la Universidad de Antioquia, n° 32, 2001, pp. 143-160.

BONILLA J., « Periodismo, Guerra y Paz. Campo intelectual periodístico y agendas de la información en Colombia », *Signo y Pensamiento* 40, vol. XXI, 2002, pp. 53-70.

BONILLA J., TAMAYO C., « Violencias y medios de comunicación en América Latina: una cartografía para el análisis », *Signo y Pensamiento*, vol. XXVI, 2007b, pp.212-231.

BORJA H., BARRETO I., SABUCEDO J-M., LÓPEZ W., « Construcción del discurso deslegitimador del adversario: gobierno y paramilitarismo en Colombia », *Universitas Psychologica*, vol. 7, n° 2, 2008, pp.571-583.

BORJA H., BARRETO I., ALZATE M., SABUCEDO J-M., LÓPEZ W., « Creencias sobre el adversario, violencia política y procesos de paz », *Psicothema*, vol. 21, n° 4, 2009, pp. 622-627.

BUSHNELL D., *The Making o Modern Colombia. A nation in Spite of Itself*, Berkeley : University of California Press, 1993.

CASTRO G., VILLAZMIZAR D., RESTREPO A., GUERRERO A., *Diccionario para desarmar la palabra*, MPP : Bogotá, 2005.

CPB (Círculo de Periodistas de Bogotá), *Código de ética y responsabilidad del periodista*, Bogotá, 1990. Consulté le 7 décembre 2009.

<http://www.mediosparalapaz.org/index.php?idcategoria=769>.

CIJ (Comisión Internacional de Juristas), *Colombia: Socavando el Estado de Derecho y Consolidando la Impunidad*, Genève : CIJ, 2005.

CNRR (Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación), *Disidentes, rearmados y emergentes: ¿bandas criminales o tercera generación paramilitar?*, Agosto de 2007. Consulté le 24 septembre 2009.

http://www.cnrr.org.co/new/interior_otros/informe_1_DDR_Cnrr.pdf

CNTV (COMISIÓN NACIONAL DE TELEVISIÓN), *Servicio Público y Cobertura, Sistema de Televisión en Colombia*, Bogotá : CNT, 1997.

CNTV (COMISIÓN NACIONAL DE TELEVISIÓN), *Informe del Estudio General de Medios de Colombia*, Bogotá : CNT, 2005.

CNTV (COMISIÓN NACIONAL DE TELEVISIÓN), *Módulo de Televisión. Estudio General de Medios –EGM-. Segunda ola 2008*, Bogotá : CNT, 2009.

CORDELLIER S., DIDOT B. (dir.), *L'état du monde 2005: annuaire économique et géopolitique mondial*, Paris : La Découverte, 2004.

CORREA A., « Guerra y paz en directo: la información televisiva en tiempos de conflicto », in BONILLA J., PATIÑO G. (eds.), *Comunicación y Política. Viejos conflictos, nuevos desafíos*, Bogotá : Centro Editorial Javeriano, 2001, pp. 394-409.

CORREA M., « El lenguaje de los medios que intensifica el conflicto colombiano », *Reflexión Política*, año 10, n° 19, 2008, pp. 106-113.

DH Colombia, « *El dossier secreto de los falsos positivos* », 25 janvier 2009. Consulté le 24 septembre 2009.

http://www.dhcolombia.info/spip.php?article714&decoeur_recherche=el%20dossier%20secreto%20de%20los%20falsos%20positivos

DIAL, « L'aide qu'apporteront les États-Unis à la Colombie exacerbera-t-elle la guerre? », *Dossier 2381*, Lyon, 1-15 juin, 2000.

DUQUE Á., « Periodismo y democracia en Colombia. ¿Qué entienden los periodistas por opinión pública? », in BONILLA J., PATIÑO G. (eds.), *Comunicación y Política. Viejos conflictos, nuevos desafíos*, Bogotá : Centro Editorial Javeriano, 2001, pp. 118-123.

ECHANDÍA C., BECHARA E., « Conducta de la guerrilla durante el gobierno Uribe Vélez: de las lógicas de control territorial a las lógicas de control estratégico », *Análisis político*, n° 57, 2006, pp. 31-54.

EL COLOMBIANO, *Manual de estilo y redacción*, Colombia : Impolibros S. A., 2003.

EL ESPECTADOR, « Popularidad de Uribe llegó al 84 por ciento », 12 mars 2008. Consulté le 22 septembre 2009.

<http://www.elespectador.com/noticias/politica/articulo-popularidad-de-uribe-llego-al-84-ciento>.

EL ESPECTADOR, « Así va la popularidad de Uribe », 4 mars 2009. Consulté le 22 septembre 2009.

<http://www.elespectador.com/noticias/politica/video-asi-va-popularidad-de-uribe>.

EL ESPECTADOR, « Gobierno dice que su « Manual de estilo » no es para todos los periodistas », 15 mai 2009. Consulté le 7 décembre 2009.

<http://www.elespectador.com/node/141061/>.

EL PAÍS, « El escándalo de la 'parapolítica' en Colombia », 20 février 2007. Consulté le 11 septembre 2010.

http://www.elpais.com/articulo/internacional/escandalo/parapolitica/Colombia/elpepuint/20070220elpepuint_6/Tes.

EL TIEMPO, « Conflicto armado y terrorismo. Manual de cubrimiento », *El conflicto armado en las páginas de El Tiempo*, Bogotá : Cada Editorial El Tiempo, 2003.

ESTRADA F., « La retórica del paramilitarismo », *Análisis Político*, n° 44, 2001, pp. 42-64.

ESTRADA F., *Las metáforas de una guerra perpetua. Estudios sobre pragmática del discurso en el conflicto armado colombiano*, Medellín : Fondo Editorial Universidad EAFIT, 2004.

FIGUEROA M., VALDÉS À., « La información en tiempos de guerra. Derecho a la información y derecho a la paz », *Sala de prensa* 59, vol. 2, 2003.

FLORES P., CRAWFORD L., « El papel de los relatos noticiosos en la construcción de un proyecto comunicativo para la paz en Colombia », *Diálogos de la Comunicación*, n° 61, Lima: Federación Latinoamericana de Facultad de Comunicación Social, 2001, pp. 46-55.

GARCÍA M., ROMERO E., « Las trampas de la aparición. Información y conflicto en Colombia », in BONILLA J., PATIÑO G. (eds.), *Comunicación y Política. Viejos conflictos, nuevos desafíos*, Bogotá : Centro Editorial Javeriano, 2001, pp.366-391.

GARCÍA R., « Constitución y política: orden nuevo, régimen viejo », *Revista Foro*, n° 41, 2001, pp. 9-15.

GARRIDO M., « Apuntes sobre el conflicto armado interno en Colombia », Universidad de Sevilla, Sección Historia de América, 2003. Consulté le 15 février 2004.

www.seattlecolombia.org/garrido.php.

GIRALDO D., ROLDÁN I., FLÓREZ M., *Periodistas, guerra y terrorismo*, Bogotá : Planeta, Universidad Sergio Arboleda, 2003.

GRAJALES J., « La Cour Constitutionnelle ferme la porte à la réélection d'Uribe », Observatoire politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes, 1^{er} mars, 2010. Consulté le 7 mars 2010.

http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=536:la-cour-constitutionnelle-ferme-la-porte-a-la-reelection-duribe&catid=163:colombie-2010-observation-electorale&Itemid=211,

GRANADA S., RESTREPO J., VARGAS A., « El agotamiento de la política de seguridad: evolución y transformaciones recientes en el conflicto colombiano », in RESTREPO J., APONTE D., (éd), *Guerra y violencias en Colombia. Herramientas e interpretaciones*, Bogotá : Editorial Pontificia Universidad Javeriana, 2009, pp. 27-124.

GRUPO MEMORIA HISTÓRICA-CNRR, « La masacre de El Salao : esa guerra no era nuestra », 2009. Consulté le 10 septembre 2010.

http://www.memoriahistorica-cnrr.org.co/archivos/arc_docum/informe_la_masacre_de_el_salado.pdf.

HELG A., *Liberty and Equality in Caribbean Colombia, 1770-1835*, Chapel Hill: University of North Carolina Press, 2004.

HUMAN RIGHTS WATCH, *Informe anual Colombia 1998. Guerra Sin Cuartel: Colombia y el Derecho Internacional Humanitario*, 1998. Consulté le 20 novembre 2005.
www.hrw.org/spanish/informes/1998/guerra.html.

HUMAN RIGHTS WATCH, *Informe anual Colombia 2003. « Aprenderás a no llorar »: Niños Combatientes en Colombia*, 2003. Consulté le 15 octobre 2009.
www.hrw.org/spanish/informes/2003/colombia_ninos.html.

IBOPE, *Resultados Muestra Maestra 2004*, Bogotá: Comisión Nacional de Televisión, Estudio general de medios, 2005. Consulté le 3 décembre 2009.
<http://www.ibope.com.co/ibope/indices.htm>.

IISS (THE INTERNATIONAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES), *The Military Balance*, 2003, 2004, Oxford : Oxford University Press, 2004.

IISS (THE INTERNATIONAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES), *The Military Balance*, 2004, 2005, Oxford : Oxford University Press, 2005.

IISS (THE INTERNATIONAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES), *The Military Balance*, 2008, London : Routledge, 2009a.

IISS (THE INTERNATIONAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES), *The Military Balance*, 2009, London : Routledge, 2009b.

IPSOS, *La gran encuesta de la Televisión en Colombia*, septembre 2008. Consulté le 5 novembre 2009.
http://www.cntv.org.co/cntv_bop/estudios/ipsos_rural.pdf.

JOXE N., « La Colombie vit un coup d'état permanent. Interview à Nicolas Joxe par Benito Pérez », *Le Courrier*, 10 décembre, 2005, p.7.

LEMOINE M., « Préface: Plongée au cœur de l'incompréhensible », in, WOLF M, *La Colombie écartelée. Le difficile chemin de la paix*, Paris : Karthala, Saint-Denis : Terre des Hommes France, 2005, pp.7-22.

LÉVÊQUE F., DOS REIS I., *Entretien avec Maurice Lemoine. Colombie : lutte armée et réalités d'un conflit*, 9 mai 2005. Consulté le 10 mars 2010.
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article1365>.

LÓPEZ F., « Periodismo informativo y comunicación del conflicto armado y del proceso de paz en Colombia: consideraciones teóricas », *Diálogos de la Comunicación*, n° 59-60, Lima : Federación Latinoamericana de Facultad de Comunicación Social, 2000, pp. 293-306.

LÓPEZ F., « Crisis de las representaciones política y mediática de los asuntos públicos en Colombia », in BONILLA J., PATIÑO G. (eds.), *Comunicación y Política. Viejos conflictos, nuevos desafíos*, Bogotá : Centro Editorial Javeriano, 2001, pp. 50-67.

LÓPEZ F., « Análisis sobre el derecho a la comunicación. Los medios y el proceso de paz, elementos para un balance necesario », *Revista Aportes Andinos*, Programa Andino de derechos humanos, Toledo : Universidad Andina Simón Bolívar, noviembre, 2002a.

LÓPEZ F., « Periodismo y movimientos sociales: Entre la estigmatización y el reconocimiento », *Serie Diálogos Académicos «periodismo y movimientos sociales»* organizados por la facultad de comunicación del Politécnico Grancolombiano, Bogotá : politécnico grancolombiano, 2002b.

LÓPEZ F., *Ética periodística, verdad noticiosa sobre el conflicto armado y reconciliación nacional en Colombia*, Communication présentée à la conférence internationale : « Colombia: Caminos para salir de la violencia », Frankfurt, 27-28 juin 2003. [Document fourni par l'auteur].

LÓPEZ F., « Presentación del dossier sobre historia de los medios de comunicación social y del periodismo en Colombia », *Revista Historia Crítica*, Universidad de los Andes, n° 28, 2004, pp. 7-25.

LÓPEZ F., « Aprendizajes y encrucijadas del periodismo. Entre la paz de Pastrana y la seguridad democrática de Uribe », *Palabra Clave*, n° 13, 2005, pp. 7-45.

LÓPEZ W., *Medios de comunicación y construcción de culturas de paz*, Thèse de doctorat, dirigée par Juan Manuel Sabucedo, Universidad de Santiago de Compostela, à paraître.

MÁRQUEZ E., « Periodistas y Medios de Comunicación en el conflicto armado colombiano », *Revista Javeriana*, 2003, pp. 50-60.

MEDINA M., « El siglo XX colombiano : las alternativas de la paz y la guerra », in ALCÁNTARA M., IBEAS J., *Colombia ante los retos del siglo XXI : desarrollo, democracia y paz*, Salamanca : Ediciones Universidad Salamanca, 2001, pp. 23-42.

MPP (CORPORACIÓN MEDIOS PARA LA PAZ), PROGRAMA POR LA PAZ, UNIVERSIDAD JAVERIANA, *Prensa, conflicto armado y región. Aprendizajes del diplomado Periodismo responsable en el conflicto armado*, Bogotá : Corporación Medios para la paz, 2006.

MUÑOZ C., TORRES N., RAMOS M., BOTERO H., LAPACÓ M., « Periodismo, desmovilización y reinserción », *Revista Diversitas. Perspectivas en Psicología*, vol. 4, n° 2, 2008, pp. 375-399.

NIETO R., « Hay o no hay conflicto armado en Colombia?, *Anuario Colombiano de Derecho Internacional -ACDI*, Año 1, n° 1, 2008, pp. 139-159.

NOTICIAS 24, « La popularidad de Uribe se dispara: 92% de aceptación », 3 juillet 2008. Consulté le 14 octobre 2009.

<http://www.noticias24.com/actualidad/noticia/15707/la-popularidad-de-uribe-se-dispara-92-de-aceptacion/>.

OBSERVATORIO DE MEDIOS, Facultad de Comunicación y Periodismo, *Investigación: Los medios de comunicación de Colombia vistos por sus periodistas*, Bogotá : Universidad de la Sabana, 2000.

OBSERVATORIO DE MEDIOS, Facultad de Comunicación y Periodismo, *Investigación: El Presidente de Colombia visto por 20 directores de medios de comunicación de su país*, Bogotá : Universidad de la Sabana, 2004.

OBSERVATORIO DE MEDIOS, YANKELOVICH ACEVEDO & ASOCIADOS, Facultad de Comunicación y Periodismo, *Investigación: La credibilidad de los medios de comunicación en Colombia*, Bogotá : Universidad de la Sabana, 30 de octubre, 2002.

ONU, « Press Release, Statement by Professor Philip Alston, UN Special Rapporteur on extrajudicial executions - Mission to Colombia 8-18 June 2009 ». Consulté le 24 septembre 2009.

<http://www.unhchr.ch/hurricane/hurricane.nsf/view01/C6390E2F247BF1A7C12575D9007732FD?opendocument>.

OSPINA J., « Intención de la Casa de Nariño era desprestigiar y la Corte : ex director de inteligencia del DAS », *WRadio*, 23 juillet 2010. Consulté le 10 septembre 2010
<http://www.wradio.com.co/nota.aspx?id=1331094>.

PAN (Proyecto Antonio Nariño), *El papel de las fuentes oficiales en la calidad del periodismo colombiano*, Bogotá : Centro de Competencia en Comunicación para América Latina, 2004. Consulté le 26 février 2008.
<http://www.c3fes.net/docs/fuentesoficiales.pdf>

PÉCAUT D., *Midiendo fuerzas. Balance del primer año del gobierno de Álvaro Uribe Vélez*, Planeta : Bogotá, 2003.

PNUD Colombia, *Informe Nacional de Desarrollo Humano para Colombia 2003. El Conflicto, callejón con salida*, Bogotá : El Malpensante S.A., 2003.

PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008*, Paris : La Découverte, 2007.

PNUD, *Informe sobre Desarrollo Humano 2009. Superando barreras: Movilidad y Desarrollo Humanos*, New York : Mundi Prensa Libros, 2009.

PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA – MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL, *Política de Defensa y Seguridad Democrática*, 2003. Consulté le 9 décembre 2009.
http://www.presidencia.gov.co/seguridad_democratica.pdf.

PRESIDENCIA, SECRETARÍA DE PRENSA, *Manual de Estilo*, Bogotá : Imprenta Nacional, 2009 (2^a ed.) [2008]. Consulté le 7 décembre 2009.
http://web.presidencia.gov.co/publicaciones/2009/manual_estilo.pdf.

RAMÍREZ A., « Introducción », in BORDA E., DE ROUX C., LASSO L., LIBREROS J., RODRÍGUEZ C., RUBIO R., UPRIMINY R., URIBE M., VARGAS R., VARGAS A., *Conflicto y Seguridad Democrática en Colombia. Temas críticos y propuestas*, FESCOL, Embajada de la República Federal de Alemania en Colombia, Bogotá : Editorial Gente Nueva, 2004, pp. 11-54.

RENIZ D., « La información en tiempos de guerra y terrorismo », *Revista Javeriana*, 2002, pp. 53-59.

RESTREPO J., « ¿Cómo manejar una información de una explosión, un atentado o una bomba? » *Serie Diálogos Académicos « periodismo y movimientos sociales »* organizados por la facultad de comunicación del Politécnico Grancolombiano, Bogotá : Politécnico grancolombiano, 2002.

RESTREPO L., « Perspectivas de paz en tiempos de terrorismo », in CEPEDA F. (ed.), *Instituciones Civiles y Militares. En la política de seguridad democrática*, Bogotá : Embajada de Estados Unidos de América, 2004, pp. 347-351.

RESTREPO L., « ¿Conflicto armado o amenaza terrorista? », 6 mars 2005. Consulté le 22 septembre 2009.
http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/noticias/2005/marzo/mar_06_05.htm.

REY G., *La memoria del conflicto colombiano en el contexto de lo audiovisual*, Communication présentée le 10 septembre 2008 dans le forum Mémoires et narratives audiovisuelles du conflit armé organisé par la Commission Nationale de Réparation. Consulté le 10 juin 2009.

http://www.centromemoria.gov.co/archivos/memoria_del_conflicto_colombiano_audiovisual.pdf.

REY G., BONILLA J. I., *Calidad informativa y cubrimiento del conflicto. Estándares de calidad periodística en el cubrimiento del conflicto armado en Colombia*, Bogotá : Proyecto Antonio Nariño, 2004.

RINCÓN O., RUIZ M. (eds.), *Bajo todos los fuegos. Los periodistas en el conflicto colombiano*, Bogotá : Proyecto Antonio Nariño, 2002a.

RINCÓN O., RUIZ M., « Más allá de la libertad. Informar en medio del conflicto », *Signo y Pensamiento* 40, vol. XXI, 2002b, pp. 72-86.

RSF (Reporteros sin Fronteras), « La prensa « objetivo militar ». Los grupos armados contra la libertad de prensa », 22 novembre 2001. Consulté le 25 janvier 2010.

http://www.rsf.org/spip.php?page=article&id_article=488.

SABUCEDO J-M., BARRETO I., BORJA H., LÓPEZ W., BLANCO A., DE LA CORTE L., DURÁN M., « Deslegitimación del adversario y violencia política: El caso de las FARC y las AUC en Colombia », *Acta Colombiana de Psicología*, 12, 2004, pp. 69-85.

SARMIENTO A., « Violencia y equidad », *Revista Planeación & Desarrollo*, vol. 30, N° 3, julio- septiembre de 1999, Bogotá : DNP (Distrito Nacional de Plantación), pp. 47-79.

SEMANA, « Las pruebas hablan por sí solas », 11 novembre 2006. Consulté le 11 septembre 2010.

http://www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=98170.

SEMANA, « Si hay guerra, señor presidente », 6 février 2005. Consulté le 15 octobre 2009.

<http://semana2.terra.com.co/opencms/opencms/Semana/articulo.html?id=84650>.

SEMANA, « Revelaciones exclusivas », 24 septembre 2004. Consulté le 14 octobre 2009.

http://www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=82024.

SERRANO Y., « Conflicto armado e información. Una reflexión sobre las reglas de conducta profesional periodística que dicta el Acuerdo por la Discreción », *Revista Diversitas. Perspectivas en Psicología*, vol. 2, n° 1, 2006, pp.105-123.

SERRANO Y., LÓPEZ W., *El discurso informativo en los noticieros de televisión: Un análisis comparativo de Colombia, Francia y Suiza. Agendas informativas y « Objetividad » de la información. Actas del X Congreso Nacional de Psicología Social: Un encuentro de perspectivas*, 2007, pp. 722-739.

SHARPLESS R., *Gaitán of Colombia: a political biography*. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 1978.

SIERRA J., *Incidencia de los medios de comunicación en el conflicto colombiano*, fuente: sistema de información de la defensa nacional, novembre de 2001. Consulté le 22 novembre 2005.

www.mindefensa.gov.co

TAMAYO C., BONILLA J., « El conflicto armado en pantalla. Noticieros, agendas y visibilidades », *Controversia*, n° 185, 2005, pp. 21-49.

TORRES E., *El periodismo en Colombia. Reflexiones sobre periodismo y comunicación en tiempos de guerra*, Bogotá : MEDIOS PARA LA PAZ, septiembre 21, 2004.

TOVAR C., GALINDO L., GUZMÁN L., « Desmovilización y convivencia local: el punto de vista de las comunidades receptoras », *Revista Diversitas. Perspectivas en Psicología*, vol. 4, n° 2, 2008, pp. 305-317.

URIBE M., « Las promesas incumplidas de la democracia participativa », in MONCAYO, V., GAVIRIA, C., UPRIMNY, R., VILLA, W., KALMANOVITZ, S., URIBE, M., *El debate a la constitución*, Bogotá : ILSA, 2002, pp. 191-208.

US DEPARTMENT OF STATE, BUREAU OF WESTERN HEMISPHERE AFFAIRS, *Background Note: Colombia*, 2005. Consulté le 29 septembre 2009.
<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/35754.htm>.

VALLEJO M., BONILLA J., « Entrevista con Alma Guillermoprieto, ¿Cómo informar sobre una guerra con masacres, pero sin balas? », *Signo y Pensamiento* 40, vol. XXI, 2002, pp. 94-103.

VELÁSQUEZ C., « ¿Medios y periodistas arrollados por una corriente de opinión? », *Palabra Clave*, n° 6, 2002, pp. 43-58.

VELÁSQUEZ C., GUTIÉRREZ L., « En busca de opciones ante la censura y la autocensura », *Palabra Clave*, n° 5, 2001, pp. 81-100.

VILLADIEGO M., VALENCIA D., « Prensa y oposición en Colombia. Maridajes y complicidades durante el primer año del gobierno de Pastrana », in BONILLA J., PATIÑO G. (eds.), *Comunicación y Política. Viejos conflictos, nuevos desafíos*, Bogotá : Centro Editorial Javeriano, 2001, pp. 126-148.

WOLF M., *La Colombie écartelée. Le difficile chemin de la paix*, Paris : Karthala, Saint-Denis : Terre des Hommes France, 2005.

ZAPATA M., « Cincuenta años de la televisión en Colombia. Una era que termina. Un recorrido historiográfico », *Revista Historia Crítica*, Universidad de los Andes, n° 28, 2004.

Documents qui se rapportent à l'analyse de contenu, l'analyse de discours et l'analyse de l'image

BARDIN L., *L'analyse de contenu*, Paris : PUF, Coll. Le psychologue, 2001 [1977].

BLANCHET A., GOTMAN A., *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris : Nathan, 1992.

BRANCA-ROSOFF S., « Approche discursive de la nomination/dénomination », in CISLARU G., GUÉRIN O., MORIM K., NÉE É., PAGNIER T, VENIARD M., *L'acte de nommer. Une dynamique entre langue et discours*, Paris : Presses Sorbonne Nouvelle, 2007, pp. 13-22.

BRETON Ph., *L'argumentation dans la communication*, Paris : La Découverte, Coll. Repères, 2007, 4^e édition.

CHARAUDEAU P., MAINGUENEAU D. (dir.), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris : Éditions du Seuil, 2002.

COULOMB-GULLY M., « Proposition pour une méthode d'analyse du discours télévisuel », *Mots. Les langages du politique*, n° 70, 2002, pp. 103-112, consulté le 20 avril, 2010 sur <http://mots.revues.org/index9683.html>.

JOLY M., *L'image et son interprétation*, Paris : Nathan, 2004 [2002].

JOLY M., *Introduction à l'analyse de l'image*, Paris : Armand Colin, 2005.

KERBRAT-ORECCHIONI C., « L'analyse des conversations. Perspectives actuelles », *Les Français dans le Monde*, n° spécial : Le discours. Enjeux et perspectives, 1996, pp. 30-38.

KERBRAT-ORECCHIONI C., *L'énonciation. De la subjectivité dans le langage*, Paris : Armand Colin, 1997.

MAINGUENEAU D., *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours*, Paris : Hachette Université, 1976.

MAINGUENEAU D., *Analyser les textes de communication*, Paris : Nathan, 2002 [2000].

REBOUL A., MOESCHLER J., *Pragmatique du discours. De l'interprétation de l'énoncé à l'interprétation du discours*, Paris : Armand Colin, 1998.

RINGOOT R., ROBERT-DEMONTROND Ph., *L'analyse de discours*, Éditions Apogée - IREIMAR, 2004.

ROBERT A., BOUILLAGUET A., *L'analyse de contenu*, Vendôme : PUF, Coll. Que sais-je ? n° 271, 1997.

ROULET E., FILLIETTAZ L., GROBET A., *Un modèle et un instrument d'analyse de l'organisation du discours*, Berne : Peter Lang, 2001.

SIBLOT P., « Nomination et point de vue : la composante déictique des catégories lexicales », in CISLARU G., GUÉRIN O., MORIM K., NÉE É., PAGNIER T, VENIARD M., *L'acte de nommer. Une dynamique entre langue et discours*, Paris : Presses Sorbonne Nouvelle, 2007, pp. 25-38.

SOENGAS X., *El tratamiento informativo del lenguaje audiovisual*, Madrid : Ediciones del laberinto, 2003.

VIALLO Ph., *L'analyse du discours de la télévision*, Paris : PUF, Coll. Que sais-je ? n° 3111, 1996a.

VIALLO Ph., *La problématique de la transcription des documents TV ou le mythe de Tantale revisité*, Conférence prononcée aux ateliers méthodologiques de l'INA, mai 1996b.

Sites Web

Médias (presse, radio, télévision) et médias électroniques

Anncol, agence indépendante de diffusion d'information alternative (<http://anncol.eu>).

Canal Capital, chaîne privée régionale de télévision de la ville de Bogotá (<http://www.canalcapital.gov.co>).

Canal RCN, chaîne privée nationale colombienne (<http://www.canalrcn.com>).

Caracol Televisión, chaîne privée nationale colombienne (<http://www.caracoltv.com>).

City TV, chaîne privée régionale de Bogotá (<http://www.citytv.com.co>).

CM&, journal télévisé colombien, (<http://www.cmi.com.co>).

Colombiana de televisión, entreprise de programmation colombienne (<http://www.coltelevision.com>).

DH Colombia.info, moyen de communication alternative qui publie des informations relatives aux violations des droits humains. (<http://www.dhcolombia.info>).

El Espectador, quotidien colombien (<http://www.elespectador.com>).

El País, quotidien espagnol (<http://www.elpais.com>).

El rincón del periodismo independiente, blog d'un journaliste colombien (<http://www.mariomorales.info>).

El Tiempo, quotidien colombien (<http://www.eltiempo.com>).

Forbes, magazine économique étasunien (<http://www.forbes.com>).

Institucional, chaîne de télévision publique colombienne (<http://www.institucional.gov.co>).

Jorge Barón Televisión, entreprise de programmation colombienne (<http://jorgebarontelevision.com.co>).

La Jornada, quotidien mexicain (<http://www.jornada.unam.mx>).

La W Radio, station de radio nationale colombienne (<http://www.wradio.com.co>).

Morris producciones, entreprise de programmation dirigée par le journaliste Hollman Morris (<http://www.morrisproducciones.com>).

Noticias Uno, journal télévisé diffusé le week-end (<http://www.noticiasuno.com>).

Noticias24, quotidien vénézuélien (<http://www.noticias24.com>).

Prensa Latina, agence informative latino-américaine dont le siège se trouve à Cuba (<http://www.prensa-latina.cu>).

Revista Dinero, revue colombienne d'économie (<http://www.dinero.com>).

Semana, revue hebdomadaire colombienne (<http://www.semana.com>).

TeleAntioquia, chaîne publique de télévision régionale (<http://www1.teleantioquia.com.co>).

Telecaribe, chaîne publique de télévision régionale (<http://www.telecaribe.com.co>).

Telesur, chaîne de télévision généraliste pan-latino-américaine (<http://www.telesurtv.net>).

Gouvernement et institutions étatiques de la Colombie

Bibliothèque nationale Luis Angel Arango (<http://www.lablaa.org/blaavirtual>).

Bureau du haut commissaire pour la paix de la République de Colombie (<http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co>).

Colombia aprende, réseau électronique de connaissances du ministère d'éducation national (<http://www.colombiaprende.edu.co>).

Commission Nationale de Télévision (<http://www.cntv.org.co>).

Cour constitutionnelle (<http://www.corteconstitucional.gov.co>).

Département administratif de la Présidence de la République de Colombie (<http://www.presidencia.gov.co>).

Groupe Mémoire Historique de la Commission Nationale de Réparation (<http://www.memoriahistorica-cnrr.org.co>).

Procuraduría General de la Nación, institution autonome de contrôle et surveillance des fonctionnaires publics et des employés de l'État (<http://www.procuraduria.gov.co>).

Pouvoir judiciaire (<http://www.ramajudicial.gov.co>).

Registre national de l'état civil, organisation électorale et de l'état civil (<http://www.registraduria.gov.co>).

Organisations internationales, ONG's et autres gouvernements

Comité international de la Croix-Rouge (CICR) (<http://www.cicr.org>).

Département d'État des États Unies d'Amérique (<http://www.state.gov>).

Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme (HCDH) (<http://www.unhchr.ch>).

Human Rights Watch (<http://www.hrw.org>).

Political Database of the Americas (PDBA), projet non-gouvernemental du Centre d'études latino-américaines (CLAS) à l'Université de Georgetown (Washington) (<http://pdba.georgetown.edu>).

Reporters sans frontières (<http://www.rsf.org>).

Groupes armés en Colombie

Armée nationale (<http://www.ejercito.mil.co>).

Autodefensas desmovilizadas de Colombia (<http://www.colombialibre.org>), (<http://lapazencolombia.blogspot.com>).

Commandement général des forces militaires (<http://www.cgfm.mil.co>).

Département administratif de sécurité, services de renseignement (<http://www.das.gov.co>).

Ejército de Liberación Nacional (ELN) (<http://www.eln-voces.com>).

Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC) (<http://www.farcep.org>), (<http://frenteando.iespana.es>) (<http://frente.110mb.com>), (<http://resistenciafariana.blogspot.com>).

Police nationale (<http://www.policia.gov.co>).

Autres sites

Avina, fondation qui travaille dans le domaine du développement durable en établissant des alliances entre des entreprises privés (<http://www.avina.net>).

Centre de Recherche et d'Éducation Populaire (CINEP) (<http://www.cinep.org.co>).

Fescol, fondation privée à but non lucratif qui promeut la formation politique et sociale (<http://www.fescol.org.co>).

Fundación ideas para la paz, centre de pensée indépendant (soutenu par le secteur patronal) dont la mission est de contribuer à surmonter le conflit armé (<http://www.ideaspaz.org>).

IBOPE, entreprise multinationale qui mesure les audiences des chaînes de télévision (<http://www.ibope.com.co>).

Invamer Gallup, entreprise multinationale qui mène des sondages (<http://www.gallup.com>).

IRI, Institut pour la Recherche et d'Innovation du Centre Pompidou (<http://web.iri.centrepompidou.fr>).

Medios para la Paz, association professionnelle des journalistes (<http://www.mediosparalapaz.org>).

Trésor de la langue française, Département de Langues, linguistique et traduction Faculté des Lettres Université Laval Québec (<http://www.tlfg.ulaval.ca>).

Verdadabierta, projet non-gouvernemental d'information sur le paramilitarisme et le conflit armé (<http://www.verdadabierta.com>).

ANNEXES

ANNEXE 1 : PREMIÈRE GRILLE DE TRANSCRIPTION

Exemple de la première grille de transcription pour le JT *Telepaís*

Brève	Lecture par présentateur ou journalistes
Nouvelle	Présentateurs + journaliste
Reportage	Présentateurs + journaliste + source
Editorial	<i>Columnista invitado</i> / Comentario invitado o periodista especializado
Interview	Annoncé comme tel (question par journaliste ou présentateur)

2008		TELEPAIS		18-juin	
	Début	Fin	Durée	Type	Info
1	1:11:30	1:12:36	0:01:06		Titulares/inicio
2	1:12:37	1:14:56	0:02:19	Reportage	Homenaje a diputados asesinados por las FARC
3	1:14:57	1:16:39	0:01:42	Reportage	Min.Defensa: compu.Reyes.Mensaje Cano se atribuye asesinato diputados
4	1:16:40	1:18:03	0:01:23	Reportage	Cte. FFMM Padilla desmiente que Ivan Marquez(FARC) muerto en Venezuela
5	1:18:04	1:19:39	0:01:35		Reunión Uribe con Canciller España sobre Rnes con Ecuador y Venezuela
6	1:19:40	1:21:17	0:01:37		Reunión Canciller España con Canciller de Colombia
7	1:21:18	1:23:02	0:01:44		Informe ONU: cultivos ilícitos en Colombia aumentaron 27%
8	1:23:03	1:24:35	0:01:32		DIJIN captura a 10 integrantes de red interna. tráfico de estupefacientes
9	1:24:36	1:26:05	0:01:29		Marcha por la vida, paz y libertad sindical desde Cali hasta Bgtá
10	1:26:06	1:26:30	0:00:24		COMERCIAL
11	1:26:31	1:27:16	0:00:45		INDICADORES ECONÓMICOS
12	1:27:17	1:29:51	0:02:34		COMERCIALES
13	1:29:52	1:31:03	0:01:11		Muere una bañista ahogada en Cartagena
14	1:31:04	1:32:05	0:01:01		Desbordamiento de un río en Pitalito
15	1:32:06	1:32:26	0:00:20		COMERCIAL (AKT patrocina noticias del mundo)
16	1:32:27	1:33:52	0:01:25		NOTICIAS DEL MUNDO (3 NOTAS)
17	1:33:53	1:34:18	0:00:25		COMERCIAL + Jorge Barón comercial seguro de desempleo
18	1:34:19	1:36:15	0:01:56		NOTICIAS ECONÓMICAS (3 notas)
19	1:36:15	1:37:01	0:00:46		Internacional (Japón de visita en Brasil)
20	1:37:02	1:39:13	0:02:11		COMERCIALES
21	1:39:14	1:41:39	0:02:25		ENTRETENIMIENTO
22	1:41:40	1:42:00	0:00:20		COMERCIAL
23	1:42:01	1:43:11	0:01:10		Soldado muere en Popayán mientras lo requisaban las autoridades
24	1:43:12	1:44:40	0:01:28		Colombianos con pase de conducción deben renovarlo
25	1:44:41	1:46:32	0:01:51		COMERCIALES (INCOMPLETOS)
					Noticias de la salud (no está!!!)

0:34:39

0:01:06

0:05:24

0:10:35

0:02:11

0:02:12

0:02:25

0:08:05

0:02:41

Títulos / Ouverture / Résumé / Fermeture

CONFLIT ARMÉ

Information générale nationale

Internationale

Régionale

Santé

Sport

Divertissement

PUBLICITE

Économique

Exemple de la première grille de transcription pour le JT CM&

Brève	Lecture par présentateur ou journalistes
Nouvelle	Présentateurs + journaliste
Reportage	Présentateurs + journaliste + source
Editorial	Columnista invitado / Comentario invitado o periodista especializado
Interview	Anoncé comme tel (question par journaliste ou présentateur)

	2008	CM&	18-juin	
	Début	Fin	Durée	Type
1	1:32:30	1:34:16	0:01:46	Titulares / Inicio
2	1:34:17	1:35:30	0:01:13	Descubren robo de glifosato en base antinarcóticos de policía
3	1:35:31	1:36:56	0:01:25	ONU: En un 27% crecen los cultivos de coca en Colombia
4	1:36:57	1:37:57	0:01:00	Reportage Decomisan 2 toneladas de explosivos en Puerto Rico (Meta) de FARC
5	1:37:58	1:38:43	0:00:45	Condenan Nación x robo ganado en zona d'distención y FARC x robo
6	1:38:44	1:40:04	0:01:20	Reportage Homenaje a diputados asesinados por las FARC
7	1:40:05	1:41:18	0:01:13	Reportage Diputado López se salvó porque estaba castigado
8	1:41:19	1:41:42	0:00:23	Brève Ejército descarta muerte de alias "Iván Márquez" en Venezuela
9	1:41:43	1:42:16	0:00:33	Brève Ordenan incluir a excombatiente en programa de reinserción
10	1:42:17	1:43:36	0:01:19	Embajador EU en Colombia: ex-paras podrían enfrentar cadena perpetua
11	1:43:37	1:44:02	0:00:25	Brève Alias "Tasmania" se retracta de acusaciones
12	1:44:03	1:45:13	0:01:10	Reportage Alias "El iguano" hace nuevas denuncias contra exalcalde de Cúcuta
13	1:45:14	1:46:11	0:00:57	Exdirector del DAS denuncia complot en su contra
14	1:46:12	1:47:25	0:01:13	Miguel Angel Moratinos anunciaabrazo fraternal q'envía Chávez a Uribe
15	1:47:26	1:48:13	0:00:47	Colombia rechaza informa sobre desplazados de la ONU
16	1:48:14	1:49:24	0:01:10	División x candidato de oposición ante una posible reelección
17	1:49:25	1:50:51	0:01:26	Aprobado estatuto de reparación a las víctimas
18	1:50:52	1:51:57	0:01:05	Colombianos tendrían que renovar licencia de conducción cada 5 años
19	1:51:58	1:52:57	0:00:59	Gobierno mete en cintura a facultades de medicina
20	1:52:58	1:53:20	0:00:22	3mil millones de pesos para programa prevención SIDA embarazadas
21	1:53:21	1:54:46	0:01:25	ECONÓMICAS
22	1:54:47	1:54:57	0:00:10	COMERCIAL
23	1:54:58	1:57:06	0:02:08	Más noticias económicas
24	1:57:07	1:57:17	0:00:10	COMERCIAL
25	1:57:18	1:58:01	0:00:43	Indicadores económicos
26	1:58:02	1:58:11	0:00:09	COMERCIAL
27	1:58:12	1:58:24	0:00:12	Titulares entretenimiento
28	1:58:25	2:02:03	0:03:38	COMERCIALES
29	2:02:04	2:09:27	0:07:23	Deportes
30	2:09:28	2:14:01	0:04:33	Entretenimiento
31	2:14:02	2:14:24	0:00:22	Titulares 1,2,3
32	2:14:25	2:18:05	0:03:40	COMERCIALES
33	2:18:06	2:22:00	0:03:54	1,2,3
34	2:22:01	2:22:08	0:00:07	Despedida

0:49:05

0:02:27

0:06:04

0:12:41

0:07:23

0:04:33

0:07:47

0:03:54

0:04:16

Titres / Ouverture / Résumé / Fermeture

CONFLIT ARMÉ

Information générale nationale

Internationale

Régionale

Santé

Sport

Divertissement

PUBLICITE

Politique

Économique

Exemple de la première grille de transcription pour le JT Noticias Caracol

Brève	Lecture par présentateur ou journalistes
Nouvelle	Présentateurs + journaliste (si sources avec images d'archive)
Reportage	Présentateurs + journaliste + source
Editorial	<i>Columnista invitado</i> / Comentario invitado o periodista especializado
Interview	Annoncé comme tel (question par journaliste ou présentateur)

2007 CARACOL		29-juin		Info
Début	Fin	Durée	Type	
				no está desde el principio
1	3:04:32	3:06:32 0:02:00		Titulares
2	3:06:33	3:08:36 0:02:03	Reportage	Familiares diputados reciben nuevas exigencias de las FARC
3	3:08:37	3:09:37 0:01:00	Reportage	Alvara Leyva visita familiares para gestión humanitaria recup.cadáveres
4	3:09:38	3:10:26 0:00:48	Reportage	Cdte. FFMM informa que no hay operación para rescatar cadáveres
5	3:10:27	3:11:02 0:00:35	Reportage	Presidente: no habrá despeje
6	3:11:03	3:13:16 0:02:13	Reportage	Con los familiares + pruebas de supervivencia
7	3:13:17	3:15:25 0:02:08	Reportage	Una huérfana comptare con Caracol Noticias
8	3:15:26	3:17:12 0:01:46	Reportage	Caso de otra familia de militar que no le han devuelto el cadáver
9	3:17:13	3:19:29 0:02:16	Reportage	Marcha Moncayo
10	3:19:30	3:21:26 0:01:56	Reportage	Repaso manifestaciones en Col y otros países frente a otros hechos
11	3:21:27	3:23:05 0:01:38	Reportage	Medicina legal: devolución cuerpos es urgente
12	3:23:06	3:24:52 0:01:46	Reportage	Reacción OEA
13	3:24:52	3:25:30 0:00:38	Reportage	Gobernador Valle programó jornada nacional de protesta
14	3:25:31	3:26:51 0:01:20	Nouvelle	Caracol siempre acompañó a los familiares durante el cautiverio
15	3:26:52	3:27:00 0:00:08		Emmanuel... + Titulares
16	3:27:01	3:35:17 0:08:16		COMERCIALES
17	3:35:18	3:37:04 0:01:46	Reportage	Microbus atravesado por las FARC explotó con el conductor
18	3:37:05	3:38:49 0:01:44		6 corregimientos inundados
19	3:38:50	3:40:02 0:01:12		Aumentan inundaciones en Córdoba
20	3:40:03	3:40:13 0:00:10		COMERCIAL
21	3:40:14	3:41:39 0:01:25		Pavoroso incendio en empresa combustible en Jumbo
22	3:41:40	3:42:17 0:00:37		Titulares deportes
23	3:42:18	3:50:40 0:08:22		COMERCIALES
24	3:50:41	3:51:15 0:00:34		Trino Luna aceptó cargos de Fiscalía (parapolítica)
25	3:51:15	3:51:46 0:00:31		Corte suprema ordena libertad de funcionaria
26	3:51:47	3:52:06 0:00:19		COMERCIAL
27	3:52:06	3:52:32 0:00:26		Listo operativo de Policía para el festivo
28	3:52:33	3:53:43 0:01:10		COMERCIAL
29	3:53:44	3:54:32 0:00:48		Desactivan poderosa bomba en Londres
30	3:54:33	3:54:43 0:00:10		COMERCIAL
31	3:54:44	3:58:30 0:03:46		Código Caracol (8 notas)
32	3:58:31	4:00:03 0:01:32		Fundación Santodomingo: cimientos para construir el futuro
33	4:00:04	4:01:20 0:01:16	Brève	Familiares terminan reunión con Alvaro Leyva
34	4:01:21	4:01:34 0:00:13		Anuncia que seguirán pendientes
35	4:01:35	4:12:53 0:11:18		Deportes
36	4:12:54	4:20:18 0:07:24		Entretenimiento
	1:15:14			Titres / Ouverture / Résumé / Fermeture
	0:02:58			CONFLIT ARMÉ
	0:23:09			Information générale nationale
	0:03:03			Internationale
	0:00:48			Régionale
	0:04:21			Santé
	0:11:18			Sport
	0:07:24			Divertissement
	0:18:27			PUBLICITE
	0:03:46			Politique
				Économique

Exemple de la première grille de transcription pour le JT Noticias RCN

Brève	Lecture par présentateur ou journalistes
Nouvelle	Présentateurs + journaliste
Reportage	Présentateurs + journaliste + source
Editorial	Columnista invitado / Comentario invitado o periodista especializado
Interview	Annoncé comme tel (question par journaliste ou présentateur)

2007		RCN		29-juin	
	Début	Fin	Durée	Type	Info
1	4:28:55	4:31:04	0:02:09		Titulares / Inicio
2	4:31:05	4:33:19	0:02:14	Reportage	Familiares insisten para que FARC devuelvan los cadáveres
3	4:33:20	4:34:18	0:00:58	Reportage	Cdte. FFMM dice que FARC mienten cuando insinuan rescate militar
4	4:34:19	4:35:05	0:00:46	Reportage	CICR listo para recuperar cadáveres
5	4:35:06	4:35:58	0:00:52	Reportage	Comisión élite de medicina legal
6	4:35:59	4:37:09	0:01:10		OEA no logró consenso para comisión que solicitó Uribe
7	4:37:10	4:38:21	0:01:11	Reportage	Presidente: FARC se comunicaron con familias para atribuirse asesinato
8	4:38:22	4:38:48	0:00:26	Reportage	Vocera familiares lo niega
9	4:38:49	4:40:36	0:01:47	Reportage	Familiares esperan noticias cadáveres
10	4:40:37	4:41:43	0:01:06	Reportage	Gob. Antioquia y Valle del Cauca: gran movilización nacional
11	4:41:44	4:43:09	0:01:25	Reportage	Qué se sabe sobre el único sobreviviente
12	4:43:10	4:44:40	0:01:30	Reportage	Marcha Moncayo
13	4:44:41	4:45:58	0:01:17	Reportage	Uribe irá a Buenaventura a analizar situación orden público
14	4:45:59	4:47:10	0:01:11	Reportage	Hipótesis autoridades: retaliación por muerte jefe guerrillero
15	4:47:11	4:48:10	0:00:59	Nouvelle	Guerrilleros que secuestraron dip: 18 capturados, 5 condenados
16	4:48:11	4:48:27	0:00:16	Reportage	Reacción bancada uribista en el congreso
17	4:48:28	4:49:40	0:01:12	Editorial	Columnista invitado: camino para liberar secuestrados por las FARC
18	4:49:41	4:50:30	0:00:49		Titulares
19	4:50:31	4:58:18	0:07:47		COMERCIALES
20	4:58:18	4:58:31	0:00:13		Breve aumento de la gasolina
21	4:58:32	5:01:10	0:02:38		Video robo cámara a equipo investigativo de RCN
22	5:01:11	5:05:31	0:04:20		La Cosa Política
23	5:01:11	5:01:45	0:00:34	Brève	Premonición hmna diputados el año pasado
24	5:01:46	5:02:35	0:00:49		Delegado ONU propuso destacado reconocimiento a Emmanuel Rojas
25	5:05:32	5:06:10	0:00:38		Titulares
26	5:06:11	5:14:13	0:08:02		COMERCIALES
27	5:14:14	5:15:07	0:00:53		En Córdoba hay 2 mil familias damnificadas del rio Sinú
28	5:15:08	5:16:00	0:00:52		La Meteo
29	5:16:01	5:16:50	0:00:49		COMERCIAL
30	5:16:51	5:18:00	0:01:09		Congreso EU definió fechas para TLC con Perú y Panamá
31	5:18:01	5:18:18	0:00:17		Bajó el desempleo en Colombia
32	5:18:19	5:18:28	0:00:09		COMERCIAL
33	5:18:29	5:19:32	0:01:03		Baja confianza consumidores colombianos
34	5:19:33	5:20:23	0:00:50		Números de pico y placa rotarán
35	5:20:24	5:20:55	0:00:31		Country Club entrega canchas al distrito
36	5:20:56	5:22:00	0:01:04		Corte anuló tutela que beneficiaba a ex congresista de Córdoba
37	5:22:01	5:22:10	0:00:09		COMERCIAL
38	5:22:11	5:23:00	0:00:49		Policía británica frustró plan terrorista en Londres
39	5:23:01	5:23:26	0:00:25		Violencias en Perú
40	5:23:27	5:24:16	0:00:49		Salió al mercado el más completo teléfono móvil (l'phone)
41	5:24:17	5:24:31	0:00:14		La foto de la semana (Tony Blair en Londres)
42	5:24:32	5:26:45	0:02:13		Tiempo de leer [resumen libros]
43	5:26:46	5:26:56	0:00:10		COMERCIAL
44	5:26:57	5:32:51	0:05:54		Deportes
45	5:32:52	5:33:02	0:00:10		COMERCIAL
46	5:33:03	5:37:28	0:04:25		Entretenimiento

1:07:51

0:03:36 Titres / Ouverture / Résumé / Fermeture

0:17:44 CONFLIT ARMÉ

0:09:28 Information générale nationale

0:03:12 Internationale

Régionale

Santé

0:05:54 Sport

0:06:52 Divertissement

0:17:16 PUBLICITE

Caza Noticias

Panorama Nacional

0:04:20 Politique

Économique

0:00:52 Météo

ANNEXE 2 : GRILLE DE TRANSCRIPTION D'UNE UNITE D'INFORMATION

Exemple de la grille de transcription d'une information diffusée par Telepaís

TP 18.06.08_4

Presentador Jorge Barón	El comandante de las Fuerza Militares, General Freddy Padilla de León, desmintió las versiones sobre la muerte del miembro de secretariado de las FARC Iván Márquez, las pruebas forenses realizadas al cuerpo hallado en territorio venezolano permitieron asegurar que la información no correspondía con la verdad.
<i>Natalia Hurtado informa</i>	Ante el rumor que comenzó a circular anoche en medios de comunicación venezolanos donde se decía que en un hospital o morgue de este país reposaba el cuerpo de un guerrillero de las FARC, el comandante de las fuerzas militares General Freddy Padilla de León dijo que eso es solo una versión
<i>Gral. Freddy Padilla de León Cdte. De las Fuerza Militare)</i>	...Para nosotros, las Fuerzas Armadas de Colombia, es infundada esta versión, provino de los medios de comunicación de Venezuela pero nosotros en todas las averiguaciones que hemos hecho resulta que no es cierta esta versión...
Presentador en off	Lo que inicialmente se dijo era que el guerrillero sería Iván Márquez miembro del secretariado, sin embargo, desde Colombia por medio de la brigada del ejército en Norte de Santander se pudo comprobar que la descripción de este hombre no coincide con la realidad
<i>Gral. Freddy Padilla de León Cdte. De las Fuerza Militares</i>	...Esta era una persona de aproximadamente 30 años de edad, muy joven y que no corresponde en absoluto a las características de lo...del, de quienes se estaban refiriendo con relación a Iván Márquez...
Presentador en off	Sin embargo, fuentes extraoficiales mantienen la hipótesis que Iván Márquez se encuentra refugiado en territorio venezolano

Exemple de la grille de transcription d'une information diffusée par CM&

CMI 18.06.08 7

Presentador Mauricio Arroyave	Pues por su parte el ministro de defensa reveló que el exdiputado del Valle Sigifredo López se salvó de morir junto con sus compañeros de cautiverio porque estaba castigado por las FARC
Periodista en off	17 mensajes fueron cruzados por los miembros del secretariado de las FARC luego de que los frentes 29 y 60 se enfrentaran por error y asesinaran a 11 de los 12 diputados secuestrados
<i>Juan Manuel Santos Ministro de defensa</i>	17 correos, comunicaciones entre miembros de las FARC tratando de esconder la verdad ...
Periodista en off	Sigifredo López se salvó porque estaba castigado pero escuchó la masacre de sus compañeros de cautiverio
<i>Juan Manuel Santos Ministro de defensa</i>	Estaba apartado porque estaba sancionado, debió ser alguna falta disciplinaria
Periodista en off	Por iniciativa de Alfonso Cano los guerrilleros pensaron inculpar al ejército
<i>Juan Manuel Santos Ministro de defensa</i>	Quisieron ocultar, quisieron decir que había sido el ejército, quisieron decir que fue culpa de la presión militar
<i>Lily Montes informa</i>	El ministro de la defensa Juan Manuel Santos envió un mensaje de condolencia a las familias y dijo que la propuesta de intercambio humanitario está en el congelador porque las FARC no han dado una respuesta
<i>Juan Manuel Santos Ministro de defensa</i>	En el congelador, ehh no hemos recibido ningún tipo de, de propuesta nueva, el gobierno ha hecho todo lo que está a su alcance
Periodista en off	Y agregó que en el computador de Raúl Reyes es evidente que las FARC utilizan el intercambio humanitario para hacer política internacional

Exemple de la grille de transcription d'une information diffusée par Noticias Caracol

CAR 29.06.07 9

Presentadora María Lucia F.	Le tengo un dato Jorge Alfredo, 431 Km. completó el peregrino, el profesor Moncayo desde que salió hasta aquí, hasta la casa de doña Fabiola Perdomo. Él llegó y en el camino cuando se encontraba en Jamundí, se le unieron centenares de personas que lo acompañaron hasta acá. En el momento en que llega aquí a la casa de la familia Perdomo donde estaban todos los familiares de las víctimas, fue recibido con alegría, fue recibido con aplausos y en este momento, el profesor Moncayo, va camino a la gobernación
Raúl Ramírez Caracol Noticias	La que era hace unos días una marcha de 2, esta tarde era ya una movilización de centenares de personas. Al lado de Gustavo Moncayo en la vía empezaron a sumarse hombres y mujeres de todas las edades como Hugo Arbeláez, un XXX retiro
Hugo Arbeláez Militar en retiro	Estar mm, presente siempre en todas estas marchas con él, porque el dolor ajeno es el mismo dolor mío y eso para mí es muy importante, es algo de humanidad
Periodista en off	A la multitud también se unieron familiares de secuestrados que ven en la del profesor Moncayo su propia causa por la libertad de sus seres queridos. (<i>Libertad, libertad</i> - gritos de la marcha). Antes de llegar a Cali, el gobernador del Valle y el de Antioquia sumaron sus pasos a los que poco a poco se agregaban más personas que pedían diálogo entre el gobierno y las FARC
Rosario Lema Habitante de Cali	Esa es una bandera de lucha nuestra. Nosotros somos mujeres pacifistas y no violentas y estamos por el acuerdo humanitario
Periodista en off	En medio de los aplausos de centenares de personas que salieron a saludar, el profesor Moncayo fue llegando a Cali completando así 431 Km. de recorrido, transitados en 12 días desde que salió de Sandoná, Nariño. La emoción y el cansancio eran evidentes
Gustavo Moncayo Padre de militar secuestrado	Las palabras quedan cortas para expresar todo lo que en realidad sentimos eh por qué no seguimos un poquito es que estamos encalambrados y si son tan amables si.. y luego ya XXX damos las impresiones si
Periodista en off	Las impresiones no llegaron porque el primer gesto del profesor Moncayo y el de su hija al llegar a Cali fue ir a visitar a los familiares de los diputados muertos. Aquí se estrechó en un abrazo de dolor que dijo, lo impulsa más para llegar en 20 días a Bogotá

Exemple de la grille de transcription d'une information diffusée par Noticias RCN

RCN 29.06.07 7

Presentadora Claudia Gurisatti	El presidente Álvaro Uribe aseguró hoy que las FARC se comunicaron con las familias de los 11 diputados para atribuirse su asesinato
Presentadora Vicky Dávila	Igualmente el mandatario sostuvo que contempló la posibilidad del despeje pero el general Oscar Naranjo lo hizo cambiar de opinión
<i>Diana Castañeda Informa</i>	El presidente Álvaro Uribe Vélez aseguró que las FARC llamaron a los familiares de los 11 diputados para atribuirse su asesinato
<i>Álvaro Uribe Vélez Presidente de la República</i>	Las FARC llamó familiares de manera desafiante y arrogante a decir que fue las FARC.. la que hizo el asesinato. Cuando yo llegué a Cali supe esa información y ya se la habían dado también al comisionado de paz durante el día y al señor gobernador del Valle del Cauca
Periodista en off	El mandatario dijo que al ver el dolor de las familias de los diputados consideró la posibilidad del despeje pero el general Oscar Naranjo lo persuadió
Presidente A.U.V.	Me dijo, presidente comprendo su dolor pero no sea/no le de a las FARC zonas de despeje, no entre en el juego de la lógica de las FARC
Periodista en off	Ante el auditorio del congreso de servicios públicos, Uribe señaló que ahora se debe pensar en un cambio de política
Presidente A.U.V.	Ya hicimos un gran esfuerzo por el acuerdo humanitario que es la liberación de estos señores de las FARC. Nuestro 2º esfuerzo va a ser la prudencia
Periodista en off	Finalmente el presidente sostuvo que no liberará guerrilleros para que sigan delinquiendo

ANNEXE 3 : EXEMPLE DE TRANSCRIPTION D'UN SOUS-CORPUS : LE RECRUTEMENT D'ENFANTS

TELEPAÍS DICIEMBRE 2007 - 10 de diciembre de 2007

Presentador Jorge Barón	Una grave denuncia hizo esta mañana el comandante de las fuerzas militares, general Fredy Padilla de León. El alto oficial reveló que los grupos insurgentes están reclutando a los menores de edad para utilizarlos como escudos humanos en los enfrentamientos armados
	
Informe de: Natalia Hurtado	Desgarradoras son las imágenes donde se evidencia la participación de niños en la guerra, según el comandante de las fuerzas militares, general Fredy Padilla de León, los menores son utilizados por los grupos insurgentes como carne de cañón, fabricantes de minas y como objetos sexuales
	

	
<i>Gral. Freddy Padilla de León Cde. Fuerzas Militares</i>	El reclutamiento en este momento de estas organizaciones al margen de la ley está ligado con las áreas en donde hay cultivos ilícitos. Particularmente se están aprovechando de aquellas familias que yendo inicialmente con el señuelo de participar en labores de sembrado y recolección de, de la hoja de coca, cuando ya se encuentra en el área, entonces les obligan a q' /les quitan sus hijos
	
Periodista en off	En conmemoración del día mundial de los derechos humanos, hoy el alto oficial firmó un convenio donde se obliga a que las escuelas enseñen a sus militares a tratar con niños víctimas de la guerra. Es el caso de Emmanuel, el pequeño concebido en cautiverio y con un futuro incierto
	

	
Gral. Freddy Padilla de León Cdte. Fuerzas Militares	Yo tengo la esperanza, la esperanza de que Clara Rojas y su niño vuelvan a la libertad y que vuelvan lo antes posible y que vuelvan cuando aún ese niño es un bebé y que pueda tener las condiciones que tienen el resto de colombianos que viven en libertad
	
Periodista en off	Según estadísticas adelantadas por el ministerio de defensa nacional, se han desmovilizado más de 14 mil integrantes de grupos insurgentes, 2.267 de ellos son niños, una cifra que tiene que desaparecer
	

CM& DICIEMBRE 2007 - 10 de diciembre de 2007

María Andrea Vernaza (presentadora)	El comandante de las fuerzas militares ordenó hoy a sus hombres proteger los derechos de los menores desmovilizados. El oficial condenó a los grupos armados ilegales que utilizan a los niños como carne de cañón en los combates con la fuerza pública.
	
Lily Montes informa	Estas dramáticas imágenes muestran el entrenamiento de menores en la guerrilla algunos incluso son instruidos para armar minas con cantos como este [NO SE ESCUCHA BIEN, solo es escucha : el nitrato]
	
Gral. Freddy Padilla de León (Comandante Fuerzas Militares)	Y sirven como carne de cañón cuando realizan los ataques

	
Periodista en off	El general Freddy Padilla tras condenar el hecho, revelo que 2267 niños se han desmovilizado: 1256 pertenecían a las FARC, 321 al ELN, 602 a reductos de las Autodefensas y 88 a las delincuencia común. Así mismo recordó a Manuel, el hijo de Clara Rojas, un niño que no se merecía estar secuestrado y tampoco crecer así.
	
Gral. Freddy Padilla de León (Comandante Fuerzas Mil)	La esperanza de que Clara Rojas y su niño vuelvan a la libertad y que vuelvan cuando aun ese niño es un bebe



Periodista
en off

De otra parte Padilla León aviso que la creación de una base militar en Calamar, Guaviare y condenó de la intercepción del jefe del Estado la cual calificó como una monstruosidad



CARACOL DICIEMBRE 2007 - 10 de diciembre de 2007

Presentador Jorge Alfredo Vargas	Las fuerzas militares denunciaron hoy que las FARC usan niños para fabricar bombas y minas. El general Fredy Padilla de León dijo que mediante rondas o canciones infantiles divulgadas en emisoras clandestinas, los alzados en armas le enseñan a los menores a manipular peligrosos explosivos
	
Periodista en off	El cántico según las fuerzas militares destinado a los niños les enseña como crear peligrosos explosivos
	
Voz hombre en off gritando	Hagamos un explosivo eficaz como ninguno, me refiero al conocido por fórmula R1
	
Carlos Eduardo	Aprovechando el día internacional de los derechos humanos, el Ejército reveló las

Barragán (email)	grabaciones en donde los guerrilleros adiestran a los niños en la preparación y detonación de explosivos
	
Voz hombre en off gritando	Para seguir la tarea, entramos al R C [¿?]
	
Gral. Freddy Padilla de León Comandante Fuerzas Militares	Los niños son muy hábiles, manualmente para aprender esta técnica, y los entusiasman
	
Periodista en off	Para los militares denuncias como esta, hacen que de inmediato se recuerde a Emmanuel, el hijo de Clara Rojas, quien al igual que su madre, está en poder de las FARC
	

	
Gral. Freddy Padilla de León Comandante Fuerzas Militares	Yo tengo la esperanza, la esperanza de que Clara Rojas y su niño vuelvan a la libertad y que vuelvan lo antes posible y que vuelvan cuando aún ese niño es un bebé
	
Periodista en off	Durante el gobierno del presidente Uribe se han desmovilizado 8.668 guerrilleros de las FARC de los cuales 1.256 son niños
	

RCN DICIEMBRE 2007 - 10 de diciembre de 2007

Presentadora Vicky Dávila	En el día de los derechos humanos las fuerzas militares dijeron que en los últimos 4 años más de 2.200 menores han huido de las filas de los grupos armados ilegales.
	
Javier Flórez Informa	Las fuerzas militares aseguran que guerrilleros y las bandas del narcotráfico aumentaron el reclutamiento de niños
	
Gral. Fredy Padilla Comandante Fuerzas Militares	Ellos arriesgan su vida y sirven como carne de cañón cuando realizan los ataques
	
Periodista en off	El gral. Fredy Padilla denunció que con canciones las FARC están entrenando a los niños en la fabricación de las minas antipersonas
	

Canción	...hablemos de un explosivo que esta como ninguno me refiero al conocido por fórmula r1 - ese es tremendo- lleva nitrato de amonio 85%...
	
Gral. Fredy Padilla Comandante Fuerzas Militares	Y los ilusionan en esa edad tan temprana en donde la curiosidad es un elemento esencial que acompaña a cualquier niño
	
Periodista en off	Según el ministerio de defensa en los últimos 4 años se han desmovilizado individualmente 14.329 miembros de grupos al margen de la ley, de ellos 2.267 son menores de 18 años
	

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	3
SOMMAIRE.....	5
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	7
1. À l'origine de cette étude.....	7
1.1. À propos des médias.....	9
1.2. À propos des médias et des confrontations armées.....	11
1.3. Le conflit armé interne dans les médias colombiens.....	12
2. Problématique.....	16
2.1. Question de recherche et hypothèse de travail.....	20
2.2. Corpus.....	21
2.3. Techniques d'analyse.....	22
2.3.1. Les analyses quantitatives : l'analyse de contenu.....	23
2.3.2. Les analyses qualitatives.....	24
2.3.3. L'analyse des images.....	25
2.4. Plan de la thèse.....	27
PREMIÈRE PARTIE : LA COLOMBIE.....	31
3. PRÉSENTATION.....	33
4. LE CONFLIT ARMÉ INTERNE.....	35
4.1. Des origines du conflit armé interne à aujourd'hui.....	37
4.1.1. Les antécédents du conflit armé interne actuel.....	39
4.1.2. La Violencia.....	40
4.1.3. Le Front National : l'exclusion politique.....	41
4.1.4. Années 1960 : la naissance des guérillas.....	42
4.1.5. Les années 1970 et la Doctrine de Sécurité Nationale.....	43
4.1.6. Les années 1980 et la « sale guerre ».....	43
4.1.7. Les années 1990 et la « guerre intégrale ».....	45
4.1.8. Le gouvernement du président Pastrana : Le processus de paix et le Plan Colombie.....	47
4.1.9. Le gouvernement du président Álvaro Uribe et la « Sécurité Démocratique ».....	49
4.1.10. Paysage politique à l'horizon des élections présidentielles de 2010.....	55
4.2. Les acteurs armés du conflit.....	56
4.2.1. Les Forces Militaires (FF.MM.).....	56
4.2.2. Les Paramilitaires.....	57
4.2.3. Les Guérillas.....	61
4.2.3.1. Les FARC.....	62
4.2.3.2. L'ELN.....	64
4.2.3.3. L'EPL.....	65
4.3. Conclusion.....	66
5. LES MÉDIAS D'INFORMATION EN COLOMBIE.....	67
5.1. La presse écrite.....	67
5.2. La radio.....	68
5.3. La télévision.....	69
5.3.1. Les journaux télévisés.....	71
5.3.2. Les journaux télévisés à diffusion nationale.....	73
5.3.2.1. Telepaís.....	74
5.3.2.2. CM&.....	76
5.3.2.3. Noticias Caracol.....	78
5.3.2.4. Noticias RCN.....	79
6. CONFLIT ARMÉ ET LOGIQUE MÉDIATIQUE EN COLOMBIE.....	83
DEUXIÈME PARTIE : CADRE THÉORIQUE.....	85
7. ÉTATS DES LIEUX DE LA RECHERCHE.....	87
7.1. Les études menées en Colombie.....	87
7.2. Constats généraux à propos des études conduites en Colombie.....	88
7.3. Ce que les recherches ont mis en évidence : les principaux résultats.....	89
7.4. À propos des mesures adoptées pour améliorer la qualité de l'information.....	105

7.5. Conclusion.....	110
8. CHAMP NOTIONNEL : INFORMATION, OBJECTIVITÉ, CADRAGE	113
8.1. « Information »	113
8.2. « Objectivité »	117
8.3. Cadrage.....	123
8.3.1. Définition : cadre et cadrage.....	123
8.3.2. À propos des « effets de cadrage »	124
8.3.3. Les différentes approches pour étudier le cadrage.....	126
8.4. Conclusion.....	126
9. LES MÉDIAS DANS LES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES EN GUERRE.....	129
9.1 Les instances médiatiques et les instances réceptrices : le contrat d'information médiatique.....	130
9.2. Les journalistes et leurs contextes professionnels : le modèle de l'action	132
9.3. Cadrage et recadrage de la réalité : la sociologie du discours médiatique	135
9.4. Médias, information et communication de guerre	137
9.4.1. Arme psychologique et instrumentalisation des médias de masse	139
9.4.2. Techniques employées par les armées pour gérer la communication destinées aux médias de masse..	142
9.5. Conclusion.....	146
10. LE JOURNAL TÉLÉVISÉ	149
10.1. La télévision et le journal télévisé	149
10.2. La production d'un JT	152
10.3. Le JT en tant que produit médiatique	157
10.4. La mise en discours de l'information par le JT.....	160
10.4.1. L'information sous la forme d'une relation	161
10.4.2. L'information sous la forme d'une description.....	161
10.4.3. L'information sous la forme d'une narration	163
10.4.4. Informer dans le JT, c'est aussi argumenter.....	163
10.5. Le dispositif du JT	164
10.6. Conclusion.....	168
11. MODÈLE THÉORIQUE PROPOSÉ	171
TROISIÈME PARTIE : ÉTUDE EMPIRIQUE. LE CONFLIT ARMÉ INTERNE EN COLOMBIE	
DANS LES JOURNAUX TÉLÉVISÉS NATIONAUX	177
12. MÉTHODE	179
12.1. Matériel analysé.....	179
12.2. Grilles d'analyse	188
12.2.1. Éléments du contrat de communication à visée informative.....	189
12.2.2. Cadrage général de l'information relative au conflit armé.....	189
12.2.3. Le conflit armé en images.....	193
12.2.4. Cadrage informatif et objectivité de l'information	194
12.2.5. Sources journalistiques et légitimation de la violence politique armée.....	198
12.2.5.1. Les acteurs armés	198
12.2.5.2. L'attribution des responsabilités dans le cadre de la confrontation armée.....	202
13. RÉSULTATS	207
13.1. Contrat de communication et dispositif. Entre proximité et fidélisation des téléspectateurs.....	208
13.2. Le conflit armé : une réalité présente mais peu nommée.....	218
13.2.1. « Conflit ».....	222
13.2.2. « Guerre »	223
13.2.3. « Violence ».....	225
13.2.4. « Confrontation ».....	227
13.2.5. Désignations indirectes du conflit armé interne	230
13.3. Le conflit armé dans les informations télévisées : quel angle de traitement médiatique ?	231
13.4. Qu'est-ce que le conflit armé dans les informations télévisées : analyse thématique.....	232
13.5. Éléments audio-visuels de cadrage proposés par les journaux télévisés.....	238
13.5.1. Éléments scripto-visuels : les titres.....	238
13.5.2. Éléments sonores	242
13.5.3. Images de guerre et guerre en images : quel contenu informatif ?.....	245
13.6. L'information sur le conflit armé et l'objectivité journalistique.....	256
13.6.1. Discours descriptifs, discours objectifs ?.....	257
13.6.2. Sources journalistiques et objectivité de l'information.....	265
13.6.2.1. Visibilité de sources à l'écran.....	265
13.6.2.2. Pluralité des sources	268
13.6.2.3. Qui sont les sources que les journaux télévisés citent et sollicitent ?	270
13.6.2.4. La sélection des sources : sources visibles et sources citées.....	274

13.6.2.5. Sources variées, diversité de points de vue ?	275
13.6.2.6. Polyphonie des sources : peut-on parler d'informations équilibrées ?	277
13.6.2.7. Distanciation vs appropriation : stratégies des journalistes par rapport à leurs sources	285
13.6.2.7.1. Désigner les personnes « privées de liberté »	285
13.6.2.7.2. Une journaliste revendique l'indépendance à l'égard des sources militaires	293
13.6.2.7.3. Désignations employées par les journalistes pour se référer aux acteurs armés	295
13.6.2.7.4. Acteurs armés « terroristes » et « actes terroristes »	316
13.7. (Dé)légitimer la violence politique armée	319
13.7.1. Reconnaissance des acteurs armés	319
13.7.1.1. Acteurs armés : source et sujet des informations	319
13.7.1.2. Comment sont désignés les acteurs armés légaux et illégaux par ces mêmes acteurs armés ? ...	324
13.7.1.3. Reconnaissance des acteurs armés à travers la désignation de leur mort	331
13.7.1.4. Rôle que les informations télévisées attribuent aux acteurs armés	346
13.7.2. Attribution des responsabilités : discours des sources, discours journalistiques	349
13.7.2.1. Les victoires militaires de forces armées de l'État	349
13.7.2.2. Le cas du recrutement d'enfants pour la guerre	360
13.7.2.3. Les attentats à Buenaventura et la mort des députés	369
13.7.2.4. Le suicide en prison d'un homme accusé d'appartenir à la guérilla de l'ELN	382
14. LE CONFLIT ARMÉ DANS LES JOURNAUX TÉLÉVISÉS : SYNTHÈSE	393
CONCLUSION GÉNÉRALE	401
De quelques limites et pistes à suivre	409
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	413
Documents qui se rapportent aux médias et à l'information en temps de guerre	415
Documents qui se rapportent à la Colombie : le conflit armé et les médias nationaux	425
Documents qui se rapportent à l'analyse de contenu, l'analyse de discours et l'analyse de l'image	434
Sites Web	436
ANNEXES	439
ANNEXE 1 : PREMIÈRE GRILLE DE TRANSCRIPTION	441
ANNEXE 2 : GRILLE DE TRANSCRIPTION D'UNE UNITÉ D'INFORMATION	445
ANNEXE 3 : EXEMPLE DE TRANSCRIPTION D'UN SOUS-CORPUS : LE RECRUTEMENT D'ENFANTS	449
TABLE DES MATIÈRES	461